ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS436/AB/R

8 décembre 2014

(14-7136)

Page: 1/324

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES COMPENSATOIRES VISANT CERTAINS PRODUITS PLATS EN ACIER AU CARBONE LAMINÉS À CHAUD EN PROVENANCE D'INDE

AB-2014-7

Rapport de l'Organe d'appel

Table des matières

1 INTRODUCTION 17

1.1 Travaux du Groupe spécial 17

1.2 Procédure d'appel 22

2 ARGUMENTS DES PARTICIPANTS ET DES PARTICIPANTS TIERS 23

2.1 Allégations d'erreur formulées par l'Inde – Appelant 23

2.1.1 Mandat du Groupe spécial 23

2.1.1.1 Sens du terme "ouverte" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Inde 23

2.1.1.2 Pertinence du préjudice et questions distribuées au cours des consultations 24

2.1.1.3 Action de compléter l'analyse 25

2.1.2 Organisme public 25

2.1.2.1 Interprétation et application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC: organismes publics 26

2.1.2.2 Article 11 du Mémorandum d'accord 27

2.1.2.3 Action de compléter l'analyse 29

2.1.3 Contribution financière 29

2.1.3.1 Droits d'exploitation exclusifs 29

2.1.3.2 Prêts du SDF 31

2.1.4 Avantage – allégations "en tant que tel" 34

2.1.4.1 Évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics requise au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC 34

2.1.4.2 Exclusion des prix des pouvoirs publics comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 36

2.1.4.3 Utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 37

2.1.4.4 Fait que le Groupe spécial n'a pas évalué deux motifs avancés pour l'allégation "en tant que tel" de l'Inde visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 39

2.1.4.5 Utilisation obligatoire des prix "à la livraison" comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 41

2.1.5 Avantage – Allégations "tel qu'appliqué" 44

2.1.5.1 Détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate 44

2.1.5.2 Détermination de l'USDOC selon laquelle les pouvoirs publics indiens ont fourni du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate au moyen de l'octroi de droits d'exploitation exclusifs 49

2.1.5.3 Détermination de l'USDOC selon laquelle les prêts du SDF conféraient un avantage au sens de l'article 14 b) de l'Accord SMC 50

2.1.6 Spécificité 51

2.1.6.1 Discrimination en faveur de "certaines entreprises" 52

2.1.6.2 Sens de l'expression "nombre limité de certaines entreprises" 53

2.1.6.3 Fourniture de biens et spécificité 53

2.1.7 Données de fait disponibles 54
2.1.7.1 Interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC 55
2.1.7.2 Constatation "en tant que tel" du Groupe spécial 56
2.1.7.3 Constatation "tel qu'appliqué" du Groupe spécial 57
2.1.8 Allégations de nouvelles subventions 58
2.2 Arguments des États-Unis – Intimé 60
2.2.1 Mandat du Groupe spécial 60
2.2.1.1 Sens du terme "ouverte" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Inde 61
2.2.1.2 Pertinence du préjudice et questions distribuées au cours des consultations 62
2.2.1.3 Action de compléter l'analyse juridique 62
2.2.2 Organisme public 63
2.2.2.1 Interprétation et application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC: organismes publics 63
2.2.2.2 Article 11 du Mémorandum d'accord 65
2.2.2.3 Action de compléter l'analyse juridique 67
2.2.3 Contribution financière 68
2.2.3.1 Droits d'exploitation exclusifs 68
2.2.3.2 Prêts du SDF 69
2.2.4 Avantage – Allégations "en tant que tel" 71
2.2.4.1 Évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics requise au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC 72
2.2.4.2 Exclusion des prix des pouvoirs publics comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 73
2.2.4.3 Utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 75
2.2.4.4 Fait que le Groupe spécial n'a pas évalué deux motifs avancés par l'Inde pour son allégation "en tant que tel" visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 77
2.2.4.5 Utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 79
2.2.5 Avantage – Allégations "tel qu'appliqué" 82
2.2.5.1 Détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate 82
2.2.5.2 Détermination de l'USDOC selon laquelle les pouvoirs publics indiens ont fourni du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate au moyen de l'octroi de droits d'exploitation exclusifs 87
2.2.5.3 Détermination de l'USDOC selon laquelle les prêts du SDF conféraient un avantage au sens de l'article 14 b) de l'Accord SMC 88
2.2.6 Spécificité 89
2.2.6.1 Discrimination en faveur de "certaines entreprises" 89
2.2.6.2 Sens de l'expression "nombre limité de certaines entreprises" 90
2.2.6.3 Fourniture de biens et spécificité 91
2.2.7 Données de fait disponibles 92
2.2.7.1 Interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC 92

2.2.7.2 Constatations "en tant que tel" du Groupe spécial 93
2.2.7.3 Constatations "tel qu'appliqué" du Groupe spécial 95
2.2.8 Allégations de nouvelles subventions 96
2.3 Allégations d'erreur formulées par les États-Unis – Autre appelant 98
2.3.1 Organisme public 98
2.3.2 Cumul croisé 102
2.3.2.1 Interprétation de l'article 15.3 et de l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC 102
2.3.2.2 Article 11 du Mémorandum d'accord 104
2.4 Arguments de l'Inde – Intimé 105
2.4.1 Organisme public 105
2.4.2 Cumul croisé 106
2.4.2.1 Interprétation de l'article 15.3 et de l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC 107
2.4.2.2 Article 11 du Mémorandum d'accord 109
2.5 Arguments des participants tiers 110
2.5.1 Australie 110
2.5.2 Canada 110
2.5.3 Chine 112
2.5.4 Union européenne 118
2.5.5 Arabie saoudite 124
3 QUESTIONS SOULEVÉES DANS LE PRÉSENT APPEL 126
4 ANALYSE DE L'ORGANE D'APPEL 129
4.1 Article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC – Organisme public 129
4.1.1 Introduction 129
4.1.2 Critère juridique pour déterminer si une entité est un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC 130
4.1.2.1 Arguments des participants 131
4.1.2.2 Question préliminaire soulevée par l'Inde 132
4.1.2.3 Interprétation de l'expression "organisme public" 133
4.1.3 Question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse de la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC était un organisme public 137
4.2 Décision préliminaire du Groupe spécial relative à son mandat 145
4.3 Article 1.1. a) 1) de l'Accord SMC – Contribution financière 145
4.3.1 Droits d'exploitation exclusifs 145
4.3.1.1 Constatations du Groupe spécial 146
4.3.1.2 Question de savoir si l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation constitue une fourniture de biens au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC 147
4.3.1.3 Question de savoir si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord 150
4.3.2 Prêts du SDF 152
4.3.2.1 Constatations du Groupe spécial 152

4.3.2.2 Allégations présentées par l'Inde en appel 153
4.3.2.3 Article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC 154
4.3.2.4 Question de savoir si les prêts du SDF constituent des transferts directs de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC 158
4.4 Article 14 de l'Accord SMC – Avantage 160
4.4.1 Allégations "en tant que tel" au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC 160
4.4.1.1 Introduction 160
4.4.1.2 Question de savoir si l'article 14 d) de l'Accord SMC exige des analyses séparées de l'"adéquation de la rémunération" et de l'"avantage" 161
4.4.1.3 Allégations de l'Inde concernant l'utilisation de points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 167
4.4.1.4 Allégations de l'Inde concernant l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison" au titre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis 186
4.4.2 Allégations "tel qu'appliqué" au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC 197
4.4.2.1 Allégations de l'Inde concernant la fourniture de minerai de fer par la NMDC 198
4.4.2.2 Allégations de l'Inde concernant les droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer et le charbon 212
4.4.2.3 Allégations de l'Inde concernant les prêts du SDF 216
4.5 Spécificité 221
4.5.1 Constatations du Groupe spécial 221
4.5.2 Contestation par l'Inde de la constatation du Groupe spécial concernant la spécificité *de facto* 223
4.5.2.1 Utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises 226
4.5.2.2 Question de savoir si le premier facteur de l'article 2.1 c) exige une constatation de discrimination entre "certaines entreprises" et d'autres entreprises se trouvant dans une situation semblable 229
4.5.2.3 Fournitures de biens et constatations de spécificité 232
4.6 Article 12.7 de l'Accord SMC 234
4.6.1 Allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC 235
4.6.1.1 Constatations du Groupe spécial 235
4.6.1.2 Interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC 237
4.6.1.3 Évaluation de l'allégation d'erreur formulée par l'Inde 242
4.6.2 Question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord en établissant le sens de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis 245
4.6.2.1 Constatations du Groupe spécial 246
4.6.2.2 Évaluation de l'allégation d'erreur formulée par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord 247
4.6.3 Action de compléter l'analyse juridique de la question de savoir si la mesure en cause est "en tant que telle" incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC 252
4.6.3.1 Introduction 252
4.6.3.2 Texte de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis 253

4.6.3.3 Autres éléments de preuve relatifs au sens et à l'interprétation de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis 257
4.6.3.4 Conclusion 261
4.6.4 Compatibilité de la mesure avec l'article 12.7 de l'Accord SMC "tel qu'appliqué" – Utilisation du taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé 262
4.6.4.1 Question de savoir si le Groupe spécial a appliqué une "charge de la preuve non nécessaire" en ce qui concerne l'allégation de l'Inde concernant l'utilisation des taux de subventionnement non *de minimis* les plus élevés 262
4.6.4.2 Évaluation de l'allégation de l'Inde 264
4.6.5 Question de savoir si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'Inde n'avait pas fourni d'éléments *prima facie* en ce qui concerne son allégation selon laquelle le réexamen à l'extinction de 2013 constituait une violation de l'article 12.7 de l'Accord SMC 266
4.6.5.1 Évaluation de l'allégation de l'Inde 267
4.7 Allégations de nouvelles subventions 268
4.7.1 Introduction 268
4.7.2 Constatations du Groupe spécial 269
4.7.3 Examen de l'analyse faite par le Groupe spécial des allégations de l'Inde au titre des articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC 271
4.7.3.1 Applicabilité des articles 11, 13, 21 et 22 de l'Accord SMC à l'examen d'allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs 272
4.7.3.2 Question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'examen par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions dans le cadre de réexamens administratifs était incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC 278
4.7.3.3 Question de savoir si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord 281
4.7.4 Conclusion 283
4.8 Évaluation cumulative des importations dans les enquêtes en matière de droits compensateurs 283
4.8.1 Allégations au titre de l'article 15 de l'Accord SMC 283
4.8.1.1 Les constatations du Groupe spécial 283
4.8.1.2 Article 15 de l'Accord SMC 285
4.8.1.3 Examen de l'analyse du Groupe spécial 288
4.8.2 Allégations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord 292
4.8.2.1 Constatations du Groupe spécial concernant l'article 1677 7) G) 292
4.8.2.2 Arguments présentés en appel 293
4.8.2.3 Examen de l'analyse par le Groupe spécial de l'article 1677 7) G) 293
5 CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS 299

ANNEXE 1 NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR L'INDE 303
ANNEXE 2 NOTIFICATION D'UN AUTRE APPEL PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS 321
ANNEXE 3 DÉCISION PROCÉDURALE PRÉSENTÉE PAR L'ORGANE D'APPEL 323

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Désignation
Accord antidumping	Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
Accord SMC	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
Accord sur l'OMC	Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce
f.a.b	Franco à bord
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
JPC	Joint Plant Committee
JSW	Jindal Steel Works
Loi des États-Unis	*United States Code*, titre 19, chapitre 4, sous-titre IV
Loi douanière des États-Unis	Loi douanière de 1930 des États-Unis, Public Law No. 1202-1527, 46 Stat. 741
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
NMDC	National Mineral Development Corporation
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
OTR	hors route
Procédures de travail	Procédures de travail pour l'examen en appel, WT/AB/WP/6, 16 août 2010
Rapport du Groupe spécial	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde* (WT/DS436/R)
Rapport Hoda	Politique nationale concernant les minerais, rapport du Comité de haut niveau (décembre 2006), annexé aux allégations de nouvelles subventions de 2006 (Tata) (pièce USA-71 présentée au Groupe spécial)
Règlement des États-Unis	*United States Code of Federal Regulations*, titre 19, volume 3, chapitre III, partie 351
SDF	Fonds pour le développement de la sidérurgie
Tata	Tata Steel Limited
TPS	Programme "Target Plus"
USDOC	Département du commerce des États-Unis
USITC	Commission du commerce international des États-Unis
VMPL	Vijayanagar Minerals Pvt. Ltd.

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Australie – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande*, WT/DS367/AB/R, adopté le 17 décembre 2010
Australie – Saumons	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Brésil – Pneumatiques rechapés	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés*, WT/DS332/AB/R, adopté le 17 décembre 2007
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R
Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS70/AB/RW, adopté le 4 août 2000
Canada – Automobiles	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000
Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis	Rapports de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant le secteur de la production d'énergie renouvelable / Canada – Mesures relatives au programme de tarifs de rachat garantis*, WT/DS412/AB/R / WT/DS426/AB/R, adoptés le 24 mai 2013
Canada – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS321/AB/R, adopté le 14 novembre 2008
Canada – Périodiques	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures concernant les périodiques*, WT/DS31/AB/R, adopté le 30 juillet 1997
Canada – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, WT/DS103/AB/R, WT/DS113/AB/R, adopté le 27 octobre 1999
Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/AB/RW, WT/DS113/AB/RW, adopté le 18 décembre 2001
Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande II)	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS103/AB/RW2, WT/DS113/AB/RW2, adopté le 17 janvier 2003
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
CE – Éléments de fixation (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine*, WT/DS397/AB/R, adopté le 28 juillet 2011
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Linge de lit	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R, adopté le 27 septembre 2005, et Corr.1
CE – Produits dérivés du phoque	Rapports de l'Organe d'appel *Communautés Européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque*, WT/DS400/AB/R / WT/DS401/AB/R, adoptés le 18 juin 2014
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
CE – Subventions à l'exportation de sucre	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre*, WT/DS265/AB/R, WT/DS266/AB/R, WT/DS283/AB/R, adopté le 19 mai 2005
CE – Volailles	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998
CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes et certains États membres – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs*, WT/DS316/AB/R, adopté le 1er juin 2011
Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS207/AB/RW, adopté le 22 mai 2007
Chine – AMGO	Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Droits compensateurs et droits antidumping visant les aciers dits magnétiques laminés, à grains orientés, en provenance des États-Unis*, WT/DS414/AB/R, adopté le 16 novembre 2012
Chine – AMGO	Rapport du Groupe spécial *Chine – Droits compensateurs et droits antidumping visant les aciers dits magnétiques laminés, à grains orientés, en provenance des États-Unis*, WT/DS414/R et Add.1, adopté le 16 novembre 2012, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS414/AB/R
Chine – Automobiles (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Chine – Droits antidumping et compensateurs visant certaines automobiles en provenance des États-Unis*, WT/DS440/R et Add.1, adopté le 18 juin 2014
Chine – Matières premières	Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières*, WT/DS394/AB/R / WT/DS395/AB/R / WT/DS398/AB/R, adoptés le 22 février 2012
Chine – Pièces automobiles	Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles*, WT/DS339/AB/R / WT/DS340/AB/R / WT/DS342/AB/R, adoptés le 12 janvier 2009
Chine – Produits à base de poulet de chair	Rapport du Groupe spécial *Chine – Mesures antidumping et compensatoires visant les produits à base de poulet de chair en provenance des États-Unis*, WT/DS427/R et Add.1, adopté le 25 septembre 2013
Chine – Terres rares	Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Mesures relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène*, WT/DS431/AB/R / WT/DS432/AB/R / WT/DS433/AB/R, adoptés le 29 août 2014
Corée – Boissons alcooliques	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R, adopté le 17 février 1999
Corée – Marchés publics	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant les marchés publics*, WT/DS163/R, adopté le 19 juin 2000
Corée – Navires de commerce	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Acier au carbone	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS213/AB/R
États-Unis – Acier au carbone (Inde)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde*, WT/DS436/R et Add.1, distribué aux Membres de l'OMC le 14 juillet 2014 [appel en cours]
États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique*, WT/DS344/AB/R, adopté le 20 mai 2008
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs (deuxième plainte)*, WT/DS353/AB/R, adopté le 23 mars 2012
États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 1er février 2002
États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R, adopté le 27 janvier 2000
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/R, adopté le 17 février 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS257/AB/R
États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, et Corr.1
États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant la production et la vente de cigarettes aux clous de girofle*, WT/DS406/AB/R, adopté le 24 avril 2012
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R et Add.1 à Add.3, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS267/AB/RW, adopté le 20 juin 2008
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de Chine*, WT/DS379/AB/R, adopté le 25 mars 2011

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de Chine*, WT/DS379/R, adopté le 25 mars 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS379/AB/R
États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée*, WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005
États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée*, WT/DS296/R, adopté le 20 juillet 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS296/AB/R
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – Gluten de froment	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005, et Corr.1
États-Unis – Maintien de la réduction à zéro	Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro, WT/DS350/AB/R, adopté le 19 février 2009
États-Unis – Maintien de la suspension	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE – Hormones*, WT/DS320/AB/R, adopté le 14 novembre 2008
États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping visant certains produits en provenance de Chine*, WT/DS449/AB/R et Corr.1, adopté le 22 juillet 2014
États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003
États-Unis – Plomb et bismuth II	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni*, WT/DS138/AB/R, adopté le 7 juin 2000
États-Unis – Pneumatiques (Chine)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine*, WT/DS399/AB/R, adopté le 5 octobre 2011
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/R, adopté le 9 mai 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS294/AB/R
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS244/AB/R
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier*, WT/DS248/AB/R, WT/DS249/AB/R, WT/DS251/AB/R, WT/DS252/AB/R, WT/DS253/AB/R, WT/DS254/AB/R, WT/DS258/AB/R, WT/DS259/AB/R, adopté le 10 décembre 2003

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, WT/DS202/AB/R, adopté le 8 mars 2002
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/R, WT/DS178/R, adopté le 16 mai 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Japon – DRAM (Corée)	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS336/AB/R et Corr.1, adopté le 17 décembre 2007
Japon – DRAM (Corée)	Rapport du Groupe spécial *Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée*, WT/DS336/R, adopté le 17 décembre 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS336/AB/R
Japon – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
Japon – Produits agricoles II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz*, WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS295/AB/R
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
Philippines – Spiritueux distillés	Rapports de l'Organe d'appel *Philippines – Taxes sur les spiritueux distillés*, WT/DS396/AB/R / WT/DS403/AB/R, adoptés le 20 janvier 2012
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R, adopté le 19 mai 2005
Thaïlande – Poutres en H	Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

PIÈCES PRÉSENTÉES AU GROUPE SPÉCIAL CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Pièce	Titre abrégé, le cas échéant	Désignation
IND-4	Énoncé des mesures administratives	Uruguay Round Agreements Act, Statement of Administrative Action, H.R. Doc. No. 103-316 (1994)
IND-7	Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2001	USDOC, Issues and Decision Memorandum: Final Results of the Countervailing Duty Investigation, Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/04/1999-31/03/2000 (21 September 2001)
IND-9	Déterminations finales de l'USITC	USITC, Hot-Rolled Steel Products from Argentina and South Africa, Investigations Nos. 701-TA-404 (Final) and 731-TA-898 and 905 (Final), Publication 3446 (August 2001)
IND-15A		United States Steel Corporation, Letter dated 2 May 2005 to USDOC alleging additional government subsidies (Essar) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821)
IND-15B		United States Steel Corporation, Letter dated 29 June 2005 in response to USDOC request for clarification regarding new subsidy allegations (Essar) of 2 May 2005 in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821)
IND-17	Résultats préliminaires du réexamen administratif de 2004	USDOC, Notice of Preliminary Results of Countervailing Duty Administrative Review: Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2004, *United States Federal Register*, Vol. 71, No. 6 (10 January 2006), pp. 1512-1519
IND-24		United States Steel Corporation, Letter dated 23 May 2007 alleging additional government subsidies (Ispat) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821)
IND-25		United States Steel Corporation, Letter dated 23 May 2007 alleging additional government subsidies (JSW) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821)
IND-26		United States Steel Corporation, Letter dated 23 May 2007 alleging additional government subsidies (Tata) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821)
IND-27		United States Steel Corporation, Letter dated 23 May 2007 alleging additional government subsidies (Essar) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821)
IND-32	Résultats préliminaires du réexamen administratif de 2006	USDOC, Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India: Notice of Preliminary Results of Countervailing Duty Administrative Review (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006, *United States Federal Register*, Vol. 73, No. 6 (9 January 2008), pp. 1578-1599
IND-33	Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006	USDOC, Issues and Decision Memorandum: Final Results of Administrative Review, Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products From India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006, 7 July 2008
IND-37		USDOC, Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India: Notice of Preliminary Results and Partial Rescission of Countervailing Duty Administrative Review (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2007, *United States Federal Register*, Vol. 73, No. 250 (30 December 2008), pp. 79791-79802
IND-38	Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007	USDOC, Issues and Decision Memorandum: Final Results and Partial Rescission of Countervailing Duty Administrative Review, Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2007, 29 April 2009

Pièce	Titre abrégé, le cas échéant	Désignation
IND-47	Hyosung Corporation contre États-Unis	United States Court of International Trade, Hyosung Corporation v. United States, 2011 WL 1882519 (CIT) (31 March 2011)
IND-48	Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis	United States Court of Appeals for the Federal Circuit, Rhone Poulenc, Inc. v. The United States, 899 F.2d 1185 (Fed. Cir. 1990) (27 March 1990)
IND-49A	Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis	United States Court of International Trade, Mueller Comercial de Mexico v. United States, 807 F.Supp.2d 1361 (CIT 2011) (16 December 2011)
IND-49B	Essar Steel Ltd contre États-Unis	United States Court of Appeals for the Federal Circuit, Essar Steel Limited v. United States, 678 F.3d 1268 (Fed. Cir. 2012) (27 April 2012)
IND-54B		Supreme Court of India, Tata Iron and Steel Co. Ltd. v. Collector of Central Excise, Jamshedpur (2002) 8 SCC, pp. 338-351
IND-57		Essar Steel Limited, Response dated 12 April 2005 to USDOC questionnaire of 3 February 2005 in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2004
IND-58	Réponse de 2005 des pouvoirs publics indiens au questionnaire complémentaire pour le réexamen administratif de 2004	Government of India, Response dated 2 September 2005 to USDOC supplemental questionnaire of 3 August 2005 in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2004
IND-59	Réponse de 2007 des pouvoirs publics indiens au questionnaire pour le réexamen administratif de 2006	Government of India, Response dated 23 April 2007 to USDOC questionnaire in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006
IND-61		Government of India, Response dated 8 February 2008 to USDOC supplemental questionnaire of 11 January 2008 in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006
IND-65	Réponse de 2007 de Tata au questionnaire pour le réexamen administratif de 2006	Tata Steel Limited, Response dated 1 November 2007 to USDOC Countervailing Duty New Subsidies Allegations Questionnaire of 27 September 2007 in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006
IND-67		Tata Steel Limited, Response dated 8 February 2008 to USDOC supplemental questionnaire of 11 January 2008 in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006
IND-68A		Tata Steel Limited, Expert Statement of Professor James Otto on behalf of Tata Steel Limited in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006 (6 November 2007)
IND-68B		Tata Steel Limited, Additional Statement of James Otto on Ore Royalties on behalf of Tata Steel Limited in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006 (28 November 2007)
IND-70	Rapport de vérification de Tata	Tata Steel Limited, Certification of Service of Verification Exhibits and Minor Corrections identified by the USDOC in Countervailing Duty Investigation of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-831) for the period 01/01-31/12/2006 (17 March 2008)
IND-71		Table of relevant USDOC determinations regarding the application of "adverse facts available" provisions in administrative reviews
IND-72-1(2)		DPE Guidelines, Chapter IX: Navratna/Miniratna Status of PSUs, section 1, "Turning selected public sector enterprises into global giants – grant of autonomy"

Pièce	Titre abrégé, le cas échéant	Désignation
IND-72-2(1)		DPE Guidelines, Chapter IX: Navratna/Miniratna Status of PSUs, section 5, "Financial and operational autonomy for profit making public sector enterprises – Mini-Ratnas"
USA-4		Countervailable subsidy – Benefit conferred, *United States Code*, Title 19, Chapter 4, Subtitle IV, Section 1677(5)(E)
USA-12		Determinations on basis of facts available, *United States Code*, Title 19, Chapter 4, Subtitle IV, Section 1677e
USA-13		Determinations on the basis of the facts available, *United States Code of Federal Regulations*, Title 19, Vol. 3, Chapter III, Part 351, Section 351.308
USA-14	Règle finale sur les droits antidumping et compensateurs	USDOC, Antidumping Duties; Countervailing Duties: Final Rule, *United States Federal Register*, Vol. 62, No. 96 (19 May 1997), pp. 27296 and 27339-27341
USA-15		USDOC, Final Affirmative Countervailing Duty Determination: Certain Cut-to-Length Carbon-Quality Steel Plate from Indonesia, *United States Federal Register*, Vol. 64, No. 249 (29 December 1999), pp. 73155-73164
USA-17		USDOC, Issues and Decision Memorandum: Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Stainless Steel Bar From Italy (C-475-830) (15 January 2002), pp. 1 and 15-19
USA-19		USDOC, Issues and Decision Memorandum: Final Results of Countervailing Duty Administrative Review: Certain In-shell Pistachios from the Islamic Republic of Iran (C-507-501) (6 September 2005)
USA-47		USDOC, Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Administrative Reviews and Request for Revocation in Part, *United States Federal Register*, Vol. 72, No. 22 (2 February 2007), pp. 5005-5007
USA-66	Rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens	USDOC, Verification of Questionnaire Responses Submitted by the Government of India in Countervailing Duty Administrative Review of Certain Hot-Rolled Carbon ("HRC") Steel Flat Products from India (C-533-821), for the period 01/01-31/12/2004 (3 January 2006), pp. 1-9
USA-69	Allégations de nouvelles subventions de 2004 (Essar)	United States Steel Corporation, Letter dated 2 May 2005 alleging additional government subsidies (Essar) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821)
USA-71	Allégations de nouvelles subventions de 2006 (Tata)	United States Steel Corporation, Letter dated 23 May 2007 alleging additional government subsidies (Tata) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products From India (C-533-821)
USA-74	Rapport de vérification de 2001 des réponses des pouvoirs publics indiens dans l'enquête	USDOC, Verification of the Questionnaire Responses Submitted by the Government of India (GOI) in Countervailing Duty Investigation of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821), for the period 01/01-31/12/2001 (17 July 2001)
USA-75	Réponse de 2001 des pouvoirs publics indiens au questionnaire complémentaire	Government of India, Response dated 20 March 2001 to USDOC supplemental questionnaire in Countervailing Duty Investigation of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (Section 701 Investigation) (C-533-821)
USA-78		National Steel Corporation and United States Steel Corporation, Letter dated 19 May 2003 alleging additional government subsidies (Essar) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821)
USA-80		USDOC, Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Administrative Reviews and Request for Revocation in Part, *United States Federal Register*, Vol. 68, No. 14 (22 January 2003), pp. 3009-3011

Pièce	Titre abrégé, le cas échéant	Désignation
USA-81		USDOC, Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Administrative Reviews and Request for Revocation in Part, *United States Federal Register*, Vol. 70, No. 19 (31 January 2005), pp. 4818-4820
USA-82		USDOC, Initiation of Antidumping and Countervailing Duty Administrative Reviews and Request for Revocation in Part, *United States Federal Register*, Vol. 73, No. 18 (28 January 2008), pp. 4829-4831
USA-114	Rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens	USDOC, Verification of the Questionnaire Responses Submitted by the Government of India in Countervailing Duty Administrative Review of Certain Hot-Rolled Carbon ("HRC") Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2004 (3 January 2006)
USA-118		Essar Steel Ltd., Response dated 14 November 2007 to USDOC supplemental questionnaire of 6 November 2007 in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821), including attachments and internal Exhibit 1, table of "2006 iron ore prices in the Japanese market", sourced from Tex Report
USA-119		Essar Steel Ltd., Response dated 21 November 2008 to USDOC fourth supplemental questionnaire in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821), including attachments and internal Exhibit 4, table of "2007 iron ore prices in the Japanese market", sourced from Tex Report

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
ORGANE D'APPEL

États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde

Inde, *appelant/intimé*
États-Unis, *autre appelant/intimé*

Arabie saoudite, *participant tiers*
Australie, *participant tiers*
Canada, *participant tiers*
Chine, *participant tiers*
Turquie, *participant tiers*
Union européenne, *participant tiers*

AB-2014-7

Section de l'Organe d'appel:

Ramírez-Hernández, Président
Bhatia, Membre
Graham, Membre

1 INTRODUCTION

1.1. L'Inde et les États-Unis font chacun appel de certaines questions de droit et interprétations du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde*[1] (rapport du Groupe spécial). Le Groupe spécial a été établi[2] pour examiner une plainte de l'Inde[3] concernant l'imposition, par les États-Unis, de droits compensateurs visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde.

1.1 Travaux du Groupe spécial

1.2. L'Inde a contesté deux types de mesures se rapportant à l'imposition par les États-Unis de droits compensateurs sur les importations de certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde, à savoir: i) la législation pertinente; et ii) les déterminations spécifiques ayant abouti à l'imposition des droits compensateurs. Premièrement, l'Inde a présenté des allégations concernant certaines dispositions de la Loi douanière de 1930 des États-Unis[4] (Loi douanière des États-Unis) codifiée dans le *United States Code*, titre 19, chapitre 4, sous-titre IV (Loi des États-Unis)[5], et du *United States Code of Federal Regulations*, titre 19, volume 3, chapitre III, partie 351 (Règlement des États-Unis).[6] Deuxièmement, l'Inde a contesté plusieurs mesures se rapportant à l'enquête initiale ouverte par les États-Unis en décembre 2000, aux réexamens administratifs de 2002, 2004, 2006, 2007 et 2008, et au réexamen à l'extinction de 2006. Pour ces deux types de mesures, l'Inde a également contesté les modifications, mesures de remplacement, lois d'application ou toute autre mesure connexe s'y rapportant.[7] Les mesures en cause dans le présent différend sont exposées plus en détail aux paragraphes 2.1 et 2.2 du rapport du Groupe spécial.

1.3. L'Inde a allégué que les mesures des États-Unis étaient incompatibles avec plusieurs des obligations au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC), de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC). Ces obligations concernent la détermination de l'existence d'une subvention, la spécificité, l'ouverture des enquêtes, les éléments de preuve, les prescriptions relatives aux consultations, le calcul de l'avantage, la détermination de l'existence d'un dommage, l'imposition et le recouvrement des

[1] WT/DS436/R, 14 juillet 2014.
[2] À sa réunion du 31 août 2012, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme l'Inde l'avait demandé dans le document WT/DS436/3, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord). (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 1.3)
[3] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde, WT/DS436/3.
[4] Loi douanière de 1930 des États-Unis, Public Law n° 1202-1527, 46 Stat. 741.
[5] En particulier, les articles 1677 7) G); 1675a a) 7); 1675b e) 2); et 1677e b).
[6] En particulier, les articles 351.511 a) 2) i) à iv); et 351.308.
[7] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 2.1 et 2.2.

droits antidumping, le réexamen des droits compensateurs et les prescriptions relatives aux avis au public.[8] En outre, conformément à l'article 19 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), l'Inde a demandé au Groupe spécial de suggérer aux États-Unis deux façons spécifiques de rendre leurs mesures conformes aux trois accords: i) l'abrogation ou la modification des dispositions législatives incriminées; et ii) le retrait du droit compensateur frappant les produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde.[9] Les allégations de l'Inde et les constatations et recommandations qu'elle demandait sont exposées plus en détail aux paragraphes 3.1 et 3.2 du rapport du Groupe spécial.

1.4. Le 3 mai 2013, les États-Unis ont présenté au Groupe spécial deux demandes de décisions préliminaires concernant la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Inde avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Leur première demande concernait l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 de l'Accord SMC, qui était formulée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial de la manière suivante: "[L]es déterminations établies, et les mesures compensatoires imposées, par les États-Unis sont incompatibles avec … [l'a]rticle 11 de l'Accord SMC parce qu'aucune enquête n'a été ouverte ou effectuée aux fins de la détermination des effets des nouvelles subventions incluses dans les réexamens administratifs."[10] Les États-Unis ont fait valoir que les allégations de l'Inde concernant l'ouverture alléguée d'une enquête en dépit de l'insuffisance des éléments de preuve figurant dans la demande présentée par écrit par la branche de production nationale, telles qu'elles figurent dans la première communication écrite de l'Inde, ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial. La deuxième demande des États-Unis concernait l'allégation de l'Inde selon laquelle leur réexamen à l'extinction de 2013 était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Les États-Unis ont fait valoir que, comme l'Inde n'avait pas fait explicitement référence au réexamen à l'extinction de 2013 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, son allégation à cet égard ne relevait pas du mandat du Groupe spécial. Le 21 mai 2013, avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, l'Inde a présenté une réponse écrite aux demandes de décisions préliminaires des États-Unis. Le 16 août 2013, le Groupe spécial a remis des décisions préliminaires aux parties au différend. La teneur des décisions préliminaires du Groupe spécial est exposée dans la section 1.3.3 de son rapport.

1.5. Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 14 juillet 2014. S'agissant des demandes de décisions préliminaires des États-Unis, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

a. le réexamen à l'extinction de 2013 relevait de son mandat;

b. l'allégation de l'Inde selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 11.1 de l'Accord SMC en n'"ouv[rant]" pas d'enquête sur les nouvelles subventions relevait de son mandat; et

c. les allégations de l'Inde selon lesquelles les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC, s'agissant de l'ouverture alléguée d'une enquête, en dépit de l'insuffisance des éléments de preuve dans la demande présentée par écrit par la branche de production nationale, ne relevaient pas de son mandat.[11]

1.6. S'agissant de la fourniture de minerai de fer à haute teneur par la National Mineral Development Corporation (NMDC), le Groupe spécial a reconnu le bien-fondé de deux des allégations de l'Inde. Ces allégations concernaient la détermination de la spécificité par le Département du commerce des États-Unis (USDOC) et sa méthode de calcul de l'avantage conféré aux bénéficiaires. Spécifiquement, le Groupe spécial a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec:

[8] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 3.1.
[9] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 3.2.
[10] WT/DS436/3.
[11] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.1. Voir aussi les paragraphes 1.42 et 1.43.

a. l'article 2.1 c) de l'Accord SMC, du fait qu'ils n'avaient pas tenu compte de tous les facteurs obligatoires dans leur détermination de spécificité *de facto* concernant la NMDC[12]; et

b. l'article 14 d) de l'Accord SMC, du fait qu'ils n'avaient pas pris en considération les renseignements pertinents sur les prix intérieurs pour les utiliser comme points de repère du niveau I[13], les États-Unis ayant cherché à cet égard à invoquer une justification *a posteriori*.[14]

1.7. S'agissant du Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer et du Programme d'exploitation exclusive du charbon[15], le Groupe spécial a reconnu le bien-fondé de trois allégations de l'Inde. Ces allégations concernaient, entre autres, l'appréciation par l'USDOC des éléments de preuve, sa détermination selon laquelle les pouvoirs publics indiens accordaient une contribution financière en fournissant du fer et du charbon moyennant une rémunération moins qu'adéquate, et sa méthode de calcul de l'avantage conférée aux bénéficiaires. En particulier, le Groupe spécial a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec:

a. l'article 12.5 de l'Accord SMC, du fait qu'ils n'avaient pas déterminé l'existence du Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer en se fondant sur des renseignements exacts[16];

b. l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC, du fait qu'ils avaient déterminé sans disposer d'une base d'éléments de preuve suffisante que les pouvoirs publics indiens avaient octroyé à Tata Steel Limited (Tata) une contribution financière sous la forme d'un bail d'exploitation exclusive du charbon au titre du Programme d'exploitation exclusive du charbon/de la Loi sur la nationalisation des charbonnages[17]; et

c. l'article 14 d) de l'Accord SMC, s'agissant du rejet par l'USDOC de certains renseignements sur les prix intérieurs lorsqu'il avait évalué l'avantage en ce qui concerne les droits d'exploitation pour le minerai de fer.[18]

1.8. De plus, le Groupe spécial a reconnu le bien-fondé de plusieurs autres allégations de l'Inde. Ces allégations concernaient, entre autres, l'évaluation du dommage faite par la Commission du commerce international des États-Unis (USITC), y compris son recours au cumul croisé[19], son application des "données de fait disponibles" et le fait qu'elle n'avait pas respecté ses obligations en matière d'avis au public. En particulier, le Groupe spécial a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec:

[12] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.a.i. Voir aussi le paragraphe 7.193.

[13] L'article 351.511 a) 2) i) à iii) du règlement des États-Unis énonce le mécanisme de fixation de points de repère fondés sur les prix que doit appliquer l'USDOC pour déterminer si la fourniture de biens par les pouvoirs publics ou un organisme public confère ou non un avantage au bénéficiaire. Le mécanisme prévoit trois niveaux par rapport auxquels le prix des pouvoirs publics doit être comparé: niveau I – prix réel déterminé par le marché; niveau II – prix pratiqué sur le marché mondial; et niveau III – compatibilité avec les principes du marché. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.15.)

[14] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.a.ii. Voir aussi le paragraphe 7.194.

[15] Ces programmes d'"exploitation exclusive" désignent les programmes concernant lesquels les pouvoirs publics indiens fournissaient du minerai de fer et du charbon par le biais de l'octroi du droit d'exploiter ces minéraux. Les droits d'exploitation en cause étaient appelés "droits d'exploitation exclusifs" parce qu'ils accordaient aux bénéficiaires le droit exclusif d'exploiter le minerai de fer ou le charbon pour leur propre usage dans la production d'acier. S'agissant en particulier des droits d'exploitation du charbon, ils étaient accordés au titre de la Loi sur la nationalisation des charbonnages. Le Groupe spécial a examiné la contestation par l'Inde de la détermination de l'USDOC selon laquelle Tata Iron and Steel Company Limited, qui est par la suite devenue Tata Steel Limited (Tata), était un bénéficiaire du Programme d'exploitation exclusive du charbon. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.220, 7.233, 7.240, 7.242 (et note de bas de page 435 y relative) et 7.245 à 7.252.)

[16] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.b.i. Voir aussi les paragraphes 7.217 et 7.265.

[17] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.b.ii. Voir aussi les paragraphes 7.252 et 7.265.

[18] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.b.iii. Voir aussi les paragraphes 7.263 et 7.265.

[19] Le Groupe spécial a défini le "cumul croisé" comme étant l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'une enquête en matière de droits compensateurs et des effets des importations faisant uniquement l'objet d'une enquête antidumping parallèle. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.339.)

a. l'article 15.3 de l'Accord SMC, en ce qui concerne l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" dans l'enquête initiale en cause, s'agissant du "cumul croisé" des effets des importations faisant l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs et des effets des importations ne faisant pas l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées[20];

b. l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC, en ce qui concerne l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" dans l'enquête initiale en cause, s'agissant des évaluations du dommage sur la base, entre autres, du volume, des effets et de l'incidence des importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping[21];

c. l'article 12.7 de l'Accord SMC, du fait qu'ils avaient appliqué des "données de fait disponibles" dénuées de tout fondement factuel s'agissant de plusieurs déterminations concernant Jindal Steel Works (JSW), Vijayanagar Minerals Pvt. Ltd. (VMPL) et Tata[22]; et

d. l'article 22.5 de l'Accord SMC, du fait qu'ils n'ont pas donné un avis adéquat de l'examen par l'USDOC de certains points de repère dans le pays lors de l'évaluation de l'avantage conféré par les ventes de minerai de fer de la NMDC.[23]

1.9. Toutefois, le Groupe spécial a rejeté plusieurs des allégations de l'Inde. Ces allégations concernaient, entre autres, l'appréciation par l'USDOC des éléments de preuve, son évaluation de l'adéquation de la rémunération et sa détermination de l'avantage, son évaluation des "conditions du marché existantes" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, sa détermination sur le point de savoir si le Fonds pour le développement de la sidérurgie (FDS) constituait un organisme public, son examen des allégations de nouvelles subventions lors des réexamens administratifs, et l'évaluation du dommage faite par l'USITC. Spécifiquement, le Groupe spécial a rejeté les allégations de l'Inde selon lesquelles les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec:

a. l'article 14 d) de l'Accord SMC en ce qui concerne l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis "en tant que tel"[24];

b. les articles 14 d), 19.3 et 19.4 de l'Accord SMC en ce qui concerne l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis "en tant que tel"[25];

c. les articles 1.1 a) 1), 1.1 b), 2.4, 14 d) et le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC, s'agissant de la fourniture de minerai de fer à haute teneur par la NMDC[26];

d. les articles 1.1 a) 1) iii), 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC, s'agissant du Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer et du Programme d'exploitation exclusive du charbon[27];

e. les articles 1.1 a) 1), 1.1 a) 1) i), 1.1 b), 14 b) et le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC, s'agissant du SDF[28];

f. l'article 15.1, 15.2, 15.3, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC, s'agissant des articles 1675a a) 7) et 1675b e) 2) de la Loi des États-Unis "en tant que tels", et

[20] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.c. Voir aussi le paragraphe 7.356.
[21] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.d. Voir aussi le paragraphe 7.369.
[22] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.e. Voir aussi les paragraphes 7.452, 7.456, 7.465, 7.468, 7.471, 7.473 et 7.475.
[23] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.f. Voir aussi le paragraphe 7.352.
[24] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.a. Voir aussi les paragraphes 7.35, 7.52 et 7.64.
[25] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.b. Voir aussi les paragraphes 7.63 et 7.64.
[26] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.c. Voir aussi les paragraphes 7.89, 7.140, 7.171, 7.193 et 7.194.
[27] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.d. Voir aussi les paragraphes 7.241, 7.260 et 7.264.
[28] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.e. Voir aussi les paragraphes 7.279, 7.297, 7.301 et 7.311 à 7.313.

s'agissant de l'article 1675a a) 7) de la Loi des États-Unis "tel qu'appliqué" dans le réexamen à l'extinction en cause[29];

g. l'article 15.1 et 15.4 de l'Accord SMC, s'agissant de l'évaluation de certains facteurs économiques faite par l'USITC dans sa détermination de l'existence d'un dommage[30];

h. l'article 12.7 de l'Accord SMC, s'agissant de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a), b) et c) du Règlement des États-Unis "en tant que tels"[31];

i. l'article 12.7 de l'Accord SMC, s'agissant de l'application des "données de fait disponibles" concernant: i) la "règle" de l'USDOC en vertu de laquelle il utilisait le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé; et ii) plusieurs des déterminations de l'USDOC[32];

j. les articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, s'agissant de l'examen des allégations de nouvelles subventions dans les réexamens administratifs en cause[33]; et

k. l'article 22.5 de l'Accord SMC, du fait qu'ils n'avaient pas dûment expliqué dans les avis au public les raisons du rejet: i) de l'argument des parties intéressées relatif au traitement des prélèvements du SDF; et ii) de l'utilisation des prix à l'exportation de la NMDC comme point de repère fondé sur les prix.[34]

1.10. Enfin, le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations de l'Inde au titre:

a. de l'article 2.1 c) et 2.4 de l'Accord SMC, s'agissant de la détermination de l'USDOC selon laquelle le Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer est spécifique *de facto*[35];

b. de l'article 2.1 a) et b) de l'Accord SMC, s'agissant de la détermination de l'USDOC selon laquelle le Programme d'exploitation exclusive du charbon/la Loi sur la nationalisation des charbonnages est spécifique *de jure*[36];

c. de l'article 22.5 de l'Accord SMC, s'agissant de l'avis au public de l'USDOC concernant: i) l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits exclusifs d'exploitation du charbon à Tata; et ii) la spécificité *de facto* du Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer[37]; et

d. des articles 10, 19.3, 19.4, 32.1 et 32.5 de l'Accord SMC, de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, s'agissant des allégations corollaires de l'Inde.[38]

1.11. Conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, ayant constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec certaines dispositions de l'Accord SMC, le Groupe spécial a recommandé que les États-Unis rendent leurs mesures conformes à leurs obligations au titre de cet accord. Étant donné que la mise en œuvre pouvait s'avérer complexe, le Groupe spécial s'est abstenu d'accéder à la demande de l'Inde visant à ce qu'il exerce son pouvoir

[29] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.f. Voir aussi le paragraphe 7.392.
[30] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.g. Voir aussi le paragraphe 7.408.
[31] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.h. Voir aussi le paragraphe 7.445.
[32] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.i. Voir aussi les paragraphes 7.450, 7.458, 7.459 et 7.480.
[33] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.j. Voir aussi le paragraphe 7.508.
[34] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.k. Voir aussi les paragraphes 7.531 et 7.535.
[35] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.4.a. Voir aussi les paragraphes 7.218 et 7.219.
[36] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.4.b. Voir aussi le paragraphe 7.253.
[37] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.4.c. Voir aussi les paragraphes 7.533 et 7.534.
[38] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.4.d. Voir aussi le paragraphe 7.537.

discrétionnaire au titre de la deuxième phrase de l'article 19:1 et suggère aux États-Unis des façons de mettre en œuvre la recommandation.[39]

1.2 Procédure d'appel

1.12. Le 8 août 2014, l'Inde a notifié à l'Organe de règlement des différends (ORD), conformément aux articles 16:4 et 17 du Mémorandum d'accord, son intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci, et a déposé une déclaration d'appel[40] et une communication d'appelant conformément à la règle 20 et à la règle 21, respectivement, des Procédures de travail pour l'examen en appel[41] (Procédures de travail). Le 13 août 2014, les États-Unis ont notifié à l'ORD, conformément aux articles 16:4 et 17 du Mémorandum d'accord, leur intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci, et ont déposé une déclaration d'un autre appel[42] et une communication d'autre appelant conformément à la règle 23 des Procédures de travail.

1.13. Le 11 août 2014, les États-Unis ont demandé à la section de l'Organe d'appel connaissant de l'appel de proroger le délai pour le dépôt de leur communication d'intimé dans le présent appel de sept jours calendaires, jusqu'au 2 septembre 2014, en raison de l'ampleur et de la complexité de l'appel formé par l'Inde. Le 12 août 2014, la section a invité l'Inde et les tierces parties à présenter des observations par écrit, au plus tard le 15 août 2014, sur la demande des États-Unis. L'Inde et l'Union européenne ont présenté des observations. L'Inde a demandé que toute prorogation du délai imparti aux États-Unis pour le dépôt de leur communication d'intimé lui soit également accordée. L'Union européenne a demandé que la section, si elle accédait à la demande des États-Unis, proroge en conséquence le délai imparti aux participants tiers pour le dépôt de leurs notifications et communications écrites. Le 19 août 2014, la section a remis une décision procédurale aux participants et aux tierces parties concernant la demande des États-Unis. La section a décidé, conformément à la règle 16 des Procédures de travail, de proroger le délai pour le dépôt des communications des intimés jusqu'au 1er septembre 2014. En conséquence, la section a également décidé de proroger le délai pour le dépôt des communications écrites et des notifications des participants tiers jusqu'au 3 septembre 2014. Cette décision procédurale est jointe au présent rapport en tant qu'annexe 3.

1.14. Le 1er septembre 2014, l'Inde et les États-Unis ont chacun déposé une communication d'intimé.[43] Le 3 septembre 2014, cinq participants tiers (Arabie saoudite, Australie, Canada, Chine et Union européenne) ont chacun déposé une communication de participant tiers.[44] Le même jour, la Turquie a notifié son intention de comparaître à l'audience en tant que participant tiers.[45]

1.15. L'audience dans le présent appel a eu lieu les 24-26 septembre 2014. Les participants ont chacun fait une déclaration orale liminaire. Quatre participants tiers (Arabie saoudite, Australie, Canada et Chine) ont fait des déclarations orales. Les participants et les participants tiers ont répondu aux questions posées par les membres de la section de l'Organe d'appel connaissant de l'appel.

1.16. Par une lettre datée du 6 octobre 2014, le Président de l'Organe d'appel a notifié au Président de l'ORD que l'Organe d'appel ne serait pas en mesure de distribuer son rapport dans le délai de 60 jours prévu à l'article 17:5 du Mémorandum d'accord, ni dans le délai de 90 jours prévu dans la même disposition. Le Président de l'Organe d'appel a expliqué que cela était dû à des problèmes de calendrier découlant de la charge de travail considérable de l'Organe d'appel au deuxième semestre de 2014, y compris: i) la demande de prorogation des délais pour le dépôt des communications des intimés et des participants tiers dans le présent appel; ii) le fait que l'Organe d'appel ne comptait que six membres au moment où l'appel a été déposé; iii) le chevauchement dans la composition des sections connaissant des différends appels pendant cette période; iv) le

[39] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.6.
[40] WT/DS436/6 (jointe en tant qu'annexe 1 au présent rapport).
[41] WT/AB/WP/6, 16 août 2010.
[42] WT/DS436/7 (jointe en tant qu'annexe 2 au présent rapport).
[43] Conformément aux règles 22 et 23 4) des Procédures de travail.
[44] Conformément à la règle 24 1) des Procédures de travail.
[45] Conformément à la règle 24 4) des Procédures de travail.

nombre et la complexité des questions soulevées dans la présente procédure et les procédures d'appel concomitantes; et v) le temps additionnel nécessaire à la traduction du rapport en vue de sa distribution dans les trois langues officielles. Par conséquent, le Président de l'Organe d'appel a informé le Président de l'ORD que le rapport concernant le présent appel serait distribué au plus tard le 8 décembre 2014.

2 ARGUMENTS DES PARTICIPANTS ET DES PARTICIPANTS TIERS

2.1 Allégations d'erreur formulées par l'Inde – Appelant

2.1.1 Mandat du Groupe spécial

2.1. L'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la décision préliminaire du Groupe spécial selon laquelle les allégations figurant dans les sections XII.C.1 et XII.C.2 de sa première communication écrite au Groupe spécial ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial. Elle demande en outre à l'Organe d'appel de compléter l'analyse concernant ces allégations en appel. L'appel de l'Inde à cet égard est subordonné au rejet par l'Organe d'appel de son appel selon lequel la vente de minerai de fer à haute teneur par la NMDC ne constitue pas une subvention pouvant donner lieu à une action au titre de l'Accord SMC.

2.2. Dans sa communication en tant qu'appelant, l'Inde allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, et a fait erreur dans son application de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, en n'examinant pas le sens du terme "ouverte" figurant dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. L'Inde allègue également que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne prenant pas en compte: i) le fait que les États-Unis n'avaient pas subi de préjudice du fait du manque de clarté allégué de la demande d'établissement d'un groupe spécial; et ii) certaines questions distribuées lors des consultations.

2.1.1.1 Sens du terme "ouverte" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Inde

2.3. L'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation du terme "ouverte" tel qu'il était utilisé dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. L'Inde rappelle que le paragraphe 12 f) i) de sa demande d'établissement d'un groupe spécial indiquait qu'"aucune enquête n'[avait] été ouverte ou effectuée", en violation de l'article 11 de l'Accord SMC[46], et que les sections XII.C.1 et XII.C.2 de sa première communication écrite faisaient référence à l'"[ouverture d']enquête[s] … [sans] éléments de preuve suffisants", en violation de l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC.[47] Selon l'Inde, le terme "ouverte" est défini dans la note de bas de page 37 de l'Accord SMC comme un terme technique se référant à l'"action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête conformément à l'article 11". Par conséquent, le terme "ouverte" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Inde devrait être interprété à la lumière de cette définition, de sorte que le membre de phrase "aucune enquête n'a été ouverte ou effectuée" devrait être interprété comme signifiant que "ces enquêtes n'ont pas été ouvertes et réalisées d'une manière "*conforme[] à l'article 11*" de l'Accord SMC".[48] Selon l'Inde, cette lecture de sa demande d'établissement d'un groupe spécial couvrirait automatiquement les violations de l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC, y compris l'ouverture d'enquêtes sans éléments de preuve suffisants.

2.4. L'Inde affirme que, bien que sa demande d'établissement d'un groupe spécial ait fait référence à l'article 11 de l'Accord SMC, de manière générale seulement, la nature interdépendante de ses dispositions et leur lien commun avec l'ouverture et la conduite des enquêtes signifient que sa demande d'établissement d'un groupe spécial était suffisante pour énoncer clairement le problème en ce qui concernait toutes les dispositions de l'article 11, à l'exception de l'article 11.6, 11.8, 11.10 et 11.11. La décision de l'Inde de limiter ses allégations

[46] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 663 (citant la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Inde, paragraphe 12).

[47] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 664 (citant la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, section XII.C.1).

[48] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 674 (citant la réponse de l'Inde aux demandes de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphe 10 (italique dans l'original)).

dans sa première communication écrite à l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC ne devrait pas influer sur l'interprétation de sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon l'Inde, en n'examinant pas le sens du terme "ouverte" figurant dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Groupe spécial n'a pas correctement appliqué le critère juridique prévu à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord aux faits de la cause en l'espèce.

2.5. En outre, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective parce qu'il a, "[d]ans une simple note de bas de page", rejeté son allégation concernant le sens du terme "ouverte".[49] Selon l'Inde, afin de s'acquitter de ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial aurait dû, premièrement, examiner si le terme "ouverte" devait être interprété à la lumière de la définition figurant dans la note de bas de page 37 de l'Accord SMC et, deuxièmement, examiner si les allégations figurant dans les sections XII.C.1 et XII.C.2 de la première communication écrite de l'Inde s'inscrivaient dans le cadre de cette définition.

2.1.1.2 Pertinence du préjudice et questions distribuées au cours des consultations

2.6. L'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en n'appliquant pas les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* et du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*. Elle rappelle l'argument qu'elle a présenté au Groupe spécial selon lequel, conformément à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, une évaluation de la conformité avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord doit tenir compte de la question de savoir si un défaut allégué de la demande d'établissement d'un groupe spécial a effectivement porté préjudice à la capacité du défendeur de se défendre. Selon l'Inde, les États-Unis ont "simplement affirmé" qu'ils avaient subi un préjudice mais n'ont présenté aucun élément à l'appui.[50] Selon l'Inde, en rejetant son argument, le Groupe spécial n'a pas évalué la pertinence et les implications de la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* pour son argument.

2.7. L'Inde rappelle également l'argument qu'elle a présenté au Groupe spécial selon lequel, eu égard à la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, l'une des "circonstances entourant l'affaire" à prendre en considération lorsqu'on évalue si une demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme à l'article 6:2 est constituée par les consultations tenues entre les parties, y compris les questions écrites distribuées à cette fin.[51] Par conséquent, selon l'Inde, le Groupe spécial aurait dû tenir compte des questions qu'elle avait distribuées pendant la phase de consultations pour interpréter sa demande d'établissement d'un groupe spécial. L'Inde soutient que le Groupe spécial s'est à tort appuyé sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland* pour constater qu'il ne pouvait pas se référer à des événements qui s'étaient produits durant la phase de consultations du différend.[52] D'après l'Inde, contrairement au Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, ne s'occupait pas de la pertinence de ce qui avait eu lieu pendant les consultations dans le contexte de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, et il n'était pas saisi dans cette affaire de la question de l'application harmonieuse de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et de l'article 4:6 du Mémorandum d'accord.[53]

2.8. L'Inde estime que les constatations antérieures adoptées de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux font partie de l'acquis du système de l'OMC et qu'à moins que des raisons impérieuses ne le permettent, un groupe spécial ultérieur ne peut pas ne pas tenir compte de ces constatations antérieures.[54] Par conséquent, afin de s'acquitter de ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial aurait dû prendre en considération et évaluer la

[49] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 675.
[50] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 668.
[51] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 669 (faisant référence à la réponse de l'Inde aux demandes de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphe 25; et au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 5.40).
[52] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 671 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 1.37).
[53] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 672 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 286).
[54] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 670. (note de bas de page omise)

pertinence et les implications de ces constatations et aurait dû justifier le fait qu'il ne les appliquait pas par des raisons impérieuses.[55]

2.1.1.3 Action de compléter l'analyse

2.9. L'Inde demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse des allégations figurant dans les sections XII.C.1 et XII.C.2 de sa première communication écrite au Groupe spécial au cas où il infirmerait en appel la décision préliminaire du Groupe spécial.

2.10. D'après l'Inde, il y a des faits non contestés suffisants dans le dossier et des constatations de fait suffisantes du Groupe spécial pour permettre de compléter l'analyse. En particulier, les allégations de l'Inde se rapportent au caractère suffisant des éléments de preuve contenus dans la demande d'ouverture d'enquêtes sur deux programmes de subventions spécifiques présentée par la branche de production nationale. La présence de cette demande au dossier du Groupe spécial fournit une base suffisante pour l'évaluation de la conformité avec l'article 11.1, 11.2 et 11.9 du Mémorandum d'accord.

2.11. D'après l'Inde, pendant le réexamen administratif de 2004, l'USDOC a ouvert une enquête sur la vente alléguée de minerai de fer à haute teneur par la NMDC moyennant une rémunération moins qu'adéquate. Or, un examen des documents et éléments de preuve pertinents fournis par la branche de production nationale révèle que celle-ci n'a pas allégué que la NMDC était un "organisme public" vendant du minerai de fer à haute teneur moyennant une rémunération moins qu'adéquate, mais a plutôt allégué que l'imposition d'une restriction à l'exportation visant le minerai de fer s'était traduite par des intrants à bas prix pour les producteurs d'acier.[56] Selon l'Inde, cela signifie que la demande ne contenait aucun élément de preuve concernant des ventes réalisées par la NMDC moyennant une rémunération moins qu'adéquate. S'agissant du programme "Target Plus", l'Inde affirme que les documents et éléments de preuve présentés par la branche de production nationale ne contenaient aucune allégation au sujet de ce programme allégué.[57]

2.12. Par conséquent, d'après l'Inde, le fait que la branche de production nationale a omis de fournir le moindre élément de preuve concernant ces deux programmes de subventions allégués signifie que les États-Unis ont violé l'article 11.1 et 11.2 de l'Accord SMC parce qu'ils ont ouvert des enquêtes sans éléments de preuve suffisants et ont violé l'article 11.9 de l'Accord SMC parce qu'ils n'ont pas clos les enquêtes dans les moindres délais en l'absence d'éléments de preuve suffisants.

2.13. Sur cette base, l'Organe d'appel devrait compléter l'analyse et constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC.

2.1.2 Organisme public

2.14. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a rejeté ses allégations selon lesquelles l'USDOC avait agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en déterminant que la NMDC constituait un "organisme public". Elle soutient que les constatations du Groupe spécial étaient fondées sur une interprétation juridique erronée de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC et que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial qui confirment la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un "organisme public". Elle demande également à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique et de constater que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en déterminant que la NMDC était un "organisme public".

[55] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 670.

[56] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 686 (faisant référence à United States Steel Corporation, Letter dated 2 May 2005 to USDOC alleging additional government subsidies (Essar) in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) (pièce IND-15A présentée au Groupe spécial); et à United States Steel Corporation, Letter dated 29 June 2005 in response to USDOC request for clarification regarding new subsidy allegations (Essar) of 2 May 2005 in Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) (pièce IND-15B présentée au Groupe spécial)).

[57] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 688 (faisant référence à Essar Steel Limited, Response dated 12 April 2005 to USDOC questionnaire in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2004 (pièce IND-57 présentée au Groupe spécial)).

2.1.2.1 Interprétation et application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC: organismes publics

2.15. Faisant référence au sens de l'expression "organisme public" clarifié par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Inde affirme que le Groupe spécial a mal compris les constatations de l'Organe d'appel dans ce différend et a donc fait erreur lorsqu'il a interprété l'expression "organisme public" comme désignant toute entité sur laquelle les pouvoirs publics exercent un "contrôle significatif".

2.16. L'Inde fait référence au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* afin de faire valoir que, pour qu'une entité soit un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1), elle doit avoir le pouvoir de soumettre les individus à des règles, à un contrôle ou à une supervision, ou de discipliner autrement la conduite des "organismes privés".[58] En outre, l'Inde allègue qu'un "organisme public" doit aussi pouvoir charger un "organisme privé" de faire quelque chose ou lui ordonner de faire quelque chose – c'est-à-dire confier à un "organisme privé" une responsabilité ou exercer sur lui une autorité. Elle allègue également que le Groupe spécial a considéré à tort que la preuve d'un "contrôle significatif" était une condition "nécessaire et suffisante" pour établir qu'une entité était un organisme public, et elle montre que l'évaluation tout entière du Groupe spécial "s'articule autour du point de savoir si les pouvoirs publics indiens exerçaient un "contrôle significatif" sur la NMDC".[59] L'Inde observe toutefois que l'Organe d'appel n'a pas mentionné l'exercice d'un "contrôle significatif" en tant que substitut du critère du "pouvoir gouvernemental pour exécuter des fonctions gouvernementales".[60] En fait, l'Organe d'appel a constaté que les éléments de preuve indiquant que les pouvoirs publics exerçaient un "contrôle significatif" sur une entité et sa conduite pouvaient, dans certaines circonstances, être considérés comme pertinents s'agissant d'inférer que l'entité exerçait un pouvoir gouvernemental.[61]

2.17. L'Inde affirme que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC aux déterminations établies par l'USDOC dans l'enquête correspondante, en n'examinant pas si l'USDOC avait analysé si la NMDC exécutait des fonctions gouvernementales. Spécifiquement, le Groupe spécial aurait dû examiner si l'USDOC avait analysé si la NMDC: i) avait été investie du pouvoir d'exercer des fonctions gouvernementales et de l'autorité pour le faire; ii) avait le pouvoir d'ordonner à un organisme privé de faire quelque chose ou de le charger de le faire, et autorité pour le faire; et iii) exerçait en fait des fonctions gouvernementales. De plus, l'Inde soutient que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 1.1 a) 1) en attribuant une importance décisive à l'existence d'un "contrôle significatif". Elle ajoute que le Groupe spécial s'est appuyé à tort sur l'assertion des États-Unis selon laquelle la NMDC était "régie par le Ministère de la sidérurgie"[62], sans expliquer.de manière adéquate comment le fait qu'elle était ainsi "régie" démontrait que les pouvoirs publics exerçaient un contrôle significatif. L'Inde fait valoir, à titre subsidiaire, que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que le rôle allégué des pouvoirs publics indiens dans le conseil d'administration de la NMDC, conjointement à leur participation au capital de la NMDC, était suffisant pour qu'il soit satisfait à la prescription de "contrôle significatif" à laquelle faisait référence l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.[63]

2.18. En outre, l'Inde affirme que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que le rôle joué par les pouvoirs publics indiens dans la désignation des administrateurs de la NMDC était "plus "substantiel" ou "significatif" qu'une simple participation au capital".[64] Selon l'Inde, la participation au capital et la désignation des administrateurs sont "nécessairement indissociables l'une de l'autre"[65] car elles sont "simplement les deux côtés de la même médaille".[66] Cela étant, une

[58] Voir la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 307 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 290).
[59] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 321.
[60] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 336.
[61] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 322 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318).
[62] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 323 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.82).
[63] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 301.
[64] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 291 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85).
[65] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 290.

constatation de participation des pouvoirs publics au capital et le droit concomitant des pouvoirs publics de désigner les administrateurs ne peuvent pas à eux seuls suffire à étayer une constatation selon laquelle une entité est un organisme public. Par conséquent, selon l'Inde, la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un organisme public était fondée uniquement sur la participation des pouvoirs publics indiens au capital, étant donné que la désignation des administrateurs ne pouvait pas être considérée comme étant distincte de la participation au capital et s'y ajoutant. L'Inde soutient que le fait que le Groupe spécial s'est, pour parvenir à sa constatation, appuyé sur la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* était inopportun. Cela est dû au fait que les constatations de l'Organe d'appel concernaient la désignation de directeurs généraux et non d'un conseil d'administration et que, en tout état de cause, l'Organe d'appel s'est appuyé sur d'autres facteurs pour étayer ses constatations.[67]

2.1.2.2 Article 11 du Mémorandum d'accord

2.19. Par ailleurs, l'Inde allègue que le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son obligation de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi, comme l'exigeait l'article 11 du Mémorandum d'accord. À cet égard, elle mentionne quatre erreurs distinctes dans l'examen par le Groupe spécial des éléments de preuve sous-tendant la constatation de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un "organisme public". Spécifiquement, l'Inde soutient que le Groupe spécial: i) n'a pas tenu compte d'une admission des États-Unis dans le contexte de la procédure du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*; ii) s'est appuyé sur une justification *a posteriori* de la détermination de la qualité d'"organisme public" faite par l'USDOC; iii) a fait abstraction de certains éléments de preuve concernant le rôle joué par les pouvoirs publics indiens dans la désignation des administrateurs de la NMDC; et iv) n'a pas dûment évalué les éléments de preuve concernant le statut de société *Miniratna* ou *Navratna* de la NMDC.

2.20. Premièrement, l'Inde met en cause l'acceptation par le Groupe spécial de l'affirmation des États-Unis selon laquelle, pour constater que la NMDC était un "organisme public", l'USDOC a pris en considération des facteurs autres que la participation des pouvoirs publics indiens au capital de la NMDC. Elle soutient qu'en acceptant l'affirmation des États-Unis sur ce point, le Groupe spécial n'a à tort pas tenu compte d'une admission alléguée des États-Unis dans le cadre de la procédure du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Selon l'Inde, les États-Unis ont admis que, dans l'enquête contestée dans ce différend, l'USDOC avait considéré la participation des pouvoirs publics indiens au capital "comme étant le seul facteur" pertinent pour ses déterminations de la qualité d'"organisme public", "sans se référer à d'autres facteurs".[68] L'Inde affirme que les admissions d'une partie concernant un fait spécifique dans des procédures antérieures de règlement des différends à l'OMC sont pertinentes dans des différends ultérieurs[69], et fait donc valoir que le Groupe spécial aurait dû prendre en considération l'admission alléguée des États-Unis au lieu de "ne pas du tout en tenir compte".

2.21. Deuxièmement, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a confirmé à tort la détermination de l'USDOC en se fondant sur des explications *a posteriori* fournies par les États-Unis au cours de la procédure du Groupe spécial. Elle affirme que la référence de l'USDOC au fait que la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens était à la base du rejet par le Groupe spécial de son allégation. Or, selon elle, l'expression "régie par" n'est définie dans aucune des déterminations contestées. En fait, les États-Unis ont expliqué ce que l'expression signifiait véritablement pour la première fois au cours de la procédure du Groupe spécial. L'Inde fait valoir que le fait qu'un groupe spécial s'appuie de cette façon sur des renseignements supplémentaires débouche sur un critère d'examen en deçà de ce qui est exigé par l'article 11 du Mémorandum d'accord. De plus, elle soutient que les éléments de preuve versés au dossier dont disposait l'USDOC étaient dénués de pertinence pour l'examen du Groupe spécial, sauf s'ils faisaient partie de l'évaluation ou de la détermination de l'USDOC elle-même. D'après l'Inde, pour que l'on puisse s'appuyer sur de tels éléments de preuve, les États-Unis auraient dû démontrer que l'USDOC avait effectivement pris en considération et évalué ces éléments de preuve, et que cette évaluation se retrouvait dans la détermination de l'USDOC en cause.

[66] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 291.
[67] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 293 à 296.
[68] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 252. (soulignage omis)
[69] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 254.

2.22. Troisièmement, à supposer que les explications données par les États-Unis du sens de l'expression "régie par" ne soient pas réputées constituer des justifications *a posteriori*, l'Inde affirme que le Groupe spécial n'a pas tenu compte d'éléments de preuve importants pour constater que les États-Unis s'étaient effectivement appuyés sur quelque chose d'autre que la participation des pouvoirs publics au capital. À l'appui de son affirmation, l'Inde rappelle que l'expression "régie par" a été définie par les États-Unis par référence à trois facteurs: i) des éléments de preuve concernant le rôle joué par les pouvoirs publics indiens dans le conseil d'administration de la NMDC; ii) le "contrôle administratif" de la NMDC par les pouvoirs publics indiens; et iii) des éléments de preuve présentés dans le réexamen administratif de 2007 qui indiquaient que les pouvoirs publics indiens avaient désigné 7 des 13 administrateurs de la NMDC. L'Inde met ensuite en avant les éléments de preuve suivants qui, selon elle, contredisent cette thèse et que, d'après ses allégations, le Groupe spécial n'a pas pris en considération.

2.23. L'Inde fait valoir que, comme les parties intéressées l'ont signalé pendant l'enquête, la majorité des administrateurs dans la désignation desquels les pouvoirs publics indiens ont, d'après les allégations, joué un rôle étaient tous indépendants. Toutefois, l'USDOC n'a jamais considéré qu'il s'agissait là d'un facteur pertinent pour l'analyse. En outre, bien que l'USDOC lui-même ait fait une distinction entre le fait que les pouvoirs publics indiens "désignaient" deux administrateurs et le fait qu'ils avaient simplement le "pouvoir d'approuver" la désignation de sept autres administrateurs, il n'a jamais demandé de renseignements supplémentaires, ni examiné la différence entre les deux. Selon l'Inde, "l'absence de prise en compte et le désintérêt" de l'USDOC pour ce qui est d'examiner plus avant ces renseignements peut s'expliquer par ses exposés de la législation indiquant qu'"une participation majoritaire au capital d'un fournisseur d'intrants fai[sait] de lui une autorité gouvernementale au sens de [19 USC § 1677 5) D) i)]" et qu'"[i]l n'[était] pas nécessaire d'analyser d'autres facteurs en l'absence de renseignements permettant de penser que la participation des pouvoirs publics ne signifi[ait] pas le contrôle par les pouvoirs publics".[70] L'Inde allègue que le Groupe spécial s'est appuyé sur des déclarations isolées tirées du mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007[71], donnant l'impression que l'USDOC avait en fait examiné de manière approfondie le rôle joué par les pouvoirs publics indiens dans le choix du conseil d'administration de la NMDC.

2.24. Deuxièmement, l'Inde fait référence à l'admission alléguée par les États-Unis devant le Groupe spécial du fait que le "contrôle administratif" n'était pas utilisé dans leurs déterminations. Selon l'Inde, le contrôle administratif n'est pas un facteur indépendant parce que les États-Unis assimilent la notion de "contrôle administratif" à celle de "régie par", qui est à son tour assimilée à la participation au capital et à la désignation du conseil d'administration. Elle affirme, toutefois, que le Groupe spécial a fait référence à la notion de "contrôle administratif" comme s'il s'agissait de "quelque chose d'autre et de très particulier".[72] Elle affirme qu'une évaluation objective des faits dans l'enquête correspondante aurait dû amener le Groupe spécial à écarter le contrôle administratif en tant que facteur pertinent pour l'établissement de sa détermination.

2.25. Troisièmement, selon l'Inde, la référence de l'USDOC à la désignation du conseil d'administration ne visait qu'au rejet des arguments avancés par les parties intéressées selon lesquels les pouvoirs publics indiens ne contrôlaient pas le conseil d'administration, et n'était pas un facteur indépendant étayant la constatation de l'USDOC. L'Inde affirme que le Groupe spécial a donc fait erreur en concluant que l'USDOC avait pris en considération quelque chose de plus que la participation des pouvoirs publics au capital lors des réexamens administratifs de 2004 et 2006 dans le cadre de l'enquête correspondante.

2.26. Enfin, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en se prononçant sur le point de savoir si le statut de société *Miniratna* ou *Navratna* de la NMDC durant certaines périodes signifiait qu'elle ne pouvait pas être un "organisme public". Au lieu de formuler "une constatation sur l'implication du statut de "*Miniratna*" ou "*Navratna*" de la NMDC", le Groupe spécial aurait dû examiner uniquement le "défaut" d'évaluation par l'USDOC des éléments de preuve dont il disposait.[73] L'Inde allègue que, par conséquent, le Groupe spécial a formulé une constatation sur

[70] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 273 (citant le mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007 (pièce IND-38 présentée au Groupe spécial), analyse de l'observation n° 10, page 45).

[71] Voir *supra* la note de bas de page 70.

[72] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 269.

[73] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 282. (italique omis)

une question dont il n'était pas saisi, "ce qui était directement contraire à sa fonction au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord".[74]

2.1.2.3 Action de compléter l'analyse

2.27. Au cas où l'Organe d'appel infirmerait la constatation du Groupe spécial confirmant la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un "organisme public", l'Inde demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse et de constater que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en déterminant que la NMDC était un "organisme public". L'Inde note que les constatations de fait du Groupe spécial et les faits non contestés versés au dossier constituent une base suffisante pour que l'Organe d'appel complète l'analyse.

2.28. L'Inde soutient que la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un organisme public est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) parce que l'USDOC s'est appuyé uniquement sur la participation des pouvoirs publics indiens au capital de la NMDC pour étayer sa constatation. Elle rappelle l'argument présenté par les États-Unis au Groupe spécial selon lequel l'USDOC avait pris en considération quelque chose de plus que simplement la participation des pouvoirs publics indiens au capital parce que la détermination faisait également référence au fait que la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens. L'Inde soutient que les explications fournies par les États-Unis au sujet de l'expression "régie par" sont, au mieux, des clarifications *a posteriori* qui ne peuvent pas être prises en considération à ce stade de la procédure, et que même ces explications *a posteriori* sont contraires aux éléments de preuve figurant dans le dossier. Elle souligne que l'USDOC a exclu tous arguments concernant la composition du conseil d'administration ainsi que le fait qu'il s'agissait d'"administrateurs indépendants". Elle note également qu'il n'est pas contesté dans le dossier que les pouvoirs publics indiens mettaient en avant le statut de *Miniratna* de la NMDC, qui accorde à celle-ci une grande autonomie dans la conduite de ses affaires.

2.29. L'Inde fait en outre valoir que la détermination révèle que l'USDOC n'a pas déterminé si la NMDC était investie du pouvoir d'exercer des fonctions gouvernementales, ou du pouvoir d'ordonner à un organisme privé de faire quelque chose ou de le contrôler, et de l'autorité pour le faire, ou exerçait en fait des fonctions gouvernementales. Spécifiquement, même à supposer que les pouvoirs publics indiens aient un rôle important à jouer dans la désignation du conseil d'administration de la NMDC, il n'y avait rien dans la détermination de l'USDOC qui étayait une constatation selon laquelle cela équivaudrait à l'exercice par les pouvoirs publics indiens d'un contrôle significatif sur la NMDC. L'Inde rappelle que, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel a mentionné "la possibilité que l'exercice par les pouvoirs publics d'un contrôle significatif soit un indicateur supplétif susceptible de témoigner, au cas par cas, de l'existence d'un "pouvoir gouvernemental pour exécuter des fonctions gouvernementales"".[75] Selon l'Inde, l'USDOC aurait dû examiner si un quelconque contrôle allégué signifiait que la NMDC exerçait des fonctions gouvernementales au nom des pouvoirs publics indiens. L'Inde affirme que l'USDOC n'a procédé à aucun examen de ce type et a, à la place, appliqué la simple présomption que l'existence alléguée d'un contrôle potentiel de la NMDC par les pouvoirs publics indiens était suffisante pour une détermination de la qualité d'"organisme public".

2.1.3 Contribution financière

2.1.3.1 Droits d'exploitation exclusifs

2.30. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la détermination de l'USDOC selon laquelle l'Inde avait fourni des biens au moyen de l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon n'était pas incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. Elle soutient pour l'essentiel que l'article 1.1 a) 1) iii) ne vise pas les dons pour lesquels les bénéficiaires doivent procéder à des actes intermédiaires importants afin de mettre à disposition un bien pour permettre de l'utiliser ou d'en jouir. L'Inde demande à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 1.1 a) 1) iii), et que le Groupe spécial ne s'est pas acquitté du devoir qui lui incombait au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Elle demande également à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial, de compléter l'analyse juridique et de constater que

[74] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 282.
[75] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 336.

les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC en déterminant que l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon était une contribution financière.

2.31. L'Inde rappelle que, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a rejeté l'affirmation du Canada selon laquelle le sens du terme "fournissent" à l'article 1.1 a) 1) iii) devait être limité à "procurer" ou "donner" des biens ou des services, et ne pouvait pas être interprété au sens large comme signifiant "mettre à disposition".[76] Toutefois, l'Inde note également que l'Organe d'appel a prévenu que le sens du terme "fournissent" ne pouvait pas être élargi à l'extrême. Elle ajoute que l'Organe d'appel a souligné qu'il était nécessaire de faire en sorte que seules les actions des pouvoirs publics ayant un "lien raisonnablement proche" avec l'utilisation ou la jouissance des biens en question puissent être visées par l'article 1.1 a) 1) iii).[77]

2.32. L'Inde estime que le contexte pertinent étaye également cette conclusion. Elle fait valoir que le terme "contribution" figurant dans le texte introductif de l'article 1.1 a) 1) désigne généralement "a gift or payment to a common fund or collection" (don ou versement à un fond commun ou une collecte) ou "the part played by a person or thing in bringing about a result or helping something to advance" (concours apporté par une personne ou une chose pour entraîner un résultat ou favoriser la progression de quelque chose), et que l'utilisation du terme "financière" indique clairement que la contribution en question doit se rapporter à des ressources monétaires ou à la fourniture d'un financement.[78] De plus, le terme "by" ("des") signifie qu'il y a une action spécifique qui doit être effectuée par les pouvoirs publics ou tout organisme public et que cette action spécifique implique d'apporter en "contribution" quelque chose ayant une valeur économique.[79] L'Inde ajoute que la présence du membre de phrase "c'est-à-dire dans les cas où" précise que les quatre alinéas de l'article 1.1 a) 1) sont tous censés expliquer les situations ou les conditions dans lesquelles une contribution financière des pouvoirs publics ou d'un organisme public est réputée exister au titre de l'Accord SMC. Selon l'Inde, il ressort clairement de ce contexte que les "biens ou services" auxquels il est fait référence à l'article 1.1 a) 1) iii) correspondent à la "contribution financière" à laquelle il est fait référence dans le texte introductif, et que l'action spécifique effectuée par les pouvoirs publics ou l'organisme public doit être la "fourniture" des "biens" de sorte que l'action des pouvoirs publics elle-même, et non les actes intermédiaires d'organismes non gouvernementaux, entraîne directement la fourniture des biens.

2.33. L'Inde soutient que l'octroi de droits d'exploitation est une situation dans laquelle les pouvoirs publics ne "fournissent" pas réellement le minerai en question, parce que "des efforts, des risques et un investissement importants sont nécessaires de la part de l'exploitant afin de mettre effectivement le minerai à disposition pour permettre de l'utiliser ou d'en jouir".[80] Selon l'Inde, le Groupe spécial a appliqué un critère "en l'absence de", au lieu d'un critère de lien raisonnablement proche, dans le cadre duquel il a considéré que, "en l'absence de" l'octroi des droits par les pouvoirs publics, les sociétés minières n'auraient en fait pas pu utiliser le minerai ou en avoir la jouissance. Cependant, cette logique s'appliquerait également à d'autres actes des pouvoirs publics, comme autoriser la société minière à être enregistrée en tant que personne morale en droit interne, ou à pouvoir faire des transactions dans le cadre juridique national via des procédures d'enregistrement dans le système fiscal national, ou à posséder ou louer des équipements ou des véhicules pour l'exploitation ou le transport. L'Inde soutient que l'on se retrouve là sur la "pente [très] glissante" que l'Organe d'appel a tenté d'éviter dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* lorsqu'il a précisé qu'il était nécessaire de montrer l'existence d'un lien raisonnablement proche au titre de l'article 1.1 a) 1) iii).[81]

2.34. L'Inde fait observer qu'il n'y a aucun rapport raisonnablement proche entre l'octroi de droits d'exploitation, d'une part, et la disponibilité du minerai de fer ou du charbon exploité, d'autre part.

[76] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 491 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 70 et 71).

[77] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 491 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 70 et 71).

[78] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 492 (faisant référence au *Oxford Dictionary of English*, 3ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2010), pages 379 et 653).

[79] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 492 (faisant référence au *Oxford Dictionary of English*, 3ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2010), page 240).

[80] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 495.

[81] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 496.

Elle rappelle la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, selon laquelle le "droit de récolter du bois sur pied" ne peut pas être dissocié du "bois sur pied".[82] Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, il n'y avait donc aucun acte intermédiaire entre l'octroi du "droit de récolter du bois sur pied" et le "bois sur pied". L'Inde fait valoir que ce n'est pas le cas avec l'exploitation minière parce que le lien entre l'octroi de droits d'exploitation et la fourniture du minerai est lui-même rompu par une série d'actions importantes réalisées par le bénéficiaire à ses propres risques et frais. De plus, l'Inde soutient que, à la différence des droits de récolte du bois, l'exercice d'un droit d'exploitation, outre le fait qu'il entraîne des dépenses considérables liées à l'obtention du droit lui-même, entraîne également des coûts de main-d'œuvre, de prospection, d'extraction, et plusieurs processus industriels permettant de rendre les minerais commercialisables et utilisables.

2.35. L'Inde note que le Groupe spécial a considéré que son argument – concernant l'éloignement entre le bail minier et l'extraction du minerai exploité – créerait une incertitude juridique. Elle fait valoir que la préoccupation du Groupe spécial était "complètement exagérée"[83] puisque l'Accord SMC était plein de dispositions qui reflétaient un certain degré de subjectivité dans l'application. En outre, tant le groupe spécial que l'Organe d'appel sont tenus d'interpréter et d'appliquer les accords visés conformément aux règles coutumières du droit international, et dans les cas où une telle interprétation impose la nécessité d'une analyse au cas par cas, le groupe spécial et l'Organe d'appel "ne doivent pas se soustraire à ces prescriptions en invoquant une incertitude juridique alléguée".[84] Par conséquent, l'Inde fait valoir qu'un groupe spécial "ne peut pas invoquer des difficultés d'application, simplement pour affaiblir cette prescription même en la rendant redondante".[85]

2.36. L'Inde allègue également que le Groupe spécial a fait erreur au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'examinant pas de manière appropriée les éléments de preuve qu'elle avait présentés en ce qui concerne le montant de la redevance versée aux pouvoirs publics indiens et l'absence de contrôle desdits pouvoirs publics sur le processus d'extraction. Elle soutient que, bien que le Groupe spécial ait dit le contraire, elle avait expliqué l'importance des droits d'exploitation qui représentaient seulement 9% environ du prix total du minerai exploité. Rappelant son point de vue selon lequel il n'y avait aucun lien proche, en l'espèce, entre l'octroi de droits d'exploitation et l'utilisation ou la jouissance du minerai exploité, l'Inde met en avant l'importance de l'intervention d'autres actes – extraction, concassage, broyage, séparation et classification – qui sont effectués par le bénéficiaire. À cet égard, la "preuve la plus crédible de l'existence et de l'importance de ces processus intermédiaires est le fait que les redevances versées pour les droits d'exploitation représentent seulement 9,03% et que ce sont les coûts restants, soit 90,97%, assumés par l'exploitant, qui font que le minerai est utilisable ou commercialisable".[86] L'Inde rappelle les éléments de preuve concernant la répartition des coûts présentés au Groupe spécial qui, selon elle, indiquent avec exactitude à quel point l'octroi de droits d'exploitation par les pouvoirs publics est insuffisant. Cela est extrêmement pertinent lorsqu'il s'agit d'évaluer s'il y a un "lien raisonnablement proche" entre l'octroi de droits d'exploitation et l'utilisation ou la jouissance du minerai exploité. L'Inde conclut donc que le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en refusant d'évaluer l'explication de l'Inde et en la rejetant, en définitive, comme étant non pertinente.

2.1.3.2 Prêts du SDF

2.37. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la détermination de l'USDOC selon laquelle le Comité directeur du SDF effectuait des transferts directs de fonds n'était pas incompatible avec l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Elle soutient que les prêts du SDF ne constituent pas un "transfert direct" de fonds parce que les montants des prêts ont été transférés par une entité intermédiaire qui n'était pas les pouvoirs publics ni un organisme public. Elle demande à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation et l'application de l'article 1.1 a) 1) i). Elle demande également à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial, de compléter l'analyse juridique et de constater que les

[82] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 499 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 7.17).
[83] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 502.
[84] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 503.
[85] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 503.
[86] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 488.

États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC lorsqu'ils ont déterminé que les prêts du SDF étaient une "contribution financière".

2.38. L'Inde fait valoir que, bien que son allégation ait été fondée sur l'interprétation des termes "direct" et "transfert" figurant à l'article 1.1 a) 1) i), le Groupe spécial n'a jamais fourni une interprétation conformément aux règles coutumières du droit international. Elle soutient que, si une action est "directe", l'action et sa conséquence devraient être immédiatement liées ou corrélées, sans que soit impliqué un quelconque organisme intermédiaire ou intervenant. Elle fait valoir que cela est étayé par le contexte de la disposition et le texte introductif de l'article 1.1 a) 1) qui, selon elle, indiquent qu'une contribution financière consiste en une action spécifique qui doit être effectuée par les pouvoirs publics ou tout organisme public. Elle soutient par ailleurs que l'utilisation du membre de phrase "c'est-à-dire dans les cas où" souligne que ce qui est visé, c'est l'action des pouvoirs publics, et que c'est cette action qui devrait réellement inclure ou contenir le transfert de fonds. L'Inde soutient que, dans les cas où l'action des pouvoirs publics consiste seulement à prendre une décision sur l'octroi ou les modalités du transfert, elle précède le transfert réel des fonds par un organisme intermédiaire ou intervenant et il n'y a donc pas de pratique des pouvoirs publics qui comporte le transfert direct de fonds.

2.39. L'Inde trouve également qu'un élément important, sur le plan contextuel, est l'absence du terme "direct" dans les autres alinéas de l'article 1.1 a) 1), ce qui laisse entendre, selon elle, que l'article 1.1 a) 1) i) n'est pas censé viser les transferts indirects de fonds. Cette implication devient fondamentale lorsqu'on la lit à la lumière du libellé de l'article 1.1 a) 1) iv) concernant les situations dans lesquelles les pouvoirs publics "chargent un organisme privé d'exécuter [des] fonctions des types énumérés [à l']alinéa[] i) … ou lui ordonnent de le faire". L'Inde note que l'Organe d'appel a interprété "l'action d'ordonner" comme désignant des situations dans lesquelles les pouvoirs publics exercent leur pouvoir, y compris un certain degré de contrainte, sur un organisme privé, et "l'action de charger" comme désignant des situations dans lesquelles les pouvoirs publics donnent une responsabilité à un organisme privé. Ainsi, alors que l'alinéa i) porte sur les actions des pouvoirs publics fournissant directement une contribution financière, l'alinéa iv) porte sur les actions des pouvoirs publics fournissant indirectement une contribution financière par l'action directe d'un organisme privé. En conséquence, dans les cas où les pouvoirs publics décident que c'est un organe ou organisme privé intermédiaire qui octroie un prêt à certaines conditions ou renonce au remboursement d'un prêt déjà octroyé, le scénario relève de l'article 1.1 a) 1) iv). L'Inde fait valoir que l'interprétation du Groupe spécial rend toutefois l'article 1.1 a) 1) iv) de l'Accord SMC inutile, parce que le Groupe spécial a considéré que, dans les cas où les pouvoirs publics prennaient la décision d'octroyer un prêt, ce serait un transfert direct de fonds même si les fonds réels étaient transférés par une entité privée comme le Joint Plant Committee (JPC). Selon l'Inde, si cette interprétation était correcte, l'alinéa iv) n'aurait pas besoin d'exister.

2.40. L'Inde fait également valoir que l'Accord SMC reflète un équilibre délicat entre les Membres qui cherchent à soumettre à plus de disciplines l'utilisation des subventions et ceux qui cherchent à soumettre à plus de disciplines l'application des mesures compensatoires. De plus, l'historique de la négociation de l'Accord SMC indique que les termes utilisés pour établir la définition d'une subvention ont été choisis avec soin. Selon l'Inde, la liste figurant à l'article 1.1 a) 1) est exhaustive et les conditions qui y sont prescrites reflètent l'équilibre délicat que les rédacteurs cherchaient à atteindre. Aucune tentative visant "à contourner les conditions énoncées à l'article 1.1 a) 1) iv) en incorporant le concept dans l'article 1.1 a) 1) i) ne peut … être autorisée".[87] L'Inde soutient que, par conséquent, l'interprétation que donne le Groupe spécial est contraire à l'objet et au but de l'Accord SMC.

2.41. L'Inde rappelle la constatation du Groupe spécial selon laquelle le JPC administrait officiellement le versement et le recouvrement des fonds, ainsi que les opérations courantes du SDF. Selon elle, les éléments de preuve dont disposait l'USDOC montraient que l'octroi et l'administration des prêts fournis dans le cadre du SDF étaient supervisés par le JPC et donc que c'était le JPC qui transférait les fonds. Par conséquent, il n'y a aucun lien direct entre la "pratique des pouvoirs publics" suivie par le Comité directeur du SDF et le transfert de fonds aux membres participants parce qu'il y avait un organisme intermédiaire entre les actions du Comité directeur du SDF et les bénéficiaires. L'Inde soutient qu'en conséquence, l'octroi de prêts du SDF n'est pas une

[87] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 557.

pratique des pouvoirs publics qui comporte un transfert "direct" de fonds aux fins de l'article 1.1 a) 1) i).

2.42. De plus, l'Inde fait valoir que l'octroi de prêts du SDF ne peut pas représenter un "transfert … de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i). Elle considère que le sens ordinaire du membre de phrase "transfert … de fonds" exigerait que le droit sur les fonds ou les ressources financières soit transmis d'une personne à une autre. Par conséquent, le "transfert … de fonds" désigne seulement les situations dans lesquelles les pouvoirs publics renoncent aux droits et intérêts qu'ils avaient sur les fonds en question, tout en créant simultanément les droits et intérêts sur les fonds en faveur des bénéficiaires. D'après l'Inde, "[à] moins qu'il n'y ait une charge financière pour le Trésor public, par exemple, si les fonds transférés avaient été autrement à la disposition des pouvoirs publics en l'absence du transfert en question allégué, il ne peut y avoir de contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC".[88]

2.43. L'Inde oppose l'utilisation du terme "transfert" figurant à l'article 1.1 a) 1) i) à celle du terme "fournissent" figurant à l'article 1.1 a) 1) iii). Selon elle, le terme "fournissent" a une portée bien plus large, en ce sens qu'il signifie "mettre à disposition" ou "mettre à la disposition de".[89] Ainsi, "[s]i les rédacteurs avaient voulu que l'alinéa i) vise toute action des pouvoirs publics par lesquelles les fonds peuvent en définitive devenir disponibles ou accessibles pour les bénéficiaires, un terme de plus large portée tel que "fournissent" aurait été utilisé".[90] L'Inde fait également référence au libellé du texte introductif de l'article 1.1 a) 1), et en particulier à l'indication selon laquelle chacun des alinéas concerne une "contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public". Elle fait valoir que l'utilisation du terme "financière" indique clairement que la contribution en question doit se rapporter à des ressources pouvant être évaluées d'un point de vue monétaire, et qu'une telle contribution financière doit être une contribution "des" pouvoirs publics ou d'un organisme public. L'Inde estime donc que les subventions censées être visées à l'article 1.1 a) 1) i) doivent provenir de recettes publiques et entraîner une charge pour le Trésor public.

2.44. L'Inde considère que son interprétation de l'article 1.1 a) 1) i) est confirmée par l'historique de la négociation de l'Accord SMC. Elle met en avant diverses déclarations, y compris celles du Groupe d'experts du calcul du montant des subventions, qui a estimé que "l'on [pouvait] parler de subventions lorsque les autorités publiques exer[çaient] leur pouvoir de percevoir des impôts et d'affecter les recettes fiscales soit directement, soit par délégation".[91] Selon l'Inde, les subventions sont en général directement liées à la fonction d'imposition des pouvoirs publics et les ressources ou contributions monétaires provenant de cette fonction d'imposition doivent être détenues par les pouvoirs publics et être sous le contrôle complet de ceux-ci. L'Inde fait observer que "c'est cette interprétation qui ressort de l'article 1.1 a) 1) i) … et, par conséquent, un transfert direct de fonds de pouvoirs publics doit comporter des contributions financières provenant de fonds publics ou représenter une charge pour le Trésor public".[92]

2.45. L'Inde soutient que le seul élément sur lequel le Groupe spécial s'est fondé pour rejeter son allégation est le fait que le Comité directeur du SDF a pris une part active, vu son rôle de décideur concernant l'octroi des prêts du SDF, leurs modalités ou la renonciation au remboursement de ces prêts, dans le transfert de ces fonds du SDF aux bénéficiaires des prêts. L'Inde soutient toutefois qu'il est reconnu que les fonds ont été récoltés pour le SDF seulement par l'intermédiaire du JPC, qui est un organisme privé. L'Inde affirme qu'il n'y avait aucune constatation de l'USDOC ou du Groupe spécial établissant que les fonds du SDF étaient réellement détenus par les pouvoirs publics ou que le décaissement de ces fonds entraînait une charge pour le Trésor public. De plus, la décision d'ajouter un élément supplémentaire au prix des produits en acier pour alimenter le SDF a été prise par le JPC, qui est majoritairement contrôlé par les usines sidérurgiques participantes. Selon l'Inde, tous ces indicateurs permettent de conclure que les fonds du SDF n'étaient pas des fonds des pouvoirs publics et que le SDF était financé seulement par les prélèvements sur les producteurs et d'autres sources non publiques. L'Inde met également en

[88] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 564.

[89] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 565 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV,* paragraphe 69).

[90] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 565.

[91] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 569 (citant le Groupe d'experts du calcul du montant des subventions, dans Groupe de négociation sur les subventions et mesures compensatoires, *Note du Secrétariat,* MTN.GNG/NG10/W/4, page 11).

[92] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 571.

avant le fait que la Cour suprême de l'Inde a jugé que le JPC n'avait pas le pouvoir d'imposition; que le prélèvement destiné au SDF n'était pas un impôt, mais consistait en fait en des fonds des producteurs; que le prélèvement destiné au SDF était seulement un élément du prix ajouté au prix sortie usine; et que les bénéficiaires finals de cet élément ajouté étaient les usines sidérurgiques elles-mêmes. Ni le Groupe spécial, ni les États-Unis n'ont tenu compte de ces caractéristiques du programme du SDF. L'Inde conclut que la simple part active prise par le Comité directeur du SDF dans l'octroi des prêts du SDF ne fait pas *ipso facto* des prêts du SDF un "transfert" direct de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1 i) de l'Accord SMC.

2.1.4 Avantage – allégations "en tant que tel"

2.46. L'Inde fait appel de la conclusion du Groupe spécial selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis servant à évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics, tel qu'il est exposé à l'article 351.511 a) 2) i) à iv) du Règlement des États-Unis, n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[93] Elle allègue que, en formulant ses constatations, le Groupe spécial a interprété et appliqué l'article 14 d) d'une manière incorrecte, et qu'il a agi d'une manière incompatible avec son mandat au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer la conclusion du Groupe spécial et de constater que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, tel qu'il est exposé à l'article 351.511 a) 2) i) à iv), est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Elle demande aussi à l'Organe d'appel de constater, en tant que conséquence nécessaire, que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) dans l'enquête en matière de droits compensateurs correspondante en cause.[94]

2.1.4.1 Évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics requise au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC

2.47. L'Inde fait appel du rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, tel qu'il est exposé à l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis, est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il ne prescrit pas, systématiquement, d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage a été conféré au bénéficiaire. En rejetant l'allégation de l'Inde, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) et a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.48. L'Inde affirme que, en constatant que, pour déterminer que la rémunération est inadéquate du point de vue du bénéficiaire, il faut nécessairement constater qu'il existe un avantage au sens de l'article 14 d), le Groupe spécial a interprété d'une manière incorrecte la première phrase de l'article 14 d). Notant que les termes "avantage" et "rémunération" figurent dans la première phrase de l'article 14 d), l'Inde estime que l'emploi de termes distincts veut dire que les notions d'"avantage" et de "rémunération" ne sont pas les mêmes. En outre, le texte de l'article 14 d) ne dit pas qu'un avantage est conféré à un bénéficiaire "chaque fois" qu'il est constaté que la rémunération est inadéquate. La présence de l'expression "à moins que" dans la première phrase de l'article 14 d), ainsi que du membre de phrase "ne sera pas considéré comme conférant un

[93] L'article 351.511 du Règlement des États-Unis met en œuvre l'article 1677 5) E) de la Loi des États-Unis, qui concerne la détermination de l'"avantage" conféré par la fourniture de biens ou de services. À cette fin, l'article 351.511 a) 2) définit l'expression "rémunération adéquate". Les alinéas i) à iii) de cette disposition établissent une hiérarchie à trois niveaux pour déterminer si la rémunération versée pour la fourniture de biens par les pouvoirs publics est adéquate. En vertu de l'alinéa i), l'USDOC cherchera normalement à déterminer l'adéquation de la rémunération en comparant le prix pratiqué par les pouvoirs publics avec un prix déterminé par le marché pour le bien ou le service et résultant de transactions réelles dans le pays en question. L'alinéa ii) dispose que, en cas de "non-disponibilité" du prix réel déterminé par le marché, l'adéquation de la rémunération pourra être déterminée par comparaison avec un prix pratiqué sur le marché mondial. En cas de "non-disponibilité" des prix pratiqués sur le marché mondial pour les acheteurs dans le pays en question, l'alinéa iii) dispose que l'on déterminera "normalement" l'adéquation de la rémunération "en évaluant si le prix pratiqué par les pouvoirs publics est compatible avec les principes du marché". L'alinéa iv) dispose que, lorsque l'adéquation de la rémunération est évaluée soit au titre de l'alinéa i) soit au titre de l'alinéa ii), le prix de comparaison doit être ajusté pour refléter le prix qu'une entreprise a payé ou paierait réellement si elle avait importé le produit (y compris les frais de livraison et les droits d'importation).

[94] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 18 et 162.

avantage, à moins que", implique que, s'il n'est pas établi que les pouvoirs publics ont fourni le bien en question moyennant une rémunération moins qu'adéquate, un avantage ne peut pas avoir été conféré au bénéficiaire de ce bien. Cela ne veut toutefois pas dire que l'inadéquation de la rémunération doit toujours donner lieu à la détermination de l'existence d'un avantage. En d'autres termes, l'inadéquation de la rémunération au titre de l'article 14 d) est nécessaire, mais pas toujours suffisante, pour établir qu'un avantage, au sens de cette disposition, a été conféré au bénéficiaire des biens fournis par les pouvoirs publics.[95]

2.49. L'Inde estime que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics devait être évaluée du point de vue du bénéficiaire, et non de celui des pouvoirs publics en tant que fournisseur. Notant que la première phrase de l'article 14 d) fait référence à "la fourniture de biens ou de services … par les pouvoirs publics", elle considère que le texte et le contexte de l'article 14 d) étayent son affirmation selon laquelle l'adéquation de la rémunération doit être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur. En outre, puisque l'existence d'un "avantage", au titre de l'article 14 d), est déterminée du point de vue du bénéficiaire, il est "logique" d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur. S'il est constaté que la rémunération est inadéquate, l'autorité chargée de l'enquête devrait ensuite évaluer si un avantage a été conféré au bénéficiaire. L'Inde considère que la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'adéquation de la rémunération n'avait pas besoin d'être évaluée séparément de, et préalablement à, l'évaluation du point de savoir si un avantage a été conféré au bénéficiaire est contraire à "l'interprétation ordinaire et contextuelle" de la première phrase de l'article 14 d).[96]

2.50. L'Inde considère en outre que l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 14 d) est entachée de contradictions intrinsèques. Premièrement, elle voit une contradiction entre, d'une part, la déclaration du Groupe spécial selon laquelle les termes "rémunération" et "avantage" se rapportent à des "notions différentes" et, d'autre part, sa conclusion selon laquelle une constatation de rémunération inadéquate implique nécessairement de constater qu'il existe un avantage. Deuxièmement, l'Inde considère que l'interprétation donnée par le Groupe spécial du terme "rémunération" comme désignant "la somme qui est versée pour la fourniture du bien par les pouvoirs publics"[97] ne peut pas être conciliée avec sa constatation selon laquelle l'article 14 d) ne prescrit pas de procéder à des analyses séparées de l'"adéquation de la rémunération" et de l'existence d'un "avantage". Elle se demande comment il est logiquement possible d'évaluer l'adéquation d'une rémunération versée aux pouvoirs publics du point de vue d'une entité autre que les pouvoirs publics. Troisièmement, elle considère que, si le prix pratiqué par un concurrent est adopté pour déterminer simultanément à la fois l'adéquation de la rémunération et le montant de l'avantage conféré (en évaluant si le prix des pouvoirs publics est inférieur au point de repère), il n'y aurait aucune différence entre les "critères" applicables à chaque concept. L'Inde fait valoir que cela entraînerait une "circularité" dans la première phrase de l'article 14 d).[98]

2.51. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle, en vertu de l'article 14 d) de l'Accord SMC, les Membres ne sont pas tenus d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer le montant de l'avantage conféré au bénéficiaire. Au lieu de cela, l'Organe d'appel devrait constater que l'article 14 d) exige d'évaluer l'adéquation de la rémunération effectivement reçue par les pouvoirs publics qui ont fourni les biens avant de déterminer le montant de l'avantage reçu par le bénéficiaire. L'Inde demande en outre à l'Organe d'appel de constater que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, tel qu'il est exposé dans l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis, est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il ne prescrit pas, systématiquement, d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer le montant de l'avantage conféré au bénéficiaire. Il s'ensuit, selon l'Inde, que l'Organe d'appel doit aussi constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec

[95] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 22 à 27.
[96] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 28 à 32.
[97] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 34 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.28). (italique omis)
[98] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 32 à 37.

l'article 14 d) de l'Accord SMC en appliquant leur mécanisme de fixation de points de repère dans les enquêtes correspondantes concernant la vente de minerai de fer par la NMDC et l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer et le charbon.

2.1.4.2 Exclusion des prix des pouvoirs publics comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

2.52. L'Inde note qu'elle avait fait valoir devant le Groupe spécial que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce que, dans le cadre du niveau I de ce mécanisme, les États-Unis ont simplement rejeté les prix des pouvoirs publics qui ne découlaient pas de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence. Elle estime que le Groupe spécial a constaté qu'"il était possible, sur la base de présomptions et de manière concluante, de ne pas tenir compte des transactions et des prix des pouvoirs publics" dans l'évaluation des "conditions du marché existantes" au titre de l'article 14 d).[99] En formulant cette constatation, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d).

2.53. Notant que la première phrase de l'article 14 d) dispose que la fourniture de biens par les pouvoirs publics ne doit pas être considérée comme conférant un avantage sauf preuve du contraire, l'Inde affirme que cela a pour implication directe que l'article 14 d) ne permet pas aux autorités chargées de l'enquête de rejeter, sur la base de présomptions, le prix des pouvoirs publics contesté au motif qu'il n'est pas dicté par le marché. Pourtant, le Groupe spécial, allant à l'encontre de l'article 14 d), a simplement supposé que tous les prix des pouvoirs publics étaient présumés *ipso facto* contribuer à la réalisation d'objectifs de politique publique et que, par conséquent, il était possible de ne pas en tenir compte aux fins de l'article 14 d). L'Inde considère que l'interprétation donnée par le Groupe spécial rend oiseuse la première phrase de l'article 14 d). En outre, l'article 14 d) concerne le marché "tel qu'il est" et ne permet donc pas de ne pas tenir compte des prix des pouvoirs publics dans l'analyse de l'avantage. À cet égard, l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, que l'expression "conditions du marché" figurant à l'article 14 d) ne désignait pas un marché non faussé par la contribution financière des pouvoirs publics.[100] De plus, l'interprétation de l'article 14 d) donnée par le Groupe spécial ne tient pas compte des implications des constatations formulées par l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, selon lesquelles les prêts consentis par les pouvoirs publics ne peuvent pas être *ipso facto* rejetés au motif qu'ils sont "non commerciaux".[101] Cela signifie qu'il n'y a pas de présomption selon laquelle les prix des pouvoirs publics sont *ipso facto* inutilisables comme points de repère pour évaluer l'avantage au titre de l'article 14 d). Au lieu de cela, les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'établir si la présence ou l'influence des pouvoirs publics sur le marché pertinent cause des distorsions qui rendent les prix des pouvoirs publics pertinents inutilisables.

2.54. Pour les raisons exposées plus haut, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les prix des pouvoirs publics peuvent être rejetés sur la base de présomptions par les autorités chargées de l'enquête comme points de repère potentiels au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Puisque cette constatation a conduit le Groupe spécial à rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle l'article 351.511 a) 2) i) et ii) du Règlement des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d), l'Inde demande en outre à l'Organe d'appel de constater que l'article 351.511 a) 2) i) et ii) est incompatible avec l'article 14 d) parce qu'il exclut, sur la base de présomptions, les prix des pouvoirs publics qui ne découlent pas de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence comme points de repère pour les niveaux I et II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. De plus, elle demande à l'Organe d'appel de constater que le rejet par l'USDOC "sur la base de présomptions et de manière concluante" des prix à l'exportation de la NMDC comme point de repère pertinent pour évaluer l'adéquation de la rémunération s'agissant du minerai de fer fourni par la NMDC est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[102]

---

[99] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 42.

[100] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 47 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 87).

[101] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 48 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 479).

[102] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 56.

2.1.4.3 Utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

2.55. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il permettait l'utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial comme points de repère dans le cadre du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis sans qu'il soit exigé de l'USDOC qu'il épuise au préalable complètement toutes les sources de points de repère dans le pays. Elle fait valoir que, en rejetant son allégation, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses devoirs au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord et a fait erreur dans son interprétation et dans son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.56. L'Inde note que le Groupe spécial a compris que son argument était que des points de repère à l'extérieur du pays ne pouvaient être utilisés que dans les cas où le marché du pays de fourniture était faussé en raison du rôle prédominant joué par les pouvoirs publics en tant que fournisseur sur ce marché. Elle allègue que le Groupe spécial a interprété son argument de façon très étroite et n'a pas tenu compte de son argument selon lequel la mesure en cause permettait effectivement à l'USDOC d'utiliser des points de repère à l'extérieur du pays sans que toutes les sources possibles de points de repère dans le pays aient été épuisées. Ainsi, l'Inde affirme qu'elle avait effectivement contesté l'utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial comme points de repère du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis pour deux motifs différents. Premièrement, le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) parce qu'il permet le recours à des points de repère à l'extérieur du pays dans des cas autres que celui où le marché du pays de fourniture est faussé en raison du rôle prédominant joué par les pouvoirs publics sur ce marché. Deuxièmement, ce mécanisme est incompatible avec l'article 14 d) parce qu'il permet le recours à des points de repère à l'extérieur du pays sans qu'il soit exigé de l'USDOC qu'il épuise au préalable toutes les sources possibles de points de repère dans le pays. L'Inde allègue que le Groupe spécial n'a pas tenu compte de ce dernier motif avancé pour son allégation. À son avis, l'évaluation du Groupe spécial ne respecte pas le critère imposé aux groupes spéciaux au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.57. L'Inde conteste aussi, au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord, la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 14 d) de l'Accord SMC permet le recours à un point de repère à l'extérieur du pays dans "d'autres cas" outre celui dans lequel le marché du pays de fourniture est faussé du fait de l'intervention des pouvoirs publics sur ce marché. Le Groupe spécial n'a pas donné de principes directeurs de base pour déterminer quels étaient ces "autres cas" et il n'a donc pas exposé de justifications fondamentales pour ses constatations comme l'exigeait l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, "lu conjointement avec" l'article 11 de ce mémorandum.[103]

2.58. En outre, l'Inde conteste l'interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC donnée par le Groupe spécial selon laquelle cet article permet le recours à un point de repère à l'extérieur du pays dans "d'autres cas" outre celui dans lequel le marché du pays de fourniture est faussé par l'intervention des pouvoirs publics sur ce marché. D'après elle, le Groupe spécial n'a pas mesuré les implications des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel en interprétant l'article 14 d). Ces rapports antérieurs soulignent le caractère exceptionnel des circonstances dans lesquelles des points de repère à l'extérieur du pays peuvent être utilisés au titre de l'article 14 d). Dans les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux IV* et *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel n'a pas approuvé l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans des circonstances sans rapport avec l'intervention des pouvoirs publics sur le marché pertinent. L'Inde souligne que toutes ces affaires concernaient des cas d'intervention des pouvoirs publics sur le marché à des degrés divers, y compris ceux dans lesquels les pouvoirs publics i) étaient le fournisseur prédominant des biens en question sur le marché, ii) étaient les seuls fournisseurs des biens considérés dans le pays, ou iii) administraient tous les prix de ces biens dans le pays. Dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel a considéré que le rôle prédominant des pouvoirs publics sur le marché était la circonstance "très limitée" dans laquelle les autorités chargées de l'enquête pouvaient utiliser un point de repère autre que les prix pratiqués dans le secteur privé du pays de fourniture.[104] Pour

[103] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 64.
[104] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 70.

l'Inde, cela n'autorise pas les autorités à utiliser des points de repère à l'extérieur du pays simplement du fait de l'indisponibilité d'un ensemble limité de points de repère dans le pays.[105]

2.59. L'Inde conteste aussi le rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il ne prescrit pas, systématiquement, que des points de repère du niveau II soient ajustés pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Elle estime que, en rejetant son allégation, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et a fait erreur dans son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.60. L'Inde note que le Groupe spécial a rejeté son allégation au motif que, puisque la disposition législative des États-Unis, mise en œuvre par le Règlement des États-Unis énonçant leur mécanisme de fixation de points de repère, prescrivait que l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics soit évaluée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, les points de repère du niveau II appliqués conformément au Règlement d'application devaient, en droit, également se rapporter aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Notant que la mesure spécifique contestée par l'Inde est le Règlement des États-Unis énonçant leur mécanisme de fixation de points de repère, et non la disposition législative globale qu'il met en œuvre, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 en ne tenant pas compte du texte même ni du sens de la mesure spécifique en cause. De plus, le Groupe spécial a enfreint l'article 11 du Mémorandum d'accord en se contentant d'accepter les affirmations des États-Unis au sujet du sens et des implications de la disposition législative globale mise en œuvre par le Règlement des États-Unis énonçant leur mécanisme de fixation de points de repère.[106]

2.61. En outre, l'Inde rappelle la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle, lorsque des valeurs de substitution telles que les prix de biens semblables cotés sur les marchés mondiaux sont utilisées comme points de repère au titre de l'article 14 d), les autorités chargées de l'enquête sont dans l'obligation de s'assurer que le point de repère qui en résulte se rapporte ou se réfère, ou est lié, aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[107] Elle souligne que, puisque les conditions du marché ne sont pas présumées être les mêmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays de fourniture, les Membres sont tenus de procéder aux ajustements nécessaires pour s'assurer que les points de repère à l'extérieur du pays qui ont été choisis aux fins d'évaluer l'avantage au titre de l'article 14 d) reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. L'Inde fait valoir qu'il n'y a pas de présomption selon laquelle les conditions du marché existantes hors d'un Membre peuvent se rapporter, se référer, ou être liées, aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Selon elle, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, a reconnu qu'il était pratiquement impossible d'ajuster les points de repère à l'extérieur du pays pour qu'ils reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[108] L'Inde souligne en outre que les droits compensateurs ne sont pas censés neutraliser les différences dans les avantages comparatifs entre les pays. En ne prescrivant pas que des ajustements soient effectués pour s'assurer que les points de repère à l'extérieur du pays reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, la mesure contestée ne tient pas compte des avantages comparatifs qu'un Membre peut avoir. Elle affirme que, en rejetant son allégation indiquée plus haut, le Groupe spécial a fait erreur dans l'application de l'article 14 d) de l'Accord SMC, parce que ni le Règlement des États-Unis, ni la disposition législative globale qu'il met en œuvre ne prescrivent qu'il est nécessaire de procéder à des ajustements dans le cas des points de repère du niveau II.

2.62. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial comme points de repère du niveau II dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, et de constater, au lieu de cela, que ce mécanisme est incompatible avec l'article 14 d) parce que: i) il prescrit l'utilisation de points de repère à

[105] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 65 à 70.
[106] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 79 à 84.
[107] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 87 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 106 et 120).
[108] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 71 et 73 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 108).

l'extérieur du pays sans qu'il ait été établi au préalable que le marché en question est faussé par l'intervention des pouvoirs publics sur ce marché; ii) il prescrit l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays sans que toutes les sources possibles de points de repère dans le pays aient été préalablement épuisées; et iii) il ne prescrit pas d'ajuster les points de repère du niveau II pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. De l'avis de l'Inde, il s'ensuit que l'Organe d'appel doit aussi constater que les déterminations de l'existence d'un avantage établies par l'USDOC dans l'enquête en matière de droits compensateurs correspondante concernant la fourniture de minerai de fer par la NMDC et l'octroi de droits d'exploitation exclusifs par les pouvoirs publics indiens pour le minerai de fer et le charbon sont incompatibles avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.1.4.4 Fait que le Groupe spécial n'a pas évalué deux motifs avancés pour l'allégation "en tant que tel" de l'Inde visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

2.63. L'Inde fait appel de l'évaluation par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, tel qu'il est exposé à l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis, est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Elle rappelle qu'elle a présenté six "motifs différents" devant le Groupe spécial pour étayer son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d).[109] Ces motifs portaient sur des aspects différents de l'article 14 d) et sont "comparables à six sous-allégations différentes" que le Groupe spécial était tenu d'évaluer d'une manière indépendante. Cependant, l'Inde estime que le Groupe spécial n'a pas évalué deux des six motifs qu'elle a présentés et a donc agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[110]

2.64. Premièrement, l'Inde note que, sur la base du texte de la deuxième phrase de l'article 14 d) et d'une comparaison avec l'article 14 b) et 14 c) de l'Accord SMC, elle avait fait valoir devant le Groupe spécial qu'un prix des pouvoirs publics conforme à des "considérations d'ordre commercial" ne pouvait pas constituer une rémunération qui était "moins qu'adéquate" au sens de l'article 14 d). Deuxièmement, elle note qu'elle avait fait valoir devant le Groupe spécial que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) parce qu'il permettait de rejeter un prix des pouvoirs publics qui était "adéquat" dans le cadre du niveau III de ce mécanisme sur la base de l'application des points de repère des niveaux I et II du mécanisme. D'après l'Inde, le Groupe spécial n'a évalué aucun de ces deux arguments d'une manière indépendante et, au lieu de cela, les a refusés en se fondant sur son rejet de l'argument de l'Inde selon lequel, en vertu de l'article 14 d), l'adéquation de la rémunération devait être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur avant d'évaluer si un avantage avait été conféré au bénéficiaire.[111]

2.65. L'Inde demande à l'Organe d'appel d'examiner les deux motifs indiqués plus haut qu'elle a présentés pour étayer son allégation et de constater que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. S'agissant du premier de ces motifs, elle demande à l'Organe d'appel de constater que l'article 14 d) ne permet pas aux autorités chargées de l'enquête de déterminer l'existence d'un "avantage" simplement parce qu'un prix des pouvoirs publics est inférieur à un certain prix servant de point de repère. Elle demande à l'Organe d'appel de constater en outre que, lorsque l'autorité chargée de l'enquête constate une

[109] L'Inde allègue que ces six motifs étaient les suivants: i) le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec la première phrase de l'article 14 d) parce qu'il n'évalue pas l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage est conféré au bénéficiaire; ii) le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 14 d) parce qu'il n'exige pas d'examiner si la différence entre un prix des pouvoirs publics et un prix d'un concurrent est justifiée par des "considérations d'ordre commercial"; iii) un prix des pouvoirs publics qui est "adéquat" dans le cadre du niveau III sera réputé être "moins qu'adéquat" simplement sur la base de la méthode de fixation des points de repère dans le cadre du niveau I ou du niveau II; iv) dans le cadre des niveaux I et II, les prix des pouvoirs publics ne sont pas tous considérés comme un "prix" se rapportant aux conditions du marché existantes; v) les prix pratiqués sur le marché mondial prescrits dans le cadre du niveau II ne se rapportent pas aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture des biens; et vi) les niveaux II et III sont incompatibles avec l'article 14 d) de l'Accord SMC puisque la priorité est donnée à la méthode du niveau II par rapport à celle du niveau III. (Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 19)

[110] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 103 à 122.

[111] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 99, 100, 104, 105, et 111 à 115.

différence entre le prix des pouvoirs publics et un certain prix servant de point de repère, elle est dans l'obligation d'évaluer si cette différence de prix est justifiée par des "considérations d'ordre commercial". Pour étayer cet argument, elle s'appuie sur le texte de la deuxième phrase de l'article 14 d), ainsi que sur le contexte fourni par les autres alinéas de l'article 14 et par l'article XVII:1 b) du GATT de 1994. La deuxième phrase de l'article 14 d) indique que l'adéquation de la rémunération sera déterminée "par rapport aux conditions du marché existantes" pour le bien ou service en question dans le pays de fourniture. De l'avis de l'Inde, le texte de l'article 14 d) limite donc nécessairement le marché pertinent uniquement aux "biens en question" et au "pays de fourniture".[112]

2.66. S'agissant du contexte fourni par d'autres alinéas de l'article 14, l'Inde estime qu'il est clair que les déterminations au titre de l'article 14 b) ou c) doivent être faites au moyen d'une comparaison fixe, et que l'existence d'un avantage est établie dès qu'il y a une différence entre les montants qui sont comparés. En revanche, l'article 14 d) ne dit pas que la fourniture de biens confère un avantage s'il y a une différence entre, d'une part, le montant payé par le bénéficiaire des biens fournis par les pouvoirs publics et, d'autre part, le montant que le bénéficiaire devrait payer pour obtenir les mêmes biens sur le marché. En fait, du fait de l'emploi des expressions "par rapport aux" et "conditions du marché existantes", l'article 14 d) implique une analyse beaucoup plus large et beaucoup plus complète utilisant les "conditions du marché existantes" comme cadre, et non comme point de comparaison "fixe". Les différences substantielles dans la structure, le libellé et les approches de l'article 14 b) et 14 c), d'une part, et de l'article 14 d), d'autre part, laissent entendre que, en vertu de cette dernière disposition, un montant donné de "rémunération" pour des biens fournis par les pouvoirs publics peut être "adéquat", même s'il y a une différence entre le prix des pouvoirs publics et le prix des biens semblables qui font l'objet d'une transaction entre des parties privées sur le marché considéré.[113]

2.67. L'Inde signale d'autres éléments contextuels figurant dans l'article XVII:1 b) du GATT de 1994. Notant que le prix, la qualité, les quantités disponibles, les qualités marchandes, les transports et autres conditions d'achat ou de vente sont tous des facteurs à prendre en compte pour déterminer si les achats ou les ventes d'une entreprise commerciale d'État sont conformes à des "considérations d'ordre commercial" au titre de l'article XVII:1 b), elle estime que "la répétition de ces mêmes facteurs"[114] à l'article 14 d) montre qu'il y a une équivalence entre les notions sous-tendant l'article XVII:1 b) du GATT de 1994 et celles qui figurent à l'article 14 d) de l'Accord SMC. Ainsi, les prix fixés conformément à des "considérations d'ordre commercial" seraient des prix tenant compte de l'offre et de la demande tant des vendeurs que des acheteurs sur le marché. En outre, les "conditions du marché existantes" ne peuvent pas être autre chose que celles découlant de l'activité des entreprises qui se livrent à l'achat et à la vente de biens sur la base de considérations et de facteurs qui sont caractéristiques du commerce et des échanges commerciaux. Ainsi, de l'avis de l'Inde, l'évaluation du point de savoir si les prix sont fixés "conformément à des considérations d'ordre commercial" ne peut aucunement être différente de l'évaluation du point de savoir si un prix donné est "moins qu'adéquat" eu égard aux "conditions du marché existantes".[115]

2.68. Par conséquent, l'Inde fait valoir que, lorsqu'elle est interprétée correctement, la deuxième phrase de l'article 14 d) va "bien au-delà d'une simple comparaison minimaliste entre des points de repère relatifs aux prix". Bien qu'il ne soit probablement pas incorrect que l'autorité chargée de l'enquête commence son examen en utilisant un prix pratiqué dans le secteur privé comme point de repère, il est assurément incorrect que cette autorité limite son analyse à cette comparaison. Au lieu de cela, si cette comparaison montre qu'il y a une différence entre les prix, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'examiner en outre si des "considérations d'ordre commercial" expliquent cette différence. L'Inde soutient donc que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) parce qu'il ne prescrit pas systématiquement de déterminer si les pouvoirs publics agissent conformément à des considérations d'ordre commercial et ont fourni des biens moyennant une rémunération adéquate lorsque celle-ci est évaluée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[116]

[112] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 127 à 129.
[113] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 130 à 132.
[114] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 133.
[115] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 134 et 135.
[116] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 146 à 151.

2.69. Passant au second motif qui n'a pas été évalué par le Groupe spécial, l'Inde estime que l'utilisation du membre de phrase "ne sera pas considéré comme conférant un avantage, à moins que" à l'article 14 d) signifie que, sauf preuve du contraire, la fourniture de biens par les pouvoirs publics n'est pas considérée comme conférant un avantage. Ainsi, le "corollaire logique" de la première phrase de l'article 14 d) est que, lorsque la "rémunération" versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics est "adéquate" selon une méthode compatible avec l'article 14 d), cette rémunération ne peut pas être considérée comme conférant un avantage. Notant que, dans le cadre du niveau III du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, l'USDOC examine si le prix pratiqué par les pouvoirs publics pour le bien pertinent est compatible avec les "principes du marché", l'Inde affirme que, puisque la méthode du niveau III est en elle-même compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, un prix qui est "adéquat" selon cette méthode ne peut pas devenir inadéquat du fait de l'application des points de repère des niveaux I et II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. Elle estime que, pour cette raison, l'"approche hiérarchisée" qui caractérise le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d).[117]

2.70. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'évaluant pas séparément deux des motifs sur lesquels elle avait fondé son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, tel qu'il est exposé à l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis, est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Elle demande en outre à l'Organe d'appel d'examiner ces motifs, de compléter l'analyse et de constater que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d). De l'avis de l'Inde, la "conséquence nécessaire" de cela est que l'Organe d'appel doit constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC dans l'enquête en matière de droits compensateurs correspondante concernant la fourniture de minerai de fer par la NMDC et l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer et le charbon.

2.1.4.5 Utilisation obligatoire des prix "à la livraison" comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

2.71. L'Inde fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison" comme points de repère au titre de l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Elle estime que, en formulant cette constatation, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d).

2.72. L'Inde présente deux allégations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne la constatation du Groupe spécial indiquée plus haut. Premièrement, elle conteste la déclaration du Groupe spécial selon laquelle elle avait fait l'amalgame entre l'expression "conditions du marché existantes", figurant à l'article 14 d), et les modalités et conditions contractuelles de la fourniture par les pouvoirs publics qui fait l'objet de l'enquête. Contrairement à ce qu'a dit le Groupe spécial, l'argument que l'Inde avait avancé devant lui était que l'expression "conditions de vente", au sens de l'article 14 d), désignait la "stipulation générale ou commune"[118] présente dans les contrats de fourniture des biens pertinents dans le pays de fourniture. Le Groupe spécial a lu les communications de l'Inde hors de leur contexte et a interprété son allégation "de façon si étroite" que l'"allégation même" présentée par l'Inde s'en est trouvée déformée. L'Inde affirme qu'en faisant cela, le Groupe spécial a effectivement procédé à l'évaluation d'une question dont il n'avait pas été saisi et a, par conséquent, agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.[119]

2.73. Deuxièmement, l'Inde allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'appliquant pas sa propre interprétation de l'article 14 d) à son évaluation de l'allégation qu'elle a formulée. Elle rappelle que, lorsqu'il a rejeté son allégation, le Groupe spécial a interprété l'article 14 d) et a constaté que les expressions

[117] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 156 à 159.
[118] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 168 (citant la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 88).
[119] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 168 à 174.

"conditions du marché existantes" et "conditions de vente" se rapportaient aux "conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectu[aient] des transactions de vente".[120] Il n'a toutefois pas formulé de constatation sur le point de savoir si la vente d'un bien sur le marché, généralement sur la base du prix sortie usine, constituait l'une de ces "conditions générales". L'Inde fait valoir qu'une constatation sur cette question spécifique aurait "affecté sensiblement"[121] la décision du Groupe spécial de rejeter son allégation. En effet, si le fait qu'un bien donné sur le marché est vendu généralement sur la base du prix sortie usine constitue l'une des "conditions générales" mentionnées par le Groupe spécial, alors, déterminer l'adéquation de la rémunération sur la base du prix "à la livraison", dans tous les cas, impliquerait de ne pas tenir compte des "conditions du marché existantes" dans lesquelles le bien en question est généralement vendu sur la base du prix sortie usine dans le pays de fourniture. Ainsi, dans son évaluation de l'allégation de l'Inde visant l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, le Groupe spécial était tenu d'appliquer son interprétation de l'article 14 d) à cette mesure. L'Inde allègue que, en ne faisant pas cela, le Groupe spécial n'a pas évalué l'allégation qui lui avait été présentée et, par conséquent, a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.74. Pour l'Inde, le rejet par le Groupe spécial de son allégation visant l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était en partie fondé sur l'interprétation erronée donnée par le Groupe spécial selon laquelle les prix pratiqués par les pouvoirs publics pouvaient *ipso facto* être rejetés au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Elle note qu'elle a contesté cette interprétation du Groupe spécial dans le contexte de son allégation concernant l'exclusion des prix des pouvoirs publics comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. Pour les mêmes raisons que celles qu'elle a avancées en ce qui concerne cette allégation, l'Inde estime que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation au motif que les prix des pouvoirs publics pouvaient *ipso facto* être rejetés au titre de l'article 14 d).[122]

2.75. L'Inde note en outre qu'elle avait fait valoir devant le Groupe spécial que l'utilisation des prix "à la livraison" à l'extérieur du pays comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis annulait l'avantage comparatif du pays de fourniture du point de vue de sa capacité de fournir les biens en question localement. Elle note que le Groupe spécial a rejeté cet argument sur la base de l'existence alléguée d'une transaction à l'importation dans l'enquête correspondante, ce qui, de l'avis du Groupe spécial, signifiait que les transactions à l'importation se rapportaient nécessairement aux conditions du marché existantes en Inde. Cependant, l'Inde fait valoir que l'existence alléguée d'une transaction à l'importation dans l'enquête correspondante justifie uniquement l'utilisation des prix "à la livraison" dans une circonstance isolée, alors que l'allégation de l'Inde se rapporte à l'ajustement des points de repère à l'extérieur du pays pour tenir compte des frais de livraison dans *toutes* les circonstances. Ainsi, elle soutient que le Groupe spécial n'a pas fourni de "justifications fondamentales" de son rejet de son allégation concernant la neutralisation d'"avantages comparatifs" et, par conséquent, qu'il a agi d'une manière incompatible avec son mandat au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, "lu conjointement avec" l'article 12:7 de ce mémorandum.

2.76. D'après l'Inde, en rejetant son argument indiqué plus haut, le Groupe spécial a aussi fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d). Le "postulat sous-jacent" sur lequel le Groupe spécial s'est fondé pour rejeter son argument est que les transactions à l'importation reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Sur la base de ce postulat, le Groupe spécial a conclu que l'existence de ne serait-ce qu'une seule transaction à l'importation, y compris celle de tous les frais de livraison et de toutes les impositions à l'importation, se rapportait "nécessairement" aux conditions du marché existantes en Inde. Il a donc fait l'amalgame entre l'expression "conditions du marché existantes" et l'existence de transactions à l'importation. Pourtant, comme le Groupe spécial l'a lui-même reconnu, les "conditions du marché existantes" se rapportent aux conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectuent des transactions de vente. Notant que l'Organe d'appel a considéré que l'article 14 d) exigeait un examen de la totalité du

[120] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 176 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60).
[121] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 176.
[122] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 180.

marché, prenant en compte les deux côtés de la transaction (à savoir la demande et l'offre), l'Inde estime que le postulat du Groupe spécial met l'accent de façon disproportionnée sur les transactions à l'importation. Toutefois, lorsqu'il y a une offre sur le marché intérieur pour le bien en question, ainsi qu'une ou plusieurs transactions à l'importation pour ce bien, les "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture ne peuvent être déterminées qu'en prenant en compte de manière exhaustive les deux types de transactions. La mesure contestée exclut un tel examen. L'Inde estime donc que le postulat sur lequel le Groupe spécial s'est fondé pour rejeter son allégation est "fondamentalement vicié" et "ne tient pas compte de l'interprétation ordinaire" de l'article 14 d).[123]

2.77. Pour les raisons exposées plus haut, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. En outre, elle demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique et de constater que l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison", prévue à l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis, est incompatible avec l'article 14 d). À son avis, la "conséquence nécessaire" de cela est que l'Organe d'appel doit aussi constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC dans l'enquête en matière de droits compensateurs correspondante concernant la fourniture de minerai de fer par la NMDC et l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer et le charbon. L'Inde avance les arguments ci-après à l'appui de la demande qu'elle a présentée pour que l'analyse soit complétée.

2.78. L'Inde estime que le fait que des biens sont vendus généralement sur le marché en question sur la base du prix sortie usine ou du prix "à la livraison" est une "condition de vente" et, par conséquent, une des "conditions du marché existantes" mentionnées à l'article 14 d). À l'appui de cette interprétation de l'article 14 d), elle note d'abord que, dans son sens ordinaire, le terme "condition" désigne une règle ou une décision qui doit être acceptée et qui fait parfois partie d'un contrat ou d'un accord formel[124]; il désigne aussi une stipulation ou une clause nécessaire prévue dans un contrat, un testament ou tout instrument juridique, constituant l'essence de l'instrument.[125] L'Inde estime donc que l'expression "conditions de vente", telle qu'elle apparaît à l'article 14 d), désigne la stipulation générale ou commune présente dans des contrats de fourniture des biens en question dans le pays de fourniture.

2.79. De plus, l'Inde note que ces conditions figurant dans des contrats commerciaux modifient sensiblement les droits et obligations des parties à la transaction. Cela implique que les États-Unis ne peuvent pas évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics en utilisant des points de repère "à la livraison" dans tous les cas. Au lieu de cela, il faut évaluer si la vente d'un bien sur la base du prix "à la livraison" est effectivement l'une des "conditions de vente" existantes sur le marché pertinent. Dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics est évaluée en utilisant les prix "à la livraison" comme points de repère, indépendamment des "conditions de vente" existantes dans le pays de fourniture. De l'avis de l'Inde, cela est incompatible avec le sens ordinaire de la deuxième phrase de l'article 14 d).

2.80. L'Inde estime qu'exiger que des comparaisons soient effectuées au niveau des prix "à la livraison" a pour "seul objectif" d'"accroître arbitrairement" le prix servant de point de repère pour le porter à un niveau supérieur de sorte que l'existence d'un avantage soit établie même dans des cas où aucun avantage n'avait effectivement été conféré. Lorsque l'USDOC adopte des points de repère à l'extérieur du pays (prix à l'importation dans le cadre du niveau I ou prix pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II) pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics, il y a forcément détermination positive de l'existence d'un "avantage" parce que le fret international et les droits d'importation sont presque

[123] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 189.

[124] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 193 (faisant référence au *Oxford Dictionary of English*, 3ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2010), page 363).

[125] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 193 (faisant référence au *Black's Law Dictionary*, 9ème édition, B.A. Garner (éd.) (West Group, 2009), page 333).

toujours plus élevés que le fret intérieur et les taxes locales. L'Inde soutient que cela ne peut pas constituer une interprétation raisonnable et de bonne foi de l'article 14 d) de l'Accord SMC.[126]

2.81. L'Inde estime en outre que l'utilisation des prix "à la livraison" comme points de repère est incompatible avec la constatation de l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, selon laquelle l'article 14 d) ne peut pas être utilisé pour neutraliser des "avantages comparatifs" des Membres.[127] En particulier, l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays fondés sur les prix "à la livraison" prévue dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis neutralise effectivement les avantages comparatifs du pays de fourniture. L'utilisation des prix à l'importation "à la livraison" dans le cadre du niveau I, ou des prix "à la livraison" pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II, du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis crée la "situation hypothétique"[128] dans laquelle le bien en question n'est pas disponible dans le pays de fourniture. Ainsi, la mesure en cause présume que, dans les "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture, les utilisateurs du bien pertinent importeraient nécessairement ce bien à un prix incluant le fret international, les droits d'importation et tous autres frais de livraison. L'Inde affirme toutefois que, dans un ensemble donné de faits, il peut effectivement ne pas y avoir de transactions à l'importation de cette nature dans le pays de fourniture et que, même si de telles transactions existent, elles pouvaient représenter un très petit pourcentage dans la structure globale de l'offre et de la demande dans le pays de fourniture. Par conséquent, elle rappelle que, lorsque des points de repère à l'extérieur du pays sont utilisés dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, l'ajustement de ces points de repère afin d'inclure tous les frais de livraison, comme si le bien était en général importé, annule l'avantage comparatif du pays de fourniture du point de vue de sa capacité de fournir les biens en question localement.[129]

2.1.5 Avantage – Allégations "tel qu'appliqué"

2.1.5.1 Détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate

2.82. En ce qui concerne la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate, l'Inde fait appel des constatations du Groupe spécial concernant: i) la justification *a posteriori* avancée par les États-Unis pour justifier le rejet par l'USDOC de certains renseignements sur les prix intérieurs comme points de repère du niveau I pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération du minerai de fer fourni par la NMDC; ii) l'utilisation par l'USDOC de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération du minerai de fer fourni par la NMDC; et iii) le rejet par l'USDOC de certains prix à l'exportation de la NMDC comme points de repère du niveau II dans le cadre des réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008. L'Inde allègue que, en faisant ses constatations, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d), du texte introductif de l'article 14, et de l'article 12.1, 12.4 et 12.7 de l'Accord SMC. De plus, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial contestées et de constater au lieu de cela que, en déterminant que la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) et le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC. En outre, parce que l'USDOC a utilisé les points de repère qu'il avait sélectionnés pour l'enquête sur la NMDC dans l'enquête concernant l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer et le charbon, l'Inde demande à l'Organe d'appel de constater que les déterminations de l'USDOC selon lesquelles les pouvoirs publics indiens fournissaient du minerai de fer et du charbon moyennant une rémunération moins qu'adéquate sont également incompatibles avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[130]

[126] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 201.
[127] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 202.
[128] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 203.
[129] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 203 et 204.
[130] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 422, 435, 458 à 460, 468 et 478.

2.1.5.1.1 Constatations du Groupe spécial concernant le rejet par l'USDOC de certains renseignements sur les prix intérieurs

2.83. L'Inde note que le Groupe spécial a constaté que l'explication avancée par les États-Unis pour justifier le rejet par l'USDOC des renseignements sur les prix intérieurs comme points de repère du niveau I constituait une justification *a posteriori* et, sur cette base, il a constaté que le fait que l'USDOC n'a pas pris en considération les renseignements sur les prix intérieurs était incompatible avec l'article 14 d), et par conséquent avec l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Notant que le Groupe spécial a entrepris d'examiner les justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis et de formuler des constatations à leur sujet, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a évalué une question dont il n'était pas saisi et a donc agi d'une manière incompatible avec son mandat au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. À cet égard, l'Organe d'appel a établi qu'un groupe spécial peut examiner uniquement les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité chargée de l'enquête dans son rapport publié.[131] Ainsi, l'Inde estime que toutes justifications *a posteriori* présentées dans le cadre de la présente procédure de groupe spécial étaient des renseignements qui ne relevaient pas de la compétence du Groupe spécial.

2.84. L'Inde demande donc à l'Organe d'appel de déclarer sans pertinence les constatations et observations du Groupe spécial concernant la justification *a posteriori* avancée par les États-Unis. Pour le cas où l'Organe d'appel rejetterait cette requête, l'Inde lui demande d'examiner les constatations formulées par le Groupe spécial au sujet du bien-fondé de la justification *a posteriori* avancée par les États-Unis et de constater que, en formulant ces constatations, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application des articles 12.1, 12.4, 12.7 et 14 de l'Accord SMC.[132] Elle avance les quatre arguments suivants à l'appui de ses demandes.

2.85. Premièrement, l'Inde affirme que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) en constatant que les États-Unis pouvaient *ipso facto* rejeter les renseignements concernant les ventes dont il était indiqué qu'elles avaient été effectuées par des entités publiques comme points de repère pertinents. D'après l'Inde, cette constatation du Groupe spécial est clairement liée à sa constatation précédente selon laquelle les prix des entreprises détenues par les pouvoirs publics pouvaient être rejetés comme points de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération en ce qui concerne des biens fournis par les pouvoirs publics. Cependant, soutient l'Inde, les prix des pouvoirs publics en tant que fournisseur allégué figurant dans les tableaux de prix présentés par les pouvoirs publics indiens et Tata[133] n'étaient pas contestés et n'auraient donc pas dû être rejetés par l'USDOC au moment de déterminer les points de repère du niveau I pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération du minerai de fer fourni par la NMDC.

2.86. L'Inde affirme également que, lorsqu'il a constaté que l'USDOC aurait été en droit de rejeter les offres de prix faites par Tata[134] comme point de repère du niveau I au motif qu'elles ne précisaient pas le pourcentage exact de la teneur en minerai de fer, le Groupe spécial a fait erreur en appliquant les articles 12.1, 12.7 et 14 de l'Accord SMC. Elle estime que, en interprétant harmonieusement l'article 14 d) et l'article 12.1 et 12.7 de l'Accord SMC, l'USDOC aurait pu utiliser les offres de prix pour déterminer un point de repère en déterminant la teneur en minerai de fer à partir des "données de fait disponibles". De plus, dans la mesure où l'article 12 de l'Accord SMC dans son ensemble incarne les droits en matière de régularité de la procédure des parties intéressées, les États-Unis avaient au minimum l'obligation d'identifier les lacunes alléguées concernant les renseignements versés au dossier de telle sorte que les parties intéressées auraient pu apporter des éclaircissements ou chercher à corriger toutes lacunes alléguées. En fait, les offres

[131] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 416 et 417 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Pneumatiques (Chine)*, paragraphe 329; et *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 162).

[132] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 423 à 435.

[133] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 424 et 425 (faisant référence aux tableaux de prix présentés par les pouvoirs publics indiens et Tata dans les pièces IND-61, IND-67 et IND-70 présentées au Groupe spécial (voir le tableau des pièces présentées au Groupe spécial, pages 13 à 16 du présent rapport.)).

[134] Ces offres de prix ont été communiquées dans le rapport de vérification de Tata (pièce IND-70 présentée au Groupe spécial), page 23.

de prix en question faisaient partie du rapport de vérification de Tata[135] et les États-Unis ont donc eu toutes les occasions possibles et imaginables de vérifier ces données et de demander tous les éclaircissements possibles. L'Inde estime qu'en ne le faisant pas, les États-Unis ont manqué aux obligations en matière de régularité de la procédure énoncées à l'article 12.

2.87. L'Inde estime également que, en constatant que l'autorité chargée de l'enquête n'était pas tenue de déterminer des points de repère fondés sur les prix sur la base de renseignements dont il n'avait pas été montré qu'ils se rapportaient à des transactions réelles, le Groupe spécial a fait erreur en interprétant les articles 12.1 et 14 de l'Accord SMC. La constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 14 accorde aux autorités chargées de l'enquête un pouvoir discrétionnaire suffisant pour leur permettre de ne pas tenir compte des renseignements sur les prix qui ne se rapportent pas à des transactions réelles crée une charge déraisonnable en exigeant des parties intéressées qu'elles communiquent des prix correspondant à des transactions réelles. L'Inde estime que les renseignements sur les prix correspondant à des transactions réelles sont confidentiels, comme le reconnaît l'article 12.4 de l'Accord SMC. Ainsi, un exportateur donné n'aurait pas accès à des renseignements se rapportant à des transactions de ventes d'autres parties lorsqu'il a acheté l'ensemble de son expédition au moyen de la subvention alléguée. De l'avis de l'Inde, cela laisse l'exportateur "à la merci" de l'autorité chargée de l'enquête.[136]

2.88. Enfin, l'Inde estime que, en constatant que l'USDOC n'était pas tenu d'utiliser les offres de prix présentées par Tata aux fins de la détermination d'un point de repère du niveau I parce que Tata avait demandé le traitement confidentiel en ce qui concerne ces offres de prix, le Groupe spécial a fait erreur en appliquant les articles 12.4, 12.1 et 14 de l'Accord SMC. Elle fait valoir que l'article 12.1, "lu avec" l'article 14, exige que les autorités chargées de l'enquête utilisent les renseignements confidentiels au moins en faveur de la partie qui les a fournis. Ainsi, même en supposant que les offres de prix en question étaient des renseignements confidentiels de Tata, l'article 12.4 de l'Accord SMC n'exclut pas l'utilisation de ces renseignements confidentiels pour Tata elle-même. En outre, il n'est pas contesté que les points de repère qui ont été utilisés pour évaluer l'adéquation de la rémunération en ce qui concerne le minerai de fer fourni par la NMDC ont également été appliqués par l'USDOC pour déterminer l'adéquation de la rémunération en ce qui concerne l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer à Tata. De plus, dans le réexamen administratif de 2008 et le réexamen à l'extinction de 2013, la fourniture de minerai de fer par la NMDC à Tata a également fait l'objet d'une mesure compensatoire sur la base de données de fait disponibles défavorables. Ainsi, les offres de prix présentées par Tata auraient dû être utilisées tout au long de l'enquête pour établir l'existence et calculer le montant de l'avantage dont il est allégué qu'il a été obtenu par Tata par le biais de l'octroi par les pouvoirs publics indiens d'un droit d'exploitation exclusif pour le minerai de fer. Ces offres de prix auraient dû être utilisées dans le réexamen administratif de 2008 et le réexamen à l'extinction de 2013 pour le calcul de l'avantage dont il est allégué qu'il a été obtenu par Tata par le biais de la fourniture de minerai de fer par la NMDC. Par conséquent, la constatation du Groupe spécial est "une application erronée" des articles 12.4, 12.1 et 14 de l'Accord SMC.[137]

2.1.5.1.2 Utilisation par l'USDOC de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère

2.89. L'Inde fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'utilisation de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération en ce qui concerne le minerai de fer fourni par la NMDC est compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Selon elle, en formulant cette constatation, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d).

2.90. L'Inde conteste, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, le recours du Groupe spécial à une déclaration des responsables de la NMDC pour étayer sa constatation selon laquelle les prix australiens et brésiliens pour le minerai de fer, ajustés pour tenir compte de la livraison aux producteurs d'acier en Inde, indiquent ce qu'un producteur d'acier en Inde serait "prêt à

[135] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 429 (faisant référence au rapport de vérification de Tata).
[136] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 430.
[137] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 434.

payer" et se rapportent donc nécessairement aux conditions du marché existantes en Inde. Elle allègue que "le Groupe spécial a supposé que l'expression "prêt à payer pour importer" impliquait nécessairement une référence au paiement final de l'importation incluant le fret maritime, les droits d'importation et les autres frais de livraison".[138] La référence faite par le Groupe spécial à une déclaration isolée figurant dans le dossier pour inférer que l'utilisation des prix à la livraison du minerai de fer importé était appropriée ne tient pas compte des éléments de preuve effectifs versés au dossier et les contredits. L'Inde souligne que les déclarations auxquelles le Groupe spécial fait référence n'ont jamais été mentionnées par l'USDOC dans ses constatations dans le cadre de l'enquête de base. Ainsi, le Groupe spécial a réévalué le dossier de l'enquête et a justifié la détermination de l'USDOC en s'appuyant sur une base à laquelle l'USDOC lui-même n'avait pas fait référence dans sa détermination. Selon l'Inde, cela suffit en soi à établir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.91. En tout état de cause, l'Inde attire l'attention sur des éléments de preuve versés au dossier qui, à son avis, contredisent l'évaluation du Groupe spécial. Selon elle, une réponse des pouvoirs publics indiens au questionnaire, dans le contexte du réexamen administratif de 2006, établit que "les prix intérieurs pour le minerai de fer étaient déterminés par la NMDC sur la base de son prix à l'exportation pour le minerai de fer (f.a.b.) à destination du Japon, comme indiqué dans le rapport Tex, compte tenu de la conversion des monnaies et des frais de transport ferroviaire, des redevances portuaires, etc.".[139] Ainsi, les ventes de minerai de fer de la NMDC au Japon étaient en concurrence avec les ventes de minerai de fer en provenance d'Australie et les prix à l'exportation f.a.b. de la NMDC étaient donc comparables aux prix f.a.b. australiens. Comme les prix à l'exportation de la NMDC étaient utilisés pour déterminer ses prix intérieurs, ceux-ci sont "aussi indirectement comparables aux prix australiens".[140] Ainsi, la déclaration des responsables de la NMDC selon laquelle cette dernière prenait en compte ce que les producteurs d'acier étaient prêts à payer pour importer aurait pu être une référence non aux prix des importations à livraison, mais plutôt aux prix départ mine ou aux prix f.a.b. du minerai de fer importé.[141]

2.92. En outre, l'Inde estime que la "supposition" du Groupe spécial selon laquelle les responsables de la NMDC faisaient référence aux prix à la livraison du minerai de fer importé est "illogique".[142] À cet égard, elle soutient que "tout participant au marché, y compris la NMDC et les acheteurs de minerai de fer" serait conscient qu'il serait beaucoup plus coûteux d'acheter du minerai de fer en provenance d'Australie ou du Brésil que de l'acheter localement, en raison des coûts du fret maritime, de l'assurance internationale et des droits d'importation applicables. De plus, les éléments de preuve versés au dossier établissent que les transactions à l'importation étaient minimales et que la NMDC elle-même ne prenait pas en charge l'ensemble du marché du minerai de fer en Inde. Ces éléments de preuve soulignent que la NMDC est également en concurrence avec les intervenants locaux et devait donc tenir compte, dans sa politique des prix, des prix pratiqués par les autres fournisseurs nationaux. De l'avis de l'Inde, le Groupe spécial avait donc supposé à tort que la politique des prix de la NMDC était uniquement dictée par les "prix à la livraison" du minerai de fer importé.

2.93. À la lumière de ce qui précède, l'Inde affirme que la référence faite par le Groupe spécial à une déclaration isolée des responsables de la NMDC pour inférer que l'utilisation de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère était appropriée au titre de l'article 14 d) ne tient pas compte d'éléments de preuve importants versés au dossier. Ainsi, l'Inde estime que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[143]

2.94. L'Inde estime également que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) en constatant que les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil

[138] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 442.
[139] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 444 (faisant référence à la réponse de 2007 des pouvoirs publics indiens au questionnaire pour le réexamen administratif de 2006 (pièce IND-59 présentée au Groupe spécial), page 6; et à Tex Reports of 2006 and 2007 iron ore prices from foreign suppliers paid by purchasers in Japan, Supplemental questionnaire responses of Essar Steel Ltd., dated 14 November 2007 (pièce USA-118 présentée au Groupe spécial) and dated 21 November 2008 (pièce USA-119 présentée au Groupe spécial) (ci-après dénommés conjointement le "rapport Tex").
[140] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 444.
[141] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 444.
[142] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 445.
[143] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 448.

reflétaient les "conditions du marché existantes" en Inde. À son avis, l'expression "conditions du marché existantes" fait référence aux conditions existantes sur le marché en général, par opposition à des actes isolés de différents intervenants sur le marché en question. Ainsi, l'évaluation des "conditions du marché existantes" pour les pays ayant à la fois des transactions à l'importation et des transactions intérieures pour un bien particulier dépendra d'une analyse qualitative et quantitative des deux types de transactions. Le simple fait qu'un producteur d'acier a acheté du minerai de fer au Brésil lors d'une transaction isolée dans le cadre de laquelle il a payé un prix "à la livraison" pour ce minerai ne peut être considéré comme représentant les conditions génériques applicables au marché indien. De même, le recours du Groupe spécial à une déclaration des responsables de la NMDC selon laquelle celle-ci fixe les prix du minerai de fer, d'après les allégations, sur la base de ce que les producteurs d'acier sont prêts à payer pour importer ce minerai ne signifie pas que tous les fournisseurs de minerai de fer sur le marché se sont comportés de cette manière. De plus, l'Inde répète que les éléments de preuve versés au dossier montrent qu'il y avait d'autres fournisseurs nationaux de minerai de fer en Inde et que le minerai de fer n'était pas fourni sur la base du prix à la livraison. En outre, les éléments de preuve versés au dossier démontrent que les importations de minerai de fer ne peuvent pas entrer physiquement sur le marché intérieur parce que les bateaux étrangers sont trop gros pour les ports indiens. Cela suppose qu'il y avait en Inde un grand nombre de transactions dans le cadre desquelles le prix pour le minerai de fer n'était pas un prix "à la livraison" et que les prix "à la livraison" pour le minerai de fer ne constituaient pas une "condition du marché existante" en Inde, au sens de l'article 14 d). Ainsi, l'Inde fait valoir que l'utilisation par le Groupe spécial de "transactions à l'importation isolées" impliquant un paiement du minerai de fer sur la base du prix à la livraison pour établir que ces transactions reflétaient les "conditions du marché existantes" en Inde était fondée sur une interprétation incorrecte de l'expression "conditions du marché existantes" employée à l'article 14 d).[144]

2.95. Enfin, l'Inde soutient que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) en constatant que l'utilisation de prix "à la livraison" du minerai de fer d'Australie et du Brésil ne neutralisait pas l'avantage comparatif de l'Inde en ce qui concerne sa capacité de répondre à la demande intérieure de minerai de fer. Elle note que son recours devant le Groupe spécial portait sur le fait qu'elle avait un avantage comparatif grâce auquel les utilisateurs de minerai de fer pouvaient acheter ce minerai localement sans "avoir à subir les coûts et les risques liés à" leur importation d'un pays tiers et que l'utilisation de points de repère "à la livraison" neutralisait cet avantage comparatif puisqu'elle créait le scénario hypothétique dans lequel le minerai de fer n'existait pas en Inde, forçant les producteurs d'acier indiens à l'importer.[145] Elle affirme que le Groupe spécial a aussi rejeté son allégation concernant la neutralisation de l'avantage comparatif de l'Inde du fait de l'utilisation de points de repère "à la livraison" sur la base d'une transaction à l'importation du Brésil isolée effectuée par un producteur d'acier et d'une déclaration isolée des responsables de la NMDC selon laquelle cette dernière fixe ses prix pour le minerai de fer sur la base de ce que les producteurs d'acier sont prêts à payer pour l'importer. Elle affirme que le rejet par le Groupe spécial de son allégation concernant la neutralisation de l'avantage comparatif de l'Inde était donc également fondé sur une interprétation erronée de l'article 14 d) de l'Accord SMC.[146]

2.1.5.1.3 Rejet par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC comme points de repère du niveau II

2.96. L'Inde fait appel du rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC de l'Inde vers le Japon comme points de repère du niveau II dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008 aux fins de l'évaluation de l'adéquation de la rémunération du minerai de fer fourni par la NMDC est incompatible avec l'article 14 d) et avec le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC. En rejetant cette allégation, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d), et n'a pas évalué objectivement l'allégation de l'Inde au titre du texte introductif de l'article 14.

[144] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 452 à 454.
[145] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 455 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 305 à 309).
[146] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 457.

2.97. L'Inde estime que la constatation du Groupe spécial – formulée dans le contexte de la contestation "en tant que tel" par l'Inde du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis – selon laquelle les prix des pouvoirs publics pouvaient, sur la base de présomptions, être rejetés comme points de repère au titre de l'article 14 d) a conduit le Groupe spécial à rejeter l'allégation de l'Inde concernant le rejet par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC comme points de repère du niveau II. Puisque le Groupe spécial a fait erreur en constatant que les prix des pouvoirs publics pouvaient, sur la base de présomptions, être rejetés comme points de repère au titre de l'article 14 d), l'Inde demande à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) en constatant que le rejet des prix à l'exportation de la NMDC comme points de repère du niveau II était compatible avec cette disposition.

2.98. Enfin, l'Inde estime que le Groupe spécial n'a pas évalué objectivement son allégation au sujet des prescriptions du texte introductif de l'article 14 et qu'il n'a donc pas évalué si l'USDOC avait "expliqué de manière adéquate" son traitement incompatible des prix à l'exportation de la NMDC dans le réexamen administratif de 2004 d'une part et dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008 d'autre part.[147] Spécifiquement, le Groupe spécial était tenu d'évaluer si l'USDOC avait expliqué de manière claire, claire et intelligible, et qui soit facile à comprendre et à discerner pourquoi les prix à l'exportation de la NMDC en cause ne constituaient pas des points de repère (fondés sur le prix du marché mondial) du niveau II au titre de l'article 351.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis.[148] L'Inde demande donc à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans "la compréhension et l'application" des prescriptions du texte introductif de l'article 14. De plus, elle demande également à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique et de constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec le texte introductif de l'article 14 du fait du rejet par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC comme point de repère pertinent.[149]

2.1.5.2 Détermination de l'USDOC selon laquelle les pouvoirs publics indiens ont fourni du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate au moyen de l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

2.99. L'Inde fait appel de la constatation du Groupe spécial voulant que la détermination de l'USDOC selon laquelle l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon par l'Inde conférait un avantage n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Selon elle, l'USDOC s'est appuyé sur une méthode des prix théoriques qui était incompatible avec la prescription imposant d'évaluer s'il y avait une "rémunération adéquate" au sens de l'article 14 d). L'Inde soutient également que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'évaluant pas son allégation selon laquelle l'évaluation de l'avantage par l'USDOC n'était pas conforme à une interprétation de bonne foi de l'article 14 d). Elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial, de compléter l'analyse juridique et de constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) en déterminant l'existence d'un avantage concernant l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation exclusifs en comparant les prix du minerai de fer et du charbon avec un "prix théorique" pour le minerai de fer et le charbon extraits.[150]

2.100. L'Inde affirme que l'USDOC a établi que la rémunération reçue par les pouvoirs publics indiens était fondée sur un prix pour le minerai extrait qui comprenait le coût d'extraction, le taux de redevance et un bénéfice théorique raisonnable. Ce prix "théorique" était alors comparé à un point de repère à l'extérieur du pays du niveau II qui était ajusté pour tenir compte des frais de transport et de livraison. L'Inde affirme que l'USDOC a déterminé l'existence d'avantage pour un produit en amont en comparant le coût d'extraction avec un point de repère à l'extérieur du pays, qui se rapportaient tous deux à un produit en aval.

2.101. L'Inde fait valoir que, puisque l'article 14 d) exige une évaluation quant à l'adéquation de la rémunération, cette rémunération ne peut être que le montant effectif reçu par les pouvoirs publics indiens. Elle a examiné plusieurs définitions du mot "rémunération" et a constaté qu'elles ressemblaient de près aux définitions données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois*

[147] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 463.
[148] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 466.
[149] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 478.
[150] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 520.

de construction résineux IV, à savoir "reward, recompense; payment, pay" (récompense, rétribution, salaire).[151] Selon l'Organe d'appel, "un avantage est conféré lorsque les pouvoirs publics fournissent des biens à un bénéficiaire et, en échange, reçoivent une rétribution ou une compensation insuffisante pour ces biens".[152] L'Inde soutient que, dans le cas des droits d'exploitation, le seul montant versé par l'exploitant minier aux pouvoirs publics indiens est la redevance et c'est donc l'adéquation de ces droits d'exploitation qui doit être examinée au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.102. L'Inde fait valoir que le minerai de fer et le charbon extraits sont le fruit des activités des exploitants miniers indiens et qu'aucune dépense de ce type ne peut être attribuée aux pouvoirs publics indiens en tant que rémunération de ces derniers. Autrement, il faudrait formuler une constatation positive de l'existence d'un avantage chaque fois que des droits d'extraction sont octroyés parce que la compensation des pouvoirs publics pour le risque lié à l'extraction qu'ils assument n'est pas prise en compte dans l'équation utilisée par l'USDOC. L'Inde affirme en outre que l'USDOC aurait pu, au lieu de cela, utiliser une autre méthode qu'il emploie pour les déterminations de l'existence d'un avantage dans le contexte de la fourniture d'électricité, de baux fonciers ou d'eau, où il détermine si le prix des pouvoirs publics est fixé conformément aux principes du marché. Une telle méthode est compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. L'Inde laisse entendre que la raison pour laquelle elle n'a pas été appliquée par l'USDOC était qu'il y avait dans le dossier du Groupe spécial des éléments de preuve non contestés montrant que les taux de redevance perçus par les pouvoirs publics indiens avaient des niveaux similaires à ceux perçus par les autres Membres de l'OMC. L'Inde a fait référence à la déclaration d'un expert qu'elle avait présentée au Groupe spécial et qui montrait que les politiques des prix de l'Inde concernant le minerai de fer et le charbon étaient "compatibles avec les principes du marché" et n'étaient "pas sensiblement inférieures que celles d'autres nations productrices de minerai".[153]

2.103. De plus, l'Inde soutient que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation selon laquelle la méthode de l'USDOC pour déterminer l'existence d'un avantage était incompatible avec une interprétation de bonne foi de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Selon elle, "une obligation de bonne foi se retrouve tout au long du texte [d'un] accord dans son ensemble, y compris dans chacun de ses articles, laquelle fait l'objet d'une interprétation devant un groupe spécial".[154] En rejetant l'allégation de l'Inde au motif qu'elle ne relevait pas de son mandat, le Groupe spécial a fait erreur en refusant d'évaluer l'allégation de l'Inde selon laquelle la méthode de l'USDOC n'était pas conforme à une interprétation de bonne foi de l'article 14 d). L'Inde affirme donc que le Groupe spécial n'a pas évalué la question dont il était saisi, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.1.5.3 Détermination de l'USDOC selon laquelle les prêts du SDF conféraient un avantage au sens de l'article 14 b) de l'Accord SMC

2.104. L'Inde fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle la détermination de l'USDOC voulant que l'octroi des prêts du SDF confère un avantage n'était pas incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 b) de l'Accord SMC. Elle soutient pour l'essentiel que le Groupe spécial n'a pas compris que le point de repère utilisé au titre de l'article 14 b) doit être comparable aux conditions des prêts octroyés au titre du SDF. Elle soutient également que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne tenant pas compte d'éléments de preuve importants versés au dossier du Groupe spécial concernant la façon dont les consommateurs payaient pour les prélèvements accrus sur les produits en acier. Elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial à cet égard, de compléter l'analyse

[151] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 514 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 84, qui cite *Shorter Oxford English Dictionary*, 5ème édition, W.R. Trumble, A. Stevenson (éds) (Oxford University Press, 2002), volume II, page 2529).

[152] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 514 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 84).

[153] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 518 (faisant référence à Tata Steel Limited, Expert Statement of Professor James Otto on behalf of Tata Steel Limited in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006 (6 November 2007) (pièce IND-68A présentée au Groupe spécial); et Tata Steel Limited, Additional Statement of James Otto on Ore Royalties on behalf of Tata Stell Limited in administrative review of Certain Hot-Rolled Carbon Steel Flat Products from India (C-533-821) for the period 01/01-31/12/2006 (28 November 2007) (pièce IND-68B présentée au Groupe spécial)).

[154] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 522.

juridique et de constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 b) de l'Accord SMC en déterminant qu'un avantage était conféré en ce qui concerne les prêts du SDF.

2.105. L'Inde note que l'article 14 b) exige une comparaison entre les montants payés sur un prêt et ceux payés sur un "prêt commercial comparable". Elle affirme qu'une interprétation correcte du terme "prêt commercial comparable" aurait conduit le Groupe spécial à penser comme elle que les dépôts effectués par les producteurs d'acier participants pour pouvoir être admis à bénéficier de prêts du SDF devaient être pris en compte dans l'analyse concernant l'avantage. Conformément aux indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, le point de repère devant être choisi doit avoir une structure similaire à celle du prêt contesté. L'Inde fait observer que la décision de la Cour suprême de l'Inde qu'elle avait présentée au Groupe spécial indique catégoriquement que "les producteurs d'acier qui n'ont pas contribué en premier lieu au programme SDF ne peuvent pas obtenir de prêts du SDF".[155] Ainsi, pour faire en sorte que le prêt commercial comparable a lui aussi une structure similaire, les États-Unis auraient dû d'abord envisager d'utiliser des prêts ayant un droit d'entrée similaire. Selon l'Inde, les États-Unis ne sont pas autorisés à utiliser un prêt de référence dont la différence avec le prêt des pouvoirs publics en question est tellement marquée qu'elle rend superflu le terme "comparable" employé à l'article 14 b).

2.106. L'Inde ajoute que l'existence d'un dépôt d'entrée à verser pour participer à un programme de prêts affecte sensiblement le taux auquel les prêts seraient ultérieurement distribués à l'aide de ces mêmes fonds. Dans les conditions du marché et les conditions commerciales normales de ce scénario, les opérateurs commerciaux s'attendraient à un taux d'intérêt inférieur. L'Inde soutient en outre que, même si l'USDOC aurait pu apporter des ajustements pertinents au point de repère, il est incontesté qu'il ne l'a pas fait dans l'enquête de base en cause.

2.107. L'Inde affirme également que le Groupe spécial n'a pas tenu compte d'éléments de preuve importants versés à son dossier concernant la façon dont les consommateurs payaient pour des prélèvements accrus sur les produits en acier. En particulier, dans son évaluation, le Groupe spécial n'examine pas la décision de la Cour suprême de l'Inde selon laquelle le "programme SDF n'était pas ouvert à ceux qui n'avaient pas investi en premier lieu dans le fonds".[156] Cette décision, fait valoir l'Inde, est un outil d'interprétation intérieur pertinent pour déterminer les caractéristiques des prêts du SDF. La décision de la Cour suprême montre que "le prélèvement destiné au SDF provenait des producteurs et les bénéficiaires finals de cet élément additionnel étaient les usines sidérurgiques elles-mêmes, ce qui signifie que le fonds n'était pas ouvert aux autres producteurs d'acier".[157] Si le Groupe spécial avait vu juste et que les fonds du SDF étaient des prélèvements frappant les consommateurs qui étaient gérés par les pouvoirs publics, les prêts du SDF auraient été ouverts à tous les producteurs d'acier. L'Inde considère cependant que les membres participants du secteur de la sidérurgie avaient un droit sur les fonds du SDF, alors que les autres n'en avaient pas. Spécifiquement, seuls les producteurs d'acier participants avaient un droit ou un intérêt sur les fonds du SDF puisque c'étaient eux qui décidaient de créer le fonds et d'y contribuer. De plus, "c'était aux entités privées qu'il revenait de décider d'augmenter les prix de leurs produits de façon à orienter cet élément additionnel de prix vers la création du fonds SDF".[158] De l'avis de l'Inde, donc, les fonds du SDF étaient comparables à des "bénéfices" collectifs des entreprises sidérurgiques participantes. L'Inde fait valoir que le Groupe spécial n'a pas fait référence à cet élément de preuve dans son rapport et n'a donc pas évalué objectivement les faits et les éléments de preuve dont il était saisi, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.1.6 Spécificité

2.108. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la détermination de l'USDOC selon laquelle la vente de minerai de fer par la NMDC était spécifique n'était pas incompatible avec les articles 1.2 et 2.1 c) de l'Accord SMC. Elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial à cet égard, de compléter l'analyse juridique et de

[155] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 589 (faisant référence à Supreme Court of India, Tata Iron and Steel Co. Ltd. v. Collector of Central Excise, Jamshedpur (2002) 8 SCC, pp. 338-351 (pièce IND-54B présentée au Groupe spécial)).
[156] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 583.
[157] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 583.
[158] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 584.

constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 c) de l'Accord SMC en déterminant que la vente de minerai de fer par la NMDC était spécifique *de facto*. L'Inde demande en outre que l'Organe d'appel, au cas où il constaterait que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 c), constate aussi qu'ils ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord SMC. Elle ajoute que la violation de l'article 2.4 vient du fait que les États-Unis n'ont pas étayé par des éléments de preuve positifs le fait que la NMDC a vendu du minerai de fer à un nombre limité de certaines entreprises.

2.1.6.1 Discrimination en faveur de "certaines entreprises"

2.109. L'Inde considère que la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 2.1 c) n'imposait pas d'examiner si le programme établissait une discrimination *de facto* entre "certaines entreprises" et d'autres entreprises se trouvant dans une situation semblable se contredit elle-même. D'un côté, le Groupe spécial a reconnu que "la détermination de spécificité au titre de l'article 2.1 a) et c) se rapport[ait] à "l'existence d'une restriction de la possibilité de bénéficier de la subvention, en ce sens que [certaines entreprises] [pouvaient] bénéficier de la subvention, mais non les autres"".[159] D'un autre côté, "le Groupe spécial [a estimé] que le critère de "spécificité" ne se rapport[ait] pas à la "discrimination"".[160] À cet égard, l'Inde considère que le fait qu'une subvention soit accordée à certaines entités mais pas à d'autres correspond exactement à la façon dont on définirait normalement la discrimination. Elle fait observer en outre qu'il faudrait que ces "autres" entités auxquelles la subvention est refusée soit "similaires" aux "certaines entreprises" auxquelles la subvention est accordée.

2.110. L'Inde fait valoir que sa position est étayée par le texte et le contexte de l'article 2.1 de l'Accord SMC. L'article 2.1 a) "donne à penser implicitement que les "autres" entités auxquelles la possibilité de bénéficier de la subvention est refusée sont par ailleurs suffisamment "similaires" pour pouvoir bénéficier elles aussi de la subvention".[161] De même, au titre de l'article 2.1 b), si les critères ou conditions objectifs relatifs à la subvention privilégient "certaines entreprises" par rapport à d'"autres", il ne peut pas y avoir de détermination de non-spécificité. L'Inde estime que, puisque l'article 2.1 c) s'applique dans le même contexte et dans le même cadre analytique, cette même logique vaut aussi pour cette disposition.

2.111. L'Inde trouve des éléments étayant sa position dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, dans lequel celui-ci a conclu que l'examen au titre de l'article 2.1 c) "exig[eait] que le groupe spécial étudie les raisons pour lesquelles l'attribution effective des "montants de subvention" diff[érait] de l'attribution qui serait censée résulter de l'administration de la subvention conformément aux conditions d'admissibilité à cette subvention".[162] L'Inde souligne que l'analyse de l'Organe d'appel comportait une approche comparative de l'attribution escomptée de la subvention en temps normal et de l'attribution effective de la subvention en pratique. Même lorsqu'il y avait une disparité *de facto* dans la façon dont la subvention était attribuée, l'Organe d'appel a cherché à savoir si cette position aurait pu néanmoins être justifiée sur le plan logique. L'Inde est d'avis que, si des éléments de preuve avaient été présentés à cet égard, les États-Unis auraient pu démontrer dans ce différend que le programme n'était en fait pas spécifique. L'Inde estime que le raisonnement de l'Organe d'appel met en évidence une approche comparative qui sous-tend l'analyse de la spécificité *de facto*, exigeant un examen des facteurs susceptibles d'expliquer ou de justifier pourquoi seulement quelques entités ont bénéficié *de facto* de la subvention. Pour l'Inde, cet examen est une analyse de la question de savoir s'il y a ou non discrimination *de facto*.

2.112. En ce qui concerne l'enquête correspondante en cause en l'espèce, l'Inde fait valoir que la vente de minerai de fer par la NMDC est neutre du point de vue des instruments et actions des pouvoirs publics. De surcroît, la vente de minerai de fer par la NMDC est potentiellement disponible uniquement pour les utilisateurs de minerai de fer. Par conséquent, l'Inde soutient qu'il "n'y a pas de disparité rapportée entre l'attribution escomptée et l'attribution effective de la subvention – l'USDOC ne rapporte pas que, parmi les différents utilisateurs de minerai de fer, la

[159] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 351.
[160] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 353.
[161] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 355.
[162] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 358 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 877).

NMDC n'a vendu du minerai qu'à un nombre limité d'entre eux".[163] L'Inde souligne que ceux à qui ce minerai de fer a, d'après les allégations, été refusé, c'est-à-dire les non-utilisateurs de minerai de fer, ne sont clairement pas "similaires" aux utilisateurs de minerai de fer. Par conséquent, la non-existence de ventes de minerai de fer aux non-utilisateurs de minerai de fer ne justifie pas une constatation de spécificité *de facto* au titre de l'article 2.1 c). C'est pourquoi l'Inde considère que les États-Unis n'ont pas démontré que la vente de minerai de fer était limitée uniquement à quelques entités et pas à d'autres qui se trouvaient dans une situation semblable du point de vue de l'admissibilité mais à qui il n'a pas été fourni de minerai de fer, comme l'exige l'article 2.1 c). L'Inde allègue en outre que cette prescription a trait à l'objet et au but généraux de l'établissement de disciplines relatives aux subventions ayant des effets de distorsion des échanges. Comme l'Inde le fait valoir, "[l]a vente de minerai de fer à des personnes qui en achèteraient au cours d'opérations commerciales normales ne peut pas par nature avoir des effets de distorsion des échanges".[164]

2.1.6.2 Sens de l'expression "nombre limité de certaines entreprises"

2.113. Dans la deuxième partie de son argumentation, l'Inde estime que le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'expression "nombre limité de certaines entreprises" figurant à l'article 2.1 c) de l'Accord SMC. Elle observe que l'expression "nombre limité" est précédée de "utilisation … par" et que, par conséquent, l'article 2.1 c) met clairement l'accent sur le fait que les utilisateurs du programme de subventions sont en nombre limité. Qui plus est, l'expression "nombre limité" est suivie de l'expression "de certaines entreprises". Le mot "de", dans son sens ordinaire, est utilisé pour indiquer une relation "sous-ensemble/ensemble" entre "nombre limité" et "certaines entreprises". Par conséquent, pour l'Inde, à la lumière de la déduction précédente selon laquelle la disposition concerne un "nombre limité" d'"utilisateurs", il est évident que ces utilisateurs en "nombre limité" constituent un sous-ensemble de "certaines entreprises". De plus, l'Inde considère que l'expression "certaines entreprises" à l'article 2.1 c) fait référence à la personne ou aux personnes ou au groupe de personnes qui bénéficient du programme de subventions.

2.114. L'Inde estime qu'en rejetant son allégation, le Groupe spécial a ignoré ces déductions importantes tirées du texte de l'article 2.1 c) parce qu'il a conclu que la catégorie pertinente pour l'exercice numérique requis était la catégorie "certaines entreprises". L'Inde souligne qu'au contraire, la catégorie pertinente pour cet exercice numérique est composée des utilisateurs du programme à l'intérieur de la catégorie "certaines entreprises". En particulier, d'après la propre détermination des États-Unis, les "certaines entreprises" sont en l'espèce les "utilisateurs de minerai de fer".[165] Il s'ensuit que l'article 2.1 c) exige que les États-Unis aient démontré que le programme de la NMDC allégué était utilisé par un nombre limité d'entités à l'intérieur de l'ensemble des "utilisateurs de minerai de fer". Or, d'après l'Inde, les États-Unis n'ont mené aucune analyse de ce type et, par conséquent, leur détermination de spécificité n'est pas justifiée au regard de l'article 2.1 c).

2.1.6.3 Fourniture de biens et spécificité

2.115. Dans la troisième partie de son argumentation, l'Inde soutient que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la fourniture de biens par les pouvoirs publics pouvait être spécifique *de facto* en se fondant simplement sur les "limitations inhérentes" à l'utilisation des biens fournis. Elle soutient que, suivant l'interprétation du Groupe spécial, les autorités chargées de l'enquête peuvent déterminer que la fourniture de biens est *de facto* spécifique à certaines entreprises même si cela n'est le cas qu'en raison des limitations inhérentes à ces biens. D'après l'Inde, l'interprétation du Groupe spécial crée une redondance dans l'Accord SMC, puisqu'elle permet à l'autorité chargée de l'enquête de formuler automatiquement une constatation de spécificité, affaiblissant ainsi les prescriptions énoncées aux articles 1.2 et 2.1. En particulier, suivant l'interprétation du Groupe spécial, "[s]i l'autorité peut déterminer qu'il y a spécificité *de facto* en se fondant sur les caractéristiques inhérentes aux biens fournis par les pouvoirs publics, toutes les fournitures de biens par des pouvoirs publics constituant une subvention au titre de l'article 1.1 a) 1) iii) seraient *ipso facto* spécifiques *de facto* dans tous les cas".[166] Par conséquent,

[163] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 362.
[164] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 364.
[165] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 376.
[166] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 388. (caractères gras omis)

d'après l'Inde, l'interprétation du Groupe spécial rend l'article 2.1 c) inutile dans le contexte des programmes de subventions visés par l'article 1.1 a) 1) iii).

2.116. L'Inde passe ensuite à la déclaration du Groupe spécial selon laquelle il y a des biens qui peuvent être fournis à un "nombre indéfini" de certaines entreprises, et qui ne sont donc pas spécifiques, comme le pétrole, le gaz et l'eau. L'Inde estime que les exemples donnés par le Groupe spécial ne sont pas corrects. Le pétrole et le gaz ne sont pas nécessairement requis dans toutes les branches de production de l'économie, dans les cas où l'énergie requise est obtenue au moyen de l'électricité. L'eau n'est pas non plus une matière première requise pour la fabrication de tous les produits dans l'économie. Quoi qu'il en soit, l'Inde considère qu'il s'agit d'exemples de biens qui constituent une "infrastructure générale" au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) et qu'il n'y a donc pas de contribution financière.

2.117. L'Inde soutient en outre que l'"absurdité"[167] de l'interprétation du Groupe spécial ressort clairement de l'application de la prescription relative à la spécificité par les États-Unis dans l'enquête correspondante. En particulier, l'Inde fait remarquer que toute personne disposée à payer la contrepartie commerciale demandée par la NMDC pouvait acheter le minerai de fer produit par la NMDC. Cependant, le bien en question en l'espèce est le minerai de fer qui, en raison de sa nature inhérente, ne peut pas être utilisé par toutes les branches de production. D'après l'interprétation du Groupe spécial, la seule circonstance dans laquelle la fourniture de minerai de fer ne sera pas spécifique au regard de l'article 2.1 est celle où la NMDC fournira de force du minerai de fer même aux branches de production qui n'ont pas la capacité de consommer ou d'utiliser autrement ce minerai. Par conséquent, l'Inde fait valoir que l'interprétation des États-Unis, dont le Groupe spécial a reconnu le bien-fondé, se traduit par une application automatique et mécanique de la prescription relative à la spécificité, la privant de ce fait de sa valeur et de son but.

2.118. En outre, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son argument voulant que l'historique de la négociation étaye la position selon laquelle une constatation positive de spécificité *de facto* ne sera pas établie simplement sur la base des caractéristiques inhérentes aux biens en question. D'après l'Inde, l'historique de la négociation de l'article 2 de l'Accord SMC indique qu'il n'y avait pas consensus entre les négociateurs sur la question de la détermination de la spécificité sur la seule base des caractéristiques inhérentes aux biens. Par conséquent, elle insiste sur le fait que "l'article 2.1 c) de l'Accord SMC ne peut pas être interprété d'une manière qui incorporerait indirectement au traité ce sur quoi les négociateurs n'ont pas pu s'entendre à l'origine".[168] Elle estime donc que le Groupe spécial a fait erreur en n'acceptant pas cette déduction tirée de l'historique de la négociation.

2.119. Enfin, l'Inde allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son obligation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, parce qu'il n'a pas consigné ni évalué les "raisons impérieuses" exposées par l'Inde pour ne pas suivre certaines constatations formulées dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. D'après l'Inde, le Groupe spécial a fondé sa conclusion concernant la spécificité *de facto* au titre de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC seulement sur les constatations formulées dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, en dépit du fait que l'Inde avait fait observer que ces constatations ne pouvaient pas être utilisées en l'espèce pour différentes raisons. L'Inde fait valoir que, même si le Groupe spécial avait tout pouvoir discrétionnaire pour ne pas être d'accord avec elle et pour formuler une constatation selon laquelle les "raisons impérieuses" qu'elle avait exposées n'étaient pas suffisantes pour qu'il s'écarte d'un avis antérieur, il ne pouvait pas ignorer les observations importantes qu'elle avait versées au dossier. Eu égard à cela, l'Inde soutient que le fait que le Groupe spécial n'a pas consigné ni évalué les "raisons impérieuses" qu'elle avait exposées porte atteinte aux droits de l'Inde en matière de régularité de la procédure, d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.1.7 Données de fait disponibles

2.120. L'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause, l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis, n'est pas incompatible, "en tant que telle" et "telle qu'appliquée",

[167] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 389.
[168] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 397.

avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. L'Inde estime que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC et que, même si son interprétation est confirmée, le Groupe spécial n'a néanmoins pas appliqué le critère juridique correct pour interpréter une législation nationale et, par conséquent, n'a pas tenu compte d'éléments de preuve importants pour formuler sa constatation "en tant que tel", contrairement à l'article 11 du Mémorandum d'accord. De plus, l'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'application d'une "règle" relative au taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé dans de nombreux cas ne donnait pas lieu à des incompatibilités "tel qu'appliqué" avec l'article 12.7. Elle affirme aussi que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant qu'elle n'avait pas établi *prima facie* le bien-fondé de son allégation selon laquelle le réexamen à l'extinction de 2013 était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. L'Inde demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique en ce qui concerne ses allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" au titre de l'article 12.7 et de constater que la mesure en cause est incompatible "en tant que telle" et "telle qu'appliquée" avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

2.1.7.1 Interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC

2.121. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC. Elle affirme que, suivant une interprétation correcte de l'article 12.7, seules les données de fait les plus opportunes ou les plus appropriées, déterminées au moyen d'une "appréciation à des fins d'évaluation et de comparaison" de tous les éléments de preuve disponibles, peuvent être utilisées et que l'article 12.7 ne peut pas servir à sanctionner ou pénaliser la non-coopération.[169] L'Inde fait valoir que, bien que ses vues et celles du Groupe spécial quant à l'interprétation de l'article 12.7 découlent des constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, l'avis du Groupe spécial représente une interprétation incomplète et inexacte de ces constatations.

2.122. De l'avis de l'Inde, les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* indiquent que tant l'article 12.7 de l'Accord SMC que l'article 6.8 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping) font partie des prescriptions relatives à la régularité de la procédure énoncées dans chacun des Accords et qu'ils sont censés remplir exactement le même objectif et ne peuvent pas être interprétés d'une manière "notablement différente".[170] En particulier, l'Inde fait valoir que l'Organe d'appel a effectivement appliqué exactement le même critère pour l'article 6.8 de l'Accord antidumping et pour l'article 12.7 de l'Accord SMC dans cette affaire et, en outre, qu'il a confirmé l'approche suivie par le Groupe spécial dans cette affaire, selon laquelle les deux dispositions avaient été enfreintes pour exactement les mêmes raisons.[171] L'Inde est d'avis que le Groupe spécial n'a pas pris en compte ces aspects des décisions dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* quand il a constaté que l'interprétation de l'article 12.7 donnée par l'Inde, qui se fondait sur la constatation du Groupe spécial dans cette affaire, était applicable uniquement à l'article 6.8 de l'Accord antidumping et pas à l'article 12.7 de l'Accord SMC.

2.123. L'Inde fait valoir que, contrairement à ce qu'a constaté le Groupe spécial, l'absence dans l'Accord SMC d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping ne veut pas dire que les critères généraux applicables au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC sont différents de ceux qui sont applicables au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping.[172] L'Inde fait remarquer que la première phrase de l'article 6.8 de l'Accord antidumping et la première phrase de l'article 12.7 de l'Accord SMC sont identiques et fait valoir que, sur la base d'un examen détaillé de l'Annexe II de l'Accord antidumping, rien dans cette annexe ne prescrit le moindre critère suivant lequel l'autorité chargée de l'enquête est tenue de choisir parmi les nombreuses possibilités qui peuvent exister pour combler un manque. Par conséquent, l'utilisation par le Groupe spécial de l'absence dans l'Accord SMC d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping comme base pour prescrire

[169] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 210 et 237.
[170] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 216 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 295).
[171] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 218 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 298; et au rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.242).
[172] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 220.

pour l'article 12.7 de l'Accord SMC un critère "notablement différent" de celui qui était visé à l'article 6.8 de l'Accord antidumping était "erronée et injustifiée".[173]

2.124. L'Inde fait valoir que l'interprétation selon laquelle l'article 12.7 de l'Accord SMC et l'article 6.8 de l'Accord antidumping font référence "exactement aux mêmes prescriptions générales" a été appliquée de manière constante par les groupes spéciaux *Chine – AMGO*, *Chine – Produits à base de poulet de chair* et *Chine – Automobiles (États-Unis)*.[174] L'Inde soutient en outre que la Déclaration ministérielle sur le règlement des différends conformément à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ou à la Partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires étaye le point de vue selon lequel des critères semblables doivent être appliqués pour des dispositions semblables de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC.

2.125. Enfin, l'Inde estime que l'évaluation comparative de toutes les données de fait disponibles devrait logiquement faire partie du critère énoncé par le Groupe spécial, qui mentionne la nécessité de prendre en compte toutes les données de fait étayées figurant au dossier et de faire en sorte que seuls les renseignements qui peuvent "raisonnablement" remplacer les renseignements manquants soient utilisés. L'Inde fait valoir que, dans le cadre de ce critère, un groupe spécial aurait à déterminer en quoi consisterait un remplacement "raisonnable" des renseignements manquants, compte tenu de toutes les données de fait étayées figurant au dossier. Elle ne voit pas bien en quoi une appréciation de ce qui est "raisonnable", compte tenu de toutes les données de fait étayées figurant au dossier, est différente d'une évaluation comparative de toutes les données de fait disponibles aux fins du choix des meilleurs renseignements.

2.1.7.2 Constatation "en tant que tel" du Groupe spécial

2.126. L'Inde fait appel du rejet par le Groupe spécial de l'allégation "en tant que tel" qu'elle a formulée au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC au motif que le Groupe spécial n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 11 du Mémorandum d'accord en appliquant un critère erroné pour interpréter une législation nationale, et en ne tenant par conséquent pas compte d'éléments de preuve importants quant à son fonctionnement pour établir sa constatation. Cette allégation est subordonnée au rejet par l'Organe d'appel de l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'article 12.7 de l'Accord SMC.

2.127. L'Inde fait valoir que le critère juridique suivant lequel une législation nationale d'un Membre doit être interprétée comprend, outre le texte de la mesure elle-même, la prise en considération d'"autres éléments d'interprétation internes", comme les interprétations judiciaires et l'historique de l'élaboration de la législation. Il s'ensuit que le Groupe spécial a eu raison de commencer son analyse par le texte législatif en question, à savoir l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis, mais aurait ensuite dû examiner d'autres éléments de preuve communiqués concernant l'interprétation de la mesure. L'Inde soutient par conséquent que le Groupe spécial a fait erreur en ne prenant pas en considération les éléments de preuve qu'elle avait versés au dossier, à savoir un extrait de l'Énoncé des mesures administratives, des décisions rendues par la Cour d'appel du Circuit fédéral et le Tribunal du commerce international des États-Unis (ainsi que le fait que les États-Unis n'ont pas contesté l'invocation de ces éléments par l'Inde), des déterminations de l'USDOC et une fiche récapitulative couvrant 245 déterminations de l'USDOC dans le cadre de la mesure en cause.

2.128. Pour l'Inde, ces éléments d'interprétation internes démontrent que l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis n'exigent pas que l'USDOC prenne en compte toutes les données de fait étayées et ne visent pas à fournir des renseignements de remplacement raisonnables pour les renseignements manquants. Au contraire, l'Inde fait valoir que les éléments de preuve qu'elle a communiqués démontrent que l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis exigent en réalité de tirer des déductions défavorables dans tous les cas de non-coopération, de manière à "pénaliser" la partie qui ne coopère pas.[175] L'Inde affirme que ces éléments de preuve

[173] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 223.
[174] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 224 et 225 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Chine – Automobiles (États-Unis)*, paragraphe 7.172).
[175] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 232.

sont très clairement importants, et que le fait que le Groupe spécial n'en a pas tenu compte constitue une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[176]

2.129. L'Inde demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique et de constater que la mesure en cause est incompatible, "en tant que telle", avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.[177] Elle fait valoir que, sur la base d'une interprétation correcte de l'article 12.7, il y a trois motifs distincts et indépendants permettant de démontrer qu'il y a incompatibilité avec l'article 12.7, à savoir que la mesure en cause: i) n'exige pas l'utilisation des données de fait qui sont les plus opportunes ou les plus appropriées, mais exige au lieu de cela l'utilisation de renseignements défavorables à la partie qui ne coopère pas, de manière à la pénaliser; ii) autorise l'utilisation de données de fait défavorables sans qu'il soit procédé à une appréciation à des fins d'évaluation et de comparaison de tous les éléments de preuve disponibles; iii) autorise l'application punitive du critère des données de fait disponibles de sorte que la règle en l'espèce veut que l'USDOC soit tenu de tirer les pires déductions possibles et de choisir la marge antérieure la plus élevée pour faire en sorte que la partie concernée soit pénalisée pour sa non-coopération. L'Inde fait valoir que, même si le texte de la mesure en cause est "inoffensif" et laisse visiblement un certain pouvoir discrétionnaire, les éléments de preuve que l'Inde a communiqués quant au sens et à la portée de la mesure, telle qu'elle a effectivement été interprétée et appliquée par l'USDOC, indiquent que celui-ci "détermine couramment et mécaniquement qu'il convient de tirer les pires déductions possibles" dans tous les cas de non-coopération d'une partie intéressée.[178] L'Inde fait valoir que les éléments de preuve donnent à penser que, lorsqu'il tire des déductions défavorables, l'USDOC n'effectue pas d'évaluation comparative des données de fait, éléments de preuve ou déductions possibles, ni n'évalue quelles données de fait ou quels éléments de preuve sont susceptibles d'être les plus opportuns et les meilleurs pour remplacer les renseignements manquants.[179]

2.130. L'Inde estime en outre que, même suivant l'interprétation énoncée par le Groupe spécial, ces mêmes éléments de preuve démontrent l'existence d'une violation de l'article 12.7 de l'Accord SMC. Le critère énoncé par le Groupe spécial exigerait que l'USDOC prenne en compte toutes les données de fait disponibles figurant au dossier, et fasse en sorte de n'utiliser que ce qui peut raisonnablement remplacer les renseignements manquants. L'Inde affirme que, étant donné que l'USDOC émet l'hypothèse concluante que la marge antérieure la plus élevée est nécessairement un substitut raisonnable pour les renseignements manquants, il n'y a pas de véritable appréciation sur le point de savoir si la déduction défavorable tirée est effectivement un substitut "raisonnable" pour les renseignements manquants. Par conséquent, que l'Organe d'appel souscrive ou non à l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 12.7, l'Inde fait valoir que la mesure en cause est incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

2.1.7.3 Constatation "tel qu'appliqué" du Groupe spécial

2.131. L'Inde fait appel du rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle l'USDOC a appliqué dans "quelque 230 cas" une "règle" qui est incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.[180] L'Inde forme cet appel, premièrement, au motif que le Groupe spécial a appliqué une interprétation erronée de l'article 12.7 de l'Accord SMC à l'allégation et, deuxièmement, au motif que, même si l'Organe d'appel confirme son interprétation de l'article 12.7, le Groupe spécial a néanmoins fait erreur en imposant à l'Inde une charge de la preuve inutile. Pour l'un ou l'autre de ces motifs, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial, de compléter l'analyse juridique et de constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 12.7 dans ces cas.

2.132. Pour ce qui est du premier motif, à supposer que l'article 12.7 de l'Accord SMC exige que l'autorité chargée de l'enquête effectue un exercice d'évaluation comparative et choisisse parmi les données de fait disponibles lesquelles sont les plus opportunes par rapport aux renseignements manquants, l'Inde estime que le simple fait que l'USDOC applique le taux non *de minimis* le plus élevé montre en lui-même que cette prescription n'est pas respectée. Pour l'Inde, l'USDOC applique constamment une "règle" suivant laquelle il choisirait d'abord des données relatives au taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé pour un programme identique puis, en

[176] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 233.
[177] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 234 à 236.
[178] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 239.
[179] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 239.
[180] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 592 et 593.

l'absence de telles données, le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé pour un programme semblable et, en dernier lieu, des données relatives au taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé pour n'importe quel programme dans n'importe quelle enquête en matière de droits compensateurs visant le même pays, du moment que la branche de production en question aurait pu bénéficier de ce programme. Sur la base de cette "règle", l'Inde fait valoir que l'USDOC part de la présomption irréfragable concluante que le taux non *de minimis* le plus élevé est le meilleur substitut pour les renseignements manquants, ce qui, selon elle, démontre qu'il y a violation de l'article 12.7 de l'Accord SMC.

2.133. Pour ce qui est du second motif, l'Inde affirme que le critère de preuve retenu par le Groupe spécial, selon lequel l'Inde était tenue de montrer en quoi le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé n'était pas un substitut raisonnable pour les renseignements manquants dans chacun des cas allégués, est une application "illogique et qui se contredit elle-même" de l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 12.7.[181] En fait, l'Inde fait valoir que, même d'après l'approche suivie par le Groupe spécial pour interpréter l'article 12.7, le but de cet article est de faire en sorte que la non-coopération "n'entrave pas le déroulement de l'enquête" plutôt que de la "sanctionner".[182] Sur cette base, le fait que l'USDOC applique nécessairement le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé conformément à la "règle" constitue "*ipso facto* une violation" de l'article 12.7.[183] Ainsi, de l'avis de l'Inde, toute application de la "règle" établit nécessairement une violation "tel qu'appliqué", et elle n'a donc pas besoin de montrer plus en détail pourquoi dans chaque cas l'application de la "règle" est incompatible avec l'article 12.7.

2.134. L'Inde demande en outre à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial n'a pas raisonnablement examiné les éléments de preuve et les arguments juridiques qu'elle a avancés à l'appui de son allégation relative au réexamen à l'extinction de 2013, en contravention à l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'Inde demande par conséquent à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle n'a pas établi d'éléments *prima facie*, et de compléter l'analyse juridique de son allégation.

2.135. En ce qui concerne le réexamen à l'extinction de 2013, l'Inde note tout d'abord que le réexamen est un document publié et mis à la disposition du public, dont la teneur "ne peut pas être mise en cause", et qu'elle a contesté "absolument toutes les constatations" figurant dans le réexamen à l'extinction de 2013 devant le Groupe spécial.[184] Par conséquent, le fait que l'Inde n'a pas identifié de cas spécifiques d'infraction ne constitue pas un vice important dans sa communication.

2.136. Deuxièmement, l'Inde soutient que, puisqu'elle avait employé dans sa première communication écrite au Groupe spécial l'expression "pour essentiellement les mêmes raisons que celles qui ont été exposées ci-dessus", et puisque le réexamen à l'extinction de 2013 n'avait pas ajouté de nouvelles déterminations mais, par contre, avait cité des déterminations antérieures établies dans la même enquête, l'Inde évitait simplement de répéter les mêmes arguments pour éviter les doubles emplois en exprimant son allégation en un seul paragraphe.[185] Selon elle, il était anormal que le Groupe spécial, d'un côté, constate l'existence d'infractions à l'article 12.7 de l'Accord SMC dans plusieurs cas dans le contexte de réexamens administratifs et, de l'autre côté, rejette l'allégation de l'Inde concernant les mêmes infractions répétées dans le contexte du réexamen à l'extinction de 2013.

2.1.8 Allégations de nouvelles subventions

2.137. L'Inde fait appel des constatations du Groupe spécial rejetant ses allégations selon lesquelles l'examen par l'USDOC d'allégations de nouvelles subventions dans le cadre de réexamens administratifs concernant les importations en cause était incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. L'Inde présente deux arguments principaux à l'appui de son affirmation. Premièrement, elle fait valoir que le Groupe spécial a fait

[181] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 602.
[182] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 604.
[183] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 605.
[184] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 610.
[185] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 611 (citant la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 576). (italique omis)

erreur en interprétant la relation entre les articles 11 et 21 de l'Accord SMC. Deuxièmement, elle allègue que le Groupe spécial a manqué à ses devoirs, au titre des articles 11 et 12.7 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi et d'exposer les justifications fondamentales de ses constatations. Par conséquent, elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer le rejet par le Groupe spécial de ses allégations au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, et de compléter l'analyse juridique pour ce qui est de ces allégations.[186]

2.138. En ce qui concerne la relation entre les articles 11 et 21 de l'Accord SMC, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial "n'a tout simplement pas évalué l'article 11".[187] Elle affirme que l'article 11 est l'unique disposition de l'Accord SMC qui traite de l'ouverture d'une enquête concernant l'existence, le degré et l'effet de toute subvention alléguée. Il s'ensuit que l'article 11 s'applique du moment que le but d'une enquête est de déterminer l'existence, le degré et l'effet d'une subvention, qu'il s'agisse ou non d'une enquête initiale. L'Inde estime qu'une telle interprétation ne crée pas de chevauchement inutile entre les articles 11 et 21, car les réexamens au titre de l'article 21 concernent le fait que le subventionnement subsiste ou se reproduise en rapport avec une subvention dont l'existence a déjà été constatée dans le cadre d'enquêtes menées au titre de l'article 11.

2.139. L'Inde fait aussi valoir que l'hypothèse du Groupe spécial selon laquelle l'applicabilité de l'article 21 exclut *ipso facto* l'applicabilité des articles 11, 13.1, 22.1 et 22.2 ne correspond pas à une interprétation de bonne foi des articles 21 et 11. Elle est d'avis que les articles 11, 13 et 22 de l'Accord SMC contiennent les prescriptions relatives à la régularité de la procédure énoncées dans l'Accord SMC quand une subvention fait l'objet d'une enquête pour la première fois. Dans les cas où un réexamen au titre de l'article 21 traite, pour la première fois, l'existence de nouvelles subventions, l'autorité chargée de l'enquête doit se conformer aux prescriptions des articles 11, 13 et 22. L'"hypothèse" du Groupe spécial selon laquelle l'article 11 est inapplicable aux enquêtes sur de nouvelles subventions dans le cadre de réexamens au titre de l'article 21 permet aux autorités chargées de l'enquête de contourner les garanties d'une procédure régulière énoncées aux articles 11, 13 et 22 pour les nouvelles subventions.[188] Une telle interprétation romprait l'équilibre délicat établi dans l'Accord SMC entre le fait de soumettre à des disciplines le recours à des subventions, d'une part, et le recours à des mesures compensatoires, d'autre part. Par conséquent, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 ne sont pas applicables aux réexamens administratifs menés au titre de l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC, ainsi que le rejet par le Groupe spécial des allégations de l'Inde au titre de ces dispositions.

2.140. L'Inde fait valoir que le Groupe spécial a manqué à ses devoirs, au titre des articles 11 et 12.7 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi et d'exposer les justifications fondamentales de ses constatations. Elle affirme que le Groupe spécial a restreint à tort la portée de son allégation pour se concentrer sur la question de savoir si l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC permettait d'examiner des allégations de nouvelles subventions dans des réexamens administratifs. Ce faisant, le Groupe spécial n'a pas examiné séparément les "allégations indépendantes"[189] de l'Inde selon lesquelles l'USDOC avait agi d'une manière incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC en n'ouvrant pas d'enquêtes sur les nouvelles subventions conformément à ces dispositions. Par conséquent, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en appliquant erronément le principe d'économie jurisprudentielle. De plus, il est simplement parti du principe que les articles 11 et 21 s'excluaient mutuellement, sans expliquer pourquoi une telle interprétation était appropriée à la lumière des règles coutumières d'interprétation des traités. Le Groupe spécial a donc aussi agi d'une manière incompatible avec l'article 12.7 du Mémorandum d'accord en n'exposant pas les justifications fondamentales de ses constatations. Par conséquent, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer le rejet par le Groupe spécial de ses allégations au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, et de compléter l'analyse juridique de ces allégations sur la base des considérations ci-après.

[186] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 628 et 645.
[187] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 633.
[188] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 637 et 642.
[189] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 623.

2.141. S'agissant de son allégation au titre de l'article 11.1 de l'Accord SMC, l'Inde fait référence au Règlement des États-Unis régissant les enquêtes initiales, et fait remarquer que l'une des prescriptions impose à l'USDOC de publier un "Mémorandum concernant les allégations de nouvelles subventions" chaque fois qu'il a ouvert une enquête initiale. L'Inde fait valoir que, pendant les réexamens administratifs de 2004, 2006 et 2007, l'USDOC n'a mené aucune action de procédure pour ouvrir formellement des enquêtes dans les réexamens administratifs, et en particulier n'a pas publié de mémorandums concernant les allégations de nouvelles subventions. Au lieu de cela, l'USDOC a directement entrepris de publier des questionnaires sur les nouvelles subventions alléguées, dans le cadre des réexamens administratifs. De ce fait, l'Inde allègue que les États-Unis ont agi en contravention à l'article 11.1 de l'Accord SMC.

2.142. S'agissant de son allégation au titre de l'article 13.1 de l'Accord SMC, l'Inde affirme que "[l]a lecture conjointe de l'article 13.1 et de l'article 11.2 iii) de l'Accord SMC requiert que les États-Unis invitent l'Inde à procéder à des consultations pour apporter des précisions sur *l'existence, le montant et la nature de* chacune des subventions dont il est allégué qu'elles ont été accordées par l'Inde".[190] Les États-Unis n'ont pas invité l'Inde à procéder à des consultations "avant l'ouverture de l'enquête" sur les nouvelles subventions, et n'ont donc ménagé à l'Inde aucune possibilité de clarifier la situation concernant toutes les nouvelles subventions.[191] L'Inde soutient que cette "ouverture par les États-Unis d'enquêtes sur les nouvelles subventions, sans ménager à l'Inde de possibilité de procéder à des consultations", est incompatible avec l'article 13.1 de l'Accord SMC.[192]

2.143. S'agissant de ses allégations au titre de l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, l'Inde affirme que, pendant les réexamens administratifs de 2004, 2006 et 2007, l'USDOC a mené des enquêtes sur plusieurs nouveaux programmes de subventions[193] sans publier d'avis au public au moyen d'un Mémorandum concernant les allégations de nouvelles subventions. D'après l'Inde, les États-Unis n'ont publié aucun avis au public contenant la "description de la ou des pratiques de subventionnement devant faire l'objet de l'enquête".[194] Au lieu de cela, l'USDOC a directement enquêté sur ces pratiques en envoyant des questionnaires aux pouvoirs publics indiens et aux parties intéressées au titre de l'article 12 de l'Accord SMC. Aussi l'Inde maintient-elle que les États-Unis ne se sont pas acquittés de leur obligation au titre de l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC.

2.2 Arguments des États-Unis – Intimé

2.2.1 Mandat du Groupe spécial

2.144. Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel confirme la décision préliminaire du Groupe spécial concernant la conformité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord au motif que le Groupe spécial a appliqué le critère juridique correct pour l'article 6:2 et que le fait que l'Inde s'appuie sur la définition du mot "ouverture" figurant dans l'Accord SMC ne remédie pas aux défauts de sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

2.145. De l'avis des États-Unis, l'appel de l'Inde concernant la décision préliminaire du Groupe spécial n'a pas été dûment formé, parce que l'Inde formule une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en tant qu'allégation principale et formule une allégation subsidiaire fondée sur le même raisonnement que celui qui sous-tend son allégation au titre de l'article 11 en ce qui concerne l'application par le Groupe spécial du droit énoncé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord aux faits de l'espèce. Selon les États-Unis, cette approche d'une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord a été jugée "inacceptable" dans la jurisprudence de l'OMC, puisqu'une telle allégation doit reposer sur des motifs indépendants se rapportant à des erreurs spécifiques concernant l'objectivité de l'évaluation du groupe spécial et ne peut pas simplement

[190] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 657. (italique dans l'original)
[191] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 657.
[192] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 659.
[193] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 655 (mentionnant les programmes de subventions suivants: Programme "Target Plus"; Programme "Status Certificate"; EPZ & EOU, EPZ; Impôt sur le revenu (10A et 10B); Aide au développement des marchés; Initiative en faveur de l'accès aux marchés; et Prêt à long terme des pouvoirs publics indiens).
[194] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 656. (italique omis)

reformuler les arguments présentés à un groupe spécial.[195] En tout état de cause, les États-Unis font valoir que les allégations de l'Inde sont sans fondement au regard soit de l'article 6:2 soit de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.2.1.1 Sens du terme "ouverte" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'Inde

2.146. Les États-Unis font valoir que, d'après la jurisprudence de l'OMC, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord énonce deux prescriptions distinctes s'agissant des demandes d'établissement d'un groupe spécial, à savoir qu'elles indiquent les mesures spécifiques en cause et qu'elles contiennent un bref exposé du fondement juridique de la plainte. S'agissant de la deuxième condition, les États-Unis soulignent que la jurisprudence de l'OMC indique que le bref exposé du fondement juridique doit être suffisant pour énoncer clairement le problème, et doit établir explicitement un lien entre la mesure contestée et les dispositions des accords visés dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes.[196] Une demande d'établissement d'un groupe spécial doit être évaluée dans son ensemble, compte tenu des circonstances entourant l'affaire, et telle qu'elle était libellée au moment du dépôt.[197] Les communications ultérieures présentées pendant la procédure du groupe spécial ne peuvent pas remédier aux défauts d'une demande d'établissement d'un groupe spécial.

2.147. Les États-Unis rappellent la constatation du Groupe spécial selon laquelle "en disant clairement et uniquement qu'une enquête n'a *pas* été ouverte ou effectuée, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde empêche que des allégations relatives à l'ouverture alléguée d'une enquête, ou à la manière dont une enquête a été effectuée, soient incluses dans le champ du différend".[198] Selon les États-Unis, les arguments de l'Inde concernant la définition du mot "ouverture" n'expliquent pas comment sa demande d'établissement d'un groupe spécial peut être interprétée comme englobant, telle qu'elle est libellée, des questions concernant le point de savoir s'il existait des éléments de preuve suffisants pour ouvrir une enquête.[199] En particulier, la définition du mot "ouverture" figurant dans la note de bas de page 37 de l'Accord SMC n'a pas pour effet d'indiquer suffisamment clairement quelles obligations particulières énoncées à l'article 11 constituent le fondement juridique des plaintes de l'Inde.

2.148. Contrairement à l'Inde, qui fait valoir que les dispositions de l'article 11 de l'Accord SMC sont "interdépendantes", les États-Unis notent que l'article 11 contient onze paragraphes et de nombreuses obligations bien distinctes. Selon eux, la jurisprudence de l'OMC donne à penser que lorsqu'une disposition énonce plusieurs obligations distinctes susceptibles séparément d'être l'objet d'un manquement, une référence succincte à cette disposition dans une demande d'établissement d'un groupe spécial ne peut pas indiquer laquelle de ces obligations est en cause.[200] Le Groupe spécial a donc constaté à juste titre que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde ne se prêtait pas raisonnablement à la lecture que celle-ci proposait selon laquelle le membre de phrase "aucune enquête n'a été ouverte ou effectuée" couvrait "l'ouverture [d'une/d']enquête[s] … [sans] éléments de preuve suffisants".[201]

2.149. Enfin, s'agissant de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, les États-Unis affirment que l'Inde n'indique rien dans le rapport du Groupe spécial qui donne à

[195] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 617 et 618 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442; *Chine – Terres rares*, paragraphes 5.173 et 5.178; *Chili – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 498; et *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 238).

[196] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 623 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162; et *Chine – Matières premières*, paragraphe 220).

[197] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 623 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127).

[198] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 634 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 1.34). (italique dans l'original)

[199] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 635.

[200] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 636 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 128).

[201] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 632 à 634 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 1.34).

penser que l'évaluation et le rejet de son argument par le Groupe spécial manquaient d'objectivité.[202]

2.2.1.2 Pertinence du préjudice et questions distribuées au cours des consultations

2.150. Les États-Unis affirment que le Groupe spécial a eu raison de ne pas appliquer les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* et du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, sur lesquelles l'Inde s'était appuyée. En particulier, l'affirmation de l'Inde fondée sur la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* selon laquelle l'article 6:2 du Mémorandum d'accord exige du défendeur qu'il montre l'existence d'un préjudice effectif est "simplement erronée".[203] Rien dans le texte de l'article 6:2 n'étaye cette affirmation, qui a été rejetée dans des rapports récents de l'Organe d'appel.[204]

2.151. S'agissant de l'invocation par l'Inde de la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, les États-Unis font valoir que les précédents rapports de groupes spéciaux ne sont pas contraignants pour le groupe spécial chargé d'examiner un différend et qu'il n'y avait donc aucune obligation pour le Groupe spécial de procéder à un examen distinct de cette affaire. En tout état de cause, les questions distribuées pendant les consultations dont l'Inde fait valoir qu'elles auraient dû être prises en compte, sur la base de la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, n'ont pas été versées au dossier du Groupe spécial et n'auraient donc pas pu être prises en compte. Quand bien même elles l'auraient été, les États-Unis soutiennent qu'elles n'auraient pas contribué à étayer la thèse de l'Inde et, en tout état de cause, l'ensemble des allégations parmi lesquelles l'Inde aurait pu choisir pour formuler sa demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas pertinent pour la détermination de ce qui figurait effectivement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

2.152. Les États-Unis font valoir en outre que le fait qu'un groupe spécial ne traite pas un argument présenté par une partie n'équivaut pas à une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Pour que son allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord aboutisse, l'Inde aurait dû identifier des erreurs spécifiques concernant l'objectivité de l'évaluation du Groupe spécial, y compris en expliquant pourquoi l'erreur alléguée répondait au critère d'infraction à l'article 11. De l'avis des États-Unis, l'Inde "a simplement présenté à nouveau les arguments mêmes qu'elle avait exposés devant le Groupe spécial", sans contester l'objectivité ou les constatations du Groupe spécial.[205]

2.2.1.3 Action de compléter l'analyse juridique

2.153. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter la demande de l'Inde visant à ce que soit complétée l'analyse juridique des allégations figurant dans les sections XII.C.1 et XII.C.2 de sa première communication écrite au Groupe spécial.

2.154. Les États-Unis font valoir tout d'abord que les allégations de l'Inde au titre de l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC sont sans fondement parce que, comme le Groupe spécial l'a constaté s'agissant de l'article 11.1, ces dispositions s'appliquent seulement dans le contexte des enquêtes initiales, et non dans le contexte des procédures de réexamen administratif, qui font l'objet des allégations de l'Inde.

2.155. Deuxièmement, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a formulé aucune constatation de fait concernant les allégations de l'Inde et que les faits figurant dans le dossier du Groupe spécial qui serviraient de base pour compléter l'analyse ne sont pas incontestés. À titre d'exemple, ils mettent en avant la détermination préliminaire dans le réexamen administratif de 2004 de l'USDOC dont ils estiment qu'elle "contredit directement" l'affirmation de l'Inde selon

[202] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 637.
[203] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 626.
[204] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 626 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Matières premières*, paragraphe 233; et *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphes 132, 139, 562 à 564 et 595 à 598).
[205] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 630.

laquelle aucune allégation n'a été présentée en ce qui concerne la vente de minerai de fer à haute teneur par la NMDC.[206]

2.156. S'agissant du programme TPS, les États-Unis font valoir que son examen n'avait pas été engagé sur la base d'une demande présentée par écrit et que, par conséquent, l'article 11.6 de l'Accord SMC s'appliquerait; toutefois, l'Inde n'a formulé aucune allégation au titre de cette disposition.

2.157. Par conséquent, les États-Unis estiment qu'il y a aucun fondement juridique ou factuel permettant de compléter l'analyse des allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC.

2.2.2 Organisme public

2.158. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USDOC n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC lorsqu'il a déterminé que la NMDC était un "organisme public". Ils soutiennent que le Groupe spécial a interprété et appliqué l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC d'une manière compatible avec l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Ils affirment en outre que l'Inde n'a pas établi que le Groupe spécial n'avait pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord. Enfin, si l'Organe d'appel devait décider de compléter l'analyse juridique, ils maintiennent que les éléments de preuve figurant dans le dossier administratif de l'USDOC étayent la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un "organisme public", même dans le cadre d'une interprétation de cette expression qui requiert d'autres éléments de preuve en plus du "contrôle significatif".[207]

2.2.2.1 Interprétation et application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC: organismes publics

2.159. Les États-Unis soutiennent que l'interprétation par l'Inde de l'expression "organisme public" est incorrecte et incompatible avec l'interprétation et l'application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Ils reconnaissent que l'Organe d'appel a constaté, dans ce différend, que les "éléments qui définiss[aient] l'expression "pouvoirs publics" éclair[aient] le sens de l'expression "organisme public"".[208] Ils notent en outre que, pour formuler cette constatation, l'Organe d'appel a fait référence à sa constatation antérieure dans l'affaire *Canada – Produits laitiers* selon laquelle l'"élément essentiel qui caractérisait les pouvoirs publics était que ceux-ci avaient le pouvoir effectif de soumettre les individus à des règles, à un contrôle, à une supervision ou à d'autres disciplines".[209] Toutefois, ils estiment que l'Organe d'appel n'a pas constaté que chaque organisme public devait, comme les pouvoirs publics, avoir le pouvoir de réglementer, contrôler, superviser ou discipliner la conduite des individus. L'Organe d'appel n'a pas non plus constaté que chaque organisme public devait avoir le pouvoir de charger des organismes privés de faire quelque chose ou de leur ordonner de le faire. Par contre, selon les États-Unis, l'Organe d'appel a constaté dans ce différend qu'une entité "contrôlée[] de manière significative" par les pouvoirs publics pouvait être un organisme public.[210]

2.160. Les États-Unis rappellent que, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel a confirmé la détermination de l'USDOC selon laquelle les banques commerciales d'État étaient des organismes publics. En outre, ils estiment que l'Organe d'appel n'a examiné ou analysé aucun élément de preuve concernant la question de savoir si les banques commerciales d'État avaient le pouvoir de réglementer, contrôler, superviser ou

[206] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 641 (faisant référence aux résultats préliminaires du réexamen administratif de 2004 (pièce IND-17 présentée au Groupe spécial), page interne 5).
[207] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 504.
[208] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 510 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 290).
[209] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 510 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 290).
[210] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 506 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 355).

discipliner la conduite d'autrui, ou si elles pouvaient charger des organismes privés de faire quelque chose ou leur ordonner de le faire. Selon eux, cela n'est guère surprenant étant donné qu'habituellement les banques n'ont pas un tel pouvoir. Les États-Unis estiment en outre qu'en dépit du fait que les banques commerciales d'État ne possèdent pas de tels pouvoirs, l'Organe d'appel a néanmoins constaté qu'elles étaient des organismes publics. Ils font valoir que, pour ces raisons, l'interprétation que donne l'Inde de l'expression "organisme public" s'écarte, en réalité, de l'interprétation énoncée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.

2.161. En outre, les États-Unis soulignent que, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel "s'est référé à plusieurs reprises" au "contrôle significatif" des pouvoirs publics sur une entité dans son analyse de la question de savoir si les banques commerciales d'État étaient des "organismes publics"[211] et a centré son analyse sur des éléments de preuve qui démontraient que les banques commerciales d'État étaient "contrôlées de manière significative" par les pouvoirs publics. Partant, ils soutiennent que l'implication du raisonnement de l'Organe d'appel est que des éléments de preuve montrant une participation des pouvoirs publics associés à des éléments de preuve additionnels témoignant d'un contrôle des pouvoirs publics pourraient être suffisants pour établir l'existence d'un "contrôle significatif", ce qui est suffisant pour établir que l'entité est un organisme public.

2.162. Passant à l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'expression "organisme public", les États-Unis font observer que le Groupe spécial a cru comprendre que l'Organe d'appel avait constaté que "la considération essentielle pour identifier un organisme public était la question du pouvoir gouvernemental".[212] Ils notent en outre que le Groupe spécial a rappelé la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* selon laquelle "des éléments de preuve indiquant que des pouvoirs publics exercent un contrôle significatif … peuvent constituer, dans certaines circonstances, des éléments de preuve indiquant [l'existence d']un pouvoir gouvernemental".[213] De ce fait, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a interprété correctement les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* et n'a pas fait erreur dans sa décision d'examiner si la NMDC était "contrôlée de manière significative" par les pouvoirs publics indiens.

2.163. Les États-Unis rappellent que le Groupe spécial a noté que, outre le fait que la NMDC était presque totalement détenue par les pouvoirs publics indiens, la détermination de l'USDOC "se fondait aussi sur le fait que la NMDC [était] "régie par" les pouvoirs publics indiens".[214] De ce fait, le Groupe spécial a constaté que les éléments de preuve figurant dans le dossier administratif dont l'USDOC disposait étayaient la détermination selon laquelle la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens, et il a fait référence en particulier aux éléments de preuve indiquant que les pouvoirs publics indiens participaient très activement au choix des administrateurs de la NMDC, et aux éléments de preuve indiquant que la NMDC était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens.[215]

2.164. S'agissant de la distinction établie par l'Inde entre les "directeurs généraux" et les "administrateurs", et entre la "désignation" et la "présentation" des administrateurs, les États-Unis affirment que la distinction la plus pertinente est celle qui doit être établie entre le fait, pour les pouvoirs publics, d'avoir le droit formel de désigner les membres du conseil d'administration, comme tout actionnaire détenant une participation importante dans une entité, et le fait, pour les pouvoirs publics, d'exercer effectivement ce droit dans une situation donnée.

2.165. Les États-Unis notent les arguments de l'Inde selon lesquels "la participation au capital et la désignation des administrateurs sont simplement les deux côtés de la même médaille", comme

---

[211] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 506 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 355).

[212] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 515 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80).

[213] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 515 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80, qui cite le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318).

[214] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 517 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81).

[215] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 518 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.82 à 7.88).

"le droit de désigner les administrateurs est propre aux actionnaires"[216], et selon lesquels les pouvoirs publics indiens ne contrôlent pas la NMDC malgré leur participation de près de 100% au capital parce qu'ils "désignent seulement 2 des 13 administrateurs".[217] Ils allèguent que les affirmations de l'Inde sont contradictoires et soutiennent que l'influence des pouvoirs publics indiens sur la nomination des 13 administrateurs suggère un degré important de "contrôle" qui va bien au-delà de leur droit formel de désigner 2 administrateurs. Ils expliquent qu'"*en fait*, les pouvoirs publics indiens jouent un rôle dans la désignation des neuf directeurs désignés par les actionnaires", alors que les quatre administrateurs restants sont désignés par les neuf membres du conseil d'administration dans la désignation desquels les pouvoirs publics indiens ont déjà joué un rôle actif.[218] Ils ajoutent que le Groupe spécial a examiné les arguments de l'Inde et les a rejetés.

2.166. De l'avis des États-Unis, le Groupe spécial a constaté à juste titre que le rôle joué par les pouvoirs publics indiens dans le choix des administrateurs de la NMDC, pris conjointement avec la déclaration publiée sur le site Web de la NMDC indiquant que cette dernière était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics, constitue des éléments de preuve indiquant l'existence d'un "contrôle significatif".[219] Les États-Unis ajoutent que la conclusion du Groupe spécial est compatible avec le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.

2.2.2.2 Article 11 du Mémorandum d'accord

2.167. Les États-Unis soutiennent que l'Inde n'a pas établi que le Groupe spécial avait agi d'une manière incompatible avec les obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, s'agissant de son évaluation de la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC était un "organisme public".

2.168. Premièrement, s'agissant du traitement par le Groupe spécial d'une admission alléguée des États-Unis devant le Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, les États-Unis font valoir que l'Inde "a simplement tort en fait" lorsqu'elle allègue qu'ils ont admis que l'USDOC avait considéré la participation des pouvoirs publics indiens au capital comme étant le seul facteur sans se référer à d'autres facteurs lorsqu'il avait constaté que la NMDC était un organisme public.[220] À l'appui de leur affirmation, ils citent la déclaration du Groupe spécial dans ce différend à laquelle l'Inde fait référence: "Les États-Unis font observer en outre que dans un réexamen administratif ultérieur en matière de droits compensateurs portant sur les produits plats en acier laminé à chaud en provenance d'Inde, l'USDOC a constaté qu'une société minière détenue à 98% par les pouvoirs publics et relevant du Ministère de la sidérurgie était un organisme public, sans se référer à d'autres facteurs."[221] Ils font donc remarquer que le Groupe spécial dans le différend en question avait pris note de la constatation de l'USDOC selon laquelle la NMDC "relev[ait] du Ministère de la sidérurgie".[222] Ils estiment par conséquent que l'affirmation de l'Inde selon laquelle les États-Unis ont même fait l'admission qu'elle décrit est, en fait, totalement dénuée de fondement. Ils font valoir qu'en tout état de cause, l'Inde n'a pas expliqué pourquoi cette affirmation alléguée était si importante pour son argumentation que le fait que le Groupe spécial n'avait pas examiné cet élément de preuve avait une incidence sur l'objectivité de son évaluation. L'Inde n'a pas non plus expliqué pourquoi le Groupe spécial aurait dû accorder un poids plus grand à cet élément de preuve qu'à la détermination de l'USDOC.

2.169. Deuxièmement, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial ne s'est pas appuyé sur les justifications *a posteriori* qu'ils avaient fournies dans le cadre de sa procédure. Contrairement à

---

[216] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 520 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 291).

[217] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 520 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 295). (italique omis par les États-Unis)

[218] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 522. (italique dans l'original)

[219] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 522 et 523 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.83 et 7.87).

[220] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 529.

[221] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 529 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 8.39 (note de bas de page omise)). (italique ajouté par les États-Unis)

[222] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 529 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 8.39).

ce que l'Inde fait valoir, l'USDOC a expliqué que sa détermination de la qualité d'"organisme public" reposait en partie sur le fait que la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens, et les États-Unis ont démontré dans leurs communications au Groupe spécial que l'USDOC avait pris en considération divers éléments d'information dans sa détermination de la qualité d'"organisme public".[223] Par conséquent, la détermination établissant que la NMDC est "régie par" les pouvoirs publics indiens, qui figure dans la détermination finale de l'USDOC, était étayée par des éléments de preuve évoqués dans d'autres documents versés au dossier administratif de l'USDOC.[224] Le Groupe spécial a constaté à bon droit que les États-Unis ne présentaient pas de nouvelles raisons ni de nouveaux éléments de preuve à l'appui de la détermination de l'USDOC[225] mais s'appuyaient sur la détermination finale de l'USDOC et les éléments de preuve figurant dans le dossier administratif. À cet égard, les États-Unis mettent en avant la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM* selon laquelle l'Accord SMC "ne prescrit pas que l'administration cite ou analyse, dans la détermination finale, *chaque* élément de preuve pour chaque fait".[226] Ils font valoir par conséquent que le Groupe spécial a dûment tenu compte de la justification fournie par l'USDOC et des éléments de preuve qui faisaient partie du processus d'évaluation de l'USDOC au moment où celui-ci a établi sa détermination.

2.170. Troisièmement, les États-Unis contestent l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial n'a pas tenu compte d'éléments de preuve importants ou a établi "des inférences et des liens contraires aux éléments de preuve versés au dossier".[227] Ils notent l'argument de l'Inde selon lequel une évaluation objective des faits de l'enquête correspondante aurait amené le Groupe spécial à écarter le "contrôle administratif" comme facteur pertinent pour la détermination de l'USDOC puisque "les États-Unis [avaient] spécifiquement admis que l'expression "contrôle administratif" n'avait pas été utilisée dans leurs déterminations".[228] Ils contestent avoir admis cela et expliquent que l'USDOC a déterminé non pas que la NMDC était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens mais, en fait, que la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens. Toutefois, cette détermination était étayée par des éléments de preuve versés au dossier administratif de l'USDOC indiquant que la NMDC était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens. Selon les États-Unis, le Groupe spécial a examiné l'argument de l'Inde et n'a pas estimé que les États-Unis avaient admis que l'USDOC ne s'était pas appuyé sur le "contrôle administratif" dans sa détermination. En outre, les États-Unis soutiennent que l'Inde "reformul[e] [simplement] les arguments qu'elle a présentés au Groupe spécial sous le couvert d'une allégation au titre de l'article 11", ce qui est contraire aux constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine)*.[229]

2.171. Enfin, s'agissant de l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial s'est prononcé sur une question dont il n'était pas saisi en formulant une constatation au sujet de l'implication du statut de société *Miniratna* ou *Navratna* de la NMDC, les États-Unis affirment qu'"il apparaît que l'Inde interprète de manière erronée ce que le Groupe spécial a fait".[230] Selon eux, le Groupe spécial a examiné les arguments de l'Inde mais n'a pas jugé que les éléments de preuve fournis par l'Inde étaient pertinents. La constatation du Groupe spécial, selon les États-Unis, "répondait directement" à l'affirmation de l'Inde selon laquelle l'"USDOC aurait dû considérer que le statut de

[223] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 536 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 381 à 383; et à leur deuxième communication écrite au Groupe spécial, paragraphes 104 et 105).

[224] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 539 (faisant référence aux résultats préliminaires du réexamen administratif de 2004; au rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens (pièce USA-66 présentée au Groupe spécial); et au mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007).

[225] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 539 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, note de bas de page 245 relative au paragraphe 7.82).

[226] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 543 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 164 (italique dans l'original; note de bas de page omise)).

[227] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 545 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 278).

[228] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 547 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 267 et 270).

[229] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 549 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442).

[230] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 554.

"Miniratna" ou de "Navratna" accordé à la NMDC était un élément de preuve pertinent".[231] Les États-Unis font valoir en outre que, dans la mesure où l'Inde estimait que le Groupe spécial avait outrepassé son mandat en formulant une constatation au sujet du statut de société *Miniratna* ou *Navratna* de la NMDC, elle aurait dû demander l'infirmation de la conclusion juridique du Groupe spécial sur cette base, "au lieu d'inventer une nouvelle base pour une allégation au titre de l'article 11".[232]

2.2.2.3 Action de compléter l'analyse juridique

2.172. Les États-Unis affirment que l'Organe d'appel devrait rejeter l'appel de l'Inde concernant les constatations du Groupe spécial relatives à la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC est un "organisme public". Il ne serait donc pas nécessaire que l'Organe appel complète l'analyse juridique comme l'Inde le demande. Néanmoins, au cas où l'Organe d'appel infirmerait ou modifierait l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, et/ou infirmerait la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USDOC a eu raison de déterminer que la NMDC était un organisme public, les États-Unis estiment qu'il serait possible à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique, car il n'apparaît pas qu'il y ait la moindre controverse au sujet des faits versés au dossier du Groupe spécial. Sur cette base, ils demandent à l'Organe d'appel de constater que les éléments de preuve figurant dans le dossier administratif de l'USDOC étayeraient une constatation selon laquelle la NMDC est un organisme public.[233]

2.173. Les États-Unis contestent l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de la qualité d'"organisme public" par l'USDOC était fondée uniquement sur une constatation selon laquelle les pouvoirs publics indiens détenaient plus de 98% du capital de la NMDC[234], faisant valoir que l'allégation ne reflète pas toute la portée de l'analyse de l'USDOC. Au contraire, ils affirment que les éléments de preuve suivants versés au dossier indiquent que la NMDC est un organisme public parce qu'elle est détenue et contrôlée par les pouvoirs publics indiens et a le pouvoir d'exercer des fonctions des pouvoirs publics indiens.

2.174. Les États-Unis rappellent que l'USDOC a déterminé que la NMDC était un organisme public en se fondant sur les éléments suivants: i) les pouvoirs publics indiens détenaient 98% du capital de la NMDC; et ii) la NMDC était "régie par" le Ministère de la sidérurgie du gouvernement indien. Partant, ils soutiennent que la détermination de l'USDOC n'était pas fondée uniquement sur la participation au capital mais aussi sur une analyse du contrôle exercé par les pouvoirs publics sur la NMDC. En outre, ils rappellent l'argument de l'Inde selon lequel l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, qu'un "organisme public" devait avoir le pouvoir d'exercer des fonctions gouvernementales. Ils soutiennent que, du fait qu'elle exploite des ressources publiques pour le compte des pouvoirs publics indiens (qui sont le propriétaire de ces ressources), la NMDC exerce une fonction gouvernementale en Inde. La raison en est qu'en Inde, le fait de prendre des dispositions concernant l'exploitation d'actifs publics, en l'occurrence le minerai de fer, est une fonction gouvernementale et que les pouvoirs publics indiens ont spécifiquement créé la NMDC pour exercer en partie cette fonction – c'est-à-dire pour exploiter tous les minéraux, à l'exception du charbon, des huiles de pétrole et des minéraux atomiques. Pour étayer leur position, les États-Unis citent des éléments de preuve montrant qu'un représentant du Ministère indien de la sidérurgie a indiqué que la NMDC était une "société stratégique" qui était suivie et contrôlée par les pouvoirs publics indiens parce qu'elle fournissait un service spécifique au public indien.[235]

2.175. Enfin, les États-Unis notent qu'il ne serait pas impossible pour l'Organe d'appel de constater que les éléments de preuve versés au dossier étayent une constatation selon laquelle la NMDC est un organisme public en se fondant sur un critère juridique différent de celui qui a été appliqué par l'USDOC. À cet égard, ils estiment que dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel a constaté que les éléments de preuve versés au dossier étayaient une constatation selon laquelle les banques d'État étaient des organismes

[231] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 555 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 282).
[232] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 562.
[233] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 566.
[234] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 567 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 285, 334 et 335).
[235] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 572 (faisant référence au rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens, page 9).

publics, bien qu'il ait rejeté l'interprétation adoptée par le Groupe spécial et l'USDOC dans ce différend.

2.2.3 Contribution financière

2.2.3.1 Droits d'exploitation exclusifs

2.176. Les États-Unis estiment que l'allégation de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC est viciée parce qu'elle présente cette constatation d'une manière erronée, donne une mauvaise interprétation de la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* et est contraire au texte de l'article 1.1 a) 1) iii). Ils soutiennent que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que les pouvoirs publics indiens fournissent des minerais conformément à l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC.

2.177. Les États-Unis font valoir que l'Inde a décrit d'une manière incorrecte la constatation du Groupe spécial quand elle a déclaré que celui-ci avait adopté à tort un critère "en l'absence de" au lieu du critère du "rapport raisonnablement proche" appliqué par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Selon eux, pour appliquer un critère du "rapport raisonnablement proche", le Groupe spécial a considéré à la fois le fait que les pouvoirs publics indiens avaient un contrôle direct sur la disponibilité des minerais pertinents et que "l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploiter ces minerais, essentiellement, les [avait] mis à disposition pour les bénéficiaires des droits, et les [avait] mis à la disposition desdits bénéficiaires".[236] Les États-Unis font valoir qu'en outre, le Groupe spécial a pris soin de considérer que cette disposition était davantage qu'un rapport "en l'absence de" quand il a déclaré que l'octroi d'un bail minier était "plus qu'un simple "acte général des pouvoirs publics" qui facilit[ait] simplement les activités minières".[237]

2.178. Les États-Unis notent l'argument de l'Inde selon lequel l'octroi de droits miniers ne constitue pas une fourniture de minerais par les pouvoirs publics, parce que des efforts, des risques et un investissement importants sont nécessaires de la part de l'exploitant afin de mettre effectivement le minerai à disposition. Ils soutiennent qu'on ne trouve cette prescription nulle part dans le texte de l'Accord SMC ni dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Les États-Unis font valoir qu'en mettant l'accent sur la conséquence de la transaction dans ce différend, l'Organe d'appel a indiqué que "mettre à disposition du bois [était] la raison d'être des arrangements forestiers".[238] Ils considèrent qu'à l'instar de la décision rendue dans ce différend, mettre à disposition du minerai de fer et du charbon est la raison d'être des baux miniers octroyés par les pouvoirs publics indiens. En outre, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a constaté que la notion de "mise à disposition" ou de "mise à la disposition de" exigeait qu'il y ait un "rapport raisonnablement proche" entre l'action des pouvoirs publics fournissant le bien ou le service, d'une part, et l'utilisation ou la jouissance du bien ou du service par le bénéficiaire, d'autre part. Les États-Unis font valoir que tout comme dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, il existe aussi un "rapport raisonnablement proche" entre l'octroi de droits miniers et la disponibilité du minerai de fer ou du charbon extrait, de telle sorte que les pouvoirs publics indiens fournissent les minerais conformément à l'article 1.1 a) 1) iii).

2.179. Les États-Unis appellent l'attention sur l'élément de preuve pris en considération par l'USDOC selon lequel les pouvoirs publics des États indiens possèdent tous les minerais de l'Inde et les baux miniers sont approuvés par les pouvoirs publics centraux. Ils observent en outre qu'en échange du droit d'extraire le minerai de fer et le charbon de terres publiques, les exploitants ne paient que pour le minerai de fer et le charbon qu'ils extraient du sol. Selon les dires des États-Unis, que les pouvoirs publics indiens extraient et vendent le minerai de fer et le charbon eux-mêmes ou qu'ils vendent les droits miniers sur le minerai de fer et le charbon présents dans le sol afin que quelqu'un d'autre puisse extraire ces minerais, le but de la transaction est de fournir le

[236] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 366 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.238).
[237] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 366 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.238).
[238] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 367 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 75).

minerai de fer et le charbon appartenant aux pouvoirs publics à certaines entreprises pour utilisation. Les États-Unis ajoutent que du point de vue du bénéficiaire, l'objectif de la transaction, qu'il s'agisse d'acheter directement le minerai de fer et le charbon aux pouvoirs publics indiens ou d'obtenir de ceux-ci le droit d'extraire lui-même ces minerais, est l'obtention du minerai de fer et du charbon. À leur avis, "[l]orsque les pouvoirs publics donnent à une société le droit de prendre un bien leur appartenant, comme le minerai de fer et de charbon provenant de terres publiques, les pouvoirs publics "fournissent" les biens au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC".[239]

2.180. Les États-Unis considèrent que l'interprétation avancée par l'Inde affaiblirait les disciplines de l'Accord SMC, puisqu'elle autoriserait les pouvoirs publics, à la seule condition qu'ils structurent la transaction comme la vente de droits sur le minerai et non la vente du minerai lui-même, à fournir *in situ* des minerais à des branches de production spécifiques. Ils font valoir que cela autoriserait les pouvoirs publics à fournir des minerais moyennant une rémunération moins qu'adéquate ou gratuitement, sans être soumis aux disciplines de l'Accord SMC. Les États-Unis demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde concernant l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC ainsi que la demande de l'Inde visant à ce qu'il complète l'analyse juridique.

2.181. Les États-Unis demandent en outre instamment le rejet de l'appel de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Selon eux, l'Inde a tort de faire valoir que le Groupe spécial a refusé d'évaluer ses arguments. Les États-Unis font valoir qu'en fait, le Groupe spécial a expressément examiné l'argument de l'Inde selon lequel, en raison du volume de travail requis de l'entité exploitante pour extraire le minerai de fer et le charbon une fois le bail consenti, l'octroi du bail minier par les pouvoirs publics indiens est trop éloigné. Ils considèrent en outre que le Groupe spécial n'était pas tenu de mentionner l'élément de preuve fourni par l'Inde quant à la ventilation alléguée des coûts entre les pouvoirs publics et le preneur parce que cet élément de preuve "n'était pas juridiquement pertinent".[240] Les États-Unis considèrent par ailleurs que la contestation de l'article 11 par l'Inde ne peut pas prendre simplement la forme d'une allégation subsidiaire par rapport à ce qui est en réalité un désaccord sur une question de droit ou une interprétation du droit. Ils font valoir que pour cette raison, l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 n'est pas appropriée et devrait être rejetée.

2.2.3.2 Prêts du SDF

2.182. Les États-Unis font valoir que l'appel de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC repose sur une mauvaise compréhension fondamentale du dossier dans la procédure en cause. Selon eux, le Groupe spécial a constaté à juste titre que la distribution des fonds du SDF sous forme de prêts était un transfert direct de fonds parce que la prise de décisions concernant l'octroi, les modalités et la renonciation au remboursement des prêts du SDF relevait du Comité directeur du SDF, organisme gouvernemental. Les États-Unis soutiennent que contrairement à ce qu'affirme l'Inde, le Groupe spécial a déterminé que le Comité directeur du SDF "participait "directement" à l'octroi des prêts", parce que des éléments de preuve versés au dossier démontraient que le Comité directeur "prenait la décision d'octroyer ou non les prêts et selon quelles modalités".[241]

2.183. Comme le soutiennent les États-Unis, l'Organe d'appel a interprété l'article 1.1 a) 1) i) comme signifiant que toute pratique des pouvoirs publics ayant pour effet d'améliorer la situation financière du bénéficiaire pouvait constituer un transfert direct de fonds. Les États-Unis font référence à la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, selon laquelle "le transfert direct de fonds dont il est question à l'alinéa i) vise par conséquent un comportement de la part des pouvoirs publics selon lequel de l'argent, des ressources financières et/ou des créances financières sont mis à la disposition d'un bénéficiaire".[242] Ils attirent en outre l'attention sur d'autres constatations de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel selon lesquelles, avant qu'une quelconque détermination puisse être faite conformément à l'un des alinéas de l'article 1.1 a) 1), une mesure doit être dûment qualifiée en fonction de sa

[239] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 371.
[240] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 361 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.133).
[241] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 400 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.293).
[242] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 402 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 614).

conception, de son fonctionnement et de ses effets.[243] En l'espèce, le Groupe spécial a examiné à juste titre la conception, le fonctionnement et les effets des prêts du SDF et a constaté: que les prélèvements destinés au SDF étaient perçus par le JPC; que les fonds, une fois recouvrés, étaient versés au SDF; et que les fonds étaient détenus par le SDF et utilisés conformément aux instructions du Comité directeur du SDF. Les États-Unis font valoir, par conséquent, que la constatation du Groupe spécial est compatible avec le texte de l'Accord SMC et avec les interprétations antérieures de l'article 1.1 a) 1) i).

2.184. Les États-Unis soutiennent que l'argument de l'Inde selon lequel un "transfert direct" ne peut pas faire intervenir une "entité intermédiaire" établit des distinctions artificielles qui n'ont aucun fondement dans l'Accord SMC ni dans les éléments de preuve versés au dossier dont disposait l'USDOC. En outre, cet argument suppose une structure du SDF différente de celle qui figure dans le dossier. Selon les États-Unis, c'est le Comité directeur du SDF, et non le JPC, qui décide de ce qu'il advient des prélèvements versés au SDF. Les États-Unis font valoir que l'Inde "qualifie le transfert de fonds aux entreprises sidérurgiques d'action ponctuelle et isolée du JPC, complètement dissociée de la décision du Comité directeur du SDF établissant que les fonds devraient être transférés et précisant les modalités de ce transfert".[244] Ils font observer en outre que l'article 1.1 a) 1) i) impose qu'une pratique des pouvoirs publics "comporte" un transfert direct de fonds. Par conséquent, il n'est pas nécessaire que la pratique des pouvoirs publics constitue en elle-même et à elle seule un transfert, mais seulement qu'elle comporte ou inclue un tel transfert. Les États-Unis font valoir que par conséquent, "même si le JPC était considéré comme celui qui transfère officiellement les fonds, la décision du Comité directeur du SDF de transférer les fonds selon certaines modalités serait aussi une pratique comportant un transfert direct de fonds".[245]

2.185. Les États-Unis soutiennent en outre que l'Inde a tort de laisser entendre que les constatations du Groupe spécial rendent inutile l'article 1.1 a) 1) iv) de l'Accord SMC. Ils font valoir que la différence entre les alinéas i) et iv) est liée à la question de savoir si les pouvoirs publics fournissent une contribution financière visée à l'article 1.1 a) 1) i) ou si un organisme privé a été chargé ou a reçu l'ordre de le faire conformément à l'article 1.1 a) 1) iv). Selon les États-Unis, le Comité directeur du SDF n'a pas chargé le JPC d'octroyer des prêts ni ne lui a ordonné de le faire au sens de l'article 1.1 a) 1) iv), mais a plutôt pris lui-même toutes les décisions concernant l'octroi, les modalités et la renonciation au remboursement des prêts du SDF. Les États-Unis font valoir que bien que le JPC ait administré la distribution de ces fonds après que le SDF eut pris ses décisions, il avait un rôle d'exécution. La raison en est que "le JPC n'avait aucun pouvoir d'octroyer des prêts du SDF en l'absence d'une décision du Comité directeur du SDF"; "[p]ar conséquent, le JPC n'était pas chargé ni n'avait reçu l'ordre d'accorder des prêts en utilisant des fonds qu'il était habilité par ailleurs à utiliser".[246] Selon les États-Unis, l'Inde isole à nouveau artificiellement les diverses actions en cause afin que la présence d'un quelconque "intermédiaire" empêche l'application de l'article 1.1 a) 1) i).

2.186. Les États-Unis font observer en outre que, bien que l'USDOC n'ait pas constaté que le JPC était l'"organisme public" qui versait la contribution financière, ils ne pensent pas comme l'Inde que le JPC est un "organisme privé". Au contraire, le JPC est un comité faisant partie du programme du SDF, que les pouvoirs publics indiens ont créé par le biais d'une ordonnance administrative, "afin de donner effet aux dispositions de" l'Ordonnance de 1956 sur le contrôle de l'industrie sidérurgique.[247] Les États-Unis font valoir par conséquent que le JPC agissait sous la supervision des pouvoirs publics indiens, à travers à la fois de la supervision du Comité directeur du SDF et d'ordonnances administratives périodiques publiées par le Ministère de la sidérurgie. Ils

[243] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 402 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 586; et au rapport du Groupe spécial *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 7.444).

[244] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 405.

[245] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 406.

[246] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 409.

[247] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 411 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphe 531; et à la réponse de 2001 des pouvoirs publics indiens au questionnaire complémentaire (pièce USA-75 présentée au Groupe spécial), pièce interne 22, Ministry of Steel Notification of 1971).

font observer en outre que les renseignements qui avaient été présentés à l'USDOC pendant l'enquête initiale "indiquaient aussi que le JPC n'agissait pas à titre indépendant".[248]

2.187. Les États-Unis font valoir que ni le texte de l'Accord SMC ni les constatations de l'Organe d'appel n'étayent l'affirmation de l'Inde selon laquelle tout transfert direct de fonds doit avoir lieu au moyen d'un transfert de propriété des fonds considérés des pouvoirs publics au bénéficiaire. L'interprétation de l'Inde réduit le champ d'application de l'article 1.1 a) 1) i), de telle sorte qu'une importante action des pouvoirs publics pourrait être à l'abri des disciplines de l'OMC en matière de subventions. Dans les circonstances de la présente affaire, quand les pouvoirs publics peuvent décider et décident effectivement si et selon quelles modalités certains fonds seront mis à la disposition d'entités privées, les États-Unis considèrent que ces transferts sont visés par l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Ils soutiennent que le Groupe spécial a donc constaté à juste titre que "rien dans le texte de l'article 1.1 a) 1) i) ne suggér[ait] que les pouvoirs publics ou l'organisme public compétent [devaient] avoir un droit sur les fonds transférés, ou qu'il [devait] y avoir une charge pour le Trésor public, pour qu'ait lieu un "transfert" direct de fonds".[249]

2.188. Les États-Unis font valoir qu'en outre, les prélèvements destinés au SDF fonctionnent comme une taxe. Ils mettent en avant des éléments de preuve qui avaient été présentés à l'USDOC et qui étaient censés montrer que sous la direction du Comité directeur du SDF, le JPC déterminait les montants qui devaient être perçus et mettait sous séquestre les fonds ainsi obtenus, et que le Comité directeur du SDF déterminait ensuite la redistribution de ces fonds à des entités produisant de l'acier et à des projets liés à l'acier conformément aux objectifs des pouvoirs publics indiens dans le secteur de la sidérurgie. Selon les États-Unis, les producteurs d'acier indiens ne déterminaient pas les montants à percevoir auprès des consommateurs et à verser au SDF. En outre, ils n'étaient pas propriétaires des fonds qui avaient été perçus, soit individuellement, soit en association avec le JPC, ni n'exerçaient de contrôle sur ces fonds. Les États-Unis soutiennent que le Comité directeur du SDF contrôlait donc pleinement ces fonds une fois qu'ils avaient été prélevés et mis sous séquestre et déterminait leur affectation et leur utilisation finales. Ils ajoutent que la décision de la Cour suprême mentionnée par l'Inde, dans laquelle la Cour a constaté que le prélèvement destiné au SDF n'était pas une taxe, est une interprétation judiciaire interne d'une législation nationale et, par conséquent, n'est pas contraignante aux fins des procédures de règlement des différends de l'OMC. Les États-Unis concluent par conséquent que, comme l'USDOC et le Groupe spécial l'ont constaté, les prêts du SDF constituent un transfert direct de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Pour ces raisons, ils demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de l'Inde concernant l'interprétation et l'application de l'article 1.1 a) 1) i) par le Groupe spécial et de confirmer la constatation du Groupe spécial à cet égard.

2.2.4 Avantage – Allégations "en tant que tel"

2.189. Les États-Unis estiment que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 351.511 a) 2) i) à iv) du Règlement des États-Unis, qui décrit le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, n'était pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Ils demandent par conséquent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle ce mécanisme est incompatible "en tant que tel" avec l'article 14 d). En outre, les États-Unis considèrent que les allégations de l'Inde concernant les déterminations de l'existence d'un avantage établies par l'USDOC pour ce qui est de la fourniture de minerai de fer par la NMDC, et l'octroi de droits d'exploitation exclusifs par les pouvoirs publics indiens, sont subordonnées aux allégations "en tant que tel" de l'Inde concernant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. Ils demandent donc en outre à l'Organe d'appel de rejeter aussi ces allégations "tel qu'appliqué". Enfin, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter les allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

[248] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 411 (faisant référence, entre autres choses, à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphe 532).

[249] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 413 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.294).

2.2.4.1 Évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics requise au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC

2.190. Premièrement, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il n'imposait pas d'évaluer du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics avant d'évaluer si un avantage avait été conféré du point de vue du bénéficiaire. L'allégation de l'Inde selon laquelle la première phrase de l'article 14 d) impose d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur contredit l'"approche fondamentale" de l'"avantage" dans le cadre de l'Accord SMC.[250] De plus, les arguments de l'Inde plaident en faveur d'une approche de l'évaluation de l'avantage fondée sur le coût pour les pouvoirs publics, qui a été rejetée par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs.[251]

2.191. Les États-Unis contestent l'argument de l'Inde selon lequel l'expression "à moins que" figurant à l'article 14 d) n'implique pas qu'un avantage est conféré chaque fois que la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics est inadéquate du point de vue du bénéficiaire. L'interprétation de l'Inde va à l'encontre du texte de l'article 14 d) et, en particulier, du titre et du texte introductif de l'article 14. Le titre de cet article indique que la disposition en question concerne le "calcul du montant d'une subvention *en termes d'avantage conféré au bénéficiaire*".[252] En outre, le texte introductif de l'article 14 indique clairement que les Membres doivent prévoir dans leurs lois ou réglementations une méthode qui permette à leurs autorités chargées de l'enquête de calculer "l'avantage conféré au bénéficiaire". Or l'Inde, au contraire, préconise une méthode de calcul de l'avantage fondée sur le "coût pour les pouvoirs publics", proposition qui, selon les États-Unis, a déjà été examinée et rejetée par l'Organe d'appel.[253]

2.192. Les États-Unis soutiennent que contrairement à ce que l'Inde affirme en appel, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle il n'est pas nécessaire d'évaluer l'adéquation de la rémunération au regard de l'article 14 d) avant de déterminer l'existence d'un avantage n'est pas entachée de contradictions intrinsèques. Premièrement, ils considèrent qu'il n'y a aucune contradiction entre, d'une part, la constatation du Groupe spécial selon laquelle les termes "avantage" et "rémunération" figurant à l'article 14 d) font référence à des "notions différentes" et, d'autre part, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle une constatation de rémunération inadéquate implique nécessairement de constater qu'il existe un avantage. Les États-Unis estiment qu'il n'y a rien de contradictoire dans le fait que des termes différents soient mis en relation dans le cadre d'une analyse unique.[254]

2.193. Deuxièmement, les États-Unis considèrent qu'il n'y a aucune contradiction entre, d'une part, la constatation du Groupe spécial selon laquelle le terme "rémunération" se rapporte à la somme qui est versée pour la fourniture du bien par les pouvoirs publics et, d'autre part, la constatation du Groupe spécial selon laquelle, conformément à l'article 14 d), l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics doit être évaluée du point de vue du bénéficiaire potentiel d'un avantage. À cet égard, ils estiment que ce n'est pas parce que l'Accord SMC définit le type de contribution financière par rapport à l'action de l'autorité qui accorde la subvention – à savoir "la fourniture de biens par les pouvoirs publics" – que le critère de l'avantage pour ce type de contribution financière doit également être déterminé par rapport au fournisseur, plutôt qu'au bénéficiaire, du bien pertinent.[255]

2.194. Troisièmement, les États-Unis estiment que le fait que le prix pratiqué par un concurrent est adopté pour la détermination à la fois de l'"adéquation de la rémunération" et du montant de

[250] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 35.
[251] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 35 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphes 154 et 155).
[252] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 43 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.34). (italique ajouté par les États-Unis)
[253] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 56 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial; et au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphes 154 et 155).
[254] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 45 à 49.
[255] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 51 et 52.

l'"avantage" conféré n'est pas, comme l'Inde l'affirme, inconciliable avec la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'utilisation du même critère pour évaluer l'adéquation de la rémunération et l'avantage entraînera une circularité. Notant la constatation du Groupe spécial selon laquelle la circularité alléguée par l'Inde ne se produirait que si l'adéquation de la rémunération, d'une part, et l'avantage, de l'autre, étaient évalués séparément, ils estiment que l'Inde a mal interprété les constatations du Groupe spécial.[256]

2.195. Enfin, les États-Unis affirment que l'argument de l'Inde selon lequel il faut évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur avant d'évaluer l'avantage conféré au bénéficiaire est incompatible avec l'article 1.1 de l'Accord SMC. Bien que l'Inde laisse entendre que l'autorité chargée de l'enquête doit évaluer le comportement des pouvoirs publics en matière de fixation des prix en plus d'évaluer les questions de la contribution financière et de l'avantage, l'article 1.1 dispose qu'"une subvention sera réputée exister" lorsqu'il y aura "une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public" et qu'"un avantage" sera ainsi conféré. Il n'y a pas de prescription additionnelle mettant l'accent sur le coût pour les pouvoirs publics.

2.196. Pour ces raisons, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, parce que cet article n'impose pas d'évaluer l'adéquation de la rémunération reçue par les pouvoirs publics en tant que fournisseur de biens avant de déterminer le montant de l'avantage conféré au bénéficiaire.

2.2.4.2 Exclusion des prix des pouvoirs publics comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

2.197. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en constatant qu'il était possible de rejeter les transactions des pouvoirs publics sur la base de présomptions pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des produits fournis par les pouvoirs publics au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère des niveaux I et II. Les États-Unis affirment que les allégations de l'Inde sont fondées sur une interprétation erronée de l'article 14 d) et sont incompatibles avec la constatation de l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, selon laquelle les prix pratiqués dans le secteur privé sont le point de repère à privilégier pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. En outre, comme le Groupe spécial l'a constaté, l'Inde n'avait pas établi l'hypothèse factuelle sous-tendant son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère des niveaux I et II.[257] Les États-Unis estiment que l'Organe d'appel devrait, sur cette seule base, rejeter les allégations formulées par l'Inde en appel.

2.198. Les États-Unis estiment que l'affirmation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a constaté que l'autorité chargée de l'enquête devait exclure sur la base de présomptions les prix des pouvoirs publics comme points de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics est incorrecte. Par contre, le Groupe spécial a constaté, et l'Inde n'a pas contesté, que les prix des pouvoirs publics n'étaient pas dans tous les cas exclus "sur la base de présomptions et de manière concluante" des niveaux I et II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. À cet égard, l'article 351.511 a) 2) i) du Règlement des États-Unis spécifie que les prix découlant de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence pourraient être pris en compte pour la détermination des points de repère permettant d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. Les États-Unis font observer que le Groupe spécial a constaté que l'autorité chargée de l'enquête "n'[était] pas tenue de supposer" qu'un prix pratiqué par les pouvoirs publics

[256] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 53 et 54.
[257] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 61 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.38).

était représentatif des principes du marché ou des "conditions du marché existantes" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC.[258]

2.199. S'agissant de l'affirmation de l'Inde selon laquelle l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 14 d) est en contradiction avec la première phrase de cette disposition, les États-Unis considèrent qu'il n'y a pas de lien visible entre le texte de l'article 14 d) et l'affirmation de l'Inde selon laquelle il faut présumer que les prix des pouvoirs publics sont dictés par le marché. L'analyse au regard des points de repère au titre de l'article 14 d) consiste à évaluer si une fourniture s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate. L'Inde n'a pas expliqué pourquoi les termes "ne sera pas" et "à moins que" qui figurent dans la première phrase de l'article 14 d) imposent à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser les prix pratiqués par les pouvoirs publics pour déterminer les points de repère du marché permettant d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. Comme le Groupe spécial l'a constaté, "il serait tautologique et, par conséquent, peu instructif d'inclure le prix pratiqué par les pouvoirs publics pour le bien fourni par ceux-ci dans l'établissement du point de repère du marché au moment d'évaluer *si cette* fourniture par les pouvoirs publics confère un avantage".[259]

2.200. Les États-Unis s'inscrivent en faux contre l'invocation par l'Inde de la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle le texte de l'article 14 d) ne fait pas explicitement référence à un marché non faussé par l'intervention des pouvoirs publics à l'appui de son argument selon lequel l'article 14 d) ne permet pas de ne pas tenir compte des prix fixés par les pouvoirs publics en tant que points de repère permettant d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics.[260] L'Inde n'explique pas comment sa position selon laquelle les prix des pouvoirs publics doivent, sur la base de présomptions, être utilisés pour déterminer les points de repère du marché peut être conciliée avec le texte de l'article 14 d) ou la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle les "*fournisseurs privés* dans le pays de fourniture sont le *premier point de repère* que les autorités chargées de l'enquête *doivent utiliser* lorsqu'elles déterminent si les biens ont été fournis par les pouvoirs publics moyennant une rémunération moins qu'adéquate".[261] En outre, l'Inde n'a pas tenu compte de la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle, lorsque les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays sont faussés, des points de repère à l'extérieur du pays peuvent être utilisés pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics.[262]

2.201. Enfin, les États-Unis considèrent que le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'argument de l'Inde selon lequel, parce que l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, que "les prêts consentis par les pouvoirs publics ne [pouvaient] pas être rejetés *ipso facto* au titre de l'article 14 b) comme étant non commerciaux", il s'ensuit que les prix des biens pratiqués par les pouvoirs publics ne peuvent pas être rejetés *ipso facto* en tant que points de repère au titre de l'article 14 d).[263] Le Groupe spécial a constaté à juste titre que la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* ne signifiait pas que les prix pratiqués par les pouvoirs publics devaient nécessairement être utilisés comme points de repère du marché pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics.

2.202. Pour ces raisons, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter les allégations de l'Inde selon lesquelles le Groupe spécial a fait erreur en constatant que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'était pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC

[258] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 71 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.39) et 72.

[259] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 73 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.39). (italique ajouté par les États-Unis)

[260] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 74 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 47, qui fait référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 87).

[261] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 74 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 90). (italique ajouté par les États-Unis)

[262] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 74 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 103).

[263] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 75 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 48, qui fait référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 479).

parce qu'il excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère des niveaux I et II.

2.2.4.3 Utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

2.203. Les États-Unis notent que l'Inde fait appel des constatations du Groupe spécial concernant l'utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis pour plusieurs raisons. Premièrement, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'évaluant pas son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis permettait l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays sans que toutes les sources possibles de points de repère dans le pays aient été préalablement épuisées et était donc incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Deuxièmement, elle fait valoir que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait qu'il n'a pas fourni de justification fondamentale, comme l'exige l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, pour sa constatation selon laquelle des points de repère à l'extérieur du pays pouvaient être utilisés par les autorités chargées de l'enquête dans des situations autres que celles où les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays étaient faussés par l'influence des pouvoirs publics sur le marché. Troisièmement, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a interprété de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que les autorités chargées de l'enquête pouvaient utiliser des points de repère à l'extérieur du pays sans établir au préalable que le marché était faussé par l'intervention ou l'influence des pouvoirs publics.[264] Quatrièmement, elle fait valoir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, et a fait erreur dans son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC, en rejetant son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'imposait pas que les points de repère du niveau II soient ajustés pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, conformément au principe directeur prescrit à l'article 14 d). Les États-Unis estiment que les allégations de l'Inde sont fondées sur une lecture erronée du rapport du Groupe spécial, une mauvaise compréhension de la mesure en cause et une interprétation incorrecte de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Ils demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter les allégations de l'Inde.[265]

2.204. Les États-Unis estiment dénuée de fondement l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'évaluant pas l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis permettait l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays du niveau II sans prescrire que toutes les sources possibles de points de repère dans le pays aient été préalablement épuisées. Le fait qu'un groupe spécial n'évalue pas un argument avancé par une partie ne donne pas lieu à une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord. En outre, une évaluation de l'allégation de l'Inde n'aurait rien changé aux "constatations importantes" du Groupe spécial selon lesquelles le niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, parce que l'affirmation de l'Inde selon laquelle les points de repère du niveau I n'épuisent pas toutes les sources possibles de points de repère dans le pays est factuellement inexacte. Les États-Unis affirment à cet égard que la nature et le fonctionnement de la mesure en cause démontrent que, dans le cadre du niveau I du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, l'USDOC est tenu d'épuiser tous les points de repère dans le pays disponibles avant de se tourner vers les points de repère à l'extérieur du pays relevant du niveau II. Notant que le Groupe spécial, en fait, a pris acte de l'argument de l'Inde selon lequel le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis "prévoit l'utilisation de points de repère fondés sur les prix pratiqués sur le marché mondial (niveau II) lorsqu'*il n'y a pas* de points de repère dans le pays (niveau I)", ils estiment que nul n'a contesté que les points de repère dans le pays relevant du niveau I du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis sont utilisés lorsqu'ils sont disponibles.[266] Les États-Unis estiment, par conséquent, qu'il n'était pas nécessaire que le Groupe spécial explique davantage ce point et que l'Inde n'a pas

[264] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 78 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 5).

[265] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 79, 97, 102, 106, 107 et 121.

[266] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 97 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.47). (italique dans l'original)

démontré que le Groupe spécial avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.205. Les États-Unis estiment aussi dénuée de fondement l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord en constatant qu'il pourrait y avoir d'"autres situations" dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête pourrait avoir recours à des points de repère à l'extérieur du pays, en dehors de la situation dans laquelle les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays sont faussés par suite de l'intervention des pouvoirs publics sur le marché. Tout d'abord, l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 devrait être rejetée parce qu'elle n'est pas autonome mais, au lieu de cela, est simplement une allégation subsidiaire par rapport à ce qui est en réalité un désaccord sur une question de droit ou une interprétation du droit.[267] En outre, les États-Unis estiment que l'allégation de l'Inde est fondée sur une mauvaise compréhension de ce que le Groupe spécial a effectivement constaté. Contrairement à ce que l'Inde affirme en appel, le Groupe spécial, en fait, a défini les "autres situations" dans lesquelles des points de repère à l'extérieur du pays pouvaient être utilisés par l'autorité chargée de l'enquête comme étant les situations "dans lesquelles les pouvoirs publics n['étaient] pas un fournisseur prédominant" du bien pertinent en question.[268] En outre, le Groupe spécial n'a pas eu l'intention de définir la totalité des scénarios dans lesquels des points de repère à l'extérieur du pays pouvaient être utilisés pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. Par conséquent, il n'a pas constaté que l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays serait appropriée dans toutes les "autres situations" quelles qu'elles soient. Les États-Unis soutiennent, par conséquent, que les allégations de l'Inde au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord devraient être rejetées par l'Organe d'appel.

2.206. En ce qui concerne l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que les autorités chargées de l'enquête pouvaient utiliser des points de repère à l'extérieur du pays sans établir au préalable que le marché était faussé par l'interférence ou l'influence des pouvoirs publics, les États-Unis estiment que l'allégation de l'Inde est fondée sur une lecture incorrecte des constatations formulées par l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux IV* et *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. À cet égard, ils rappellent que les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* étaient limitées à la situation particulière dans laquelle les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays étaient faussés par la prédominance des pouvoirs publics sur le marché.[269] Par conséquent, l'argument de l'Inde selon lequel les circonstances permettant à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des points de repère à l'extérieur du pays doivent être liées à l'intervention des pouvoirs publics sur le marché pertinent est erroné.

2.207. Les États-Unis estiment dénuées de fondement les allégations de l'Inde selon lesquelles le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord, et a fait erreur dans son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC, en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'impose pas que les points de repère du niveau II soient ajustés pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. S'agissant d'abord de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, ils s'inscrivent en faux contre l'affirmation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial n'avait pas le droit d'examiner le texte de la loi mise en application par le Règlement des États-Unis pour évaluer la compatibilité du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis avec l'article 14 d) de l'Accord SMC et aurait dû, en revanche, limiter son évaluation au texte même du Règlement des États-Unis ou aux "éléments d'interprétation internes pertinents". Selon eux, la disposition législative pertinente considérée par le Groupe spécial constitue "exactement le type de contexte" qui fait partie de la "mise en œuvre concrète" du Règlement des États-Unis.[270] De fait, le Règlement des États-Unis, qui établit le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, fonctionne en liaison avec la loi qu'il met en œuvre. Bien qu'elle puisse contester le résultat des conclusions du Groupe spécial, l'Inde

[267] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 99 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.173).

[268] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 101 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.50).

[269] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 105 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 99).

[270] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 110.

ne dispose d'aucune base lui permettant d'affirmer que celui-ci ne s'est appuyé sur aucun élément de preuve pour parvenir à la constatation qu'elle conteste. Les États-Unis demandent par conséquent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[271]

2.208. S'agissant de l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC, les États-Unis affirment que l'Inde n'a pas contesté la constatation du Groupe spécial selon laquelle la loi et le règlement pertinents des États-Unis "prescri[vent] que l'adéquation de la rémunération soit, dans tous les cas, évaluée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture".[272] Par conséquent, l'Inde n'a pas établi le bien-fondé de l'hypothèse factuelle sous-tendant son allégation. En tout état de cause, les États-Unis expliquent que la loi pertinente des États-Unis sur laquelle le Groupe spécial s'est appuyé pour interpréter le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis donne effet "presque mot pour mot" aux principes directeurs énoncés à l'article 14 d) de l'Accord SMC.[273] En conséquence, la structure et le fonctionnement de la loi des États-Unis, et du règlement d'application établissant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, visent à garantir que l'USDOC évalue l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics conformément aux principes directeurs prescrits à l'article 14 d) de l'Accord SMC. Les États-Unis demandent par conséquent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 14 d) en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'impose pas que les points de repère du niveau II soient ajustés pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, conformément au principe directeur prescrit à l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.2.4.4 Fait que le Groupe spécial n'a pas évalué deux motifs avancés par l'Inde pour son allégation "en tant que tel" visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

2.209. Les États-Unis estiment dénuée de fondement l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'examinant pas deux des six motifs qui sont à la base de l'allégation "en tant que tel" de l'Inde concernant la compatibilité de l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[274] Selon eux, le Groupe spécial a examiné et rejeté l'ensemble des arguments de l'Inde. En tout état de cause, les États-Unis rappellent qu'un groupe spécial n'est pas tenu au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de traiter dans son rapport chacun des arguments avancés par une partie.[275] Ils demandent par conséquent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.210. Premièrement, les États-Unis contestent l'argument de l'Inde selon lequel le Groupe spécial n'a pas évalué séparément son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC du fait qu'il prescrit de formuler une constatation positive de l'existence d'un avantage sans déterminer si le prix des

[271] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 108 à 111.

[272] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 114 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.51).

[273] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 116.

[274] L'Inde allègue que ces six motifs étaient les suivants: i) le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec la première phrase de l'article 14 d) parce qu'il n'évalue pas l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage est conféré au bénéficiaire; ii) le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 14 d) parce qu'il n'exige pas d'examiner si la différence entre un prix des pouvoirs publics et un prix d'un concurrent est justifiée par des "considérations d'ordre commercial"; iii) un prix des pouvoirs publics qui est "adéquat" dans le cadre du niveau III sera réputé être "moins qu'adéquat" simplement sur la base de la méthode de fixation des points de repère dans le cadre du niveau I ou du niveau II; iv) dans le cadre des niveaux I et II, les prix des pouvoirs publics ne sont pas tous considérés comme un "prix" se rapportant aux conditions du marché existantes; v) les prix pratiqués sur le marché mondial prescrits dans le cadre du niveau II ne se rapportent pas aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture des biens; et vi) les niveaux II et III sont incompatibles avec l'article 14 d) de l'Accord SMC puisque la priorité est donnée à la méthode du niveau II par rapport à celle du niveau III. (Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 19)

[275] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 122 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.224).

pouvoirs publics, ou la différence entre celui-ci et le prix servant de point de repère, est conforme à des "considérations d'ordre commercial". Ils estiment que la question de savoir si l'article 14 d) impose à l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur est analogue à celle de savoir si le comportement en matière de fixation des prix des pouvoirs publics en tant que fournisseur peut être imputé à des "considérations d'ordre commercial". Les États-Unis soutiennent que, par conséquent, ayant constaté que l'article 14 d) n'imposait pas d'évaluer du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics, le Groupe spécial a considéré à juste titre que "[l]e fait que le prix des pouvoirs publics [pouvait] avoir été fixé en s'inspirant de "considérations d'ordre commercial" [était] donc dénué de pertinence", et il n'a donc pas jugé nécessaire d'"examiner l'argument de l'Inde relatif aux "considérations d'ordre commercial"".[276]

2.211. Deuxièmement, les États-Unis contestent l'affirmation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial n'a pas évalué son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) parce qu'un prix des pouvoirs publics qui est "adéquat" dans le cadre du niveau III sera néanmoins jugé inadéquat dans le cadre des niveaux I et II. Le Groupe spécial a entièrement examiné les arguments de l'Inde et a précisément consigné ces arguments dans son rapport. Une fois qu'il avait été constaté que l'adéquation de la rémunération au regard de l'article 14 d) devait être évaluée du point de vue du bénéficiaire plutôt que des pouvoirs publics en tant que fournisseur des biens pertinents, la question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête devrait en outre entreprendre une analyse du comportement en matière de fixation des prix des pouvoirs publics en tant que fournisseur n'était pas juridiquement pertinente.[277] L'Organe d'appel devrait donc rejeter l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.212. Compte tenu de ce qui précède, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter les demandes de l'Inde visant à ce qu'il examine les allégations que le Groupe spécial n'avait, d'après les allégations, pas examinées, complète l'analyse juridique et constate que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Néanmoins, si l'Organe d'appel constate que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et entreprend de compléter l'analyse juridique, ils lui demandent de constater que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. À l'appui de cette demande, les États-Unis avancent les arguments qui suivent.

2.213. Premièrement, les États-Unis contestent l'affirmation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il prescrit de formuler une constatation positive de l'existence d'un avantage simplement parce que le prix des pouvoirs publics en question est inférieur à un prix servant de point de repère, sans déterminer si le prix des pouvoirs publics ou la différence de prix, le cas échéant, est conforme à des "considérations d'ordre commercial". Pour eux, l'invocation de l'article XVII du GATT de 1994 par l'Inde à l'appui de son allégation est injustifiée. Rien dans le texte de l'article 14 d) de l'Accord SMC n'étaye l'argument de l'Inde selon lequel l'expression "par rapport aux conditions du marché existantes", à l'article 14 d), a la même signification que l'expression "en s'inspirant … de considérations d'ordre commercial" figurant à l'article XVII du GATT de 1994. L'Organe d'appel a mis en garde contre le fait de "supposer que les *mêmes termes* employés dans des accords différents ont le même sens".[278] On ne peut donc pas "supposer que des *termes différents* employés dans des accords différents ont le même sens".[279] En outre, il n'est pas plausible de laisser entendre, comme le fait l'Inde, qu'il faudrait donner le même sens aux expressions "conditions du marché existantes" et "considérations d'ordre commercial" pour la simple raison que les négociateurs de l'Accord SMC ont inclus à l'article 14 d) la même liste de facteurs que celle qu'on trouve à l'article XVII:1 b) du GATT de 1994. De l'avis des États-Unis, si les Membres avaient voulu que l'avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC soit calculé sur la base de "considérations d'ordre commercial", cette expression aurait été employée

[276] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 125 (citant le rapport du Groupe spécial, note de bas de page 195 relative au paragraphe 7.33).

[277] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 132 à 140.

[278] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 155 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 89). (italique dans l'original)

[279] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 155. (italique dans l'original)

explicitement à l'article 14 d). Or, l'article 14 d) utilise l'expression "conditions du marché existantes".

2.214. Les États-Unis estiment que l'invocation par l'Inde de différences alléguées entre les alinéas b) et c) de l'article 14 de l'Accord SMC, d'une part, et l'alinéa d) de l'article 14, d'autre part, est également injustifiée. L'Inde fait valoir qu'alors que conformément aux alinéas b) et c) de l'article 14, l'autorité chargée de l'enquête doit constater l'existence d'un avantage "dès lors qu'il y a une différence dans les montants qui sont comparés", l'article 14 d), en revanche, emploie un "cadre beaucoup plus large et plus exhaustif".[280] L'allégation de l'Inde, cependant, est incompatible avec le texte de l'article 14. À l'instar des alinéas b) et c) de l'article 14, le texte de l'article 14 d) dispose que l'autorité chargée de l'enquête peut constater l'existence d'un avantage lorsque la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics est moins qu'adéquate. Dans le même ordre d'idées, une analyse comparative est envisagée dans le cadre des alinéas b), c) et d) de l'article 14.

2.215. Les États-Unis estiment dénuée de fondement l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) parce qu'un prix des pouvoirs publics qui est "adéquat" dans le cadre du niveau III de ce mécanisme sera néanmoins jugé inadéquat sur la base d'une comparaison avec des points de repère des niveaux I et II. À cet égard, l'article 14 ne contient pas de prescription voulant que l'autorité chargée de l'enquête emploie de multiples méthodes pour déterminer si une contribution financière confère un avantage à un bénéficiaire. La prescription de l'article 14 est que "toute méthode" utilisée par l'autorité chargée de l'enquête doit être compatible avec les principes directeurs énumérés à l'article 14. Comme l'a dit l'Organe d'appel, "[l]a référence à "*toute*" méthode dans le texte introductif signifie à l'évidence que les autorités chargées de l'enquête disposent de plus d'une méthode compatible avec l'article 14 aux fins de calculer l'avantage conféré au bénéficiaire".[281] Étant donné que l'Inde n'a pas démontré que soit le niveau I soit le niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d), rien ne permet de conclure que les États-Unis ont l'obligation d'appliquer leur méthode relative au niveau III dans chaque enquête.

2.216. Pour ces raisons, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.2.4.5 Utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

2.217. Les États-Unis estiment que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'était pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Ils demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter l'ensemble des allégations formulées en appel par l'Inde en ce qui concerne les constatations du Groupe spécial relatives à l'utilisation de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis.

2.218. Premièrement, les États-Unis estiment que contrairement à ce que l'Inde affirme en appel, le Groupe spécial n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en évaluant l'allégation de l'Inde concernant l'utilisation de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. L'Inde fait valoir à cet égard qu'en disant qu'elle avait fait l'amalgame entre les "conditions du marché existantes" mentionnées à l'article 14 d) et les modalités et conditions contractuelles de la fourniture par les pouvoirs publics qui faisait l'objet de l'enquête, le Groupe spécial a déformé son allégation et a donc agi d'une manière incompatible avec son mandat au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Les États-Unis estiment que l'Inde tente de modifier, en appel, l'argument qu'elle avait présenté au Groupe spécial. À cet égard, l'Inde avait fait valoir devant le Groupe spécial que les "conditions de vente", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, faisaient référence aux modalités de vente contractuelles de la transaction des pouvoirs publics en question. Pour les

[280] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 150 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 131).

[281] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 170 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 91 (italique dans l'original)).

États-Unis, l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord est donc dénuée de tout fondement factuel.[282]

2.219. Les États-Unis notent que l'Inde demande en outre à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'appliquant pas sa propre interprétation des expressions "conditions du marché existantes" et "conditions de vente" à la question dont il était saisi. À cet égard, l'Inde note que le Groupe spécial a constaté que ces expressions faisaient référence aux "conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectu[aient] des transactions de vente".[283] Pour elle, le Groupe spécial aurait dû appliquer cela pour évaluer si la vente d'un bien dans le pays de fourniture réalisée généralement sur la base du prix sortie usine constituait l'une des "conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectu[aient] des transactions de vente". Les États-Unis affirment que l'allégation de l'Inde n'est pas fondée. La question de savoir si la vente de biens réalisée généralement sur la base du prix sortie usine constitue une "condition du marché existante" au sens de l'article 14 d) n'a tout simplement pas été soumise au Groupe spécial. Par conséquent, on ne peut pas reprocher à celui-ci, au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de n'avoir pas procédé à une évaluation objective d'un argument que l'Inde n'avait pas présenté. Les États-Unis demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter les allégations de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne les constatations du Groupe spécial relatives à l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis.[284]

2.220. Les États-Unis rappellent l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a rejeté à tort ses arguments concernant l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" "en partie" sur la base de l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle les prix des pouvoirs publics pouvaient *ipso facto* être rejetés au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Ils estiment que le Groupe spécial a constaté à juste titre que comparer un prix des pouvoirs publics à un autre prix des pouvoirs publics était tautologique et peu instructif parce que cela n'indiquait pas si le prix des pouvoirs publics correspondait ou était inférieur aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. En outre, selon eux, le Groupe spécial a fait observer à juste titre que l'Organe d'appel avait constaté, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, que les prix pratiqués dans le secteur privé étaient le point de repère à privilégier pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics.[285]

2.221. Les États-Unis s'inscrivent en faux contre l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord en n'exposant pas le raisonnement qu'il a fait pour rejeter l'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation de points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays annulait l'avantage comparatif du pays dans lequel était fourni le bien en question. Les États-Unis estiment que contrairement à ce qu'affirme l'Inde, le fondement du rejet de l'allégation "en tant que tel" de cette dernière par le Groupe spécial n'était pas le fait qu'il existait une transaction à l'importation dans l'enquête correspondante. Le Groupe spécial a plutôt constaté que "[d]ans la mesure où un point de repère fondé sur le prix à la livraison se rapport[ait] aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, il refléter[ait] tout avantage comparatif que ce pays pourrait avoir".[286] Il a ensuite considéré que les transactions à l'importation réalisées en Inde illustraient l'idée générale qu'un point de repère fixé par rapport aux conditions du marché existantes refléterait tout avantage comparatif dans ce pays. À cet égard, le Groupe spécial a noté que le fait qu'un Membre pouvait obtenir des minerais localement ne voulait pas dire que les prix "à la livraison" à l'extérieur du pays ne reflétaient pas les conditions du marché existantes dans l'économie de ce Membre. Les États-Unis soutiennent, par conséquent, que le Groupe spécial a fourni une ample explication de sa constatation conformément aux devoirs que lui imposaient à la fois les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord.

[282] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 181 à 185.
[283] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 186 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60).
[284] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 189.
[285] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 190 à 192.
[286] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 196 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62).

2.222. Selon les États-Unis, l'explication ci-dessus fournie par le Groupe spécial démontre aussi que celui-ci n'a pas fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC en rejetant l'argument de l'Inde concernant la neutralisation des avantages comparatifs du pays de fourniture en cas d'utilisation de points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. Les États-Unis ajoutent que si un prix servant de point de repère se rapporte aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, ce prix tiendra compte à la fois de l'offre et de la demande. Autrement dit, l'offre et la demande seront reflétées dans le prix, ainsi que d'autres facteurs dont l'autorité chargée de l'enquête tiendra compte conformément à la deuxième phrase de l'article 14 d). Selon les États-Unis, il n'y a pas à l'article 14 d) de prescription additionnelle selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit, comme l'affirme l'Inde, entreprendre une analyse qualitative et quantitative détaillée de l'avantage comparatif allégué d'un Membre ou de l'offre et de la demande.

2.223. Les États-Unis estiment que l'Inde demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique conformément à une interprétation juridique de l'article 14 d) qui n'a jamais été présentée au Groupe spécial. À cet égard, ils affirment que l'Inde avait fait valoir dans ses communications au Groupe spécial que conformément à l'article 14 d), il fallait présumer que les modalités de vente de la transaction des pouvoirs publics en question reflétaient les conditions du marché existantes. En appel, cependant, l'Inde affirme que la question de droit dont l'Organe d'appel serait saisi consiste à déterminer si la vente d'un bien réalisée généralement sur le marché en question sur la base du prix sortie usine ou du prix "à la livraison" est une "condition du marché existante", au sens de l'article 14 d). Les États-Unis estiment que le Groupe spécial n'a jamais été saisi de cette question de droit et que l'Organe d'appel devrait, par conséquent, rejeter la demande de l'Inde visant à ce qu'il complète l'analyse juridique. Ils estiment en outre que, parce que les parties n'ont pas été en mesure de présenter des communications ou des éléments de preuve à cet égard, il n'y a pas de faits non contestés dans le dossier ni de constatations de fait du Groupe spécial qui démontrent si les modalités de vente contractuelles en Inde sont généralement fondées sur le prix sortie usine ou le prix "à la livraison".

2.224. Nonobstant ce qui précède, si l'Organe d'appel devait décider de compléter l'analyse juridique, les États-Unis lui demandent de constater que l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est compatible avec l'article 14 d). Les arguments de l'Inde reposent sur son point de vue injustifié selon lequel l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics au titre de l'article 14 d) doit être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur. Selon les États-Unis, c'est la raison pour laquelle l'Inde fait valoir que, lorsque la vente du bien pertinent d'une manière générale dans le pays de fourniture n'est pas conclue sur la base du prix "à la livraison", "les frais de transport et autre frais de livraison ne font pas partie du prix de la transaction entre les pouvoirs publics en tant que fournisseur et le bénéficiaire".[287] En outre, l'Inde interprète mal à la fois le texte de l'article 14 d) et les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* dans la mesure où elle affirme qu'outre une évaluation de l'adéquation de la rémunération, l'autorité chargée de l'enquête est aussi tenue d'entreprendre une analyse quantitative et qualitative détaillée de l'offre et de la demande afin de veiller à ne pas neutraliser une notion abstraite d'"avantage comparatif". Les États-Unis soulignent que l'article 14 d) ne contient aucune prescription de ce type.

2.225. Les États-Unis estiment en outre que la question de savoir s'il existe une subvention ne dépend pas de celle de savoir si les modalités de vente sont fondées sur le prix sortie usine ou le prix "à la livraison". Un prix sortie usine ne comprend pas le coût supporté par l'acheteur pour acheminer l'intrant acheté jusqu'à son usine. Le prix sortie usine ne reflète donc pas les "conditions du marché existantes", au sens de l'article 14 d), du point de vue du bénéficiaire. Selon les conditions du marché existantes, l'acheteur privé (lorsqu'il prend sa décision d'achat) et le vendeur privé (lorsqu'il fixe le prix de vente du bien) prendraient en compte tous les coûts liés à l'acheminement du bien pertinent jusqu'à l'usine lors de la fixation du prix négocié sur le marché. Accepter l'interprétation de l'Inde détacherait artificiellement les frais de livraison du prix d'un bien et, par conséquent, soustrairait ce bien aux conditions réelles existant sur le marché. Une telle

[287] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 209 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 196 (caractère gras et italique omis)).

interprétation ne respecterait pas le but de l'article 14 d), qui consiste à évaluer si le bénéficiaire est mieux loti qu'il ne le serait en l'absence de la contribution financière.[288]

2.226. S'agissant de l'affirmation de l'Inde selon laquelle le "seul objectif des ajustements" au titre de l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis "est d'accroître arbitrairement le prix servant de point de repère pour le porter à un niveau supérieur de sorte que l'existence d'un avantage soit établie même dans des cas où aucun avantage n'est conféré"[289], les États-Unis rappellent que le calcul de l'avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC a pour but d'évaluer si un bénéficiaire est mieux loti qu'il ne le serait en l'absence de la contribution financière. De ce point de vue, ce qui importe, c'est de savoir quelle autre source et quel autre prix le bénéficiaire aurait sur ce marché et si le prix offert par les pouvoirs publics pour le bien pertinent est "meilleur". L'utilisation de prix "à la livraison" à l'extérieur du pays comme points de repère (le prix construit rendant compte de la livraison d'un bien faisant l'objet d'échanges internationaux sur ce marché) fournit une base permettant de déterminer si le bénéficiaire retire un quelconque avantage du fait de payer le prix demandé par les pouvoirs publics en tant que fournisseur.

2.227. En ce qui concerne l'affirmation de l'Inde selon laquelle l'utilisation de points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays neutralise les avantages comparatifs du pays de fourniture, les États-Unis affirment que l'Inde n'a fourni aucun élément de preuve témoignant d'un tel avantage comparatif allégué ni n'a expliqué plus en détail ce que signifiait ce principe. En tout état de cause, ils considèrent, premièrement, que l'invocation par l'Inde des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* est injustifiée. Dans cette affaire, le point de repère en cause était un point de repère à l'extérieur du pays, à savoir le prix du bien dans un pays autre que le Membre (Canada) qui avait fourni le bien en question. Dans le présent différend, le prix servant de point de repère n'est pas entièrement un prix pratiqué dans un pays étranger mais est en revanche soit le prix réel soit le prix construit *en Inde* d'un produit importé. Par conséquent, les conditions du marché existantes, y compris tous avantages comparatifs dont bénéficie l'Inde, sont déjà reflétées dans le prix servant de point de repère.[290]

2.228. Les États-Unis demandent donc à l'Organe d'appel de constater que l'utilisation de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.2.5 Avantage – Allégations "tel qu'appliqué"

2.2.5.1 Détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate

2.229. Les États-Unis contestent les allégations que l'Inde a présentées en appel concernant les constatations du Groupe spécial en rapport avec: i) la justification *a posteriori* avancée par les États-Unis pour justifier le rejet par l'USDOC de certains renseignements sur les prix intérieurs dans la détermination des points de repère du niveau I pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération du minerai de fer fourni par la NMDC; ii) l'utilisation par l'USDOC de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération du minerai de fer fourni par la NMDC; et iii) le rejet par l'USDOC de certains prix à l'exportation de la NMDC comme points de repère du niveau II dans le cadre des réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008.

2.2.5.1.1 Constatations du Groupe spécial concernant le rejet par l'USDOC de certains renseignements sur les prix intérieurs

2.230. Les États-Unis considèrent que l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en formulant des constatations sur les justifications *a posteriori* qu'ils ont avancées concernant le rejet par l'USDOC de certains renseignements sur les prix intérieurs dans la détermination des points de repère du

[288] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 211 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs*, paragraphe 9.112).
[289] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 221 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 201).
[290] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 224 à 230.

niveau I repose sur les constatations qui avaient d'abord été formulées par le Groupe spécial. Les seules "constatations" concernant les renseignements sur les prix intérieurs en cause figurent aux paragraphes 7.156 à 7.158 et 8.2.b.iii du rapport du Groupe spécial. En particulier, dans la section de son rapport intitulée "Conclusions et recommandation", le Groupe spécial a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'"article 14 d) de l'Accord SMC, s'agissant du rejet par l'USDOC de certains renseignements sur les prix intérieurs lorsqu'il [avait] évalué l'avantage en ce qui concerne les droits d'exploitation pour le minerai de fer".[291] Notant que le Groupe spécial n'a pas formulé d'autres constatations ni d'autres conclusions au sujet des renseignements sur les prix intérieurs, ni des raisons données par l'USDOC pour expliquer leur rejet, les États-Unis estiment que les vues exprimées par le Groupe spécial concernant le bien-fondé des justifications *a posteriori* qu'ils ont avancées ne sont pas des "constatations", mais simplement des "considérations" qui, à l'adoption du rapport, ne feraient pas partie des recommandations et décisions de l'ORD. Ainsi, ces considérations sont "d'une certaine façon, par nature, sans fondement et peuvent peut-être être assimilées aux considérations qu'un groupe spécial exprimerait s'il devait exercer le pouvoir discrétionnaire dont il disposait pour faire des "suggestions" au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord". Comme l'Organe d'appel n'a pas de "constatations" additionnelles au sujet des renseignements sur les prix intérieurs à modifier, confirmer ou infirmer, les États-Unis estiment qu'il devrait s'abstenir de se prononcer sur l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[292]

2.231. Les États-Unis notent les demandes que l'Inde a présentées pour que l'Organe d'appel examine les constatations du Groupe spécial sur les justifications *a posteriori* qu'ils ont avancées pour expliquer le rejet par l'USDOC des renseignements sur les prix intérieurs en cause et pour qu'il constate que les constatations du Groupe spécial sont incompatibles avec les articles 12.1, 12.4, 12.7 et 14 de l'Accord SMC. Ils demandent à l'Organe d'appel de rejeter les demandes de l'Inde car elles sont fondées sur des allégations qui n'ont pas été présentées au Groupe spécial, sur une lecture erronée de l'Accord SMC ou des présentations erronées des renseignements sur les prix intérieurs en cause eux-mêmes.

2.232. Premièrement, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère n'était pas requise au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Rappelant que l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, que les prix pratiqués dans le secteur privé étaient le premier point de repère servant à évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics, les États-Unis estiment qu'il n'y a aucune prescription à l'article 14 d) imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser les prix des pouvoirs publics comme base pour le calcul du point de repère. De même, il n'y a, dans cet article, aucune prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête de s'appuyer sur des renseignements sur les prix qui n'indiquent pas si les entités concernées sont des fournisseurs privés ou des fournisseurs des pouvoirs publics.

2.233. Deuxièmement, les États-Unis notent l'allégation de l'Inde selon laquelle, en constatant que l'USDOC aurait été en droit de rejeter les offres de prix faites par Tata comme point de repère du niveau I au motif qu'elles ne précisaient pas le pourcentage exact de la teneur en minerai de fer, le Groupe spécial a fait erreur en appliquant les articles 12.1, 12.4, 12.7 et 14 de l'Accord SMC. S'agissant des allégations de l'Inde au titre de l'article 12.1., 12.4 et 12.7, ils estiment que l'Inde n'a pas allégué devant le Groupe spécial que le fait que l'USDOC n'a pas pris en considération les offres de prix de Tata était incompatible avec l'article 12.1, 12.4 et 12.7 de l'Accord SMC. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, par exemple, l'Inde a seulement fait référence à l'article 14 d) au sujet de la disponibilité des renseignements relatifs aux points de repère dans le pays. Comme elle n'a pas présenté ces allégations devant le Groupe spécial, l'Organe d'appel n'a pas de constatations au sujet de l'article 12.1, 12.4 et 12.7 à confirmer, infirmer ou modifier. Sur cette base, les États-Unis estiment que l'Organe d'appel devrait rejeter l'allégation de l'Inde.

2.234. Passant à l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d), les États-Unis rappellent qu'ils avaient fait valoir devant le Groupe spécial, qui avait pris cet argument en considération, que "le pourcentage exact de la teneur en fer du minerai [était] important pour déterminer les prix, parce que le prix du minerai de fer [était] calculé par unité de teneur en fer, et [que l'USDOC] [avait]

[291] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 235 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.2.b.iii).

[292] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 233 à 236.

effectué des ajustements pour en tenir compte".[293] Par conséquent, utiliser des prix sans prendre en considération le pourcentage de la teneur en fer du minerai fausserait inutilement le calcul de l'avantage, en particulier lorsque le dossier contient d'autres prix pratiqués sur le marché privé qui ne précisent pas de teneur exacte. Pour ces raisons, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'appel formé par l'Inde au titre de l'article 14 d) en ce qui concerne la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USDOC pouvait rejeter les offres de prix faites par Tata pour déterminer les points de repère du marché, au motif que ces offres n'avaient pas précisé le pourcentage exact de la teneur en fer du minerai.

2.235. Les États-Unis notent l'appel de l'Inde visant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de déterminer des points de repère fondés sur les prix sur la base de renseignements dont il n'a pas été montré qu'ils se rapportaient à des transactions réelles. Ils estiment que l'allégation de l'Inde est dénuée de fondement puisque l'Organe d'appel a constaté que les prix pratiqués par le secteur privé étaient le premier point de repère servant à évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. Lorsque des listes de prix des transactions réelles ne sont pas disponibles, les exportateurs indiens ne sont pas, contrairement à ce qu'allègue l'Inde, à la "merci de l'autorité administrante".[294] L'autorité administrante n'est pas non plus à la "merci" de l'exportateur. En vertu de l'article 14 d), l'existence de ventes réelles signifie que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner les données relatives aux transactions réelles si de telles données sont disponibles. Par conséquent, l'Organe d'appel devrait rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle, en constatant que l'autorité chargée de l'enquête n'était pas tenue de déterminer des points de repère fondés sur les prix sur la base de renseignements dont il n'avait pas été montré qu'ils se rapportaient à des transactions réelles, le Groupe spécial a fait erreur en interprétant les articles 12.1 et 14 de l'Accord SMC en faisant peser une charge déraisonnable sur l'Inde.

2.236. Les États-Unis notent en outre l'allégation de l'Inde selon laquelle, en constatant que l'USDOC n'était pas tenu d'utiliser les offres de prix présentées par Tata aux fins de la détermination des points de repère du niveau I parce que Tata avait demandé le traitement confidentiel en ce qui concerne ces offres de prix, le Groupe spécial a fait erreur en appliquant les articles 12.4, 12.1 et 14 de l'Accord SMC. Ils notent en outre l'allégation de l'Inde selon laquelle les offres de prix auraient dû être utilisées tout au long de l'enquête pour établir l'existence et calculer le montant de l'avantage dont il est allégué qu'il a été obtenu par Tata par le biais de l'octroi par les pouvoirs publics indiens d'un droit d'exploitation exclusif pour le minerai de fer. En outre, ils relèvent l'allégation de l'Inde selon laquelle ces offres de prix auraient aussi dû être utilisées dans le réexamen administratif de 2008 et le réexamen à l'extinction de 2013 pour le calcul de l'avantage dont il est allégué qu'il a été obtenu par Tata par le biais de la fourniture de minerai de fer par la NMDC. Les États-Unis soulignent que l'Inde n'a pas présenté, devant le Groupe spécial, d'allégations au titre de l'article 12.1 et 12.4 en ce qui concerne les renseignements sur les prix intérieurs en cause. Pour cette raison, l'Organe d'appel devrait rejeter l'allégation de l'Inde. En tout état de cause, l'allégation de l'Inde n'avait aucune base factuelle parce que les offres de prix présentées par Tata n'indiquaient pas le pourcentage de la teneur en fer du minerai, et, pour cette raison, le Groupe spécial a eu raison de constater que les offres de prix présentées par Tata n'auraient pas pu être utilisées comme point de repère. De plus, Tata avait présenté des offres de prix confidentielles uniquement dans le contexte du réexamen administratif de 2006, mais pas dans le contexte du réexamen administratif de 2008, ni dans celui du réexamen à l'extinction de 2013. Les États-Unis soutiennent donc que les offres de prix en question n'auraient, en tout état de cause, pas été pertinentes pour ces déterminations.[295]

2.2.5.1.2 Utilisation par l'USDOC de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère

2.237. Passant aux allégations de l'Inde concernant les constatations du Groupe spécial en rapport avec l'utilisation de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération en ce qui concerne le minerai de fer fourni par la NMDC, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter les allégations de l'Inde selon

[293] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 248 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.163).

[294] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 250 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 430).

[295] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 251 à 256.

lesquelles le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.238. Les États-Unis notent l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en s'appuyant sur certaines déclarations faites par des responsables de la NMDC pour étayer sa constatation selon laquelle les prix australiens et brésiliens pour le minerai de fer, ajustés pour tenir compte de la livraison aux producteurs d'acier en Inde, indiquent ce qu'un producteur d'acier en Inde serait "prêt à payer" et se rapportent donc nécessairement aux conditions du marché existantes en Inde. Premièrement, les États-Unis contestent l'affirmation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 en faisant référence à des déclarations versées au dossier auxquelles l'USDOC lui-même n'avait pas fait référence dans la détermination qu'il a faite dans l'enquête correspondante. Dans la mesure où l'Inde fait valoir qu'un groupe spécial, dans le contexte de différends concernant des mesures correctives commerciales, n'est pas autorisé à examiner tous les éléments de preuve présentés par la partie défenderesse à moins que ces éléments de preuve aient été cités dans la détermination de l'autorité chargée de l'enquête, elle "comprend mal" le rôle des groupes spéciaux.[296] En tout état de cause, les États-Unis notent que l'élément central" de l'argument de l'Inde est que le Groupe spécial n'a pas donné le poids approprié aux éléments de preuve versés au dossier et ils soutiennent qu'une allégation qui repose principalement sur le désaccord d'une partie avec le raisonnement du Groupe spécial et avec son soupesage des éléments de preuve ne suffit pas à établir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord. Ils ajoutent que le fait qu'un groupe spécial ne fait pas référence, dans son rapport, à des éléments de preuve spécifiques présentés par une partie ne suffit pas à établir que ce groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[297]

2.239. Les États-Unis estiment que, en tout état de cause, l'Inde n'a pas expliqué quelle incidence les éléments de preuve contradictoires qu'elle a présentés auraient sur l'objectivité de l'évaluation factuelle du Groupe spécial. Premièrement, ils rappellent l'argument de l'Inde selon lequel d'autres éléments de preuve versés au dossier laissent entendre que les responsables de la NMDC ont dû se référer aux prix sortie usine, et non aux prix "à la livraison". Cependant, à la lumière des éléments de preuve contradictoires, l'Inde laisse entendre uniquement que la déclaration pertinente des responsables de la NMDC "*aurait pu* être une référence non aux prix des importations à la livraison, mais plutôt aux prix départ mine ou aux prix f.a.b. du minerai de fer importé".[298] Le fait que le Groupe spécial a fait une inférence différente n'est pas une erreur au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.240. Deuxièmement, bien que l'Inde infère à partir de la description que la NMDC a donnée de sa méthode de fixation des prix que les prix de la NMDC étaient des prix f.a.b. et départ mine et que le prix à l'exportation de la NMDC était "indirectement comparable au prix australien", ces inférences n'étayent pas son argument. Bien que les prix de la NMDC soient exprimés en termes f.a.b. et départ mine, les États-Unis estiment que, en règle générale, il est beaucoup plus logique de fixer ces prix en ayant à l'esprit tous les frais de livraison (c'est-à-dire le coût final pour l'acheteur).

2.241. Enfin, les États-Unis estiment que les affirmations de l'Inde concernant certains éléments de preuve versés au dossier "prêtent à confusion". Par exemple, l'Inde affirme que les éléments de preuve versés au dossier "soulignent que la NMDC est également en concurrence avec les intervenants locaux et devait donc tenir compte, dans sa politique des prix, des prix pratiqués par les autres fournisseurs nationaux".[299] Pourtant, il n'y a dans le dossier pratiquement aucun élément de preuve concernant une telle concurrence sur le marché intérieur. Dans l'ensemble des réexamens auxquels les producteurs d'acier indiens ont participé – avec une exception – le dossier montre que Tata, Essar et Ispat ont soit acheté la totalité de leur minerai à la NMDC soit l'ont

[296] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 285.

[297] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 279 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.178; *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphes 441 et 442; et *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 202).

[298] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 281 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 444). (italique ajouté par les États-Unis)

[299] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 283 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 446).

extrait de leurs mines en exploitation exclusive dans le cadre des baux miniers accordés par les pouvoirs publics.[300] De l'avis des États-Unis, le comportement d'achat de ces entreprises, tel qu'il est décrit dans le dossier, contredit les affirmations de l'Inde.

2.242. Pour les États-Unis, l'Inde n'a pas établi que le fait que le Groupe spécial n'a pas évalué certains éléments de preuve était important en l'espèce. En outre, elle n'a pas démontré en quoi ce manquement avait une incidence sur l'objectivité de l'évaluation par le Groupe spécial de la question dont il était saisi. Les États-Unis demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord lorsqu'il s'est appuyé sur les éléments de preuve qu'il a utilisés pour établir que la NMDC a fixé ses prix intérieurs en se fondant sur ce que les acheteurs en Inde étaient prêts à payer pour du minerai de fer importé.[301]

2.243. En outre, les États-Unis rappellent l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que l'utilisation de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère dans l'enquête sur la NMDC était compatible avec l'article 14 d). Ils soutiennent que l'allégation formulée par l'Inde à cet égard est fondée sur les mêmes arguments que ceux qu'elle avait avancés pour son allégation "en tant que tel" concernant l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" au titre de l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis. Notant qu'ils avaient déjà répondu à ces arguments lorsqu'ils avaient traité l'allégation "en tant que tel" présentée par l'Inde, les États-Unis considèrent que ces arguments sont dénués de fondement et ils demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d). En tout état de cause, selon eux, les arguments de l'Inde sont fondés sur une lecture incorrecte de l'article 14 d) et des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Les États-Unis affirment que l'article 14 d) ne prescrit pas, contrairement à ce que l'Inde fait valoir, à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à une analyse qualitative et quantitative complète de la structure de l'offre et de la demande d'un pays pour un bien particulier afin de déterminer si les pouvoirs publics fournissent des biens moyennant une rémunération moins qu'adéquate. En fait, l'article 14 d) prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue du bénéficiaire des biens fournis par les pouvoirs publics, par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.

2.244. S'agissant de l'affirmation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) en rejetant son argument selon lequel l'utilisation de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère neutralisait l'avantage comparatif de l'Inde pour le minerai de fer, les États-Unis font observer que "l'élément central" de l'argument de l'Inde est que l'USDOC n'a pas procédé à une analyse complète du marché du minerai de fer en Inde prenant à la fois en compte les transactions à l'importation et les transactions intérieures pour le minerai de fer. Ils soulignent que l'article 14 d) ne prescrit pas à l'autorité chargée de l'enquête d'effectuer cette analyse lorsqu'elle calcule un point de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. De plus, lorsqu'elle a présenté son allégation, l'Inde a fait plusieurs affirmations concernant la nature du marché indien du minerai de fer qui étaient inexactes d'un point de vue factuel. Par exemple, bien que l'Inde affirme que des éléments de preuve versés au dossier démontrent que les ports indiens ne sont pas assez profonds pour permettre l'importation de minerai de fer, ces éléments de preuve "contredisent directement" d'autres éléments de preuve du dossier attestant de l'existence d'importations de minerai de fer en provenance du Brésil, ainsi que des éléments de preuve du dossier indiquant que la NMDC exporte 30% de son minerai de fer à destination du Japon, de la Chine et de la Corée. Les États-Unis se demandent comment un marché aurait les capacités physiques lui permettant d'exporter, sans disposer, de la même façon, des installations lui permettant d'importer. Enfin, le défaut des arguments de l'Inde est que celle-ci n'a pas indiqué d'élément de preuve concernant l'avantage comparatif allégué dont elle bénéficierait s'agissant du minerai de fer.[302]

[300] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 283 (faisant référence au mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006 (pièce IND-33 présentée au Groupe spécial)).

[301] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 288.

[302] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 292 à 295.

2.245. Pour les raisons exposées plus haut, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) en constatant que l'utilisation de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour le minerai de fer fourni par la NMDC était compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Ils demandent aussi à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation connexe formulée par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.2.5.1.3 Rejet par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC comme points de repère du niveau II

2.246. Les États-Unis contestent les allégations que l'Inde a présentées en appel concernant le rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC de l'Inde vers le Japon comme points de repère du niveau II dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008 aux fins de l'évaluation de l'adéquation de la rémunération du minerai de fer fourni par la NMDC est incompatible avec le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC. Contrairement à ce que l'Inde affirme, le Groupe spécial n'a pas manqué d'évaluer si l'USDOC "avait expliqué de manière adéquate" son traitement incompatible des prix à l'exportation de la NMDC dans le réexamen administratif de 2004, d'une part, et dans les réexamens ultérieurs, d'autre part. En particulier, il était d'avis que "[l']obligation d'"expliqu[er] de manière adéquate" signifi[ait] rendre la méthode claire ou intelligible et donner des détails sur la façon dont elle [avait] été appliquée".[303] Sur cette base, le Groupe spécial a examiné la détermination de l'USDOC et a rejeté à bon droit l'allégation de l'Inde selon laquelle l'explication par l'USDOC du rejet des prix à l'exportation de la NMDC en cause était incompatible avec les prescriptions du texte introductif de l'article 14. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial n'a pas évalué objectivement son allégation au titre du texte introductif de l'article 14. Par conséquent, l'Organe d'appel devrait aussi rejeter la demande de l'Inde visant à ce qu'il complète l'analyse juridique et qu'il constate que l'explication par l'USDOC du rejet des prix à l'exportation de la NMDC en cause est incompatible avec le texte introductif de l'article 14. S'agissant de l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC en rejetant son allégation concernant le rejet par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC en cause, les États-Unis soulignent qu'il serait circulaire, peu instructif et contraire aux prescriptions de l'article 14 d) de l'Accord SMC de comparer le prix pratiqué par l'entité faisant l'objet de l'enquête avec un autre prix de cette même entité.[304]

2.2.5.2 Détermination de l'USDOC selon laquelle les pouvoirs publics indiens ont fourni du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate au moyen de l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

2.247. Les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a constaté à juste titre que la méthode de l'USDOC était compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Ils affirment que l'argument de l'Inde est fondé sur son avis selon lequel la rémunération devrait être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur et que cet avis, pour les raisons qu'ils avaient données précédemment, devrait être rejeté. Selon eux, l'Inde n'a pas établi que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation juridique de l'article 14 d).

2.248. Les États-Unis font aussi référence à l'affirmation de l'Inde selon laquelle la rémunération ne peut pas être "théorique", ainsi qu'à sa demande visant à ce que l'Organe d'appel formule des constatations à ce sujet. À leur avis, on ne sait pas très bien pour quelle raison l'Inde demande de telles constatations parce que le Groupe spécial a constaté que, dans le contexte des droits d'exploitation, la construction d'un prix des pouvoirs publics théorique pour les minerais extraits était "raisonnable".[305] Les États-Unis indiquent que le Groupe spécial a constaté que l'Inde n'a pas contesté les calculs eux-mêmes, mais uniquement le fait que la méthode de base ne permettait

[303] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 264 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.191).

[304] Réponse des États-Unis aux questions posées à l'audience.

[305] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 385 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.260).

pas de calculer l'avantage du point de vue des pouvoirs publics.[306] Ils considèrent donc que l'allégation de l'Inde selon laquelle l'approche de l'USDOC concernant le prix des pouvoirs publics théorique est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC est dénuée de fondement et devrait être rejetée.

2.249. De plus, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle les allégations de l'Inde se rapportant à la "bonne foi" ne relèvent pas de son mandat. D'après eux, le fait qu'un groupe spécial n'a pas pris en considération des allégations qui ne relèvent pas de son mandat n'équivaut pas à une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Alléguer qu'une partie n'agit pas de bonne foi est une allégation grave qui ne devrait pas être proférée à la légère. Pourtant, l'Inde a "simplement reformulé les arguments qu'elle avait avancés au titre de l'article 14 afin de faire valoir que s'il y avait infraction à l'article 14 du fait que celui-ci avait été interprété d'une manière "déraisonnable", alors les États-Unis n'avaient pas agi de bonne foi".[307] Les États-Unis notent, en outre, que l'Accord de l'OMC n'exige pas de formuler une constatation sur le point de savoir si une infraction à un accord se produit de bonne foi; il prescrit aux groupes spéciaux d'évaluer si une mesure est incompatible avec un Accord de l'OMC. Ils affirment que les actions de l'USDOC étaient compatibles avec l'article 14 d) pour ce qui était de déterminer l'avantage dans le cas de biens vendus moyennant une rémunération moins qu'adéquate sur la base des conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Par conséquent, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation relative à la "bonne foi" formulée par l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

2.2.5.3 Détermination de l'USDOC selon laquelle les prêts du SDF conféraient un avantage au sens de l'article 14 b) de l'Accord SMC

2.250. Les États-Unis affirment que le Groupe spécial a constaté à juste titre que la détermination de l'existence d'un avantage faite par l'USDOC en ce qui concerne les prêts du SDF n'était pas incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 b) de l'Accord SMC. Ils notent l'affirmation de l'Inde selon laquelle les "dépôts effectués par les producteurs d'acier participants pour pouvoir être admis à bénéficier du programme SDF doivent être pris en compte dans l'analyse concernant l'avantage".[308] Selon eux, l'affirmation de l'Inde est incorrecte parce que les fonds versés au SDF n'étaient pas des dépôts effectués par les producteurs d'acier ni des prélèvements consentis par ces producteurs, mais provenaient plutôt des hausses de prix imposées par les pouvoirs publics indiens et payées par les consommateurs qui achetaient des produits en acier. En outre, les États-Unis considèrent que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 14 b) "n'impos[ait] pas à l'USDOC de tenir compte des coûts allégués supportés par les bénéficiaires de prêts du SDF pour obtenir ces prêts".[309] L'article 14 b) dispose qu'un avantage est conféré lorsqu'il y a une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire du prêt paie sur le prêt des pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable qu'elle pourrait effectivement obtenir sur le marché. De l'avis des États-Unis, aucun autre crédit ou ajustement n'est prescrit par l'article 14 b).

2.251. Les États-Unis font aussi valoir que l'article 14 de l'Accord SMC ménage aux autorités chargées de l'enquête une flexibilité dans l'application d'une méthode pour calculer l'avantage d'une subvention. En outre, il n'y a à l'article 14 aucune prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête de prévoir un crédit lorsqu'elle calcule l'avantage d'une subvention pour tenir compte des coûts allégués associés à l'obtention de la subvention. De l'avis des États-Unis, l'Inde s'est appuyée de façon inappropriée sur le terme "comparable" figurant à l'article 14 b) pour étayer son argument vicié selon lequel les États-Unis étaient tenus de prévoir un crédit pour le "droit d'entrée" allégué au fonds. Les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a constaté à juste titre que le calcul par l'USDOC du point de repère relatif aux prêts n'avait pas besoin d'inclure des crédits pour tenir compte des coûts allégués pour les producteurs d'acier et que le point de repère était donc compatible avec l'article 14 b) de l'Accord SMC.

---

[306] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 385 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.260).

[307] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 394.

[308] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 425 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 587).

[309] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 426 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311).

2.252. Les États-Unis demandent aussi le rejet de l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial n'a pas pleinement tenu compte d'une décision de la Cour suprême de l'Inde selon laquelle le prélèvement destiné au SDF ne constituait pas une taxe, mais consistait plutôt en des fonds des producteurs d'acier. Ils font valoir que le Groupe spécial n'est pas tenu de faire explicitement référence à tous les éléments de preuve qui lui ont été présentés. En outre, l'interprétation par des tribunaux nationaux d'une loi nationale aux fins de la qualifier au regard du droit interne n'est pas la même chose que de qualifier cette loi au regard des principes juridiques de l'OMC. De l'avis des États-Unis, l'USDOC et le Groupe spécial ont tous deux examiné le fonds de la décision et n'ont pas souscrit à la conclusion formulée par la Cour suprême de l'Inde. En particulier, l'USDOC a examiné la conception et le fonctionnement du programme en cause et a constaté que, contrairement à la décision rendue par la Cour, les fonds versés au SDF n'étaient pas des fonds propres des producteurs d'acier indiens, mais avaient été recouvrés au titre des prélèvements imposés sur les consommateurs qui achetaient certains produits en acier. Les États-Unis affirment donc que ce sont les hausses de prix fixées par les pouvoirs publics indiens qui devaient majorer le prix de certains produits en acier et qui avaient ensuite été reversées au SDF. Ces hausses de prix ont été supportées par les consommateurs qui achetaient des produits en acier. Conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a examiné ces faits et a constaté à juste titre que l'USDOC a déterminé d'une manière appropriée que les fonds versés au SDF n'étaient pas "des fonds propres des producteurs", mais avaient été au lieu de cela "perçus sur les consommateurs et étaient toujours destinés au SDF", de sorte que les producteurs d'acier n'auraient pas pu utiliser ces fonds ni les investir pour obtenir des intérêts.[310]

2.253. Les États-Unis ne souscrivent pas non plus à l'argument de l'Inde selon lequel, puisque les prêts du SDF n'étaient pas ouverts à tous les producteurs d'acier, les producteurs d'acier participants ont pu augmenter les prix de leurs produits de façon à orienter cet élément additionnel de prix vers la création du SDF. Les États-Unis considèrent que l'argument de l'Inde est contraire aux éléments de preuve versés au dossier. En outre, le fait que les prêts du SDF sont limités à certains grands producteurs d'acier intégrés et ne sont pas ouverts à tous les producteurs d'acier en Inde n'a pas d'incidence sur la question de savoir si les prélèvements destinés au SDF sont payés ou non par les consommateurs. Les États-Unis affirment en outre que, puisque les fonds du SDF consistaient en des hausses de prix imposées par les pouvoirs publics indiens qui étaient supportées par les consommateurs qui achetaient des produits en acier, ils ne différaient pas des autres types de taxes involontaires perçues sur les particuliers et les entreprises. Ils estiment donc que le Groupe spécial a constaté à juste titre que la qualification par l'Inde de ces fonds comme étant des "fonds propres" des producteurs d'acier était incorrecte et que la contestation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord devait être rejetée.

2.2.6 Spécificité

2.254. Les États-Unis estiment que l'appel de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial au titre des articles 1.2 et 2.1 c) de l'Accord SMC est "sans fondement"[311] et demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation de l'Inde. Ils affirment que l'appel additionnel de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial au titre de l'article 2.4 de l'Accord SMC est fondé sur le point de vue de l'Inde selon lequel le Groupe spécial a indûment rejeté son allégation "uniquement" parce que les contestations au titre de l'article 2.4 en question sont la conséquence de la constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 2.1 c). Selon eux, l'Inde estime erronément que ces allégations sont les mêmes. Les États-Unis soutiennent que, du fait qu'elle n'a pas contesté la véracité des éléments de preuve et des constatations figurant dans le dossier et qu'elle n'a fourni aucun argument étayant de manière indépendante son allégation, l'Inde n'a pas montré l'existence d'une infraction à l'article 2.4. Ils demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de l'Inde au titre de l'article 2.4 de l'Accord SMC.

2.2.6.1 Discrimination en faveur de "certaines entreprises"

2.255. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a rejeté à bon droit l'argument de l'Inde selon lequel, pour formuler une constatation de spécificité *de facto* au titre de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC, l'autorité chargée de l'enquête doit établir que le programme en question établit une discrimination entre certaines entreprises et d'autres entreprises "se trouvant dans une situation

[310] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 422 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311).

[311] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 303.

semblable". Selon eux, l'Inde ne comprend pas que, dans la mesure où l'analyse de la spécificité au titre de l'article 2.1 c) suppose une comparaison, c'est entre "certaines entreprises" recevant la subvention et le reste de l'économie du Membre accordant la subvention. Les États-Unis estiment que ce principe est reconnu dans la jurisprudence de l'OMC, l'Organe d'appel ayant expliqué que la question de savoir si une subvention était spécifique à certaines entreprises, par opposition à largement disponible dans toute l'économie d'un Membre, était évaluée au cas par cas.[312] Les États-Unis appuient donc la constatation du Groupe spécial selon laquelle "l'article 2.1 ne concerne pas les autres entreprises, ni le point de savoir si ces autres entreprises ont subi ou non une discrimination".[313] Ils estiment en outre que l'approche de l'Inde donnerait du texte introductif de l'article 2.1 une lecture qui en exclut le libellé même, parce qu'elle ne laisserait aucun recours aux autorités chargées de l'enquête dans les cas où l'expression "certaines entreprises" est définie comme désignant une branche de production ou une seule et unique entreprise. Selon l'Inde, "une subvention qui est fournie à toute une branche de production ne pourrait jamais être spécifique parce qu'il n'existerait pas d'entités "similaires" qui auraient été admissibles au bénéfice de la subvention mais ne l'ont pas reçue".[314]

2.256. Les États-Unis font valoir que l'approche de l'Inde créerait un "moyen facile de contourner les disciplines de l'Accord SMC".[315] Par exemple, un don expressément limité aux utilisateurs de minerai de fer serait spécifique, mais la fourniture de minerai de fer aux mêmes utilisateurs de minerai de fer ne le serait pas. Les États-Unis ajoutent que les pouvoirs publics pourraient alors simplement utiliser leurs fonds pour acheter du minerai de fer et ensuite fournir ce minerai de fer aux utilisateurs à un prix diminué du même montant exactement que celui qu'ils auraient accordé autrement à titre de don. Selon eux, le même avantage serait accordé aux mêmes bénéficiaires. Selon l'approche de l'Inde, le simple fait de modifier la forme de la contribution empêcherait de constater que la contribution est une subvention.

2.257. S'agissant de l'invocation par l'Inde du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, les États-Unis estiment que la question pertinente s'agissant de déterminer si des montants "disproportionnés" de contribution financière étaient octroyés à certaines entreprises dans ce différend était celle de savoir si la distribution réelle d'une subvention s'écart[ait] sensiblement de la distribution prévue de cette subvention.[316] En l'espèce, par contre, l'USDOC a déterminé que la fourniture de minerai de fer à haute teneur par la NMDC était *de facto* spécifique aux entreprises sidérurgiques en se fondant sur l'"utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises", qui est un facteur différent énuméré à l'article 2.1 c) aux fins de l'analyse de la spécificité *de facto*. Les États-Unis estiment que dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête examine si des "montants disproportionnés" de subvention sont octroyés à certaines entreprises au titre de l'article 2.1 c), elle doit procéder à une comparaison pour déterminer la proportion de subventions reçue par les différentes entreprises. En revanche, lorsque la question dont l'autorité chargée de l'enquête est saisie est celle de savoir si le programme de subventions est utilisé par "un nombre limité de certaines entreprises", ils estiment qu'il n'est pas nécessaire de comparer les entités dont on aurait pu s'attendre à ce qu'elles reçoivent une subvention avec celles qui ont effectivement reçu la subvention. Ils notent que la question pertinente est celle de savoir si ces certaines entreprises qui reçoivent la subvention constituent un segment distinct de l'économie.

2.2.6.2 Sens de l'expression "nombre limité de certaines entreprises"

2.258. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a aussi rejeté à bon droit les arguments de l'Inde selon lesquels, au titre de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC, l'autorité chargée de l'enquête doit établir que seul un "nombre limité" de certaines entreprises parmi l'ensemble des certaines entreprises admissibles au bénéfice du programme de subventions, a effectivement reçu la subvention. Ils estiment que les arguments de l'Inde visent une reformulation de l'article 2.1 c). Il n'y a aucun lien entre la notion d'"utilisation ... par" et l'argument de l'Inde selon lequel l'article 2.1 c) établit une distinction entre les "utilisateurs" et les "bénéficiaires", et l'Inde n'a pas

[312] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 314 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1142).

[313] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 314 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.121).

[314] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 316.

[315] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 317.

[316] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 318 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 883).

expliqué pourquoi une telle distinction signifierait que l'article 2.1 c) exige que les utilisateurs constituent un sous-ensemble de bénéficiaires potentiels. Les États-Unis font également observer que l'Inde essaie de donner une lecture qui inclut l'expression "nombre limité d'utilisateurs" dans le texte de l'article 2.1 c) à la place de l'expression "nombre limité de certaines entreprises". Sans cette modification, l'Inde n'aurait aucune base pour faire valoir qu'il doit y avoir un "sous-ensemble" de certaines entreprises admissibles qui reçoivent la subvention. De la même façon, même si l'Inde soutient que l'expression "certaines entreprises" devrait être remplacée par le mot "personnes", la disposition se lisant dès lors "utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de personnes", les États-Unis font valoir que cela n'implique pas l'argument du sous-ensemble comparatif qu'elle avance.[317]

2.259. Selon les États-Unis, l'Inde n'a donc fourni aucune raison de rejeter la constatation du Groupe spécial, si ce n'est qu'elle fait valoir que l'interprétation que donne le Groupe spécial serait incorrecte si l'article 2.1 c) était rédigé différemment. Les États-Unis soutiennent que la reformulation qu'elle propose n'étaye pas son interprétation de l'article 2.1 c) et n'est pas étayée par le véritable texte de l'article 2.1 c). Ils demandent donc à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en interprétant ou en appliquant le membre de phrase "utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises" lorsqu'il a interprété l'article 2.1 c) de l'Accord SMC.

2.2.6.3 Fourniture de biens et spécificité

2.260. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a interprété à bon droit l'article 2.1 c) de l'Accord SMC en constatant que des limitations inhérentes, quelles qu'elles soient, découlant de la fourniture de biens ne pouvaient pas empêcher une constatation de spécificité *de facto*. Ils notent qu'en appel, l'Inde soutient que "le traité [deviendra] en tout ou partie redondant ou sans effet si l'article 2.1 c) est interprété d'une manière qui permet une constatation de spécificité *de facto* fondée sur les limitations inhérentes au bien subventionné".[318] Ils estiment que la préoccupation de l'Inde est sans fondement. Le Groupe spécial a constaté non qu'il serait *ipso facto* déterminé que la fourniture de biens ayant de manière inhérente une utilité limitée était spécifique mais, à l'inverse, que des limitations inhérentes n'empêchaient pas une constatation de spécificité. Par conséquent, suivant l'interprétation du Groupe spécial, l'autorité chargée de l'enquête doit toujours faire une détermination de spécificité compatible avec l'article 2 de l'Accord SMC. Les États-Unis notent en outre qu'une détermination de spécificité, en elle-même et elle seule, ne suffit pas pour que l'autorité chargée de l'enquête constate que la fourniture de biens par les pouvoirs publics équivaut à une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire.

2.261. Selon les États-Unis, l'interprétation avancée par l'Inde créerait une faille dans les disciplines en matière de subventions. S'il était interdit aux autorités chargées de l'enquête de faire une détermination de spécificité *de facto* fondée sur des limitations inhérentes à l'utilisation, la fourniture de tous les biens, dont on pourrait dire qu'ils sont de manière inhérente limités, serait exemptée d'une constatation de spécificité *de facto*. Les États-Unis estiment que rien dans le texte de l'article 2 ne permet une telle interprétation. De fait, des groupes spéciaux antérieurs ont constaté à bon droit que, lorsque les pouvoirs publics fournissaient un bien ayant une utilité limitée, il était d'autant plus probable qu'une subvention était conférée à certaines entreprises.[319] Les États-Unis font valoir qu'en avançant des interprétations qui sont contraires à la fois au texte et au contexte de l'Accord SMC, l'Inde cherche à créer une faille dans les disciplines en matière de subventions pour son industrie sidérurgique. Ils demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de l'Inde et de confirmer les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC.

2.262. Enfin, les États-Unis soutiennent que les allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord devraient être rejetées. Ils rappellent qu'un groupe spécial n'est pas tenu au titre de l'article 11 de traiter chacun des arguments avancés par une partie et que le fait qu'un groupe spécial ne mentionne pas spécifiquement des éléments de preuve ou

[317] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 327.
[318] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 341 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 385).
[319] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 344 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 408 à 412, qui fait référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 7.116).

arguments présentés par une partie n'est pas suffisant pour établir qu'il n'a pas procédé à une évaluation objective. Ils estiment que l'Inde n'a pas démontré que l'argument qu'elle avait avancé en ce qui concerne le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV* était si important que, si le Groupe spécial l'avait examiné, cela aurait modifié sensiblement le résultat de son analyse. Ils soutiennent que le Groupe spécial a dit clairement qu'il ne jugeait pas les arguments de l'Inde importants pour sa détermination. En outre, ils notent que la constatation du Groupe spécial reposait non pas seulement sur l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, mais aussi sur ses constatations antérieures rejetant les arguments de l'Inde. De plus, le Groupe spécial ne s'est pas appuyé sur le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV* pour rejeter l'interprétation donnée par l'Inde de l'article 2.1 c), mais, plutôt, pour relever que le Groupe spécial dans ce différend s'était penché sur une question similaire et était parvenu "pour l'essentiel à la même conclusion".[320] Puisque le Groupe spécial était déjà parvenu à sa conclusion avant de se pencher sur les constatations du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, les États-Unis estiment qu'il n'aurait pas été utile qu'il effectue un examen des "raisons impérieuses" alléguées par l'Inde, car ces raisons n'étaient pas importantes pour sa conclusion. Ils demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation formulée par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[321]

2.2.7 Données de fait disponibles

2.263. Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel rejette l'appel de l'Inde concernant l'interprétation et l'application par le Groupe spécial de l'article 12.7 de l'Accord SMC en relation avec les allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" de l'Inde. Ils font valoir que le Groupe spécial a interprété correctement l'article 12.7 et n'a pas fait erreur au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne traitant pas certains éléments de preuve pour établir le sens de la mesure en cause, et que, en tout état de cause, ces éléments de preuve n'étayent pas l'allégation de l'Inde.

2.264. Les États-Unis soutiennent en outre que l'Inde n'a pas fourni d'éléments de preuve ou d'arguments démontrant en quoi, dans chacun des cas d'application, ainsi que dans le réexamen à l'extinction de 2013, il y avait incompatibilité avec l'article 12.7. Selon eux, le Groupe spécial a donc constaté à juste titre que l'Inde n'avait pas établi d'éléments *prima facie* dans ses deux allégations "tel qu'appliqué" en appel.

2.2.7.1 Interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC

2.265. Les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a constaté à bon droit que le texte de l'article 12.7 de l'Accord SMC "n'indiqu[ait] pas de conditions expresses" concernant le type de renseignements susceptibles d'être utilisés pour l'application des données de fait disponibles.[322] Selon eux, le Groupe spécial a dûment pris en compte à la fois les similitudes entre l'article 12.7 de l'Accord SMC et l'article 6.8 de l'Accord antidumping, et l'absence dans l'Accord SMC d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

2.266. Les États-Unis affirment que l'interprétation du Groupe spécial concorde avec la règle de droit relative à l'article 12.7 énoncée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*. En particulier, le Groupe spécial a constaté qu'"il [était] très clair qu[e][[l'Organe d'appel] n'[avait] pas appliqué [la] même règle]" pour l'article 6.8 de l'Accord antidumping et pour l'article 12.7 de l'Accord SMC dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* et, en outre, le Groupe spécial a constaté que l'"absence de conditions plus détaillées" dans l'Accord SMC éclairait la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire en

[320] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 338 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.131).

[321] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 339. Les États-Unis font valoir en outre que, même si l'Inde avait allégué dans sa déclaration d'appel que le Groupe spécial n'avait pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi "en limitant les circonstances dans lesquelles il [était] possible de s'appuyer sur l'historique de la négociation pour interpréter un traité", il apparaît que l'Inde a abandonné cette allégation. (*Ibid.*, paragraphe 331 (citant la déclaration d'appel de l'Inde, paragraphe 21)) Ils notent en outre qu'une telle allégation aurait été, en tout état de cause, une question d'interprétation des traités. (*Ibid.*, paragraphe 334)

[322] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 437 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.437).

question.[323] Sur cette base, comme le Groupe spécial l'a constaté, il serait inapproprié de chercher à inclure la règle énoncée à l'article 6.8 de l'Accord antidumping, lu à la lumière de l'Annexe II de cet accord, dans l'article 12.7 de l'Accord SMC.

2.267. De l'avis des États-Unis, l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* s'est expressément abstenu de s'appuyer sur l'Annexe II de l'Accord antidumping pour déterminer les limites imposées par l'article 12.7. Au lieu d'examiner l'Annexe II de l'Accord antidumping pour identifier les conditions applicables dans le cadre de l'article 12.7 de l'Accord SMC, il a examiné l'article 12 de l'Accord SMC lui-même, tout en utilisant l'Annexe II seulement comme contexte pour interpréter l'article 12.7. En outre, la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle il serait "anormal" que l'utilisation des données de fait disponibles soit "notablement différente" dans l'Accord SMC et dans l'Accord antidumping ne signifie pas que la même règle exactement s'applique dans chaque accord. En fait, cette assertion admet qu'il y a une différence entre les règles, mais que celles-ci ne devraient pas être "notablement" différentes.

2.268. S'agissant de l'argument de l'Inde selon lequel "seules les données de fait qui sont les plus opportunes ou les plus appropriées, déterminées au moyen d'une "appréciation à des fins d'évaluation et de comparaison" peuvent être utilisées", les États-Unis répondent que rien dans le texte de l'Accord SMC ou de l'Accord antidumping n'étaye cette interprétation.[324] Selon eux, même si cette formulation figurait dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, elle provenait du rapport du Groupe spécial sur l'affaire en question et ni les participants n'en avaient fait appel, ni l'Organe d'appel n'en avait expliqué le sens. En tout état de cause, les États-Unis estiment que l'Inde n'explique pas en quoi le principe d'"évaluation comparative" qu'elle propose pour déterminer les renseignements les "plus opportuns" pour un exportateur particulier pourrait fonctionner lorsqu'une société interrogée refuse de fournir le moindre renseignement concernant ses ventes pendant une période particulière.

2.269. Selon les États-Unis, rien dans l'article 12.7 de l'Accord SMC n'indique quelles "données de fait disponibles" devraient être choisies et, en particulier, rien n'empêche l'autorité chargée de l'enquête de choisir des données de fait qui sont défavorables aux intérêts d'une partie intéressée ou d'un Membre intéressé. En tout état de cause, il est impossible de savoir si les données de fait choisies parmi les "données de fait disponibles" sont plus, ou moins, favorables à une partie intéressée ou un Membre intéressé parce que les renseignements réels au regard desquels cela serait jugé n'ont pas été fournis à l'autorité chargée de l'enquête. Les États-Unis ont expliqué à l'audience qu'à leur avis, l'article 12.7 visait directement à obtenir les meilleurs renseignements disponibles et les renseignements les plus exacts possible fondés sur les données de fait disponibles, compte tenu de l'ensemble des circonstances, mais que cela n'aboutissait pas nécessairement au meilleur résultat pour la partie qui ne coopérait pas.

2.270. Enfin, eu égard à l'argument de l'Inde selon lequel, "[d']un point de vue logique …, la soi-disant règle appropriée du Groupe spécial relative à l'article 12.7 n'est pas différente de la règle adoptée par l'Inde", les États-Unis demandent en quoi, si les deux règles sont semblables ou identiques, l'Inde estime que son appel à cet égard pourrait aboutir à une infirmation des constatations du Groupe spécial.[325]

2.2.7.2 Constatations "en tant que tel" du Groupe spécial

2.271. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de confirmer le rejet par le Groupe spécial de l'allégation "en tant que tel" formulée par l'Inde au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC. Ils font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son appréciation du sens ordinaire du texte de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis et que, en tout état de cause, les éléments de preuve autres que le texte n'étayent pas le point de vue de l'Inde selon lequel ces dispositions législatives empêchent les États-Unis de se conformer à l'article 12.7.

[323] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 438 et 439 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.439).

[324] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 446 et 447 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 209 et 237).

[325] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 449 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 226).

2.272. S'agissant de l'examen de la législation nationale par un groupe spécial, les États-Unis soutiennent que le sens d'une mesure contestée serait déterminé conformément aux principes juridiques internes du système juridique du Membre maintenant cette mesure. La jurisprudence de l'OMC donne à penser que le point de départ doit être la mesure telle qu'elle est libellée, et que si le sens de la mesure telle qu'elle est libellée n'est pas clair, un examen plus approfondi est nécessaire. Les États-Unis notent que cette approche correspond à l'approche de l'interprétation de la loi dans leur propre système juridique.

2.273. Passant au texte de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis, les États-Unis font valoir qu'il est clair que l'utilisation d'une déduction défavorable pour opérer un choix parmi les données de fait disponibles est discrétionnaire et que l'autorité chargée de l'enquête doit s'appuyer sur les données de fait pour tirer des déductions défavorables et établir des déterminations. En outre, ils font valoir que d'autres dispositions de leur législation non contestées par l'Inde fournissent un contexte et des éléments importants à l'appui des constatations du Groupe spécial. En particulier, conformément à l'article 351.308 d) du Règlement des États-Unis, l'autorité chargée de l'enquête doit, lorsqu'elle s'appuie sur des renseignements recueillis indirectement[326] afin de faire une déduction défavorable, ""les contrôle[r] pour confirmation, dans la mesure où c'est réalisable, d'après les sources d'information indépendantes auxquelles [elle] peut raisonnablement avoir accès"", ce qui signifie que la "force probante" des renseignements est examinée.[327] En outre, les États-Unis notent que l'article 351.308 e) dispose que l'autorité chargée de l'enquête "ne refusera pas d'examiner les renseignements qui sont fournis par une partie intéressée et sont nécessaires à la détermination", même si ces renseignements ne satisfont pas à toutes les prescriptions établies par l'USDOC, dès lors que certaines conditions sont remplies.[328] Selon eux, le Groupe spécial a constaté à juste titre, après avoir examiné ces dispositions, que les "mesures des États-Unis ne permett[aient] pas l'application des données de fait disponibles d'une manière incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC".[329]

2.274. S'agissant de l'argument de l'Inde selon lequel le Groupe spécial n'a pas tenu compte des éléments de preuve importants concernant l'interprétation de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis, les États-Unis notent l'acceptation par l'Inde du fait que la mesure en cause est, telle qu'elle est libellée, "inoffensive" et observent qu'il incombe à l'Inde de montrer que la mesure est "en tant que telle" incompatible avec l'article 12.7.[330] Alors qu'elle fait valoir que le texte ne constitue pas une base fiable pour la détermination du sens de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis, l'Inde ne peut pas fonder ses allégations sur des arguments concernant une "pratique" ou un "système" des États-Unis qui ne transparaît pas dans la mesure en cause. À cet égard, les États-Unis rappellent les éclaircissements apportés par l'Inde devant le Groupe spécial selon lesquels sa contestation était limitée à l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis uniquement, et selon lesquels elle ne contestait pas un quelconque "système" ou "pratique", qui, en tout état de cause, ne figurait pas dans le mandat du Groupe spécial.

2.275. En outre, les États-Unis font valoir que le fait que le Groupe spécial n'a pas mentionné les éléments de preuve communiqués par l'Inde indique seulement qu'il ne leur a pas accordé le poids ou l'importance qu'elle aurait voulu, et que cela n'est pas suffisant pour établir qu'il y a infraction à

---

[326] D'après l'article 351.308 c) 1) du Règlement des États-Unis, l'expression "renseignements recueillis indirectement" peut désigner:

1) des renseignements recueillis indirectement, tels que ceux qui sont tirés:

i) de la requête;

ii) d'une détermination finale établie à l'issue d'une enquête en matière de droits compensateurs ou d'une enquête en matière de droits antidumping;

iii) de tout réexamen administratif, réexamen pour nouveaux expéditeurs, réexamen accéléré de droits antidumping, réexamen au titre de l'article 753 ou réexamen au titre de l'article 762 précédemment effectué; ...

[327] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 462 (citant l'article 351.308 d) du Règlement des États-Unis).

[328] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 463 (citant l'article 351.308 e) du Règlement des États-Unis).

[329] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 464 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, note de bas de page 742 relative au paragraphe 7.445).

[330] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 466 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 232 et 239).

l'article 11 du Mémorandum d'accord. De fait, il incombe à l'Inde, pour avoir gain de cause au titre de l'article 11, de démontrer pourquoi les éléments de preuve non traités dans le rapport du Groupe spécial sont si importants pour son argumentation que le fait que le Groupe spécial ne les a pas traités a une incidence sur l'objectivité de son évaluation. Selon les États-Unis, une analyse de ces éléments de preuve démontre que l'Inde n'a pas fait cette démonstration.

2.276. De l'avis des États-Unis, l'Énoncé des mesures administratives[331] relevant de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'historique de l'élaboration de l'article 351.308 du Règlement des États-Unis démontrent que la mesure en cause est discrétionnaire. En outre, les États-Unis signalent des cas dans lesquels le pouvoir discrétionnaire a été, dans la pratique, exercé sans recours à des inférences défavorables, malgré la non-coopération d'une partie intéressée. S'agissant des décisions judiciaires sur lesquelles l'Inde s'est appuyée, ils notent tout d'abord que l'affaire Rhône Poulenc, Inc. contre United States[332] est antérieure à l'adoption des engagements énoncés dans les Accords du Cycle d'Uruguay, ainsi qu'à la mesure en cause. En tout état de cause, cette décision ne requiert pas, en droit, que le taux calculé le plus élevé dans une détermination antérieure soit appliqué et, en outre, d'autres décisions judiciaires indiquent clairement que les données de fait disponibles ne peuvent pas être appliquées d'une manière "punitive" et que des éléments de preuve fiables versés au dossier ne peuvent pas être ignorés.

2.277. Par conséquent, selon les États-Unis, cet examen des éléments de preuve additionnels cités par l'Inde démontre qu'elle n'a pas réussi à montrer en quoi ces éléments de preuve étaient si importants que leur examen aurait modifié le résultat de l'évaluation du Groupe spécial. Au contraire, il étaye la constatation du Groupe spécial.

2.278. S'agissant de la demande de l'Inde visant à ce que l'Organe d'appel complète l'analyse juridique concernant l'allégation "en tant que tel" subsidiaire qu'elle a formulée au titre de l'article 12.7, les États-Unis soutiennent que l'Inde n'a pas démontré l'existence d'une incompatibilité avec l'article 12.7 de l'Accord SMC mais répète simplement en appel les arguments qu'elle a avancés devant le Groupe spécial et que les États-Unis ont réfutés.

2.2.7.3 Constatations "tel qu'appliqué" du Groupe spécial

2.279. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Inde n'a pas établi d'éléments *prima facie* en ce qui concerne son allégation "tel qu'appliqué". Ils soutiennent que l'Inde était tenue de démontrer pourquoi chacun des cas d'application était incompatible avec l'article 12.7, et, en tout état de cause, que l'utilisation des "données de fait disponibles" pour déterminer l'avantage dans ces cas n'était pas incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

2.280. D'emblée, les États-Unis soulignent que l'Inde a contesté seulement l'application de leur mesure.[333] Pour formuler une allégation "tel qu'appliqué", la charge incombait donc à l'Inde de démontrer que chaque application des "données de fait disponibles" était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC, y compris en indiquant le cas spécifique d'application en cause et en expliquant les raisons pour lesquelles cette action était erronée.[334] Selon les États-Unis, le Groupe spécial a constaté que l'Inde ne s'était acquittée de cette charge pour aucun des deux éléments. L'énumération de six groupes de circonstances dans lesquelles le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé avait été utilisé était imprécise s'agissant de la contestation des 230 taux de subventionnement par programme, et l'Inde n'a pas démontré en quoi l'une quelconque de ces applications était incompatible avec l'article 12.7.

2.281. En outre, les États-Unis font valoir que l'utilisation par l'USDOC des "données de fait disponibles" pour déterminer l'existence d'un avantage dans les cas indiqués par l'Inde n'était pas incompatible avec l'article 12.7. Premièrement, il avait été recouru dans chaque cas aux données de fait disponibles seulement après la non-communication par les parties intéressées des renseignements nécessaires ou leur non-coopération d'une autre manière. Deuxièmement, comme "données de fait disponibles", l'USDOC a cherché à utiliser d'autres taux de subventionnement

[331] Pièce IND-4 présentée au Groupe spécial.
[332] Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis (pièce IND-48 présentée au Groupe spécial).
[333] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 482.
[334] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 483 (faisant référence au rapport du Groupe spécial paragraphe 7.7).

relatifs au même programme de subventions identique qui avaient été calculés pour les parties intéressées ayant coopéré et, lorsque de tels renseignements n'étaient pas disponibles, il a alors cherché à utiliser des taux calculés pour les parties intéressées ayant coopéré dans le cadre de programmes de subventions semblables ou comparables, et, finalement, il a eu recours à des taux calculés dans le cadre d'une autre procédure pour une partie intéressée ayant coopéré qu'une partie intéressée n'ayant pas coopéré aurait pu utiliser. Troisièmement, la fiabilité et la pertinence des taux de subventionnement choisis ont été examinées, dans toute la mesure du possible, avant leur utilisation comme "données de fait disponibles". Les États-Unis soutiennent donc que les déterminations fondées sur les "données de fait disponibles" dénotaient une analyse motivée et reposaient sur un fondement factuel, et que l'Inde ne peut mettre en avant aucun élément de preuve versé au dossier du Groupe spécial qui limite l'utilisation des taux de subventionnement choisis comme "données de fait disponibles".[335]

2.282. En outre, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial n'a pas enfreint l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'Inde n'avait pas établi d'éléments *prima facie* en ce qui concerne le réexamen à l'extinction de 2013.

2.283. Comme pour l'autre allégation "tel qu'appliqué" présentée par l'Inde au titre de l'article 12.7 concernant l'application des taux de subventionnement non *de minimis* les plus élevés, les États-Unis soulignent que l'Inde assumait la charge d'indiquer les cas spécifiques d'application de la mesure en cause et de fournir une explication des raisons pour lesquelles cette action était erronée. Cela voulait dire que, pour présenter des éléments *prima facie*, l'Inde était tenue d'expliquer le sens de chaque allégation et en quoi ou pourquoi la mesure enfreignait l'article 12.7. Selon les États-Unis, le Groupe spécial a déterminé à bon droit, en se fondant sur l'absence d'argumentation de l'Inde, que "l'Inde n'avait même pas tenté"[336] d'établir des éléments *prima facie*. Dans ces circonstances, ce serait une erreur pour un groupe spécial de plaider la cause de l'Inde à sa place, et ne pas le faire ne peut pas être considéré comme un manquement au devoir incombant au groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.284. En outre, les États-Unis soutiennent que l'Inde n'a pas versé le réexamen à l'extinction de 2013 au dossier du Groupe spécial. De plus, l'Inde a cité pour la première fois en appel certains renseignements allégués figurant dans cette détermination. Puisque de nouveaux éléments de preuve ne peuvent pas être présentés en appel, ni les États-Unis en qualité de participant, ni l'Organe d'appel ne peuvent examiner la teneur de ce document. De l'avis des États-Unis, l'argument de l'Inde selon lequel le réexamen à l'extinction de 2013 est un document publié et mis à la disposition du public n'est d'aucune utilité pour la position de l'Inde.

2.285. S'agissant de l'affirmation de l'Inde selon laquelle les questions contestées dans le réexamen à l'extinction de 2013 étaient claires parce qu'elles reprenaient simplement les violations d'autres réexamens administratifs, les États-Unis soutiennent que les allégations de l'Inde concernant le réexamen à l'extinction de 2013 couvrent des sociétés et un réexamen qui ne faisaient pas l'objet d'autres violations alléguées par l'Inde dans le différend. Ainsi, l'argument de l'Inde selon lequel elle a simplement évité de répéter les mêmes arguments pour éviter les doubles emplois ne contribue pas à clarifier ses arguments concernant le réexamen à l'extinction de 2013.

2.2.8 Allégations de nouvelles subventions

2.286. Les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de l'Inde concernant cette question. Ils soulignent que: i) le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation des articles 11 et 21 de l'Accord SMC; et ii) le Groupe spécial a évalué de manière objective la question dont il était saisi, a raisonnablement examiné les différentes allégations de l'Inde et a fourni une justification fondamentale de ses constatations, conformément aux articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord.

2.287. S'agissant de la relation entre les articles 11 et 21 de l'Accord SMC, les États-Unis affirment que le Groupe spécial a eu raison de rejeter la tentative de l'Inde visant à incorporer et appliquer les obligations énoncées aux articles 11, 13 ou 22 de l'Accord SMC dans les procédures de réexamen administratif. Outre la structure de l'Accord SMC séparant les processus d'enquête et de réexamen, le texte des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 limite expressément l'application de ces

[335] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 489 et 490.
[336] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 494.

dispositions aux enquêtes initiales, tout comme l'article 21.1 et 21.2 s'applique dans le contexte des réexamens. Les États-Unis s'appuient sur la jurisprudence de l'OMC concernant l'Accord antidumping et l'Accord SMC pour faire valoir qu'il ne sera pas donné des dispositions s'appliquant expressément aux procédures intervenant après la conclusion d'une enquête initiale, comme les réexamens administratifs ou les réexamens à l'extinction, une lecture qui inclut automatiquement les prescriptions figurant dans les dispositions applicables à une enquête en matière de droits antidumping ou compensateurs.[337] À leur avis, l'argument de l'Inde selon lequel les articles 11, 13 et 22 indiquent la façon dont les nouvelles subventions peuvent être prises en considération dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 21 fait l'amalgame entre deux types de procédures différents et n'a pas de fondement textuel. Les États-Unis font valoir que, ce faisant, l'Inde fait également abstraction des nombreuses sauvegardes en matière de procédure et de preuve qu'établit l'Accord SMC pour les réexamens par l'incorporation de l'article 12 dans l'article 21.

2.288. Les États-Unis ajoutent que la contestation de l'Inde concernant les constatations du Groupe spécial repose sur l'affirmation erronée voulant que l'autorité chargée de l'enquête ne puisse pas percevoir de droits compensateurs en vertu de réexamens administratifs concernant des programmes de subventions qui n'ont pas été examinés lors de l'enquête initiale. Ils font valoir qu'adopter l'approche de l'Inde exigerait, dans la pratique, que l'autorité chargée de l'enquête procède simultanément à plusieurs enquêtes et réexamens administratifs, même dans les cas où le même Membre, les mêmes parties intéressées et le même produit sont en cause. Ils soulignent que si un tel processus était nécessaire simplement parce que les subventions identifiées dans le réexamen n'étaient pas identiques à celles qui avaient été identifiées dans l'enquête initiale, cela aboutirait à "un résultat absurde, à savoir que plusieurs enquêtes, réexamens et déterminations de droits existeraient simultanément pour un seul produit".[338]

2.289. S'agissant des allégations formulées par l'Inde au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord, les États-Unis affirment que le Groupe spécial a évalué d'une manière objective la question dont il était saisi, comme l'exigeait l'article 11, et a fourni une justification fondamentale de ses constatations, conformément à l'article 12:7 du Mémorandum d'accord. Faisant référence aux assertions de l'Organe d'appel selon lesquelles une allégation au titre de l'article 11 "doit être autonome" et ne devrait pas être formulée simplement en tant qu'argument ou allégation subsidiaire à l'appui d'une allégation selon laquelle le Groupe spécial n'a pas appliqué correctement une disposition des accords visés[339], ils allèguent que c'est précisément ce que l'Inde a fait. Étant donné que l'élément décisif de la plainte de l'Inde est que le Groupe spécial a interprété à tort l'article 21 de l'Accord SMC comme excluant l'article 11 de l'Accord SMC, il s'agit d'une allégation d'erreur de droit, et non d'une contestation de l'objectivité du Groupe spécial. Partant, l'allégation formulée par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord devrait être rejetée sur cette base. Les États-Unis ajoutent que l'Inde ne peut pas imposer au Groupe spécial une analyse juridique particulière ou un ordre particulier pour son analyse. S'agissant de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, ils affirment que, même si l'Inde peut ne pas souscrire à la justification fondamentale du Groupe spécial sous-tendant les constatations qu'il a formulées au titre des articles 11, 13 et 22 de l'Accord SMC, le rapport du Groupe spécial révèle que cette justification a néanmoins été fournie. Par conséquent, l'allégation de l'Inde au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord devrait aussi être rejetée.

2.290. Les États-Unis demandent aussi à l'Organe d'appel de rejeter la demande de l'Inde visant à ce qu'il complète l'analyse juridique, parce que l'Inde n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une incompatibilité et que, en tout état de cause, il n'y a pas suffisamment de faits non contestés dans le dossier ou de constatations du Groupe spécial sur lesquels l'Organe d'appel pourrait fonder une telle analyse.

2.291. S'agissant de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11.1 de l'Accord SMC, les États-Unis indiquent que l'ouverture par l'USDOC d'un examen sur de nouvelles subventions reposait sur des

[337] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 591 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 69 à 72; *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 152; et *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 294 à 300; et au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 7.181 à 7.186).

[338] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 594.

[339] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 597 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.173; et *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442).

demandes écrites communiquées par la branche de production nationale dans le cadre des réexamens administratifs pertinents, que l'Inde avait versées au dossier du Groupe spécial. Ils affirment que, même à supposer que l'article 11.1 s'applique dans le contexte d'un réexamen administratif, l'Inde n'explique pas pourquoi ces demandes ne satisferaient pas aux prescriptions de l'article 11.1 de l'Accord SMC. S'agissant des nouvelles subventions qui ont été examinées par l'USDOC sans qu'il y ait de demande écrite, l'ouverture d'office effectuée par l'USDOC en ce qui concerne ces subventions additionnelles serait couverte par l'article 11.6 de l'Accord SMC, et les États-Unis soulignent qu'il ne s'agit pas d'une question soulevée dans le présent appel.

2.292. S'agissant de l'allégation formulée par l'Inde au titre de l'article 13.1 de l'Accord SMC, les États-Unis estiment que l'Inde n'a pas expliqué comment l'article 13.1 s'appliquerait dans le contexte d'une procédure de réexamen alors que la disposition, telle qu'elle est libellée, s'applique seulement aux enquêtes initiales. En tout état de cause, ils soulignent que l'Inde ne cite aucun élément de preuve versé au dossier, ni n'explique pourquoi les éléments de preuve versés au dossier ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 13.1.

2.293. S'agissant des allégations formulées par l'Inde au titre de l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, les États-Unis affirment que l'argument de l'Inde selon lequel l'USDOC n'a pas fourni un avis au public concernant l'ouverture des réexamens administratifs dans le cadre desquels des nouvelles subventions étaient examinées "est simplement inexact".[340] Pour chacun de ses réexamens administratifs (2002, 2004, 2006 et 2007), l'USDOC a publié un avis d'ouverture dans l'*United States Federal Register*, conformément à l'article 22.1.[341] En outre, les pouvoirs publics indiens et les parties intéressées ont reçu la "notification" des subventions nouvellement alléguées, parce qu'ils ont reçu ces allégations directement.[342] S'agissant de la teneur de la procédure de réexamen engagée, les États-Unis notent qu'ils ont mis à la disposition du public leurs mémorandums sur les nouvelles subventions. Dans les cas où l'existence de nouvelles subventions n'était pas alléguée et où, par conséquent, l'USDOC n'a pas publié de mémorandum sur les nouvelles subventions, les nouveaux programmes de subventions, quels qu'ils soient, ont été notifiés aux pouvoirs publics indiens et aux parties intéressées au moyen des questionnaires publiés par l'USDOC et ont été rendus publics dans les déterminations préliminaires et finales établies dans le cadre des réexamens.[343]

2.3 Allégations d'erreur formulées par les États-Unis – Autre appelant

2.3.1 Organisme public

2.294. Bien que les États-Unis souscrivent aux conclusions finales du Groupe spécial dans le présent différend, ils estiment qu'il serait utile que l'Organe d'appel clarifie l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Ils estiment que le Groupe spécial a eu raison de se concentrer sur le contrôle exercé sur les entités par les pouvoirs publics indiens. Toutefois, ils demandent à l'Organe d'appel de constater qu'un "organisme public" comprend "une entité qui est contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que ceux-ci peuvent utiliser les ressources de cette entité comme leurs propres ressources", que l'entité possède également un pouvoir gouvernemental ou exerce ce pouvoir pour l'exécution de fonctions gouvernementales. Selon les États-Unis, cette interprétation découle de l'interprétation de l'expression "organisme public" suivant les règles coutumières d'interprétation.

2.295. Les États-Unis souscrivent à l'observation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* selon laquelle le sens ordinaire de

[340] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 613.
[341] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 612 et 613 (faisant référence aux pièces USA-47; USA-80; USA-81; et USA-82 présentées au Groupe spécial (voir le tableau des pièces présentées au Groupe spécial, pages 13 à 16 du présent rapport)).
[342] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 612 et 613 (faisant référence aux pièces USA-69; USA-78; IND-15B; IND-24; IND-25; IND-26; et IND-27 présentées au Groupe spécial (voir le tableau des pièces présentées au Groupe spécial, pages 13 à 16 du présent rapport)).
[343] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 614 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 655; et aux pièces IND-17; IND-32; et IND-37 présentées au Groupe spécial (voir le tableau des pièces présentées au Groupe spécial, pages 13 à 16 du présent rapport)).

l'expression "organisme public" pourrait être large.[344] Ils considèrent cependant que, bien que l'expression "organisme public" dans différents contextes puisse désigner diverses entités, toutes ces entités posséderaient la caractéristique commune d'appartenir, ou de se rapporter, à la collectivité dans son ensemble et seraient donc détenues ou contrôlées par la collectivité, ou agiraient en son nom. Les États-Unis font en outre valoir que limiter l'expression "organisme public" aux seules entités investies de fonctions gouvernementales ou exerçant de telles fonctions reviendrait à en restreindre le sens à un sous-ensemble des entités visées par les définitions des dictionnaires. Selon eux, si les rédacteurs de l'Accord SMC avaient voulu un sens plus étroit restreignant les organismes publics aux seules entités exerçant un pouvoir gouvernemental, ils auraient pu utiliser des termes tels que "governmental body" (organisme gouvernemental), "public agency" (agence publique), "governmental agency" (agence gouvernementale) ou "governmental authority" (autorité gouvernementale).[345]

2.296. Les États-Unis soutiennent qu'une lecture en contexte de l'expression "organisme public" étaye la conclusion selon laquelle le concept d'"organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC comprend une entité contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que ceux-ci peuvent utiliser les ressources de cette entité comme leurs propres ressources. L'utilisation des expressions distinctes "pouvoirs publics" et "tout organisme public" dans le membre de phrase disjonctif "des pouvoirs publics ou de tout organisme public" laisse entendre que les expressions ont des sens distincts et différents. Les États-Unis font valoir que l'expression "organisme public" devrait donc être interprétée comme signifiant quelque chose d'autre, ou au moins de plus, qu'une entité qui exécute des fonctions de caractère gouvernemental – à savoir réglementer, discipliner, superviser ou contrôler la conduite des particuliers.

2.297. Les États-Unis font en outre valoir que le terme "tout" placé avant "organisme public" à l'article 1.1 a) 1) fait référence aux "organismes publics" de "tout" type. De plus, compte tenu de la vaste gamme d'entités susceptibles de constituer un "organisme public" conformément à la définition de cette expression donnée par les dictionnaires – à savoir une entité d'une collectivité, ou se rapportant ou appartenant à une collectivité – certaines entités qui seraient à juste titre réputées être "des organismes publics" pourraient davantage ressembler à des organismes des pouvoirs publics, tandis que d'autres pourraient être des entreprises exerçant des activités commerciales.[346]

2.298. Les États-Unis font valoir qu'interpréter la relation entre "pouvoirs publics" et "organisme public" comme étant seulement une relation dans laquelle les pouvoirs publics ont autorisé l'"organisme public" à exécuter des actes gouvernementaux – par exemple ""réglementer", "discipliner", "superviser" ou "contrôler" la conduite des particuliers" – signifierait que les expressions "pouvoirs publics" et "organisme public" "ne sont pas simplement liées mais sont identiques".[347] Par ailleurs, interpréter la relation comme incluant le contrôle d'un "organisme public" par des "pouvoirs publics" (au nom de la collectivité qu'ils représentent) donne sens aux deux expressions et évite de rendre l'expression "organisme public" redondante. Les États-Unis ajoutent que l'emploi de l'expression "pouvoirs publics" dans l'Accord SMC pour faire référence au membre de phrase "pouvoirs publics ou … tout organisme public du ressort territorial d'un Membre" est un procédé stylistique visant à éviter la répétition de ce long membre de phrase dans l'ensemble de l'Accord SMC. Les États-Unis mentionnent à cet égard le procédé analogue utilisé à l'article 2.1 de l'Accord SMC, où il est fait référence à "une entreprise ou … une branche de production ou … un groupe d'entreprises ou de branches de production" au moyen de l'expression "certaines entreprises", soulignant que les termes "entreprise" et "branche de production" ont aussi des sens différents, bien qu'elles soient désignées collectivement par l'expression "certaines entreprises".

2.299. Les États-Unis rappellent la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* selon laquelle "l'exercice de fonctions gouvernementales ou le fait d'être investi du pouvoir d'exercer pareilles fonctions et d'exercer ce pouvoir sont des points communs essentiels entre les pouvoirs publics et un organisme public".[348]

[344] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 36 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 285).

[345] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 39.

[346] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 46.

[347] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 49.

[348] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 51 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 290).

Selon les États-Unis, les constatations pertinentes formulées dans les affaires *Corée – Navires de commerce* et *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* "laissent entendre que les pouvoirs publics et tout organisme public peuvent avoir des "points communs essentiels" qui n'impliquent pas que les deux expressions ont effectivement le même sens".[349] Pour les États-Unis, les caractéristiques essentielles qui sont communes aux expressions "pouvoirs publics" et "organisme public" se rapportent à "*l'appartenance* des ressources économiques qui sont transmises dans la contribution financière" de sorte qu'"un transfert par cette entité constitue un transfert de ressources des pouvoirs publics, identique à un transfert par les pouvoirs publics eux-mêmes".[350] Les États-Unis affirment donc qu'"il serait utile que l'Organe d'appel précise si c'est *uniquement* la possession ou l'exercice du pouvoir gouvernemental qui peut distinguer un organisme public", ou si, comme les États-Unis le font valoir, "un organisme public peut *aussi* comprendre une entité contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que l'on peut dire que les contributions financières accordées par l'entité l'ont été au nom des pouvoirs publics, c'est-à-dire de telle façon que les pouvoirs publics peuvent utiliser les ressources de l'entité comme leurs propres ressources".[351]

2.300. Les États-Unis font valoir que le libellé général utilisé et les multiples méthodes de transmission de valeur décrites à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC révèlent l'intention d'incorporer dans le sens de "contribution financière" une large gamme de transferts de valeur. Ils ajoutent que les entités contrôlées par les pouvoirs publics "peuvent transmettre une valeur tout comme le peuvent les pouvoirs publics, et que la valeur transmise peut être exactement la même que celle qui est transmise par les pouvoirs publics".[352] En outre, "[q]uelle que soit "leur participation au capital, si les pouvoirs publics, par quelque moyen que ce soit, contrôlent l'entité de telle façon qu'ils peuvent utiliser ses ressources comme leurs propres ressources, alors un don accordé par l'entité à un bénéficiaire constitue une transmission de valeur par le Membre".[353] Les États-Unis allèguent en outre que rien dans l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC ne laisse entendre qu'il faudrait opérer une distinction entre les transactions selon que l'entité ou la société est contrôlée par les pouvoirs publics ou "est investie d'un pouvoir gouvernemental ou exerce un tel pouvoir".[354] Les États-Unis font valoir que par contre, s'il y a transmission des propres ressources des pouvoirs publics, une "contribution financière" est accordée par les pouvoirs publics.

2.301. Les États-Unis affirment que l'inclusion de versements des pouvoirs publics à un mécanisme de financement sous la forme d'un "contrôle financier" au titre de l'article 1.1 a) 1) iv) constitue un élément additionnel étayant leur interprétation d'"organisme public". Spécifiquement, si les pouvoirs publics font des versements à un tel mécanisme de financement, et qu'ensuite ces fonds sont octroyés à des bénéficiaires, il y a la même transmission de valeur de la part du Membre même si rien dans le sens ordinaire de l'expression "mécanisme de financement" n'indique que le mécanisme est investi d'un pouvoir gouvernemental ou exerce un tel pouvoir lorsqu'il procède à ce transfert.

2.302. Les États-Unis affirment que leur point de vue est également étayé par le contexte fourni par l'article 1.1 a) 1) iv) de l'Accord SMC. Ils allèguent que le terme "public", par opposition à "privé" à l'article 1.1 a) 1) iv), pourrait être défini comme signifiant fourni ou détenu par l'État ou un "organisme public" plutôt que par un particulier. Par conséquent, la participation des pouvoirs publics au capital d'une entité, lorsqu'elle s'accompagne de la capacité de contrôler les ressources de l'entité comme s'il s'agissait de leurs propres ressources, serait un facteur pertinent pour l'examen du point de savoir si une entité est un "organisme public" capable d'accorder des subventions au nom des pouvoirs publics aux fins de l'article 1.1 a) 1). En outre, les États-Unis souscrivent à l'assertion de l'Organe d'appel selon laquelle "pour qu'un organisme public puisse exercer son pouvoir sur un organisme privé (action d'ordonner), il doit lui-même posséder ce pouvoir, ou la capacité de contraindre ou de commander" et, "[d]e même, pour qu'il puisse donner une responsabilité à un organisme privé (action de charger), il doit lui-même être investi de cette

[349] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 53 (faisant référence aux rapports des Groupes spéciaux *Corée – Navires de commerce*, paragraphe 7.50 et note de bas de page 43 y relative; et *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 8.90).

[350] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 54. (italique dans l'original)

[351] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 52. (italique dans l'original)

[352] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 58.

[353] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 60.

[354] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 61.

responsabilité".[355] Toutefois, il ne s'ensuit pas nécessairement que "tous les organismes publics" doivent avoir ce pouvoir, étant donné que de nombreux organes des gouvernements Membres – y compris des ministères, départements et organismes – ne possèdent pas le pouvoir juridique de charger des organismes privés d'exécuter les fonctions identifiées à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) ou de leur ordonner de les exécuter, même si, à d'autres égards, ils peuvent posséder et exercer le pouvoir de ""réglementer", "discipliner", "superviser" ou "contrôler" la conduite des particuliers".[356] Les États-Unis notent, en outre, que certains ministères, départements et organismes peuvent ne même pas avoir le pouvoir de réglementer, discipliner, superviser ou contrôler la conduite des particuliers. Pour les États-Unis, le fait que ces organes n'ont pas le pouvoir de charger des organismes privés de faire quelque chose ou de leur ordonner de le faire ne les exclut pas de la catégorie des pouvoirs publics et, de la même manière, le fait qu'une entité n'a pas le pouvoir de charger des organismes privés de faire quelque chose ou de leur ordonner de le faire ne devrait pas, du point de vue définitionnel, signifier qu'elle ne peut pas être un "organisme public".[357]

2.303. Les États-Unis soutiennent par ailleurs que l'expression "pouvoirs publics" à l'article 1.1 a) 1) iv) est utilisée au sens collectif, et que la référence aux fonctions des pouvoirs publics à l'article 1.1 a) 1) iv) renvoie simplement aux fonctions décrites aux alinéas i) à iii). Par conséquent, une lecture de l'article 1.1 a) 1) iv) selon laquelle il exige que l'expression "organisme public" soit interprétée comme désignant une entité investie du pouvoir d'exécuter des fonctions gouvernementales ou exerçant ce pouvoir est circulaire. La raison en est qu'une entité dont il est allégué qu'elle a entrepris une ou plusieurs des actions identifiées à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) possède nécessairement le pouvoir d'exécuter ces actions, et que la possession par une entité de ce pouvoir n'indique pas s'il s'agit d'un "organisme public". En revanche, la présence ou l'absence de contrôle des pouvoirs publics permet d'opérer des distinctions entre les entités qui sont des "organismes publics", d'une part, et celles qui sont des "organismes privés", d'autre part, une constatation de l'existence d'une action de charger ou d'ordonner étant requise en ce qui concerne les contributions financières alléguées accordées par ce dernier type d'entité.

2.304. Les États-Unis font également valoir que l'expression "*organismo público*" dans la version espagnole de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC n'a pas besoin d'être interprétée de la même manière que l'expression "*organismos públicos*" dans la version espagnole de l'article 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture. Ils affirment que les mêmes mots ne sont utilisés à l'article 1.1 a) 1) et à l'article 9:1 a) que dans une seule des trois langues de l'OMC – à savoir l'espagnol. Spécifiquement, l'article 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture mentionne "*governments or their agencies*", "les pouvoirs publics ou leurs organismes", et "*los gobiernos o por organismos públicos*". En revanche, l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC mentionne "*a government or any public body within the territory of a Member*", "des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre" et "*un gobierno o de cualquier organismo público en el territorio de un Miembro*". Les États-Unis soutiennent que ces différences dans les termes utilisés en anglais, en français et en espagnol doivent être prises en compte lors du processus d'interprétation. Ils affirment que pour ces raisons, l'interprétation donnée par l'Organe d'appel, dans l'affaire *Canada – Produits laitiers*, de l'expression "*government agency*" (*organismo público*) (organisme des pouvoirs publics) figurant à l'article 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture ne devrait pas déterminer l'interprétation de l'expression "*public body*" (*organismo público*) (organisme public) figurant à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.[358]

2.305. Enfin, les États-Unis affirment que l'objet et le but de l'Accord SMC étayent leur interprétation. Ils rappellent que l'Organe d'appel et les groupes spéciaux se sont efforcés de faire en sorte que l'Accord SMC ne soit pas interprété avec rigidité ou formalisme d'une manière qui porterait atteinte à ses disciplines sur le subventionnement ayant des effets de distorsion des échanges. Par conséquent, l'interprétation préconisée par les États-Unis, en vertu de laquelle l'expression "organisme public" comprend une entité contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que ces derniers peuvent utiliser les ressources de l'entité comme leurs propres ressources, préserve la force et l'efficacité des disciplines en matière de subventions. Les États-Unis allèguent qu'en mettant l'accent sur la possession ou l'exercice d'un pouvoir gouvernemental, l'interprétation

[355] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 69 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 294).

[356] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 70 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 97).

[357] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 70.

[358] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphes 75 à 83 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 97).

du Groupe spécial pourrait être vue comme soustrayant une gamme potentiellement vaste de subventions aux disciplines de l'Accord SMC d'une manière contraire à l'objet et au but de l'Accord. Les États-Unis ajoutent qu'une constatation selon laquelle une entité est un "organisme public" ne met pas fin à l'analyse concernant la subvention; par contre, elle signifie seulement qu'il se peut qu'il existe une contribution financière qui confère un avantage, et elle garantit que les pouvoirs publics accordant des subventions sont assujettis aux disciplines de l'Accord SMC même lorsqu'ils accordent des contributions financières par le biais d'entités qu'ils contrôlent.

2.3.2 Cumul croisé

2.306. Les États-Unis font appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis est incompatible, "en tant que tel" et "tel qu'appliqué", avec l'article 15.1, 15.2, 15.3, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC parce qu'il exige un "cumul croisé" – c'est-à-dire une évaluation cumulative des effets sur la branche de production nationale des importations subventionnées et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées.[359] Les États-Unis font valoir que, pour formuler cette constatation, le Groupe spécial a fait erreur en interprétant l'article 15.3, ainsi que l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5, de l'Accord SMC comme interdisant le cumul croisé dans les enquêtes en matière de droits compensateurs. Ils font en outre valoir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'article 1677 7) G) "exige[ait]" ce cumul croisé.[360]

2.3.2.1 Interprétation de l'article 15.3 et de l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC

2.307. Les États-Unis affirment que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation de l'article 15.3 de l'Accord SMC en imposant aux Membres de l'OMC l'obligation de ne pas cumuler les effets des importations subventionnées avec ceux des importations faisant l'objet d'un dumping. Selon les États-Unis, l'article 15.3 ne contient pas une telle obligation, et l'interprétation du Groupe spécial n'est pas étayée par le texte de l'article 15.3 lu à la lumière du contexte pertinent et de l'objet et du but de l'Accord SMC.

2.308. Les États-Unis rappellent que, conformément à l'article 15.3, "[d]ans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si" certaines conditions sont remplies. Ils affirment que l'article 15.3 indique clairement que les seules importations visées par la prescription qu'il énonce sont les importations des pays qui "[font] simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs". Par conséquent, "l'article 15.3 est *silencieux* sur la question de savoir si le cumul des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées est admissible".[361] Les États-Unis soutiennent que, comme l'a constaté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, le silence d'un accord sur l'admissibilité d'une approche méthodologique particulière n'indique pas que la méthode est interdite. Dans ce différend, l'Organe d'appel a constaté que, même si l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping n'était pas expressément autorisée dans les réexamens à l'extinction, elle était admissible parce qu'elle était compatible avec la raison d'être du cumul dans les déterminations de l'existence d'un dommage.[362] Les États-Unis affirment que, suivant la même approche, le fait que l'article 15.3 de l'Accord SMC n'autorise pas spécifiquement une autorité à cumuler les effets des importations subventionnées avec ceux des importations faisant l'objet d'un dumping n'indique pas en lui-même que ce cumul croisé est interdit par l'Accord SMC.

[359] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 92 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.356 et 7.369).

[360] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 92 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.322, 7.339, 7.340 et 7.358).

[361] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 102. (italique dans l'original)

[362] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 104 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 294 à 300).

2.309. Les États-Unis font valoir que le contexte fourni par l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 étaye leur interprétation de l'article 15.3 comme permettant le cumul croisé. Ils rappellent que, dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, l'Organe d'appel a constaté que l'article 3.3 de l'Accord antidumping, relatif à l'évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping, "repos[ait] … sur la reconnaissance que la branche de production nationale [devait] faire face à l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" dans leur ensemble, … même si ces importations [étaient] originaires de divers pays".[363] Selon les États-Unis, l'explication de l'Organe d'appel concernant le rôle important que joue l'évaluation cumulative dans le contexte des enquêtes antidumping s'applique avec une force égale à une situation dans laquelle les importations visées font l'objet d'un dumping et sont subventionnées. C'est pourquoi une analyse portant uniquement sur les effets dommageables des seules importations faisant l'objet d'un dumping ou des seules importations subventionnées, alors que les deux types d'"importations faisant l'objet d'un commerce déloyal" causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, empêcherait nécessairement l'autorité chargée de l'enquête de prendre en compte de manière adéquate les effets dommageables de toutes les importations faisant l'objet d'un commerce déloyal.[364]

2.310. S'agissant de l'article VI du GATT de 1994, les États-Unis soutiennent que le membre de phrase "l'effet du dumping ou de la subvention, selon le cas" figurant à l'article VI:6 a) indique que le cumul des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées peut être approprié dans une enquête sur l'existence d'un dommage particulière. En effet, une branche de production nationale sera souvent confrontée à la fois à des importations faisant l'objet d'un dumping et à des importations subventionnées et, dans ces circonstances, il serait approprié d'interpréter l'article VI:6 a) comme prévoyant une analyse cumulative du dommage, de sorte qu'une enquête sur l'existence d'un dommage puisse comprendre un examen des effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées. Les États-Unis font valoir qu'en outre, le mot "ou", qui lie les mots "dumping" et "subvention", et le membre de phrase "selon le cas" témoignent du fait que les déterminations de l'existence d'un dommage peuvent viser l'une ou l'autre de ces pratiques commerciales déloyales ou les deux.

2.311. Les États-Unis soutiennent que l'interprétation du Groupe spécial, qui interdit le cumul croisé au titre de l'article 15.3 de l'Accord SMC, compromet le droit octroyé aux Membres au titre de l'Accord SMC d'appliquer des mesures compensatoires aux importations subventionnées causant un dommage. Cela tient au fait que, du point de vue de la branche de production nationale, le dommage qui a résulté des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées est "cumulatif".[365] Les États-Unis soutiennent donc que le traitement de ces importations doit être constant au regard de toutes les dispositions applicables des Accords de l'OMC.

2.312. Par ailleurs, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la référence constante aux "importations subventionnées" à l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC limitait le champ de l'évaluation du dommage aux seules importations subventionnées.[366] Selon les États-Unis, cette constatation du Groupe spécial était fondée en grande partie sur son "raisonnement erroné" concernant l'article 15.3.[367] Les États-Unis soulignent qu'aucune des dispositions de l'article 15 n'interdit expressément la pratique du cumul croisé ni d'ailleurs ne traite une situation dans laquelle une enquête antidumping et une enquête en matière de droits compensateurs ont lieu simultanément. De fait, le silence sur la question du cumul croisé ne devrait pas être interprété comme une interdiction. En outre, contrairement à la constatation du Groupe spécial[368], l'interprétation des États-Unis n'aboutit pas à l'inclusion des importations autres que celles dont il a été constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping ou étaient subventionnées dans le champ d'une détermination de l'existence d'un dommage.

[363] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 106 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 116).

[364] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 107.

[365] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 111.

[366] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 117 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.346 et 7.360).

[367] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 118.

[368] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 120 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.361).

2.3.2.2 Article 11 du Mémorandum d'accord

2.313. Les États-Unis allèguent que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis "exige[ait], dans certains cas, que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées".[369]

2.314. Les États-Unis soutiennent que, dans le cas où un Membre conteste la législation d'un autre Membre en tant que telle, l'article 11 du Mémorandum d'accord prescrit à un groupe spécial "d'examiner le sens et la portée de la législation nationale en cause"[370], et "de procéder à un examen détaillé de cette législation pour évaluer sa compatibilité avec les règles de l'OMC".[371] En outre, le sens d'une mesure contestée serait déterminé conformément aux principes juridiques internes du système juridique du Membre maintenant cette mesure. De l'avis des États-Unis, les instruments juridiques sont interprétés conformément au sens ordinaire du texte et, lorsque les termes d'un instrument juridique tel qu'il est libellé ne sont pas clairs, des éléments de preuve additionnels doivent être examinés, y compris l'historique législatif, les décisions judiciaires et l'application par un organisme administrant.[372]

2.315. Selon les États-Unis, "la loi telle qu'elle est libellée n'est pas catégorique" en ce qui concerne le cumul croisé.[373] À l'audience, les États-Unis ont précisé que l'article 1677 7) G) permettait le cumul croisé – c'est-à-dire le cumul des importations subventionnées et des importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping – mais n'exigeait pas que ce cumul soit effectué lors de chaque analyse du dommage. Spécifiquement, la mesure emploie le terme "ou" lorsqu'elle dispose que l'USITC cumulera les importations concernant lesquelles des requêtes ont été déposées ou des enquêtes ont été ouvertes au titre de l'article 1671a (pour les enquêtes en matière de droits compensateurs) *ou* au titre de l'article 1673a (pour les enquêtes antidumping) de la Loi des États-Unis le même jour. Selon les États-Unis, le Groupe spécial était tenu de regarder au-delà du texte de l'article 1677 7) G) pour expliquer pourquoi le mot "ou" devait être interprété comme signifiant "et" aux fins de la détermination du sens et de la portée de la mesure.

2.316. Les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial n'a pourtant pas examiné le texte de la mesure, ni fait la moindre constatation de fond concernant la législation des États-Unis en cause pour étayer ses conclusions. De fait, l'analyse par le Groupe spécial de l'article 1677 7) G) se résume à l'"assertion" selon laquelle cette mesure "exige" un cumul croisé, sans référence à la législation des États-Unis ni explication de la manière dont le Groupe spécial est parvenu à sa conclusion.[374] En outre, en plus du texte, l'Inde s'est bornée à faire référence à l'unique cas d'application en cause dans le présent différend. Les États-Unis font valoir que, par conséquent, en l'absence de toute constatation de fait du Groupe spécial et de tout élément de preuve additionnel, l'Organe d'appel devrait s'abstenir de compléter l'analyse concernant l'interprétation de la mesure des États-Unis en cause dans le présent différend.[375]

2.317. Compte tenu de ce qui précède, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel d'infirmer l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 15.1, 15.2, 15.3, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC et de constater, à la place, que ces dispositions n'interdisent pas à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à un cumul croisé des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées pour déterminer l'existence d'un dommage dans les enquêtes en matière de droits compensateurs. Les États-Unis demandent également à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis est incompatible avec l'article 15.1, 15.2, 15.3, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC.

---

[369] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 122 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.340). Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.322, 7.339 et 7.358.

[370] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 123 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.98).

[371] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 123 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 200).

[372] Déclaration liminaire des États-Unis à l'audience.

[373] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 96.

[374] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 127.

[375] Déclaration liminaire des États-Unis à l'audience.

2.4 Arguments de l'Inde – Intimé

2.4.1 Organisme public

2.318. L'Inde demande à l'Organe d'appel de rejeter la demande de clarifications présentée par les États-Unis au sujet des constatations du Groupe spécial relatives à l'interprétation de l'expression "organisme public" utilisée à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Elle note que les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de préciser que "lorsqu'il existe un contrôle suffisant des pouvoirs publics sur une entité, … il n'est pas nécessaire de constater également que l'entité exerce "un pouvoir gouvernemental" [pas plus qu'il n'est] nécessaire de constater qu'elle a "le pouvoir effectif de soumettre les individus à des règles, à un contrôle, à une supervision"".[376] L'Inde estime que les États-Unis "tentent de renforcer l'erreur juridique même commise par le Groupe spécial dans l'interprétation et l'application de l'expression "organisme public"".[377] Selon elle, les États-Unis cherchent en fait à transformer le contrôle des pouvoirs publics en condition suffisante aux fins de l'article 1.1 a) 1), en écartant la nécessité de prouver l'existence du pouvoir gouvernemental d'exercer des fonctions gouvernementales – c'est-à-dire le pouvoir effectif de soumettre les individus à des règles, à un contrôle, à une supervision ou à d'autres disciplines par l'exercice d'un pouvoir légal.

2.319. De plus, l'Inde note que les États-Unis demandent également à l'Organe d'appel de préciser qu'une entité qui est contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que ceux-ci peuvent utiliser les ressources de cette entité comme leurs propres ressources est un "organisme public" aux fins de l'Accord SMC.[378] Elle fait toutefois valoir qu'il ne s'agit pas réellement d'une clarification des constatations du Groupe spécial parce que l'interprétation juridique qu'il a donnée de l'article 1.1 a) 1) n'abordait pas cette question et qu'il n'a pas tenté d'appliquer un quelconque critère de ce type aux faits de la cause. L'Inde allègue en outre que la demande de clarification des États-Unis n'a aucun lien avec le rapport contesté du Groupe spécial parce qu'elle ne concerne ni une question traitée dans ce rapport ni une quelconque interprétation du droit donnée par le Groupe spécial. De plus, selon l'Inde, les États-Unis ne demandent pas à l'Organe d'appel de constater que l'USDOC a eu raison de déterminer que la NMDC était un "organisme public" sur la base du critère qu'ils proposent. L'Inde fait donc valoir que la clarification demandée par les États-Unis "est une question purement théorique qui ne concerne aucunement le règlement du différend entre les parties".[379]

2.320. De plus, l'Inde soutient, pour les besoins de l'argumentation, que la demande de clarification des États-Unis est essentiellement une "tentative dissimulée" pour infirmer un rapport précédemment adopté de l'Organe d'appel sans fournir de "raisons impérieuses".[380] Elle estime que les principes à appliquer pour déterminer si une entité est un "organisme public" ont été établis dans le rapport adopté de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Elle rappelle de plus que l'Organe d'appel a fait observer, dans des différends antérieurs, qu'assurer la sécurité et la prévisibilité du système de règlement des différends supposait que, en l'absence de raisons impérieuses, un organisme juridictionnel trancherait la même question juridique de la même façon dans une affaire ultérieure.[381] Elle fait valoir en conséquence que, sauf à être contestée pour des "raisons impérieuses", l'interprétation qu'a donnée l'Organe d'appel de l'expression "organisme public" dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* est déterminante en l'espèce.

2.321. Selon l'Inde, nulle part dans leur communication en tant qu'autre appelant les États-Unis ne contestent l'interprétation de l'expression "organisme public" figurant dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Les États-Unis ne soutiennent pas non plus qu'ils avancent des "raisons impérieuses" qui justifient que l'on reconsidère les constatations figurant dans ce rapport. En fait, ils affirment seulement que

[376] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 8 (citant la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 23).
[377] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 9.
[378] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 12 (faisant référence à la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphes 6 et 25).
[379] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 14.
[380] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 7 et section II.C.
[381] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 18 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 362; et *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphes 160 et 161).

l'expression "organisme public" comprend une entité qui est contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que ceux-ci peuvent utiliser les ressources de cette entité comme leurs propres ressources. L'Inde estime que le mot "comprend" donne à penser que les États-Unis proposent un critère additionnel, autre que ceux retenus dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.

2.322. L'Inde fait observer que les arguments des États-Unis voulant que les définitions données par les dictionnaires des expressions "*public body*", "organisme public" et "*organismo público*" étayent la conclusion selon laquelle un "organisme public" comprend une entité contrôlée par les pouvoirs publics ont déjà été examinés par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. L'Organe d'appel a, dans ce différend, constaté que "les définitions de dictionnaires suggér[aient] un "éventail ... large de sens potentiels", "y compris à la fois des entités qui [étaient] investies d'un pouvoir gouvernemental ou qui exer[çaient] un tel pouvoir et des entités qui appar[tenaient] à la collectivité ou à la nation"".[382] Selon L'Inde, compte tenu de cette constatation de l'Organe d'appel, un sens possible de l'expression "organisme public" tiré des dictionnaires est que cette expression ne s'entend que des entités investies d'un pouvoir gouvernemental ou exerçant un tel pouvoir. L'Inde estime que les conclusions des États-Unis fondées sur des dictionnaires sont donc sélectives et étroites.

2.323. L'Inde fait en outre valoir que chacune des références contextuelles figurant dans la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant ont été invoquées par les États-Unis dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* et que la plupart d'entre elles ont été "catégoriquement rejetées" par l'Organe d'appel.[383] L'Inde reconnaît que l'argument des États-Unis selon lequel l'expression "*organismo público*" figurant dans la version espagnole de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC n'a pas à être interprétée comme ayant le même sens que l'expression "*organismos públicos*" figurant dans la version espagnole de l'article 9.1 a) de l'Accord sur l'agriculture n'a pas été rejeté par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Elle allègue néanmoins que l'Organe d'appel a bien constaté que le Groupe spécial avait fait erreur en acceptant l'affirmation des États-Unis sur ce point, et a décidé qu'un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) devait posséder le pouvoir gouvernemental d'exercer des fonctions gouvernementales. De l'avis de l'Inde, cela signifie que l'argument susmentionné des États-Unis a aussi été effectivement rejeté par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.

2.324. L'Inde admet également que la référence contextuelle faite par les États-Unis à une "contribution financière" et à des "versements à un mécanisme de financement" n'a pas été spécifiquement évaluée par l'Organe d'appel dans le différend antérieur. Elle note que les États-Unis considèrent que l'expression "contribution financière" s'entend de toute chose de valeur transférée par les pouvoirs publics, y compris les ressources d'une entité contrôlée par eux. Elle estime toutefois que l'argument des États-Unis est "malvenu" parce qu'il ne tient pas compte du concept visé à l'article 1.1 a) 1) iv), à savoir "charger" un organisme privé de faire quelque chose ou le lui "ordonner", qui correspond précisément à la situation évoquée par les États-Unis.[384]

2.325. Enfin, l'Inde fait observer que l'argument des États-Unis relatif à l'objet et au but de l'Accord SMC a également été rejeté par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Elle rappelle en outre que dans ce différend, l'Organe d'appel a spécifiquement décidé que la participation des pouvoirs publics au capital était en soi insuffisante pour déterminer qu'une entité était un "organisme public". Pourtant, selon l'Inde, les États-Unis cherchent à faire du "contrôle" un facteur décisif et déterminant. En résumé, l'Inde estime que l'Organe d'appel a rejeté l'ensemble des affirmations des États-Unis concernant l'interprétation de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, et elle rappelle le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.

2.4.2 Cumul croisé

2.326. L'Inde fait observer que, contrairement à ce que les États-Unis affirment dans leurs allégations d'erreur "malvenues", le Groupe spécial n'a fait erreur ni dans son interprétation de

[382] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 22 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 285).
[383] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 24.
[384] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphes 25 et 26.

l'article 15.1 15.2, 15.3, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC, ni lorsqu'il a constaté que l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis était incompatible avec ces dispositions.[385] À titre préliminaire, l'Inde relève que les États-Unis définissent l'expression "cumul croisé" comme "l'agrégation du volume et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping et subventionnées en provenance de tous les pays faisant simultanément l'objet d'enquêtes antidumping et en matière de droits compensateurs aux fins de l'évaluation de l'existence d'un dommage important".[386] L'Inde précise que son allégation ne concerne pas le cumul des importations subventionnées et des importations à la fois subventionnées et faisant l'objet d'un dumping, mais vise en fait le cumul des importations subventionnées et des importations faisant l'objet d'un dumping *mais non subventionnées*.

2.4.2.1 Interprétation de l'article 15.3 et de l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC

2.327. L'Inde fait valoir que les États-Unis présentent de manière erronée la constatation du Groupe spécial en alléguant que celui-ci a inféré une interdiction du cumul croisé "à partir du seul silence" de l'article 15.3 de l'Accord SMC sur cette question.[387] En réalité, pour constater que des importations subventionnées ne pouvaient pas être cumulées avec des importations faisant l'objet d'un dumping mais non subventionnées au titre de l'article 15.3 de l'Accord SMC, le Groupe spécial a procédé à une analyse approfondie du texte et du contexte de cet article ainsi que de l'objet et du but de l'Accord SMC.

2.328. L'Inde affirme que l'article 15.3 limite expressément le cumul aux seules importations en provenance de pays faisant simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs, et que les États-Unis ne peuvent faire abstraction de cette implication textuelle expresse. En outre, elle souligne que l'expression "importations subventionnées" est constamment utilisée tout au long des dispositions de l'article 15 de l'Accord SMC. C'est pourquoi, selon elle, l'article 15.3 ne peut pas être interprété comme étant silencieux sur la question du cumul des importations subventionnées et des importations non subventionnées mais doit être interprété comme interdisant ce cumul croisé. De plus, la position des États-Unis selon laquelle l'article 15.3 de l'Accord SMC autorise le cumul croisé repose sur la logique selon laquelle le subventionnement et le dumping causent tous deux le même type de dommage. Or, selon l'Inde, l'analyse du dommage au titre de l'Accord antidumping ou de l'Accord SMC ne vise pas à identifier différents types de dommage, mais bien à identifier le facteur causant le dommage. Ainsi, l'analyse au titre de l'Accord SMC vise à évaluer si le dommage est causé par le subventionnement et non par d'autres facteurs, et la distinction entre importations subventionnées et importations non subventionnées ne peut être "effacée par les États-Unis" pour la seule raison que les importations non subventionnées peuvent causer le même type de dommage.[388]

2.329. L'Inde fait valoir en outre que, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que l'article 15.3 soit silencieux sur la question du cumul croisé, ce silence doit être interprété comme interdisant le cumul croisé. L'interprétation contraire signifierait qu'alors que le cumul des importations subventionnées est assujetti à plusieurs conditions, celui des importations subventionnées et des importations non subventionnées relève entièrement du pouvoir discrétionnaire des autorités nationales chargées de l'enquête. Une telle interprétation est, selon l'Inde, "anormale" et "absurde".[389] En outre, l'Inde souligne que le silence du texte d'une disposition conventionnelle ne peut, à lui seul, être décisif, mais doit être interprété dans son contexte. Si le cumul croisé était, comme le font valoir les États-Unis, autorisé par l'article 15.3, l'autorité chargée de l'enquête évaluerait le volume et l'effet des importations subventionnées et non subventionnées aux fins de sa détermination de l'existence d'un dommage, et imputerait les effets des importations non subventionnées aux importations subventionnées. L'Inde fait valoir que cela rendrait la prescription relative à la non-imputation énoncée à l'article 15.5 de l'Accord SMC "redondante".[390]

---

[385] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 33.
[386] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 34 (citant la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 93).
[387] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 38 (faisant référence à la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 105).
[388] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 58.
[389] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 45.
[390] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 48.

2.330. L'Inde fait observer que le fait que les États-Unis s'appuient sur les constatations de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* et *CE – Accessoires de tuyauterie* est malvenu pour quatre raisons. Premièrement, dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, la question dont était saisi l'Organe d'appel était celle de savoir si le cumul était admissible dans un réexamen à l'extinction de droits antidumping, étant donné que tant l'article 3.3 que l'article 11.3 de l'Accord antidumping étaient silencieux sur cette question et que le concept de cumul n'était pas envisagé dans cette dernière disposition. Par contre, le concept de cumul est spécifiquement envisagé à l'article 15.3. Deuxièmement, l'Inde fait valoir que la tentative faite par les États-Unis pour s'appuyer sur l'objet et le but de l'Accord SMC lorsqu'ils se réfèrent aux constatations de l'Organe d'appel dans les différends susmentionnées est dénuée de pertinence parce que l'Accord SMC ne contient pas d'énoncés exprès concernant son objet et son but. Quoi qu'il en soit, l'Inde rappelle la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle l'objectif des dispositions de l'article 15 est de "délimiter le cadre et les disciplines pertinentes pour l'analyse que l'autorité doit effectuer en vue de parvenir à une détermination finale concernant le dommage causé par les importations visées, et [de] faire en sorte que l'analyse et la conclusion qui en découle soient solides".[391] Cet objectif, pour l'Inde, n'étaie pas la position des États-Unis.

2.331. Troisièmement, l'Inde affirme que les constatations de l'Organe d'appel dans ces deux différends concernaient l'évaluation cumulative d'importations faisant l'objet d'un dumping, et que la question du cumul croisé ne se posait pas. Quatrièmement, l'Inde rappelle que, selon les constatations de l'Organe d'appel dans ces deux différends, la raison d'être de l'autorisation de l'évaluation cumulative au titre de l'article 3.3 de l'Accord antidumping repose sur la reconnaissance que la branche de production nationale doit faire face à l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping dans leur ensemble, même si ces importations sont originaires de diverses sources. L'Inde fait valoir que, contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, cette raison d'être ne signifie pas qu'une interdiction du cumul croisé obligerait les Membres de l'OMC à effectuer des analyses par pays dans le cadre des déterminations de l'existence d'un dommage.[392] En réalité, les Membres peuvent évaluer cumulativement les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de toutes sources au titre de l'article 3.3 de l'Accord antidumping, ou évaluer cumulativement les importations subventionnées en provenance de toutes sources au titre de l'article 15.3 de l'Accord SMC, dès lors que les conditions énoncées dans chaque disposition sont respectées.

2.332. L'Inde soutient de plus que le fait que les États-Unis se sont appuyés sur l'article VI:6 a) du GATT de 1994 est pareillement injustifiable. Elle estime que, comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, la conjonction "ou" utilisée dans la clause "du dumping ou de la subvention, selon le cas" figurant dans cette disposition indique que les effets du dumping et du subventionnement doivent être examinés "séparément".[393] L'Inde rappelle l'argument des États-Unis selon lequel l'article VI:6 a) autorise le cumul croisé des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées parce que les unes et les autres sont des importations "faisant l'objet d'un commerce déloyal".[394] Toutefois, comme le Groupe spécial l'a souligné à juste titre, le concept d'importations "faisant l'objet d'un commerce déloyal" ne figure pas à l'article VI:6 a) du GATT de 1994. En outre, l'Inde fait observer que l'article VI:6 a) est silencieux sur les "importations faisant l'objet d'un commerce loyal" et que, si l'on suit la logique des États-Unis concernant l'interprétation de l'article 15.3 de l'Accord SMC, ce silence signifierait que l'article VI:6 a) autorise aussi les Membres à cumuler les effets des importations faisant l'objet d'un commerce loyal et ceux des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal. L'Inde soutient qu'un tel résultat aboutit à une "absurdité".[395] Elle soutient de plus que l'article VI:6 a) n'aborde pas la question du cumul. Cette question doit plutôt être analysée selon les disciplines de l'article 15 de l'Accord SMC.

[391] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 54 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 153).

[392] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 57 (faisant référence à la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 111).

[393] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 62 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.348).

[394] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 50 (citant la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 114).

[395] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 51.

2.333. Enfin, l'Inde allègue que les États-Unis n'ont pas formulé d'allégation d'erreur indépendante en ce qui concerne l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC. De l'avis de l'Inde, les États-Unis n'ont pas expliqué pourquoi le Groupe spécial avait fait erreur en interprétant l'expression "importations subventionnées" comme excluant les importations faisant l'objet d'un dumping mais non subventionnées du champ d'une détermination de l'existence d'un dommage au titre des dispositions susmentionnées. Les États-Unis n'ont pas non plus identifié d'erreur dans la constatation du Groupe spécial selon laquelle, en évaluant cumulativement les effets des importations subventionnées et des importations non subventionnées, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 15.5 parce qu'ils n'ont pas fait en sorte que le dommage causé par des facteurs autres que les importations subventionnées ne soit pas imputé à ces importations.

2.4.2.2 Article 11 du Mémorandum d'accord

2.334. L'Inde affirme que la contestation par les États-Unis de l'examen auquel a procédé le Groupe spécial de la disposition législative des États-Unis en cause – l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis – est "malintentionnée".[396] L'Inde rappelle que le texte de la mesure utilise le terme "shall", qui est impératif par nature, et dispose clairement que toutes les importations en provenance de pays visés par des enquêtes antidumping ou en matière de droits compensateurs ouvertes le même jour doivent être évaluées cumulativement. L'Inde souligne que les États-Unis n'ont jamais contesté cette façon de comprendre la mesure durant la procédure du Groupe spécial. Elle rappelle en outre qu'elle a fait référence à l'application de cette mesure lors de l'enquête en matière de droits compensateurs correspondante en cause. Il est également incontesté que, dans cette enquête, l'USITC a évalué cumulativement les importations en provenance de onze pays, alors même que les importations en provenance de six d'entre eux faisaient uniquement l'objet d'enquêtes en matière de droits antidumping.

2.335. L'Inde affirme que la façon dont la disposition législative des États-Unis en cause est interprétée et comprise "est une question de fait"[397], et que le Groupe spécial était habilité à parvenir à sa conclusion sur la base des éléments de preuve présentés par l'Inde que les États-Unis n'avaient pas contestés. Ainsi, si les États-Unis avaient eu l'intention de contester la constatation de fait du Groupe spécial relative à l'interprétation de la mesure, ils auraient dû le faire devant le Groupe spécial. Ne l'ayant pas fait, ils ne sauraient être autorisés à soulever indirectement, en appel, une question de fait sous la forme d'une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.336. L'Inde soutient que, comme il l'a "indiqué à maintes reprises", l'Organe d'appel n'interviendra pas à la légère sur la manière dont un groupe spécial a soupesé les éléments de preuve.[398] De plus, dès lors que le texte de la mesure en cause est en soi tout à fait clair, et étant donné que les États-Unis n'ont jamais contesté la façon dont l'Inde le comprenait, aucune explication additionnelle du Groupe spécial n'était requise. L'Inde rappelle que, dans plusieurs différends, l'Organe d'appel a constaté que la présentation du texte d'une mesure pouvait, à elle seule, être considérée comme adéquate pour établir des éléments *prima facie*.[399] L'Inde rappelle en outre que c'est seulement quand le texte de la mesure n'est pas clair qu'il est nécessaire de recourir à des éléments allant au-delà de ce texte.[400]

2.337. Compte tenu de ce qui précède, l'Inde demande à l'Organe d'appel de rejeter l'appel des États-Unis concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 1677 7) G) de la Loi

---

[396] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 69.

[397] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 71 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 66; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*, paragraphe 7.18).

[398] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 72 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 111).

[399] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 73 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 263; *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157; *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21.5 – Argentine)*, paragraphe 135; et *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 269).

[400] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 73 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone,* paragraphe 157).

des États-Unis est incompatible, "en tant que tel" et "tel qu'appliqué", avec l'article 15.1, 15.2, 15.3, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC.

2.5 Arguments des participants tiers

2.5.1 Australie

2.338. L'Australie rappelle la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, selon laquelle un organisme public est "une entité qui possède ou exerce un pouvoir gouvernemental, ou en est investi".[401] Elle rappelle par ailleurs la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle "des éléments de preuve indiquant que des pouvoirs publics exercent un contrôle significatif sur une entité et son comportement peuvent constituer, dans certaines circonstances, des éléments de preuve indiquant que l'entité pertinente possède un pouvoir gouvernemental et exerce ce pouvoir pour exécuter des fonctions gouvernementales".[402] L'Australie fait observer que, dans ce différend, l'Organe d'appel n'a pas ensuite examiné ce qui pourrait constituer un "contrôle significatif" et dans quelles circonstances ce contrôle pourrait constituer un élément de preuve indiquant qu'une entité possède un pouvoir gouvernemental. En fait, l'Organe d'appel a tout simplement constaté que la participation majoritaire au capital n'était pas une base suffisante pour permettre de constater qu'une entité était un "organisme public". Pour l'Australie, cela signifie que les caractéristiques qui pourraient témoigner de l'existence d'un "contrôle significatif" devraient être déterminées dans des différends ultérieurs.[403]

2.339. L'Australie souscrit à l'approche du Groupe spécial concernant la pertinence du "contrôle significatif" lorsqu'il s'agit d'analyser si une entité est un "organisme public" et considère que cette approche est compatible avec les indications données par l'Organe d'appel sur la question. Elle estime que, comme le Groupe spécial l'a à bon droit constaté, la participation des pouvoirs publics au capital, associée à d'autres facteurs indiquant l'existence d'un tel contrôle, serait suffisante pour établir que ce "contrôle significatif" existe.

2.340. L'Australie souligne qu'il ne faudrait pas citer la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle un "organisme public" doit être une entité qui possède ou exerce un pouvoir gouvernemental, ou en est investie, indépendamment des déclarations ultérieures de l'Organe d'appel sur la question. Elle affirme en outre que la constatation de l'Organe d'appel dans un cas donné peut fournir des indications sur l'interprétation de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, et ajoute que ces indications doivent pouvoir être appliquées dans la pratique par les autorités chargées de l'enquête dans différents contextes. L'Australie met donc en garde contre une application trop étroite de la notion de "pouvoir gouvernemental" et affirme qu'"une analyse au cas par cas est inévitable".[404]

2.5.2 Canada

2.341. De l'avis du Canada, la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USDOC a déterminé à bon droit que la NMDC était un "organisme public" est correcte. Le Canada soutient que les indices que le Groupe spécial a identifiés en examinant la détermination de l'USDOC, associés à la participation des pouvoirs publics au capital, sont suffisants pour permettre de déterminer à bon droit que la NMDC est un "organisme public".

2.342. Le Canada appuie toutefois la demande des États-Unis visant à ce que l'Organe d'appel clarifie l'interprétation de l'expression "organisme public" donnée par le Groupe spécial. Il estime qu'"une entité contrôlée par les pouvoirs publics, par exemple au moyen d'une participation exclusive ou majoritaire ou d'une participation au capital, devrait constituer un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1)" de l'Accord SMC.[405] Selon le Canada, cette interprétation est compatible avec le sens ordinaire de l'expression "organisme public", le contexte de

[401] Communication de l'Australie en tant que participant tiers, paragraphe 9 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317).
[402] Communication de l'Australie en tant que participant tiers, paragraphe 10 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318).
[403] Communication de l'Australie en tant que participant tiers, paragraphe 11.
[404] Communication de l'Australie en tant que participant tiers, paragraphe 25.
[405] Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 4.

l'article 1.1 a) 1) et l'objet et le but de l'Accord SMC. Cette interprétation garantit en outre qu'une portée suffisamment large soit donnée aux disciplines de l'Accord SMC pour ce qui est des entités auxquelles elles s'appliquent.

2.343. Le Canada estime que l'autorité chargée de l'enquête peut, dans des circonstances appropriées, utiliser des prix autres que les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays comme points de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. Ces prix peuvent inclure ceux qui sont construits sur la base des coûts de production ou les prix pratiqués sur ce marché mondial.[406] Le Canada met toutefois en avant la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, selon laquelle, lorsque l'autorité chargée de l'enquête utilise des points de repère à l'extérieur du pays, elle doit procéder de manière à garantir que "le point de repère qui en résulte se rapporte ou se réfère, ou est lié aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture et doit refléter le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente".[407]

2.344. En ce qui concerne l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays fondés sur les prix "à la livraison" pour évaluer l'adéquation de la rémunération pour le minerai de fer fourni par la NMDC, le Canada ne prend pas position sur la question de savoir si l'USDOC était en droit d'utiliser ces prix dans l'enquête en matière de droits compensateurs correspondante en cause. Il soutient toutefois que "l'existence de transactions effectives entre les exportateurs dans le pays servant de point de repère et les acheteurs dans le pays de fourniture, ainsi que les déclarations pertinentes faites par les participants au marché, peut justifier l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays fondés sur les prix à la livraison".[408]

2.345. Le Canada estime que l'article 2.1 de l'Accord SMC ne prévoit aucune obligation de comparer les entreprises qui reçoivent une subvention avec d'autres entités se trouvant dans une situation semblable pour établir la spécificité. À son avis, l'article 2.1 ne constitue pas une obligation de non-discrimination. Le Canada partage le point de vue du Groupe spécial selon lequel ce qui rend une subvention spécifique en vertu de l'article 2.1, c'est qu'elle est accordée uniquement à une entreprise, une branche de production ou un groupe d'entreprises ou de branches de production qui représentent un segment de l'économie suffisamment distinct. Le Canada ajoute que cette détermination "ne suppose pas ni n'exige la création de sous-groupes ou de groupes de deux entités semblablement situées, ce qui aboutirait à comparer les bénéficiaires de la subvention aux entreprises se trouvant dans une situation semblable qui sont admissibles au bénéfice de la subvention et ne la reçoivent pas".[409] Le Canada soutient que le texte de l'article 2.1 ne vient pas étayer cette interprétation.

2.346. Le Canada considère que la constatation du Groupe spécial dans le présent différend est également compatible avec la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, selon laquelle "[i]l est question à l'article 2 de l'utilisation par un nombre limité de certaines entreprises ou de l'utilisation dominante par certaines entreprises, et non pas de l'utilisation par un nombre limité de certaines entreprises *remplissant les conditions requises*".[410] Bien que le Canada reconnaisse qu'il peut être nécessaire de procéder à une comparaison au titre de l'article 2.1 c) pour déterminer l'existence d'une spécificité *de facto*, il considère que l'Inde présente de manière erronée la nature de l'analyse comparative qui est requise. Selon le Canada, la prescription de l'article 2.1 c) relative à la comparaison est exprimée par les concepts relationnels des deuxième et troisième des quatre facteurs énumérés à la deuxième phrase puisque ces facteurs supposent une comparaison entre des sous-groupes de bénéficiaires de la même subvention. Le Canada n'estime pas, toutefois, que le premier facteur de l'article 2.1 c) suppose une comparaison avec des entités qui ne reçoivent pas la subvention. À son avis, le texte de l'article 2.1 de l'Accord SMC indique clairement que, lorsqu'une subvention est limitée à "certaines entreprises", elle est spécifique.

[406] Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 22 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106).

[407] Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 23 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106).

[408] Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 24.

[409] Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 31.

[410] Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 32 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 7.116 (italique dans l'original)).

2.347. Le Canada estime qu'il est possible, pour l'autorité chargée de l'enquête, de faire des déductions défavorables d'une manière compatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC lorsqu'elle utilise les données de fait disponibles. À son avis, le choix de données de fait défavorables peut se justifier lorsqu'une partie intéressée a connaissance des éléments de preuve versés au dossier et qu'elle ne communique pas les renseignements nécessaires. En effet, on peut en déduire que, si elle avait eu des renseignements plus favorables, la partie intéressée aurait pu les communiquer à l'autorité chargée de l'enquête au mieux de ses intérêts. Le Canada estime que, bien que l'autorité chargée de l'enquête doive s'acquitter de sa tâche d'une manière raisonnable et objective, elle doit aussi avoir le pouvoir discrétionnaire de décider ce qui est nécessaire pour mener son enquête efficacement. À cet égard, il conviendrait de se rappeler que la fréquence et l'importance des lacunes du dossier et la nécessité de combler ces lacunes en faisant des déductions qui peuvent être défavorables dépendront dans une large mesure du comportement de la partie intéressée en question. De l'avis du Canada, une autorité chargée de l'enquête raisonnable et objective pourra constater qu'une partie ne devrait pas tirer avantage d'un manque de coopération et pourra utiliser les faits versés au dossier d'une manière qui n'est pas favorable à cette partie.

2.348. Enfin, le Canada dit que, pour autant que les droits des parties intéressées en matière de régularité de la procédure soient protégés, ni l'article 21.1 ni l'article 21.2 de l'Accord SMC ne limite l'examen de la nécessité de maintenir le droit à l'examen d'un subventionnement déjà examiné.[411]

2.5.3 Chine

2.349. La Chine estime que, en constatant que l'USDOC avait déterminé à bon droit que la NMDC était un "organisme public", le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC et n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord. La Chine considère donc, comme l'Inde, que l'Organe d'appel devrait infirmer la constatation du Groupe spécial confirmant la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un "organisme public" et qu'il devrait également compléter l'analyse juridique et constater que la détermination de l'USDOC est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. La Chine estime en outre que l'Organe d'appel devrait rejeter la demande des États-Unis visant à ce qu'il clarifie le critère juridique adopté dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.

2.350. La Chine fait valoir que l'interprétation et l'application par le Groupe spécial de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC équivaudrait à une infirmation de l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Elle estime que le Groupe spécial a pris note à juste titre de la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, selon laquelle "des éléments de preuve indiquant que des pouvoirs publics exer[çaient] un contrôle significatif sur une entité et son comportement [pouvaient] constituer, dans certaines circonstances, des éléments de preuve indiquant que l'entité pertinente posséd[ait] un pouvoir gouvernemental et exerç[ait] ce pouvoir pour exécuter des fonctions gouvernementales".[412] Toutefois, le Groupe spécial a ensuite constaté, sur la base de cette déclaration, que "la conjugaison de la participation des pouvoirs publics au capital et d'autres facteurs révélateurs du contrôle [pouvaient] suffire" à établir qu'une entité était un organisme public.[413] Selon la Chine, le Groupe spécial "a extrait une seule phrase de la décision de l'Organe d'appel et l'a érigée à tort en critère autonome".[414] Plus spécifiquement, le Groupe spécial "s'est accroché à l'expression "contrôle significatif"" et "a assimilé à tort la simple "existence" de ce qu'il considérait comme constituant un "contrôle significatif" à l'"exercice" d'un "contrôle significatif"".[415] La Chine estime que la constatation de l'Organe d'appel montre clairement que "l'objet du "contrôle" doit être l'"entité" *et* son "comportement"".[416] De plus, l'Organe d'appel "s'est expressément abstenu de faire du "contrôle significatif" une règle absolue"

[411] Déclaration liminaire du Canada à l'audience.
[412] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 69 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80).
[413] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 69 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81).
[414] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 69.
[415] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphes 76 et 77.
[416] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphes 77 et 78 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318). (italique dans l'original)

et a souligné que ce n'était que "dans certaines circonstances" que l'exercice d'un contrôle significatif "[pouvait]" constituer un élément de preuve indiquant un pouvoir gouvernemental.[417]

2.351. La Chine fait par ailleurs valoir que le "contrôle significatif" n'est qu'un élément de preuve pouvant être pertinent pour la détermination de la qualité d'"organisme public" et qu'il pourrait fort bien y avoir d'autres éléments de preuve qui réfutent l'existence d'un pouvoir gouvernemental. Comme l'a constaté l'Organe d'appel, l'autorité chargée de l'enquête doit "prendre dûment en considération toutes les caractéristiques pertinentes de l'entité" et "éviter de se concentrer exclusivement ou indûment sur une seule caractéristique".[418] La Chine estime que le Groupe spécial a réduit ces prescriptions à un "simple critère", sans se préoccuper de savoir s'il y avait de "nombreux" indices de l'existence d'un contrôle ou si ce contrôle avait été exercé d'une manière significative.[419]

2.352. La Chine allègue que les éléments de preuve cités par le Groupe spécial n'étayent pas sa constatation selon laquelle le contrôle est "significatif". La constatation du Groupe spécial, selon laquelle la participation des pouvoirs publics au capital et le rôle qu'ils jouent dans le choix du conseil d'administration de l'entité prouvent l'existence d'un "contrôle significatif", "nécessite d'opérer plusieurs raccourcis".[420] La Chine estime, comme l'Inde, que "la participation au capital et la désignation des administrateurs sont simplement les deux côtés de la même médaille"[421] et elle fait observer qu'un aspect fondamental des droits de l'actionnaire est son droit de vote, qui inclut le droit d'élire le conseil d'administration. De plus, le raisonnement du Groupe spécial aboutit à des "résultats absurdes"[422] puisqu'une entité détenue par les pouvoirs publics, ou même une entité dont les pouvoirs publics détiennent un pourcentage d'actions important, mais sans droit de contrôle, sera toujours considérée comme un "organisme public", à moins que les pouvoirs publics actionnaires renoncent purement et simplement au droit d'élire les administrateurs et à tout autre droit conféré aux actionnaires. L'approche du Groupe spécial implique donc que tout exercice de droits inhérents à la participation des pouvoirs publics au capital ou au contrôle par les pouvoirs publics suffirait pour permettre de déterminer qu'une entité est un "organisme public". De l'avis de la Chine, l'approche du Groupe spécial n'est pas conciliable avec l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* selon laquelle ni la participation des pouvoirs publics au capital ni le contrôle par les pouvoirs publics ne suffisent en soi à établir qu'une entité est un organisme public.

2.353. En ce qui concerne la demande des États-Unis visant à ce que l'Organe d'appel clarifie le critère juridique adopté dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, la Chine "trouve surprenant" que les États-Unis demandent la clarification de certains aspects de l'analyse du Groupe spécial visant à rendre cette analyse compatible avec une interprétation qui n'a été appliquée ni par le Groupe spécial ni par l'USDOC.[423] La Chine note que le Groupe spécial "s'est explicitement défendu de s'être fondé d'une quelconque façon" sur l'interprétation proposée par les États-Unis selon laquelle un "organisme public" devrait être défini comme une entité contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que ceux-ci peuvent utiliser les ressources de cette entité comme leurs propres ressources.[424] Pour la Chine, la demande des États-Unis n'a aucune utilité apparente pour ce qui est de l'objectif final du règlement rapide du différend.

2.354. La Chine fait valoir que les arguments présentés par les États-Unis au Groupe spécial et l'interprétation qu'ils défendent dans le présent appel montrent qu'ils demandent à l'Organe d'appel d'"infirmer ses propres conclusions".[425] Les États-Unis ont fait valoir devant le Groupe spécial que les allégations de l'Inde ayant trait à l'"organisme public" étaient fondées "sur une

[417] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 78.
[418] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 79 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 319).
[419] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 80 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 319).
[420] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 81.
[421] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 82 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 291).
[422] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 83.
[423] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 98.
[424] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 97 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, note de bas de page 260 relative au paragraphe 7.89).
[425] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 99.

interprétation erronée".[426] Selon la Chine, en utilisant l'expression "interprétation erronée", les États-Unis faisaient référence à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. De l'avis de la Chine, "il n'est pas possible de clarifier une interprétation "erronée"".[427]

2.355. La Chine note la demande des États-Unis visant à ce qu'il soit précisé que, "lorsqu'il existe un contrôle suffisant des pouvoirs publics sur une entité …, il n'est pas nécessaire de constater également que l'entité exerce un "pouvoir gouvernemental"".[428] La Chine soutient donc que les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter "l'élément essentiel" de son interprétation et d'adopter au lieu de cela leur "théorie fondée sur le contrôle".[429] De l'avis de la Chine, le "nouveau" critère fondé sur le contrôle ne diffère pas de manière significative de l'"ancien" critère fondé sur le contrôle préconisé par les États-Unis et rejeté par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.[430] La Chine rappelle que les États-Unis ont fait valoir dans cette affaire que les entités contrôlées par les pouvoirs publics étaient des "organismes publics" et que la participation des pouvoirs publics au capital était révélatrice de l'existence d'un contrôle. Dans le présent différend, les États-Unis expliquent que "le contrôle d'une entité – et par conséquent de ses ressources – par les pouvoirs publics est essentiel à une interprétation correcte de l'expression "organisme public" car, dans une telle situation, lorsque l'entité transfère des ressources, elle transfère les ressources des pouvoirs publics".[431] Toutefois, la capacité des pouvoirs publics à utiliser les ressources d'une entité comme leurs propres ressources est le résultat nécessaire de leur participation au capital de l'entité ou de leur contrôle sur cette entité. La Chine soutient par conséquent que le critère des États-Unis fondé sur le contrôle est incompatible avec le critère juridique adopté par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.

2.356. La Chine fait valoir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord dans son évaluation des constatations de l'USDOC selon lesquelles la NMDC était un "organisme public". Pour appuyer son affirmation, la Chine soutient que: i) les déterminations de l'USDOC ne reflètent pas le critère juridique énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*; et que ii) l'examen par le Groupe spécial des déterminations de l'USDOC repose sur des explications *a posteriori*.

2.357. La Chine affirme que "[l]es déterminations de la qualité d'organisme public établies par l'USDOC telles qu'elles sont libellées montrent clairement que celui-ci a appliqué le même critère de la participation au capital/du contrôle que celui qui avait été rejeté par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*".[432] La Chine fait observer que l'USDOC "a expressément confirmé" cela dans le réexamen administratif de 2007.[433] De plus, l'USDOC "a explicitement nié" toute obligation de chercher au-delà de la participation des pouvoirs publics au capital.[434] Pour étayer cette affirmation, la Chine cite la déclaration de l'USDOC dans le cadre du réexamen administratif de 2007, selon laquelle "[l'USDOC] a pour *pratique* de considérer qu'une participation majoritaire au capital d'un fournisseur d'intrants fait de [lui] une autorité gouvernementale".[435]

2.358. La Chine soutient également que l'USDOC a expliqué, dans le mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007[436], que les renseignements

[426] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 100 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, section IV.A.1).

[427] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 100.

[428] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 101 (citant la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 23).

[429] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 102.

[430] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 103.

[431] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 104 (citant la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 40).

[432] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 20.

[433] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 25 (faisant référence au mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, analyse de l'observation n° 10, pages 43 à 45).

[434] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 26.

[435] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 26 (citant le mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, analyse de l'observation n° 10, pages 43 à 45). (italique ajouté par la Chine)

[436] Voir *supra* la note de bas de page 70.

relatifs à la composition du conseil d'administration de la NMDC "ne [faisaient] que confirmer" ses déterminations antérieures selon lesquelles la NMDC était un organisme public.[437] L'USDOC n'a donc pas appliqué le critère juridique énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. La Chine fait aussi observer que les déterminations en cause sont antérieures au rapport de l'Organe d'appel susmentionné et que les États-Unis ont expressément affirmé au Groupe spécial que l'USDOC avait "appliqué *un critère du contrôle simple* dans les déterminations en cause dans le présent différend".[438] De ce fait, la Chine soutient que, comme l'USDOC l'a lui-même admis, sa constatation de la qualité d'organisme public a pour entière justification la participation majoritaire des pouvoirs publics au capital.

2.359. La Chine affirme que le Groupe spécial aurait dû évaluer la compatibilité de la constatation de l'USDOC avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC sur la base des propres explications de l'USDOC. Au lieu de cela, le Groupe spécial s'est appuyé sur des explications *a posteriori* présentées par les États-Unis et sur l'examen *de novo* qu'il a effectué des éléments de preuve versés au dossier. La Chine estime qu'au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial qui examine les déterminations de l'autorité chargée de l'enquête est tenu de procéder à "un examen "approfondi" des "explications données par l'autorité dans son rapport publié"" et s'abstenir d'effectuer un examen *de novo*.[439] La Chine fait donc valoir que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.360. La Chine relève que l'analyse touchant à l'"organisme public" faite par l'USDOC est "extrêmement brève" et que, dans le réexamen administratif de 2004, la justification toute entière de l'USDOC tenait en une seule phrase.[440] L'USDOC a ainsi déterminé que la NMDC était un "organisme public" parce qu'elle "[était] une société minière régie par le Ministère de la sidérurgie du gouvernement indien et que les pouvoirs publics indiens [détenaient] 98% de ses actions".[441] La Chine fait observer que le Groupe spécial a attaché une grande importance à la déclaration de l'USDOC selon laquelle la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens, bien que l'USDOC n'ait fourni aucune explication concernant cette déclaration dans ses déterminations. La Chine rappelle les explications données au Groupe spécial par les États-Unis, selon lesquelles la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens était fondée sur: i) des éléments de preuve versés au dossier démontrant le très grand rôle joué par les pouvoirs publics indiens dans le choix du conseil d'administration de la NMDC; et ii) la déclaration figurant sur le propre site Web de la NMDC selon laquelle cette dernière était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens. De l'avis de la Chine, il s'agit là d'explications *a posteriori*.

2.361. En ce qui concerne le rôle des pouvoirs publics indiens dans la désignation du conseil d'administration de la NMDC, la Chine soutient que, bien que le rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens soit cité dans la détermination préliminaire du réexamen administratif de 2004, l'USDOC n'a jamais indiqué la manière dont ce rôle venait étayer la constatation de fait selon laquelle la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens, ou sa pertinence pour la question de droit à l'examen. Le Groupe spécial a néanmoins conclu que le rôle joué par les pouvoirs publics dans le choix des administrateurs était ""extrêmement pertinent" pour la question du "contrôle significatif"", malgré l'absence d'explication dans la détermination.[442] S'agissant de la déclaration tirée du site Web de la NMDC, selon laquelle cette dernière était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens, la Chine fait observer que les États-Unis ont admis devant le Groupe spécial que cette expression n'avait été utilisée dans aucune des déterminations de l'USDOC. Le Groupe spécial a cependant constaté que ladite déclaration venait encore étayer une constatation selon laquelle l'entité était placée sous le "contrôle significatif" des pouvoirs publics, bien qu'il n'y ait aucun élément de preuve indiquant qu'elle étayait d'une quelconque manière les déterminations de l'USDOC.

---

[437] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 26 (faisant référence au mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, analyse de l'observation n° 10, pages 43 à 45).

[438] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 27 (citant la réponse des États-Unis à la question n° 42 du Groupe spécial). (italique ajouté par la Chine)

[439] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 30 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93).

[440] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 31.

[441] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 31 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81).

[442] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 38.

2.362. Selon la Chine, les constatations du Groupe spécial donnent à penser que, si la justification de l'autorité chargée de l'enquête n'est pas claire (c'est-à-dire si elle n'est pas motivée et adéquate), il est approprié qu'un Membre, dans le cadre du règlement d'un différend, explique cette justification *a posteriori*. De l'avis de la Chine, pareille approche est "tout bonnement incompatible" avec la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit "présente[r] une explication motivée et adéquate dans ses conclusions".[443] La Chine allègue également que l'approche du Groupe spécial autoriserait – et en fait encouragerait – les autorités chargées de l'enquête à utiliser des termes vagues et généraux dans leurs déterminations afin de conserver un maximum de flexibilité dans le cas où elles seraient amenées ultérieurement à défendre ces déterminations dans une procédure de règlement d'un différend.

2.363. La Chine note par ailleurs que le Groupe spécial n'a pas fait mention de la "reconnaissance expresse"[444] par les États-Unis du fait que l'USDOC avait appliqué un critère "du contrôle simple" dans la détermination en cause. Au lieu de cela, se fondant sur les explications *a posteriori* des États-Unis, le Groupe spécial a constaté que les constatations de l'USDOC "constitu[aient] effectivement une détermination selon laquelle les pouvoirs publics indiens exerçaient un "*contrôle significatif*" sur la NMDC".[445] La Chine affirme que cette constatation du Groupe spécial reposait principalement sur le rôle des pouvoirs publics indiens dans le choix des administrateurs de la NMDC. Toutefois, la détermination de l'USDOC était fondée sur la participation des pouvoirs publics au capital, et les renseignements concernant le rôle des pouvoirs publics indiens dans ce conseil d'administration ne servaient qu'à corroborer la constatation de l'USDOC selon laquelle la NMDC était un organisme public. La Chine soutient par conséquent que le Groupe spécial a procédé à un examen *de novo* en "attribuant aux éléments de preuve cités par les États-Unis une importance manifestement contraire à l'importance attribuée à ces éléments de preuve par l'USDOC lui-même".[446]

2.364. À propos de la constatation "en tant que tel" du Groupe spécial au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC, la Chine estime que la principale question d'interprétation concerne le point de savoir si l'article 12.7 impose des disciplines analogues à celles de l'article 6.8 de l'Accord antidumping, lu à la lumière de son Annexe II. De l'avis de la Chine, la Déclaration ministérielle sur le règlement des différends conformément à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ou à la partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires constitue un contexte pour l'interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC et étaye une lecture selon laquelle il devrait être interprété d'une manière compatible avec l'article 6.8 de l'Accord antidumping.[447] La Chine fait par ailleurs valoir que l'approche de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* vient appuyer le point de vue selon lequel les limites imposées par l'article 12.7 à l'utilisation des "données de fait disponibles" et les limites imposées par l'article 6.8 de l'Accord antidumping, lu à la lumière de son Annexe II, sont une seule et même chose. La Chine trouve des éléments supplémentaires étayant ce point de vue dans les rapports des Groupes spéciaux *Chine – Produits à base de poulet de chair*, *Chine – AMGO* et *Chine – Automobiles (États-Unis)*.

2.365. Quoi qu'il en soit, la Chine fait valoir que, même si les règles de l'Annexe II de l'Accord antidumping ne s'appliquent pas à l'article 12.7 de l'Accord SMC, la prescription énoncée dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, voulant que l'autorité chargée de l'enquête présente une explication motivée et adéquate pour une détermination au titre de l'article 12.7, aboutit à la même conclusion.[448] La Chine fait en particulier valoir que l'autorité chargée de l'enquête devrait procéder à une évaluation comparative des éléments de preuve disponibles et choisir les renseignements les plus

[443] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 43 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 159).

[444] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 36.

[445] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 36 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.89). (italique dans l'original)

[446] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 39.

[447] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 127 (faisant référence à la Déclaration ministérielle sur le règlement des différends conformément à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ou à la partie V de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires adoptée par le Comité des négociations commerciales le 15 décembre 1993).

[448] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphes 143 et 146 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93).

appropriés pour pouvoir présenter une "explication motivée et adéquate" de sa détermination au titre de l'article 12.7.

2.366. En ce qui concerne la constatation "tel qu'appliqué" du Groupe spécial sur l'utilisation du taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé, la Chine fait observer que l'USDOC utilise toujours le taux le plus élevé lorsqu'il a recours aux données de fait disponibles, alors que l'article 12.7 ne permet pas de fonder une détermination sur les renseignements disponibles les plus défavorables.[449] De l'avis de la Chine, les éléments de preuve présentés par l'Inde semblent indiquer qu'il a été recouru à des déductions défavorables pour punir la non-coopération par l'application du taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé. Par exemple, la Chine met en avant une pièce présentée au Groupe spécial, qui suggère que le but général du recours aux déductions défavorables est de "réaliser l'objectif de la règle des données de fait disponibles, qui est d'amener les sociétés interrogées à communiquer [à l'USDOC] des renseignements complets et exacts en temps utile".[450] De l'avis de la Chine, l'approche consistant à "punir" la non-coopération par le recours à des déductions défavorables a été rejetée par le Groupe spécial *Chine – AMGO* et est incompatible avec l'obligation, énoncée à l'article 12.7, de procéder à une appréciation à des fins d'évaluation et de comparaison afin de choisir les données de fait disponibles les plus opportunes.

2.367. La Chine estime que l'appel des États-Unis concernant la constatation du Groupe spécial sur le cumul croisé "est dénué de fondement et devrait être rejeté".[451] Elle affirme que le Groupe spécial a correctement interprété l'article 15.3, ainsi que l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC. La Chine rappelle l'argument des États-Unis selon lequel l'article 15.3 est silencieux sur la question de l'évaluation cumulative dans les cas où il est procédé simultanément à des enquêtes en matière de droits antidumping et en matière de droits compensateurs[452] et elle soutient qu'une telle interprétation aboutirait à des "résultats absurdes".[453] La Chine relève que l'article 15.3 ne traite pas la situation dans laquelle plusieurs enquêtes en matière de droits compensateurs ne sont pas ouvertes simultanément. Selon la logique des États-Unis, l'autorité chargée de l'enquête serait donc libre de procéder à une évaluation cumulative des effets des importations dans le cadre d'enquêtes en matière de droits compensateurs non simultanées sans avoir à satisfaire aux conditions énoncées à l'article 15.3 concernant l'évaluation cumulative.

2.368. La Chine soutient par ailleurs que l'interprétation des États-Unis ne s'accorde pas avec le contexte immédiat de l'article 15.3 – c'est-à-dire l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC. Elle affirme que ces dispositions mentionnent constamment les "importations subventionnées", et non les importations "faisant l'objet d'un commerce déloyal", expression qui n'a aucun fondement dans les accords visés.[454] De plus, l'article 15.5 de l'Accord SMC interdit à l'autorité d'imputer aux importations subventionnées le dommage causé par des facteurs "autres que les importations subventionnées" et les importations faisant l'objet d'un dumping constituent l'un de ces facteurs. La Chine relève par ailleurs que les États-Unis ne fournissent aucune réponse concernant l'analyse détaillée du Groupe spécial à propos de l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC. De l'avis de la Chine, le "silence" de l'article 15.3 mis en avant par les États-Unis doit donc être compris dans son contexte et ne peut pas être interprété comme autorisant le cumul croisé.

2.369. La Chine fait valoir que, contrairement à ce qu'affirment les États-Unis[455], l'article VI:6 a) du GATT de 1994 ne dit rien au sujet de l'admissibilité du cumul croisé. En fait, l'emploi de la conjonction "ou" entre les termes "du dumping" et "de la subvention" donne à penser que leurs effets doivent être considérés séparément. De plus, le sens ordinaire de l'expression "selon le cas" indique qu'elle est utilisée lorsque l'on fait référence à une possibilité sur les deux disponibles. La Chine rappelle que, conformément à la Note interprétative générale relative à l'Annexe 1A incorporant le GATT dans l'Accord sur l'OMC, en cas de conflit entre une disposition du GATT de

[449] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphes 148 et 149.
[450] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphes 152 et 153 (citant le Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006, page 7).
[451] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 156.
[452] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 167 (faisant référence à la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphes 101 et 102).
[453] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 168.
[454] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 175 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.346).
[455] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 170 (faisant référence à la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 110).

1994 et une disposition d'un autre accord de l'Annexe 1A, cette dernière disposition prévaut. En conséquence, selon la Chine, même si l'article VI:6 a) du GATT de 1994 devait être compris comme autorisant le cumul croisé, il serait en conflit avec l'article 15.3 de l'Accord SMC, et ce dernier article devrait prévaloir.

2.370. Enfin, la Chine estime que le sens et la portée de l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis sont "parfaitement clairs" tel qu'il est libellé.[456] Selon la Chine, par l'emploi du terme "shall", cette mesure impose à l'USITC de procéder à un "cumul croisé" lorsque certaines conditions sont remplies. Comme le texte de la mesure lui-même suffit à clarifier la portée et le sens de cette mesure, la Chine fait observer qu'il n'était pas nécessaire que le Groupe spécial expose un autre raisonnement pour la conclusion à laquelle il est parvenu. Elle affirme par ailleurs que les États-Unis n'ont fourni aucune explication pour leur affirmation selon laquelle "la loi telle qu'elle est libellée n'est pas catégorique".[457] Elle souligne que les États-Unis n'avaient pas affirmé que l'USITC avait renoncé au cumul croisé dans toute enquête lorsque les conditions énoncées dans la loi étaient remplies. Pour toutes ces raisons, la Chine estime que les États-Unis n'ont pas établi que le Groupe spécial avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

2.5.4 Union européenne

2.371. L'Union européenne note que les prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord pour les demandes d'établissement d'un groupe spécial visent non seulement à définir la portée d'un différend, mais aussi à assurer le respect des prescriptions en matière de régularité de la procédure. S'agissant de la quatrième prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, à savoir fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, il ne suffit pas que le "fondement juridique de la plainte" soit brièvement présenté; cet exposé doit aussi être "suffisant pour énoncer clairement le problème".[458] Selon l'Union européenne, l'Organe d'appel a précisé que, conformément à cette prescription, l'exposé devait expliquer succinctement en quoi ou pourquoi la mesure en cause était considérée par le Membre plaignant comme contraire à l'obligation dans le cadre de l'OMC en question. Pour évaluer la conformité avec cette prescription, un groupe spécial est tenu d'examiner soigneusement la demande d'établissement d'un groupe spécial, lue dans son ensemble, compte tenu des circonstances entourant l'affaire et eu égard au libellé utilisé. L'Union européenne fait par conséquent valoir que les communications présentées par une partie dans le cadre de la procédure du Groupe spécial ne peuvent pas remédier à une lacune de la demande d'établissement d'un groupe spécial, et que la capacité du défendeur à se défendre à elle seule ne signifie pas qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

2.372. L'Union européenne affirme qu'un "lecteur objectif" aurait interprété le libellé de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde comme signifiant qu'il y avait violation de l'article 11 de l'Accord SMC puisque l'on n'avait pas ouvert ou effectué les enquêtes pour déterminer les effets des nouvelles subventions incluses dans les réexamens administratifs.[459] Selon l'Union européenne, la prescription relative au caractère suffisant des éléments de preuve pour l'engagement d'un réexamen conformément à l'article 11.2 de l'Accord SMC est différente de l'allégation selon laquelle aucune enquête n'a été ouverte. L'Inde n'a donc pas énoncé clairement le problème dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

2.373. En ce qui concerne l'expression "organisme public" figurant à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, l'Union européenne rappelle que le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* a été accepté sans condition par les parties à ce différend, comme le prescrit l'article 17:14 du Mémorandum d'accord, et fait donc désormais partie de l'acquis du système de règlement des différends de l'OMC. D'après l'Union européenne, cela implique qu'en l'absence de raisons impérieuses, la même question de droit sera résolue de la même manière dans une affaire ultérieure. Toutefois, l'Union européenne met en garde contre le

[456] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 160.
[457] Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 162 (citant la communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 126).
[458] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 132 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 120).
[459] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 139.

fait d'examiner toute déclaration particulière hors du contexte de l'analyse de l'Organe d'appel dans son ensemble.

2.374. En ce qui concerne l'argument de l'Inde selon lequel un "organisme public" doit toujours avoir la capacité de charger un "organisme privé" de faire quelque chose ou lui ordonner de le faire, l'Union européenne ne considère pas que cette capacité constitue une caractéristique essentielle d'un organisme public. Elle fait valoir que l'Organe d'appel n'a pas directement examiné la question de savoir si un organisme public *devait toujours* ou non avoir la capacité d'être la *source* de l'action de charger ou d'ordonner, et qu'il n'a formulé aucune constatation à cet effet. En fait, l'Organe d'appel a simplement conclu que la capacité de charger un "organisme privé" de faire quelque chose ou de lui ordonner de le faire était une caractéristique "commune"[460] à la fois aux pouvoirs publics au sens étroit et à un "organisme public". Par conséquent, il est possible que le terme "commune" signifie "fréquente", par opposition à "partagée", comme l'interprète apparemment l'Inde.[461] Selon l'Union européenne, l'Organe d'appel faisait observer qu'"un organisme public, à la différence d'un organisme privé, *pouvait être* la *source* d'un pouvoir gouvernemental *prenant la forme d'une action de charger ou d'ordonner* et cette observation a étayé l'analyse de l'Organe d'appel".[462] L'Union européenne estime également que l'Organe d'appel devrait prendre en considération les "sérieuses difficultés" que l'autorité chargée de l'enquête pourrait rencontrer pour obtenir des éléments de preuve démontrant qu'un organisme public particulier aurait le pouvoir légal, sans agir *ultra vires*, de charger un organisme privé de faire quelque chose ou de lui ordonner de le faire.[463]

2.375. L'Union européenne ne partage pas le point de vue de l'Inde selon lequel le Groupe spécial a remplacé le critère énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* par un critère du "contrôle significatif". De l'avis de l'Union européenne, les constatations du Groupe spécial sont fondées sur les constatations de l'Organe d'appel dans ce différend.

2.376. L'Union européenne rappelle l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a refusé de prendre en considération une admission alléguée des États-Unis dans le différend *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, à savoir que l'USDOC avait constaté qu'une société minière que les pouvoirs publics détenaient à 98% et qui était régie par le Ministère indien de la sidérurgie, était un organisme public, sans se référer à d'autres facteurs. L'Union européenne ne voit toutefois aucune admission additionnelle dans cette déclaration et relève que le Groupe spécial s'est appuyé sur le même fait que celui qui était l'objet de l'admission alléguée pour établir sa constatation. Elle considère donc que l'Organe d'appel devrait rejeter l'argument de l'Inde, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les circonstances dans lesquelles des "admissions" dans le cadre de procédures de règlement des différends présentes ou passées pourraient avoir des conséquences juridiques spécifiques.[464]

2.377. S'agissant des arguments de l'Inde selon lesquels le Groupe spécial s'est livré à une justification *a posteriori*, l'Union européenne estime que l'on peut défendre une mesure en faisant référence non seulement au texte de la mesure en cause, mais aussi aux documents justificatifs (comme un mémorandum sur les questions et la décision), ainsi que, selon les circonstances, au dossier lui-même. L'Union européenne estime par ailleurs qu'il serait impossible pour l'autorité chargée de l'enquête de "mettre l'intégralité du dossier dans le texte de la mesure en cause".[465] Enfin, l'Union européenne s'inscrit en faux contre l'affirmation de l'Inde selon laquelle la participation au capital et les postes d'administrateur doivent être assimilés l'un à l'autre. Elle considère que la désignation des administrateurs constitue un indicateur additionnel, "en plus de la participation au capital", qui doit être pris en compte conjointement avec d'autres facteurs lorsqu'on analyse si une entité est un organisme public.[466]

[460] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 25 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 294).
[461] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 25.
[462] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 26. (italique et souligné dans l'original)
[463] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 30.
[464] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 32.
[465] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 33.
[466] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 34.

2.378. En ce qui concerne la question de la contribution financière, l'Union européenne estime, comme les États-Unis, que l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon équivaut effectivement à la "fourniture" d'un bien au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. À son avis, l'Inde n'a établi aucune véritable distinction entre les faits de l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* et les faits de la présente affaire. L'Union européenne considère en outre que les droits en question s'apparentent à des droits de propriété intellectuelle et sont par conséquent visés par l'expression "des biens ou des services" figurant à l'article 1.1 a) 1) iii). Elle relève que l'Organe d'appel a de même constaté que l'article 1.1 a) 1) iii) pouvait aussi porter sur la location de terrains et sur le droit d'utilisation exclusive d'une piste d'aéroport.[467]

2.379. L'Union européenne considère par ailleurs que, pour ce qui est des prêts du SDF, l'Inde n'a identifié aucune erreur de droit dans le rapport du Groupe spécial. L'Union européenne soutient que l'article 1.1 a) 1) i) ne dispose pas qu'il doit toujours y avoir un transfert "direct" entre les pouvoirs publics ou un organisme public et un bénéficiaire, mais "simplement qu'il doit y avoir une pratique des pouvoirs publics qui comporte (et, dans ce sens, "implique" ou "suppose") un transfert direct".[468] L'Union européenne estime, comme le Groupe spécial, que l'apport de fonds, par le JPC, en faveur du bénéficiaire par suite d'une décision du Comité directeur du SDF peut être qualifié de transfert direct et que le mécanisme global peut être qualifié de pratique des pouvoirs publics qui comporte un transfert direct. De plus, il peut y avoir un certain chevauchement entre les alinéas i) et iv). L'Union européenne fait valoir que le fait de permettre une telle flexibilité constitue une approche appropriée de l'interprétation et de l'application de ces dispositions. En outre, elle ne considère pas qu'il y ait un chevauchement complet entre les alinéas i) et iv), puisque l'alinéa iv) continuerait à viser l'action de charger ou d'ordonner dans le cas où la source initiale des fonds ne joue aucun rôle dans l'analyse. En outre, elle est d'avis que le rôle du Comité directeur du SDF, en tant que décideur, est encore plus grand que le rôle que joueraient les pouvoirs publics dans le cas d'une action de charger ou d'ordonner. L'Union européenne est donc d'avis que ce n'est pas parce que ce type de situation pourrait raisonnablement relever de l'alinéa iv) que cela invalide l'analyse au titre de l'alinéa i).

2.380. L'Union européenne examine des questions d'interprétation relatives à l'article 14 d) de l'Accord SMC qui découlent de l'appel de l'Inde concernant les constatations du Groupe spécial relatives à l'allégation "en tant que tel" de l'Inde visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. Premièrement, l'Union européenne soutient que l'argument de l'Inde selon lequel l'article 14 d) de l'Accord SMC impose que l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics soit évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur est fondamentalement erroné. Contrairement à ce qu'affirme l'Inde en appel, le point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur n'est pas décisif pour la détermination de l'existence d'un "avantage" au titre de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC, ou de son montant, conformément à l'article 14 d) de cet accord. En fait, au titre de l'article 14 d), il convient d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics en appliquant le "critère du marché", qui consiste à se demander "si le bénéficiaire de la contribution financière … est "mieux loti" par rapport à ce qu'il aurait payé sur ce marché, en l'absence de la contribution financière".[469]

2.381. En ce qui concerne les allégations de l'Inde relatives à l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour les biens fournis par les pouvoirs publics au titre de l'article 14 d), l'Union européenne rappelle la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, selon laquelle le point de savoir s'il existe un "avantage" au sens de l'Accord SMC devrait être évalué par référence à ce que le bénéficiaire aurait obtenu sur le marché, en l'absence de la contribution financière des pouvoirs publics.[470] Le prix des pouvoirs publics en cause ne fait donc pas partie des "conditions du marché existantes" visées à l'article 14 d). Toutefois, le fait que les pouvoirs publics interviennent sur le marché en question n'implique pas qu'il n'y a pas de conditions du "marché" au sens de l'article 14 d) ou que les prix des opérateurs indépendants sur ce marché ne doivent pas être pris en compte. En fait, "[s]eules les interventions des pouvoirs publics qui faussent les prix" devraient

[467] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 41 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 967).

[468] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 37.

[469] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 86.

[470] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 94 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157).

être considérées comme une base permettant de constater qu'il n'existe pas de conditions du "marché".[471] L'Union européenne estime que, "bien que le prix des pouvoirs publics en question ne puisse pas faire partie du scénario hypothétique pertinent pour la détermination de l'existence ou du montant de l'"avantage", l'existence d'autres prix des pouvoirs publics pour le même bien ou service ou un bien ou service semblable ne peut être automatiquement ignorée".[472] L'évaluation sur le point de savoir si l'utilisation de ces prix des pouvoirs publics rendrait l'article 14 d) circulaire doit être faite au cas par cas.

2.382. À propos de l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour les biens fournis par les pouvoirs publics, l'Union européenne estime que l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays pour déterminer l'existence et le montant de l'avantage n'est pas prohibée par l'Accord SMC. Cela est confirmé par la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, selon laquelle l'article 14 d) n'exige pas l'utilisation des prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays de fourniture comme points de repère dans chaque situation. En fait, selon l'article 14 d), "la méthode choisie pour calculer l'avantage doit se rapporter, se référer ou être liée aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, et doit tenir compte du prix, de la qualité, de la disponibilité, de la qualité marchande, du transport et autres conditions d'achat ou de vente, comme l'exige l'article 14 d)".[473] L'Union européenne note en outre la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, selon laquelle l'utilisation d'un point de repère autre que les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays était, dans cette affaire, rendue nécessaire par le fait que le marché pertinent du pays de fourniture était faussé et que, dans cette situation, "l'article 14 d) oblige[ait] l'autorité chargée de l'enquête à faire de son mieux pour définir un point de référence qui se rapproch[ait] des conditions du marché qui *[auraient] exist[é]* en l'absence de la distorsion".[474] Par conséquent, il n'apparaît pas que l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays lorsque les points de repère dans le pays ne sont pas appropriés serait incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[475]

2.383. À propos de l'allégation de l'Inde concernant l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, l'Union européenne estime qu'une fois que le prix correct servant de point de repère a été déterminé, la comparaison requise pour la détermination de l'existence et du montant de l'avantage doit être effectuée pour un même niveau commercial. Si le prix des pouvoirs publics est fixé sur la base du prix sortie usine et le point de repère sur la base du prix "à la livraison", il ne serait incompatible ni avec l'article 14 d) ni avec l'article 19.3 et 19.4 de l'Accord SMC d'ajuster le prix des pouvoirs publics et le prix servant de point de repère pour effectuer une comparaison entre les prix à la livraison. De l'avis de l'Union européenne, cet ajustement ne viserait pas à reproduire les "conditions de vente" dans le pays de fourniture conformément à l'article 14 d). En fait, ces ajustements garantiraient qu'une fois que le prix servant de point de repère aurait été trouvé, la comparaison entre le prix des pouvoirs publics et ce prix servant de point de repère serait faite correctement pour un même niveau commercial. L'Union européenne affirme en outre que, lorsque le produit en question n'est pas disponible sur le marché indien en l'absence de la fourniture des biens visée par l'enquête et que le consommateur indien devrait donc acheter le produit ailleurs et payer un prix à la livraison, si l'Inde intervient pour garantir la production et la fourniture du produit en Inde à un prix à la livraison plus avantageux, alors la différence entre les deux prix constitue un avantage. L'Union européenne fait par ailleurs observer qu'il pourrait être approprié de comparer le prix des pouvoirs publics et le prix servant de point de repère sur la base du prix à la livraison dans d'autres situations où les prix dans le pays ne sont pas disponibles, par exemple lorsque les prix dans le pays sont faussés.[476]

2.384. L'Union européenne ne considère pas que le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse de la spécificité *de facto*. Selon elle, si les pouvoirs publics choisissent une forme de mesure qui est intrinsèquement spécifique *de facto*, "cela ne lui fournit pas d'excuse pour se soustraire aux

[471] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 97 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 93).
[472] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 98.
[473] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 103 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 87 et 96).
[474] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 104 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 10.187).
[475] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphes 105 et 106.
[476] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphes 112 à 116.

disciplines de l'Accord SMC".[477] L'Union européenne fait observer que, si le texte de la législation limitait expressément la possibilité de bénéficier d'une subvention aux entreprises utilisant du minerai de fer, cela relèverait de l'article 2.1 a). De même, si la possibilité de bénéficier de la subvention est limitée à ces entreprises, alors il s'agit clairement d'une subvention spécifique *de facto*, même en l'absence de texte législatif de cet ordre. L'Union européenne considère par ailleurs que le premier facteur de l'article 2.1 c) peut également englober les cas dans lesquels les utilisateurs du programme de subventions ne forment pas une sous-catégorie de certaines entreprises. Elle fait en outre valoir qu'il est normalement beaucoup plus probable que les partenaires commerciaux soient particulièrement préoccupés par des subventions accordées à un secteur entier, par rapport à une seule entreprise à l'intérieur d'un secteur. Elle estime que l'argument de l'Inde selon lequel ces subventions n'entrent pas dans le champ de l'Accord SMC dès lors que le programme n'est pas explicitement consigné par écrit "est fort peu plausible et générerait une infraction notable aux disciplines de l'Accord SMC".[478]

2.385. L'Union européenne fait valoir que le point de savoir si un Membre de l'OMC a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC en ayant recours à certaines déductions dépend d'un examen spécifique de tous les faits entourant l'affaire et du contexte procédural, si bien qu'il est plus facile de se prononcer sur ces allégations sur une base "tel qu'appliqué" que sur une base "en tant que tel". De l'avis de l'Union européenne, les déductions font couramment et nécessairement partie de toutes les déterminations en matière de droit économique et la mesure dans laquelle une déduction peut être atténuée est fonction de tous les faits et conséquences de l'affaire, y compris le contexte procédural, par exemple le point de savoir si les questions ont été posées correctement aux parties intéressées et si celles-ci se sont vu ménager la possibilité de répondre et de formuler des observations. Par conséquent, moins une partie coopère, plus les déductions qu'il peut être raisonnable de faire sont atténuées et étendues. Bien qu'une déduction tirée d'un fait ou du contexte procédural puisse être "défavorable" à une partie intéressée, il est impossible de le savoir puisque ces déductions sont faites lorsque les renseignements représentant la situation réelle de la partie intéressée sont manquants. L'Union européenne ajoute que l'autorité chargée de l'enquête doit faire la déduction qui correspond le mieux aux faits versés au dossier, au lieu de faire une déduction pour la seule raison qu'elle pourra être "défavorable" à une partie intéressée.

2.386. Selon l'Union européenne, la mesure en question n'est pas incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC puisqu'elle n'empêche pas l'autorité chargée de l'enquête de se conformer au critère juridique énoncé dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, c'est-à-dire qu'elle n'interdit pas la prise en compte de toutes les données de fait étayées figurant au dossier et qu'elle n'autorise pas l'utilisation de "données de fait disponibles" qui ne remplacent pas raisonnablement les renseignements manquants. De plus, le Groupe spécial a eu raison de constater que l'Inde n'avait pas établi d'éléments *prima facie* dans le cadre de ses allégations "tel qu'appliqué".

2.387. S'agissant des allégations de nouvelles subventions, l'Union européenne fait observer que les réexamens administratifs des États-Unis qui sont l'objet de cette allégation combinaient un élément prospectif (c'est-à-dire le taux de droit à appliquer à l'avenir) et un élément rétrospectif (c'est-à-dire le montant du droit qui serait finalement recouvré en ce qui concerne le passé). Selon l'Union européenne, les éléments prospectifs des réexamens administratifs sont soumis aux disciplines de l'article 21 de l'Accord SMC, tandis que les éléments rétrospectifs sont soumis aux dispositions de l'article 19.3 de cet accord.

2.388. L'Union européenne ne partage pas le point de vue de l'Inde selon lequel l'article 11 s'applique aux enquêtes dans le cadre d'un réexamen ouvertes conformément à l'article 21.2 de l'Accord SMC. Parallèlement, elle note que l'Accord SMC ne repose pas sur une distinction sémantique absolue entre le terme "enquête" et le terme "réexamen". Ces deux termes ne sont pas définis dans l'Accord SMC et l'Union européenne considère qu'il est "tout simplement erroné" d'affirmer que toute disposition utilisant le terme "enquête" se limite nécessairement aux enquêtes initiales.[479]

[477] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 44.
[478] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 47.
[479] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 66.

2.389. Bien qu'elle reconnaisse que l'on pourrait faire entrer les nouvelles subventions dans le champ des réexamens, l'Union européenne souligne que les Membres ne devraient pas être autorisés à utiliser l'instrument que représente la procédure de réexamen administratif prévue à l'article 21.2 d'une manière si large qu'elle permette de contourner les disciplines régissant les enquêtes initiales, énoncées à l'article 11. L'Union européenne suggère que, si la subvention initiale et la nouvelle subvention alléguée sont très différentes, alors il se peut que l'évaluation de ces nouvelles subventions nécessite l'ouverture d'une enquête au titre de l'article 11.[480]

2.390. Pour l'Union européenne, l'obligation de consultations prescrite à l'article 13.1 de l'Accord SMC doit s'appliquer pour chaque nouvelle subvention. Autrement dit, si la subvention ou le programme de subventions même qui a fait l'objet de l'enquête initiale fait ultérieurement l'objet d'une enquête dans le cadre d'un réexamen, il n'y a pas d'obligation de mener de nouveau des consultations. Toutefois, si l'on fait entrer une nouvelle subvention dans le champ d'une enquête menée dans le cadre d'un réexamen, soit à la demande du requérant, soit dans des circonstances spéciales, à l'initiative de l'autorité chargée de l'enquête, parce qu'il existe des éléments de preuve positifs justifiant l'ouverture de l'enquête dans le cadre du réexamen aussi pour cette nouvelle subvention, alors l'obligation de consultation préalable énoncée à l'article 13.1 s'applique.

2.391. En ce qui concerne l'appel des États-Unis concernant la constatation du Groupe spécial relative au cumul croisé, l'Union européenne estime que l'article 15.3 de l'Accord SMC réglemente de manière exhaustive le cumul des importations en provenance de différents pays dans les mêmes enquêtes en matière de droits compensateurs et subordonne ce cumul à l'existence d'une série de circonstances très spécifiques. Puisque aucune autre situation n'est prévue, le cumul croisé ne devrait, par conséquent, pas être autorisé. L'Union européenne fait par ailleurs observer que l'expression "importations subventionnées" figure plusieurs fois à l'article 15 de l'Accord SMC et devrait être interprétée comme faisant référence aux importations pour lesquelles l'autorité chargée de l'enquête a constaté l'existence d'un subventionnement.

2.392. L'Union européenne rappelle la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, selon laquelle une analyse cumulative au titre de l'article 3.3 de l'Accord antidumping repose sur la reconnaissance du fait que la branche de production nationale peut subir un dommage par suite de l'incidence totale des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de divers pays. Cette constatation indique que le cumul des importations se justifie dans le contexte des enquêtes portant sur le même phénomène, qu'il s'agisse d'un dumping ou d'un subventionnement, pour permettre de déterminer l'incidence totale des importations en cause. De plus, la même distinction entre les deux phénomènes – le dumping et le subventionnement – se retrouve également à l'article VI:6 a) du GATT de 1994. De l'avis de l'Union européenne, l'emploi des termes "ou" et "selon le cas" indique par conséquent que l'on ne devrait pas mélanger les deux phénomènes lorsque l'on détermine les effets de chacun d'entre eux.

2.393. Par ailleurs, l'Union européenne fait observer que l'analyse faite par le Groupe spécial de l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis "est très succincte" et elle affirme que le Groupe spécial aurait pu expliciter davantage ses constatations pour ce qui est du sens de la mesure des États-Unis.[481] Néanmoins, selon l'Union européenne, bien que les États-Unis formulent une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, ils ne font pas valoir que le Groupe spécial a interprété de manière erronée le sens de la mesure en cause, mais contestent l'absence de justification fondamentale de la constatation du Groupe spécial. L'Union européenne soutient par conséquent qu'"il apparaît" que les États-Unis "confondent" l'allégation selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'allégation selon laquelle il n'a pas fourni de justification fondamentale de sa constatation conformément à l'article 12:7 du Mémorandum d'accord.[482]

[480] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 71. L'Union européenne a fourni des exemples de situations dans lesquelles les subventions initiales pouvaient être considérées comme très différentes, par exemple, celles qui impliquaient des niveaux régionaux différents, des autorités accordant les subventions différentes, des types de contributions financières différents, des calculs de l'avantage différents, etc.

[481] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 120.

[482] Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphe 120.

2.5.5 Arabie saoudite

2.394. L'Arabie saoudite estime que le pouvoir gouvernemental est la caractéristique qui définit tout organisme public et qu'aucun autre facteur n'est décisif.[483] Elle fait valoir que l'élément qui définit le "pouvoir gouvernemental" est le pouvoir de commander ou de contraindre un organisme privé et que les éléments qui définissent l'expression "pouvoirs publics" – c'est-à-dire "le pouvoir effectif de soumettre les individus à des règles, à un contrôle, à une supervision ou à d'autres disciplines", définissent également l'expression "organisme public".[484] L'Arabie saoudite soutient par ailleurs que l'existence d'une participation des pouvoirs publics au capital d'une entité ou d'un contrôle de l'entité par les pouvoirs publics ne permet pas d'établir l'existence d'un pouvoir gouvernemental, et que posséder ou exercer un pouvoir gouvernemental n'est pas la même chose qu'être détenue ou contrôlée par les pouvoirs publics, ces deux notions n'étant pas interchangeables.

2.395. Selon l'Arabie saoudite, une entité détenue ou contrôlée par les pouvoirs publics pourrait être un organisme public, mais uniquement dans les cas où les pouvoirs publics lui ont délégué la capacité de contrôler ou régir les actions d'un organisme privé.[485] L'Arabie saoudite soutient que c'est donc le fait que les pouvoirs publics lui ont délégué leur autorité, et non le fait qu'ils la détiennent ou la contrôlent, qui confère à l'entité son statut d'organisme public. À son avis, l'autorité chargée de l'enquête qui examine si une entité est un "organisme public" est donc tenue, dans chaque cas: i) d'entreprendre une évaluation objective de tous les éléments de preuve relatifs au pouvoir gouvernemental sans mettre indûment l'accent sur un seul facteur, comme la participation de l'État au capital ou le contrôle de l'État; et ii) de veiller à ce que des éléments de preuve positifs étayent sa détermination selon laquelle une entité possède ou exerce un pouvoir gouvernemental, ou en est investie. L'autorité chargée de l'enquête qui fonderait sa détermination uniquement sur des éléments de preuve indiquant une participation des pouvoirs publics au capital ou d'un contrôle par les pouvoirs publics ne satisferait pas à ces prescriptions. L'Arabie saoudite affirme que la détermination de la qualité d'"organisme public" nécessite une approche au cas par cas et que "s'appuyer mécaniquement sur des éléments de preuve indiquant une participation au capital ou un contrôle serait incompatible avec cette prescription".[486]

2.396. En ce qui concerne la question de la contribution financière, l'Arabie saoudite estime que "l'octroi de droits d'extraction intangibles" ne constitue pas la fourniture de "biens" ou de "services" au titre de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC.[487] À son avis, les droits d'extraction ne sont pas des biens tangibles puisque la quantité et la valeur des ressources en cause sont inconnues lorsque les pouvoirs publics octroient le droit de les extraire. L'Arabie saoudite ajoute que le point de savoir si un droit d'extraction produira un bien tangible quelconque est hypothétique et dépendra des quantités de ressources pouvant être extraites qui seront effectivement disponibles et des actions du détenteur des droits, y compris sa décision commerciale de commencer l'extraction, les investissements réalisés pour extraire les ressources et les compétences spécifiques requises pour rendre cette extraction possible. Selon l'Arabie saoudite, des constatations de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel étayent l'existence de la distinction entre les biens et les droits d'extraction intangibles. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a reconnu que les programmes forestiers du Canada "fourniss[aient] des biens" au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC "pour des raisons qui démontr[aient] pourquoi des droits d'extraction intangibles, en eux-mêmes, [n'étaient] pas des biens: la ressource en question était manifeste et quantifiable".[488] L'Arabie saoudite relève également le raisonnement de l'Organe d'appel selon lequel les actes des pouvoirs publics ne constituent pas la fourniture d'un bien, à moins que les pouvoirs publics n'aient un contrôle sur la disponibilité du bien en question et qu'il n'y ait un rapport raisonnablement proche entre l'action des pouvoirs publics et la jouissance des biens tangibles par le bénéficiaire. Selon l'Arabie saoudite, il n'est satisfait à aucune de ces prescriptions lorsque les pouvoirs publics octroient uniquement le droit intangible d'extraire des quantités inconnues de matières premières invisibles.

[483] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 15 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphes 317, 318 et 346).
[484] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 17 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 290).
[485] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 20 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 294).
[486] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 27.
[487] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 37.
[488] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 39.

Le raisonnement suivi dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* vient donc étayer la conclusion selon laquelle l'octroi de droits d'extraction ne peut à lui seul constituer la fourniture d'un bien au titre de l'article 1.1 a) 1) iii). L'Arabie saoudite ajoute que cette disposition ne peut pas être interprétée d'une manière si large qu'elle inclut des éléments qui ne sont ni des biens ni des services, tels que les actifs incorporels.

2.397. L'Arabie saoudite fait également valoir que l'octroi du droit d'exploiter les ressources naturelles d'une nation est une fonction souveraine que le Groupe spécial devrait distinguer de la fourniture réelle de ces ressources. Selon elle, une détermination selon laquelle l'octroi de droits d'extraction intangibles constitue à lui seul une contribution financière serait contraire au principe du droit international public selon lequel chaque État jouit d'une souveraineté permanente sur ses ressources naturelles. L'Arabie saoudite ajoute que ce principe est reconnu par la Cour internationale de justice comme un principe établi du droit international coutumier. À son avis, donner de la contribution financière une interprétation large qui couvre les droits d'extraction intangibles porterait atteinte au principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles en décourageant les politiques des pays en développement en matière de développement durable. L'Arabie saoudite explique qu'à son avis, le fait de soumettre les politiques de mise en valeur des ressources des Membres aux disciplines de l'Accord SMC ébranlerait la certitude de maîtriser le développement souverain que le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles a pour but de garantir. Elle demande instamment à l'Organe d'appel de reconnaître que l'Accord SMC devrait être interprété d'une manière qui donne aux Membres l'autonomie nécessaire pour utiliser leurs ressources naturelles en vue à la fois de répondre aux besoins en matière de développement durable et d'assurer le bien-être des générations futures.

2.398. L'Arabie saoudite soutient que l'utilisation de points de repère autres que les prix dans le pays pour la détermination de l'existence d'un avantage n'est admissible que dans des circonstances "très limitées", c'est-à-dire lorsque ces prix sont "faussés". De plus, l'autorité chargée de l'enquête doit veiller à ce que tout point de repère de substitution "reflète les conditions du marché existantes et ne neutralise pas les avantages comparatifs d'un Membre". À ce sujet, l'Arabie saoudite soutient qu'un point de repère intérieur, fondé sur les coûts, est plus exact que des prix sur le marché international ou le marché de pays tiers.[489] Elle avance cinq arguments à cet égard.

2.399. Premièrement, l'Arabie saoudite fait référence au libellé de l'article 14 d) de l'Accord SMC selon lequel l'adéquation de la rémunération "sera" déterminée par rapport aux "conditions du marché existantes … dans le pays de fourniture". De l'avis de l'Arabie saoudite, cela démontre la primauté des conditions du marché intérieur en tant que point de repère approprié. Deuxièmement, l'Arabie saoudite estime que l'article 14 d) établit que les prix pratiqués sur le marché intérieur constituent le principal critère permettant de déterminer si et dans quelle mesure un avantage est conféré par la fourniture d'un bien puisque le "prix" représente la principale des "conditions du marché existantes" énumérées à l'article 14 d). Troisièmement, l'Arabie saoudite affirme que, pour rejeter les points de repère dans le pays lorsqu'elle détermine si un bien fourni par les pouvoirs publics confère un avantage, l'autorité chargée de l'enquête doit établir l'existence d'une distorsion des prix intérieurs, sur la base de tous les éléments de preuve disponibles. Les éléments de preuve montrant le rôle des pouvoirs publics sur le marché intérieur pertinent n'établissent pas automatiquement, à eux seuls, l'existence d'une distorsion. On ne peut pas non plus supposer qu'il y a distorsion au motif que les pouvoirs publics sont le fournisseur prédominant sur le marché intérieur. Quatrièmement, l'Arabie saoudite estime que les points de repère extérieurs devraient être évités parce qu'ils sont par essence impropres à refléter les conditions existantes sur le marché intérieur. L'utilisation de points de repère extérieurs n'est pas admissible lorsqu'ils sont utilisés pour neutraliser des différences en matière d'avantages comparatifs entre les pays.[490] De plus, l'utilisation de ces points de repère ne devrait pas être autorisée, à moins qu'une application exhaustive du critère prévu à l'article 14 d) ne démontre qu'aucune autre valeur fondée sur les "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture et aucune valeur de substitution dans le pays ne sont disponibles. Enfin, l'Arabie saoudite soutient que les points de repère dans le pays, fondés sur les coûts, sont préférables aux points de repère extérieurs parce

[489] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 2. (note de bas de page omise)

[490] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 10 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 109).

qu'ils sont adaptés aux circonstances du pays, de la branche de production et des entreprises concernées et qu'ils peuvent donc, moyennant un ajustement minime ou nul, refléter les conditions du marché existantes. L'Arabie saoudite fait valoir qu'il est plus probable que ces points de repère seront compatibles avec la prescription selon laquelle l'analyse de l'avantage au titre de l'Accord SMC ne peut pas annuler l'avantage comparatif d'un pays.[491]

2.400. S'agissant de l'allégation de l'Inde concernant la détermination par l'USDOC de l'existence d'un avantage pour ce qui est des droits d'exploitation exclusifs, l'Arabie saoudite soutient que l'octroi de droits d'extraction ne peut pas constituer un avantage puisque cet octroi ne constitue pas la fourniture d'un bien ou d'un service au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. Bien que l'autorité dispose d'une certaine latitude quant à la méthode employée conformément aux principes directeurs énoncés à l'article 14 d), elle ne peut agir en dehors des paramètres clairs et impératifs qu'ils établissent. L'Arabie saoudite affirme par conséquent que, puisque les droits d'extraction ne sont pas un "bien" ou un "service", l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas déterminer l'existence d'un quelconque avantage conféré par l'octroi de ces droits par référence à "l'adéquation de la rémunération".

2.401. L'Arabie saoudite estime que les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas constater l'existence d'une spécificité *de facto* au titre de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC en se fondant uniquement sur les caractéristiques inhérentes à un bien ou un service. La notion de "spécificité inhérente", selon elle, "est incompatible avec le texte et le but de l'Accord SMC".[492] D'après l'Arabie saoudite, les autorités ne peuvent se soustraire aux obligations énoncées à l'article 2.1 c) en affirmant simplement que les caractéristiques inhérentes à un bien le rendent utilisable par certaines entreprises uniquement. L'Arabie saoudite fait valoir que cela "équivaudrait à une présomption irréfragable, sans considération des facteurs que les autorités doivent examiner au titre de l'article 2.1 c)".[493] De l'avis de l'Arabie saoudite, un grand nombre de ressources naturelles ne se prêtent pas à ce type d'analyse puisqu'elles sont utilisées par un nombre indéfini de branches de production. L'Arabie saoudite soutient également que l'interprétation de la spécificité *de facto* par le Groupe spécial pourrait rendre superflue la détermination requise par l'article 2. Elle fait par ailleurs valoir que la "spécificité inhérente" pénalise les économies moins diversifiées, ce qui est contraire à la prescription de l'article 2.1 c) voulant que la détermination de la spécificité *de facto* tienne compte de la diversification des activités économiques d'un Membre. L'Arabie saoudite affirme que, lorsque l'économie d'un Membre dépend d'une ressource naturelle unique, l'autorité chargée de l'enquête ne devrait pas constater que la fourniture de cette ressource par ce Membre est spécifique *de facto* en raison des utilisations par inhérence limitées du bien. Selon elle, une constatation de cette nature "se traduirait précisément par le type de règle *per se* que la prescription relative à la diversification de l'article 2.1 c) interdit".[494]

3 QUESTIONS SOULEVÉES DANS LE PRÉSENT APPEL

3.1. Les questions soulevées dans le présent appel sont les suivantes, à savoir:

a. s'agissant des constatations du Groupe spécial au titre de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'expression "organisme public" figurant à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC lorsqu'il a déterminé que la NMDC était un organisme public;

b. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant la contribution financière au titre de l'article 1.1 a) 1) i) et iii) de l'Accord SMC:

   i. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que les pouvoirs publics indiens fournissaient des biens au moyen de l'octroi de droits d'exploitation du minerai de fer et du charbon était incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC; et

   ii. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que le Comité directeur du SDF effectuait des

[491] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphes 8 à 13.
[492] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 32.
[493] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 33.
[494] Communication de l'Arabie saoudite en tant que participant tiers, paragraphe 35.

transferts directs de fonds était incompatible avec l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC;

c. s'agissant des constatations "en tant que tel" du Groupe spécial, au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, concernant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis pour le calcul de l'avantage établi à l'article 351.511 a) 2) i) à iv) du Règlement des États-Unis,

   i. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il n'exigeait pas des autorités chargées de l'enquête qu'elles évaluent l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur avant d'évaluer si un avantage était conféré au bénéficiaire;

   ii. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics pour la détermination des points de repère fondés sur les prix;

   iii. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation des "prix pratiqués sur le marché mondial" comme points de repère du niveau II dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC; et

   iv. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison" dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC;

d. s'agissant des constatations "tel qu'appliqué" du Groupe spécial concernant l'avantage au titre de l'article 14 de l'Accord SMC:

   i. si les constatations subsidiaires du Groupe spécial concernant les justifications *a posteriori*, présentées par les États-Unis pour justifier le fait que l'USDOC n'avait pas pris en considération certains renseignements sur les prix intérieurs pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate, étaient incompatibles avec les articles 12 et 14 d) de l'Accord SMC;

   ii. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC pour déterminer un point de repère du niveau II était incompatible avec l'article 14 d) et le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC;

   iii. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation par l'USDOC de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour le minerai de fer par la NMDC était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC;

   iv. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la construction par l'USDOC des prix des pouvoirs publics pour le minerai de fer et le charbon était incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC; et

   v. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'allégation de l'Inde telle qu'elle se rapportait à la détermination de l'USDOC selon laquelle les prêts octroyés dans le cadre du SDF conféraient un avantage au sens des articles 1.1 b) et 14 b) de l'Accord SMC;

e. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant la spécificité au titre de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC:

i. si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USDOC n'avait pas l'obligation d'établir que seul un "nombre limité" d'entreprises parmi l'ensemble de "certaines entreprises" utilisaient effectivement le programme de subventions;

ii. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'argument de l'Inde selon lequel la spécificité devait être établie sur la base d'une discrimination en faveur de "certaines entreprises" par rapport à une catégorie plus vaste d'autres entités se trouvant dans une situation semblable; et

iii. si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant l'argument de l'Inde selon lequel, si les caractéristiques inhérentes du bien subventionné limitaient la possibilité d'utiliser la subvention à une certaine branche de production, la subvention ne serait pas spécifique à moins que la possibilité d'en bénéficier ne soit en outre limitée à un sous-ensemble de cette branche de production;

f. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant l'utilisation des "données de fait disponibles" au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC:

i. si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC en constatant qu'il n'exigeait pas de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle procède à une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de choisir les meilleurs renseignements;

ii. si le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 12.7 de l'Accord SMC en constatant que l'Inde n'avait pas établi *prima facie* que l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis étaient incompatibles "en tant que tels" avec l'article 12.7 de l'Accord SMC; et

iii. si le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 12.7 de l'Accord SMC en constatant que l'Inde n'avait établi *prima facie* que l'utilisation d'une "règle" alléguée sur le choix des taux de subventionnement non *de minimis* les plus élevés, soit de manière générale soit "telle qu'appliquée" dans les cas identifiés par l'Inde, était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC;

g. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant l'examen des allégations de nouvelles subventions dans les réexamens administratifs, si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'examen par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions dans les réexamens administratifs concernant les importations en cause était incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC;

h. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant le "cumul croisé", si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 15.3, et l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5, de l'Accord SMC, n'autorisaient pas les autorités chargées de l'enquête à évaluer cumulativement les effets des importations qui ne faisaient pas l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées et les effets des importations qui faisaient l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs;

i. s'agissant des questions identifiées aux paragraphes 3.1.a à 3.1.h, si le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord; et

j. s'agissant des questions identifiées aux paragraphes 3.1.c et 3.1.g ci-dessus, si le Groupe spécial n'a pas fourni de justifications fondamentales de ses constatations et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 12:7 du Mémorandum d'accord.

4 ANALYSE DE L'ORGANE D'APPEL

4.1 Article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC – Organisme public

4.1.1 Introduction

4.1. Devant le Groupe spécial, l'Inde a allégué que le Département du commerce des États-Unis (USDOC) "s'[était] indûment concentré" sur la participation de 98% des pouvoirs publics indiens au capital de la National Mineral Development Corporation (NMDC) pour déterminer si cette entité constituait un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Elle a fait valoir qu'"une entité ne constitu[ait] … un organisme public que si elle exer[çait] une fonction gouvernementale, et qu'elle [avait] le pouvoir d'exercer cette fonction et [avait] autorité pour le faire".[495]

4.2. Le Groupe spécial a fait observer que les arguments de l'Inde "s'appuy[aient] fortement" sur les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.[496] Il a rappelé qu'il était tenu, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à sa propre évaluation objective de la question dont il était saisi, en ajoutant toutefois que l'Organe d'appel avait affirmé antérieurement que suivre les conclusions formulées par celui-ci dans des différends précédents n'était pas seulement approprié, c'est ce que l'on attendait aussi des groupes spéciaux, "en particulier dans les cas où les questions [étaient] les mêmes".[497] Citant les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, le Groupe spécial a indiqué qu'il croyait comprendre que l'Organe d'appel avait constaté que "la considération essentielle pour identifier un organisme public était la question du pouvoir gouvernemental, c'est-à-dire le pouvoir d'exercer des fonctions gouvernementales", et qu'il devait donc être montré que l'entité pertinente avait été "investie" d'un pouvoir gouvernemental, "ou qu'elle [avait] effectivement exercé un tel pouvoir par l'exercice de fonctions gouvernementales".[498] Le Groupe spécial a rappelé en outre que, pour déterminer si une entité disposait d'un pouvoir gouvernemental, l'autorité chargée de l'enquête devait "évaluer les caractéristiques essentielles de l'entité et sa relation avec les pouvoirs publics".[499] Il a ajouté que le "contrôle de l'entité par les pouvoirs publics [était] pertinent si ce contrôle [était] "significatif"".[500]

4.3. S'agissant de la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un organisme public, le Groupe spécial a noté que l'USDOC avait constaté que "la NMDC [était] une société minière régie par le Ministère de la sidérurgie du gouvernement indien et que les pouvoirs publics indiens déten[aient] 98% de ses actions".[501] Pour lui, cela indiquait que l'USDOC avait "examiné" la question du contrôle de la NMDC, en plus d'avoir pris en considération les éléments de preuve relatifs à la participation.[502] Il pensait comme l'Organe d'appel que, "dans certaines circonstances, il [pouvait] être constaté qu'un organisme [était] de nature publique lorsque des autorités gouvernementales, et donc publiques, exer[çaient] un "contrôle significatif" sur cet organisme".[503] Il a expliqué qu'il examinerait donc "la question de savoir si la détermination de l'USDOC reven[ait] à constater de façon appropriée que les pouvoirs publics indiens exer[çaient] un "contrôle significatif" sur la NMDC".[504]

4.4. Sur la base de son analyse, le Groupe spécial a conclu que la détermination de l'USDOC, considérée au regard des éléments de preuve versés au dossier, "constituait effectivement" une constatation selon laquelle les pouvoirs publics indiens exerçaient un "contrôle significatif" sur la

---

[495] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.68 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 222).
[496] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.68 et 7.79.
[497] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.79 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 362 (note de bas de page omise)).
[498] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80.
[499] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80.
[500] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80.
[501] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81 (citant les résultats préliminaires du réexamen administratif de 2004 (pièce IND-17 présentée au Groupe spécial), page 1516).
[502] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81.
[503] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81.
[504] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81.

NMDC.[505] Il a donc rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC dans l'enquête correspondante était incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.[506]

4.5. En appel, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC et qu'il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord. Elle nous demande d'infirmer la constatation du Groupe spécial, de compléter l'analyse juridique et de constater que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en déterminant que la NMDC était un organisme public.

4.6. Les États-Unis répliquent que le Groupe spécial a interprété et appliqué l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC d'une manière compatible avec l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, et ils font valoir que l'Inde n'a pas établi que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord. Dans leur autre appel, les États-Unis font valoir que "lorsqu'il existe un contrôle suffisant des pouvoirs publics sur une entité, tel que celui dont l'existence a été constatée par le Groupe spécial au sujet de la NMDC, il n'est pas nécessaire de constater également que l'entité exerce "un pouvoir gouvernemental"".[507] Ils nous demandent donc de préciser qu'"une entité qui est contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que ceux-ci peuvent utiliser les ressources de cette entité comme leurs propres ressources" est un organisme public au sens de l'Accord SMC, "que l'entité possède également un "pouvoir gouvernemental" ou exerce ce pouvoir pour l'exécution de fonctions gouvernementales".[508] Si nous venions à infirmer ou modifier les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, les États-Unis demandent que nous complétions l'analyse juridique et que nous constations que les éléments de preuve figurant dans le dossier administratif de l'USDOC étayeraient la constatation selon laquelle la NMDC est un organisme public.

4.7. Nous examinons tout d'abord les arguments des participants concernant le critère juridique à appliquer lorsqu'il s'agit de déterminer si une entité est ou non un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Puis nous examinons l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse de la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un organisme public.

4.1.2 Critère juridique pour déterminer si une entité est un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC

4.8. L'article 1.1 de l'Accord SMC dispose qu'une "subvention" sera réputée exister s'il y a une "contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public" et si "un avantage est ainsi conféré".[509]

4.9. S'agissant du sens de l'expression "organisme public", l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, qu'un "organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC [devait] être une entité qui possédé[ait] ou exer[çait] un pouvoir gouvernemental, ou en [était] investi".[510] Pour déterminer si une entité spécifique est ou non un organisme public, il peut être pertinent de considérer "la question de savoir si les fonctions ou le comportement sont d'un type ordinairement considéré comme relevant de la puissance publique dans l'ordre juridique du Membre pertinent".[511] L'Organe d'appel a indiqué que la classification et les fonctions des entités dans les Membres de l'OMC en général pouvaient aussi avoir une incidence sur la question de savoir quelles caractéristiques présentaient normalement les

[505] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.89.
[506] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.89.
[507] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 23.
[508] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 6.
[509] L'article 1.1 a) 2) et 1.1 b) de l'Accord SMC dispose qu'une subvention sera aussi réputée exister s'il y a une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI du GATT de 1994 et si un avantage est ainsi conféré. Le présent différend ne soulève pas la question des subventions accordées sous la forme de soutien des revenus ou des prix.
[510] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317.
[511] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 297.

organismes publics.[512] Il a ajouté que "tout comme il n'y [avait] pas deux cas où les pouvoirs publics [étaient] exactement identiques, les délimitations et caractéristiques précises d'un organisme public [étaient] nécessairement différentes d'une entité à l'autre, d'un État à l'autre et d'une affaire à l'autre".[513] Il a expliqué que, dans certains cas, par exemple lorsqu'une loi ou un autre instrument juridique investissait expressément l'entité concernée d'un pouvoir, déterminer qu'une telle entité était un organisme public était un exercice simple. Dans d'autres cas, la situation peut être plus ambiguë et le problème plus complexe.[514]

4.10. L'Organe d'appel a souligné en outre que l'absence de délégation expresse de pouvoir gouvernemental prévue par la loi n'empêchait pas nécessairement de déterminer qu'une entité particulière était un organisme public.[515] En fait, on pouvait considérer que les pouvoirs publics avaient des manières différentes d'investir une entité d'un "pouvoir gouvernemental" et, par conséquent, différents types d'éléments de preuve pouvaient être pertinents à cet égard. L'Organe d'appel a dit que des éléments de preuve indiquant qu'"une entité exer[çait], en fait, des fonctions gouvernementales [pouvaient] constituer des éléments de preuve indiquant qu'elle posséd[ait] un pouvoir gouvernemental ou qu'elle en [avait] été investie".[516] Il a ajouté que "des éléments de preuve indiquant que des pouvoirs publics exer[çaient] un contrôle significatif sur une entité et son comportement [pouvaient] constituer, dans certaines circonstances, des éléments de preuve indiquant que l'entité pertinente posséd[ait] un pouvoir gouvernemental et exer[çait] ce pouvoir pour exécuter des fonctions gouvernementales".[517] Il a toutefois souligné qu'"il [était] peu probable que l'existence de simples liens formels entre une entité et les pouvoirs publics au sens étroit suffise pour établir la possession d'un pouvoir gouvernemental qui [était] requise".[518] En fait, "[l']autorité chargée de l'enquête doit, pour établir sa détermination, évaluer et prendre dûment en considération toutes les caractéristiques pertinentes de l'entité et, pour arriver à sa détermination finale concernant la manière dont cette entité devrait être qualifiée, éviter de se concentrer exclusivement ou indûment sur une seule caractéristique sans accorder l'attention voulue à d'autres caractéristiques qui peuvent être pertinentes".[519] Par conséquent, le simple fait que des pouvoirs publics détiennent une participation au capital d'une entité ou exercent un contrôle sur celle-ci ne suffit pas, à lui seul, à établir que l'entité est un organisme public.

4.1.2.1 Arguments des participants

4.11. L'Inde affirme que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC lorsqu'il a interprété l'expression "organisme public" comme désignant toute entité sur laquelle les pouvoirs publics exerçaient un "contrôle significatif". Elle soutient au lieu de cela que la caractéristique essentielle d'un organisme public est qu'il exerce le pouvoir dont il a été investi par les pouvoirs publics afin d'exécuter des fonctions gouvernementales. Pour elle, cela signifie que, pour qu'une entité soit un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1), elle doit avoir le pouvoir de soumettre les individus à des règles, à un

[512] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 297.
[513] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317.
[514] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318.
[515] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer, "[c]e qui importe est de savoir *si* une entité est investie du pouvoir d'exercer des fonctions gouvernementales plutôt que *comment* cela est réalisé". (*Ibid.* (italique dans l'original))
[516] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318.
[517] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318.
[518] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318. L'Organe d'appel a aussi expliqué que les groupes spéciaux et les autorités chargées de l'enquête étaient invités, dans tous les cas, "à procéder à une évaluation minutieuse de l'entité en question et à identifier les caractéristiques communes qu'elle présent[ait] et la relation qu'elle [avait] avec les pouvoirs publics" (*ibid.*, paragraphe 319), et que le "simple fait que des pouvoirs publics [étaient] l'actionnaire majoritaire d'une entité ne démontr[ait] pas que les pouvoirs publics exer[çaient] un contrôle significatif sur le comportement de cette entité" (*ibid.*, paragraphe 318).
[519] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 319. (note de bas de page omise)

contrôle ou à une supervision, ou de discipliner autrement leur conduite[520], et doit aussi pouvoir confier à un "organisme privé" une responsabilité ou exercer sur lui une autorité.[521]

4.12. Pour leur part, les États-Unis font référence à l'interprétation que le Groupe spécial a donnée de l'expression "organisme public"[522] et ils estiment qu'"il serait utile que l'Organe d'appel précise si c'est *uniquement* la possession ou l'exercice du pouvoir gouvernemental qui peut distinguer un organisme public", ou si, comme les États-Unis le font valoir, "un organisme public peut *aussi* comprendre une entité contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que l'on peut dire que les contributions financières accordées par l'entité l'ont été au nom des pouvoirs publics, c'est-à-dire de telle façon que les pouvoirs publics peuvent utiliser les ressources de l'entité comme leurs propres ressources".[523]

4.1.2.2 Question préliminaire soulevée par l'Inde

4.13. Nous notons, à titre préliminaire, l'affirmation de l'Inde selon laquelle la demande des États-Unis visant à ce que l'Organe d'appel précise le sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC devrait être rejetée parce que, en demandant cette clarification, les États-Unis ne contestent pas "des questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial ni des interprétations du droit données par celui-ci".[524] L'Inde affirme en outre que la demande de clarification des États-Unis est essentiellement une tentative pour infirmer un rapport précédemment adopté de l'Organe d'appel, sans fournir de "raisons impérieuses"[525], et elle fait valoir que les principes à appliquer pour déterminer si une entité est un organisme public ont été établis dans le rapport adopté de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.

4.14. Les États-Unis répondent qu'ils ne demandent pas que l'Organe d'appel infirme l'interprétation qu'il a donnée de l'expression "organisme public" dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.[526] Ils rappellent que l'Organe d'appel n'a pas, dans ce différend, rejeté chaque aspect de leurs arguments. Au lieu de cela, il a constaté, par exemple, qu'un "contrôle significatif" exercé sur une entité par les pouvoirs publics pouvait fournir une base suffisante pour constater qu'une entité était un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.[527] Les États-Unis signalent en outre qu'ils n'ont pas fait appel de la répétition par le Groupe spécial de la constatation de l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, selon laquelle la participation des pouvoirs publics au capital, à elle seule, ne démontrait pas qu'une entité était un organisme public.

4.15. L'Organe d'appel est tenu en vertu de l'article 17:12 du Mémorandum d'accord d'examiner chacune des questions de droit soulevées pendant la procédure d'appel. Selon nous, les États-Unis ont fait appel d'une "interprétation du droit" donnée par le Groupe spécial au sens de l'article 17:6 du Mémorandum d'accord. Nous considérons donc que leur demande de clarification relève du champ de l'appel et nous ne sommes pas d'accord avec l'Inde dans la mesure où elle suggère le contraire.[528]

4.16. Nous procédons maintenant à l'examen des arguments de l'Inde et des États-Unis au sujet de l'énonciation par le Groupe spécial du critère à appliquer pour déterminer si une entité est ou non un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

---

[520] Voir la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 307.
[521] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 310.
[522] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 2 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80). En tant que fondement de leur demande de clarification, les États-Unis font aussi référence à l'argument de l'Inde selon lequel, pour qu'une entité soit un organisme public, elle doit avoir le pouvoir de soumettre les individus à des règles, à un contrôle ou à une supervision, ou de discipliner autrement leur conduite, et doit aussi pouvoir confier à un organisme privé une responsabilité ou exercer sur lui une autorité. (*Ibid*. (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 318))
[523] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 52. (italique dans l'original)
[524] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 13 (citant l'article 17:6 du Mémorandum d'accord).
[525] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 7 et section II.C.
[526] Déclaration liminaire des États-Unis à l'audience.
[527] Déclaration liminaire des États-Unis à l'audience.
[528] Nous rappelons que, dans des différends antérieurs, l'Organe d'appel a examiné des déclarations des groupes spéciaux qui ne constituaient pas une constatation ou une conclusion juridiques. (Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphes 930 à 936.)

4.1.2.3 Interprétation de l'expression "organisme public"

4.17. L'Inde fait valoir qu'il découle du raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Produits laitiers* et dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* que, pour être un organisme public, une entité doit avoir le pouvoir de soumettre les individus à des règles, à un contrôle ou à une supervision, ou de discipliner autrement la conduite d'autrui.[529] Dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel a souligné que "le fait d'être investi d'un pouvoir gouvernemental [était] la caractéristique essentielle d'un organisme public"[530] et qu'un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC "[devait] être une entité qui posséd[ait] ou exer[çait] un pouvoir gouvernemental, ou en [était] investi".[531] Bien que certaines entités dont il a été constaté qu'elles constituaient des organismes publics puissent posséder le pouvoir de réglementer, nous ne voyons pas pourquoi une entité devrait nécessairement posséder cette caractéristique pour qu'il puisse être constaté qu'elle est investie d'un pouvoir gouvernemental ou exerce une fonction gouvernementale et qu'elle constitue donc un organisme public.[532]

4.18. Nous ne considérons pas non plus qu'il découle du raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* que, pour être un organisme public, l'entité pertinente doit avoir le pouvoir de charger des organismes privés d'exécuter les fonctions identifiées à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) de l'Accord SMC ou de leur ordonner de les exécuter.[533] L'Organe d'appel n'a pas constaté dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* qu'une entité devait avoir le pouvoir de "charger" un organisme privé d'exécuter les fonctions identifiées à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) ou de lui "ordonner" de les exécuter pour constituer un organisme public exerçant des fonctions gouvernementales.

4.19. Cela étant dit, nous notons que la terminologie avancée par les États-Unis – "un organisme public peut aussi comprendre une entité contrôlée par les pouvoirs publics … de telle façon que ceux-ci peuvent utiliser les ressources de l'entité comme leurs propres ressources"[534] – est difficile à concilier avec celle utilisée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Dans ce différend, l'Organe d'appel a souligné qu'un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC "[devait] être une entité qui posséd[ait] ou exer[çait] un pouvoir gouvernemental, ou en [était] investi".[535]

4.20. Conformément à l'interprétation de l'Organe d'appel, l'exercice par les pouvoirs publics d'un "contrôle significatif" sur une entité et sa conduite, y compris le contrôle exercé de telle façon que les pouvoirs publics peuvent utiliser les ressources de cette entité comme leurs propres ressources, peut assurément constituer des éléments de preuve pertinents aux fins de déterminer si une entité particulière constitue un organisme public. De même, la participation des pouvoirs publics au capital d'une entité, tout en n'étant pas un critère décisif, peut constituer, conjointement avec d'autres éléments, des éléments de preuve.[536] Cependant, et cela est

[529] Voir la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 308 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 101; et *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 290). Voir aussi la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 318.

[530] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 310.

[531] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317.

[532] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318.

[533] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318. L'Organe d'appel a explicitement reconnu dans cette affaire qu'une "même entité [pouvait] posséder certaines caractéristiques donnant à penser qu'il s'agi[ssait] d'un organisme public et d'autres caractéristiques donnant à penser qu'il s'agi[ssait] d'un organisme privé". (*Ibid.* (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, note de bas de page 29 relative au paragraphe 7.8))

[534] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 52.

[535] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317. L'Organe d'appel a ajouté que la "pratique constante et systématique" d'une entité d'exercer des fonctions gouvernementales "[pouvait] constituer des éléments de preuve indiquant qu'elle posséd[ait] un pouvoir gouvernemental ou qu'elle en [avait] été investie". (*Ibid.*, paragraphe 318)

[536] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 310.

important, dans son examen des éléments de preuve, l'autorité chargée de l'enquête doit "éviter de se concentrer exclusivement ou indûment sur une seule caractéristique sans accorder l'attention voulue à d'autres caractéristiques qui peuvent être pertinentes".[537]

4.21. Les États-Unis font valoir que l'emploi de l'expression "pouvoirs publics" pour faire référence au membre de phrase "pouvoirs publics ou … tout organisme public du ressort territorial d'un Membre" est un procédé stylistique visant à éviter la répétition de ce long membre de phrase dans l'ensemble de l'Accord SMC.[538] Ils mentionnent à cet égard le procédé analogue utilisé à l'article 2.1 de l'Accord SMC, où il est fait référence à "une entreprise ou … une branche de production ou … un groupe d'entreprises ou de branches de production" au moyen de l'expression "certaines entreprises", soulignant que les termes "entreprise" et "branche de production" ont aussi des sens différents, bien qu'elles soient désignées collectivement par l'expression "certaines entreprises".[539]

4.22. Bien que l'Organe d'appel ne pense pas comme le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* que l'emploi de l'expression collective "pouvoirs publics" n'était "*qu'*un artifice de style"[540], il *n'*a *pas* rejeté l'affirmation selon laquelle l'expression "pouvoirs publics" était utilisée dans l'Accord SMC pour désigner de manière abrégée les "pouvoirs publics ou … tout organisme public", et par conséquent, a très bien pu servir d'artifice de style. Au lieu de cela, l'Organe d'appel ne souscrivait pas à l'affirmation selon laquelle l'expression collective "pouvoirs publics" n'avait aucune importance au niveau de l'interprétation.[541] Au contraire, l'expression "pouvoirs publics" est un contexte pertinent pour interpréter le sens du membre de phrase "ou de tout organisme public".

4.23. Nous notons que les États-Unis souscrivent à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* selon laquelle "pour qu'un organisme public puisse exercer son pouvoir sur un organisme privé (action d'ordonner), il doit lui-même posséder ce pouvoir, ou la capacité de contraindre ou de commander" et, "[d]e même, pour qu'il puisse donner une responsabilité à un organisme privé (action de charger), il doit lui-même être investi de cette responsabilité".[542] Toutefois, d'après les États-Unis, il ne s'ensuit pas nécessairement que "tous les organismes publics" doivent avoir ce pouvoir. Ils signalent, par exemple, que de nombreux organes des pouvoirs publics des Membres – y compris les ministères, départements et organismes – ne possèdent pas le pouvoir juridique de charger des organismes privés d'exécuter les fonctions identifiées à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) ou de leur ordonner de les exécuter, même si, à d'autres égards, ils peuvent posséder et exercer le pouvoir de ""réglementer", "discipliner", "superviser" ou "contrôler" la conduite des particuliers".[543] Pour les États-Unis, le fait que ces organes n'ont pas le pouvoir de charger des organismes privés de faire quelque chose ou de leur ordonner de le faire "ne les exclut pas" de la catégorie des pouvoirs publics et, de la même manière, le fait qu'une entité n'a pas le pouvoir de charger des organismes privés de faire quelque chose ou de leur ordonner de le faire ne devrait pas, du point de vue définitionnel, signifier qu'elle ne peut pas être un "organisme public".[544]

4.24. Les États-Unis soutiennent en outre que la référence aux fonctions des pouvoirs publics à l'article 1.1 a) 1) iv) ne peut pas être comprise comme se rapportant au pouvoir de "réglementer, contrôler, superviser, ou discipliner la conduite d'autrui", car ce libellé "renvoie simplement" aux

[537] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 319. L'Organe d'appel a expliqué que, dans certains cas, par exemple lorsqu'une loi ou un autre instrument juridique investissait expressément l'entité concernée d'un pouvoir, déterminer qu'une telle entité était un organisme public était un exercice simple. Dans d'autres cas, la situation pouvait être plus ambiguë et le problème plus complexe. (*Ibid.*, paragraphe 318)

[538] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 50 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 8.66).

[539] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 50.

[540] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 289 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 8.66). (pas d'italique dans l'original)

[541] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 289.

[542] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 69 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 294).

[543] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 70 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 97).

[544] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 70.

fonctions décrites aux alinéas i) à iii).[545] Par conséquent, une lecture de l'article 1.1 a) 1) iv) selon laquelle il exige que l'expression "organisme public" soit interprétée comme désignant une entité investie du pouvoir d'exécuter des fonctions gouvernementales ou exerçant ce pouvoir est "circulaire".[546] Les États-Unis ajoutent qu'une entité dont il est allégué qu'elle a entrepris une ou plusieurs des actions identifiées à l'article 1.1 a) 1) i) à iii) possède nécessairement – du moins selon les allégations – le pouvoir d'exécuter ces actions. Ainsi, la possession par une entité de ce pouvoir n'indique pas que l'entité est un "organisme public" ou un "organisme privé" – ni, d'ailleurs, si elle fait partie "des pouvoirs publics".[547] En revanche, pour les États-Unis, la présence ou l'absence de "contrôle des pouvoirs publics" permet effectivement d'opérer des distinctions entre les entités qui sont des "organismes publics", d'une part, et celles qui sont des "organismes privés", d'autre part, une constatation de l'existence d'une action de charger ou d'ordonner étant donc requise en ce qui concerne les contributions financières alléguées accordées par ce dernier type d'entité.[548] Nous convenons que les types de conduite énumérés à l'article 1.1 a) 1) i) et iii) pourraient être adoptés par des pouvoirs publics, par un organisme public ainsi que par des organismes privés.[549] Toutefois, comme il a été expliqué plus haut, ce n'est qu'en procédant à "une évaluation appropriée des caractéristiques essentielles de l'entité concernée et de sa relation avec les pouvoirs publics au sens étroit", que les groupes spéciaux et les autorités chargées de l'enquête seront à même de déterminer si une conduite relevant de l'article 1.1 a) 1) est celle d'un organisme public.[550]

4.25. Les États-Unis font également valoir que l'expression "*organismo público*" dans la version espagnole de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC n'a pas besoin d'être interprétée de la même manière que l'expression "*organismos públicos*" dans la version espagnole de l'article 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture. Ils affirment que les mêmes mots ne sont utilisés à l'article 1.1 a) 1) et à l'article 9:1 a) que dans une seule des trois langues de l'OMC – à savoir l'espagnol. Ils font valoir en outre que l'article 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture mentionne "*governments or their agencies*", "les pouvoirs publics ou leurs organismes", et "*los gobiernos o por organismos públicos*". En revanche, l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC mentionne "*a government or any public body within the territory of a Member*", "des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre" et "*un gobierno o de cualquier organismo público en el territorio de un Miembro*". Les États-Unis soutiennent que ces différences dans les termes utilisés en anglais, en français et en espagnol doivent être prises en compte lors du processus d'interprétation. Ils affirment que pour ces raisons, l'interprétation donnée par l'Organe d'appel, dans l'affaire *Canada – Produits laitiers*, de l'expression "*government agency*" (*organismo público*) (organisme des pouvoirs publics) figurant à l'article 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture ne devrait pas déterminer l'interprétation de l'expression "*public body*" (*organismo público*) (organisme public) figurant à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.[551] Des arguments fondés sur les versions de l'article 9:1 et de l'article 1.1 a) 1) dans les différentes langues ont aussi été avancés dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*.[552]

4.26. S'agissant de l'importance des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Produits laitiers*, nous estimons, comme les États-Unis, que le sens de l'expression "*government agency*" (organisme des pouvoirs publics) figurant à l'article 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture doit être interprété à la lumière des obligations de fond découlant de l'accord où se trouve cette expression. Compte tenu des différences dans le texte, le contexte, la justification et l'objet de l'article 9:1 a) de l'Accord sur l'agriculture et de l'article 1.1 de l'Accord SMC, selon nous, l'interprétation de l'article 9:1 a) donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Produits laitiers* ne détermine pas son interprétation de l'expression "organisme public" figurant à

[545] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 72.
[546] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 73.
[547] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 73.
[548] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 74.
[549] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 296.
[550] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317. De plus, il faudrait prendre dûment en considération "toutes les caractéristiques pertinentes de l'entité" et les autorités chargées de l'enquête devraient donc éviter de se concentrer exclusivement ou indûment sur une seule caractéristique sans accorder l'attention voulue à d'autres caractéristiques qui peuvent être pertinentes. (*Ibid*., paragraphe 319)
[551] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphes 75 à 84 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 97).
[552] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphes 328 à 332.

l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. L'Organe d'appel a noté en outre que "des termes spécifiques [pouvaient] ne pas avoir un sens identique dans chaque accord visé", ajoutant que "[d]ans le cas où le sens ordinaire du terme [était] assez large pour permettre des interprétations différentes et où le contexte ainsi que l'objet et le but des accords pertinents donn[aient] des orientations différentes, le sens d'un terme employé à différents endroits des accords visés [pouvait] varier".[553]

4.27. Comme il a été noté, les États-Unis estiment que l'objet et le but de l'Accord SMC étayent une interprétation de l'expression "organisme public" selon laquelle cette expression "comprend une entité contrôlée par les pouvoirs publics de telle façon que ceux-ci peuvent utiliser les ressources de l'entité comme leurs propres ressources, sans qu'il soit en plus requis que cette entité soit investie par les pouvoirs publics du pouvoir d'exécuter des fonctions gouvernementales".[554] Les États-Unis font valoir que l'Organe d'appel et les groupes spéciaux se sont efforcés de faire en sorte que l'Accord SMC ne soit pas interprété avec rigidité ou formalisme d'une manière qui porterait atteinte à ses disciplines sur le subventionnement ayant des effets de distorsion des échanges. Par conséquent, l'interprétation préconisée par les États-Unis "préserve la force et l'efficacité des disciplines en matière de subventions".[555] Ils allèguent qu'en mettant l'accent sur la possession ou l'exercice d'un "pouvoir gouvernemental", l'interprétation du Groupe spécial pourrait être vue comme soustrayant une gamme potentiellement vaste de subventions aux disciplines de l'Accord SMC d'une manière contraire à l'objet et au but de l'Accord. Les États-Unis ajoutent qu'une constatation selon laquelle une entité est un "organisme public" ne met pas fin à l'analyse concernant la subvention; par contre, elle signifie seulement qu'"il se peut qu'il existe une contribution financière qui confère un avantage", et elle garantit que "les pouvoirs publics accordant des subventions sont assujettis aux disciplines de l'Accord SMC même lorsqu'ils accordent des contributions financières par le biais d'entités qu'ils contrôlent".[556]

4.28. Nous notons que l'Organe d'appel a examiné des arguments analogues avancés par les États-Unis dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. Dans cette affaire, il a constaté que "les considérations relatives à l'objet et au but de l'*Accord SMC* ne favoris[aient] ni une interprétation large ni une interprétation étroite de l'expression "organisme public"".[557] Il ne souscrivait donc pas à la constatation formulée par le Groupe spécial dans cette affaire selon laquelle "interpréter l'expression "tout organisme public" comme désignant toute entité qui [était] contrôlée par les pouvoirs publics [était] ce qui concour[ait] le mieux à la réalisation de l'objet et du but de l'*Accord SMC*".[558] Cependant, l'Organe d'appel a souligné que "les entités qui [étaient] considérées comme n'étant pas des organismes publics [n'étaient] pas, de ce fait, immédiatement exclues du champ d'application des disciplines de l'*Accord SMC* ou du champ d'action des autorités chargées de l'enquête dans une enquête en matière de droits compensateurs" parce qu'elles feraient encore l'objet d'un examen au titre de l'article 1.1 a) 1) iv) pour déterminer si elles sont des organismes privés chargés de faire quelque chose par les pouvoirs publics ou auxquels les pouvoirs publics ont ordonné de faire quelque chose.[559] Toutefois, selon l'Organe d'appel, "une interprétation trop large de l'expression "organisme public" risquerait de perturber le délicat équilibre consacré dans l'*Accord SMC* puisqu'elle pourrait autoriser les autorités chargées de l'enquête à faire l'économie d'une analyse de l'action de charger ou de l'action d'ordonner [au titre de l'alinéa iv)] et à constater au lieu de cela que les entités ayant un lien quelconque avec les pouvoirs publics sont des organismes publics".[560] Selon nous, les mêmes considérations s'appliquent en l'espèce.

4.29. En résumé, comme l'Organe d'appel l'a expliqué, l'expression "organisme public" figurant à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC désigne "une entité qui possède ou exerce un pouvoir

[553] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 330.
[554] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 85.
[555] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 88.
[556] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 91.
[557] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 303.
[558] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 303.
[559] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 303.
[560] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 303.

gouvernemental, ou en est investi".[561] La question de savoir si la conduite d'une entité est celle d'un organisme public doit, dans chaque cas, être déterminée en fonction des circonstances propres à l'affaire, en tenant dûment compte des caractéristiques et des fonctions essentielles de l'entité pertinente, de sa relation avec les pouvoirs publics et du cadre juridique et économique existant dans le pays dans lequel l'entité visée par l'enquête opère. Par exemple, des éléments de preuve concernant la portée et la teneur des politiques des pouvoirs publics relatives au secteur dans lequel l'entité visée par l'enquête opère peuvent éclairer la question de savoir si la conduite d'une entité est celle d'un organisme public. L'absence d'une délégation expresse de pouvoir gouvernemental prévue par la loi n'empêche pas nécessairement de déterminer qu'une entité particulière est un organisme public.[562] En fait, on pouvait considérer que les pouvoirs publics avaient des manières différentes d'investir une entité d'un "pouvoir gouvernemental" et, par conséquent, différents types d'éléments de preuve pouvaient être pertinents à cet égard.[563] Afin de qualifier de manière appropriée une entité comme étant un organisme public dans une affaire particulière, il peut être pertinent d'examiner "si les fonctions ou le comportement de l'entité sont d'un type ordinairement considéré comme relevant de la puissance publique dans l'ordre juridique du Membre pertinent", ainsi que la classification et les fonctions des entités dans les Membres de l'OMC en général.[564] De la même façon qu'"il n'y a pas deux cas où les pouvoirs publics sont exactement identiques, les délimitations et caractéristiques précises d'un organisme public sont nécessairement différentes d'une entité à l'autre, d'un État à l'autre et d'une affaire à l'autre".[565]

4.30. Ayant examiné les arguments des participants tels qu'ils se rapportent au sens de l'expression "organisme public" figurant à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, nous passons à l'examen de la question de savoir si, comme l'Inde l'affirme, le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse de la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC était un organisme public.

4.1.3 Question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur dans son analyse de la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC était un organisme public

4.31. L'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation lorsqu'il a interprété l'expression "organisme public" comme désignant toute entité sur laquelle les pouvoirs publics exerçaient un "contrôle significatif". Elle estime en outre que, du fait de son interprétation erronée de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, le Groupe spécial a fait erreur dans son application de cette disposition aux déterminations établies par l'USDOC dans l'enquête correspondante, en n'examinant pas si l'USDOC avait analysé si la NMDC: i) avait été investie du pouvoir d'exercer des fonctions gouvernementales et de l'autorité pour le faire; ii) avait le pouvoir d'ordonner à un organisme privé de faire quelque chose ou de le charger de le faire, et autorité pour le faire; et iii) exerçait en fait des fonctions gouvernementales. De plus, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial s'est appuyé à tort sur l'assertion des États-Unis selon laquelle la NMDC était "régie par le Ministère de la sidérurgie"[566], sans évaluer si l'USDOC avait donné une explication adéquate quant au point de savoir si les pouvoirs publics indiens exerçaient un contrôle significatif sur la conduite de la NMDC.

4.32. En décrivant le critère à appliquer au titre de l'article 1.1 a) 1), le Groupe spécial a cité le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, indiquant qu'il devait être montré que l'entité pertinente avait été "investie d'"un pouvoir gouvernemental, "*ou* qu'elle [avait] effectivement exercé un tel pouvoir par l'exercice de fonctions

[561] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317.

[562] Comme l'Organe d'appel l'a fait observer, "[c]e qui importe est de savoir *si* une entité est investie du pouvoir d'exercer des fonctions gouvernementales plutôt que *comment* cela est réalisé". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318 (italique dans l'original))

[563] Par exemple, "[d]es éléments de preuve indiquant qu'une entité exerce, en fait, des fonctions gouvernementales peuvent constituer des éléments de preuve indiquant qu'elle possède un pouvoir gouvernemental ou qu'elle en a été investie". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318)

[564] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 297.

[565] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317.

[566] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 323 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.82).

gouvernementales".[567] Le Groupe spécial a fait observer que, pour déterminer si une entité possédait ces caractéristiques, l'autorité chargée de l'enquête devait "évaluer les caractéristiques essentielles de l'entité et sa relation avec les pouvoirs publics".[568] Il était d'avis que "[l]e contrôle de l'entité par les pouvoirs publics [était] pertinent si ce contrôle [était] "significatif"".[569] Notant la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "des éléments de preuve indiquant que des pouvoirs publics exer[çaient] un contrôle significatif sur une entité et son comportement [pouvaient] constituer, dans certaines circonstances, des éléments de preuve indiquant que l'entité pertinente posséd[ait] un pouvoir gouvernemental et exer[çait] ce pouvoir pour exécuter des fonctions gouvernementales", le Groupe spécial a dit qu'il pensait comme l'Organe d'appel que "l'existence d'un "contrôle significatif" ne [pouvait] pas être établie sur la base de la seule participation des pouvoirs publics au capital, mais que la conjugaison de la participation des pouvoirs publics au capital et d'autres facteurs révélateurs du contrôle [pouvait] suffire".[570] Sur cette base, le Groupe spécial a considéré que déterminer si la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC était en conformité avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC exigeait qu'il examine "si la détermination de l'USDOC reven[ait] à constater de façon appropriée que les pouvoirs publics indiens exer[çaient] un "contrôle significatif" sur la NMDC".[571]

4.33. Le Groupe spécial a fait observer que l'USDOC avait déterminé que "la NMDC [était] une société minière régie par le Ministère de la sidérurgie du gouvernement indien et que les pouvoirs publics indiens déten[aient] 98% de ses actions".[572] Pour lui, cela indiquait que l'USDOC avait "examiné" la question du contrôle de la NMDC, en plus d'avoir pris en considération les éléments de preuve relatifs à la participation.[573] Faisant référence aux arguments que les États-Unis ont présentés devant lui, le Groupe spécial a noté que leur explication selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens était fondée sur des éléments de preuve versés au dossier démontrant que: i) les pouvoirs publics indiens "participaient très activement" au choix des administrateurs de la NMDC; et ii) la NMDC était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens.[574] Le Groupe spécial a fait observer que les États-Unis avaient aussi fait référence à des éléments de preuve provenant du réexamen administratif de 2007 selon lesquels les pouvoirs publics indiens avaient indiqué dans une réponse au questionnaire qu'ils avaient désigné 2 des administrateurs et "avaient le pouvoir d'approuver la désignation de 7 autres des 13 administrateurs au total".[575]

4.34. Le Groupe spécial a ensuite qualifié "le rôle joué par les pouvoirs publics dans la désignation des administrateurs d'une entité" comme étant "extrêmement pertinent pour déterminer si les pouvoirs publics exer[çaient] *un contrôle significatif* sur cette entité".[576] Il a expliqué que cela tenait au fait que ce rôle indiquait que "la relation entre les pouvoirs publics et l'entité [était] plus étroite que ce ne serait le cas si les pouvoirs publics détenaient simplement une participation à son capital".[577] Il a qualifié de "*significatif[]*" le rôle des pouvoirs publics dans la désignation et la présentation des administrateurs.[578]

4.35. Le Groupe spécial a noté, à cet égard, que des représentants des pouvoirs publics indiens avaient fait savoir à l'USDOC lors de la vérification effectuée dans le cadre du réexamen administratif de 2004 que "le président, ou administrateur délégué, de la NMDC et quatre de ses directeurs fonctionnels étaient des administrateurs à temps plein choisis par un comité qui faisait partie des pouvoirs publics indiens".[579] Ces représentants avaient aussi fait savoir à l'USDOC qu'il y

[567] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 310). (pas d'italique dans l'original)
[568] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317).
[569] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80.
[570] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81.
[571] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81.
[572] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81 (citant les résultats préliminaires du réexamen administratif de 2004, page 1516).
[573] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81.
[574] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.82 (faisant référence à la deuxième communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 104 et 105).
[575] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.82.
[576] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85. (pas d'italique dans l'original)
[577] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85.
[578] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85. (pas d'italique dans l'original)
[579] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.83 (faisant référence au rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens (pièce USA-66 présentée au Groupe spécial), pages 5 et 6).

avait "deux administrateurs à temps partiel qui provenaient du Ministère de la sidérurgie et étaient désignés par celui-ci".[580] De plus, le Groupe spécial a noté que l'USDOC avait dit, dans son Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, que, "s'agissant des 13 membres du conseil d'administration de la NMDC, les renseignements fournis par les pouvoirs publics indiens indiqu[aient] que ces derniers désign[aient] directement 2 administrateurs et approuv[aient] la désignation de 7 autres".[581] Le Groupe spécial a aussi accordé de l'importance aux éléments de preuve versés au dossier indiquant que "la NMDC [était] placée sous le contrôle administratif du Département de la sidérurgie, Ministère de la sidérurgie et des mines, du gouvernement indien"[582], fait qui semblait indiquer au Groupe spécial que la relation entre cette entité et les pouvoirs publics était "très différente de celle qui devrait normalement exister entre un organisme privé et les pouvoirs publics"[583] et qui, de l'avis du Groupe spécial, venait "encore étayer une constatation selon laquelle l'entité [était] placée sous le "*contrôle significatif*" des pouvoirs publics".[584]

4.36. Nous estimons que le Groupe spécial, lorsqu'il a traité de la nature au cas par cas des déterminations de la qualité d'"organisme public", a énoncé correctement le critère approprié lorsqu'il a fait observer que "des éléments de preuve indiquant que des pouvoirs publics *exer[çaient]* un contrôle significatif sur une entité et son *comportement* [pouvaient] constituer, dans certaines circonstances, des éléments de preuve indiquant que l'entité pertinente posséd[ait] un pouvoir gouvernemental et exer[çait] ce pouvoir pour exécuter des fonctions gouvernementales".[585] Cependant, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation quant au fond de l'article 1.1 a) 1) en interprétant l'expression "organisme public" comme désignant *toute* entité sur laquelle les pouvoirs publics exerçaient un "contrôle significatif". Par conséquent, le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 1.1 a) 1) à la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC dans l'enquête correspondante, en considérant effectivement que la capacité des pouvoirs publics indiens de contrôler la NMDC était déterminante aux fins d'établir si la NMDC constituait un organisme public. En outre, le Groupe spécial n'a pas examiné de manière appropriée si l'USDOC avait expliqué et étayé de manière adéquate, dans sa détermination écrite, le fondement de sa constatation selon laquelle la NMDC était un organisme public.

4.37. Comme il est noté plus haut, l'Organe d'appel a expliqué que l'expression "organisme public" figurant à l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC désignait "une entité qui posséd[ait] ou exer[çait] un pouvoir gouvernemental, ou en [était] investi".[586] La *question juridique de fond* à laquelle il faut répondre est donc de savoir si une ou plusieurs de ces caractéristiques existent dans un cas particulier. Ce *critère fondamental* ne devrait pas être confondu avec le *critère en matière de preuve* qui est requis pour établir qu'une entité est un organisme public au sens de l'Accord SMC. Bien que le Groupe spécial ait amplement cité le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, il apparaît qu'il a gommé la distinction établie par l'Organe d'appel dans ce rapport entre l'*existence* d'un contrôle exercé par les pouvoirs publics sur une entité, d'une part, et un "contrôle significatif", d'autre part. Ainsi, le Groupe spécial n'a pas analysé, à notre avis, la question de savoir si les pouvoirs publics indiens *exerçaient* en fait un contrôle sur la NMDC et sa conduite. Il n'a pas non plus évalué si l'USDOC avait établi de manière appropriée si la NMDC "posséd[ait] ou exer[çait] un pouvoir gouvernemental, ou en [était] investi", et si elle était, par conséquent, un organisme public.

4.38. S'agissant du traitement par le Groupe spécial des éléments de preuve figurant dans le dossier administratif de l'USDOC, nous notons que le Groupe spécial a accordé de l'importance aux

---

[580] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.83 (faisant référence au rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens, pages 5 et 6).

[581] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.83 (citant le Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007 (pièce IND-38 présentée au Groupe spécial), analyse de l'observation n° 10, page interne 45).

[582] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.87 (faisant référence aux allégations de nouvelles subventions de 2004 (Essar) (pièce USA-69 présentée au Groupe spécial) et à la pièce 6 qui y est jointe, "NMDC at a Glance", page interne 2).

[583] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.87.

[584] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.87. (pas d'italique dans l'original)

[585] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 318). (pas d'italique dans l'original)

[586] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317.

éléments de preuve versés au dossier indiquant que la "NMDC [était] placée sous le contrôle administratif du Département de la sidérurgie, Ministère de la sidérurgie et des mines, du gouvernement indien"[587], fait qui semblait indiquer au Groupe spécial que la relation entre cette entité et les pouvoirs publics était "très différente de celle qui devrait normalement exister entre un organisme privé et les pouvoirs publics"[588] et qui, de l'avis du Groupe spécial, venait "encore étayer une constatation selon laquelle l'entité [était] placée sous le "*contrôle significatif*" des pouvoirs publics".[589] Les États-Unis avaient toutefois expliqué ce qui suit, en réponse à une question posée par le Groupe spécial:

> … l'expression "contrôle administratif" était employée par la NMDC dans la description qu'elle faisait de l'entreprise sur son site Web, et n'était pas employée dans les déterminations [de l'USDOC]. Celui-ci a appliqué le simple critère du contrôle dans les déterminations en cause dans le présent différend parce que c'était le critère que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel de l'OMC avaient jugé approprié jusqu'alors. Cependant, comme il est indiqué dans la première communication écrite des États-Unis, [l'USDOC] avait néanmoins examiné dans ses déterminations divers éléments de preuve concernant la relation entre les pouvoirs publics indiens et la NMDC, qui étayeraient tous une constatation selon laquelle les pouvoirs publics contrôlaient la NMDC de telle façon que ceux-ci pouvaient utiliser les ressources de cette entité comme ses propres ressources.[590]

4.39. Ainsi, il apparaît que, en accordant de l'importance aux éléments de preuve figurant dans le dossier administratif de l'USDOC qui indiquaient que la NMDC était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens, le Groupe spécial a axé son analyse sur des explications que les États-Unis lui avaient fournies *a posteriori*, et non sur le raisonnement fait par l'USDOC dans ses déterminations écrites.[591]

4.40. Dans le même temps, le Groupe spécial n'a pas, à notre avis, pris dûment en considération l'argument de l'Inde selon lequel l'USDOC n'avait pas examiné des éléments de preuve qui lui avaient été présentés concernant le statut de société *Miniratna* ou *Navratna* de la NMDC. D'après l'Inde, les éléments de preuve présentés devant l'USDOC indiquaient une "absence de contrôle des pouvoirs publics" sur la NMDC et montraient "que les directives ou les politiques des pouvoirs publics n'avaient pas influencé les transactions ni les prix des produits vendus par" la NMDC.[592] Nous notons, par exemple, que, en réponse à une question posée par l'USDOC, les pouvoirs publics indiens avaient expliqué ce qui suit:

> [La NMDC] est … une société Mini RATNA de catégorie 1, statut qui lui accorde une autonomie renforcée pour ce qui est des décisions en matière d'investissements et des questions de personnel. Elle opère dans un cadre commercial déréglementé axé sur le marché et mène ses opérations et ses activités selon des principes commerciaux. Elle mène librement ses opérations courantes. Sauf pour certaines questions de personnel et certaines décisions en matière d'investissements concernant des limites spécifiées, elle prend ses propres décisions avec l'approbation de son Conseil d'administration. La société gère elle-même toutes les questions commerciales.[593]

4.41. Au lieu d'examiner la pertinence du fait que l'USDOC n'a pas évalué ces éléments de preuve, le Groupe spécial a évalué l'affirmation de l'Inde selon laquelle la NMDC "jouissait … d'une "autonomie importante" par rapport aux pouvoirs publics indiens, du fait qu'elle avait obtenu le statut de "Miniratna" ou de "Navratna" pendant les périodes couvertes par les réexamens

---

[587] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.87 (faisant référence aux allégations de nouvelles subventions de 2004, et à la pièce 6 qui y est jointe, "NMDC at a Glance", page interne 2).

[588] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.87.

[589] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.87. (pas d'italique dans l'original)

[590] Réponse des États-Unis à la question n° 42 b) du Groupe spécial, paragraphe 10 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 381 à 383).

[591] En tout état de cause, le simple contrôle d'une entité par les pouvoirs publics ne suffit toutefois pas, à lui seul, pour établir qu'une entité est un organisme public.

[592] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 281.

[593] Réponse de 2005 des pouvoirs publics indiens au questionnaire complémentaire pour le réexamen administratif de 2004 (pièce IND-58 présentée au Groupe spécial), page interne 4, réponse à la question 2a. (Voir aussi la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 279 et note de bas de page 236 y relative.)

pertinents" à la lumière de deux pièces que l'Inde lui avait fournies.[594] Il a fait observer que ces pièces mentionnaient que les pouvoirs publics indiens "[avaient] transformé certaines entreprises du secteur public en de gigantesques entreprises de calibre mondial", et il a expliqué qu'une "plus grande autonomie" avait été accordée "pour rendre le secteur public plus efficace et plus concurrentiel".[595] Le fait que le Groupe spécial n'a pas examiné si l'*USDOC* a évalué de manière appropriée les implications du statut de la NMDC dans l'ordre juridique de l'Inde est troublant, en particulier étant donné qu'il apparaît que le Groupe spécial a tenu compte d'éléments de preuve figurant dans le dossier de l'USDOC qui avaient été cités par les États-Unis au stade du Groupe spécial, mais qui n'avaient pas été cités ni expliqués dans les décisions de l'USDOC.[596]

4.42. Le Groupe spécial a examiné certains indices du contrôle exercé par les pouvoirs publics indiens (tels que leur participation au capital et leur rôle dans le choix des administrateurs), mais n'a pas traité la question de savoir si des éléments de preuve indiquaient que la NMDC exerçait des fonctions gouvernementales pour le compte des pouvoirs publics indiens. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, "les délimitations et caractéristiques précises d'un organisme public [étaient] nécessairement différentes d'une entité à l'autre, d'un État à l'autre et d'une affaire à l'autre".[597]; il en sera donc de même pour la nature et la quantité d'éléments de preuve et d'analyse qui sont suffisantes pour établir qu'une entité possède un pouvoir gouvernemental ou exerce effectivement un tel pouvoir pour exécuter des fonctions gouvernementales.

4.43. Comme il est noté plus haut, la question de savoir si la conduite d'une entité est celle d'un organisme public doit, dans chaque cas, être déterminée en fonction des circonstances propres à l'affaire, en tenant dûment compte des caractéristiques et des fonctions essentielles de l'entité pertinente, de sa relation avec les pouvoirs publics et du cadre juridique et économique existant dans le pays dans lequel l'entité visée par l'enquête opère. Le Groupe spécial n'a pas évalué si l'USDOC avait examiné de manière appropriée la relation entre la NMDC et les pouvoirs publics indiens dans l'ordre juridique indien, ni la mesure dans laquelle ces pouvoirs publics "exerçaient" en fait un contrôle significatif sur la NMDC en tant qu'entité et sur sa *conduite*. Au lieu de cela, le Groupe spécial a examiné des éléments de preuve qui seraient, à notre avis, considérés de façon plus appropriée comme des éléments de preuve qu'il existait de simples "indices formels de contrôle", tels que la participation des pouvoirs publics indiens au capital de la NMDC, le pouvoir dont ils disposaient pour la désignation et la présentation des administrateurs et la référence figurant sur le site Web de la NMDC indiquant que celle-ci était placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens. Ces indices, dans la mesure où ils ont été examinés par l'USDOC dans ses déterminations, sont certainement pertinents pour la question qui nous occupe. Pourtant, en l'absence d'autres éléments de preuve et d'une analyse plus approfondie, ils ne fournissent pas une base suffisante pour constater que la NMDC est un "organisme public".

4.44. En outre, comme il est expliqué plus haut, le Groupe spécial a tenu compte des éléments de preuve figurant dans le dossier de l'USDOC qui avaient été cités par les États-Unis au stade du Groupe spécial, mais qui n'avaient pas été cités ni expliqués dans les déterminations de l'USDOC. Dans le même temps, le Groupe spécial n'a pas tenu compte d'éléments de preuve du dossier concernant des réexamens administratifs ultérieurs qui auraient pu être pertinents pour évaluer la relation entre les pouvoirs publics et la NMDC et, en particulier, le degré du contrôle exercé par les pouvoirs publics indiens et le degré d'autonomie dont jouissait la NMDC.

---

[594] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.88 (faisant référence à la deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 138; et aux DPE Guidelines, Chapter IX: Navratna/Miniratna Status of PSUs, section 1, "Turning selected public sector enterprises into global giants – grant of autonomy" (pièce IND-72-1 2) présentée au Groupe spécial); et aux DPE Guidelines, Chapter IX: Navratna/Miniratna Status of PSUs, section 5, "Financial and operational autonomy for profit making public sector enterprises – Mini-Ratnas" (pièce IND-72-2 1) présentée au Groupe spécial).

[595] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.88 (citant les DPE Guidelines, Chapter IX: Navratna/Miniratna Status of PSUs, section 5, "Financial and operational autonomy for profit making public sector enterprises – Mini-Ratnas" (pièce IND-72-2 1) présentée au Groupe spécial).

[596] En outre, s'agissant des éléments de preuve versés au dossier de l'USDOC concernant le statut de *Miniratna* ou de *Navratna*, le Groupe spécial a indiqué que dans la mesure où il était question d'"entreprises du secteur public", l'octroi d'une plus grande autonomie n'"[allait] [pas] nécessairement à l'encontre" d'une détermination établissant que ces entreprises étaient des organismes publics. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.88)

[597] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 317.

4.45. L'Inde fait valoir que "la participation au capital et la désignation des administrateurs sont simplement les deux côtés de la même médaille".[598] Nous ne pensons pas comme elle que le pouvoir de désigner ou de présenter des administrateurs n'est rien de plus que le corollaire de la participation au capital. Bien que les deux concepts soient liés, il semblerait que le pouvoir dont disposent les pouvoirs publics pour désigner les administrateurs qui siégeront au conseil d'administration d'une entité et la question de l'indépendance de ces administrateurs soient des facteurs distincts pour évaluer si une entité est un organisme public.

4.46. Enfin, nous notons que le Groupe spécial a fait référence à l'analyse de l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, concernant la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC dans l'enquête sur les pneumatiques hors route (OTR).[599] Au lieu de reconnaître que l'examen par l'Organe d'appel de la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC en ce qui concerne les banques commerciales d'État dans l'enquête sur les OTR était fondé sur une analyse de l'examen détaillé et portant sur le fond fait par l'USDOC "des faits et circonstances du système bancaire chinois"[600], le Groupe spécial a laissé entendre que l'Organe d'appel avait "implicitement admis que la détermination de l'autorité chargée de l'enquête établissant que certaines entités constituaient des organismes publics pouvait se fonder sur des éléments de preuve indiquant que les directeurs généraux de ces entités étaient "désignés par les pouvoirs publics", et [que] "le Parti … conserv[ait] une grande influence sur le choix de ces dirigeants"".[601] Nous ne partageons pas l'avis du Groupe spécial selon lequel l'Organe d'appel "a implicitement admis" que la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'autorité chargée de l'enquête pouvait s'appuyer exclusivement sur un seul aspect de la relation de l'entité avec les pouvoirs publics, à savoir, sur la question de savoir si une entité était contrôlée par les pouvoirs publics au sens où les directeurs généraux de l'entité étaient "désignés par les pouvoirs publics".[602]

4.47. Pour toutes ces raisons, nous considérons que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC dans son analyse de la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC était un organisme public et nous infirmons, par conséquent, la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.89 et 8.3.c.i de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC est un organisme public est incompatible avec l'article 1.1. a) 1) de l'Accord SMC. Ayant fait cela, nous ne jugeons pas nécessaire de nous prononcer sur les allégations de l'Inde selon lesquelles le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord dans son examen des éléments de preuve étayant la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC, en s'appuyant sur une justification *a posteriori* fournie par les États-Unis pour la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC et en ne tenant pas compte de certains éléments de preuve concernant le rôle des pouvoirs publics indiens dans la désignation des administrateurs de la NMDC. Les allégations d'erreur présentées par l'Inde au titre de

[598] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 291. La Chine fait valoir de manière analogue que, selon le raisonnement du Groupe spécial, "une entité détenue par les pouvoirs publics, ou même une entité dont les pouvoirs publics détiennent un pourcentage d'actions important, mais qui ne leur en donne pas le contrôle, sera toujours considérée comme un organisme public, à moins que les pouvoirs publics actionnaires de cette entité renoncent purement et simplement au droit d'élire les administrateurs et à tout autre droit conféré aux actionnaires". (Communication de la Chine en tant que participant tiers, paragraphe 83)

[599] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 350).

[600] L'Organe d'appel a fait observer, par exemple, que l'USDOC avait examiné, dans ses déterminations établies dans l'enquête en matière de droits compensateurs concernant les feuilles de papier couché sans bois en provenance de la République populaire de Chine, de "nombreux éléments de preuve" concernant la relation entre les pouvoirs publics et les banques commerciales d'État, y compris des éléments de preuve indiquant que "ces banques [étaient], dans l'exercice de leurs fonctions, contrôlées de manière significative par les pouvoirs publics" et ceux indiquant qu'elles "exerçaient effectivement certaines fonctions gouvernementales". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 355) L'Organe d'appel a conclu que "la détermination de l'USDOC relative aux organismes publics en ce qui concerne les banques commerciales d'État était étayée par des éléments de preuve versés au dossier selon lesquels ces banques exerçaient des fonctions gouvernementales pour le compte des pouvoirs publics chinois" et il a constaté que la Chine n'avait pas établi que la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC en ce qui concerne les banques commerciales d'État était incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. (*Ibid*.)

[601] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85.

[602] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.85 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 350).

l'article 11 du Mémorandum d'accord sont, selon nous, liées à des questions que nous avons déjà traitées lorsque nous avons examiné l'application par le Groupe spécial de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

4.48. Cela nous amène à la question de savoir si nous pouvons compléter l'analyse juridique visant à déterminer si la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC est un organisme public est ou non incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

4.49. L'Inde demande que nous complétions l'analyse juridique et que nous constations que la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC est un organisme public est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC et, par conséquent, que l'imposition de droits compensateurs sur la base du programme de la NMDC dans les réexamens administratifs de 2004, 2006 et 2007, et les "simples réaffirmations faites dans le réexamen administratif de 2008 et le réexamen à l'extinction de 2013" sont incompatibles avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.[603] À l'appui de sa demande, l'Inde indique des faits qui, selon elle, démontrent que l'USDOC "a uniquement accordé de l'attention à la détention d'actions" et "n'a pas fait observer que les pouvoirs publics ne jouaient aucun rôle dans le fonctionnement du conseil d'administration".[604] Elle fait référence: à une déclaration figurant dans le Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007 selon laquelle "[i]l n'est pas nécessaire d'analyser d'autres facteurs en l'absence de renseignements permettant de penser que la participation des pouvoirs publics ne signifie pas le contrôle par les pouvoirs publics"[605]; au fait que les États-Unis ont présenté *a posteriori* leurs arguments étayant leur explication du sens de l'expression "régie par" dans le contexte des "'déterminations de l'USDOC contestées"[606]; et au fait que l'USDOC "a complètement fait abstraction du statut de "miniratna" et de "navratna" de la NMDC".[607]

4.50. En réponse à cela, les États-Unis font valoir que, au cas où nous infirmerions ou modifierions les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 1.1 a) 1), alors nous devrions, par conséquent, compléter l'analyse juridique et conclure que l'USDOC n'a pas fait erreur en déterminant que la NMDC était un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Faisant référence au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, les États-Unis font observer que l'ordre juridique du Membre pertinent peut être une considération pertinente pour déterminer si une entité spécifique est ou non un organisme public[608] et ils soutiennent que, "dans l'ordre juridique de l'Inde, la NMDC exerce une fonction gouvernementale".[609]

4.51. Comme nous l'avons indiqué plus haut dans l'examen de l'analyse par le Groupe spécial des déterminations de l'USDOC en cause, il n'apparaît pas que l'USDOC a donné une explication motivée et adéquate du fondement de sa détermination établissant que la NMDC était un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, comme cela a été clarifié par l'Organe d'appel.[610]

4.52. Comme il a été noté par le Groupe spécial, l'USDOC a déterminé que "la NMDC [était] une société minière régie par le Ministère de la sidérurgie du gouvernement indien et que les pouvoirs

[603] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 289.
[604] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 287.
[605] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 285 (citant le Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, analyse de l'observation n° 10, page interne 45).
[606] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 286 et 287.
[607] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 288.
[608] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 571 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 297).
[609] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 571.
[610] Nous avons indiqué qu'un groupe spécial devait examiner si les conclusions auxquelles était parvenue l'autorité chargée de l'enquête étaient motivées et adéquates, et qu'un tel examen devait être critique, et être fondé sur les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité dans son rapport publié. (Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Pneumatiques (Chine)*, paragraphe 123.) Par conséquent, il doit y avoir, dans les déterminations de l'autorité chargée de l'enquête, une explication pour montrer comment les éléments de preuve versés au dossier étayent ses constatations de fait.

publics indiens [détenaient] 98% de ses actions".[611] Nous pensons comme le Groupe spécial que le libellé utilisé dans la détermination de l'USDOC établie dans le cadre du réexamen administratif de 2004 indique que la détermination de la qualité d'"organisme public" établie par l'USDOC "ne se fond[ait] pas uniquement sur la participation des pouvoirs publics indiens au capital de la NMDC".[612] Toutefois, d'après le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, une détermination du point de savoir si un comportement particulier était celui d'"un organisme public devait être faite au vu d'une évaluation des caractéristiques essentielles de l'entité et de sa relation avec les pouvoirs publics" et "[devait] être axée sur des éléments de preuve pertinents pour la question de savoir si l'entité [était] investie d'un pouvoir gouvernemental ou exer[çait] un tel pouvoir".[613] Il n'apparaît pas que l'USDOC a traité ces questions dans ses déterminations. Il semblerait aussi que l'USDOC n'a pas évalué la relation entre la NMDC et les pouvoirs publics indiens dans l'ordre juridique indien, ni la mesure dans laquelle ces pouvoirs publics "exerçaient" en fait un contrôle significatif sur la NMDC et sur sa *conduite*.

4.53. Dans la procédure de réexamen administratif de 2007, l'USDOC a indiqué qu'"une participation majoritaire au capital d'un fournisseur d'intrants fai[sait] de lui une autorité gouvernementale au sens de [l'article 1677 5) D) i) du titre 19 du *United States Code*]" et qu'"[i]l n'[était] pas nécessaire d'analyser d'autres facteurs en l'absence de renseignements permettant de penser que la participation des pouvoirs publics ne signifi[ait] pas le contrôle par les pouvoirs publics".[614] Selon nous, ces déclarations semblent indiquer que des facteurs autres que la participation des pouvoirs publics au capital et le pouvoir dont ils disposent pour désigner les administrateurs n'ont pas été examinés par l'USDOC. Nous notons aussi que, en réponse à la question n° 42 du Groupe spécial, les États-Unis ont expliqué que l'expression "contrôle administratif" était employée par la "NMDC dans la description qu'elle faisait de l'entreprise sur son site Web, et n'était pas employée dans les déterminations [de l'USDOC]". En fait, ils ont indiqué que l'USDOC "a appliqué le simple critère du contrôle dans les déterminations en cause dans le présent différend parce que c'était le critère que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel de l'OMC avaient jugé approprié jusqu'alors".[615]

4.54. En résumé, l'USDOC n'a pas évalué la relation entre la NMDC et les pouvoirs publics indiens dans l'ordre juridique indien, ni la mesure dans laquelle ces pouvoirs publics "exerçaient" en fait un contrôle significatif sur la NMDC et sur sa *conduite* afin de conclure de manière appropriée que la NMDC était un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. Au lieu de cela, l'USDOC a examiné des éléments de preuve qui seraient, à notre avis, considérés de façon plus appropriée comme des éléments de preuve qu'il existait de simples "indices formels de contrôle", tels que la participation des pouvoirs publics indiens au capital de la NMDC et le pouvoir dont ils disposaient pour la désignation ou la présentation des administrateurs. Ces facteurs sont certainement pertinents, mais ne constituent pas une base suffisante pour déterminer qu'une entité est un organisme public qui possède ou exerce un pouvoir gouvernemental, ou en est investi. En outre, l'USDOC n'a pas fait référence dans ses déterminations aux éléments de preuve figurant dans le dossier administratif de l'USDOC auxquels les États-Unis avaient fait référence dans la procédure du Groupe spécial et en appel. Il n'a pas non plus examiné dans ses déterminations des éléments de preuve versés au dossier concernant le statut de société *Miniratna* ou *Navratna* de la NMDC qui auraient pu être pertinents pour la question de savoir si les

[611] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81 (citant les résultats préliminaires du réexamen administratif de 2004, page 1516).

[612] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.81. Le Groupe spécial a cité le mémorandum sur les questions et la décision établi par l'USDOC pour le réexamen administratif de 2007:

Les renseignements versés au dossier du présent réexamen ne font qu'étayer davantage les déterminations antérieures [de l'USDOC] établissant que la NMDC est une autorité des pouvoirs publics indiens à même de fournir une contribution financière au sens de l'article 771 5) D) iii) de la Loi. Par exemple, s'agissant des 13 membres du conseil d'administration de la NMDC, les renseignements fournis par les pouvoirs publics indiens indiquent que ces derniers désignent directement 2 administrateurs et approuvent la désignation de 7 autres.

(*Ibid.*, paragraphe 7.83 (citant le mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, analyse de l'observation n° 10, page interne 45))

[613] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 345.

[614] Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, analyse de l'observation n° 10, page interne 45.

[615] Réponse des États-Unis à la question n° 42 b) du Groupe spécial, paragraphe 10 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 381 à 383).

déterminations de l'USDOC contenaient une évaluation suffisante et adéquate de la relation entre les pouvoirs publics indiens et la NMDC et, en particulier, du degré de contrôle exercé par les pouvoirs publics indiens sur la *conduite* de la NMDC et du degré d'autonomie dont jouissait la NMDC.

4.55. Pour toutes ces raisons, nous concluons que l'USDOC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate du fondement de sa constatation selon laquelle la NMDC était un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, tel qu'interprété par l'Organe d'appel. Nous constatons donc que la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC est un organisme public est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

4.2 Décision préliminaire du Groupe spécial relative à son mandat

4.56. L'Inde nous demande d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle certaines allégations présentées par l'Inde au Groupe spécial ne relevaient pas du mandat de ce dernier. En particulier, l'Inde fait référence à ses allégations selon lesquelles l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC en ouvrant et en omettant de clore une enquête sur le programme de la NMDC et le programme "Target Plus" (TPS), en dépit de l'insuffisance des éléments de preuve figurant dans la demande présentée par écrit par la branche de production nationale concernant l'existence, le montant et la nature des subventions.

4.57. En ce qui concerne ces allégations, le Groupe spécial a été d'avis qu'"en disant clairement et uniquement qu'une enquête n'a *pas* été ouverte ou effectuée, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde empêch[ait] que des allégations relatives à l'ouverture alléguée d'une enquête, ou à la manière dont une enquête a été effectuée, soient incluses dans le champ du différend".[616] Sur cette base, il a conclu que, en ce qui concerne ces allégations, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde ne satisfaisait pas à la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord voulant qu'une telle demande "con[tienne] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème", et a constaté en conséquence que ces allégations ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial.[617]

4.58. En appel, l'Inde présente deux allégations concernant cette constatation du Groupe spécial. Premièrement, elle allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne tenant pas compte de son argument selon lequel le terme "ouverte" employé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial devait être interprété compte tenu de la note de bas de page 37 de l'Accord SMC et en ne suivant pas non plus les rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel sans pour cela avancer de raisons impérieuses. Deuxièmement, elle allègue que le Groupe spécial a également agi d'une manière incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en constatant que les allégations susmentionnées présentées par l'Inde ne relevaient pas de son mandat parce que l'Inde avait satisfait à la prescription de l'article 6:2 voulant qu'elle énonce clairement le problème dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

4.59. L'Inde nous demande d'évaluer cette allégation présentée en appel uniquement dans le cas où nous constaterions que les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1), ni avec les articles 1.2 et 2 de l'Accord SMC, en ce qui concerne les ventes de minerai de fer par la NMDC. Comme nous avons constaté dans la section précédente que la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un organisme public est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, nous ne sommes pas tenus d'évaluer l'allégation présentée par l'Inde en appel.

4.3 Article 1.1. a) 1) de l'Accord SMC – Contribution financière

4.3.1 Droits d'exploitation exclusifs

4.60. L'Inde fait appel du rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que les pouvoirs publics indiens ont fourni des biens au

[616] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 1.34. (italique dans l'original)
[617] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 1.43.

moyen de l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. Ci-après, nous résumons les constatations du Groupe spécial avant de passer à l'analyse des allégations présentées par l'Inde en appel.

4.3.1.1 Constatations du Groupe spécial

4.61. L'Inde a affirmé devant le Groupe spécial que l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon par les pouvoirs publics indiens ne pouvait pas être considéré comme la fourniture de biens au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC, en raison des actes intermédiaires d'entités non gouvernementales.[618] Elle a fait observer que, compte tenu de l'incertitude inhérente aux activités minières, ainsi que de la nécessité d'une intervention significative des entités privées dans l'extraction des minerais, le lien entre l'octroi des droits d'exploitation par les pouvoirs publics et le minerai de fer ou le charbon effectivement extraits était trop lointain pour satisfaire au critère du "rapport raisonnablement proche" appliqué par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*.[619]

4.62. Appelant l'attention sur le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, le Groupe spécial a considéré que dans certaines circonstances, les pouvoirs publics pouvaient fournir des biens constituant une contribution financière "en les mettant à disposition au moyen de l'octroi de droits d'extraction".[620]Il n'était pas convaincu par l'argument de l'Inde selon lequel, du fait des incertitudes que comportent les activités minières et en raison du volume de travail requis de l'entité exploitante pour extraire le minerai de fer et le charbon, l'octroi de droits d'exploitation par les pouvoirs publics indiens est trop éloigné des minerais extraits pour être traité comme constituant la fourniture d'un bien au sens de l'article 1.1 a) 1) iii). À son avis, l'approche de l'Inde "manque de sécurité juridique" car elle entraînerait des résultats différents en fonction de la complexité des processus requis pour extraire le minerai pertinent ou une incertitude quant à la quantité de minerai à extraire.[621]

4.63. Le Groupe spécial a également considéré que l'approche de l'Inde ne cadrait pas avec le sens du terme "fournissent", définit par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* comme signifiant "mettre à disposition" ou "mettre à la disposition de".[622] Il expliquait que, étant donné que les pouvoirs publics indiens avaient un contrôle direct sur la disponibilité des minerais pertinents, l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploiter ces minerais, essentiellement, les avait mis à disposition pour les bénéficiaires des droits, et les avait mis à la disposition desdits bénéficiaires. Parce que l'octroi du droit d'exploiter autorise le bénéficiaire à extraire du sol des minerais appartenant aux pouvoirs publics, puis à les utiliser à ses propres fins, le Groupe spécial a considéré que l'octroi par les pouvoirs publics indiens du droit d'exploiter était "raisonnablement proche" de l'utilisation ou de la jouissance des minerais par l'entité exploitante, de sorte qu'il pouvait être traité comme constituant la fourniture d'un bien au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC.[623]

4.64. Le Groupe spécial a reconnu les doutes exprimés par le Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV* au sujet du traitement de l'octroi de certains droits de prospection comme constituant la fourniture d'un bien au sens de l'article 1.1 a) 1) iii). Il a considéré, cependant, que les déclarations du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV* étaient des déclarations *obiter dicta* et qu'elles faisaient référence à une différence éventuellement pertinente entre les droits d'extraction et les droits de prospection. Selon le Groupe spécial, l'octroi de licences d'exploitation diffère des permis de reconnaissance ou des licences de prospection car il suppose le droit d'extraire des minerais de sites connus, et non le droit de rechercher des minerais ou de prospecter et, si quelque chose est trouvé, de l'extraire.[624] En acquérant les droits

[618] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.223 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 365).
[619] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.226 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 369).
[620] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.235.
[621] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.237.
[622] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.238 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 69 (notes de bas de page omises)).
[623] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.238.
[624] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.240 et note de bas de page 431 y relative (faisant référence à National Mineral Policy, Report of the High Level Committee (décembre 2006) (rapport Hoda), page

d'exploitation, les entreprises sidérurgiques ont payé le droit d'extraire des minerais de sites connus, ce qui est plus que "le droit de prospecter un site particulier et la possibilité de trouver quelque chose".[625] Le Groupe spécial a également mentionné des éléments de preuve versés au dossier de l'USDOC selon lesquels les exploitants paient des redevances par unité de minerai extrait dans le cadre des baux miniers pertinents.[626]

4.65. Pour ces raisons, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que les pouvoirs publics indiens ont fourni des biens au moyen de l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC.[627]

4.3.1.2 Question de savoir si l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation constitue une fourniture de biens au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC

4.66. L'Inde soutient principalement que l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC ne vise pas les dons pour lesquels les bénéficiaires doivent effectuer des actes intermédiaires importants pour mettre un bien à disposition en vue de l'utilisation ou de la jouissance de ce bien. L'Inde rappelle la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* selon laquelle seules les actions gouvernementales qui ont un "lien raisonnablement proche" avec l'utilisation ou la jouissance des biens en question pourraient être visées par l'article 1.1 a) 1) iii).[628] De l'avis de l'Inde, l'action spécifique entreprise par les pouvoirs publics ou l'organisme public doit consister à "fournir" les "biens" de sorte que l'action gouvernementale elle-même, plutôt que les actes intermédiaires d'organismes non gouvernementaux, entraîne directement la fourniture des biens. L'Inde soutient que l'octroi de droits d'exploitation correspond à une situation dans laquelle les pouvoirs publics ne "fournissent" pas vraiment le minerai en question parce que "l'exploitant doit faire des efforts, prendre des risques et faire des investissements importants afin de mettre réellement le minerai à disposition à des fins d'utilisation ou de jouissance".[629] Elle soutient que, contrairement à la conclusion de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* selon laquelle le droit de récolter du bois sur pied ne peut être dissocié du bois sur pied, l'octroi de droits d'exploitation et la fourniture du minerai lui-même sont dissociés par une série d'actions importantes réalisées par le bénéficiaire à ses propres risques et frais.

4.67. Les États-Unis estiment que le Groupe spécial a correctement compris et appliqué le critère du "rapport raisonnablement proche" présenté par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Ils soutiennent que l'argument de l'Inde, selon lequel l'octroi de droits d'exploitation ne constitue pas une fourniture de biens du fait que l'exploitant doit faire des efforts, prendre des risques et faire des investissements importants, ne figure pas dans l'Accord SMC ni dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Ils considèrent également que, comme dans la décision rendue dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, il existe un rapport raisonnablement proche entre l'octroi de droits d'exploitation et la mise à disposition du minerai de fer ou du charbon, de sorte que les pouvoirs publics indiens fournissent les minerais conformément à l'article 1.1 a) 1) iii). Que les pouvoirs publics indiens eux-mêmes exploitent et vendent le minerai de fer et le charbon, ou qu'ils vendent les droits d'exploitation sur le minerai de fer et le charbon présents dans le sol pour que quelqu'un d'autre puisse les extraire, le but de la transaction est de fournir le minerai de fer et le charbon appartenant aux pouvoirs publics à certaines entreprises pour qu'elles les utilisent. De l'avis des États-Unis, "[l]orsque les pouvoirs publics donnent à une entreprise le droit de prendre un bien leur appartenant, comme le minerai de fer et le charbon provenant de terres appartenant aux

interne 2, annexé aux allégations de nouvelles subventions de 2006 (Tata) (pièce USA-71 présentée au Groupe spécial)).

[625] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.240 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, note de bas de page 99 relative au paragraphe 7.18).

[626] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.240 (faisant référence à la réponse de 2007 de Tata au questionnaire pour le réexamen administratif de 2006 (pièce IND-65 présentée au Groupe spécial), pages internes 12 et 16; et à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphe 4.94).

[627] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.241.

[628] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 491 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 71; et à la deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 215).

[629] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 495.

pouvoirs publics, ceux-ci "fournissent" les biens au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC".[630] Enfin, les États-Unis considèrent que l'interprétation donnée par l'Inde affaiblirait les disciplines de l'Accord SMC lorsque des pouvoirs publics structurent les transactions comme la vente de droits sur le minerai plutôt que la vente du minerai lui-même.

4.68. L'appel de l'Inde porte donc sur la question de savoir si l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon constitue une fourniture de biens au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. L'Organe d'appel a antérieurement examiné le sens des éléments de cet article dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Ce différend a donné lieu à l'examen de ce que l'on entendait par "arrangements forestiers", qui donnait à des entités privées le droit de pénétrer sur les terrains appartenant aux pouvoirs publics, de couper du bois sur pied et de jouir de droits exclusifs sur le bois récolté.[631] En appel dans ce différend, l'Organe d'appel a examiné l'affirmation du Canada selon laquelle les arrangements forestiers ne "fournissent" pas du bois sur pied, mais plutôt un droit incorporel de récolter. Le Canada a soutenu qu'il ne serait pas approprié de donner au terme "fournissent" le sens de "mettre à disposition", comme l'avait fait le Groupe spécial, parce que cela engloberait "toute circonstance dans laquelle une action des pouvoirs publics rend possible une réception ultérieure de services et … chaque loi sur la propriété dans une juridiction".[632] L'Organe d'appel a rejeté l'argument du Canada comme suit:

> [N]ous ne voyons pas comment les actes généraux des pouvoirs publics mentionnés par le Canada relèveraient nécessairement de la notion de pouvoirs publics "mettant à disposition" des services ou des biens. À notre avis, de telles actions seraient trop éloignées de la notion de "mettre à disposition" ou "mettre à la disposition de", qui exige qu'il y ait un rapport raisonnablement proche entre l'action des pouvoirs publics fournissant le bien ou le service d'une part, et l'utilisation ou la jouissance du bien ou du service par le bénéficiaire d'autre part. De fait, les pouvoirs publics doivent avoir un certain contrôle sur la *disponibilité* de la chose spécifique "mise à disposition".[633]

4.69. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a considéré que le terme "fournissent" signifiait "mettre à disposition" ou "mettre à la disposition de". Toutes les actions des pouvoirs publics, même si on peut faire valoir qu'elles mettent à disposition un bien ou un service particulier, ou qu'elle mette un bien ou un service particulier à la disposition d'un bénéficiaire, ne constitueront pas nécessairement une fourniture de ce bien ou de ce service. En fait, comme l'Organe d'appel l'a expliqué, il doit y avoir un "rapport raisonnablement proche" entre l'action des pouvoirs publics fournissant le bien ou le service, et l'utilisation ou la jouissance de ce bien ou de ce service par un bénéficiaire. Comme il a été dit, le Groupe spécial dans le présent différend a souscrit à ces constatations et a considéré que, "dans certaines circonstances, il pourrait être déterminé à bon droit que les pouvoirs publics ont fourni des biens en les mettant à disposition au moyen de l'octroi de droits d'extraction".[634]

4.70. L'Inde ne conteste pas le fait que le Groupe spécial s'est appuyé sur le critère du "rapport raisonnablement proche" pour évaluer si l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation constituait une contribution financière sous la forme de minerais de fer et de charbon.[635] En fait, l'Inde conteste la façon dont le Groupe spécial a "émascul[é]"[636] ou "dilu[é]"[637] ce critère en l'appliquant. Elle a soutenu devant le Groupe spécial que, du fait des incertitudes que comportaient les activités minières et en raison du volume de travail requis de l'entité exploitante pour extraire le minerai de fer et le charbon, l'octroi de droits d'exploitation par les pouvoirs publics indiens était trop éloigné des minerais extraits pour être traité comme constituant la

---

[630] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 371.

[631] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 75 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 7.14 et 7.15).

[632] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 70 (citant la communication du Canada en tant qu'autre appelant, paragraphe 54).

[633] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 71. (italique dans l'original)

[634] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.235.

[635] Réponse de l'Inde aux questions posées à l'audience.

[636] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 497 et 502.

[637] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 502 et 503.

fourniture des biens au sens de l'article 1.1 a) 1) iii).[638] En appel, elle ajoute que l'octroi de droits d'exploitation ne peut pas entraîner la fourniture du minerai extrait parce que "l'exploitant doit faire des efforts, prendre des risques et faire des investissements importants afin de mettre réellement le minerai à disposition à des fins d'utilisation ou de jouissance".[639] Nous croyons donc comprendre que l'Inde fait valoir que le processus d'extraction assuré par les producteurs d'acier indiens était, du fait de sa complexité et de son incertitude, un acte intermédiaire important qui affaiblissait tout rapport raisonnablement proche entre l'octroi de droits d'exploitation par les pouvoirs publics indiens et les biens finals composés du minerai de fer et du charbon extraits.

4.71. Le Groupe spécial a invoqué deux justifications lorsqu'il a rejeté l'allégation de l'Inde. Premièrement, il a indiqué que l'approche de l'Inde "manqu[ait] de sécurité juridique"[640] parce qu'elle entraînerait des résultats différents en fonction de la complexité des processus requis pour extraire le minerai pertinent, ou de l'incertitude quant à la quantité de minerai à extraire. Deuxièmement, il a considéré "[p]lus fondamentalement" que l'approche de l'Inde ne cadrait pas avec le sens du terme "fournissent" employé à l'article 1.1 a) 1) iii), que l'Organe d'appel avait défini dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* comme signifiant "mettre à disposition" ou "mettre à la disposition de".[641]

4.72. Nous n'approuvons pas l'idée du Groupe spécial selon laquelle les considérations décrites par l'Inde devraient être rejetées parce qu'elles "manqu[ent] de certitude juridique". En fait, c'est précisément un examen de la complexité et de l'incertitude de l'arrangement concernant les droits d'exploitation qu'il a été demandé au Groupe spécial d'effectuer dans le cadre de l'évaluation du point de savoir s'il y a un rapport raisonnablement proche entre l'octroi de droits d'exploitation et les biens finals extraits. Cette suggestion est d'autant plus surprenante que le Groupe spécial a ensuite procédé à une telle évaluation lorsqu'il a examiné la complexité et l'incertitude concernant l'extraction du minerai de fer et du charbon en ce qui concerne les droits d'exploitation qui étaient octroyés. S'appuyant sur le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, le Groupe spécial a considéré qu'il y avait une différence entre un ""acte général des pouvoirs publics" qui facilit[ait] simplement les activités minières" et l'"octroi du droit d'exploiter [qui] autoris[ait] le bénéficiaire à extraire du sol des minerais appartenant aux pouvoirs publics, puis à les utiliser à ses propres fins".[642] Il a également appelé l'attention sur une distinction qui pouvait être faite entre les droits d'exploitation en cause en l'espèce, qui comportent "le droit d'extraire des minerais de sites connus", par opposition aux droits de prospection, qui comportent "le droit de rechercher ou de prospecter et, si quelque chose est trouvé, de l'extraire".[643] Il a noté que les déterminations de l'USDOC en cause concernaient l'octroi de droits d'exploitation et non des permis de reconnaissance ou des licences de prospection.[644] De plus, il a fait observer que les droits d'exploitation en cause impliquaient le paiement de redevances qui étaient fonction de la quantité de matières extraites. Il a spécifiquement cité une réponse faite par Tata Steel Limited (Tata) à l'USDOC dans le cadre du réexamen administratif de 2006, qui montrait que Tata payait des redevances pour le minerai de fer et le charbon extraits qui étaient calculées sur la base des matières extraites, et a noté que l'Inde n'avait pas contesté l'affirmation des États-Unis selon laquelle cet élément de preuve attestait que les exploitants miniers payaient un droit d'extraction unitaire.[645]

4.73. Il apparaît donc que le Groupe spécial s'est appuyé sur plusieurs caractéristiques des droits d'exploitation pour rendre sa conclusion concernant la nature étroite du lien avec les biens finals extraits, y compris en ce qui concerne la nature et la certitude des résultats de l'extraction, telles qu'elles apparaissent dans les modalités des droits d'exploitation. Nous estimons que les considérations du Groupe spécial qui précèdent étayent une conclusion selon laquelle il y a un

[638] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.236.
[639] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 495.
[640] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.237.
[641] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.238 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 69 (notes de bas de page omises)).
[642] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.238.
[643] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.240.
[644] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 431 relative au paragraphe 7.240 (faisant référence au rapport Hoda, page interne 2, annexé aux allégations de nouvelles subventions de 2006 (Tata)).
[645] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.240 et note de bas de page 433 y relative (faisant référence à la réponse de 2007 de Tata au questionnaire pour le réexamen administratif de 2006, pages internes 12 et 16; et à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphe 494).

rapport raisonnablement proche entre l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation et les biens finals composés du minerai de fer et du charbon extraits.

4.74. L'Inde soutient que les circonstances de la présente affaire ne sont pas analogues à celles de l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* parce que, dans ce différend, l'Organe d'appel examinait le lien entre le droit de récolter le bois sur pied et le bois sur pied lui-même. Comme elle le fait valoir, cette situation est différente de l'octroi de droits d'exploitation minière, pour lequel tout lien avec le minerai de fer et le charbon extraits "est "rompu" par une série d'actions importantes réalisées par le bénéficiaire à ses propres risques et frais".[646] Bien que l'Inde ait raison de faire remarquer que le bien en cause dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* était le bois sur pied, et non les arbres abattus, l'Organe d'appel a néanmoins fait observer dans ce différend que les droits sur les arbres abattus "[devenaient] une conséquence naturelle et inévitable de l'exercice par les exploitants de leurs droits de récolte", et donc que "mettre à disposition du bois [était] la raison d'être des arrangements forestiers".[647] Nous ne voyons pas en quoi ce raisonnement étaye le point de vue de l'Inde selon lequel l'octroi de droits d'exploitation est "dissociable" des minerais extraits. Tout comme le droit de récolter le bois sur pied, les droits d'exploitation mettent les gisements de minerais de fer et de charbon à la disposition d'entreprises sidérurgiques, leur permettant de faire usage de ces ressources d'une manière exclusive. Nous rappelons en outre la distinction faite par le Groupe spécial entre les droits d'exploitation en cause dans le présent différend, qui permettent d'extraire des minerais de sites connus, et des arrangements plus vagues tels que les droits de prospection.[648] De fait, les droits sur le minerai de fer et le charbon extraits découlent comme une conséquence naturelle et inévitable de l'exercice par les entreprises sidérurgiques de leurs droits d'exploitation, ce qui donne à penser que mettre à disposition du minerai de fer et du charbon est la raison d'être des droits d'exploitation. Cela étaye, à notre avis, la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'octroi par les pouvoirs publics de droits d'exploitation est raisonnablement proche de l'utilisation ou de la jouissance des minerais par les bénéficiaires de ces droits.

4.75. L'Inde soutient par ailleurs que l'approche du Groupe spécial permettrait que d'autres actes des pouvoirs publics, tels que l'octroi d'une licence commerciale, constituent une fourniture de biens puisqu'en l'absence de l'action des pouvoirs publics, la société minière n'aurait pas été en mesure d'accéder au minerai, pour commencer.[649] Compte tenu des considérations exposées dans l'évaluation du Groupe spécial, nous ne sommes pas d'accord. Les droits d'exploitation exclusifs en cause donnaient aux entreprises sidérurgiques bénéficiaires le droit exclusif d'exploiter le minerai de fer ou le charbon pour leur propre usage dans la production d'acier. Ainsi, contrairement à certains des "actes généraux des pouvoirs publics" auxquels l'Inde fait référence, l'acte des pouvoirs publics consistant à octroyer ces droits d'exploitation a un rapport raisonnablement proche avec la production en ce sens qu'il est expressément prévu pour permettre au bénéficiaire d'extraire pour son usage ou sa jouissance ce qui était antérieurement un minerai contrôlé par les pouvoirs publics, en l'espèce du minerai de fer ou du charbon.

4.3.1.3 Question de savoir si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord

4.76. L'Inde établit également une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Elle attire l'attention sur des éléments de preuve versés au dossier du Groupe spécial montrant que les versements de redevances constituaient seulement 9,03% du coût final des minerais extraits, et fait valoir que ce fait est "hautement pertinent" lorsqu'il s'agit d'évaluer s'il y a un rapport raisonnablement proche entre l'octroi de droits d'exploitation et l'utilisation des matières extraites.[650] De l'avis de l'Inde, cela "indique avec exactitude à quel point l'octroi par les pouvoirs publics de droits d'exploitation est insuffisant en lui-même".[651] Lors de la phase de réexamen intérimaire, l'Inde a demandé au Groupe spécial d'inclure ce fait dans son rapport. Le Groupe spécial a refusé, indiquant qu'il ne considérait pas cette question comme "nécessair[e] ou pertinent[e] pour [ses] constatations".[652] Sur cette base, l'Inde fait maintenant valoir en appel que

[646] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 499.
[647] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 75. (note de bas de page omise)
[648] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.240.
[649] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 496.
[650] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 489.
[651] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 488.
[652] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.133.

le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord "en refusant d'évaluer l'explication de l'Inde pour ce qui était de sa pertinence et en rejetant, en définitive, ce fait comme étant non pertinent".[653]

4.77. La partie pertinente de l'article 11 du Mémorandum d'accord prévoit ce qui suit:

Fonction des groupes spéciaux

> La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés.

4.78. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer, en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial doit "examiner tous les éléments de preuve qui lui ont été présentés, évaluer leur crédibilité, déterminer leur poids et s'assurer que ses constatations factuelles soient dûment fondées sur ces éléments de preuve".[654] Les groupes spéciaux ne peuvent pas "établir de constatations positives qui ne soient pas fondées sur les éléments de preuve contenus dans leur dossier".[655] À l'intérieur de ces paramètres, "c'est en général [au groupe spécial] qu'il incombe de décider quelles preuves il choisit d'utiliser pour faire ses constatations"[656], et le simple fait qu'un groupe spécial n'a pas explicitement fait référence à chacun des éléments de preuve dans son raisonnement est insuffisant pour établir une allégation de violation au titre de l'article 11.[657] En fait, un appelant doit expliquer pourquoi un tel élément de preuve est si important pour son argumentation que le fait que le groupe spécial ne l'a pas examiné explicitement ou invoqué a une incidence sur l'objectivité de son évaluation factuelle.[658]

4.79. L'Organe d'appel a également considéré qu'il était inacceptable qu'un appelant reformule simplement des arguments factuels qu'il a présentés au groupe spécial sous le couvert d'une allégation au titre de l'article 11.[659] Un appelant doit plutôt identifier des erreurs spécifiques concernant l'objectivité de l'évaluation du groupe spécial[660], et "il incombe au participant qui formule en appel une allégation au titre de l'article 11 d'expliquer *pourquoi* l'erreur alléguée *remplit* le critère d'examen prévu par cette disposition".[661] De fait, une allégation selon laquelle un groupe spécial n'a pas procédé à l'"évaluation objective de la question dont il était saisi" exigée

---

[653] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 489.

[654] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.178 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 185; *CE – Hormones*, paragraphes 132 et 133; *Australie – Saumons*, paragraphe 266; *CE – Amiante*, paragraphe 161; *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphes 170, 177 et 181; *CE – Sardines*, paragraphe 299; *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 125; *Japon – Pommes*, paragraphe 221; *Japon – Produits agricoles II*, paragraphes 141 et 142; *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphes 161 et 162; *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 138; *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 142; *États-Unis – Jeux*, paragraphe 363; *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 313; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 258).

[655] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 142 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 161 et 162).

[656] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 135. L'Organe d'appel a également indiqué qu'un groupe spécial "[devait] fonder ses constatations sur une base suffisante d'*éléments de preuve* versés au dossier" (rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 441 (pas d'italique dans l'original; note de bas de page omise)); et "ne [pouvait] pas … "appliqu[er] un double critère de la preuve"" (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, paragraphe 293 (note de bas de page omise)); et que son traitement des éléments de preuve ne devait pas manquer d'"équité" (*ibid.*, paragraphe 292).

[657] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphes 441 et 442; *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 202.

[658] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442.

[659] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442.

[660] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442.

[661] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.178 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442 (italique dans l'original)).

par l'article 11 du Mémorandum d'accord est "une allégation très grave"[662], et l'Organe d'appel ne va pas "empiéter à la légère" sur le pouvoir du groupe spécial en matière d'établissement des faits.[663] En fait, pour qu'une allégation au titre de l'article 11 aboutisse, l'Organe d'appel "[doit] … avoir la conviction que le groupe spécial a outrepassé les limites du pouvoir discrétionnaire dont il dispose pour juger les faits.[664] Nous soulignons que "les erreurs commises, selon les allégations, par un groupe spécial ne constituent pas toutes une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord"[665], il n'y a que celles qui sont si importantes que, "prises conjointement ou isolément"[666], elles compromettent l'objectivité de l'évaluation par le groupe spécial de la question dont il est saisi.[667]

4.80. En ce qui concerne la question dont nous sommes saisis, nous considérons que le fait que l'Inde ne souscrive pas à la conclusion à laquelle est parvenu le Groupe spécial au sujet des éléments de preuve ne signifie pas que le Groupe spécial a commis une erreur constituant une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Dans la présente affaire, le Groupe spécial a examiné le fait que "la redevance versée pour l'octroi représent[ait] seulement un certain pourcentage des coûts supportés par l'exploitant"[668] et a indiqué qu'il ne considérait pas qu'il soit "nécessaire" ou "pertinent" pour ses constatations.[669] Cela démontre que le Groupe spécial a pris en compte cet élément de preuve mais ne partageait pas l'avis de l'Inde quant à son importance. Nous ne voyons pas non plus en quoi l'élément de preuve auquel l'Inde fait référence remet en cause l'importance des autres caractéristiques des droits d'exploitation sur lesquelles le Groupe spécial s'est appuyé pour parvenir à la conclusion selon laquelle il y avait un rapport raisonnablement proche entre l'octroi de ces droits d'exploitation et les biens extraits sous la forme de minerai de fer et de charbon. Nous rejetons donc l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.81. Pour les raisons susmentionnées, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.241 et 8.3.d.i de son rapport, par laquelle il rejette l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que les pouvoirs publics indiens ont fourni des biens au moyen de l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC.

4.3.2 Prêts du SDF

4.82. L'Inde fait appel du rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que le Comité directeur du Fonds pour le développement de la sidérurgie (SDF) a effectué des transferts directs de fonds est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Nous résumons ci-dessous les constatations du Groupe spécial et les questions dont il est fait appel. Ensuite, nous examinons l'interprétation de l'article 1.1 a) 1) i) avant de passer à l'examen de l'analyse faite par le Groupe spécial, telle qu'elle est contestée par l'Inde en appel.

4.3.2.1 Constatations du Groupe spécial

4.83. L'Inde a affirmé devant le Groupe spécial que les prêts du SDF n'étaient pas transférés aux emprunteurs par le Comité directeur du SDF, dont l'USDOC avait constaté qu'il constituait un organisme public, mais qu'ils étaient plutôt versés par le Joint Plant Committee (JPC), dont il n'a pas été constaté qu'il était un organisme public. Elle soutient donc que, puisque le Comité directeur du SDF n'a pas versé les prêts et puisque le financement pour les prêts n'appartenait pas

[662] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.227 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 133).
[663] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 299 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151); *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 142.
[664] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151.
[665] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442.
[666] Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 1318. Voir également le rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 499.
[667] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.179.
[668] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.131.
[669] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.133.

aux pouvoirs publics et ne venait pas d'eux, les prêts ne pouvaient pas être considérés comme des "transferts directs" de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC.[670]

4.84. Le Groupe spécial a pris note des observations de l'USDOC selon lesquelles le Comité directeur du SDF se chargeait de toutes les décisions concernant l'octroi de prêts du SDF, leurs modalités et la renonciation au remboursement de ces prêts, examinait les propositions de prêt formulées par le JPC et donnait l'approbation à leur sujet, et selon lesquelles le JPC traitait des affaires courantes du SDF, comme le contrôle et l'administration des prêts.[671] Il a également noté que l'Inde ne niait pas que le Comité directeur du SDF était l'organe décisionnel concernant l'octroi de prêts, leurs modalités et la renonciation au remboursement de ces prêts. Il a également pris note, cependant, des affirmations de l'Inde établissant que le versement et le recouvrement des fonds incombaient au JPC, que seul le JPC était habilité à utiliser le Fonds et que c'était le JPC qui exerçait la fonction de gestion et d'utilisation de l'ensemble du SDF. Il a aussi fait référence aux affirmations de l'Inde établissant que les accords de prêts du SDF étaient conclus entre le JPC et les aciéries membres, que le préambule de ces accords indiquait clairement que le JPC était habilité à utiliser le SDF pour gérer les prêts et en assurer le décaissement, et que l'octroi et l'administration des prêts au titre du programme du SDF étaient supervisés par le JPC.[672]

4.85. Le Groupe spécial a considéré que, même si le JPC administrait formellement le versement et le recouvrement des fonds, ainsi que les affaires courantes du SDF, l'USDOC aurait raisonnablement pu déterminer que le Comité directeur du SDF participait directement à l'octroi des prêts du SDF. Selon lui, les éléments de preuve versés au dossier de l'USDOC indiquaient que le Comité directeur du SDF décidait si les prêts devaient ou non être octroyés et des modalités selon lesquelles ils devaient l'être. Parce que les versements n'avaient lieu qu'après une décision positive du Comité directeur du SDF quant à l'octroi et aux modalités et conditions des prêts, a indiqué le Groupe spécial, le Comité directeur du SDF participait "directement" à l'octroi de prêts du SDF.[673]

4.86. En ce qui concerne la question de savoir si l'USDOC avait ou non pu raisonnablement constater que le Comité directeur du SDF "transférait" les fonds pertinents, le Groupe spécial a indiqué que rien dans le texte de l'article 1.1 a) 1) i) ne suggérait que les pouvoirs publics ou l'organisme public compétent devaient avoir un droit sur les fonds transférés, ou qu'il devait y avoir une charge pour le Trésor public, pour qu'ait lieu un "transfert" direct de fonds.[674] Il a noté que les prélèvements destinés au SDF étaient recouvrés par le JPC et que, une fois les fonds versés au SDF, ils n'étaient plus détenus par les producteurs d'acier ni par le JPC. En fait, le Groupe spécial a considéré que ces fonds étaient détenus par le SDF et étaient utilisés conformément aux instructions du Comité directeur du SDF. Il a indiqué que, même si le Comité directeur du SDF n'avait peut-être pas acquis de droit sur les fonds ni imposé une charge pour le Trésor public en débloquant ces fonds sous la forme de prêts, il avait pris une part active du fait de son rôle de décideur concernant l'octroi des prêts du SDF, leurs modalités et la renonciation au remboursement de ces prêts.[675] Il a également noté que, même si l'on ne pouvait pas dire que le Comité directeur du SDF avait transféré des fonds aux bénéficiaires des prêts du SDF, il avait à tout le moins mis ces fonds "à disposition" dès lors qu'il avait accordé les autorisations de prêts requises.[676] Le Groupe spécial a donc rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que le Comité directeur du SDF effectuait des transferts directs de fonds était incompatible avec l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC.

4.3.2.2 Allégations présentées par l'Inde en appel

4.87. L'Inde conteste la constatation du Groupe spécial à plusieurs égards. Elle fait valoir que l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC vise uniquement les transferts de fonds qui sont directs, ce qui signifie que l'action et sa conséquence doivent être immédiatement corrélées, sans que soit

[670] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.290.
[671] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.291 (faisant référence au rapport de vérification de 2001 des réponses des pouvoirs publics indiens dans l'enquête (pièce USA-74 présentée au Groupe spécial), page 3).
[672] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.292.
[673] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.293.
[674] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.294.
[675] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.295.
[676] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.296 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, page 614).

impliqué un quelconque organisme intermédiaire ou intervenant.[677] Elle considère que le fait de permettre des transferts de fonds au titre de l'article 1.1 a) 1) i) par le biais d'un organisme ou intermédiaire intervenant rendrait l'article 1.1 a) 1) iv) inutile. Elle fait en outre valoir que, le JPC administrant formellement le versement et le recouvrement des fonds, c'est lui, et non le Comité directeur du SDF, qui transfère les fonds. Il n'y a donc pas de lien direct entre la pratique des pouvoirs publics suivie par le Comité directeur du SDF et le transfert de fonds aux bénéficiaires des prêts parce que le JPC agissait comme entité intervenante entre les actions du Comité directeur du SDF et ces bénéficiaires. L'Inde soutient également qu'un "transfert" de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i) renvoie uniquement à des situations dans lesquelles les fonds proviennent de ressources publiques ou entraînent une charge pour le Trésor public. Elle fait valoir que, parce que les fonds destinés aux prêts ont été récoltés pour le SDF seulement par l'intermédiaire du JPC, les fonds du SDF n'étaient pas des fonds des pouvoirs publics. Elle fait valoir que, même si les parties n'étaient pas d'accord sur le point de savoir si le SDF consiste en des "fonds de consommateurs" ou en des "fonds de producteurs", il n'a jamais été établi que "les fonds du SDF appart[enaient] réellement aux pouvoirs publics d'une manière quelconque ni que le décaissement de ces fonds entraîn[ait] une charge pour le Trésor public".[678] Elle met aussi en avant une décision de la Cour suprême de l'Inde qui, à son avis, confirme que les fonds du SDF ne consistaient pas en des fonds des pouvoirs publics ni en des recettes fiscales. Elle considère que la part prise par le Comité directeur du SDF dans l'octroi des prêts du SDF n'établit pas un transfert direct de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i).

4.88. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a constaté à juste titre que la distribution des fonds du SDF sous la forme de prêts était un transfert direct de fonds parce que la prise de décisions concernant l'octroi, les modalités et la renonciation au remboursement des prêts du SDF relevait du Comité directeur du SDF, organisme gouvernemental. Selon eux, le Groupe spécial a correctement interprété et appliqué l'article 1.1 a) 1) i) en examinant la conception, le fonctionnement et les effets du programme de prêts du SDF, et en constatant: i) que les prélèvements destinés au SDF étaient recouvrés par le JPC; ii) que les fonds, une fois recouvrés, étaient versés au SDF; et iii) que les fonds étaient détenus par le SDF et utilisés conformément aux instructions du Comité directeur du SDF. Les États-Unis soutiennent que l'argument de l'Inde selon lequel un transfert direct ne peut pas faire intervenir une "entité intermédiaire" suppose une structure du SDF différente de celle qui figure dans le dossier. Selon eux, c'est le Comité directeur du SDF, et non le JPC, qui décide ce qu'il advient des prélèvements versés au SDF. L'article 1.1 a) 1) i) impose qu'une pratique des pouvoirs publics "comporte" un transfert direct de fonds, ce qui signifie, font valoir les États-Unis, qu'il n'est pas nécessaire que la pratique des pouvoirs publics constitue en elle-même et à elle seule un transfert. Les États-Unis ne pensent pas non plus comme l'Inde que les prêts du SDF sont des transferts indirects visés par l'article 1.1 a) 1) iv) de l'Accord SMC. Selon eux, le JPC ne ressemble pas à un organisme privé parce qu'il agit sous la supervision du Comité directeur du SDF et qu'il n'a pas le pouvoir d'octroyer des prêts du SDF, et n'était par conséquent pas chargé ni n'avait reçu l'ordre de le faire.

4.3.2.3 Article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC

4.89. L'appel de l'Inde concerne donc la question de savoir si les prêts du SDF constituent une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. Cet article prévoit l'existence d'une contribution financière lorsque "une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds". Nous notons tout d'abord que cette disposition concerne les transferts de "fonds", qui sont identifiés entre parenthèses comme étant, par exemple, des dons, des prêts et une participation au capital social. Il s'agit de la *chose* à transférer, ce qui, d'après les explications de l'Organe d'appel, recouvre non seulement l'argent, mais aussi les ressources

[677] Dans sa déclaration d'appel, l'Inde a également indiqué que le Groupe spécial avait fait erreur parce qu'il n'avait pas procédé à une évaluation objective de la question en omettant de donner une interprétation correcte de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC. (Déclaration d'appel de l'Inde, paragraphe 46) Dans sa communication en tant qu'appelant, elle a fait valoir que le Groupe spécial n'avait pas donné une interprétation correcte conformément aux articles 31 à 33 de la Convention de Vienne sur le droit des traités (faite à Vienne le 23 mai 1969, Recueil des traités des Nations Unies, volume 1155, page 331), mais n'a pas indiqué qu'elle présentait une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, ni expliqué en quoi l'analyse faite par le Groupe spécial équivalait à un manquement à l'obligation de procéder à une évaluation objective de la question au titre de cette disposition. (Voir la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 548 et 549.) En réponse aux questions posées à l'audience, l'Inde a confirmé qu'elle ne soulevait pas ce point comme une allégation distincte au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

[678] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 572.

financières et les autres créances financières de manière plus générale.[679] Nous notons également qu'il doit y avoir un "transfert" de fonds, ce qui signifie la transmission de quelque chose d'une personne ou entité à une autre.[680] Chose importante cependant, le terme "transfert" est encore modifié par l'adjectif "direct", qui indique que quelque chose se produit immédiatement, sans intermédiaires ni interférence.[681] L'expression "un transfert direct de fonds" donne donc à penser que ce qui est en cause c'est la *manière* ou la *méthode* par laquelle les fonds sont transmis. Ces termes indiquent donc une certaine immédiateté de la transmission. Ce qui ne ressort pas clairement du libellé de cette disposition, néanmoins, c'est précisément dans quelles circonstances un "transfert" peut être considéré comme "direct". Il se peut, par exemple, que le terme "direct" fasse référence à l'immédiateté du lien entre les parties au transfert, à l'immédiateté du mécanisme par lequel le transfert est effectué, et/ou éventuellement à une autre base.

4.90. Nous notons également que l'article 1.1 a) 1) i) prévoit qu'une contribution financière existe lorsqu'une "pratique des pouvoirs publics comporte" un transfert direct de fonds. Une "pratique des pouvoirs publics" désigne une action, potentiellement coutumière, des pouvoirs publics ou d'un organisme public.[682] Une référence à la "pratique" des pouvoirs publics est également faite dans le contexte de l'alinéa de l'article 1.1 a) 1) iv), qui indique que toute pratique découlant de l'action de charger un organisme privé de remplir les fonctions prévues dans les autres alinéas de l'article 1.1 a) 1) ou de lui ordonner de le faire ne doit pas "diff[érer] … de la pratique normale des pouvoirs publics". Cela étaye une interprétation de la notion de pratique des pouvoirs publics comme excluant une conduite potentiellement coutumière ou habituelle de par sa nature ou la manière dont elle est suivie. Le terme "involves" (comporte) signifie "affect" (affecter), "include" (inclure) ou "entail" (entraîner) quelque chose.[683] L'emploi du mot "comporte" donne donc à penser qu'il n'est pas nécessaire que la pratique des pouvoirs publics soit constituée ou composée uniquement du transfert de fonds, mais peut être une série de conduites plus large dans laquelle un transfert est compris ou inclus. Il apparaît également que ce terme introduit un élément suggérant une absence d'immédiateté dans la mesure où il ne prescrit pas que les pouvoirs publics doivent nécessairement faire le transfert direct de fonds, mais exige uniquement qu'il y ait une "pratique des pouvoirs publics" qui "comporte" le transfert direct de fonds.

4.91. Nous trouvons un contexte pertinent dans le libellé de l'article 1.1 a) 1) iii) qui porte sur les contributions financières lorsque "les pouvoirs publics fournissent des biens ou des services". Nous avons examiné plus haut les indications données par l'Organe d'appel sur le sens du terme "fournissent", en mettant l'accent sur la fourniture de biens. Nous avons noté que le sens du terme "fournissent" est "mettre à disposition" ou "mettre à la disposition de", bien que toutes les actions des pouvoirs publics qui mettent à disposition un bien particulier ou qui mettent un bien ou un service particulier à la disposition d'un bénéficiaire ne constitueront pas nécessairement une

---

[679] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 250.

[680] Les définitions pertinentes du terme "transfer" (transfert) sont les suivantes: "[c]onveyance of property, esp. of stocks or shares, from one person to another" (transmission de propriété, en particulier actions ou parts, d'une personne à une autre); "[t]he action of transferring or fact of being transferred; conveyance or removal from one place, person, etc., to another" (action de transférer ou fait d'être transféré; transmission ou retrait d'une place, personne, etc. à une autre". (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 3321)

[681] Les définitions pertinentes du terme "direct" (direct) sont les suivantes: "[s]traight, undeviating in course, not circuitous or crooked" (droit, dont le cours ne dévie pas, non sinueux ni tortueux); "[p]roceeding immediately from consequent to antecedent, from cause to effect" (qui passe immédiatement de l'antécédent à la conséquence, de la cause à l'effet); "[e]xisting or occurring without intermediaries or intervention; immediate, uninterrupted" (qui existe ou se produit sans intermédiaire ni intervention; immédiat, ininterrompu). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 691)

[682] Les définitions pertinentes du terme "practice" (pratique) sont les suivantes: "habitual doing or carrying out *of* something; usual or customary action or performance" (fait habituel d'exécuter ou de réaliser quelque chose; action ou réalisation usuelle ou coutumière); "custom; a habit; a habitual action" (coutume, habitude, action habituelle); "action *of* doing something; performance, operation; method of action or working" (action d'exécuter quelque chose; réalisation, opération; méthode d'action ou de travail). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 2311) Tout au long de cette section, nous employons l'expression "pouvoirs publics" dans le sens de pouvoirs publics ou d'organisme public.

[683] Les définitions pertinentes du terme "involve" (comporter) sont les suivantes: "[i]nclude, contain, comprehend" (inclure, contenir, englober); "[c]ontain implicitly; include as essential; imply, call for, entail" (contenir implicitement; inclure comme essentiel; comprendre, appeler, entraîner); "[a]ffect; concern directly" (affecter; concerner directement). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 1427)

fourniture de ce bien. Néanmoins, en précisant que ce sont les "pouvoirs publics" qui "fournissent" les biens, le membre de phrase souligne le rôle pivot joué par l'action des pouvoirs publics lorsqu'ils mettent à disposition un bien particulier, ou lorsqu'ils mettent un bien particulier à la disposition d'un bénéficiaire. Nous voyons donc une importance contextuelle dans le fait que l'alinéa iii) fait référence à des "pouvoirs publics" qui "fournissent", alors que l'alinéa i) fait référence à une "pratique des pouvoirs publics" qui "comporte". À notre avis, lorsque ces termes sont juxtaposés, il devient manifeste que le second libellé suggère un cadre potentiellement élargi pour l'examen du rôle des pouvoirs publics en ce qui concerne un transfert direct de fonds au titre de l'article 1.1 a) 1) i).[684]

4.92. Ayant examiné les divers termes de l'article 1.1 a) 1) i) pris conjointement, nous notons qu'il y a une contradiction entre les éléments de la disposition dont il apparaît qu'ils limitent et élargissent alternativement le champ d'application en ce qui concerne les parties au transfert et la nature du transfert lui-même. Ainsi, comme nous l'avons noté, le sens du terme "direct" en relation avec un "transfert de fonds" suggère une immédiateté de la transmission des fonds, qui met à son tour en avant l'existence d'un lien étroit concernant, par exemple, les parties au transfert de fonds et/ou les actions y relatives. En même temps, nous avons noté qu'une telle immédiateté est mitigée par le contexte fourni par la notion de "pratique des pouvoirs publics" qui "comporte" le transfert direct de fonds. Ces derniers termes suggèrent que les pouvoirs publics ou un organisme public ont un rôle plus atténué, aux fins de l'article 1.1 a) 1) i), que ce qui aurait été autrement compris au vu d'un examen du membre de phrase "transfert de fonds direct" pris isolément. Nous considérons donc que l'article 1.1 a) 1) i) ne fixe pas son champ d'application d'une manière rigide. En fait, cette disposition rend compte d'un équilibre entre différentes considérations à prendre en compte lorsqu'il s'agit d'évaluer si un transfert de fonds particulier constitue une contribution financière.

4.93. Comme nous l'avons noté, l'Inde fait valoir que l'article 1.1 a) 1) i) vise uniquement les transferts de fonds qui sont directs, ce qui signifie que l'action et sa conséquence doivent être immédiatement corrélées, sans que soit impliqué un quelconque organisme intermédiaire ou intervenant. À son avis, dans les cas où l'action des pouvoirs publics consiste à prendre une décision sur l'octroi ou les modalités du transfert, et où cette action précède le transfert réel des fonds par un organisme intermédiaire, "il ne s'agit pas d'une pratique des pouvoirs publics qui comporte le transfert direct de fonds".[685] L'Inde fait valoir que cela est étayé par le fait que l'article 1.1 a) 1) iv) est censé viser les transferts indirects de fonds, c'est-à-dire les transferts impliquant un organisme intermédiaire ou intervenant. Donner de l'article 1.1 a) 1) i) une lecture qui inclut aussi les transferts indirects rendrait, selon l'Inde, l'article 1.1 a) 1) iv) inutile.

4.94. Nous avons noté que l'emploi du terme "direct" à l'article 1.1 a) 1) i) suggérait une certaine immédiateté dans la transmission des fonds, qui mettait à son tour en avant l'existence d'un lien étroit concernant, par exemple, les parties au transfert de fonds et/ou les actions y relatives. Cependant, nous avons également noté que la prescription voulant qu'"une pratique des pouvoirs publics comporte" suggérait que les pouvoirs publics ou un organisme public avaient un rôle plus atténué, aux fins de l'article 1.1 a) 1) i), que ce qui aurait été autrement compris au vu d'un examen du membre de phrase "transfert de fonds direct" pris isolément. Nous pensons donc que l'Inde met indument l'accent sur le mot "direct" employé à l'alinéa i) et n'attribue pas suffisamment de pertinence à l'expression "une pratique des pouvoirs publics comporte" qui figure également dans cette disposition. À la lumière de ces considérations concernant l'interprétation, nous ne considérons pas que le fait que des pouvoirs publics effectuent un transfert par le biais d'un organisme intermédiaire remette nécessairement en cause une constatation de l'existence d'une contribution financière au titre de l'article 1.1 a) 1) i). De fait, il semblerait que la transmission de fonds par le biais d'un organisme intermédiaire puisse encore, selon les circonstances relatives à la nature et au rôle de l'organisme intermédiaire, fournir suffisamment d'indices concernant le caractère direct pour permettre d'établir qu'"une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds".

[684] Nous notons à cet égard que, dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, l'Organe d'appel a considéré que l'alinéa i) "vis[ait] … un comportement de la part des pouvoirs publics selon lequel de l'argent, des ressources financières et/ou des créances financières [étaient mises] à la disposition d'un bénéficiaire". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 614)

[685] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 552.

4.95. Nous ne considérons pas non plus que l'interprétation ci-dessus du champ de l'article 1.1 a) 1) i) rend l'article 1.1 a) 1) iv) inutile. Selon la nature de l'implication d'un organisme intermédiaire dans le transfert d'une subvention alléguée, le résultat peut différer entre l'alinéa i) et l'alinéa iv). Par exemple, il peut y avoir des circonstances dans lesquelles l'organisme intermédiaire agit comme les pouvoirs publics l'ont "chargé" ou lui ont "ordonné" de le faire. Dans d'autres circonstances encore, l'organisme intermédiaire peut ne pas avoir fait l'objet d'une action de charger ou d'ordonner suffisante pour effectuer le type de contribution financière envisagée à l'article 1.1 a) 1) iv), mais néanmoins relever de l'article 1.1 a) 1) i). Nous ne considérons donc pas que le champ de l'article 1.1 a) 1) iv) dicte une lecture du terme "direct" employé à l'article 1.1 a) 1) i) qui exclut tous les transferts des pouvoirs publics effectués par le biais d'un organisme intermédiaire. En même temps, nous reconnaissons qu'une évaluation du rôle et de la part de tout organisme intermédiaire dans le rapport entre les pouvoirs publics et le bénéficiaire serait à l'évidence importante pour l'évaluation du point de savoir si une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i), ou l'action de charger un organisme privé de faire quelque chose ou de lui ordonner de le faire au sens de l'article 1.1 a) 1) iv).

4.96. L'Inde soutient également que le terme "transfert" signifie que les droits sur les ressources ou la participation dans ces ressources prennent fin pour la personne qui effectue le transfert et sont simultanément créés pour son bénéficiaire. Elle soutient donc qu'un "transfert de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) fait uniquement référence aux situations dans lesquelles les fonds proviennent des ressources publiques ou entraînent une "charge pour le Trésor public".[686] Nous notons à nouveau que l'article 1.1 a) 1) i) concerne une "pratique des pouvoirs publics" qui "comporte" un transfert direct de fonds. Donc, nous conviendrions que le mot "transfert" indique que des fonds sont déplacés de la personne qui effectue le transfert vers un bénéficiaire, mais nous ne considérons pas que l'article 1.1 a) 1) i) prescrit que les ressources doivent nécessairement provenir des ressources publiques ou entraîner une charge pour le Trésor public. En outre, une interprétation qui limite le champ de l'alinéa i) aux fonds provenant des ressources publiques prélevés sur le Trésor public accorderait peu de pertinence au fait que l'alinéa i) fait uniquement référence à une "pratique des pouvoirs publics" qui "comporte" des transferts directs de fonds. Conformément à l'interprétation présentée ci-dessus, nous considérons que, s'il y a une pratique des pouvoirs publics qui comporte un transfert de ressources financières fournissant suffisamment d'indices concernant le caractère direct, nous ne considérons pas qu'un tel transfert doive nécessairement émaner du droit que les pouvoirs publics ont sur ces ressources ni du fait qu'ils les possèdent. De fait, il peut y avoir des situations limitées dans lesquelles des pouvoirs publics sont en mesure d'exercer un contrôle sur des ressources rassemblées par des contributeurs non gouvernementaux, de telle sorte que leur décision de transférer ces ressources pourrait être considérée comme une contribution financière au titre de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC.[687]

[686] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 567. L'Inde considère qu'un tel point de vue est étayé par les travaux préparatoires du groupe qui a négocié l'Accord SMC, qui incluaient des déclarations faisant référence à un lien entre les subventions et la fonction d'imposition des pouvoirs publics. (*Ibid.*, paragraphes 568 à 571)

[687] Dans le contexte des subventions à l'agriculture, l'Organe d'appel a constaté que l'existence de versements au titre des subventions "financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics", au sens de l'article 9:1 c) de l'Accord sur l'agriculture, couvrait des circonstances dans lesquelles il y a un intermédiaire non gouvernemental impliqué dans un programme de subventions. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, même si les pouvoirs publics ne finançaient pas eux-mêmes les versements, ils pouvaient néanmoins jouer un rôle suffisamment important dans le processus par lequel une partie privée finance des "versements" pour qu'existe la connexion requise entre la "mesure des pouvoirs publics" et le "financement". (Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – Nouvelle-Zélande et États-Unis II)*, paragraphe 133) Nous notons également que l'article 9:1 c) prévoit que des versements peuvent être financés par une mesure des pouvoirs publics "qu'ils représentent ou non une charge pour le Trésor public". L'Organe d'appel a remarqué que cela était corroboré par le fait que le texte indiquait qu'il était seulement nécessaire que le "financement" soit effectué "en vertu d'une mesure des pouvoirs publics", et non pas "par les pouvoirs publics" eux-mêmes. L'article 9:1 c) envisage donc que "les versements puissent être financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics même si des aspects importants du financement pourraient ne pas faire intervenir les pouvoirs publics". (*Ibid.*, paragraphe 132 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – Nouvelle-Zélande et États-Unis)*, paragraphe 114))

4.3.2.4 Question de savoir si les prêts du SDF constituent des transferts directs de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC

4.97. Prenant en compte les considérations qui précèdent, nous passons maintenant à l'analyse faite par le Groupe spécial des circonstances particulières de la présente affaire. Nous notons que l'USDOC a constaté que le Comité directeur du SDF était un organisme public, mais qu'il n'a pas fait une telle constatation au sujet du JPC.[688] Nous notons en outre la constatation du Groupe spécial établissant que le JPC administre le versement et le recouvrement des fonds, ainsi que les opérations courantes du SDF, mais que le Comité directeur du SDF prend les décisions concernant l'octroi de prêts du SDF, leurs modalités et la renonciation au remboursement de ces prêts.[689] Le Groupe spécial a indiqué que, même s'il était possible qu'officiellement le JPC ait versé les fonds, ces versements n'avaient lieu qu'après une décision positive du Comité directeur du SDF.[690] Il a donc considéré que, nonobstant le rôle du JPC dans l'administration du versement et du recouvrement des fonds, le Comité directeur du SDF prenait toutes les décisions concernant l'octroi de ces prêts, les modalités selon lesquelles ils étaient approuvés et toute condition de renonciation. Il a donc conclu que le Comité directeur du SDF participait directement à l'octroi des prêts du SDF.[691]

4.98. Comme nous l'avons dit plus haut, nous ne considérons pas que le fait que des pouvoirs publics effectuent un transfert par le biais d'un organisme intermédiaire exclue nécessairement ces fonds du champ de l'article 1.1 a) 1) i) et ne mette ainsi en cause une constatation de l'existence d'une contribution financière au titre de cet article. Il est certain que le rôle du JPC dans l'administration du SDF est important en ce sens qu'il se charge des opérations courantes du SDF et est responsable du recouvrement des prélèvements sur l'acier constituant le SDF ainsi que du versement des prêts au titre du SDF. En même temps, le JPC n'avait pas autorité pour prendre des décisions quelles qu'elles soient concernant l'octroi de ces prêts, les modalités selon lesquelles ils étaient approuvés ou toute condition de dérogation. En substance, aucune décision importante concernant les prêts du SDF ne peut être prise et aucun prêt ne peut être accordé par le JPC tout seul. En fait, toutes ces décisions, y compris les modalités de remboursement et les dérogations, nécessitent l'approbation du Comité directeur du SDF. Ainsi, bien que le Comité directeur du SDF et le JPC soient des entités distinctes remplissant des fonctions différentes en ce qui concerne les prêts du SDF, nous ne considérons pas que le rapport entre le Comité directeur du SDF et les bénéficiaires des prêts soit affaibli par la nature de la participation du JPC. Dans ces circonstances particulières, il apparaît que le Groupe spécial a disposé d'un fondement crédible pour conclure que, nonobstant le rôle que jouait le JPC en tant qu'administrateur intermédiaire du SDF, le rôle du Comité directeur du SDF dans la prise de décisions essentielle concernant l'octroi et les modalités des prêts du SDF étayait une constatation selon laquelle les actions du Comité directeur du SDF comportaient un transfert direct de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i).

4.99. Le Groupe spécial a également examiné l'argument de l'Inde selon lequel les prêts du SDF ne pouvaient pas entraîner un transfert direct de fonds parce que les fonds n'appartenaient pas aux pouvoirs publics et ne venaient pas non plus d'eux.[692] Il a fait remarquer que rien dans le texte de l'article 1.1 a) 1) i) ne suggérait que les pouvoirs publics ou l'organisme public compétent devaient avoir un droit sur les fonds transférés, ni qu'il devait y avoir une charge pour le Trésor public, pour qu'ait lieu un transfert direct de fonds.[693] De plus, il a noté que les prélèvements sur l'acier étaient recouvrés par le JPC et que les pouvoirs publics indiens avaient eux-mêmes affirmé que, une fois recouvrés, les prélèvements étaient versés au SDF.[694] Il a donc considéré que les prélèvements sur l'acier recouvrés étaient détenus par le SDF et utilisés conformément aux instructions du Comité directeur du SDF. Sur cette base, le Groupe spécial a conclu ce qui suit:

> Même si le Comité directeur n'a peut-être pas acquis de droit sur les fonds ni imposé une charge pour le Trésor public en débloquant ces fonds sous la forme de prêts, il a

[688] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.291.
[689] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.293.
[690] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.293 (faisant référence au mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2001 (pièce IND-7 présentée au Groupe spécial), analyse de l'observation n° 1, pages 9 et 10).
[691] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.293.
[692] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.290.
[693] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.294.
[694] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.295 (citant la réponse de 2001 des pouvoirs publics indiens au questionnaire complémentaire (pièce USA-75 présentée au Groupe spécial), page 3).

> pris une part active (vu son rôle de décideur concernant l'octroi des prêts du SDF, leurs modalités ou la renonciation au remboursement de ces prêts) dans le "transfert" de ces fonds du SDF aux bénéficiaires des prêts.[695]

4.100. Comme nous l'avons précédemment noté, nous ne considérons pas que l'article 1.1 a) 1) i) exige qu'un transfert émane nécessairement du droit que les pouvoirs publics ont sur les ressources transférées ni du fait qu'ils les possèdent. Dans les circonstances de la présente affaire, il apparaît que le Groupe spécial est parvenu à la conclusion établissant que, indépendamment de la source des ressources utilisées pour financer les prêts du SDF, ces fonds étaient détenus sur un compte et pouvaient uniquement être octroyés sous la forme de prêts selon des modalités et des conditions fixées par le Comité directeur du SDF. Pour cette raison, le Groupe spécial a conclu que le Comité directeur du SDF avait pris une part active, du fait de son rôle de décideur concernant l'octroi des prêts du SDF, leurs modalités et la renonciation au remboursement de ces prêts, dans le transfert de ces fonds aux bénéficiaires. Dans ces circonstances, nous ne considérons pas que le Groupe spécial a fait erreur en concluant que les actions du Comité directeur du SDF comportent un transfert direct de fonds au sens de l'article 1.1 a) 1) i).

4.101. Cependant, nous notons en outre qu'il y a également dans l'allégation de l'Inde une affirmation implicite selon laquelle, parce que les fonds apportés au SDF consistent en des prélèvements sur l'acier fixés et recouvrés par les entreprises sidérurgiques participantes qui sont aussi les bénéficiaires des prêts, ils ne peuvent pas être considérés comme des ressources publiques susceptibles de constituer une contribution financière. Pour présenter cet argument différemment, disons que nous croyons comprendre que l'Inde affirme que, du fait que le financement des prêts provient essentiellement des entités mêmes qui les reçoivent, le programme présente un caractère circulaire inhérent qui indique qu'il ne revenait jamais aux pouvoirs publics de les donner. Le Groupe spécial a fait référence à cette question lorsqu'il a noté que les parties avaient amplement débattu de la question de savoir si les prélèvements sur l'acier étaient imposés aux consommateurs conformément à une prescription des pouvoirs publics, de sorte qu'ils pouvaient être semblables à une taxation publique ou s'il s'agissait en fait de contributions volontaires versées par les producteurs d'acier.[696] Aux fins de son analyse de la contribution financière, cependant, le Groupe spécial n'a pas examiné ces arguments des parties.[697] En fait, il a conclu que, indépendamment de leur source, les fonds du SDF étaient détenus sur un compte et pouvaient uniquement être octroyés sous la forme de prêts selon des modalités et des conditions fixées par le Comité directeur du SDF.

4.102. Il ne nous apparaît pas que la question de savoir si le programme de prêts du SDF présente un caractère circulaire inhérent modifie le résultat de l'analyse de la contribution financière. Même si nous devions accepter l'affirmation de l'Inde selon laquelle les prêts du SDF consistaient en des contributions volontaires des producteurs d'acier, cela n'aurait pas d'incidence sur l'évaluation du point de savoir si, dans le cadre du programme général, il y a une pratique des pouvoirs publics qui comporte un transfert direct de fonds. Comme l'Organe d'appel l'a affirmé dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, l'article 1.1 a) 1) porte essentiellement "sur l'action menée par les pouvoirs publics ou un organisme public".[698] Donc, nous considérons que, même si l'octroi de prêts du SDF n'est qu'une partie d'un programme de prêts du SDF général financé par les éventuels bénéficiaires des prêts, il était néanmoins approprié que le Groupe spécial se centre sur le rôle du Comité directeur du SDF par rapport au JPC pour évaluer s'il constituait une pratique des pouvoirs publics qui comportait un transfert direct de fonds.

4.103. Pour les raisons susmentionnées, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.297 et 8.3.e.ii 1) de son rapport, par laquelle il rejette l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que le Comité directeur du SDF effectuait des transferts directs de fonds était incompatible avec l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC.

---

[695] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.295.

[696] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.295.

[697] Nous notons que le Groupe spécial a ultérieurement examiné des aspects des arrangements de financement du SDF dans le cadre de son évaluation de l'allégation de l'Inde concernant la constatation de l'USDOC relative à l'existence d'un "avantage" en ce qui concerne les prêts du SDF. Voir *supra* la section 4.4.2.3.

[698] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 613.

4.4 Article 14 de l'Accord SMC – Avantage

4.4.1 Allégations "en tant que tel" au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC

4.4.1.1 Introduction

4.104. Devant le Groupe spécial, l'Inde a allégué que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis – tel qu'il était exposé à l'article 351.511 a) 2) i) à iv) du *United States Code of Federal Regulations*, titre 19, volume 3, chapitre III, partie 351 (Règlement des États-Unis) – était incompatible "en tant que tel" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce que: i) il n'exigeait pas dans tous les cas d'évaluer l'"adéquation de la rémunération" versée pour les biens fournis par les pouvoirs publics du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage était conféré à un bénéficiaire; ii) il excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère; iii) il permettait l'utilisation des points de repère à l'extérieur du pays dans des circonstances qui n'étaient pas admises par l'article 14 d) de l'Accord SMC; et iv) il prescrivait l'utilisation des prix "à la livraison" comme points de repère. Parmi ces allégations, les trois premières se rapportent à l'article 351.511 a) 2) i) à iii), tandis que la quatrième se rapporte à l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis.

4.105. Le Groupe spécial a rejeté la totalité des allégations "en tant que tel" de l'Inde concernant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. En appel, l'Inde affirme qu'en rejetant ses allégations susmentionnées, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC, et a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord. Ci-après, nous présentons succinctement la mesure en cause, à savoir l'article 351.511 a) 2) i) à iv) du Règlement des États-Unis, avant d'examiner l'appel de l'Inde concernant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 14 de l'Accord SMC.

4.106. L'article 351.511 a) 2) i) à iv) du Règlement des États-Unis dispose ce qui suit:

> § 351.511 Fourniture de biens ou de services.
>
> a) Avantage – ...
>
> 2) *Définition de "rémunération adéquate"* –
>
> i) *Règle générale*. Le Secrétaire cherchera normalement à déterminer l'adéquation de la rémunération en comparant le prix pratiqué par les pouvoirs publics avec un prix déterminé par le marché pour le bien ou le service et résultant de transactions réelles dans le pays en question. Ce prix pourrait inclure le prix découlant de transactions réelles entre des particuliers, d'importations réelles, ou, dans certaines circonstances, de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence. Pour choisir ces transactions ou ces ventes, le Secrétaire tiendra compte de la similitude des produits, des quantités vendues, importées ou mises aux enchères, et d'autres facteurs affectant la comparabilité.
>
> ii) *Non-disponibilité du prix réel déterminé par le marché*. Si aucun prix déterminé par le marché n'est disponible aux fins de la comparaison prévue au paragraphe a) 2) i) du présent article, le Secrétaire cherchera à déterminer l'adéquation de la rémunération en comparant le prix pratiqué par les pouvoirs publics avec un prix pratiqué sur le marché mondial lorsqu'il est raisonnable de conclure que les acheteurs dans le pays en question pourraient bénéficier de ce prix. Lorsqu'il y a plus d'un prix pratiqué sur le marché mondial disponible dans des conditions commerciales, le Secrétaire fera la moyenne de ces prix dans la mesure du possible, en tenant dûment compte des facteurs affectant la comparabilité.
>
> iii) *Non-disponibilité des prix pratiqués sur le marché mondial*. Si les acheteurs dans le pays en question ne peuvent bénéficier d'aucun prix sur le marché mondial, le Secrétaire déterminera normalement l'adéquation de la rémunération en évaluant si le prix pratiqué par les pouvoirs publics est compatible avec les principes du marché.

> iv) *Utilisation du prix à la livraison*. Pour déterminer l'adéquation de la rémunération au titre du paragraphe a) 2) i) ou a) 2) ii), le Secrétaire ajustera le prix de comparaison de manière à ce que celui-ci reflète le prix qu'une entreprise a payé ou paierait réellement si elle avait importé le produit. Cet ajustement comprendra les frais de livraison et les droits d'importation.

4.107. L'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis prescrit une approche fondée sur trois niveaux de points de repère pour l'évaluation du point de savoir si les pouvoirs publics ont fourni des biens moyennant une rémunération moins qu'adéquate. Le niveau I du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis exige que l'USDOC compare le prix des pouvoirs publics visé par l'enquête à un prix déterminé par le marché pour des transactions réelles dans le pays en question. Dans le cadre du niveau I, un prix dans le pays déterminé par le marché pourrait inclure des prix résultant: i) de transactions réelles entre des parties privées; ii) d'importations réelles; ou iii) dans certaines circonstances, de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence. L'article 351.511 a) 2) i) dispose que, pour choisir les points de repère du niveau I, l'USDOC tiendra compte de la similitude des produits, des quantités vendues, importées ou mises aux enchères, et d'autres facteurs affectant la comparabilité.

4.108. Le niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis devient pertinent dans les cas où il n'y a pas de prix réels dans le pays déterminés par le marché qui soient pas disponibles ou utilisables. L'article 351.511 a) 2) ii) dispose que l'USDOC peut comparer le prix des pouvoirs publics visé par l'enquête avec un prix pratiqué sur le marché mondial lorsqu'il est raisonnable de conclure que les acheteurs dans le pays en question pourraient bénéficier de ce prix. Lorsqu'il y a plus d'un prix pratiqué sur le marché mondial qui est disponible dans des conditions commerciales, l'USDOC fera la moyenne de ces prix dans la mesure du possible, en tenant dûment compte des facteurs affectant la comparabilité.

4.109. Le niveau III du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis vise les cas dans lesquels les prix déterminés par le marché résultant de transactions réelles dans le pays en question, ou les prix pratiqués sur le marché mondial, ne sont pas disponibles pour les acheteurs dans le pays en question. L'article 351.511 a) 2) iii) dispose que l'USDOC déterminera normalement l'adéquation de la rémunération en évaluant si le prix des pouvoirs publics visé par l'enquête est compatible avec les principes du marché.

4.110. Enfin, l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis s'applique dans les cas où l'USDOC utilise un point de repère du niveau I ou du niveau II pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. Conformément à l'article 351.511 a) 2) iv), lorsque des points de repère du niveau I ou du niveau II sont utilisés, l'USDOC est tenu de faire en sorte que ces prix reflètent le prix qu'une entreprise a effectivement payé ou paierait pour l'importation du produit. Ces ajustements incluront les frais de livraison et les droits d'importation.

4.4.1.2 Question de savoir si l'article 14 d) de l'Accord SMC exige des analyses séparées de l'"adéquation de la rémunération" et de l'"avantage"

4.111. Nous examinons maintenant l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exigeait pas d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage était conféré à un bénéficiaire. Nous exposons ci-après les constatations pertinentes du Groupe spécial.

4.4.1.2.1 Constatations du Groupe spécial

4.112. Devant le Groupe spécial, l'Inde a affirmé que l'article 14 d) de l'Accord SMC prescrivait une analyse en deux étapes suivant laquelle l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics devait tout d'abord être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur avant que l'avantage ne soit évalué du point de vue du bénéficiaire. L'Inde a soutenu que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) parce qu'il contenait une préférence pour la détermination de l'avantage par comparaison du prix des pouvoirs publics en question avec des points de repère du niveau I ou du niveau II, et prévoyait une analyse au titre du niveau III de l'adéquation de la

rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur uniquement lorsqu'il n'y avait pas de points de repère du niveau I et du niveau II disponibles. Par conséquent, l'Inde a affirmé que, dans la mesure où l'adéquation de la rémunération n'était pas évaluée, dans tous les cas, du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'analyse en deux étapes prescrite par l'article 14 d).[699]

4.113. Lorsqu'il a traité l'allégation de l'Inde, le Groupe spécial a d'abord examiné si, comme l'Inde le faisait valoir, l'adéquation de la rémunération était une question liminaire au titre de l'article 14 d), séparée et distincte de la question de l'avantage au titre de la même disposition. Il a noté que la première phrase de l'article 14 d) disposait que la fourniture par les pouvoirs publics d'un bien "ne sera[it] pas considérée comme conférant un avantage, à moins que la fourniture ne s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate". À son avis, l'expression "à moins que" établissait un lien textuel clair entre l'existence d'un avantage, d'une part, et l'adéquation de la rémunération, d'autre part. Il a donc considéré que, même si les termes "rémunération" et "avantage" étaient différents, ils étaient quand même liés par le concept d'"adéquation". En d'autres termes, un montant donné de "rémunération" pourrait être considéré comme conférant un "avantage" s'il n'était pas adéquat. Selon le Groupe spécial, il n'y avait rien dans le texte de l'article 14 d) qui donnait à penser que la question de l'adéquation de la rémunération était une question liminaire séparée, de sorte que la question de l'avantage se posait seulement – comme question séparée et ultérieure – une fois que la question de l'adéquation de la rémunération avait été réglée. Par conséquent, le Groupe spécial a considéré que l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics s'inscrivait dans le cadre du processus de détermination de l'existence d'un avantage.[700]

4.114. Le Groupe spécial a ensuite traité l'argument de l'Inde selon lequel, au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics devait être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, et non du point de vue du bénéficiaire. Il a estimé que l'argument de l'Inde reposait sur l'hypothèse que, au titre de l'article 14 d), l'adéquation de la rémunération, d'une part, et l'avantage, d'autre part, devraient être évalués séparément. Selon le Groupe spécial, puisque l'avantage était établi du point de vue du bénéficiaire, et que l'adéquation de la rémunération faisait partie de l'évaluation de l'avantage, l'adéquation de la rémunération devait aussi être établie du point de vue du bénéficiaire.[701]

4.115. Le Groupe spécial s'est aussi appuyé sur le titre de l'article 14, qui indique que "l'article 14 porte sur le "Calcul du montant d'une subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire"".[702] Il a estimé qu'il serait "incongru" de constater que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) en calculant l'avantage en termes d'avantage conféré au bénéficiaire simplement parce qu'ils n'avaient pas d'abord, séparément, déterminé l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur du bien en question.[703]

4.116. Pour ces raisons, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, établi à l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis, était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il n'exigeait pas d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur avant d'évaluer l'avantage conféré au bénéficiaire.[704]

4.4.1.2.2 Évaluation du point de savoir si la rémunération est "moins qu'adéquate" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC

4.117. En appel, l'Inde allègue que, pour constater que l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exigeait pas d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage était conféré à un bénéficiaire, le Groupe spécial a fait

[699] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.17. (notes de bas de page omises)
[700] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.26 à 7.28.
[701] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.29 et 7.30.
[702] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.34.
[703] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.34.
[704] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.35.

erreur dans son interprétation de l'article 14 d). Elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial, et de constater au lieu de cela que l'article 14 d) exige d'abord d'évaluer l'adéquation de la rémunération effectivement reçue par les pouvoirs publics en tant que fournisseur des biens avant d'évaluer l'avantage conféré au bénéficiaire. En outre, l'Inde demande aussi à l'Organe d'appel de constater que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, tel qu'il est exposé à l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis, est incompatible avec une interprétation correcte de l'article 14 d).

4.118. L'Inde interprète l'article 14 d) de l'Accord SMC comme exigeant une analyse en deux étapes pour l'évaluation de l'avantage. Premièrement, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'évaluer si la rémunération reçue par les pouvoirs publics en tant que fournisseur du bien en question est, du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, "moins qu'adéquate" au sens de l'article 14 d). Deuxièmement, s'il est constaté que la rémunération est moins qu'adéquate, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'évaluer si un avantage a été conféré au bénéficiaire.

4.119. Notant que la première phrase de l'article 14 d) fait référence aux termes "avantage" et "rémunération", l'Inde estime que l'emploi de termes distincts veut dire que les concepts d'"avantage" et de "rémunération" ne sont pas les mêmes. En outre, la présence de l'expression "à moins que" dans la première phrase de l'article 14 d), précédée du membre de phrase "ne sera pas considéré comme conférant un avantage", implique que, s'il n'est pas établi que les pouvoirs publics ont fourni le bien en question moyennant une rémunération moins qu'adéquate, un avantage ne peut pas avoir été conféré à un bénéficiaire. Selon elle, cela ne veut toutefois pas dire que l'inadéquation de la rémunération doit toujours donner lieu à une constatation de l'existence d'un avantage. En d'autres termes, au titre de l'article 14 d), une détermination selon laquelle les pouvoirs publics ont fourni des biens moyennant une rémunération moins qu'adéquate est nécessaire mais n'est pas toujours suffisante pour établir qu'un avantage a été conféré à un bénéficiaire. L'Inde estime qu'en constatant qu'une détermination de l'existence d'une rémunération inadéquate aboutissait nécessairement à une constatation de l'existence d'un avantage, le Groupe spécial a interprété de manière incorrecte la première phrase de l'article 14 d).

4.120. L'Inde estime en outre qu'en constatant que l'adéquation de la rémunération devait être évaluée du point de vue du bénéficiaire, et non de celui des pouvoirs publics en tant que fournisseur du bien en question, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Elle observe que le verbe "remunerate" (rémunérer) signifie "pay (someone) for services rendered or work done" (payer (quelqu'un) pour des services rendus ou des travaux effectués) tandis que le substantif "remuneration" (rémunération) signifie "money paid for work or a service" (somme versée en contrepartie d'un travail ou d'un service).[705] Elle fait en outre valoir que, puisque la première phrase de l'article 14 d) fait référence à "*la fourniture* de biens ou de services … *par les pouvoirs publics*", l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics doit être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur.[706] De plus, elle affirme que puisque l'existence d'un "avantage" au titre de l'article 14 d) est déterminée du point de vue du bénéficiaire des biens, il est "logique" que l'adéquation de la rémunération soit évaluée du point de vue du fournisseur des biens.[707]

4.121. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exigeait pas d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur avant d'évaluer si un avantage était conféré à un bénéficiaire. Selon eux, l'interprétation donnée par l'Inde de l'article 14 d) va à l'encontre du texte de cette disposition, ainsi que du titre et du texte introductif de l'article 14. Ils notent à cet égard que le texte introductif de l'article 14 indique clairement que les Membres doivent prévoir dans leur législation ou leurs réglementations une méthode permettant aux autorités chargées de l'enquête de calculer "l'avantage conféré au bénéficiaire". Selon les États-Unis, l'Inde préconise une méthode de calcul de l'avantage fondée sur le "coût pour les pouvoirs publics".[708] Selon les

[705] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 28 (citant *Oxford Dictionary of English*, 3ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2010), page 1503).

[706] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 29. (italique ajouté par l'Inde)

[707] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 31.

[708] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 56 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 27).

États-Unis, ce critère d'évaluation de l'avantage a déjà été examiné et rejeté par l'Organe d'appel.[709]

4.122. Pour commencer, nous notons que l'article 1.1 de l'Accord SMC identifie l'"avantage" comme étant l'un des éléments constitutifs d'une subvention.[710] Le terme "avantage" apparaît à l'article 1.1 b), ainsi qu'à l'article 14, de l'Accord SMC. Alors que la première disposition concerne l'existence d'un "avantage", la deuxième concerne, dans le contexte de la Partie V de l'Accord SMC, le calcul de son montant. La détermination de la simple existence, par opposition au montant, de l'avantage conféré par une contribution financière n'appelle cependant pas des interprétations différentes du terme "avantage".[711] En effet, la référence textuelle explicite à l'article 1.1 dans le texte introductif de l'article 14 indique que le terme "avantage" est utilisé à l'article 14 dans le même sens qu'à l'article 1.1.[712]

4.123. L'Organe d'appel a établi les trois postulats de base suivants concernant le concept de "benefit" (avantage) au titre de l'Accord SMC. Premièrement, le terme "benefit" englobe à l'évidence une forme d'avantage[713] et la notion de "benefit" se rapporte à l'"avantage conféré au bénéficiaire" et non au "coût pour les pouvoirs publics".[714] Deuxièmement, le terme "avantage" implique une comparaison car il ne peut pas y avoir "avantage" pour le bénéficiaire si, avec la "contribution financière", celui-ci n'est pas "mieux loti" qu'il ne l'aurait été en l'absence de contribution.[715] Troisièmement, dans le cadre de l'analyse comparative requise par le terme "avantage", le marché constitue la base de comparaison appropriée. Cela tient à ce que l'on ne peut identifier la capacité d'une "contribution financière" de fausser les échanges qu'en déterminant si le bénéficiaire a reçu cette "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[716]

4.124. Nous observons que l'article 14 de l'Accord SMC est intitulé: "Calcul du montant d'une subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire". Dans chacun de ses alinéas, l'article 14 établit des principes directeurs permettant de déterminer si certaines contributions financières – prises de participation, prêts, garanties de prêt, fourniture de biens ou de services par les pouvoirs publics et achat de biens par les pouvoirs publics – confèrent un avantage à leurs bénéficiaires.[717] L'Organe d'appel a dit qu'"[i]l y [avait] "avantage" au titre de *chacun* de ces principes directeurs si le bénéficiaire [avait] reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il [avait] accès sur le marché".[718]

4.125. L'Inde fait valoir que l'utilisation de deux termes distincts dans la première phrase de l'article 14 d), à savoir "avantage" et "rémunération", implique que ces termes sont distincts d'un point de vue conceptuel. Nous convenons que les termes "avantage" et "rémunération" sont des termes distincts. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils doivent, comme l'Inde le fait valoir, être évalués séparément aux fins de l'article 14 d). Nous considérons également que l'expression "à moins que", dans la première phrase de l'article 14 d), précédée par le membre de phrase "ne sera pas considéré comme conférant un avantage", implique que, s'il n'est pas établi que les pouvoirs publics ont fourni le bien en question moyennant une rémunération moins qu'adéquate, un avantage ne peut pas avoir été conféré à un bénéficiaire. L'expression "à moins que", utilisée à l'article 14 d), indique donc clairement que c'est seulement dans une circonstance

[709] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 55 et 56 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphes 154 et 155).

[710] Rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 157; *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 51. Selon l'article 1.1 de l'Accord SMC, "une subvention sera réputée exister" lorsque: i) "il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public"; et ii) "un avantage est ainsi conféré".

[711] Rapports de l'Organe d'appel *Canada – Énergie renouvelable / Canada – Programme de tarifs de rachat garantis*, paragraphe 5.165.

[712] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 155.

[713] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 153.

[714] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 154.

[715] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157.

[716] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157.

[717] L'article 14 a) établit des principes directeurs en ce qui concerne les prises de participation des pouvoirs publics au capital social; l'article 14 b), des principes directeurs concernant les prêts accordés par les pouvoirs publics; l'article 14 c), des principes directeurs concernant les garanties de prêt accordées par les pouvoirs publics; et l'article 14 d), des principes directeurs concernant les biens ou services fournis par les pouvoirs publics ou les achats de biens par les pouvoirs publics.

[718] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 158. (pas d'italique dans l'original)

spécifique que la fourniture de biens par les pouvoirs publics confère un avantage à un bénéficiaire. À cet égard, l'article 14 d) dispose que la fourniture de biens par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage "à moins que" (unless), c'est-à-dire "sauf si" (except if)[719], "la fourniture ne s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate". Nous interprétons donc l'expression "à moins que" comme liant expressément les concepts d'"avantage" et de "rémunération" de telle sorte qu'au titre de l'article 14 d), une démonstration du fait qu'une "rémunération" est "moins qu'adéquate" concorde avec une constatation de l'existence d'un "avantage".

4.126. À la lumière de ce qui précède, nous estimons que l'article 14 d) de l'Accord SMC établit l'adéquation de la rémunération comme étant l'angle sous lequel l'"avantage", au sens de cette disposition, doit être évalué. Par conséquent, l'article 14 d) prescrit une évaluation unitaire dans laquelle une détermination de l'existence d'un avantage est établie *par le biais* d'une analyse de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. En conséquence, nous estimons que, contrairement à ce que l'Inde affirme, des analyses séparées de l'"avantage" et de la "rémunération" ne sont pas requises au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.127. L'Inde allègue également que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que, au titre de l'article 14 d), l'adéquation de la rémunération devait être évaluée du point de vue du bénéficiaire, et non des pouvoirs publics en tant que fournisseur du bien en question. Selon l'Inde, le sens ordinaire du terme "rémunération", dans le contexte de l'article 14 d), "fait intrinsèquement référence aux pouvoirs publics en tant que fournisseur".[720] En outre, notant la référence à "la fourniture de biens ou de services … par les pouvoirs publics" dans la première phrase de l'article 14 d), l'Inde estime que cela étaye son affirmation selon laquelle l'adéquation de la rémunération doit être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur et non du point de vue du bénéficiaire du bien en question.

4.128. Bien que le concept de "rémunération" dénote un paiement pour des biens ou services qui pourrait être considéré du point de vue soit de la personne qui effectue le paiement soit de la personne qui le reçoit, d'autres éléments d'interprétation nous amènent à estimer que cette évaluation doit dûment être effectuée du point de vue du bénéficiaire. Premièrement, le titre de l'article 14 de l'Accord SMC – "Calcul du montant d'une subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire" – donne à penser que l'adéquation de la "rémunération" payée en échange de biens ou services doit, au titre de l'article 14 d), être examinée du point de vue du bénéficiaire, et non de celui des pouvoirs publics en tant que fournisseur. En outre, le texte de la deuxième phrase de l'article 14 d) prescrit la manière dont l'adéquation de la rémunération doit être déterminée, à savoir par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Comme l'a dit l'Organe d'appel, il y a avantage au titre de *chacun* des alinéas de l'article 14 si le bénéficiaire a reçu une "contribution financière" à des conditions plus favorables que celles auxquelles il a accès sur le marché.[721] Il s'ensuit que, comme le Groupe spécial l'a constaté, "[u]ne fois qu'il est établi que le prix payé aux pouvoirs publics en tant que fournisseur est inférieur au prix qui serait exigé par le marché", le prix des pouvoirs publics en question est inadéquat et un avantage est ainsi conféré.[722]

4.129. À la lumière des considérations qui précèdent, nous estimons que l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exige pas des analyses séparées de l'adéquation de la rémunération et de l'avantage, et n'exige pas que l'adéquation de la rémunération soit évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur. Par conséquent, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.35 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il n'exige pas des autorités chargées de l'enquête qu'elles évaluent l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur avant d'évaluer si un avantage a été conféré au bénéficiaire.

[719] *Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 3446.
[720] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 31.
[721] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 158.
[722] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.33.

4.4.1.2.3 Fait allégué que le Groupe spécial n'a pas évalué deux motifs avancés pour l'allégation "en tant que tel" de l'Inde visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

4.130. L'Inde allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'évaluant pas, séparément, deux motifs qu'elle avait avancés pour son allégation "en tant que tel" visant l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis.

4.131. L'Inde rappelle qu'elle avait présenté six "motifs différents" au Groupe spécial pour étayer son allégation selon laquelle l'approche fondée sur des niveaux prescrite par le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[723] L'Inde estime que le Groupe spécial n'a pas évalué deux de ces six motifs, à savoir que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce que: i) il n'exigeait pas d'évaluer si la différence entre un prix des pouvoirs publics et un prix d'un concurrent était justifiée par des "considérations d'ordre commercial"; et ii) un prix des pouvoirs publics qui était "adéquat" dans le cadre du niveau III du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis serait réputé être "moins qu'adéquat" simplement sur la base d'une comparaison avec les points de repère du niveau I ou du niveau II.

4.132. L'Inde note que le Groupe spécial a rejeté les deux motifs susmentionnés parce qu'il avait rejeté un autre motif qu'elle avait avancé pour son allégation, à savoir que l'article 14 d) de l'Accord SMC exigeait d'évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage a été conféré à un bénéficiaire. L'Inde estime que les deux motifs susmentionnés que le Groupe spécial n'a pas évalué portaient sur des aspects différents de l'article 14 d). Elle demande à l'Organe d'appel de constater qu'en n'examinant pas séparément les deux motifs susmentionnés qu'elle a avancés pour son allégation "en tant que tel", le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.133. Nous rappelons qu'en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire pour se prononcer sur une allégation donnée. Par conséquent, le fait qu'un argument particulier relatif à une allégation n'est pas spécifiquement traité ne conduit pas, en lui-même et à lui seul, à la conclusion qu'un groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord.[724]

4.134. S'agissant du premier motif, l'Inde a fait valoir qu'un prix des pouvoirs publics conforme à des "considérations d'ordre commercial" ne pouvait pas constituer une rémunération qui était "moins qu'adéquate" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Selon nous, ce motif repose sur l'opinion de l'Inde selon laquelle l'adéquation de la rémunération au titre de l'article 14 d) doit être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur et, plus spécifiquement,

---

[723] L'Inde allègue que ces six motifs étaient les suivants:

i) le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec la première phrase de l'article 14 d) parce qu'il n'évalue pas l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage est conféré au bénéficiaire;

ii) le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec la deuxième phrase de l'article 14 d) parce qu'il n'exige pas d'examiner si la différence entre un prix des pouvoirs publics et un prix d'un concurrent est justifiée par des "considérations d'ordre commercial";

iii) un prix des pouvoirs publics qui est "adéquat" dans le cadre du niveau III sera réputé être "moins qu'adéquat" simplement sur la base de la méthode de fixation des points de repère dans le cadre du niveau I ou du niveau II;

iv) dans le cadre des niveaux I et II, les prix des pouvoirs publics ne sont pas tous considérés comme un "prix" se rapportant aux conditions du marché existantes;

v) les prix pratiqués sur le marché mondial prescrits dans le cadre du niveau II ne se rapportent pas aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture des biens; et

vi) les niveaux II et III sont incompatibles avec l'article 14 d) de l'Accord SMC puisque la priorité est donnée à la méthode du niveau II par rapport à celle du niveau III.

(Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 19)

[724] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.224 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 511, qui fait référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135).

selon que les pouvoirs publics en tant que fournisseur ont ou non fixé le prix en cause conformément à des "considérations d'ordre commercial". S'agissant du deuxième motif, l'Inde a fait valoir qu'un prix des pouvoirs publics qui était "adéquat" selon la méthode relative au niveau III serait rejeté sur la base de l'application des points de repère du niveau I et du niveau II. Elle a donc soutenu que le fait de s'appuyer sur des points de repère du niveau I et du niveau II était incompatible avec l'article 14 d) parce que ces points de repère, contrairement à la méthode relative au niveau III, ne partaient pas d'une évaluation de l'"adéquation" de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur. Ce motif de l'allégation de l'Inde repose aussi, selon nous, sur l'opinion de l'Inde selon laquelle l'article 14 d) de l'Accord SMC exige d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer l'avantage du point de vue du bénéficiaire.

4.135. Nous avons plus haut confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exigeait pas d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant d'évaluer si un avantage était conféré à un bénéficiaire. Le Groupe spécial a constaté à juste titre que, "[u]ne fois qu'il [était] établi que le prix payé aux pouvoirs publics en tant que fournisseur [était] inférieur au prix qui serait exigé par le marché, évalué par rapport aux conditions du marché existantes, la rémunération fournie par le prix des pouvoirs publics [était] inadéquate, et un avantage [était] conféré".[725] Puisque les deux motifs dont l'Inde allègue qu'ils n'ont pas été évalués par le Groupe spécial reposent sur une interprétation de l'article 14 d) que le Groupe spécial a dûment rejetée, nous n'estimons pas qu'il était nécessaire que le Groupe spécial les évalue séparément.

4.136. En conséquence, nous rejetons l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en n'examinant pas séparément deux des six motifs qu'elle avait avancés pour son allégation selon laquelle l'article 351.511 a) 2) i) à iii) du Règlement des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.4.1.3 Allégations de l'Inde concernant l'utilisation de points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

4.137. Devant le Groupe spécial, l'Inde a formulé deux allégations principales concernant le choix des points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. À cet égard, elle a allégué que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce que: i) il excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère du niveau I; et ii) il autorisait l'utilisation de points de repère du niveau II dans des circonstances qui n'étaient pas admises par l'article 14 d). Le Groupe spécial a rejeté les allégations de l'Inde. L'Inde dit que les constatations du Groupe spécial sont fondées sur une interprétation erronée de l'article 14 d) de l'Accord SMC. En outre, elle affirme qu'en examinant les allégations qui lui avaient été présentées, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord.

4.138. Pour examiner l'appel de l'Inde, nous exposons tout d'abord les constatations pertinentes du Groupe spécial au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, suivies d'un résumé des allégations de l'Inde en appel. Nous donnons ensuite une interprétation de l'article 14 d) tel qu'il concerne l'identification d'un point de repère approprié pour le calcul de l'avantage, avant d'examiner les allégations de l'Inde en appel.

4.4.1.3.1 Constatations du Groupe spécial

4.139. Le Groupe spécial a tout d'abord examiné l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère. Il a observé que l'Inde ne contestait pas que les prix des pouvoirs publics n'étaient pas exclus du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis dans tous les cas. Il a donc considéré que l'hypothèse factuelle sur laquelle reposait l'allégation de l'Inde était "compromise".[726] Il a ensuite estimé qu'il serait tautologique et, par conséquent, peu instructif d'inclure le prix des pouvoirs publics pour le bien en question dans l'établissement du point de repère du marché au

[725] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.33. (note de bas de page omise)
[726] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.38.

moment d'évaluer si cette fourniture par les pouvoirs publics conférait un avantage. Rappelant que l'avantage était évalué par rapport au marché, le Groupe spécial a estimé que, comme les pouvoirs publics pouvaient fixer les prix pour chercher à atteindre des objectifs de politique publique, plutôt qu'à maximiser les bénéfices en fonction du marché, il n'y avait aucune raison d'exiger des autorités chargées de l'enquête qu'elles considèrent les prix des pouvoirs publics comme étant représentatifs des "conditions du marché existantes" au sens de la deuxième phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Selon le Groupe spécial, les prix pratiqués dans le secteur privé étaient le "premier point de repère" pour l'évaluation du point de savoir si les pouvoirs publics avaient fourni des biens moyennant une rémunération "moins qu'adéquate" au sens de l'article 14 d).[727]

4.140. Le Groupe spécial a aussi rejeté l'argument de l'Inde selon lequel le prix des pouvoirs publics ne pouvait être rejeté comme point de repère que dans les situations où les pouvoirs publics étaient le fournisseur unique ou dominant du bien en question. Il a estimé que le fait que les pouvoirs publics n'étaient pas dominants sur le marché intérieur ne signifiait pas, comme l'Inde le faisait valoir, que les prix des pouvoirs publics étaient susceptibles de refléter les principes du marché et donc d'être représentatifs des conditions du marché existantes. Au contraire, pour le Groupe spécial, cela signifiait que ces prix des pouvoirs publics, dont il n'était pas nécessaire, de toute façon, de présumer qu'ils reflétaient les principes du marché – parce que la fixation des prix des pouvoirs publics pouvait être déterminée par des objectifs de politique générale autres que la maximisation des bénéfices – n'auraient vraisemblablement pas faussé les prix *pratiqués dans le secteur privé* sur ce marché, de sorte que ces prix *pratiqués dans le secteur privé* auraient pu servir de points de repère aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a donc rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) parce qu'il excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère.[728]

4.141. Le Groupe spécial a ensuite examiné l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il prévoyait l'utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial relevant du niveau II comme points de repère chaque fois que les prix dans le pays relevant du niveau I n'étaient pas disponibles. Le Groupe spécial n'était pas convaincu par l'invocation par l'Inde des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* pour étayer son affirmation selon laquelle l'article 14 d) permettait à l'autorité chargée de l'enquête de recourir à des points de repère à l'extérieur du pays uniquement dans les cas où le marché du pays de fourniture était faussé en raison du rôle prédominant des pouvoirs publics sur le marché. Le Groupe spécial a estimé que les constatations de l'Organe d'appel étaient nécessairement limitées au cas dans lequel les pouvoirs publics en tant que fournisseur de biens jouaient un rôle prédominant sur le marché. Selon lui, cela ne signifiait toutefois pas que le raisonnement sous-tendant les constatations de l'Organe d'appel ne s'appliquait pas dans les situations où les pouvoirs publics n'étaient pas un fournisseur prédominant.[729]

4.142. Enfin, le Groupe spécial a examiné l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il n'exigeait pas que les points de repère du niveau II se rapportent aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Notant que la disposition législative globale mise en œuvre par le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis prescrivait que l'adéquation de la rémunération soit, dans tous les cas, évaluée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, le Groupe spécial a estimé que, "en droit", les points de repère du niveau II appliqués conformément au mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis devaient aussi se rapporter aux conditions de marché existantes dans le pays de fourniture.[730] Il a donc rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation de points de repère du niveau II dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[731]

[727] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.40 et 7.41 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 90).
[728] Rapport du Groupe spécial", paragraphes 7.42 et 7.46.
[729] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.49 et 7.50.
[730] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.51.
[731] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.51.

4.4.1.3.2 Allégations de l'Inde en appel

4.143. En appel, l'Inde présente deux allégations principales en matière d'interprétation concernant l'évaluation par le Groupe spécial de ce qui peut constituer un point de repère correct aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Premièrement, l'Inde allègue qu'en constatant que l'article 14 d) permettait aux autorités chargées de l'enquête de rejeter sur la base de présomptions les prix des pouvoirs publics comme points de repère potentiels, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de cette disposition. Elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer cette constatation du Groupe spécial, ainsi que sa conclusion selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 14 d). Elle demande en outre à l'Organe d'appel de constater, au lieu de cela, que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec cette disposition parce qu'il exclut, comme points de repère, sur la base de présomptions les prix des pouvoirs publics qui ne résultent pas de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence.

4.144. Deuxièmement, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial comme points de repère du niveau II dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, et de constater, au lieu de cela, que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) parce que: i) il prescrit l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays sans qu'il soit d'abord établi que le marché en question est faussé par l'intervention des pouvoirs publics sur ce marché; ii) il prescrit l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays sans que soient d'abord épuisées toutes les sources possibles de points de repère dans le pays; et iii) il ne prescrit pas que les points de repère du niveau II soient ajustés pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.

4.145. L'Inde présente également plusieurs allégations au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord. Premièrement, elle allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne consignant pas et en n'évaluant pas son allégation selon laquelle le niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il permettait l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays sans prescrire que soient épuisées toutes les sources possibles de points de repère dans le pays. Deuxièmement, l'Inde allègue qu'en constatant que l'article 14 d) permettait le recours à des points de repère à l'extérieur du pays dans les situations où les pouvoirs publics n'étaient pas un fournisseur prédominant, le Groupe spécial n'a pas fourni de justifications fondamentales pour ses décisions et a donc agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord. Troisièmement, l'Inde allègue qu'en s'appuyant sur la législation-cadre mise en œuvre par le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis pour rejeter son allégation selon laquelle le niveau II du mécanisme ne prescrivait pas d'ajustements des points de repère à l'extérieur du pays, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.146. Après avoir énoncé notre interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC tel qu'il concerne le choix d'un point de repère correct, nous examinons chacune des allégations distinctes de l'Inde en appel.

4.4.1.3.3 Interprétation des principes directeurs prescrits à l'article 14 d) de l'Accord SMC pour le choix des points de repère

4.147. Le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC indique que chacun de ses alinéas établit des "principes directeurs" permettant de déterminer si une contribution financière fournie par les pouvoirs publics confère un avantage à un bénéficiaire. L'Organe d'appel a constaté que l'expression "principes directeurs" indiquait que l'article 14 constituait le cadre dans lequel le calcul de l'avantage devait être effectué, même si la méthode précise de calcul n'était pas exposée dans le détail, et que ces principes directeurs ne devraient pas être interprétés comme des règles rigides qui étaient censées prévoir chaque circonstance factuelle concevable.[732]

[732] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92. (note de bas de page omise)

4.148. S'agissant de la première phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC, nous avons expliqué dans la section précédente qu'une détermination de l'existence d'un "avantage" était établie par le biais d'une analyse du point de savoir si les pouvoirs publics fournissaient des biens moyennant une rémunération "moins qu'adéquate". Une analyse du point de savoir si une rémunération est "moins qu'adéquate" et, par conséquent, confère un avantage implique un exercice comparatif. À cet égard, nous notons que l'Organe d'appel a constaté que le terme "avantage" impliquait une comparaison car il ne pouvait pas y avoir avantage pour le bénéficiaire si, avec la "contribution financière", celui-ci n'était pas "mieux loti" qu'il ne l'aurait été en l'absence de contribution.[733] Par conséquent, une détermination sur le point de savoir si une rémunération est "moins qu'adéquate" au sens de l'article 14 d) suppose la sélection d'un comparateur – c'est-à-dire un prix servant de point de repère – avec lequel comparer le prix pratiqué par les pouvoirs publics pour le bien en question. Si le résultat de cette comparaison est que le prix des pouvoirs publics est inférieur au prix servant de point de repère, la différence entre les deux prix correspond à l'avantage conféré au titre de l'article 14 d).

4.149. La deuxième phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC prescrit que l'adéquation de la rémunération versée pour un bien ou service fourni par les pouvoirs publics "sera déterminée par rapport aux conditions du marché existantes pour le bien ou service en question dans le pays de fourniture ou d'achat". Les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture constituent donc le critère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a fait remarquer que le sens de l'expression "par rapport à", dans la deuxième phrase de l'article 14 d), n'était pas limité à "en comparaison avec". Par contre, il a estimé que l'expression "par rapport à" connotait un sens plus large de "rapport, relation, référence" aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[734] L'article 14 d) énonce donc des éléments essentiels qui guident l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics. En particulier, la deuxième phrase de l'article 14 d) exige que cette évaluation soit faite "par rapport aux conditions du marché existantes", et que ces conditions soient celles qui existent "dans le pays de fourniture".

4.150. En examinant l'expression "conditions du marché existantes", nous notons tout d'abord que le terme "conditions" fait référence à des caractéristiques ou des qualités.[735] Fait important, ces caractéristiques ou qualités sont modifiées par le terme "marché". Dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, l'Organe d'appel a approuvé la constatation du Groupe spécial selon laquelle le sens du terme "market" (marché), dans le contexte de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC, était ""a place … with a demand for a commodity or service" (lieu … où il existe une demande pour un bien ou un service); "a geographical area of demand for commodities or services" (zone géographique dans laquelle il existe une demande pour des biens ou des services); "the area of economic activity in which buyers and sellers come together and the forces of supply and demand affect prices" (secteur de l'activité économique dans lequel des acheteurs et des vendeurs se rencontrent et dans lequel les forces de l'offre et de la demande influencent les prix)".[736] Nous notons que les "conditions du marché" sont encore modifiées par le mot "prevailing" (existantes), qui signifie "predominant" (prédominant) ou "generally accepted" (généralement admis).[737] Pris conjointement, ces termes donnent à penser que les "conditions du marché existantes", dans le contexte de l'article 14 d) de l'Accord SMC, sont constituées par les caractéristiques généralement admises d'un secteur de l'activité économique dans lequel les forces de l'offre et de la demande interagissent pour déterminer les prix du marché.

---

[733] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157.

[734] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 89. (note de bas de page omise)

[735] Les définitions pertinentes du terme "condition" (condition) sont "[n]ature, character, quality; a characteristic, an attribute" (nature, caractère, qualité; une caractéristique, un attribut). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème éd., A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 483)

[736] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 404 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1236). Bien que l'Organe d'appel ait examiné le terme "marché" dans le contexte de l'article 6.3 c), nous considérons que ce sens s'appliquerait de la même manière dans le contexte de l'article 14 d).

[737] Les définitions pertinentes du terme "prevailing" (existantes) comprennent "predominant in extent or amount; generally current or accepted" (prédominant par l'étendue ou la quantité; courant ou admis d'une manière générale). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème éd., A. Stevenson (éd.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 2340)

4.151. Nous jugeons important de souligner que l'examen visé à l'article 14 d) de l'Accord SMC est axé sur le marché. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, le libellé figurant dans la deuxième phrase de l'article 14 d) "met en lumière le fait qu'un point de repère approprié du marché résulte d'un examen des conditions selon lesquelles les biens ou les services en cause seraient échangés, *aux conditions du marché*".[738] Étant donné que l'article 14 d) exige que l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour un bien fourni par les pouvoirs publics soit faite par rapport aux *conditions du marché existantes dans le pays de fourniture*, il s'ensuit que tout point de repère pour la réalisation de cette évaluation doit être constitué par des prix déterminés par le marché pour des biens identiques ou semblables qui se rapportent, se réfèrent ou sont liés aux conditions du marché existantes pour le bien en question dans le pays de fourniture.[739] Les prix servant de points de repère corrects proviendraient normalement du marché du bien en question dans le pays de fourniture. Dans la mesure où ces prix dans le pays seraient déterminés par le marché, ils présenteraient nécessairement le lien requis avec les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture qui est prescrit par la deuxième phrase de l'article 14 d). Selon nous, ces prix dans le pays pourraient provenir de diverses sources potentielles, y compris des entités privées ou des entités liées aux pouvoirs publics.[740]

4.152. Il incombe aux autorités chargées de l'enquête d'effectuer l'analyse nécessaire pour déterminer, sur la base des renseignements fournis par les requérants et les entreprises interrogées dans une enquête en matière de droits compensateurs, si les prix servant de points de repère proposés sont déterminés par le marché de sorte qu'ils peuvent servir à déterminer si la rémunération est moins qu'adéquate. Le texte introductif de l'article 14 impose aux autorités chargées de l'enquête d'expliquer de manière adéquate, conformément aux principes directeurs énoncés à l'article 14, l'application de la méthode servant à calculer le montant de l'avantage qui est conféré par une contribution financière fournie par les pouvoirs publics. Nous notons en outre que l'article VI:3 du GATT de 1994 a été interprété comme imposant certaines prescriptions aux autorités chargées de l'enquête. L'Organe d'appel a dit que, "pour se conformer à l'article VI:3 du GATT de 1994, les autorités chargées de l'enquête, avant d'imposer des droits compensateurs, [devaient] établir le montant exact d'une subvention accordée aux produits importés visés par l'enquête".[741] L'Organe d'appel a en outre expliqué que l'obligation énoncée à l'article VI:3 "englob[ait] une prescription … imposant de procéder à une "enquête" et à une demande de renseignements suffisamment diligentes concernant les faits pertinents et de fonder sa détermination sur les éléments de preuve positifs versés au dossier".[742] Selon nous, l'obligation énoncée à l'article 14 de l'Accord SMC de calculer le montant d'une subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire englobe la même prescription.

4.153. Toutefois, ce que l'autorité chargée de l'enquête doit faire pour effectuer l'analyse nécessaire en vue d'obtenir un point de repère correct variera en fonction des circonstances de l'affaire, des caractéristiques du marché examiné, et de la nature, de la quantité et de la qualité des renseignements fournis par les requérants et les entreprises interrogées, y compris les renseignements additionnels que l'autorité chargée de l'enquête demandera afin de pouvoir fonder sa détermination sur les éléments de preuve positifs versés au dossier.[743] Dans tous les cas, pour l'obtention d'un point de repère correct, l'autorité chargée de l'enquête doit expliquer le fondement de ses conclusions.

4.154. Nous reconnaissons que, en fonction des circonstances, il peut être, du point de vue des éléments de preuve, plus facilement constaté que certains types de prix constituent des prix

[738] Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 975. (pas d'italique dans l'original)

[739] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 89.

[740] Nous utilisons l'expression "entités liées aux pouvoirs publics" pour désigner tous les organismes des pouvoirs publics (qu'ils soient nationaux ou régionaux), les organismes publics et toutes autres entités détenues par les pouvoirs publics pour lesquelles il n'y a pas eu de détermination de la qualité d'"organisme public".

[741] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 139. (note de bas de page omise)

[742] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 602.

[743] Nous estimons également que, dans la mesure où l'autorité chargée de l'enquête a recours aux données de fait disponibles pour effectuer l'analyse nécessaire en vue d'obtenir un point de repère correct, tout recours de ce type doit être conforme aux prescriptions de l'article 12:7 de l'Accord SMC.

déterminés par le marché dans le pays de fourniture. À cet égard, l'Organe d'appel a estimé que le *premier* point de repère, et donc le *point de départ* de l'analyse visant à déterminer un point de repère aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC, était les prix auxquels des biens identiques ou semblables étaient vendus par des fournisseurs privés au cours de transactions effectuées dans des conditions de pleine concurrence dans le pays de fourniture. En effet, "les prix pratiqués dans le secteur privé sur le marché de fourniture représenteront *généralement* une mesure appropriée de l'"adéquation de la rémunération" pour la fourniture des biens".[744] Cela ne devrait pas être interprété comme indiquant qu'il y a, dans l'abstrait, une hiérarchie entre les différents types de prix dans le pays que l'on peut utiliser pour obtenir un point de repère correct. Nous soulignons que le fait qu'un prix peut ou non être utilisé aux fins de la fixation de points de repère au titre de l'article 14 d) n'est pas fonction de sa source mais, plutôt, du fait qu'il s'agit ou non d'un prix déterminé par le marché qui reflète les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. En conséquence, bien que les prix auxquels des biens identiques ou semblables sont vendus par des fournisseurs privés dans le pays de fourniture puissent servir de point de départ de l'analyse, cela ne signifie pas qu'une fois ces prix déterminés, l'analyse doit forcément s'arrêter là. Par exemple, il faut aussi examiner les prix versés au dossier d'entités liées aux pouvoirs publics autres que l'entité accordant la contribution financière en cause pour évaluer s'ils sont déterminés par le marché et peuvent donc faire partie d'un point de repère correct. L'article 14 d) n'établit aucune présomption juridique selon laquelle des prix dans le pays de n'importe quelle source particulière peuvent être écartés dans une analyse des points de repère. Au contraire, l'article 14 d) exige d'effectuer une analyse du marché dans le pays de fourniture pour déterminer s'il est possible d'utiliser des prix dans le pays particuliers pour obtenir un point de repère correct.

4.155. Bien que l'analyse des points de repère commence par un examen des prix dans le pays pour le bien en question, il ne serait pas approprié d'utiliser ces prix lorsqu'ils ne sont pas déterminés par le marché. Les prix dans le pays proposés ne refléteront pas les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture lorsqu'ils s'écarteront d'un prix déterminé par le marché du fait d'une intervention des pouvoirs publics sur le marché. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a reconnu que les pouvoirs publics, en tant que fournisseur d'un bien, pouvaient fausser les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays pour ce bien en fixant un prix artificiellement bas sur lequel les prix des fournisseurs privés sur le marché s'alignaient.[745] La capacité des pouvoirs publics en tant que fournisseur d'avoir une telle influence sur les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays présuppose qu'ils ont une puissance commerciale suffisante pour le faire.[746] L'Organe d'appel a fait le raisonnement selon lequel, dans une telle situation, "il [pouvait] y avoir peu de différence, voire aucune, entre le prix pratiqué par les pouvoirs publics et les prix pratiqués dans le secteur privé" dans le pays de fourniture.[747] En d'autres termes, "le rôle des pouvoirs publics dans la fourniture de la contribution financière [peut être] si prédominant qu'il détermine effectivement le prix auquel les fournisseurs privés vendent les biens identiques ou semblables, de telle sorte que la comparaison envisagée par l'article 14 deviendrait tautologique".[748] Parce que cela aboutirait au calcul d'un avantage artificiellement bas, voire nul, l'Organe d'appel a indiqué dans son raisonnement que le droit des Membres d'appliquer des mesures compensatoires à l'encontre de subventions pourrait être affaibli ou tourné dans un tel scénario. Il a estimé que l'article 14 d) "permet[tait] d'assurer qu'il ne soit pas fait obstacle aux buts de la disposition dans de telles situations" en permettant aux autorités chargées de l'enquête d'utiliser un point de repère de substitution à la place des prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays.[749]

4.156. L'Organe d'appel a souligné que, même s'il était "probable" que les prix pratiqués dans le secteur privé seraient faussés en raison du rôle prédominant des pouvoirs publics en tant que fournisseur sur le marché, la distorsion des prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays devait être établie "au cas par cas, en fonction des faits particuliers sous-tendant chaque enquête en

[744] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 90. (pas d'italique dans l'original)
[745] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 100.
[746] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 444.
[747] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 100.
[748] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 93. (note de bas de page omise)
[749] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 101.

matière de droits compensateurs".[750] Dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel a souligné que "l'autorité chargée de l'enquête ne [pouvait] pas, en se fondant simplement sur une constatation selon laquelle les pouvoirs publics [étaient] le fournisseur prédominant des biens pertinents, refuser d'examiner les éléments de preuve relatifs à des facteurs autres que la part de marché des pouvoirs publics".[751] Il a précisé que le raisonnement qu'il avait fait dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* excluait l'application d'une règle *per se* selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête pourrait dûment conclure dans tous les cas, et indépendamment de tout autre élément de preuve, que le fait que les pouvoirs publics étaient le fournisseur prédominant signifiait que les prix pratiqués dans le secteur privé étaient faussés.[752] L'Organe d'appel a donc mis en garde contre le fait d'assimiler les concepts de distorsion des prix et de prédominance des pouvoirs publics, et il a souligné que le lien entre les deux concepts était de l'ordre de la preuve. Par conséquent, il n'existe pas de "seuil au-dessus duquel le fait que les pouvoirs publics sont le fournisseur prédominant sur le marché devient suffisant, à lui seul, pour établir qu'il y a distorsion des prix, mais de toute évidence, plus le rôle des pouvoirs publics sur le marché est prédominant, plus il est *probable* que ce rôle entraînera une distorsion des prix pratiqués dans le secteur privé".[753]

4.157. Afin d'effectuer l'analyse nécessaire pour déterminer s'il est possible d'utiliser les prix dans le pays proposés pour obtenir un point de repère correct, l'autorité chargée de l'enquête peut être amenée à examiner divers aspects du marché pertinent.[754] Nous reconnaissons également qu'il peut y avoir des circonstances dans lesquelles les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas vérifier les renseignements nécessaires concernant le marché ou les prix. Comme nous l'avons déjà dit, ce que l'autorité chargée de l'enquête doit faire pour effectuer l'analyse nécessaire en vue d'obtenir un point de repère correct variera en fonction des circonstances de l'affaire, des caractéristiques du marché examiné, et de la nature, de la quantité et de la qualité des renseignements fournis par les requérants et les entreprises interrogés, y compris les renseignements additionnels que l'autorité chargée de l'enquête demandera afin de pouvoir fonder sa détermination sur les éléments de preuve positifs versés au dossier. En tout état de cause, il incombe aux autorités chargées de l'enquête d'expliquer le fondement des conclusions qu'elles formulent pour obtenir un point de repère correct aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.158. L'analyse à laquelle il est fait référence ci-dessus peut amener l'autorité chargée de l'enquête à conclure qu'il n'est pas possible d'utiliser les prix dans le pays pour déterminer un point de repère aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC et qu'un point de repère de substitution devrait être employé. Nous rappelons que, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a examiné la question des types de points de repère de substitution qui pourraient être utilisés d'une manière compatible avec l'article 14 d). Il a estimé que les méthodes de substitution permettant de déterminer l'adéquation de la rémunération "pourraient inclure des valeurs de remplacement qui [tenaient] compte des prix de biens semblables cotés sur les marchés mondiaux, ou des valeurs de remplacement construites sur la base des coûts de

[750] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 453 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 102).

[751] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 446.

[752] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 443 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 100).

[753] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 444. (pas d'italique dans l'original) Le Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV* a estimé qu'il ne serait pas possible d'utiliser les prix pratiqués dans le pays comme point de repère: i) lorsque les pouvoirs publics seraient le seul fournisseur des biens considérés dans le pays; et ii) lorsque les pouvoirs publics administreraient tous les prix de ces biens dans le pays. Le Groupe spécial a fait le raisonnement selon lequel, dans ces situations, "l'unique possibilité restante serait d'élaborer une sorte d'approximation ou d'estimation du prix du marché pour le bien dans le pays considéré". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 98 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 7.57)). En appel, l'Organe d'appel s'est contenté d'examiner uniquement la situation de la prédominance des pouvoirs publics sur le marché en tant que fournisseur des biens parce que c'était "la seule qui [était] soulevée en appel". (*Ibid.*, paragraphe 99)

[754] Cet examen peut comprendre une évaluation de la structure du marché pertinent, y compris les types d'entités opérant sur ce marché, leur part de marché respective, ainsi que tous obstacles à l'entrée. Il pourrait aussi imposer d'évaluer le comportement des entités opérant sur ce marché afin de déterminer si les pouvoirs publics par eux-mêmes, ou par l'intermédiaire d'entités liées aux pouvoirs publics, exercent leur puissance commerciale afin de fausser les prix dans le pays.

production".[755] Il a toutefois rappelé que lorsque l'autorité chargée de l'enquête procédait de cette manière, "elle [avait] pour obligation de s'assurer que le point de repère qui en résult[ait] se rapport[ait] ou se réf[érait], ou [était] lié aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture et [devait] refléter le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente, comme le prescri[vait] l'article 14 d)".[756] Ce faisant, l'Organe d'appel a souligné l'importance qu'il y avait à apporter des ajustements appropriés pour faire en sorte que les points de repère de substitution reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[757] En tout état de cause, il a dit qu'il n'évaluerait pas divers points de repère de substitution mais seulement le point de repère de substitution spécifique qui avait été employé par les États-Unis dans cette affaire, à savoir les prix à l'extérieur du pays pour le bien en question.[758] L'Organe d'appel a donc précisé qu'il ne faisait pas de constatations sur la compatibilité de points de repère de substitution avec les règles de l'OMC "dans l'abstrait".[759]

4.159. Au vu de ce qui précède, nous n'estimons pas qu'il y ait une quelconque préférence prescrite pour l'utilisation de points de repère de substitution particuliers par rapport à d'autres. Selon nous, il serait difficile d'évaluer le caractère approprié d'un point de repère de substitution par rapport à un autre dans l'abstrait. Comme l'a dit l'Organe d'appel, une évaluation de la compatibilité avec l'article 14 d) de l'Accord SMC d'une méthode de substitution pour la détermination de l'avantage "dépendra de la façon dont telle ou telle méthode de ce type est appliquée dans une affaire donnée".[760] Nous soulignons toutefois que le point de repère de substitution finalement déterminé par l'autorité chargée de l'enquête aux fins de l'article 14 d) doit, conformément à la deuxième phrase de cette disposition, se rapporter, se référer ou être lié aux "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture.

4.160. Gardant ces considérations à l'esprit, nous allons maintenant examiner les allégations de l'Inde en appel.

4.4.1.3.4 Prix liés aux pouvoirs publics dans le cadre du niveau I du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

4.161. Nous commençons par l'allégation de l'Inde concernant l'exclusion alléguée des prix des pouvoirs publics comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. Devant le Groupe spécial, l'Inde a fait valoir que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce que, dans le cadre du niveau I de ce mécanisme, les États-Unis rejetaient simplement les prix des pouvoirs publics qui ne découlaient pas de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence. Selon l'Inde, le Groupe spécial a constaté qu'"il était possible, sur la base de présomptions et de manière concluante, de ne pas tenir compte des transactions et des prix des pouvoirs publics dans l'évaluation des "conditions du marché existantes" au titre de l'article 14 d)".[761] Elle estime qu'en formulant cette constatation, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.162. L'Inde note que la première phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC dispose que la fourniture de biens par les pouvoirs publics ne doit pas être considérée comme conférant un avantage sauf preuve du contraire. Elle soutient que cela a pour implication directe que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas autorisées à rejeter sur la base de présomptions le prix des pouvoirs publics contesté au motif qu'il n'est pas dicté par le marché. Elle estime que, allant à l'encontre de l'article 14 d), le Groupe spécial a simplement supposé que tous les prix des pouvoirs publics étaient présumés *ipso facto* contribuer à la réalisation d'objectifs de politique publique et que, par conséquent, il était possible de ne pas en tenir compte comme points de repère.

4.163. L'Inde affirme également que l'article 14 d) de l'Accord SMC concerne le marché "tel qu'il est" et ne permet donc pas de ne pas tenir compte des prix des pouvoirs publics dans l'analyse de

[755] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106.
[756] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106.
[757] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 108.
[758] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 107.
[759] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106.
[760] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106.
[761] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 42.

l'avantage. À cet égard, elle s'appuie sur la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, selon laquelle l'expression "conditions du marché" figurant à l'article 14 d) ne désigne pas un marché non faussé par la contribution financière des pouvoirs publics.[762] En outre, elle affirme que l'interprétation de l'article 14 d) donnée par le Groupe spécial ne tient pas compte des implications de la constatation de l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, selon laquelle les prêts consentis par les pouvoirs publics ne peuvent pas être *ipso facto* rejetés au motif qu'ils sont "non commerciaux".[763] Pour l'Inde, cela signifie qu'il n'y a pas de présomption que les prix des pouvoirs publics sont *ipso facto* inutilisables comme points de repère, et que les autorités chargées de l'enquête sont tenues d'établir si la présence ou l'influence des pouvoirs publics sur le marché pertinent cause des distorsions qui rendent les prix des pouvoirs publics pertinents inutilisables.

4.164. En réponse, les États-Unis observent que le Groupe spécial a constaté, et que l'Inde n'a pas contesté, que les prix des pouvoirs publics n'étaient pas exclus, "sur la base de présomptions et de manière concluante", comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis dans tous les cas.[764] Comme l'Inde n'a pas établi l'hypothèse factuelle sous-tendant son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère[765], les États-Unis affirment que, sur cette seule base, l'allégation de l'Inde en appel devrait être rejetée. Ils ajoutent qu'en tout état de cause, il n'y a pas de lien visible entre le texte de l'article 14 d) et l'affirmation de l'Inde selon laquelle il faut présumer que les prix des pouvoirs publics sont dictés par le marché. Notant que l'analyse des points de repère au titre de l'article 14 d) consiste à évaluer si la fourniture de biens par les pouvoirs publics s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquate, les États-Unis soutiennent que l'Inde n'a pas expliqué pourquoi les termes "ne sera pas" et "à moins que" qui figurent dans la première phrase de l'article 14 d) imposent à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser les prix des pouvoirs publics pour déterminer les points de repère du marché. Ils estiment que le Groupe spécial a constaté à juste titre qu'"il serait tautologique et, par conséquent, peu instructif d'inclure le prix pratiqué par les pouvoirs publics pour le bien fourni par ceux-ci dans l'établissement du point de repère du marché au moment d'évaluer *si cette* fourniture par les pouvoirs publics conf[érait] un avantage".[766]

4.165. En outre, les États-Unis soutiennent que l'Inde n'a pas expliqué comment l'utilisation fondée sur des présomptions des prix des pouvoirs publics pour la détermination des points de repère peut être conciliée avec la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle les prix des "*fournisseurs privés* dans le pays de fourniture sont le *premier point de repère* que les autorités chargées de l'enquête *doivent utiliser* lorsqu'elles déterminent si les biens ont été fournis par les pouvoirs publics moyennant une rémunération moins qu'adéquate".[767] Ils soutiennent en outre que le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'invocation par l'Inde de la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, selon laquelle "les prêts consentis par les pouvoirs publics ne [pouvaient] pas être rejetés *ipso facto* au titre de l'article 14 b) comme étant non commerciaux".[768] Selon les États-Unis, le Groupe spécial a constaté à juste titre que la constatation de l'Organe d'appel ne signifiait pas que les prix des pouvoirs publics devaient être utilisés comme points de repère du marché aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.166. Nous notons que devant le Groupe spécial comme en appel, l'Inde n'a pas fait preuve de cohérence lorsqu'elle a indiqué *quels* prix des pouvoirs publics devraient être inclus dans un point

[762] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 47 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 87).

[763] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 48 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 479).

[764] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 71 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 42).

[765] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 61 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.38).

[766] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 73 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.39). (italique ajouté par les États-Unis)

[767] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 74 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 90). (italique ajouté par les États-Unis)

[768] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 75 (citant la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 48, qui fait référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 479).

de repère du marché aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC.[769] Il est évidemment intrinsèquement circulaire d'exiger que le prix même des pouvoirs publics que les autorités chargées de l'enquête cherchent à vérifier au regard du marché soit utilisé comme point de repère du marché aux fins de l'article 14 d). En réponse aux questions posées à l'audience, l'Inde a précisé que sa référence aux "prix des pouvoirs publics" désignait les prix des pouvoirs publics autres que la contribution financière en cause. À la lumière de cette précision, nous procédons à notre analyse en examinant si l'article 14 d) exige l'utilisation de ces prix comme points de repère. Nous notons en outre que, comme certains des prix auxquels les participants font référence peuvent être des prix fixés par des entités dont il n'a pas été constaté qu'elles étaient des organismes des pouvoirs publics ou des organismes publics, et qui peuvent, par exemple, être des entreprises détenues par l'État pour lesquelles il n'y a pas de détermination établissant qu'elles sont ou non des organismes publics au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC, nous faisons référence ci-après dans notre analyse aux "prix liés aux pouvoirs publics" autres que la contribution financière en cause.[770]

4.167. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'article 14 d) établit que le point de repère pour la réalisation d'une évaluation de l'adéquation de la rémunération est constitué par des prix déterminés par le marché pour des biens identiques ou semblables dans le pays de fourniture – c'est-à-dire des prix qui se rapportent, se réfèrent ou sont liés aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[771] Comme nous l'avons également expliqué, le fait qu'un prix peut ou non être utilisé aux fins de la fixation de points de repère au titre de l'article 14 d) n'est pas fonction de sa source mais, plutôt, du fait qu'il est ou non déterminé de manière à refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.

4.168. Par conséquent, nous souscrivons à l'assertion selon laquelle il faut prendre en considération les prix liés aux pouvoirs publics versés au dossier autres que la contribution financière en cause pour déterminer un point de repère correct aux fins de l'article 14 d), à condition que ces prix se rapportent, se réfèrent ou soient liés aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Comme nous l'avons dit, étant donné que l'article 14 d) n'établit aucune présomption juridique selon laquelle des prix dans le pays de n'importe quelle source particulière peuvent être écartés dans une analyse des points de repère, la détermination d'un point de repère aux fins de l'article 14 d) ne peut pas, d'emblée, exclure la prise en considération de tous prix dans le pays potentiels, y compris les prix liés aux pouvoirs publics autres que la contribution financière en cause.

4.169. Au cours de son examen de l'allégation de l'Inde, le Groupe spécial a constaté que "les autorités chargées de l'enquête [ne] devraient [pas] être tenues de considérer les prix des pouvoirs publics comme étant représentatifs des "conditions du marché existantes" au sens de la deuxième phrase" de l'article 14 d) de l'Accord SMC.[772] Il a avancé trois raisons à l'appui de cette constatation. Premièrement, il a estimé qu'il serait tautologique et, par conséquent, peu instructif d'inclure le prix pratiqué par les pouvoirs publics pour le bien fourni par ceux-ci dans l'établissement du point de repère du marché au moment d'évaluer si cette fourniture par les pouvoirs publics conférait un avantage. Nous n'estimons pas que les autorités chargées de l'enquête soient tenues d'envisager l'utilisation du prix même des pouvoirs publics contesté – en d'autres termes, la contribution financière en cause – comme point de repère aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Toutefois, comme nous l'avons indiqué, l'article 14 d) exige l'utilisation de prix liés aux pouvoirs publics déterminés par le marché autres que la contribution financière en cause pour la détermination du point de repère correct.

[769] Par exemple, dans sa première communication écrite au Groupe spécial, l'Inde a fait référence à certains endroits à l'exclusion du "prix des pouvoirs publics en question" du point de repère, et à d'autres endroits, aux "intervenants du secteur public" sur le marché. (Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 74 et 75) De même, dans sa communication en tant qu'appelant, elle fait référence à un endroit au "prix des pouvoirs publics contesté" (communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 46), et à d'autres endroits, aux "prix des pouvoirs publics" plus généralement (*ibid.*, paragraphe 55).

[770] Cette formulation vise à couvrir les prix autres que la contribution financière en cause qui émanent d'autres entités liées aux pouvoirs publics. Comme nous l'avons déjà expliqué, nous utilisons l'expression "entités liées aux pouvoirs publics" pour désigner tous les organismes des pouvoirs publics (qu'ils soient nationaux ou régionaux), les organismes publics et toutes autres entités détenues par les pouvoirs publics pour lesquelles il n'y a pas eu de détermination de la qualité d'"organisme public".

[771] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 89.

[772] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.39.

4.170. La deuxième raison que le Groupe spécial a avancée pour sa constatation était que, puisque l'avantage était évalué par rapport au marché, et "[c]omme les pouvoirs publics [pouvaient] fixer les prix pour chercher à atteindre des objectifs de politique publique, plutôt qu'à maximiser les bénéfices en fonction du marché, [il n'y avait] aucune raison [d'inclure] les prix des pouvoirs publics lorsqu'[on] détermin[ait] les points de repère du marché dans le contexte de l'article 14 d)".[773] Selon nous, le fait que les pouvoirs publics *peuvent* fixer les prix pour chercher à atteindre des objectifs de politique publique, plutôt qu'à maximiser les bénéfices en fonction du marché, ne permet pas d'inférer de façon générale qu'il n'y a "aucune raison [d'inclure] les prix des pouvoirs publics" pour déterminer un point de repère aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC. En particulier, nous estimons que l'assertion du Groupe spécial est erronée en ce qui concerne les prix liés aux pouvoirs publics qui présentent le lien requis avec les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Par conséquent, nous ne souscrivons pas à la conclusion du Groupe spécial dans la mesure où elle donne à penser que l'article 14 d) n'exige pas la prise en considération des prix liés aux pouvoirs publics simplement parce que les pouvoirs publics peuvent fixer les prix pour chercher à atteindre des objectifs de politique publique.

4.171. La troisième raison que le Groupe spécial a avancée pour sa constatation était que, comme les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays étaient le premier point de repère permettant d'évaluer si la fourniture de biens par les pouvoirs publics s'effectuait moyennant une rémunération moins qu'adéquate, l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exigeait pas des autorités chargées de l'enquête qu'elles prennent en considération les prix des pouvoirs publics pour déterminer un point de repère. Lorsqu'il a formulé cette constatation, le Groupe spécial a considéré que son approche était compatible avec les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. En particulier, il s'est appuyé sur la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays "[étaient] le premier point de repère que les autorités chargées de l'enquête [devaient] utiliser lorsqu'elles détermin[aient] si les biens [avaient] été fournis par les pouvoirs publics moyennant une rémunération moins qu'adéquate".[774]

4.172. Comme nous l'avons constaté plus haut, la deuxième phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC établit clairement que le point de repère pour l'évaluation de l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics est un prix qui se rapporte, se réfère ou est lié aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Les prix dans le secteur privé comme les prix liés aux pouvoirs publics peuvent refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. L'assertion selon laquelle les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays sont le premier point de repère rend seulement compte du fait que ces prix peuvent, comme l'a reconnu l'Organe d'appel, servir de point de départ pour la détermination d'un point de repère.[775] Cela ne signifie toutefois pas que l'on ne peut pas utiliser les prix liés aux pouvoirs publics qui reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, conjointement avec les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays, pour déterminer un point de repère aux fins de l'article 14 d). Nous considérons donc que la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* n'étaye pas l'assertion selon laquelle l'article 14 d) permet à l'autorité chargée de l'enquête de refuser d'examiner si les prix liés aux pouvoirs publics reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.

4.173. À la lumière de ce qui précède, nous estimons que la constatation du Groupe spécial est erronée dans la mesure où elle peut être interprétée comme donnant à penser que l'article 14 d) n'exige pas que les autorités chargées de l'enquête prennent en considération tous prix liés aux pouvoirs publics dans le pays afin de déterminer un point de repère pour l'évaluation de l'avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.174. Nous rappelons que le Groupe spécial a constaté que "[l']hypothèse factuelle sur laquelle repos[ait] l'allégation de l'Inde" était compromise parce que "l'Inde ne contest[ait] pas l'affirmation des États-Unis selon laquelle les prix des pouvoirs publics [n'étaient] pas exclus du mécanisme de fixation de points de repère dans tous les cas".[776] Pour cette raison peut-être, le Groupe spécial n'a jamais entrepris d'évaluer si le Règlement des États-Unis en cause, comme

[773] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.39.
[774] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.40 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 90).
[775] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 90.
[776] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.38.

l'Inde l'allègue, excluait la prise en considération des prix des pouvoirs publics autres que ceux qui résultaient de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence.

4.175. L'article 351.511 a) 2) i) du Règlement des États-Unis dispose ce qui suit:

> i) *Règle générale*. Le Secrétaire cherchera normalement à déterminer l'adéquation de la rémunération en comparant le prix pratiqué par les pouvoirs publics avec un prix déterminé par le marché pour le bien ou le service et résultant de transactions réelles dans le pays en question. Ce prix pourrait inclure le prix découlant de transactions réelles entre des particuliers, d'importations réelles, ou, dans certaines circonstances, de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence. Pour choisir ces transactions ou ces ventes, le Secrétaire tiendra compte de la similitude des produits, des quantités vendues, importées ou mises aux enchères, et d'autres facteurs affectant la comparabilité.

4.176. Le niveau I du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis prescrit donc que l'USDOC déterminera normalement l'adéquation de la rémunération en comparant le prix des pouvoirs publics avec un "prix déterminé par le marché" qui résulte de "transactions réelles" dans le pays en question. Selon l'article 351.511 a) 2) i), ce prix "pourrait inclure" un prix fondé sur des transactions réelles entre des parties privées, des importations réelles ou, dans certaines circonstances, des ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence. Pour nous, le fait que les prix du niveau I "pourraient inclure" une liste exemplative de transactions types donne à penser que d'autres sortes de transactions, y compris les prix liés aux pouvoirs publics autres que les prix d'enchères publiques, peuvent constituer un point de repère du niveau I.[777] En effet, nous estimons que l'article 351.511 a) 2) i), tel qu'il est libellé, exige la prise en considération de tous les prix dans le pays déterminés par le marché.

4.177. Dans la mesure où l'article 351.511 a) 2) i) n'exclut pas que des prix liés aux pouvoirs publics autres que la contribution financière en cause puissent être utilisés comme points de repère du niveau I, l'hypothèse sous-tendant l'allégation de l'Inde selon laquelle les prix liés aux pouvoirs publics sont nécessairement exclus comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'a en effet pas été établie. En conséquence, bien que nous ayons exprimé plus haut des préoccupations concernant l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 14 d) de l'Accord SMC, nous confirmons finalement, quoique pour des raisons différentes, la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.46 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible "en tant que tel" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il exclut l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère.

4.4.1.3.5 Prix pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

4.178. Nous allons maintenant examiner les allégations de l'Inde concernant l'utilisation des prix pratiqués sur le marché mondial dans le cadre du niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. Nous commençons par l'allégation de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 14 d) de l'Accord SMC permet l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans les situations où les pouvoirs publics ne sont pas un fournisseur prédominant du bien en question. Ensuite, nous examinons l'allégation de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis exige que les points de repère du niveau II reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.

4.4.1.3.5.1 Question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 14 d) de l'Accord SMC permettait l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans les situations où les pouvoirs publics n'étaient pas un fournisseur prédominant du bien en question

4.179. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 14 d) de l'Accord SMC permettait l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans les situations où

[777] En réponse aux questions posées à l'audience, les États-Unis ont souscrit à cette interprétation de leur Règlement.

les pouvoirs publics n'étaient pas un fournisseur prédominant du bien en question. Elle estime qu'en formulant cette constatation, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d). Elle ajoute qu'en constatant que l'article 14 d) permettait l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans d'"autres situations", le Groupe spécial n'a pas fourni de principes directeurs fondamentaux permettant de déterminer quelles étaient ces "autres situations", et n'a donc pas fourni de justifications fondamentales pour ses constatations.[778] Elle affirme que, pour ces raisons, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord. Nous commençons notre analyse par l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.180. Selon l'Inde, l'Organe d'appel n'a pas approuvé, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans des circonstances sans rapport avec l'intervention des pouvoirs publics sur le marché pertinent. L'Inde note que, dans ce différend, le Groupe spécial a estimé que des points de repère à l'extérieur du pays pouvaient être utilisés dans les situations suivantes: i) lorsque les pouvoirs publics étaient le seul fournisseur du bien en question; et ii) lorsque les pouvoirs publics administraient tous les prix du bien en question. Elle note également qu'en appel, l'Organe d'appel a identifié une troisième situation, à savoir lorsque les prix dans le pays sont faussés du fait du rôle prédominant joué par les pouvoirs publics en tant que fournisseur du bien pertinent. Elle souligne que toutes les situations identifiées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* concernent l'intervention des pouvoirs publics sur le marché à des degrés divers.[779] Pour elle, cela signifie que les circonstances dans lesquelles l'article 14 d) permet l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays "devraient s'apparenter à la prédominance des pouvoirs publics sur le marché".[780]

4.181. L'Inde note également que, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel a constaté que la circonstance "très limitée" dans laquelle l'autorité chargée de l'enquête pouvait utiliser un point de repère autre que les prix pratiqués dans le secteur privé pour les biens en question dans le pays de fourniture, c'était "lorsqu'il [avait] été établi que ces prix pratiqués dans le secteur privé [étaient] faussés, en raison du rôle prédominant des pouvoirs publics sur le marché en tant que fournisseur des biens identiques ou semblables".[781] Par conséquent, l'article 14 d) de l'Accord SMC ne permet pas aux autorités chargées de l'enquête d'utiliser des points de repère à l'extérieur du pays simplement du fait de l'indisponibilité d'un ensemble limité de points de repère dans le pays.

4.182. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a correctement interprété l'article 14 d) de l'Accord SMC comme permettant aux autorités chargées de l'enquête d'utiliser des points de repère à l'extérieur du pays sans constater au préalable que le marché dans le pays était faussé par l'intervention des pouvoirs publics. Ils estiment que l'allégation de l'Inde est fondée sur une interprétation incorrecte des constatations de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux IV* et *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*. De plus, ils estiment que les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* étaient limitées à la situation particulière dans laquelle les prix pratiqués dans le secteur privé dans le pays étaient faussés par la prédominance des pouvoirs publics sur le marché.[782] Par conséquent, l'argument de l'Inde selon lequel les circonstances permettant à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des points de repère à l'extérieur du pays devaient se rapporter à l'intervention des pouvoirs publics sur le marché pertinent est erroné.

4.183. D'après nous, l'allégation de l'Inde ne concerne pas le point de savoir si l'article 14 d) de l'Accord SMC permet l'utilisation de prix à l'extérieur du pays comme points de repère. Les participants s'accordent à reconnaître que l'article 14 d) permet l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays, et ce, dans les situations où les prix dans le pays sont faussés par l'intervention des pouvoirs publics sur le marché. Toutefois, ils sont en désaccord sur le point de

[778] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 64.
[779] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 66 et 67.
[780] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 68.
[781] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 69 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 439, qui cite le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 102 et 103).
[782] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 105 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 99).

savoir si l'article 14 d) permet l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans d'autres circonstances.

4.184. Nous notons, comme l'a fait le Groupe spécial, que lorsqu'il a examiné les situations dans lesquelles l'article 14 d) de l'Accord SMC permettait l'utilisation de points de repère de substitution à la place des prix dans le pays, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, s'est expressément borné à examiner uniquement la situation de la prédominance des pouvoirs publics sur le marché en tant que fournisseur de biens parce que c'était "la seule qui [était] soulevée en appel".[783] Au vu de cette assertion, nous n'estimons pas que l'Organe d'appel a exclu la possibilité que l'article 14 d) permette l'utilisation de points de repère de substitution dans des situations où les pouvoirs publics ne sont pas un fournisseur prédominant du bien en question. Nous partageons donc l'avis du Groupe spécial selon lequel les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* sont nécessairement circonscrites par les faits de la cause.

4.185. S'agissant de l'invocation par l'Inde des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, nous notons que la question dans ce différend était de savoir si l'USDOC s'était, d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, appuyé uniquement sur des éléments de preuve témoignant d'une part de marché prédominante des pouvoirs publics pour conclure que les prix dans le pays étaient faussés et, par conséquent, ne pouvaient pas être utilisés pour la détermination d'un point de repère. L'Organe d'appel a constaté que "l'autorité chargée de l'enquête ne [pouvait] pas, en se fondant simplement sur une constatation selon laquelle les pouvoirs publics [étaient] le fournisseur prédominant des biens pertinents, refuser d'examiner les éléments de preuve relatifs à des facteurs autres que la part de marché des pouvoirs publics".[784] Selon nous, les constatations formulées par l'Organe d'appel au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC dans ce différend ont été formulées dans le contexte de l'examen d'une allégation selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas constaté à juste titre que les prix dans le pays étaient faussés par l'intervention des pouvoirs publics sur le marché pour justifier le recours à des prix à l'extérieur du pays aux fins de la détermination d'un point de repère. Nous ne voyons aucune constatation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* qui indique que l'Organe d'appel excluait la possibilité qu'il puisse y avoir des situations autres que la distorsion des prix due à la prédominance des pouvoirs publics en tant que fournisseur sur le marché dans lesquelles l'article 14 d) permettait l'utilisation de prix à l'extérieur du pays aux fins de la détermination d'un point de repère.

4.186. Au vu des constatations de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux IV* et *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation de l'Inde selon laquelle l'Organe d'appel a établi que la seule situation dans laquelle des prix à l'extérieur du pays pourraient être utilisés pour la détermination d'un point de repère était celle dans laquelle les prix dans le pays étaient faussés par l'intervention des pouvoirs publics sur le marché. Même si l'Organe d'appel a précisé que le recours à des prix à l'extérieur du pays était exceptionnel, il n'a pas, dans des différends antérieurs, examiné la question de savoir s'il y avait d'autres circonstances dans lesquelles l'article 14 d) permettait l'utilisation de prix à l'extérieur du pays et, dans l'affirmative, quelles étaient ces autres circonstances.

4.187. Nous notons que, pour rejeter l'allégation de l'Inde, le Groupe spécial a été d'avis que, même si les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* étaient limitées aux faits de la cause dans ce différend, "cela ne signifi[ait] pas que le raisonnement qui sous-tend[ait] les constatations de l'Organe d'appel dans cette affaire ne [pouvait] pas s'appliquer, avec une force égale, dans d'autres situations, dans lesquelles les pouvoirs publics [n'étaient] pas un fournisseur prédominant".[785]

4.188. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a interprété l'article 14 d) de l'Accord SMC, conformément à son texte, à son contexte et à son objet et son

[783] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.50 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 99).

[784] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 446.

[785] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.50.

but, et a établi que l'article 14 d) n'exigeait pas l'utilisation de prix dans le pays aux fins de l'établissement de points de repère dans tous les cas. Premièrement, il a interprété l'expression "par rapport à" figurant dans la deuxième phrase de l'article 14 d) et a constaté que cette expression ne dénotait pas une comparaison rigide, mais impliquait plutôt un sens plus large de "rapport, relation, référence".[786] Il a donc fait le raisonnement selon lequel l'utilisation de l'expression "par rapport à" à l'article 14 d) donnait à penser que les rédacteurs n'entendaient pas exclure toute possibilité d'utiliser comme point de repère quelque chose d'autre que les prix dans le pays.[787] Deuxièmement, l'Organe d'appel a noté que le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC exigeait que "toute" méthode utilisée par les autorités chargées de l'enquête pour calculer l'avantage conféré au bénéficiaire soit prévue dans la législation ou les réglementations d'un Membre de l'OMC, et exigeait que son application soit transparente et expliquée de manière adéquate. Selon l'Organe d'appel, la référence à "toute" méthode signifiait à l'évidence que les autorités chargées de l'enquête disposaient de plus d'une méthode compatible avec l'article 14 pour calculer l'avantage conféré au bénéficiaire. L'Organe d'appel a constaté que le contexte fourni par le texte introductif de l'article 14 n'indiquait pas que les prix dans le pays, chaque fois qu'ils étaient disponibles, devaient être utilisés exclusivement comme point de repère aux fins de l'article 14 d).[788] Troisièmement, l'Organe d'appel a considéré qu'étant donné l'objectif de l'article 14 – le calcul du montant d'une subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire – une interprétation de l'article 14 d) qui exigeait que les prix dans le pays soient utilisés comme points de repère dans tous les cas irait à l'encontre de l'objectif de l'article 14 dans les "situations dans lesquelles il n'y [avait] aucun moyen de savoir si le bénéficiaire [était] "mieux loti" qu'en l'absence de contribution financière".[789] Quatrièmement, l'Organe d'appel a constaté que cette interprétation restrictive de l'article 14 allait à l'encontre de l'objet et du but de l'Accord SMC, "qui prévo[yait] de soumettre à des disciplines l'utilisation des subventions et des mesures compensatoires tout en permettant, dans le même temps, aux Membres de l'OMC dont les branches de production nationales [étaient] lésées par des importations subventionnées d'utiliser de telles mesures correctives".[790]

4.189. Selon nous, la justification sous-tendant les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* est que, dûment interprété à la lumière de son contexte et de son objet et son but, l'article 14 d) de l'Accord SMC n'interdit pas l'utilisation de points de repère de substitution dans des situations où les prix dans le pays ne peuvent pas dûment être utilisés comme base pour la détermination d'un point de repère. Ainsi, contrairement à ce que l'Inde affirme, nous n'estimons pas que les prix dans le pays ne peuvent pas être utilisés pour la détermination d'un point de repère uniquement lorsque ces prix sont faussés du fait de l'intervention des pouvoirs publics sur le marché. En effet, il peut y avoir d'autres circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête ne serait pas tenue d'utiliser les prix dans le pays pour déterminer un point de repère aux fins de l'article 14 d), par exemple lorsqu'il n'est pas possible de vérifier les renseignements se rapportant aux prix dans le pays afin de déterminer s'ils sont déterminés par le marché conformément à la deuxième phrase de l'article 14 d). Selon nous, constater qu'il est interdit à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des points de repère de substitution dans ces situations serait contraire à une interprétation correcte de l'article 14 d).

4.190. Cela ne veut pas dire que l'autorité chargée de l'enquête peut avoir facilement recours à des prix à l'extérieur du pays. Nous avons constaté que, conformément à la deuxième phrase de l'article 14 d), le point de repère requis aux fins de cette disposition était constitué par des prix déterminés par le marché qui reflétaient les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Nous avons souligné plus haut que l'analyse des prix dans le pays de fourniture n'excluait pas d'emblée des prix émanant de n'importe quelle source particulière, y compris des prix liés aux pouvoirs publics autres que la contribution financière en cause. En outre, nous avons estimé que l'obligation prévue à l'article 14 de calculer le montant de la subvention en termes d'avantage conféré au bénéficiaire englobait une prescription imposant de procéder à une enquête et à une demande de renseignements suffisamment diligentes concernant les faits pertinents et de fonder une détermination sur les éléments de preuve positifs versés au dossier. Selon nous, ce n'est que lorsque l'autorité chargée de l'enquête s'est dûment acquittée de son obligation

[786] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 89.
[787] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 89.
[788] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 91.
[789] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 93. (italique omis)
[790] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 95 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 73 et 74).

d'examiner s'il y a des prix dans le pays qui reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture qu'elle peut, conformément à l'article 14 d) de l'Accord SMC, utiliser des points de repère de substitution. Enfin, lorsque l'autorité chargée de l'enquête estime qu'elle doit avoir recours à un point de repère autre que les prix dans le pays, elle doit expliquer pourquoi elle le fait.

4.191. À la lumière des considérations qui précèdent, nous considérons donc que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'article 14 d) de l'Accord SMC permettait l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans les situations autres que celle où les pouvoirs publics sont un fournisseur prédominant du bien en question.

4.192. Nous examinons maintenant l'allégation de l'Inde selon laquelle, en constatant que l'article 14 d) de l'Accord SMC permettait aux autorités chargées de l'enquête d'utiliser des points de repère à l'extérieur du pays dans d'"autres situations", le Groupe spécial n'a pas fourni de justifications fondamentales pour sa constatation comme l'exige l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, "lu conjointement avec" l'article 11 du Mémorandum d'accord.[791]

4.193. Les États-Unis estiment que l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 devrait être rejetée parce qu'elle est subsidiaire par rapport à l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation juridique de l'article 14 d) de l'Accord SMC.[792] En outre, en réponse à l'allégation de l'Inde au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, les États-Unis estiment que, contrairement à ce que l'Inde affirme en appel, le Groupe spécial a, en fait, défini les "autres situations" dans lesquelles des points de repère à l'extérieur du pays peuvent être utilisés par l'autorité chargée de l'enquête comme étant les situations "dans lesquelles les pouvoirs publics ne sont pas un fournisseur prédominant" du bien en question.[793] En outre, les États-Unis estiment que le Groupe spécial n'a pas constaté que l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays serait appropriée dans toutes les "autres situations", quelles qu'elles soient, parce qu'il ne prétendait pas définir la totalité des scénarios dans lesquels ces points de repère pouvaient être utilisés.

4.194. S'agissant tout d'abord de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, nous notons que l'Organe d'appel a estimé que l'expression "justifications fondamentales" figurant dans cette disposition établissait un critère minimal pour le raisonnement que les groupes spéciaux devaient fournir à l'appui de leurs constatations et recommandations.[794] Ainsi, les groupes spéciaux doivent exposer des explications et des raisons suffisantes pour divulguer la justification essentielle, ou fondamentale, de ces constatations et recommandations. En outre, le fait qu'un groupe spécial a ou non formulé des justifications fondamentales pour ses constatations doit être déterminé au cas par cas. Fondamentalement, l'article 12:7 du Mémorandum d'accord n'oblige pas les groupes spéciaux à expliquer en long et en large les raisons de leurs constatations et recommandations. À cet égard, l'Organe d'appel a estimé que "les "justifications fondamentales" d'un groupe spécial pourraient se trouver dans les motifs qui [étaient] exposés dans d'autres documents, tels que des rapports antérieurs de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel – pourvu que ces motifs soient cités ou, à tout le moins, incorporés par renvoi".[795]

4.195. D'après nous, le Groupe spécial a fourni des justifications fondamentales pour sa constatation en incorporant par renvoi le raisonnement exposé dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Comme nous l'avons constaté plus haut, le raisonnement exposé dans ce rapport étaye la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 14 d) permet l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays dans les situations où les pouvoirs publics ne sont pas un fournisseur prédominant du bien pertinent. En conséquence, nous n'estimons pas que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec le critère prévu à l'article 12:7 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, nous rejetons l'allégation de l'Inde

[791] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 64.
[792] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 99 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.173).
[793] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 101 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.50).
[794] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 106.
[795] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 109.

selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 12:7 du Mémorandum d'accord.

4.196. S'agissant de l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial ne s'est par ailleurs pas acquitté de son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, nous rappelons qu'une allégation au titre de l'article 11 doit être formulée clairement et étayée par des arguments spécifiques, et ne doit pas être ambiguë, vague ou subsidiaire par rapport à une autre violation alléguée.[796] D'après nous, l'Inde n'a pas formulé ou étayé une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord qui était indépendante de son allégation au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord. Nous n'examinons donc pas cette allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.197. Par ailleurs, l'Inde présente une allégation séparée au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord dans laquelle elle allègue que le Groupe spécial a interprété d'une manière étroite son argument concernant l'utilisation des prix à l'extérieur du pays dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis et n'a pas tenu compte de son argument selon lequel la mesure en cause permet effectivement à l'USDOC d'utiliser des points de repère à l'extérieur du pays sans épuiser toutes les sources possibles de points de repère dans le pays.

4.198. Les États-Unis répondent qu'une évaluation de cet argument n'aurait rien changé aux "constatations importantes" du Groupe spécial selon lesquelles le niveau II du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, parce que l'affirmation de l'Inde selon laquelle les points de repère du niveau I n'épuisent pas toutes les sources possibles de points de repère dans le pays est factuellement inexacte.[797] Notant que le Groupe spécial, en fait, a pris acte de l'argument de l'Inde selon lequel le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis "prévo[yait] l'utilisation de points de repère fondée sur les prix pratiqués sur le marché mondial (niveau II) lorsque *il n'y [avait] pas* de points de repère dans le pays (niveau I)", ils estiment que nul n'a contesté que les points de repère dans le pays relevant du niveau I du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis étaient utilisés lorsqu'il y en avait.[798] Les États-Unis affirment qu'il n'était donc pas nécessaire que le Groupe spécial explique davantage cette question et que l'Inde n'a pas démontré que le Groupe spécial avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.199. Selon nous, l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'exige pas que soient épuisées toutes les sources possibles de points de repère dans le pays n'est pas fondamentalement différente de son allégation selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis exclut l'utilisation des prix des pouvoirs publics pour la détermination des points de repère dans le pays aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a examiné cette dernière allégation. En outre, nous avons constaté plus haut que, tel qu'il est libellé, l'article 351.511 a) 2) i) du Règlement des États-Unis exige la prise en considération de tous les prix dans le pays déterminés par le marché. Par conséquent, nous interprétons cette disposition comme exigeant que l'USDOC épuise toutes les sources possibles de prix dans le pays pour déterminer un point de repère aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Nous rejetons donc cette allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.4.1.3.5.2 Question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur en constatant que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis exigeait des ajustements des points de repère du niveau II

4.200. Nous allons maintenant examiner l'appel de l'Inde concernant le rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle l'article 3511.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis est incompatible "en tant que tel" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il n'exige pas que les

[796] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 498; *Australie – Pommes*, paragraphe 406; *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 337; *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 499.

[797] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 92.

[798] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 97 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.47). (italique ajouté par les États-Unis)

points de repère du niveau II, constitués par les prix pratiqués sur le marché mondial, soient ajustés pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.

4.201. Lorsqu'il a examiné l'allégation de l'Inde, le Groupe spécial a observé que la disposition législative globale mise en œuvre par le Règlement des États-Unis établissant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis prescrivait que l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics soit, dans tous les cas, évaluée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Le Groupe spécial a estimé que, "en droit", les points de repère du niveau II appliqués conformément au règlement d'application – c'est-à-dire l'article 351.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis – devaient également se rapporter aux conditions du marchés existantes dans le pays de fourniture.[799] Il a donc rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle l'article 351.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis était incompatible "en tant que tel" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il n'exigeait pas que les points de repère du niveau II soient ajustés pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[800]

4.202. L'Inde allègue en appel que le Groupe spécial, en rejetant son allégation, a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord et a fait erreur dans son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC.[801] Elle demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial ci-dessus et de constater que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis n'exige pas que les points de repère du niveau II soient ajustés pour refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[802] Nous commençons par l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.203. L'Inde note que le Groupe spécial a rejeté son allégation au motif que la disposition législative globale mise en œuvre par le Règlement des États-Unis prescrivait que l'adéquation de la rémunération soit évaluée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Notant que la mesure spécifique qu'elle conteste est le Règlement des États-Unis, et non la législation-cadre qu'il met en œuvre, l'Inde affirme que le Groupe spécial n'a pas tenu compte du texte et du sens mêmes de la mesure spécifique en cause et a simplement accepté les affirmations des États-Unis concernant la législation-cadre. Elle soutient que ces affirmations ne reposent pas sur une base d'éléments de preuve suffisante.[803] Pour ces raisons, elle allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.204. Les États-Unis répondent qu'il n'était pas interdit au Groupe spécial d'examiner le texte de la loi mise en œuvre par le Règlement des États-Unis pour évaluer la compatibilité de ce règlement avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Selon eux, la disposition législative pertinente examinée par le Groupe spécial constitue "exactement le type de contexte" qui fait partie de la "mise en œuvre concrète" du Règlement des États-Unis.[804] Les États-Unis expliquent que leur Règlement, qui établit leur mécanisme de fixation de points de repère, fonctionne en liaison avec la loi qu'il met en œuvre. Ils affirment que, bien qu'elle puisse contester le résultat des conclusions du Groupe spécial, l'Inde ne dispose d'aucune base lui permettant d'affirmer que celui-ci ne s'est appuyé sur aucun élément de preuve pour parvenir à la constatation qu'elle conteste.[805]

4.205. D'après nous, le Groupe spécial a examiné la législation globale en cause pour établir le sens de l'article 351.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis et pour évaluer sa compatibilité avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Nous n'estimons pas qu'un groupe spécial agit d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord simplement parce qu'il cherche à déterminer le sens d'une législation nationale par référence au cadre législatif dans lequel elle se situe. L'Organe d'appel a estimé que, "pour établir le sens de la législation nationale, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation globale de tous les éléments pertinents".[806] Pour nous, lors de l'examen d'une législation nationale prenant la forme d'un règlement d'application, les

[799] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.51.
[800] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.51.
[801] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 77.
[802] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 95.
[803] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 79 à 84.
[804] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 110.
[805] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 108 à 111.
[806] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.101.

"éléments pertinents" susceptibles d'aider un groupe spécial à établir le sens de ce règlement incluent la législation globale qu'il met en œuvre. Nous rejetons donc l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.206. S'agissant de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, l'Inde soutient que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de cette disposition parce que, selon elle, ni le Règlement des États-Unis, ni la disposition législative globale qu'il met en œuvre, ne prescrivent qu'il est nécessaire d'apporter des ajustements aux points de repère du niveau II.[807] L'Inde rappelle la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle, lorsque des valeurs de substitution telles que les prix de biens semblables cotés sur les marchés mondiaux sont utilisés comme points de repère au titre de l'article 14 d), les autorités chargées de l'enquête sont dans l'obligation de s'assurer que le point de repère qui en résulte se rapporte ou se réfère, ou est lié, aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[808] Elle souligne que, puisque les conditions du marché ne sont pas présumées être les mêmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays de fourniture, les Membres sont tenus de procéder aux ajustements nécessaires pour s'assurer que les points de repère à l'extérieur du pays reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Selon l'Inde, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, a reconnu qu'il était pratiquement impossible d'ajuster les points de repère à l'extérieur du pays pour qu'ils reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[809]

4.207. En réponse, les États-Unis affirment que l'Inde n'a pas contesté la constatation du Groupe spécial selon laquelle la législation globale mise en œuvre par le Règlement des États-Unis "prescri[vait] que l'adéquation de la rémunération soit, dans tous les cas, évaluée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture".[810] Par conséquent, l'Inde n'a pas établi le bien-fondé de l'hypothèse factuelle sous-tendant son allégation. En tout état de cause, les États-Unis expliquent que leur loi pertinente sur laquelle le Groupe spécial s'est appuyé pour interpréter leur mécanisme de fixation de points de repère donne effet aux principes directeurs énoncés à l'article 14 d) de l'Accord SMC "presque mot pour mot".[811] Par conséquent, selon les États-Unis, la structure et le fonctionnement de leur loi, et du règlement d'application établissant leur mécanisme de fixation de points de repère, visent à garantir que l'USDOC évalue l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics conformément aux principes directeurs prescrits à l'article 14 d) de l'Accord SMC.[812]

4.208. Nous rappelons que l'Organe d'appel a souligné que, lorsque l'autorité chargée de l'enquête utilisait des points de repère de substitution pour évaluer l'adéquation de la rémunération, "elle [avait] pour obligation de s'assurer que le point de repère qui en résult[ait] se rapport[ait] ou se réf[érait], ou [était] lié aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture et [devait] refléter le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente, comme le prescri[vait] l'article 14 d)".[813]

4.209. Le texte de la disposition pertinente de la Loi des États-Unis[814] mise en œuvre par le Règlement des États-Unis établissant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis dispose ce qui suit:

> [Dans le cas où des biens ou services sont fournis], l'adéquation de la rémunération sera déterminée par rapport aux conditions du marché existantes pour le bien ou service fourni ou pour les biens achetés dans le pays faisant l'objet de l'enquête ou du réexamen. Les conditions du marché existantes comprennent le prix, la qualité, la

[807] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 91 et 92.
[808] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 87 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 106 et 120).
[809] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 71 et 73 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 108).
[810] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 114 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.51).
[811] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 116.
[812] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 113 à 116.
[813] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106.
[814] *United States Code*, titre 19, chapitre 4, sous-titre IV.

> disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente.[815]

4.210. En outre, le texte de l'article 351.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis prescrit l'utilisation des points de repère du niveau II comme suit:

> ii) *Non-disponibilité du prix réel déterminé par le marché*. Si aucun prix déterminé par le marché n'est disponible aux fins de la comparaison prévue au paragraphe a) 2) i) du présent article, le Secrétaire cherchera à déterminer l'adéquation de la rémunération en comparant le prix pratiqué par les pouvoirs publics avec un prix pratiqué sur le marché mondial lorsqu'il est raisonnable de conclure que les acheteurs dans le pays en question pourraient bénéficier de ce prix. Lorsqu'il y a plus d'un prix pratiqué sur le marché mondial disponible dans des conditions commerciales, le Secrétaire fera la moyenne de ces prix dans la mesure du possible, tout en tenant dûment compte des facteurs affectant la comparabilité.

4.211. Nous notons que, conformément à l'article 351.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis, l'USDOC est tenu, lorsqu'il choisit d'utiliser les prix du niveau II comme points de repère, de tenir "dûment compte *des facteurs affectant la comparabilité*".[816] Selon nous, les "conditions du marché existantes" énumérées à titre d'exemple entre parenthèses dans la deuxième phrase de l'article 14 d) – "le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente" – constituent toutes des facteurs qui peuvent affecter la comparabilité d'un prix servant de point de repère avec la contribution financière en cause. Par conséquent, nous estimons que le texte de l'article 351.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis n'interdit pas, et même exige, que l'USDOC apporte, lorsque c'est nécessaire, des ajustements aux prix pratiqués sur le marché mondial pour s'assurer qu'ils reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, conformément aux prescriptions de l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.212. Nous ne sommes pas convaincus par l'argument avancé par l'Inde en appel selon lequel il n'y a pas suffisamment d'éléments de preuve indiquant que la législation globale mise en œuvre par le Règlement des États-Unis prescrit qu'il est nécessaire d'apporter des ajustements aux points de repère du niveau II.[817] En l'absence d'éléments de preuve contraires convaincants, nous ne voyons rien dans la législation globale ou le règlement d'application, tels qu'ils sont libellés, qui permette de conclure que l'USDOC n'est pas tenu d'apporter des ajustements aux points de repère du niveau II lorsque cela est nécessaire. Nous considérons donc que le Groupe spécial n'a pas fait erreur au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis "en tant que tel" prévoyait l'utilisation de points de repère du niveau II qui ne reflétaient pas les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.

4.213. Pour les raisons exposées ci-dessus, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.52 de son rapport, qui rejette l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation des "prix pratiqués sur le marché mondial" comme points de repère du niveau II qui est prévue à l'article 351.511 a) 2) ii) est incompatible "en tant que telle" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.4.1.4 Allégations de l'Inde concernant l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison" au titre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis

4.214. Nous passons maintenant à l'examen des allégations de l'Inde concernant l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison" au titre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. L'Inde fait appel du rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle l'utilisation des prix "à la livraison" prévue à l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. L'Inde estime que pour formuler cette constatation le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC et a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12.7 du

[815] Countervailable subsidy – Benefit conferred, US Statute, Section 1677(5)(E) (pièce USA-4 présentée au Groupe spécial).
[816] Règlement des États-Unis, article 351.511 a) 2) ii). (pas d'italique dans l'original)
[817] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 91.

Mémorandum d'accord.[818] Nous commençons notre analyse par un bref aperçu de la mesure en cause, à savoir l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis.

4.215. L'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis dispose ce qui suit:

> iv) *Utilisation du prix à la livraison*. Pour déterminer l'adéquation de la rémunération au titre du paragraphe a) 2) i) ou a) 2) ii), le Secrétaire ajustera le prix de comparaison de manière à ce que celui-ci reflète le prix qu'une entreprise a payé ou paierait réellement si elle avait importé le produit. Cet ajustement comprendra les frais de livraison et les droits d'importation.

4.216. L'article 351.511 a) 2) iv) s'applique dans les cas où l'USDOC utilise, comme point de repère, les prix du niveau I ou du niveau II aux fins de déterminer si des biens ont été fournis par les pouvoirs publics moyennant une rémunération moins qu'adéquate.[819] En vertu de l'article 351.511 a) 2) iv), l'USDOC est tenu, quand il utilise les prix du niveau I ou du niveau II, d'ajuster ces prix de manière à ce qu'ils reflètent le prix qu'une entreprise a payé ou paierait réellement si elle avait importé le produit. L'article 351.511 a) 2) iv) dispose que ces ajustements "comprendr[ont]" les frais de livraison et les droits d'importation.

4.217. Les ajustements requis par l'article 351.511 a) 2) iv) ne s'appliquent pas seulement aux points de repère du niveau I ou du niveau II, mais aussi au prix des pouvoirs publics pertinent avec lequel ces points de repère sont comparés afin de déterminer s'il constitue une rémunération moins qu'adéquate. À cet égard, le Groupe spécial a noté que "l'Inde [avait] expressément souscrit à l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'ajustement effectué pour tenir compte du prix à la livraison touch[ait] à la fois le prix des pouvoirs publics et le point de repère du niveau I ou II".[820]

4.4.1.4.1 Constatations du groupe spécial

4.218. Au début de son analyse, le Groupe spécial a considéré que l'Inde affirmait que l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec la prescription de l'article 14 d) de l'Accord SMC imposant que l'adéquation de la rémunération soit déterminée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Plus spécifiquement, le Groupe spécial a compris que l'allégation de l'Inde était que, dans les cas où "le prix en question retenu par les pouvoirs publics" n'incluait pas les frais de livraison, comme dans les cas où les pouvoirs publics en tant que fournisseur vendaient le bien en question sur la base du prix sortie usine, l'utilisation de points de repère "à la livraison" avait pour résultat une détermination de l'adéquation de la rémunération qui, contrairement à l'article 14 d), ne se rapportait pas aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[821]

4.219. Le Groupe spécial a considéré que l'argument de l'Inde était "vicié" car, de l'avis du Groupe spécial, l'Inde avait fait l'amalgame entre l'expression "conditions du marché existantes", au sens de la deuxième phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC, et les modalités et conditions contractuelles de la fourniture par les pouvoirs publics qui faisait l'objet de l'enquête.[822] Selon le Groupe spécial, les points de repère du marché qui se rapportent aux "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture n'ont pas besoin de correspondre aux modalités contractuelles auxquelles les pouvoirs publics en tant que fournisseur vendent les biens, car "les prix pratiqués par les pouvoirs publics ne sont pas un indicateur des conditions du marché existantes".[823] Le Groupe spécial était d'accord avec les États-Unis pour dire que les expressions "conditions du marché existantes" et "conditions de vente" employées dans la deuxième phrase de l'article 14 d) ne se rapportaient pas aux modalités contractuelles spécifiques auxquelles les

---

[818] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 162.

[819] Nous rappelons qu'un prix du niveau I consiste en "un prix déterminé par le marché pour le bien ou le service et résultant de transactions réelles dans le pays en question. Ce prix pourrait inclure le prix découlant de transactions réelles entre des particuliers, d'importations réelles, ou, dans certaines circonstances, de ventes aux enchères publiques ouvertes à la concurrence". (Règlement des États-Unis, article 351.511 a) 2) i)) Nous rappelons aussi qu'un prix du niveau II consiste en " un prix pratiqué sur le marché mondial lorsqu'il est raisonnable de conclure que les acheteurs dans le pays en question pourraient bénéficier de ce prix". (Règlement des États-Unis, article 351.511 a) 2) ii))

[820] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 215 relative au paragraphe 7.59.

[821] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.59.

[822] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60.

[823] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60. (note de bas de page omise)

pouvoirs publics fournissaient des biens. Au contraire, ces expressions se rapportaient aux conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectuaient des transactions de vente.[824]

4.220. Le Groupe spécial a ensuite examiné l'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'elle annulait l'avantage comparatif du pays de fourniture du point de vue de sa capacité de fournir les biens en question localement. Le Groupe spécial a considéré que, dans la mesure où un point de repère "à la livraison" se rapportait aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, il refléterait tout avantage comparatif que ce pays pourrait avoir. Le Groupe spécial a expliqué que "des transactions à l'importation [étaient] effectuées même dans les cas où les minerais [pouvaient] être obtenus localement, et [que] ces transactions à l'importation se rapport[aient] nécessairement aux conditions du marché existantes en Inde parce qu'elles [étaient] effectuées par des entités en Inde dont l'exploitation [était] régie par les conditions du marché indien". À la lumière de ces considérations, le Groupe spécial a rejeté l'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" annulait l'avantage comparatif du pays de fourniture du point de vue de sa capacité de fournir les biens en question localement.[825]

4.221. Pour ces raisons, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis était "en tant que tel" incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[826]

4.4.1.4.2 Allégations formulées par l'Inde en appel

4.222. L'Inde présente deux allégations en appel au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Premièrement, elle affirme que le rejet de son allégation par le Groupe spécial était "en partie" fondé sur la constatation du Groupe spécial selon laquelle les prix des pouvoirs publics pouvaient *ipso facto* être considérés comme ne reflétant pas les "conditions du marché existantes" au sens de l'article 14 d).[827] Pour l'Inde, cela dénote une interprétation erronée de l'article 14 d).[828] Deuxièmement, elle conteste le rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" entraîne la neutralisation de l'avantage comparatif du pays de fourniture. Elle estime que l'hypothèse sur la base de laquelle le Groupe spécial a rejeté son allégation, à savoir que les transactions à l'importation reflétaient nécessairement les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, dénote une interprétation et une application erronées de l'article 14 d).[829]

4.223. En rapport avec ce qui précède, l'Inde allègue aussi que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12.7 du Mémorandum d'accord. Premièrement, elle affirme que, en constatant qu'elle avait fait l'amalgame entre l'expression "conditions du marché existantes" et les modalités et conditions contractuelles de la fourniture par les pouvoirs publics qui faisait l'objet de l'enquête, le Groupe spécial a déformé son allégation, a procédé à l'évaluation d'une question dont il n'était pas saisi et a, par conséquent, agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[830] Deuxièmement, l'Inde affirme que, en rejetant son allégation selon laquelle l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec la prescription imposant que l'adéquation de la rémunération soit déterminée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, le Groupe spécial n'a pas appliqué sa propre interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC à la mesure en cause et a, par conséquent, agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[831] Troisièmement, l'Inde affirme que, en rejetant son allégation selon laquelle l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec l'article 14 d) parce qu'elle entraînait la neutralisation d'un avantage comparatif du pays de fourniture, le Groupe spécial n'a pas exposé les "justifications fondamentales" de ses constatations

[824] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60.
[825] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62.
[826] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.63.
[827] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 180.
[828] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 180 et 181.
[829] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 185 et 189.
[830] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 168 et 174.
[831] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 175, 176 et 178.

et a, par conséquent, agi d'une manière incompatible avec son mandat au titre de l'article 12.7 du Mémorandum d'accord, "lu conjointement avec" l'article 11 du Mémorandum d'accord.[832]

4.224. L'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison", prévue à l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis, n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. L'Inde demande aussi à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique et de constater que l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis n'est pas incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.[833]

4.4.1.4.3 Analyse par le Groupe spécial des allégations de l'Inde concernant l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis

4.225. L'allégation présentée par l'Inde devant le Groupe spécial, selon laquelle l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, reposait apparemment sur deux motifs. Premièrement, l'Inde a affirmé que l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec la prescription de l'article 14 d) imposant que l'adéquation de la rémunération soit déterminée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Deuxièmement, elle a affirmé que l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec l'article 14 d) parce qu'elle entraînait la neutralisation d'un avantage comparatif du pays de fourniture. Nous examinons l'une après l'autre les allégations formulées par l'Inde en appel qui se rapportent à ces deux motifs tels qu'ils ont été examinés par le Groupe spécial.

4.226. L'Inde dit que, en rejetant son argument selon lequel l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec la prescription imposant que l'adéquation de la rémunération soit déterminée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d). L'Inde estime que le rejet de cet argument par le Groupe spécial était "en partie" fondé sur l'interprétation erronée donnée par le Groupe spécial selon laquelle les prix des pouvoirs publics n'étaient *ipso facto* pas un indicateur des "conditions du marché existantes" au sens de l'article 14 d).[834] Elle note qu'elle a fait appel de cette interprétation du Groupe spécial dans le contexte de son allégation concernant l'exclusion des prix des pouvoirs publics dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis. Elle estime que, pour les mêmes raisons, le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation au motif que les prix des pouvoirs publics n'étaient pas un indicateur des "conditions du marché existantes" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC.[835]

4.227. Les États-Unis observent que la constatation du Groupe spécial contestée par l'Inde a été formulée dans le contexte de l'examen de l'argument de l'Inde selon lequel la mesure en cause était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'elle n'imposait pas à l'USDOC de considérer les modalités et conditions de la transaction des pouvoirs publics faisant l'objet de l'enquête comme reflétant les "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture. Ils estiment que le Groupe spécial a constaté à juste titre que comparer un prix des pouvoirs publics à un autre prix des pouvoirs publics était tautologique et peu instructif parce que cela n'indiquait pas si le prix des pouvoirs publics correspondait ou était inférieur aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. En outre, selon eux, le Groupe spécial a fait observer à juste titre que l'Organe d'appel avait constaté, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, que les prix pratiqués dans le secteur privé étaient le point de repère à privilégier pour évaluer l'adéquation de la rémunération versée pour des biens fournis par les pouvoirs publics.[836]

4.228. Au début de son analyse le Groupe spécial a considéré que l'Inde alléguait que l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce que ces points de repère ne se rapporteraient pas aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture dans les cas où "le prix en question retenu par les pouvoirs publics"

[832] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 184.
[833] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 205.
[834] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 180.
[835] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 180.
[836] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 190 à 192.

n'inclurait pas les frais de livraison.[837] Le Groupe spécial a constaté que l'argument de l'Inde était "vicié" car, de son point de vue, l'Inde avait fait l'amalgame entre "les "conditions du marché existantes" mentionnées dans la deuxième phrase de l'article 14 d) et les modalités et conditions contractuelles de la fourniture par les pouvoirs publics qui [faisait] l'objet de l'enquête".[838] Rappelant que l'adéquation de la rémunération doit, en vertu de l'article 14 d), être évaluée du point de vue du bénéficiaire, en ayant recours à des points de repère du marché qui se rapportent aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, le Groupe spécial a considéré "qu'il [n'était pas] nécessaire que ces points de repère du marché correspondent aux modalités contractuelles auxquelles les pouvoirs publics en tant que fournisseur vend[aient] le bien, puisque les prix pratiqués par les pouvoirs publics [n'étaient] pas un indicateur des conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture.[839]

4.229. Il apparaît que l'Inde conteste l'assertion du Groupe spécial selon laquelle "les prix pratiqués par les pouvoirs publics ne sont pas un indicateur des conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture. Nous sommes nous aussi préoccupés par l'assertion du Groupe spécial dans la mesure où elle pourrait être interprétée comme donnant à penser que l'article 14 d) de l'Accord SMC établit une présomption juridique que les prix des pouvoirs publics ne peuvent pas refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Nous avons constaté plus haut, en rapport avec l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis excluait l'utilisation des prix des pouvoirs publics aux fins de déterminer des points de repère, que l'article 14 d) n'établit aucune présomption juridique en ce sens. Par conséquent, nous ne souscrivons pas à l'assertion du Groupe spécial.

4.230. Cela dit, nous ne considérons pas que l'assertion susmentionnée constituait l'élément central sur la base duquel le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde. En fait, le Groupe spécial a rejeté cette allégation sur la base de son interprétation de ce que l'Inde avait fait valoir, c'est-à-dire que l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" était incompatible avec l'article 14 d) parce que ces points de repère ne se rapporteraient pas aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture dans les cas où "le prix en question retenu par les pouvoirs publics" n'inclurait pas les frais de livraison.[840] À cet égard, nous rappelons que le Groupe spécial a considéré que les expressions "conditions du marché existantes" et "conditions de vente", employées dans la deuxième phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC, ne se rapportaient pas aux modalités contractuelles spécifiques auxquelles les pouvoirs publics fournissaient des biens mais au contraire "se rapport[aient] aux conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectu[aient] des transactions de vente".[841] En appel, l'Inde n'a pas contesté cette constatation du Groupe spécial.

4.231. L'Inde a cependant aussi présenté deux allégations séparées au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Premièrement, elle affirme que le Groupe spécial a mal interprété son argument et a, par conséquent, agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Elle estime que l'argument qu'elle avait avancé devant le Groupe spécial était que l'expression "conditions de vente", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, désignait la "stipulation générale ou commune"[842] présente dans les contrats de fourniture des biens pertinents dans le pays de fourniture. Elle affirme donc que, en constatant qu'elle avait fait l'amalgame entre l'expression "conditions du marché existantes", au sens de l'article 14 d), et les modalités et conditions contractuelles de la fourniture par les pouvoirs publics qui faisait l'objet de l'enquête, le Groupe spécial a déformé son allégation, a procédé à l'évaluation d'une question dont il n'était pas saisi et a, par conséquent, agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[843]

4.232. En réponse, les États-Unis disent que l'Inde tente de modifier, en appel, l'argument qu'elle avait présenté au Groupe spécial. Selon eux, l'Inde avait fait valoir devant le Groupe spécial que l'expression "conditions de vente", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, faisait référence aux modalités de vente contractuelles de la transaction des pouvoirs publics en question. Pour les

[837] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.59.
[838] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60.
[839] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60. (note de bas de page omise)
[840] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.59.
[841] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60.
[842] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 168 (citant la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 88).
[843] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 168 et 174.

États-Unis, l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord est donc dénuée de tout fondement factuel.[844]

4.233. Nous notons que l'Organe d'appel a souligné qu'un groupe spécial devait examiner les allégations et arguments des parties à un différend afin de se conformer à l'obligation qui lui incombait au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi. Néanmoins, l'Organe d'appel a précisé qu'un groupe spécial n'avait pas besoin de faire "explicitement référence à chaque argument formulé par les parties"[845] ni "d'examiner chacun des arguments présentés par les parties à l'appui de leurs causes respectives, du moment qu'il [menait] à bien une évaluation objective".[846]

4.234. Nous rappelons que l'Inde dit que l'argument qu'elle avait avancé devant le Groupe spécial était que l'expression "conditions de vente", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, désignait la "stipulation générale ou commune"[847] présente dans les contrats de fourniture des biens pertinents dans le pays de fourniture. Pour elle, cet argument ne portait donc pas sur les modalités et conditions de la fourniture par les pouvoirs publics qui faisait l'objet de l'enquête. En revanche, le Groupe spécial a compris que l'Inde avait fait valoir que les expressions "conditions du marché existantes" et "conditions de vente", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, se rapportaient aux modalités contractuelles spécifiques auxquelles les pouvoirs publics fournissaient des biens.[848]

4.235. Nous notons que la partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde – qui a établi le domaine de compétence du Groupe spécial en définissant les allégations précises en cause dans le différend[849] – dispose ce qui suit:

> *Même si le prix des pouvoirs publics est le prix sortie usine, on inclut le fret maritime, les frais de livraison et les droits d'importation dans le prix servant de point de repère pour obtenir le prix à la livraison.* Pour mesurer l'adéquation de la rémunération pour la fourniture de biens, il est inapproprié d'inclure obligatoirement les frais de livraison et les droits d'importation.[850]

4.236. Il nous semble que l'argument avancé par l'Inde devant le Groupe spécial était que l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il obligeait l'USDOC à utiliser des points de repère "à la livraison" pour déterminer l'adéquation de la rémunération, même dans les cas où le prix des pouvoirs publics en question était un prix sortie usine. L'allégation de l'Inde reposait nécessairement sur son point de vue selon lequel l'utilisation de points de repère "à la livraison" dans les cas où le prix des pouvoirs publics en question était un prix sortie usine signifiait que ces points de repère ne se rapporteraient pas, contrairement à l'article 14 d), aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Comme il est noté plus haut, le Groupe spécial a évalué cette allégation et a constaté que les expressions "conditions du marché existantes" et "conditions de vente", employées dans la deuxième phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC, ne se rapportaient pas aux modalités contractuelles spécifiques auxquelles les pouvoirs publics fournissaient des biens mais au contraire "se rapport[aient] aux conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectu[aient] des transactions de vente".[851]

4.237. À la lumière de ce qui précède, nous ne sommes pas d'accord avec l'Inde pour dire que son allégation "portait entièrement" sur le fait qu'une détermination de l'adéquation de la rémunération par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture exigeait une "évaluation des *modalités de vente des biens* en question dans *le pays de fourniture* en

---

[844] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 181 à 185.

[845] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.288 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 446).

[846] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Produits dérivés du phoque*, paragraphe 5.288 (citant le rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 125).

[847] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 168 (citant la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 88).

[848] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60.

[849] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 25.

[850] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde, paragraphe 7. (pas d'italique dans l'original)

[851] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60.

général".[852] À la lumière de la demande d'établissement d'un groupe spécial et des communications présentées par l'Inde, nous considérons qu'il était raisonnable, et conforme au devoir du Groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, que le Groupe spécial interprète l'allégation de l'Inde comme il l'a fait. Par conséquent, nous rejetons l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord à cet égard.

4.238. S'agissant de la deuxième allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, l'Inde estime que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec cette disposition en n'appliquant pas sa propre interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC à son évaluation de l'allégation qu'elle avait formulée. Notant que, lorsqu'il a rejeté son allégation, le Groupe spécial a interprété l'article 14 d) et a constaté que les expressions "conditions du marché existantes" et "conditions de vente" se rapportaient aux "conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectu[aient] des transactions de vente"[853], l'Inde affirme que le Groupe spécial n'a toutefois pas formulé de constatation sur le point de savoir si la vente d'un bien sur le marché généralement sur la base du prix sortie usine constituait l'une de ces "conditions générales". Elle fait valoir qu'une constatation sur cette question spécifique aurait "affecté sensiblement"[854] la décision du Groupe spécial de rejeter son allégation. En effet, si le fait qu'un bien donné sur le marché est vendu généralement sur la base du prix sortie usine constitue l'une des "conditions générales" mentionnées par le Groupe spécial, alors, déterminer l'adéquation de la rémunération sur la base du prix "à la livraison", dans tous les cas, impliquerait de ne pas tenir compte des "conditions du marché existantes" dans lesquelles le bien en question est généralement vendu sur la base du prix sortie usine dans le pays de fourniture. Ainsi, selon l'Inde, le Groupe spécial n'a pas évalué l'allégation qui lui avait été présentée et, par conséquent, a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.239. Les États-Unis répondent que l'allégation de l'Inde n'est pas fondée, car la question de savoir si la vente de biens réalisée généralement sur la base du prix sortie usine constitue une "condition du marché existante", au sens de l'article 14 d), n'a pas été soumise au Groupe spécial. Selon eux, on ne peut pas reprocher au Groupe spécial, au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de n'avoir pas procédé à une évaluation objective d'un argument que l'Inde ne lui avait pas présenté. Les États-Unis demandent donc à l'Organe d'appel de rejeter les allégations de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[855]

4.240. Selon nous, l'élément central de l'allégation de l'Inde est que, ayant interprété les expressions "conditions du marché existantes" et "conditions de vente" comme se rapportant aux "conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectu[aient] des transactions de vente"[856], le Groupe spécial était tenu d'appliquer cette interprétation de l'article 14 d) à la mesure en cause, à savoir l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis. Pour l'Inde, cela veut dire que le Groupe spécial était tenu de formuler une constatation sur le point de savoir si la vente d'un bien sur le marché généralement sur la base du prix sortie usine constituait l'une de ces "conditions générales" et, dans l'affirmative, si l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis permettait de prendre en considération de telles "conditions générales".[857]

4.241. Nous avons constaté plus haut qu'il était raisonnable, et conforme au devoir du Groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, que le Groupe spécial interprète l'allégation de l'Inde comme il l'a fait. Nous ne considérons donc pas que le Groupe spécial était saisi de la question de savoir si la vente d'un bien dans le pays de fourniture généralement sur la base du prix sortie usine constituait une "condition du marché existante" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Par conséquent, nous rejetons l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

---

[852] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 173. (italique dans l'original)

[853] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 176 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60).

[854] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 176.

[855] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 189.

[856] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 176 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60).

[857] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 176.

4.242. En tout état de cause, nous notons que l'Inde fait valoir que, si le Groupe spécial avait évalué la question de savoir si la vente d'un bien sur le marché généralement sur la base du prix sortie usine constituait une "condition du marché existante" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, cela aurait "affecté sensiblement"[858] sa décision de rejeter l'allégation de l'Inde.

4.243. Nous rappelons que l'expression "conditions du marché existantes" employée à l'article 14 d) de l'Accord SMC décrit les caractéristiques généralement admises d'un secteur de l'activité économique dans lequel les forces de l'offre et de la demande interagissent pour déterminer les prix du marché. Par conséquent, nous souscrivons à la constatation du Groupe spécial selon laquelle les expressions "conditions du marché existantes" et "conditions de vente", employées dans la deuxième phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC, ne se rapportent pas aux modalités contractuelles spécifiques auxquelles les pouvoirs publics fournissent des biens mais, au contraire, "se rapportent aux conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectuent des transactions de vente".[859]

4.244. Selon nous, la prescription de l'article 14 d) de l'Accord SMC imposant que l'adéquation de la rémunération soit déterminée par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture garantit que la comparaison effectuée, aux fins de l'article 14 d), est une comparaison significative qui ne surestime ni ne sous-estime le calcul de l'avantage. À cet égard, la liste inclusive de conditions du marché existantes indiquées à la deuxième phrase de l'article 14 d) – prix, qualité, disponibilité, qualité marchande, transport et autres conditions d'achat ou de vente – décrit des facteurs qui peuvent affecter la comparabilité de la contribution financière en cause avec un point de repère. Par conséquent, si un point de repère proposé ne reflète pas les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, des ajustements à la lumière des facteurs cités à la deuxième phrase de l'article 14 d) sont nécessaires pour garantir la comparabilité et, par extension, une comparaison significative concernant l'avantage.

4.245. À notre avis, une évaluation des "conditions du marché existantes", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, implique nécessairement une analyse du marché en général, plutôt que de transactions isolées sur ce marché. Seule une telle analyse peut permettre de tirer une conclusion quant aux conditions qui sont "existantes" sur le marché dans le pays de fourniture. En outre, nous considérons que les "conditions du marché existantes", au sens de l'article 14 d), ne peuvent pas être évaluées uniquement du point de vue des fournisseurs du bien pertinent en question. Nous estimons qu'interpréter l'expression "conditions du marché existantes" comme faisant uniquement référence aux conditions fixées par les fournisseurs du bien en question est en contradiction avec l'idée qu'une contribution financière des pouvoirs publics confère un avantage si, "avec la "contribution financière", le *bénéficiaire* … est … "mieux loti" qu'en l'absence de contribution".[860] Par conséquent, une détermination de l'adéquation de la rémunération par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture doit prendre en compte l'ensemble du coût qu'engendre pour le bénéficiaire la réception du bien fourni par les pouvoirs publics en question.

4.246. Pour examiner dans quelle mesure il faut prendre en considération les frais de livraison relatifs au bien en question pour évaluer les conditions du marché existantes pour ce bien, nous trouvons qu'il est important que le terme "transport" soit explicitement cité au nombre des "conditions du marché existantes" indiquées à titre exemplatif dans la deuxième phrase de l'article 14 d) de l'Accord SMC. À notre sens, cela confirme que les coûts associés au transport du bien en question sont un facteur qui doit être pris en considération pour déterminer, conformément à l'article 14 d), l'adéquation de la rémunération par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Nous considérons que l'utilisation de prix sortie usine aux fins d'une comparaison concernant l'avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC ne prendrait pas en compte l'ensemble du coût qu'engendre pour le bénéficiaire la réception du bien fourni par les pouvoirs publics en question, et ne permettrait donc pas d'évaluer si, avec la contribution financière en cause, le bénéficiaire est mieux loti qu'il ne l'aurait été en l'absence de contribution.

4.247. Les considérations susmentionnées donnent à penser que, dans les cas où un bien serait vendu sur le marché généralement sur la base du prix sortie usine, il serait nécessaire d'effectuer

[858] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 176.
[859] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60.
[860] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157. (pas d'italique dans l'original)

des ajustements pour faire en sorte que les prix comparés aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, y compris les frais de livraison généralement applicables pour ce bien. Nous pensons que de tels ajustements ont deux objectifs. Premièrement, ils garantissent que la comparaison effectuée, aux fins de l'article 14 d), est une comparaison significative qui ne surestime ni ne sous-estime le calcul de l'avantage. Deuxièmement, ils garantissent, en prenant en compte l'ensemble du coût qu'engendre pour le bénéficiaire la réception du bien fourni par les pouvoirs publics en question, que la détermination de l'avantage répond à la question de savoir si, avec la contribution financière en cause, le *bénéficiaire* est mieux loti qu'il ne l'aurait été en l'absence de contribution.

4.248. De notre point de vue, le fait que les frais de livraison ne sont pas généralement payés directement aux fournisseurs du bien en question dans le pays de fourniture ne signifie pas que la comparaison concernant l'avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC doit être effectuée au niveau sortie usine. Le fait que l'Inde insiste pour dire qu'une comparaison concernant l'avantage devrait être effectuée au niveau sortie usine dans les cas où les frais de livraison ne sont pas généralement payés directement aux fournisseurs du bien en question semble être étayé par son point de vue selon lequel l'article 14 d) exige que l'adéquation de la rémunération soit évaluée du point de vue du fournisseur et non pas du bénéficiaire du bien en question. Nous avons rejeté cette interprétation et avons constaté, au lieu de cela, que l'article 14 d) exige que l'adéquation de la rémunération soit évaluée du point de vue du bénéficiaire, de façon à ce que l'on puisse évaluer si, avec la contribution financière en cause, ce bénéficiaire est mieux loti qu'il ne l'aurait été en l'absence de contribution. Par conséquent, nous ne souscrivons pas à l'affirmation de l'Inde selon laquelle, si le Groupe spécial avait évalué la question de savoir si la vente d'un bien sur le marché généralement sur la base du prix sortie usine constituait une "condition du marché existante" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, cela aurait "affecté sensiblement"[861] sa décision de rejeter l'allégation de l'Inde.

4.249. Cela dit, nous avons considéré plus haut que ce n'était qu'au moyen d'une analyse du marché dans le pays de fourniture en général, plutôt que de transactions isolées sur ce marché, qu'une conclusion pouvait être tirée quant aux conditions qui étaient "existantes" sur ce marché. Il s'ensuit que, dans la mesure où des ajustements pour tenir compte des frais de livraison sont requis pour procéder à une évaluation correcte de l'avantage dans le contexte de l'article 14 d), tous les ajustements de ce type doivent refléter les frais de livraison généralement applicables pour le bien en question dans le pays de fourniture. Par exemple, dans les cas où l'incidence des importations du bien en question est minime par rapport aux transactions intérieures de ce bien, il pourrait ne pas être approprié de comparer un prix servant de point de repère, ajusté pour refléter les frais de livraison internationale, avec le prix des pouvoirs publics, ajusté pour refléter les frais de livraison locale. En effet, dans ce cas de figure précis, il se pourrait que de telles importations reflètent uniquement des transactions isolées sur le marché et, par conséquent, que les frais de livraison internationale ne soient pas représentatifs des frais de livraison généralement applicables pour le bien en question dans le pays de fourniture. En pareil cas, la méthode utilisée par l'autorité chargée de l'enquête pour calculer l'"avantage", au sens de l'article 14 d), doit permettre d'apporter des ajustements au prix servant de point de repère pour qu'il reflète des frais de livraison qui se rapprochent davantage des frais de livraison généralement applicables pour le bien en question dans le pays de fourniture.

4.250. Il nous apparaît que la préoccupation de l'Inde concernant l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis n'est pas vraiment que celui-ci prescrit une comparaison concernant l'avantage au niveau "à la livraison". En fait, il apparaît que la préoccupation de l'Inde est que, dans les cas où l'USDOC utilise comme point de repère un prix d'importation réel dans le cadre du niveau I du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, ou un prix pratiqué sur le marché mondial dans le cadre du niveau II dudit mécanisme, l'évaluation de l'avantage reflète toujours une comparaison entre un prix des pouvoirs publics ajusté pour refléter les frais de livraison locale et un prix servant de point de repère ajusté pour refléter les frais de livraison internationale. L'Inde affirme par conséquent que, tel qu'il est établi, le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis empêche d'apporter des ajustements aux points de repère du niveau I ou du niveau II pour qu'ils reflètent quoi que ce soit d'autre que le coût international de la livraison du bien en question.

[861] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 176.

4.251. S'agissant de la mesure en cause, nous notons que l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis oblige l'USDOC à ajuster les points de repère du niveau I et du niveau II de manière à ce qu'ils reflètent le prix qu'une entreprise a payé ou paierait réellement si elle avait importé le produit. Aux termes du Règlement, cet ajustement "comprendra les frais de livraison et les droits d'importation". Nous notons que, lorsqu'il choisit d'utiliser les prix du niveau I comme points de repère, l'USDOC doit tenir compte "de la similitude des produits, des quantités vendues, importées ou mises aux enchères, *et d'autres facteurs affectant la comparabilité*".[862] De même, lorsqu'il choisit d'utiliser les prix du niveau II comme points de repère, l'USDOC doit tenir "dûment compte *des facteurs affectant la comparabilité*".[863] Nous pensons que la mesure dans laquelle les frais de livraison internationale sont généralement applicables, ou "existants", dans le pays de fourniture est un facteur affectant la comparabilité de la contribution financière en cause avec un point de repère. C'est pourquoi, contrairement à ce qu'affirme l'Inde, nous ne pensons pas que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, tel qu'il est établi, empêche d'apporter des ajustements aux points de repère du niveau I ou du niveau II pour qu'ils reflètent, dans un cas donné, des frais de livraison qui se rapprochent des frais de livraison généralement applicables dans le pays de fourniture, par exemple des frais de livraison locale.

4.252. Il nous reste à considérer les allégations de l'Inde qui se rapportent à la constatation du Groupe spécial rejetant l'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation des prix "à la livraison" à l'extérieur du pays comme points de repère dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis annule l'avantage comparatif du pays de fourniture du point de vue de sa capacité de fournir les biens en question localement. L'Inde estime qu'en rejetant cet argument le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC et a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12.7 du Mémorandum d'accord.

4.253. Quand il a examiné l'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation de points de repère "à la livraison" "annul[ait] l'avantage comparatif du pays de fourniture du point de vue de sa capacité de fournir les biens en question localement"[864], le Groupe spécial, s'appuyant sur les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, a considéré que, "[d]ans la mesure où un point de repère fondé sur le prix à la livraison se rapport[ait] aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, il refléter[ait] tout avantage comparatif que ce pays pourrait avoir".[865] Le Groupe spécial a aussi expliqué que "des transactions à l'importation [étaient] effectuées même dans les cas où les minerais [pouvaient] être obtenus localement, et [que] ces transactions à l'importation se rapport[aient] nécessairement aux conditions du marché existantes en Inde parce qu'elles [étaient] effectuées par des entités en Inde dont l'exploitation [était] régie par les conditions du marché indien".[866] À la lumière de ces considérations, il a rejeté l'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" annulait l'avantage comparatif du pays de fourniture du point de vue de sa capacité de fournir les biens en question localement.[867]

4.254. S'agissant d'abord de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, l'Inde affirme que le "postulat sous-jacent"[868] sur lequel le Groupe spécial s'est fondé pour rejeter son argument est que les transactions à l'importation reflètent nécessairement les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Selon elle, le Groupe spécial a fait l'amalgame entre l'expression "conditions du marché existantes" et l'existence de transactions à l'importation. Pourtant, comme le Groupe spécial l'a lui-même reconnu, les "conditions du marché existantes" se rapportent aux conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectuent des transactions de vente. Notant que l'Organe d'appel a considéré que l'article 14 d) exigeait un examen de la totalité du marché, prenant en compte les deux côtés de la transaction – à savoir l'offre et la demande –, l'Inde estime que le postulat du Groupe spécial met l'accent de façon disproportionnée sur les transactions à l'importation. Toutefois, lorsqu'il y a une offre sur le marché intérieur pour le bien en question, ainsi qu'une ou plusieurs transactions à l'importation pour ce bien, les "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture ne

[862] Règlement des États-Unis, article 351.511 a) 2) i). (pas d'italique dans l'original)
[863] Règlement des États-Unis, article 351.511 a) 2) ii). (pas d'italique dans l'original)
[864] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62 (citant la première communication écrite de l'Inde, paragraphe 97).
[865] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 109).
[866] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62.
[867] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62.
[868] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 185.

peuvent être déterminées qu'en prenant en compte de manière exhaustive les deux types de transactions. L'Inde affirme que la mesure contestée exclut un tel examen. Elle estime que le postulat sur lequel le Groupe spécial s'est fondé pour rejeter son argument est "fondamentalement vicié" et "ne tient pas compte de l'interprétation ordinaire de l'article 14 d)".[869]

4.255. Les États-Unis répondent que, contrairement à ce qu'affirme l'Inde en appel, le fondement du rejet de l'argument de cette dernière par le Groupe spécial était que, "[d]ans la mesure où un point de repère fondé sur le prix à la livraison se rapport[ait] aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, il refléter[ait] tout avantage comparatif que ce pays pourrait avoir".[870] Ils ajoutent que, si un prix servant de point de repère se rapporte aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, des considérations relatives à l'offre et à la demande seront reflétées dans le prix, de même que d'autres facteurs dont l'autorité chargée de l'enquête tiendra compte conformément à la deuxième phrase de l'article 14 d). Selon les États-Unis, il n'y a pas à l'article 14 d) de prescription additionnelle selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête doit, comme l'affirme l'Inde, entreprendre une analyse qualitative et quantitative détaillée de l'avantage comparatif allégué d'un Membre ou de l'offre et de la demande.

4.256. Nous rappelons que, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction IV*, l'Organe d'appel a remarqué que la neutralisation des différences dans les avantages comparatifs entre les pays ne serait pas compatible avec le but même de la perception de droits compensateurs.[871] Il apparaît que, pour l'Inde, un pays bénéficie d'un avantage comparatif dans les cas où il a la capacité de répondre à la demande intérieure du bien en question. Par conséquent, l'Inde estime que, si le bien en question peut être fourni localement, alors l'utilisation de points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays neutralise un avantage comparatif du pays de fourniture en créant une situation hypothétique dans laquelle le bien en question est inexistant dans le pays de fourniture. C'est sur la base de cette notion d'"avantage comparatif" que l'Inde conteste l'utilisation de points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays dans le cadre du mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis.[872]

4.257. La notion d'"avantage comparatif" présentée par l'Inde nous pose des difficultés. Nous ne considérons pas que, dans toutes les situations où l'offre locale d'un bien dans le pays de fourniture est suffisante pour répondre à la demande locale, le pays de fourniture bénéficie d'un avantage comparatif "du point de vue de sa capacité de fournir les biens en question localement".[873] L'existence de transactions à l'importation minimes, voire nulles, s'agissant d'un bien particulier ne signifie pas *ipso facto*, comme l'Inde semble le penser, qu'un pays bénéficie d'un avantage comparatif s'agissant de ce bien. On pourrait aussi concevoir que l'absence de transactions à l'importation soit un résultat de la fourniture par les pouvoirs publics du bien en question moyennant une rémunération moins qu'adéquate. Dans de telles circonstances, la perception de mesures compensatoires pourrait ne pas neutraliser un "avantage comparatif" du pays de fourniture mais, au lieu de cela, une subvention, ce qui est autorisé au titre de l'Accord SMC.

4.258. En tout état de cause, lorsque nous examinons les constatations du Groupe spécial contestées par l'Inde, nous ne convenons pas que le fondement du rejet par le Groupe spécial de l'argument de l'Inde était, comme celle-ci l'affirme, que les transactions à l'importation reflétaient *nécessairement* les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. En fait, le Groupe spécial a considéré que, "[d]ans *la mesure où* un point de repère fondé sur le prix à la livraison se rapport[ait] aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, il refléter[ait] tout avantage comparatif que ce pays pourrait avoir".[874] Autrement dit, le Groupe spécial a considéré que, dans la mesure où les points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays se rapportaient aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, ces conditions reflétaient déjà tout avantage comparatif dont bénéficierait ce pays. Le fondement du rejet par le Groupe spécial de l'argument de l'Inde était, selon nous, conforme aux indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction IV*. À cet égard, l'Organe d'appel a considéré que, quand bien même la neutralisation d'avantages comparatifs entre les pays ne serait pas conforme

[869] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 189.
[870] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 196 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62).
[871] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 109.
[872] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 203.
[873] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 204.
[874] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62. (pas d'italique dans l'original)

au but même de la perception de droits compensateurs, tout avantage comparatif serait reflété dans les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture et, par conséquent, devrait être pris en compte et reflété dans les ajustements apportés à toute méthode utilisée pour la détermination de l'adéquation de la rémunération, s'il devait se rapporter, se référer, ou être lié aux conditions du marché existantes sur le marché de fourniture.[875]

4.259. Il nous semble que l'affirmation de l'Inde devant le Groupe spécial, et maintenant en appel, est que le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis empêche d'apporter des ajustements aux prix d'importation réels relevant du niveau I, ou aux prix pratiqués sur le marché mondial relevant du niveau II, pour garantir que ces points de repère reflètent les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, y compris les frais de livraison généralement applicables pour le bien en question. Nous avons cependant constaté plus haut que le Règlement des États-Unis, tel qu'il était établi, n'empêchait pas l'USDOC d'apporter de tels ajustements, dans les cas où cela serait nécessaire, aux points de repère du niveau I et du niveau II.

4.260. À la lumière de ce qui précède, nous ne considérons pas que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC en rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays entraînait la neutralisation d'avantages comparatifs du pays de fourniture.

4.261. Enfin, l'Inde allègue que, en rejetant son argument concernant la neutralisation d'un avantage comparatif du pays de fourniture par l'utilisation de points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays, le Groupe spécial n'a pas fourni de "justifications fondamentales" de ses constatations et a, par conséquent, agi d'une manière incompatible avec son mandat au titre de l'article 12.7 du Mémorandum d'accord "lu conjointement avec" l'article 11 de ce mémorandum. Elle note que le Groupe spécial a rejeté cet argument sur la base de l'existence alléguée d'une transaction à l'importation dans l'enquête correspondante, ce qui, de l'avis du Groupe spécial, signifiait que les transactions à l'importation se rapportaient nécessairement aux conditions du marché existantes en Inde. Elle soutient que le Groupe spécial n'a pas fourni de justifications fondamentales de son rejet de son allégation concernant la neutralisation d'"avantages comparatifs" et, par conséquent, qu'il a agi d'une manière incompatible avec son mandat au titre de l'article 12.7 du Mémorandum d'accord "lu conjointement avec" l'article 11 de ce mémorandum.

4.262. D'après nous, les allégations de l'Inde au titre des articles 11 et 12.7 du Mémorandum d'accord reposent sur l'hypothèse que le Groupe spécial a rejeté l'argument de l'Inde en se basant sur le fait que les transactions à l'importation reflétaient *nécessairement* les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Cependant, nous avons constaté plus haut que le Groupe spécial n'avait pas rejeté l'argument de l'Inde sur cette base. En fait, le Groupe spécial a considéré que, dans la mesure où des points de repère "à la livraison" à l'extérieur du pays se rapportaient aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, ces conditions refléteraient nécessairement tout avantage comparatif dont bénéficierait le pays de fourniture. De surcroît, il a fourni des justifications fondamentales de sa constatation en incorporant par référence les indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Par conséquent, nous rejetons les allégations de l'Inde selon lesquelles le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12.7 du Mémorandum d'accord à cet égard.

4.263. À la lumière des considérations qui précèdent, nous confirmons, bien que pour des raisons différentes, la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.63 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" prévue à l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis est incompatible "en tant que tel" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.4.2 Allégations "tel qu'appliqué" au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC

4.264. Nous passons à présent aux allégations "tel qu'appliqué" formulées par l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. L'Inde fait appel des constatations du Groupe spécial relatives aux déterminations de l'existence d'un avantage établies par l'USDOC dans les enquêtes en matière de droits compensateurs concernant: i) la fourniture de minerai de fer par la NMDC; et ii) l'octroi par

[875] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux*, paragraphe 109.

les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer et le charbon. Nous commençons notre analyse par les allégations de l'Inde relatives à la détermination de l'existence d'un avantage établie par l'USDOC dans les enquêtes en matière de droits compensateurs concernant la fourniture de minerai de fer par la NMDC.

4.4.2.1 Allégations de l'Inde concernant la fourniture de minerai de fer par la NMDC

4.265. Devant le Groupe spécial, l'Inde a allégué que la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate était incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC parce que, entre autres choses: i) l'UDSOC n'avait pas pris en considération ni appliqué certains renseignements sur les prix intérieurs comme points de repère du niveau I; ii) l'USDOC avait exclu les prix à l'exportation de la NMDC du prix mondial servant de point de repère du niveau II; et iii) l'USDOC avait utilisé, comme points de repère, des prix de l'Australie et du Brésil qui avaient été ajustés pour tenir compte des frais de livraison internationale pour l'Inde.[876] Le Groupe spécial a rejeté toutes les allégations de l'Inde à part une, à savoir l'allégation suivant laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC, parce qu'ils avaient présenté des justifications *a posteriori* pour justifier le fait que l'USDOC n'avait pas pris en considération certains renseignements sur les prix intérieurs communiqués par les pouvoirs publics indiens et Tata aux fins de la détermination d'un point de repère potentiel du niveau I.[877]

4.266. En appel, l'Inde allègue que, en établissant ses constatations, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d), du texte introductif de l'article 14, ainsi que de l'article 12.1, 12.4 et 12.7 de l'Accord SMC. De plus, l'Inde allègue que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.267. Les allégations d'erreur formulées par l'Inde portent sur les constatations du Groupe spécial concernant: i) les justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis pour justifier le fait que l'USDOC n'avait pas pris en considération certains renseignements sur les prix intérieurs aux fins de la détermination d'un point de repère du niveau I; ii) le rejet par l'USDOC de certains prix à l'exportation de la NMDC pour déterminer un point de repère du niveau II dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008; et iii) l'utilisation par l'USDOC des prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère. Pour examiner l'appel de l'Inde, nous analyserons les constatations du Groupe spécial sur ces points les unes après les autres. Nous commencerons donc par les allégations de l'Inde concernant les justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis pour justifier le fait que l'USDOC n'avait pas pris en considération certains renseignements sur les prix intérieurs aux fins de la détermination d'un point de repère du niveau I.

4.4.2.1.1 Allégations de l'Inde concernant le fait que l'USDOC n'a pas pris en considération certains renseignements sur les prix intérieurs aux fins de la détermination d'un point de repère du niveau I

4.268. Devant le Groupe spécial, l'Inde a allégué que le fait que l'USDOC n'avait pas pris en considération certains renseignements sur les prix intérieurs pour déterminer un point de repère du niveau I permettant d'évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Ces renseignements sur les prix intérieurs consistaient en: i) des tableaux de prix qui étaient établis par les propriétaires de mines/l'Association des exportateurs de minerai de Goa et présentés à l'USDOC par les pouvoirs publics indiens et Tata; et ii) une lettre présentée par Tata à l'USDOC dans laquelle un fournisseur privé de minerai de fer soumettait des offres de prix existantes et révisées pour la vente de minerai de fer à haute teneur à Tata.[878]

4.269. Le Groupe spécial a constaté que l'explication des États-Unis des raisons pour lesquelles l'USDOC avait rejeté les renseignements sur les prix intérieurs en question constituait des justifications *a posteriori* que le Groupe spécial était tenu de ne pas prendre en considération pour

[876] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.141.
[877] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.158 et 8.2.a.ii.
[878] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.148 (faisant référence aux pièces IND-61, IND-67 et IND-70 présentées au Groupe spécial).

examiner l'allégation de l'Inde. De plus, le Groupe spécial a rappelé que les prix intérieurs pratiqués dans le secteur privé étaient le "premier point de repère" pour évaluer l'existence d'un avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, et a constaté que l'Inde avait établi des éléments *prima facie* à l'appui de son allégation qui n'avaient été réfutées par aucune raison ou justification concomitante dans les déterminations de l'USDOC. Le Groupe spécial a donc constaté que le fait que l'USDOC n'avait pas pris en considération les renseignements sur les prix intérieurs en question était incompatible avec l'article 14 d), et par conséquent avec l'article 1.1 b), de l'Accord SMC.[879]

4.270. Nonobstant ce qui précède, le Groupe spécial a dit qu'il examinerait les justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis pour faciliter la mise en œuvre d'une recommandation de l'ORD par les États-Unis et l'action de compléter l'analyse au cas où l'Organe d'appel infirmerait sa constatation. Premièrement, le Groupe spécial a souscrit à l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'USDOC aurait été en droit de rejeter, comme points de repère potentiels, les renseignements sur les prix des entités publiques.[880] À cet égard, le Groupe spécial a estimé que l'article 14 d) de l'Accord SMC n'obligeait pas l'autorité chargée de l'enquête à se fonder sur les prix des pouvoirs publics pour déterminer les points de repère du marché. Deuxièmement, le Groupe spécial a souscrit à l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'USDOC n'aurait pas été tenu de déterminer des points de repère fondés sur les prix sur la base de renseignements sur les prix relatifs à des entités non identifiées. Troisièmement, en ce qui concerne l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'USDOC aurait été en droit de rejeter les renseignements sur les prix intérieurs parce qu'il n'avait pas été montré qu'ils se rapportaient à des transactions réelles, le Groupe spécial a estimé que les Membres avaient en vertu de l'article 14 d) un pouvoir discrétionnaire suffisant pour exiger des données concernant des transactions réelles aux fins de la détermination d'un point de repère. Toutefois, le Groupe spécial a constaté que, en l'absence d'explication convaincante démontrant le contraire, il n'y avait aucune raison de ne pas traiter les renseignements sur les prix intérieurs en question comme des prix de transactions réelles. Quatrièmement, le Groupe spécial a souscrit à l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'USDOC aurait été en droit de rejeter les offres de prix présentées par Tata au motif qu'elles ne précisaient pas le pourcentage exact de de la teneur en fer du minerai. Enfin, le Groupe spécial a souscrit à l'affirmation des États-Unis selon laquelle les offres de prix fournies par Tata ne pouvaient pas être utilisées pour déterminer un point de repère du niveau I parce qu'elles figuraient dans un document de nature exclusive contenant des renseignements confidentiels qui pouvaient facilement (en procédant à des calculs inverses) être divulgués. Le Groupe spécial n'a donc vu aucune raison de considérer que l'USDOC aurait dû utiliser les offres de prix de Tata aux fins de la détermination d'un point de repère du niveau I pour évaluer les ventes de la NMDC à des acheteurs autres que Tata.[881]

4.271. En appel, l'Inde allègue que, en examinant les justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis, le Groupe spécial a évalué une question dont il n'était pas saisi et a donc agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'Inde fait valoir qu'un groupe spécial peut examiner uniquement les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité chargée de l'enquête dans son rapport publié, et que les justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis ne relevaient donc pas de la compétence du Groupe spécial.[882] L'Inde demande donc à l'Organe d'appel de déclarer sans pertinence les constatations et observations du Groupe spécial concernant ces justifications *a posteriori*. Pour le cas où l'Organe d'appel rejetterait cette requête, l'Inde demande en outre à l'Organe d'appel d'examiner les constatations formulées par le Groupe spécial au sujet du bien-fondé des justifications *a posteriori*, et de constater que, en formulant ces constatations, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application des articles 12.1, 12.4, 12.7 et 14 de l'Accord SMC.[883]

4.272. Les États-Unis répondent que les vues exprimées par le Groupe spécial concernant le bien-fondé des justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis ne sont pas des "constatations", mais simplement des "considérations" qui, à l'adoption du rapport, ne feraient pas

[879] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.148 à 7.158.
[880] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.160.
[881] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.160 à 7.165.
[882] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 416 et 417 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Pneumatiques (Chine)*, paragraphe 329; et *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 162).
[883] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 412 à 423.

partie des recommandations et décisions de l'ORD.[884] Aussi, les États-Unis affirment que ces considérations sont "d'une certaine façon, par nature, sans fondement et peuvent peut-être être assimilées aux considérations qu'un groupe spécial exprimerait s'il devait exercer le pouvoir discrétionnaire dont il disposait pour faire des "suggestions" au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord".[885] Comme l'Organe d'appel n'a pas de "constatations" additionnelles au sujet des renseignements sur les prix intérieurs à modifier, confirmer ou infirmer, les États-Unis lui demandent de s'abstenir de se prononcer sur l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.273. Nous partageons le point de vue de l'Inde selon lequel, en principe, un groupe spécial doit examiner le comportement de l'autorité chargée d'une enquête à la lumière des renseignements contenus dans le dossier et des explications données par l'autorité chargée de l'enquête dans son rapport publié. Or, à notre avis, c'est précisément ce que le Groupe spécial a fait quand il a examiné les déterminations pertinentes de l'USDOC et a constaté que "ni dans les déterminations préliminaires ou finales de l'USDOC, ni dans aucun autre document concomitant de l'USDOC, il n'[était] fait référence aux données sur les prix intérieurs en cause".[886] C'est sur cette base que le Groupe spécial a estimé que "les éléments établis *prima facie* par l'Inde n'[étaient] réfutés par aucune raison ou justification concomitante dans les déterminations de l'USDOC".[887] Ayant constaté que l'explication avancée par les États-Unis à l'appui du rejet par l'USDOC des renseignements sur les prix intérieurs constituait des justifications *a posteriori*, et que les éléments de l'Inde n'avaient été réfutés par aucune justification concomitante dans les déterminations de l'USDOC, le Groupe spécial a constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 14 d) et 1.1 b) de l'Accord SMC. À notre avis, toutes les constatations formulées ensuite par le Groupe spécial au sujet des renseignements sur les prix intérieurs en question sont des constatations *subsidiaires* aux constatations du Groupe spécial selon lesquelles les États-Unis n'avaient pas dûment réfuté les éléments de l'Inde, et avaient par conséquent agi d'une manière incompatible avec les articles 14 d) et 1.1 b) de l'Accord SMC.

4.274. Il apparaît que l'Inde laisse entendre qu'il était impossible pour le Groupe spécial d'examiner, *à titre subsidiaire*, le bien-fondé des justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis. À notre avis, le Groupe spécial n'était certainement pas *tenu* d'évaluer ces justifications *a posteriori*, mais nous ne pensons pas qu'il lui était impossible de le faire. En particulier, nous ne pensons pas qu'un groupe spécial agit d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord uniquement parce qu'il formule des constatations *subsidiaires* qui pourraient devenir pertinentes dans le cas où l'Organe d'appel infirmerait d'autres constatations formulées par ce groupe spécial. Comme l'Organe d'appel l'a noté, "[l]e fait que des groupes spéciaux formulent des constatations subsidiaires n'est pas sans précédent, et peut effectivement être utile pour résoudre un différend, en particulier quand, en appel, l'Organe d'appel infirme d'autres constatations formulées par un groupe spécial".[888] De plus, dans la mesure où de telles constatations subsidiaires concernent des questions de droit ou interprétations du droit, elles peuvent entrer dans le champ de l'examen en appel au titre de l'article 17:6 du Mémorandum d'accord. À la lumière des considérations qui précèdent, nous ne considérons pas que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en formulant des constatations subsidiaires au sujet des justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis, et nous rejetons les allégations de l'Inde en la matière.

4.275. L'Inde demande en outre que nous examinions les constatations subsidiaires du Groupe spécial concernant les justifications *a posteriori* avancées par les États-Unis, et constations qu'elles reflètent une interprétation et une application erronées des articles 12.1, 12.4, 12.7 et 14 de l'Accord SMC.[889] Comme il a été noté, le Groupe spécial a constaté que les États-Unis avaient présenté des justifications *a posteriori* pour justifier le fait que l'USDOC n'avait pas pris en considération les renseignements sur les prix intérieurs en question, et que, puisque les éléments de l'Inde n'avaient été réfutés par aucune justification concomitante dans les déterminations de l'USDOC, les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 14 d) et 1.1 b) de l'Accord SMC. Comme nous l'avons expliqué, nous estimons que les constatations du Groupe

[884] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 235.
[885] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 236.
[886] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.154.
[887] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.158.
[888] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 208. (notes de bas de page omises)
[889] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 423 et 435.

spécial concernant le bien-fondé de ces justifications *a posteriori* sont des constatations subsidiaires, et que leur pertinence dans le présent différend est subordonnée à la perspective que la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 14 d) et 1.1 b) de l'Accord SMC serait, en appel, jugée erronée. Toutefois, les États-Unis n'ont fait appel ni de la constatation du Groupe spécial selon laquelle ils avaient présenté des justifications *a posteriori* inadmissibles pour justifier le rejet par l'USDOC des renseignements sur les prix intérieurs en question, ni de la constatation du Groupe spécial selon laquelle ils avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 14 d) et 1.1 b) de l'Accord SMC. Puisque ces constatations du Groupe spécial restent inchangées, nous nous abstenons d'examiner les constatations subsidiaires du Groupe spécial, et les déclarons sans fondement et sans effet juridique.

4.4.2.1.2 Allégations de l'Inde concernant l'exclusion des prix à l'exportation de la NMDC comme points de repère du niveau II

4.276. Nous passons à présent à l'examen des allégations de l'Inde concernant l'exclusion des prix à l'exportation de la NMDC de la détermination d'un point de repère du niveau II pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate.

4.277. Dans sa détermination préliminaire établie dans le cadre du réexamen administratif de 2006 concernant la fourniture de minerai de fer par la NMDC, l'USDOC a continué d'appliquer, comme point de repère du niveau II, les prix indiqués dans le rapport Tex[890] qu'il avait appliqués dans des réexamens précédents.[891] Ainsi, l'USDOC a appliqué un point de repère fondé, en partie, sur les prix à l'exportation de la NMDC tirés du rapport Tex, tout comme il l'avait fait dans le réexamen administratif de 2004. Toutefois, dans son mémorandum sur les questions et la décision ultérieur concernant le réexamen administratif de 2006, l'USDOC a expliqué qu'il avait révisé le point de repère utilisé dans sa détermination préliminaire en en excluant les prix à l'exportation de la NMDC tirés du rapport Tex. Il a expliqué qu'il avait agi ainsi parce que les prix à l'exportation de la NMDC en question se rapportaient "précisément [aux] pouvoirs publics en tant que fournisseur" qui faisaient l'objet de l'enquête, à savoir la NMDC.[892]

4.278. Devant le Groupe spécial, l'Inde a allégué que l'exclusion des prix à l'exportation de la NMDC de la détermination d'un point de repère du niveau II était incompatible avec l'article 14 d), et avec le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC. En examinant l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, le Groupe spécial a rappelé qu'il avait déjà constaté, dans le contexte de l'allégation "en tant que tel" de l'Inde visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, que l'article 14 d) n'exigeait pas de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle s'appuie sur les prix intérieurs fixés par les pouvoirs publics pour déterminer les points de repère du marché parce que les pouvoirs publics pouvaient fixer les prix sur la base de considérations de politique publique plutôt que des principes du marché. De l'avis du Groupe spécial, "le risque [était] le même" en ce qui concerne les prix à l'exportation fixés par les pouvoirs publics.[893] À cet égard, le Groupe spécial a expliqué que, "[p]ar exemple, les pouvoirs publics [pouvaient] fournir des biens à des clients étrangers moyennant une rémunération moins qu'adéquate afin de stimuler la production et l'emploi sur le territoire national".[894] Pour cette raison, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle l'USDOC aurait dû utiliser les prix à l'exportation de la NMDC aux fins de la détermination d'un point de repère du niveau II dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008.

---

[890] Réponse de 2007 des pouvoirs publics indiens au questionnaire pour le réexamen administratif de 2006 (pièce IND-59 présentée au Groupe spécial), page interne 6; et rapports Tex de 2006 et 2007 sur les prix du minerai de fer provenant de fournisseurs étrangers payés par les acheteurs au Japon, réponses au questionnaire complémentaire de Essar Steel Ltd., 14 novembre 2007 (pièce USA-118 présentée au Groupe spécial) et daté du 21 novembre 2008 (pièce USA-119 présentée au Groupe spécial) (dénommé conjointement "rapport Tex").

[891] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.192 (faisant référence aux résultats préliminaires du réexamen administratif de 2006 (pièce IND-32 présentée au Groupe spécial), page 1587).

[892] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.192 (faisant référence au mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006 (pièce IND-33 présentée au Groupe spécial), analyse de l'observation n° 2, page interne 33).

[893] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.189.

[894] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.189.

4.279. Passant à l'allégation formulée par l'Inde au titre du texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC, le Groupe spécial a estimé que l'obligation énoncée dans le texte introductif de l'article 14 voulant que l'application de la méthode de calcul de l'avantage soit "transparente" signifiait que l'application devait être exposée de telle manière qu'elle soit "facile à comprendre ou à discerner".[895] Le Groupe spécial a également estimé que l'obligation d'"expliqu[er] de manière adéquate" signifiait qu'il fallait rendre la méthode claire ou intelligible et donner des détails sur la façon dont elle avait été appliquée.[896] Le Groupe spécial a aussi souscrit au point de vue des États-Unis selon lequel le caractère adéquat de l'explication fournie par l'autorité chargée de l'enquête devrait être évaluée au cas par cas.[897] Notant que l'USDOC avait expliqué que les prix à l'exportation de la NMDC avaient été rejetés parce qu'ils se rapportaient "précisément [aux] pouvoirs publics en tant que fournisseur en cause"[898], le Groupe spécial a estimé que "l'explication fournie par l'USDOC de la modification apportée à son approche en ce qui concerne les prix à l'exportation de la NMDC [était] claire et intelligible, et elle [était] facile à comprendre et à discerner".[899] Par conséquent, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle l'explication de l'USDOC des raisons pour lesquelles les prix à l'exportation de la NMDC avaient été exclus de la détermination d'un point de repère du niveau II était incompatible avec les prescriptions du texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC.

4.280. L'Inde fait appel des constatations du Groupe spécial rejetant ses allégations selon lesquelles l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC de l'Inde vers le Japon pour déterminer un point de repère du niveau II dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008, était incompatible avec l'article 14 d) et avec le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC. Nous commençons par les allégations de l'Inde au titre de l'article 14 d) avant de passer à l'allégation de l'Inde au titre du texte introductif de l'article 14.

4.281. L'Inde estime que la constatation du Groupe spécial selon laquelle les prix des pouvoirs publics pouvaient, sur la base de présomptions, être rejetés comme points de repère au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC a conduit le Groupe spécial à rejeter son allégation concernant l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC de la détermination d'un point de repère du niveau II. L'Inde estime que, puisque le Groupe spécial, en examinant son allégation "en tant que tel", a fait erreur en constatant que les prix des pouvoirs publics pouvaient, sur la base de présomptions, être rejetés pour déterminer des points de repère aux fins de l'article 14 d), la constatation du Groupe spécial rejetant l'allégation de l'Inde concernant l'exclusion des prix à l'exportation de la NMDC de la détermination d'un point de repère du niveau II est également erronée. L'Inde demande donc à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) en constatant que le rejet des prix à l'exportation de la NMDC comme point de repère du niveau II était compatible avec cette disposition.[900]

4.282. En ce qui concerne l'allégation de l'Inde visant l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC vers le Japon, les États-Unis soulignent qu'il serait circulaire, peu instructif et contraire aux prescriptions de l'article 14 d) de l'Accord SMC de comparer le prix pratiqué par l'entité faisant l'objet de l'enquête avec un autre prix de cette même entité.[901]

4.283. En premier lieu, nous voulons relever que les présentes allégations de l'Inde concernent la question de savoir si les prix à l'exportation du fournisseur de la contribution financière faisant l'objet de l'enquête peuvent être utilisés pour déterminer un prix pratiqué sur le marché mondial et évaluer, par rapport à ce prix sur le marché mondial, si la contribution financière en cause représente "une rémunération moins qu'adéquate" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC. En examinant les allégations "en tant que tel" de l'Inde visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, nous avons dit que les prix servant de points de repère corrects proviendraient normalement du marché du bien en question dans le pays de fourniture. Ainsi, pour déterminer un point de repère aux fins de l'article 14 d), l'autorité chargée de l'enquête doit

[895] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.191.
[896] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.191.
[897] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.191 (faisant référence à la réponse des États-Unis à la question n° 104 du Groupe spécial, paragraphe 60).
[898] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.192 (faisant référence au mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006, analyse de l'observation n° 2, page interne 33).
[899] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.192.
[900] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 45, 55 et 56.
[901] Réponse des États-Unis aux questions posées à l'audience.

d'abord examiner les prix dans le pays, c'est-à-dire les prix des mêmes biens ou des biens semblables sur le marché du pays de fourniture. Nous avons aussi dit que ce n'était que lorsque l'autorité chargée de l'enquête s'était dûment acquittée de son obligation d'examiner s'il y avait dans le pays des prix déterminés par le marché qui reflétaient les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture qu'elle pouvait, conformément à l'article 14 d), utiliser des points de repère de substitution aux fins de l'article 14 d). En outre, nous avons souligné que, lorsque l'autorité chargée de l'enquête estimait qu'elle devait avoir recours à un point de repère autre que les prix dans le pays, elle devait expliquer pourquoi elle le faisait.

4.284. Nous notons qu'un "prix pratiqué sur le marché mondial" est un point de repère de *substitution* auquel les autorités chargées de l'enquête peuvent, dans certaines circonstances, avoir recours aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC. À cet égard, nous rappelons que, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a examiné la question de savoir quels types de points de repère de substitution pourraient être utilisés d'une manière compatible avec l'article 14 d) et a estimé que les méthodes de substitution pour déterminer l'adéquation de la rémunération "pourraient inclure des valeurs de remplacement qui tiennent compte des prix de biens semblables cotés sur les marchés mondiaux, ou des valeurs de remplacement construites sur la base des coûts de production".[902] L'Organe d'appel a rappelé toutefois que, dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête procédait de cette manière, "elle [avait] pour obligation de s'assurer que le point de repère qui en résult[ait] se rapport[ait] ou se réf[érait], ou [était] lié aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture et [devait] refléter le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente, comme le prescri[vait] l'article 14 d)".[903] À notre avis, il s'ensuit que tout prix utilisé afin de déterminer un point de repère de substitution doit se rapprocher des conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Nous notons, à cet égard, que l'Organe d'appel a souligné qu'il était important de faire des ajustements appropriés pour s'assurer que les points de repère de substitution reflétaient les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[904]

4.285. Passant plus spécifiquement à l'allégation de l'Inde concernant l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC aux fins de la détermination d'un point de repère du niveau II, nous estimons que, puisqu'un prix à l'exportation se rapporterait normalement aux conditions du marché existantes sur le marché d'exportation, plutôt que sur le marché du pays de fourniture, ce prix n'est pas en soi un prix dans le pays. À cet égard, l'Organe d'appel a estimé qu'il ne pouvait pas être présumé que les conditions du marché existantes dans un Membre se rapportaient ou se référaient, ou étaient liées aux conditions du marché existantes dans un autre Membre.[905]

4.286. Nous notons que, en rejetant l'allégation de l'Inde, le Groupe spécial a rappelé que, dans le contexte de l'examen de l'allégation "en tant que tel" de l'Inde visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, il avait déjà constaté que l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exigeait pas de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle s'appuie sur les prix intérieurs fixés par les pouvoirs publics pour déterminer les points de repère du marché, parce que "les pouvoirs publics [pouvaient] fixer les prix sur la base de considérations de politique publique plutôt que des principes du marché".[906] En outre, expliquant comment cette logique s'appliquait à l'approche en matière de fixation des prix à l'exportation des pouvoirs publics fournissant un bien particulier, le Groupe spécial a dit que "[p]ar exemple, les pouvoirs publics [pouvaient] fournir des biens à des clients étrangers moyennant une rémunération moins qu'adéquate afin de stimuler la production et l'emploi sur le territoire national".[907]

4.287. En examinant l'appel formé par l'Inde au sujet des constatations du Groupe spécial sur son allégation "en tant que tel" visant le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis, nous avons estimé que le fait que les pouvoirs publics *pouvaient* fixer les prix pour chercher à atteindre des objectifs de politique publique, plutôt qu'à maximiser les bénéfices en fonction du marché, ne permettait pas d'inférer de façon générale que les prix liés aux pouvoirs publics autres que la contribution financière en cause pouvaient être écartés sur la base de présomptions pour déterminer un point de repère aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Nous n'avons donc pas

[902] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106.
[903] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106.
[904] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 108.
[905] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 108.
[906] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.189.
[907] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.189.

souscrit à la conclusion du Groupe spécial dans la mesure où elle donnait à penser que l'article 14 d) n'exigeait pas la prise en considération de prix liés aux pouvoirs publics simplement parce que les pouvoirs publics pouvaient fixer les prix pour chercher à atteindre des objectifs de politique publique. En examinant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC de la détermination d'un point de repère du niveau II est incompatible avec l'article 14 d), il apparaît que le Groupe spécial a fait la même erreur. En particulier, nous ne pensons pas que le fait que les pouvoirs publics en tant que fournisseur *peuvent* fixer leurs prix à l'exportation pour chercher à atteindre des objectifs de politique publique plutôt qu'à maximiser les bénéfices en fonction du marché, permet en soi de conclure que l'article 14 d) n'exige pas la prise en considération de tous les prix à l'exportation des pouvoirs publics en tant que fournisseur afin de déterminer un point de repère de substitution. À notre avis, le raisonnement du Groupe spécial serait forcément erroné en ce qui concerne des prix à l'exportation qui se rapprochent des conditions du marché existantes dans le pays de fourniture et peuvent donc servir de base pour déterminer un point de repère de substitution. S'il peut y avoir des raisons d'exclure un prix à l'exportation fixé par les pouvoirs publics en tant que fournisseur pour déterminer un point de repère de substitution, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité chargée de l'enquête peut *présumer* que le prix à l'exportation fixé par les pouvoirs publics en tant que fournisseur est foncièrement peu fiable. Cela doit être prouvé sur la base d'éléments de preuve que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner de façon à pouvoir fonder sa détermination sur des éléments de preuve positifs versés au dossier.

4.288. Sur la base de son interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle l'USDOC aurait dû utiliser les prix à l'exportation de la NMDC pour déterminer un point de repère du niveau II dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008. Comme il est indiqué plus haut, nous ne souscrivons pas à l'interprétation du Groupe spécial dans la mesure où elle nous donne à penser que l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exige pas des autorités chargées de l'enquête qu'elles prennent en considération les prix des entités liées aux pouvoirs publics pour déterminer un point de repère correct, simplement parce que les pouvoirs publics peuvent fixer les prix pour chercher à atteindre des objectifs de politique publique. À ce stade de notre analyse, nous ne disons pas que les prix à l'exportation en question auraient dû être utilisés par l'USDOC pour déterminer un point de repère du niveau II. En revanche, nous estimons que le motif du rejet par le Groupe spécial de l'allégation de l'Inde, tel qu'il est expliqué plus haut, constitue une erreur de droit. Sur cette base, nous infirmons la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.189 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'USDOC aurait dû utiliser les prix à l'exportation de la NMDC pour déterminer un point de repère du niveau II dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008.

4.289. À la lumière de ce qui précède, il nous reste à examiner si nous pouvons compléter l'analyse juridique et déterminer, en référence à la détermination de l'USDOC, si l'USDOC a exclu à bon droit les prix à l'exportation de la NMDC de sa détermination d'un point de repère du niveau II. Pour compléter l'analyse, les constatations factuelles du Groupe spécial et les données de fait non contestées versées au dossier du Groupe spécial doivent nous fournir une base suffisante pour notre propre analyse.[908]

4.290. Nous notons que, en excluant les prix à l'exportation de la NMDC de sa détermination d'un point de repère du niveau II dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008, l'USDOC a expliqué ce qui suit: "[p]arce que [les prix à l'exportation de la NMDC] sont liés précisément aux pouvoirs publics en tant que fournisseur des biens en cause, nous n'utiliserions *normalement* pas ces prix à des fins de comparaison dans le cadre [du niveau I ou du niveau II] dans les cas où d'autres données plus appropriées pour servir de points de repère sont disponibles".[909] Tout d'abord, il apparaît que, en déclarant qu'il n'utiliserait "normalement" pas les prix à l'exportation des pouvoirs publics en tant que fournisseur dans le cadre d'une enquête visant à déterminer un

[908] Voir, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 27; *CE – Volailles*, paragraphe 156; *CE – Hormones*, paragraphe 222; *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 123 et 124; *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 112; *États-Unis – FSC*, paragraphe 133; *Australie – Saumons*, paragraphes 117 et 118; *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 150 et 172; *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 352; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphes 1174 à 1178; *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphes 1272 à 1274; et *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.124.

[909] Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, analyse de l'observation n° 11, page interne 50. (pas d'italique dans l'original)

point de repère du niveau II, l'USDOC reconnaît qu'il ne lui est pas interdit d'utiliser ces prix pour déterminer un point de repère du niveau II. En tout état de cause, l'USDOC a exclu les prix à l'exportation de la NMDC de la détermination d'un point de repère du niveau II parce que, à son avis, d'autres données pouvant servir de points de repère étaient "plus appropriées" étant donné que les prix à l'exportation de la NMDC en cause provenaient précisément des pouvoirs publics en tant que fournisseur faisant l'objet de l'enquête. Nous attendrions de l'autorité chargée de l'enquête, qui choisit un point de repère de substitution aux fins de l'article 14 d) de l'Accord SMC, qu'elle considère avec prudence les prix à l'exportation provenant précisément des pouvoirs publics en tant que fournisseur faisant l'objet de l'enquête. Or, l'USDOC n'a pas expliqué pourquoi, dans ce cas, il excluait des prix qu'il avait auparavant utilisés, dans le réexamen administratif de 2004, pour déterminer un point de repère du niveau II. Nous avons dit qu'un groupe spécial devait examiner si les conclusions auxquelles était parvenue l'autorité chargée de l'enquête étaient motivées et adéquates, et qu'un tel examen devait être critique et être fondé sur les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité dans son rapport publié.[910] Nous ne considérons pas que l'USDOC a fourni dans sa détermination une explication motivée et adéquate des raisons pour lesquelles les données destinées à servir de point de repère sur lesquelles il s'était appuyé, à savoir les prix sur le marché mondial de l'Australie et du Brésil, étaient plus appropriées que les données servant de point de repère sur lesquelles il s'était auparavant appuyé mais qu'il avait ensuite exclues, à savoir les prix à l'exportation de la NMDC en cause. Par conséquent, nous constatons que l'exclusion par l'USDOC de ces prix est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.291. Nous notons que l'Inde affirme également en appel que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son allégation selon laquelle l'USDOC, contrairement aux prescriptions du texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC, n'avait pas "expliqué de manière adéquate" son traitement incompatible des prix à l'exportation de la NMDC dans l'examen administratif de 2004, d'une part, et dans les réexamens administratifs de 2006, 2007 et 2008, d'autre part.[911] À notre avis, l'allégation de l'Inde au titre du texte introductif de l'article 14 est pour l'essentiel tranchée par notre examen de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d). Pour les raisons exposées plus haut, nous estimons que, contrairement à ce que le Groupe spécial a constaté, l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC en question de sa détermination d'un point de repère du niveau II n'est pas expliquée de manière adéquate aux fins du texte introductif de l'article 14. Nous infirmons donc aussi la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.192 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'explication donnée par l'USDOC de l'exclusion des prix à l'exportation de la NMDC était incompatible avec les prescriptions du texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC, et constatons que l'exclusion par l'USDOC de ces prix est incompatible avec le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC.

4.4.2.1.3 Allégations de l'Inde concernant l'utilisation des prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère

4.292. Nous passons à présent à l'examen des allégations de l'Inde concernant l'utilisation par l'USDOC des prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate. Devant le Groupe spécial, l'Inde a allégué que l'utilisation par l'USDOC de ces prix comme points de repère était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Premièrement, l'Inde a allégué que l'utilisation de tels points de repère était incompatible avec la prescription de l'article 14 d) voulant que l'adéquation de la rémunération soit évaluée par rapport aux "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture.[912] Deuxièmement, l'Inde a affirmé que l'utilisation de tels points de repère était incompatible avec l'article 14 d) parce qu'elle annulait l'avantage comparatif

[910] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Pneumatiques (Chine)*, paragraphe 123.

[911] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 463. Bien que l'Inde allègue en appel que le Groupe spécial n'a pas "évalué objectivement" son allégation visant les prescriptions du texte introductif de l'article 14, il nous apparaît que, en fin de compte, l'allégation de l'Inde porte sur l'application par le Groupe spécial des prescriptions du texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC aux faits. À cet égard, l'Inde affirme que "le Groupe spécial a commis une erreur de droit en appliquant les prescriptions du texte introductif de l'article 14 aux faits de la cause en l'espèce". (*Ibid.*, paragraphe 464) Nous examinons donc l'allégation de l'Inde comme une contestation de l'application par le Groupe spécial du critère juridique découlant du texte introductif de l'article 14 et, par conséquent, il n'y a aucune raison d'examiner séparément si le Groupe spécial, en évaluant l'allégation de l'Inde au titre du texte introductif de l'article 14, a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

[912] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 310 et 311.

dont l'Inde bénéficiait du point de vue de sa capacité d'approvisionner ses producteurs d'acier en minerai de fer localement.[913] Le Groupe spécial a rejeté les allégations de l'Inde. En appel, l'Inde allègue que, en établissant ses constatations, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC, et a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[914]

4.293. Pour examiner l'appel de l'Inde, nous commencerons par exposer brièvement les constatations du Groupe spécial puis nous les examinerons à la lumière des arguments présentés par les participants à l'appel.

4.4.2.1.3.1 Constatations du Groupe spécial

4.294. Pour examiner les allégations de l'Inde, le Groupe spécial a d'abord analysé si, comme l'Inde le faisait valoir, les points de repère pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate auraient dû être fixés à un niveau départ mine, plutôt qu'à un niveau "à la livraison". Le Groupe spécial a considéré que l'argument de l'Inde était fondé sur son allégation "en tant que tel" selon laquelle l'utilisation obligatoire des prix "à la livraison", au titre de l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis, était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Notant qu'il avait rejeté cette allégation au motif qu'il n'était pas nécessaire que les points de repère du marché qui se rapportaient aux "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture correspondent aux modalités contractuelles auxquelles les pouvoirs publics en tant que fournisseur vendaient leurs biens, le Groupe spécial a aussi rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle l'USDOC avait agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC en utilisant des prix servant de points de repère fixés au niveau livraison, alors que les prix étaient fixés par la NMDC au niveau départ mine.[915]

4.295. Le Groupe spécial a ensuite évalué si, comme l'Inde le faisait valoir, les prix "à la livraison" du Brésil et de l'Australie ne reflétaient pas "les conditions du marché existantes" en Inde, suivant les prescriptions de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a fait observer que le prix brésilien utilisé par l'USDOC était fondé sur une transaction réelle dans laquelle un producteur d'acier indien avait acheté du minerai de fer à une mine brésilienne sur la base d'un prix à la livraison. Il a estimé que comme la transaction avait été effectuée par un producteur d'acier indien établi en Inde, elle se rapportait nécessairement aux conditions du marché existantes en Inde. Le Groupe spécial a donc constaté que le prix brésilien, incluant les frais de livraison, reflétait les conditions du marché existantes en Inde et s'y rapportait, comme l'exigeait l'article 14 d).[916]

4.296. En outre, le Groupe spécial a fait observer que, au cours de l'enquête en matière de droits compensateurs, des responsables de la NMDC avaient expliqué que la NMDC fixait ses prix intérieurs en fonction de la concurrence que lui faisaient l'Australie et le Brésil, et par conséquent du prix qu'un producteur d'acier indien serait prêt à payer pour importer du minerai de fer des mines de ces pays. Étant donné que ces prix indiquaient ce qu'un producteur d'acier indien serait "prêt à payer" pour importer du minerai de fer de l'Australie et du Brésil, le Groupe spécial a rejeté l'affirmation de l'Inde selon laquelle les prix australiens et brésiliens, ajustés pour tenir compte de la livraison aux producteurs d'acier en Inde, ne se rapportaient pas aux conditions du marché existantes en Inde.[917]

4.297. Enfin, le Groupe spécial a examiné l'argument de l'Inde selon lequel l'utilisation par l'USDOC des prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère annulait son avantage comparatif en ce qui concerne le minerai de fer. Notant la déclaration de l'Inde selon laquelle "l'avantage comparatif pour [un pays possédant des ressources naturelles] [tenait] au fait que les utilisateurs des ressources naturelles [pouvaient] en acheter sans avoir à supporter les coûts et les risques liés à leur importation depuis un autre pays", le Groupe spécial a considéré que l'argument de l'Inde relatif à l'avantage comparatif était fondé sur l'existence de minerai de fer en Inde.[918] Étant donné les éléments de preuve versés au dossier établissant que les

[913] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 305 à 309.
[914] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 448 et 449.
[915] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.173.
[916] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.181.
[917] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.182.
[918] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.184 (citant la première communication de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 305).

producteurs d'acier indiens importaient effectivement du minerai de fer de l'étranger et que la NMDC fixait ses prix intérieurs en fonction de la concurrence des importations, le Groupe spécial a estimé qu'il n'y avait aucun fondement factuel à l'argument selon lequel l'avantage comparatif de l'Inde était tel que les utilisateurs de minerai de fer n'avaient pas besoin d'effectuer des transactions à l'importation. En conséquence, le Groupe spécial a rejeté l'argument de l'Inde voulant que les points de repère "à la livraison" appliqués par l'USDOC annulaient son avantage comparatif.[919]

4.298. Pour les raisons qui précèdent, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation des prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.4.2.1.3.2 Allégations de l'Inde en appel

4.299. En appel, l'Inde affirme que, en rejetant ses allégations, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d), et a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Pour examiner les allégations formulées par l'Inde en appel, nous commençons par traiter les allégations de l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Nous procéderons ensuite à l'examen de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.300. Premièrement, l'Inde affirme que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil reflétaient les "conditions du marché existantes" en Inde. De l'avis de l'Inde, l'expression "conditions du marché existantes" fait référence aux conditions existantes sur le marché en général, par opposition à des actes isolés de différents intervenants sur le marché en question. Ainsi, l'évaluation des "conditions du marché existantes" pour des pays ayant à la fois des transactions à l'importation et des transactions intérieures pour un bien particulier dépendra d'une analyse qualitative et quantitative des deux types de transaction. L'Inde affirme que le simple fait qu'un producteur d'acier a acheté du minerai de fer au Brésil lors d'une transaction isolée dans le cadre de laquelle il a payé un prix "à la livraison" pour ce minerai de fer ne peut pas être considéré comme représentant les conditions génériques applicables au marché indien. De même, l'Inde estime que le recours du Groupe spécial à une déclaration de responsables de la NMDC selon laquelle celle-ci fixerait les prix du minerai de fer sur la base de ce que les producteurs d'acier sont prêts à payer pour importer ce minerai ne signifie pas que tous les fournisseurs de minerai de fer sur le marché se sont comportés de cette manière. L'Inde affirme que les éléments de preuve versés au dossier montrent qu'il y avait d'autres fournisseurs nationaux de minerai de fer en Inde et que le minerai de fer n'était pas fourni sur la base du prix "à la livraison". Ainsi, l'Inde fait valoir que le recours du Groupe spécial à des "transactions à l'importation isolées" impliquant un paiement du minerai de fer sur la base du prix "à la livraison" pour établir que ces transactions reflétaient les "conditions du marché existantes" en Inde étaient fondées sur une interprétation incorrecte de l'expression "conditions du marché existantes" employée à l'article 14 d) de l'Accord SMC.[920]

4.301. Les États-Unis répondent que les arguments de l'Inde sont fondés sur une lecture incorrecte de l'article 14 d) de l'Accord SMC et des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Les États-Unis affirment que l'article 14 d) ne prescrit pas, contrairement à ce que l'Inde fait valoir, à l'autorité chargée de l'enquête de procéder à une analyse qualitative et quantitative complète de la structure de l'offre et de la demande d'un pays pour un bien particulier afin de déterminer si les pouvoirs publics fournissent des biens moyennant une rémunération moins qu'adéquate. En fait, l'article 14 d) prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue du bénéficiaire des biens fournis par les pouvoirs publics, par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture.[921]

4.302. Nous rappelons que, dans le contexte de l'examen des allégations "en tant que tel" de l'Inde concernant l'utilisation obligatoire de prix "à la livraison" au titre de

[919] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.185.
[920] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 452 à 454.
[921] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 290.

l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis, nous avons examiné plus haut dans quelle mesure les prix sortie usine pouvaient être utilisés aux fins d'une comparaison concernant l'avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Premièrement, nous avons estimé qu'interpréter l'expression "conditions du marché existantes" comme faisant uniquement référence aux conditions fixées par les fournisseurs du bien en question était en contradiction avec l'idée bien établie qu'une contribution financière des pouvoirs publics conférait un avantage si, avec elle, le bénéficiaire était "mieux loti" qu'il ne l'aurait été en l'absence de contribution.[922] Nous avons donc considéré qu'une détermination de l'adéquation de la rémunération par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture devait prendre en compte l'ensemble du coût qu'engendrait pour le bénéficiaire la réception du bien fourni par les pouvoirs publics en question. En outre, nous avons noté que le terme "transport" était explicitement cité au nombre des "conditions du marché existantes" indiquées à titre exemplatif dans la deuxième phrase de l'article 14 d), et avons considéré que cela confirmait que les coûts associés au transport du bien en question étaient un facteur qui devait être pris en considération pour déterminer, conformément à l'article 14 d), l'adéquation de la rémunération par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture. Nous avons donc considéré que l'utilisation de prix sortie usine aux fins d'une comparaison concernant l'avantage au titre de l'article 14 d) ne prendrait pas en compte l'ensemble du coût qu'engendrait pour le bénéficiaire la réception du bien fourni par les pouvoirs publics en question, et ne permettrait donc pas d'évaluer si, avec la contribution financière en cause, le bénéficiaire était mieux loti qu'il ne l'aurait été en l'absence de contribution.

4.303. Compte tenu de ces considérations concernant l'utilisation de prix sortie usine aux fins d'une analyse de l'avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, nous sommes en désaccord avec l'Inde dans la mesure où celle-ci laisse entendre que l'USDOC était tenu d'utiliser des prix sortie usine pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate.

4.304. Bien que nous ayons constaté que l'USDOC n'était pas tenu de procéder à une comparaison concernant l'avantage au niveau sortie usine, nous devons examiner si, comme l'Inde le fait valoir, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil utilisés comme points de repère par l'USDOC reflétaient les conditions du marché existantes en Inde. L'Inde affirme que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) de l'Accord SMC dans la mesure où il s'est appuyé sur des "transactions isolées" pour établir que les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil reflétaient les "conditions du marché existantes" en Inde. L'élément central de l'allégation de l'Inde est que les "conditions du marché existantes", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, font référence aux conditions existantes sur le marché en général, par opposition à des actes isolés de différents intervenants sur le marché en question.

4.305. Dans le contexte de l'examen de l'allégation "en tant que tel" de l'Inde visant l'utilisation de prix "à la livraison" au titre de l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis, nous avons estimé qu'une évaluation des "conditions du marché existantes", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, impliquait nécessairement une analyse du marché en général, parce que ce n'était qu'au moyen d'une telle analyse qu'une conclusion pouvait être tirée quant aux conditions qui étaient "existantes" sur ce marché. De plus, nous avons estimé que, dans la mesure où des ajustements pour tenir compte des frais de livraison étaient requis pour procéder à une évaluation correcte de l'avantage dans le contexte de l'article 14 d), tous les ajustements de ce type devaient refléter les frais de livraison généralement applicables pour le bien en question dans le pays de fourniture. Par exemple, nous avons noté que, dans les cas où l'incidence des importations du bien en question était minime par rapport aux transactions intérieures de ce bien, il pouvait ne pas être approprié de comparer un prix servant de point de repère, ajusté pour refléter les frais de livraison internationale, avec le prix des pouvoirs publics, ajusté pour refléter les frais de livraison locale, parce que, dans ce cas de figure précis, les frais de livraison internationale pouvaient ne pas refléter les frais de livraison généralement applicables pour le bien en question dans le pays de fourniture. Nous avons par ailleurs considéré que, en pareil cas, il pouvait être nécessaire à l'autorité chargée de l'enquête d'apporter des ajustements au prix servant de point de repère pour refléter des frais de livraison qui se rapprochaient des frais de livraison généralement applicables pour le bien pertinent dans le pays de fourniture.

[922] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 157.

4.306. Les considérations qui précèdent donnent à penser que, pour évaluer l'adéquation de la rémunération par rapport aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture, comme l'exige l'article 14 d) de l'Accord SMC, il peut être nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête recueille et examine des éléments de preuve concernant les conditions du marché existantes pour le bien en question, y compris les frais de livraison généralement applicables pour ce bien. Comme nous l'avons dit, il incombe aux autorités chargées de l'enquête d'effectuer l'analyse nécessaire pour déterminer, sur la base des renseignements fournis par les requérants et les entreprises interrogés dans une enquête en matière de droits compensateurs, si les prix servant de points de repère proposés sont déterminés par le marché et reflètent donc les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture de sorte qu'ils peuvent servir à déterminer si la rémunération est moins qu'adéquate. Une évaluation des "conditions du marché existantes", au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC, implique nécessairement une analyse du marché en général pour pouvoir tirer une conclusion quant aux conditions qui sont "existantes" sur ce marché.

4.307. L'Inde reproche au Groupe spécial de s'appuyer sur des "transactions isolées" pour établir que les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil – tenant compte des droits d'importation et du fret maritime pour l'Inde – se rapportent aux conditions du marché existantes pour le minerai de fer en Inde. Il nous apparaît que l'Inde affirme que les frais de livraison internationale ne sont pas représentatifs des "conditions du marché existantes" pour le minerai de fer en Inde. Nous devons donc examiner les éléments de preuve sur lesquels le Groupe spécial s'est appuyé pour constater que les prix "à la livraison" en question reflétaient les conditions du marché existantes pour le minerai de fer en Inde.

4.308. En ce qui concerne le prix brésilien "à la livraison", nous rappelons que le Groupe spécial a fait observer que ce prix était fondé sur une transaction réelle dans laquelle un producteur d'acier indien avait acheté du minerai de fer à une mine brésilienne sur la base d'un prix à la livraison. Le Groupe spécial a estimé que, comme la transaction avait été effectuée par un producteur d'acier indien établi en Inde, elle se rapportait nécessairement aux conditions du marché existantes en Inde. En conséquence, de l'avis du Groupe spécial, le prix brésilien, incluant les frais de livraison internationale, reflétait les conditions du marché existantes en Inde et s'y rapportait conformément aux prescriptions de l'article 14 d).[923]

4.309. En appel, l'Inde affirme que le simple fait qu'un producteur d'acier a acheté du minerai de fer au Brésil lors d'une transaction isolée dans le cadre de laquelle il a payé un prix "à la livraison" ne peut pas être considéré comme représentant les conditions générales applicables au marché indien. Nous jugeons fondé l'argument de l'Inde selon lequel une transaction à l'importation isolée concernant un bien peut ne pas nécessairement refléter les conditions du marché existantes pour ce bien dans le pays de fourniture. À notre avis, le fait qu'un importateur a payé un prix, incluant les frais de livraison internationale, pour un bien particulier peut, en tant qu'élément de preuve, donner quelque indication quant aux frais de livraison généralement applicables pour ce bien dans le pays de fourniture. Toutefois, nous ne pensons pas qu'il peut être inféré, sans autre, qu'une seule transaction à l'importation isolée concernant un bien particulier reflète les conditions du marché existantes pour ce bien dans le pays de fourniture, ou s'y rapporte.

4.310. Passant aux prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil plus généralement, nous rappelons que le Groupe spécial a fait référence aux éléments de preuve versés au dossier et a observé que, au cours de l'enquête en matière de droits compensateurs, des responsables de la NMDC avaient expliqué que la NMDC fixait ses prix intérieurs en fonction de la concurrence que lui faisaient l'Australie et le Brésil, et par conséquent du prix qu'un producteur d'acier indien serait prêt à payer pour importer du minerai de fer des mines de ces pays. Le Groupe spécial a estimé que, puisque les prix "à la livraison" en question indiquaient ce qu'un producteur d'acier indien serait "prêt à payer" pour importer du minerai de fer de l'Australie et du Brésil, ils se rapportaient forcément aux conditions du marché existantes en Inde.[924]

4.311. Tout d'abord, nous sommes préoccupés à plusieurs égards par le fait que le Groupe spécial s'est appuyé sur la déclaration mentionnée plus haut pour rejeter les allégations de l'Inde. Premièrement, nous notons que la déclaration sur laquelle le Groupe spécial s'est appuyé en rejetant les allégations de l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC n'est pas mentionnée dans les déterminations de l'USDOC mais figure, en revanche, dans un document versé au dossier

[923] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.181.
[924] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.182.

administratif de l'USDOC.[925] Nous avons dit qu'un groupe spécial devait examiner si les conclusions auxquelles était parvenue l'autorité chargée de l'enquête étaient motivées et adéquates, et qu'un tel examen devait être critique et être fondé sur les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité chargée de l'enquête, dans son rapport publié.[926] Par conséquent, il doit y avoir, dans les déterminations de l'autorité chargée de l'enquête, une explication de la manière dont les éléments de preuve versés au dossier étayent ses conclusions factuelles. Or, nous ne trouvons pas, dans la détermination de l'USDOC, de référence à la déclaration sur laquelle le Groupe spécial s'est appuyé ni d'explication de la manière dont cette déclaration étaye la conclusion que les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil se rapportent aux conditions du marché existantes en Inde. Nous sommes préoccupés du fait qu'il apparaît que le Groupe spécial a fondé son évaluation des allégations de l'Inde au titre de l'article 14 d) sur des éléments de preuve se trouvant dans le dossier administratif de l'USDOC plutôt que sur le raisonnement fourni par l'USDOC dans sa détermination écrite.

4.312. Deuxièmement, il ne nous apparaît pas clairement que la déclaration sur laquelle le Groupe spécial s'est appuyé permette l'inférence que le Groupe spécial a fini par faire. Comme il est dit plus haut, le Groupe spécial s'est appuyé sur une déclaration faite par des responsables de la NMDC selon laquelle, pour fixer le prix du minerai de fer sur le marché intérieur, la "NMDC examin[ait] le prix international négocié afin de déterminer quel prix l'acheteur serait prêt à payer à l'importation".[927] Il n'a pas été contesté devant le Groupe spécial, et les participants ne contestent pas en appel, que la référence au "prix international négocié" n'est pas une référence à un prix incluant les frais de livraison internationale, mais une référence à des prix figurant dans le rapport Tex qui ne tiennent pas compte du coût de la livraison internationale. En effet, lorsqu'il a utilisé le prix "à la livraison" de l'Australie comme point de repère, l'USDOC a ajusté ce prix, comme indiqué dans le rapport Tex, pour tenir compte du coût de la livraison internationale pour l'Inde. Par conséquent, la déclaration sur laquelle le Groupe spécial s'est appuyé ne permet, à notre avis, pas *nécessairement* d'inférer que les prix intérieurs de la NMDC étaient fixés en fonction des prix internationaux incluant les frais de livraison internationale.

4.313. En tout état de cause, nous avons estimé qu'une évaluation des "conditions du marché existantes" au sens de l'article 14 d) de l'Accord SMC impliquait nécessairement une analyse du marché en général, plutôt que de transactions isolées sur ce marché. Comme nous l'avons expliqué, ce n'est qu'au moyen d'une telle analyse qu'une conclusion peut être tirée quant aux conditions qui sont "existantes" sur le marché du pays de fourniture. Par conséquent, dans la mesure où des ajustements pour tenir compte des frais de livraison sont requis pour procéder à une évaluation correcte de l'avantage dans le contexte de l'article 14 d), tous les ajustements de ce type doivent refléter les frais de livraison généralement applicables pour le bien en question dans le pays de fourniture. Nous notons que la déclaration sur laquelle le Groupe spécial s'est appuyé est uniquement axée sur la NMDC. Nous considérons que, sans autre explication ni justification, des éléments de preuve axés sur un fournisseur du bien en question dans le pays de fourniture peuvent ne pas être suffisants pour établir les conditions du marché existantes pour ce bien.

4.314. Compte tenu des considérations qui précèdent, nous ne considérons pas que le Groupe spécial a conclu à juste titre que les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil reflétaient les conditions du marché existantes en Inde. Nous considérons donc que, en rejetant l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, le Groupe spécial a fait erreur dans son application de cette disposition. Par conséquent, nous infirmons les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.183 et 7.185 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation par l'USDOC des prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.315. Nous devons donc examiner si nous pouvons compléter l'analyse juridique et déterminer s'il y a une base suffisante dans la détermination de l'USDOC pour étayer une constatation indiquant que les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil reflètent les conditions du marché

[925] Rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens (pièce USA-114 présentée au Groupe spécial), pages 6 et 7.

[926] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Pneumatiques (Chine)*, paragraphe 123.

[927] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.182 (citant le rapport de vérification de 2004 concernant les pouvoirs publics indiens, pages 6 et 7).

existantes, y compris les frais de livraison généralement applicables, pour le minerai de fer en Inde.

4.316. Nous avons constaté plus haut que, en rejetant les allégations de l'Inde, il apparaissait que le Groupe spécial avait axé son analyse sur des éléments de preuve figurant dans le dossier administratif de l'USDOC, et non sur le raisonnement fait par l'USDOC dans sa détermination écrite. Sur la base de notre propre examen de la détermination de l'USDOC, il apparaît que l'USDOC a considéré qu'un prix pratiqué sur le marché mondial, comme les prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil, dont "les acheteurs dans le pays en question pouvaient bénéficier", "inclu[ait] nécessairement les coûts connexes, y compris les frais d'expédition".[928] Nous ne considérons pas que l'USDOC a fourni dans sa détermination une explication motivée et adéquate pour conclure que les prix pratiqués sur le marché mondial de l'Australie et du Brésil, ajustés pour tenir compte du coût de la livraison internationale pour l'Inde, se rapportaient aux "conditions du marché existantes" pour le minerai de fer en Inde. Comme nous l'avons constaté plus haut, une analyse des conditions du marché existantes dans le pays de fourniture nécessite une analyse du marché en général en vue de parvenir à une conclusion sur les conditions existantes sur ce marché. Il ne ressort pas de la détermination de l'USDOC que celui-ci a dûment déterminé que les prix "à la livraison" en question se rapportaient aux conditions du marché existantes en Inde.

4.317. Compte tenu des considérations qui précèdent, nous estimons que l'USDOC n'a pas fourni une explication motivée et adéquate des éléments sur lesquels il s'est fondé pour utiliser les prix "à la livraison" de l'Australie et de l'Inde comme points de repère pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate. Nous constatons donc que l'utilisation par l'USDOC de ces prix comme points de repère pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

4.318. L'Inde allègue en outre en appel que, en s'appuyant sur une déclaration isolée de responsables de la NMDC figurant dans le dossier comme base pour rejeter les allégations de l'Inde au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC, le Groupe spécial a justifié la détermination de l'USDOC sur une base à laquelle l'USDOC lui-même n'avait pas fait référence, n'a pas tenu compte d'éléments de preuve importants versés au dossier et, par conséquent, a agi d'une manière incompatible avec son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[929]

4.319. De notre point de vue, l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord concerne des questions que nous avons déjà traitées en examinant les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC. Comme nous avons constaté que le Groupe spécial avait fait erreur dans son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC en rejetant les allégations de l'Inde, nous nous abstenons d'examiner plus avant l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.320. Enfin, l'Inde demande, si nous constatons que l'utilisation par l'USDOC des prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil comme points de repère est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, que nous constations aussi que la détermination de l'USDOC selon laquelle les pouvoirs publics indiens fournissaient du minerai de fer et du charbon moyennant une rémunération moins qu'adéquate au moyen de l'octroi de droits d'exploitation exclusifs, est incompatible avec l'article 14 d).[930]

4.321. En ce qui concerne la fourniture de minerai de fer par les pouvoirs publics indiens, nous notons que, pour calculer l'avantage, l'USDOC a utilisé comme point de repère du niveau II le même prix australien "à la livraison" que celui qu'il avait utilisé pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate.[931] Nous avons constaté plus haut que l'USDOC n'avait pas fourni, dans sa détermination, une explication motivée et adéquate

[928] Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2007, analyse de l'observation n° 13, page interne 55.

[929] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 448.

[930] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 459 et 460.

[931] L'USDOC a comparé ce point de repère du niveau II avec un prix des pouvoirs publics construit pour déterminer si les pouvoirs publics indiens fournissaient du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate. Dans la prochaine sous-section, nous examinerons la contestation par l'Inde des constatations du Groupe spécial concernant l'utilisation par l'USDOC d'un prix des pouvoirs publics construit pour le minerai de fer et le charbon.

des éléments sur lesquels il s'était fondé pour utiliser ce prix comme point de repère et que, par conséquent, l'utilisation par l'USDOC de ce point de repère était incompatible avec l'article 14 d). Il s'ensuit que, pour les mêmes raisons, l'utilisation par l'USDOC de ce point de repère pour calculer l'avantage dans le contexte de la fourniture par les pouvoirs publics indiens de minerai de fer au moyen de l'octroi de droits d'exploitation exclusifs est également incompatible avec l'article 14 d). Toutefois, puisque le Groupe spécial a déjà constaté que l'utilisation de ce point de repère s'agissant de la fourniture de minerai de fer au moyen de droits d'exploitation exclusifs était incompatible avec l'article 14 d) pour d'autres motifs, qui n'ont pas fait l'objet d'un appel par les États-Unis, nous ne modifions pas cette constatation du Groupe spécial.[932]

4.322. S'agissant de la fourniture de charbon par les pouvoirs publics indiens, nous notons que, pour calculer l'avantage, l'USDOC a utilisé un point de repère du niveau I fondé sur les prix réels "à la livraison" payés par une entreprise indienne pour importer du charbon d'un fournisseur du secteur privé en Australie. L'Inde fait valoir que, *en conséquence* de notre constatation selon laquelle l'utilisation par l'USDOC des prix "à la livraison" pour le minerai de fer de l'Australie et du Brésil comme points de repère était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, nous devons constater également que l'utilisation par l'USDOC des prix d'importation réels "à la livraison" pour le charbon de l'Australie était aussi incompatible avec l'article 14 d). Toutefois, nous ne considérons pas que nos constatations concernant l'utilisation par l'USDOC des prix "à la livraison" pour le minerai de fer ont une telle conséquence. Le point de repère utilisé pour évaluer l'avantage dans le contexte de la fourniture de charbon par les pouvoirs publics indiens au moyen de l'octroi de droits d'exploitation exclusifs est différent du point de repère utilisé pour évaluer l'avantage dans le cas de la fourniture de minerai de fer par les pouvoirs publics indiens ou la NMDC.[933] Il n'y a donc pas d'éléments pouvant servir de base à la demande corolaire de l'Inde puisqu'elle concerne le point de repère utilisé par l'USDOC pour évaluer si les pouvoirs publics indiens fournissaient du charbon moyennant une rémunération moins qu'adéquate au moyen de l'octroi de droits d'exploitation exclusifs. Nous rejetons donc la demande de l'Inde.

4.4.2.2 Allégations de l'Inde concernant les droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer et le charbon

4.323. Nous passons maintenant à l'appel de l'Inde visant le rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle l'utilisation par l'USDOC d'une méthode pour construire un prix des pouvoirs publics pour le minerai de fer et le charbon était incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC. S'agissant des octrois de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon, l'USDOC a déterminé l'avantage en construisant des prix des pouvoirs publics, qu'il a ensuite comparés avec des points de repère du niveau I et du niveau II. L'USDOC a construit les prix des pouvoirs publics en calculant les redevances payées aux pouvoirs publics indiens pour les droits d'exploitation, et en ajoutant ensuite les coûts unitaires d'exploitation associés à l'extraction de minerai de fer et de charbon.[934] Nous résumons ci-dessous les constatations du Groupe spécial avant d'examiner les allégations formulées par l'Inde en appel.

4.4.2.2.1 Constatations du Groupe spécial

4.324. L'Inde a fait valoir devant le Groupe spécial que, comme les pouvoirs publics indiens avaient seulement accordé les droits d'extraire les minerais, et non les minerais extraits eux-mêmes, l'USDOC avait violé les articles 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC en appliquant, pour

[932] Le Groupe spécial a constaté que l'utilisation de ce point de repère du niveau II afin de déterminer si la fourniture par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation exclusifs pour le minerai de fer conférait un avantage était incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC, au motif que l'USDOC n'avait pas pris en considération certains renseignements sur les prix intérieurs pour le minerai de fer comme points de repère du niveau I. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.158.)

[933] En outre, nous notons que l'Inde ne nous a pas présenté d'arguments spécifiques sur les prix à l'importation réels "à la livraison" pour le charbon de l'Australie que l'USDOC a utilisés comme points de repère du niveau I.

[934] Le Groupe spécial a dit que l'USDOC construisait les prix des pouvoirs publics "en calculant un prix unitaire pour les redevances d'exploitation exclusive versées aux pouvoirs publics indiens, et en ajoutant ensuite les coûts unitaires d'exploitation, qui couvraient les matières premières, la main-d'œuvre, l'amortissement, les frais généraux et les redevances". (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.254) En réponse à des questions posées à l'audience, les participants ont précisé que les paiements aux pouvoirs publics indiens étaient seulement composés de redevances, et que ces paiements n'étaient pas pris en compte séparément dans les coûts construits associés à l'extraction.

déterminer l'avantage, une méthode qui comparaît un prix des pouvoirs publics construit pour les minerais extraits avec des prix servant de points de repère. L'Inde a estimé que les coûts supportés par un exploitant indien pour extraire le minerai et le bénéfice raisonnable, s'il y en avait un, que cet exploitant pouvait obtenir de l'utilisation et de la vente de ce minerai extrait ne pouvaient pas faire partie de la "rémunération" que les pouvoirs publics indiens devaient recevoir.[935] Selon l'Inde, l'USDOC aurait dû évaluer l'adéquation de la rémunération destinée aux pouvoirs publics indiens avant d'évaluer s'il y avait un quelconque avantage conféré au bénéficiaire. L'Inde a soutenu que l'USDOC aurait dû évaluer l'adéquation de la rémunération destinée aux pouvoirs publics indiens en analysant le taux de redevance prélevé par ceux-ci par rapport aux taux de redevance prélevés dans d'autres pays.[936]

4.325. Le Groupe spécial a estimé que l'allégation de l'Inde visant la méthode fondée sur des prix construits de l'USDOC reposait sur deux arguments qu'il avait déjà rejetés. Premièrement, comme il avait constaté que l'octroi de droits d'exploitation constituait une fourniture de biens au sens de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC, le Groupe spécial a rejeté l'argument de l'Inde selon lequel seul le droit d'extraire les minerais, et non les minerais extraits eux-mêmes, avait été octroyé aux producteurs d'acier. Deuxièmement, sur la base du rejet de l'affirmation de l'Inde selon laquelle l'adéquation de la rémunération devrait être évaluée du point de vue des pouvoirs publics, le Groupe spécial a estimé que l'USDOC était en droit d'évaluer l'adéquation de la rémunération du point de vue du bénéficiaire en utilisant une méthode de fixation des points de repère. Le Groupe spécial a conclu que, puisque l'USDOC avait besoin d'un prix des pouvoirs publics pour le bien fourni pour le comparer avec les points de repère pertinents, il était raisonnable qu'il construise un prix des pouvoirs publics pour les minerais extraits. Le Groupe spécial a donc rejeté l'allégation de l'Inde selon laquelle une telle méthode était incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC.[937]

4.326. Le Groupe spécial a par ailleurs noté que l'Inde avait aussi allégué que l'utilisation par l'USDOC d'une méthode fondée sur des prix construits était incompatible avec le principe de la bonne foi. Le Groupe spécial a souscrit au point de vue des États-Unis selon lequel l'allégation de l'Inde relative au principe de la bonne foi ne relevait pas du mandat du Groupe spécial puisqu'elle ne figurait pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde.[938]

4.4.2.2.2 Utilisation par le Groupe spécial d'une méthode pour construire les prix des pouvoirs publics pour le minerai de fer et le charbon

4.327. L'Inde affirme principalement en appel que le Groupe spécial a fait erreur au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC en approuvant la méthode fondée sur des prix construits de l'USDOC. Elle considère que, puisque les pouvoirs publics indiens octroyaient des droits d'exploitation et recevaient des redevances en échange, la "rémunération" au titre de l'article 14 d) ne peut être que le montant effectif reçu par les pouvoirs publics indiens. Elle soutient que la méthode utilisée par l'USDOC pour déterminer l'avantage est erronée et que, à la place, l'USDOC aurait dû déterminer si le prix des pouvoirs publics était fixé conformément aux principes du marché. L'Inde allègue également que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en refusant d'évaluer son allégation selon laquelle la méthode de l'USDOC n'était pas conforme à une interprétation de bonne foi de l'article 14 d).

4.328. Les États-Unis soutiennent que l'allégation de l'Inde est fondée sur l'idée que la rémunération devrait être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur. Ils relèvent que le Groupe spécial a constaté que l'Inde n'avait pas contesté les calculs eux-mêmes, mais uniquement le fait que la méthode de base ne calculait pas l'avantage du point de vue des pouvoirs publics. De plus, les États-Unis demandent à l'Organe d'appel de rejeter l'appel de l'Inde

[935] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.256.
[936] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.257.
[937] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.260.
[938] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.261. Nous notons que le Groupe spécial a ensuite évalué la mise en cause par l'Inde de certains aspects des points de repère fondés sur les prix du niveau I et du niveau II avec lesquels les prix des pouvoirs publics construits pour le minerai de fer et le charbon avaient été comparés. Dans ce cas, le Groupe spécial a reconnu le bien-fondé de l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d) concernant le rejet par l'USDOC de certains renseignements sur les prix intérieurs lorsqu'il avait évalué l'avantage s'agissant de la fourniture de minerai de fer, mais il a rejeté l'allégation de l'Inde concernant l'avantage s'agissant de la fourniture de charbon. (*Ibid.*, paragraphe 7.265)

concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle les allégations de l'Inde se rapportant à la "bonne foi" ne relevaient pas de son mandat. D'après eux, le fait qu'un groupe spécial n'a pas pris en considération des allégations ne relevant pas de son mandat n'équivaut pas à une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Les États-Unis notent en outre qu'une allégation indiquant qu'une partie n'agit pas de bonne foi est une allégation grave qui ne devrait pas être proférée à la légère, et que les Accords de l'OMC n'exigent pas de constatation sur le point de savoir si une infraction à un accord se produit de bonne foi.

4.329. L'appel de l'Inde soulève la question de savoir si l'utilisation par l'USDOC d'une méthode pour construire les prix des pouvoirs publics pour le minerai de fer et le charbon est compatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. Comme il a été noté, l'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) et a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.330. Nous relevons tout d'abord qu'il apparaît que l'allégation de l'Inde est en grande partie fondée sur l'affirmation selon laquelle l'adéquation de la rémunération doit en premier être évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur, avant qu'il ne soit évalué si un avantage a été conféré au bénéficiaire. À partir de là, l'Inde maintient que, si l'Organe d'appel devait reconnaître le bien-fondé de l'allégation "en tant que tel" formulée par l'Inde au sujet de ce que recouvre l'évaluation de l'adéquation de la rémunération, cela aurait "pour conséquence logique que les constatations visant la détermination de l'avantage pour les programmes d'extraction du minerai de fer et du charbon formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.260 et 7.261 de son rapport devraient aussi être infirmées".[939] L'Inde affirme en outre que, puisque le seul paiement reçu par les pouvoirs publics indiens est composé des redevances acquittées en échange de l'octroi de droits d'exploitation, c'est seulement l'"adéquation" de cette "rémunération" qui doit être examinée au titre de l'article 14 d). Nous avons confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'article 14 d) de l'Accord SMC n'exigeait pas des analyses séparées de l'adéquation de la rémunération et de l'avantage, et selon lesquelles l'article 14 d) n'exigeait pas que l'adéquation de la rémunération soit évaluée du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur. Pour cette raison, nous ne souscrivons pas à l'affirmation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d) s'agissant des octrois de droits d'exploitation en n'évaluant pas en premier l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur.

4.331. En outre, l'allégation de l'Inde au titre de l'article 14 d) repose sur l'idée que, puisque la contribution financière en cause est composée seulement d'octrois de droits d'exploitation par les pouvoirs publics indiens – c'est-à-dire ce que les pouvoirs publics indiens ont effectivement fourni aux bénéficiaires et ce pour quoi les pouvoirs publics indiens ont effectivement été payés – l'analyse doit nécessairement être limitée à tout avantage découlant de l'octroi des droits d'exploitation, et non de la matière finale extraite sous la forme de minerai de fer et de charbon. L'Inde fait observer que l'extraction de minerai de fer et de charbon est effectuée par des mineurs indiens, et que tout bénéfice associé à cette extraction revient à ces mineurs. Par conséquent, de l'avis de l'Inde, ces éléments de la transaction ne sont pas "transférés aux pouvoirs publics indiens et ne peuvent pas faire partie de la "rémunération" devant être évaluée au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC".[940]

4.332. Nous avons dit plus haut que le Groupe spécial avait eu raison de conclure qu'il y avait un rapport raisonnablement proche entre l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation et les biens finals composés de minerai de fer et de charbon extraits. Sur cette base, nous avons confirmé le rejet par le Groupe spécial de l'allégation de l'Inde selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC en déterminant que les pouvoirs publics indiens fournissaient des biens au moyen de l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon. Nous rappelons que l'Organe d'appel a souligné que, dans le contexte de l'analyse d'un avantage, l'utilisation de l'expression "principes directeurs" à l'article 14 ne devrait pas être interprétée comme faisant référence à des "règles rigides", mais que cela traduisait un certain degré de flexibilité dans l'analyse au titre de l'article 14 d).[941] Ayant

[939] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 510.
[940] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 516.
[941] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 483 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 92).

conclu, au sujet de l'octroi des droits d'exploitation, qu'il était correct de considérer que le bien fourni était composé des minéraux extraits, nous estimons qu'il est admissible que l'autorité chargée de l'enquête, pour calculer l'avantage, construise un prix sur la base de toutes commissions et redevances acquittées pour les droits d'exploitation additionnées du coût ainsi que du bénéfice découlant du processus d'extraction. À notre sens, c'est ce que l'USDOC a fait lorsqu'il a calculé les redevances pour les droits d'exploitation auxquelles il a ensuite ajouté les coûts d'exploitation associés à l'extraction du minerai de fer et du charbon. Une fois ce prix déterminé par l'autorité chargée de l'enquête, il serait comparé ensuite avec un point de repère composé du prix déterminé par le marché pour le minerai de fer ou le charbon. Nous notons que, en l'espèce, l'Inde n'a pas contesté la manière dont l'USDOC avait effectivement construit les prix des pouvoirs publics pour le minerai de fer et le charbon.[942] En conséquence, dans les circonstances de la présente affaire, nous ne pensons pas que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'USDOC n'avait pas agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) en construisant les prix des pouvoirs publics pour le minerai de fer et le charbon.

4.333. Enfin, nous notons l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a commis une erreur de droit au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en refusant d'évaluer l'allégation de l'Inde selon laquelle la méthode de l'USDOC n'était pas compatible avec une interprétation de bonne foi de l'article 14 d). Comme nous l'avons indiqué plus haut, le Groupe spécial a rejeté l'allégation de l'Inde parce qu'il souscrivait au point de vue des États-Unis selon lequel cette allégation ne relevait pas de son mandat.[943] L'Inde répond en appel que, "en vertu des règles coutumières d'interprétation du droit international et des traités, une obligation de bonne foi se retrouve tout au long du texte [de l']accord dans son ensemble, y compris dans chacun de ses articles, laquelle fait l'objet d'une interprétation devant un groupe spécial".[944] Il apparaît donc que l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a eu tort de rejeter l'argument qu'elle a présenté concernant la bonne foi parce qu'elle fait partie du devoir d'un groupe spécial qui interprète un traité.

4.334. Après avoir examiné les communications que les participants avaient présentées au Groupe spécial, nous ne considérons pas que l'Inde, comme elle le dit en appel, a inscrit ses arguments concernant la bonne foi dans le contexte de l'interprétation des traités. Devant le Groupe spécial, l'Inde a établi une distinction entre le principe de bonne foi qui guide l'interprétation des traités, et l'exercice de la bonne foi par un Membre dans l'exécution de ses obligations conventionnelles.[945] L'Inde a clairement indiqué qu'elle faisait référence à ce dernier contexte lorsqu'elle faisait valoir que les États-Unis avaient manqué à leur engagement d'agir de bonne foi et de ne pas faire un usage abusif des droits et privilèges qui leur étaient accordés en vertu de l'Accord SMC.[946] Comme il a été dit, le Groupe spécial a conclu que cette allégation ne figurait pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde et qu'elle ne relevait donc pas du mandat du Groupe spécial.[947] Nous n'estimons pas que l'Inde a présenté des arguments concernant le principe de la bonne foi dans l'interprétation des traités, qui auraient fait partie de son allégation plus large selon laquelle le Groupe spécial avait fait erreur dans son interprétation de l'article 14 d). Nous pensons en revanche que l'Inde a présenté des arguments qui auraient concerné une allégation juridique distincte selon laquelle les États-Unis avaient enfreint le principe de droit international de la bonne foi dans l'exécution de leurs obligations conventionnelles. À notre avis, il était justifié que le Groupe spécial rejette cette allégation au motif qu'elle ne relevait pas de son mandat.[948] Par conséquent, nous rejetons aussi l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord à cet égard.

---

[942] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.260.

[943] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.261.

[944] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 522.

[945] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 320.

[946] Première communication de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 397 et 400.

[947] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.261 (faisant référence à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde, WT/DS436/3). En outre, l'Inde a demandé au Groupe spécial pendant le réexamen intérimaire de revoir sa constatation selon laquelle l'allégation concernant la "bonne foi" de l'Inde présentée ne relevait pas de son mandat. Le Groupe spécial a rejeté la demande en affirmant que l'allégation, telle qu'elle était définie dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde, ne relevait pas de son mandat et que l'allégation d'annulation ou de réduction d'avantages formulée par l'Inde n'équivalait pas à une allégation de violation du principe de la "bonne foi". (*Ibid.*, paragraphe 6.142)

[948] Nous notons que l'Inde n'a pas allégué que le Groupe spécial avait enfreint l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en n'évaluant pas cette allégation.

4.335. Pour les raisons qui précèdent, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.260 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la construction par l'USDOC des prix des pouvoirs publics pour le minerai de fer et le charbon était incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC.

4.4.2.3 Allégations de l'Inde concernant les prêts du SDF

4.336. L'Inde fait appel du rejet par le Groupe spécial de son allégation selon laquelle la détermination par l'USDOC établissant que les prêts du SDF conféraient un avantage était incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 b) de l'Accord SMC. Nous résumons ci-dessous les constatations du Groupe spécial avant d'examiner les allégations formulées par l'Inde en appel.

4.4.2.3.1 Constatations du Groupe spécial

4.337. L'Inde a fait valoir devant le Groupe spécial que l'USDOC avait agi d'une manière incompatible avec le texte introductif et l'alinéa b) de l'article 14 de l'Accord SMC en n'expliquant pas de manière adéquate en quoi le point de repère qu'il utilisait, composé des taux de base de la Banque centrale de l'Inde, reflétait correctement l'intérêt sur un "prêt commercial comparable". L'Inde a indiqué que les taux de base utilisés par l'USDOC étaient des taux d'intérêt bancaires et non des taux de prêts effectivement décaissés. Elle a aussi fait valoir que la détermination d'un avantage par l'USDOC était incompatible avec le texte introductif de l'article 14 et l'article 14 b) parce que l'USDOC n'avait pas tenu compte des coûts supportés par les producteurs d'acier pour participer au programme de prêts du SDF ni fourni d'explication concernant son traitement de ces coûts. L'Inde a affirmé que l'USDOC avait aussi agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 b) en constatant l'existence d'un avantage, même si les contrôles des prix dans le cadre du SDF mettaient en fait les producteurs dans une situation plus défavorable.

4.338. Le Groupe spécial a estimé que le texte introductif de l'article 14 exigeait que l'application de la "méthode utilisée par les autorités chargées de l'enquête pour calculer l'avantage conféré au bénéficiaire … à chaque cas particulier [soit] transparente et expliquée de manière adéquate".[949] Selon le Groupe spécial, la prescription voulant que l'application de la méthode de calcul de l'avantage soit "transparente" signifiait que l'application devrait être exposée de telle manière qu'elle soit facile à comprendre ou à discerner. Le Groupe spécial a ajouté que l'obligation d'"expliqu[er] de manière adéquate" signifiait qu'il fallait rendre la méthode claire ou intelligible, et donner des détails sur la façon dont elle avait été appliquée. Il a estimé que le caractère adéquat de l'explication fournie par l'autorité chargée de l'enquête devrait être évalué au cas par cas. Il n'a pas estimé que, en expliquant qu'il déterminerait l'avantage en comparant les taux des prêts du SDF avec les taux de base, l'USDOC était aussi tenu par le texte introductif de l'article 14 d'indiquer les raisons pour lesquelles il avait choisi de déterminer l'avantage sur cette base. De l'avis du Groupe spécial, l'explication de l'USDOC était telle que l'application de la méthode permettant de déterminer l'avantage était claire et intelligible, et elle était facile à comprendre et à discerner.[950]

4.339. S'agissant des obligations de l'USDOC au titre de l'article 14 b), le Groupe spécial a souscrit au point de vue de l'Organe d'appel selon lequel "l'article 14 b) n'exclu[ait] pas la possibilité d'utiliser comme points de référence les taux d'intérêt sur des prêts commerciaux qui n'[étaient] pas effectivement disponibles sur le marché où se trouv[ait] l'entreprise, tels que, par exemple, des prêts sur d'autres marchés ou des indicateurs supplétifs construits".[951] Selon le Groupe spécial, il n'était pas interdit à l'USDOC d'utiliser les taux de base simplement parce qu'ils ne représentaient pas les taux que les bénéficiaires de prêts du SDF pourraient effectivement obtenir. Le Groupe spécial a estimé que l'approche de l'Inde concernant l'article 14 b) serait exagérément formaliste et ne tiendrait pas compte de la flexibilité que l'on trouve dans les principes directeurs de l'article 14 b).[952]

4.340. Le Groupe spécial a ensuite examiné l'argument de l'Inde selon lequel l'USDOC avait violé le texte introductif de l'article 14 et l'article 14 b) en ne tenant pas compte des coûts supportés

[949] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.308.
[950] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.309.
[951] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.310 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 480).
[952] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.310.

par les producteurs d'acier pour participer au programme de prêts du SDF. Le Groupe spécial a noté l'affirmation de l'Inde selon laquelle l'analyse de l'USDOC ne tenait pas compte de divers frais et dépenses associés à la participation des producteurs d'acier au programme de prêts du SDF et que, en apportant leurs propres fonds, les producteurs d'acier perdaient aussi les intérêts que ces fonds auraient autrement pu leur rapporter s'ils étaient investis ailleurs. Le Groupe spécial n'a pas souscrit à l'idée que les prélèvements destinés au SDF pouvaient être considérés comme les fonds propres des producteurs. De fait, il a noté que les prélèvements destinés au SDF étaient perçus sur les consommateurs par le biais d'un montant ajouté aux prix départ usine des producteurs d'acier et étaient ensuite versés directement au SDF. Comme les prélèvements étaient perçus sur les consommateurs et étaient toujours destinés au SDF, le Groupe spécial a dit dans son raisonnement que les producteurs d'acier ne pourraient pas percevoir d'intérêts en investissant ces fonds ailleurs.[953]

4.341. Le Groupe spécial a aussi dit que, du point de vue du droit, les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues de tenir compte des coûts supportés par les bénéficiaires pour participer au programme au titre duquel les prêts étaient octroyés. Selon lui, l'article 14 b) prévoit une comparaison "entre le montant que l'entreprise bénéficiaire du prêt paie sur le prêt des pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable", et indique que l'avantage "correspondra" à la différence entre ces montants.[954] Le Groupe spécial a estimé que l'article 14 b) mettait donc l'accent sur la différence entre les montants payés "sur" les prêts pertinents, et qu'il n'y avait aucune référence dans l'article 14 b) au montant de tel ou tel coût supporté pour obtenir les prêts. Il a par ailleurs fait observer que, si l'article 14 c) disposait que le montant de l'avantage dans le cas de garanties de prêt serait "ajusté[] pour tenir compte des différences de commissions", l'article 14 b) ne prévoyait aucune prescription de ce type. Il a donc conclu que l'article 14 b) n'imposait pas à l'USDOC de tenir compte des coûts supportés par les bénéficiaires de prêts du SDF pour obtenir ces prêts.[955]

4.342. Enfin, le Groupe spécial a dit que le fondement de l'allégation formulée par l'Inde au titre de l'article 1.1 b) était pour l'essentiel le même que celui de l'allégation qu'elle avait formulée au titre de l'article 14 b). Il a estimé que l'article 14 contenait des principes directeurs pour calculer l'avantage conféré au bénéficiaire au titre de l'article 1.1 b). Il a expliqué que, puisque l'Inde n'avait pas établi que le fait que l'USDOC n'avait pas tenu compte des coûts supportés par les bénéficiaires de prêts du SDF était incompatible avec l'article 14 b), l'allégation de l'Inde au titre de l'article 1.1 b) devait aussi être jugée sans fondement. En d'autres termes, le Groupe spécial a conclu que, en se conformant aux principes directeurs de l'article 14 b) s'agissant des coûts supportés par les bénéficiaires des prêts, l'USDOC s'était nécessairement conformé à l'article 1.1 b) de l'Accord SMC pour ce qui est de cette même question.

4.4.2.3.2 Question de savoir si les prêts du SDF confèrent un avantage au sens de l'article 14 b) de l'Accord SMC

4.343. L'appel de l'Inde porte sur la question de savoir si les taux de base, avec lesquels les modalités des prêts du SDF étaient comparées, constituent un "prêt commercial comparable" au sens de l'article 14 b) de l'Accord SMC. L'Inde fait valoir que, selon une interprétation correcte de l'expression "prêt commercial comparable" figurant à l'article 14 b), le point de repère devant être choisi doit avoir "une structure similaire" à celle du prêt contesté.[956] Elle fait observer que la décision de la Cour suprême de l'Inde qu'elle avait présentée au Groupe spécial indique catégoriquement que "les producteurs d'acier qui n'ont pas contribué en premier lieu au programme du SDF ne peuvent pas obtenir de prêts du SDF".[957] En particulier, elle soutient que, puisque les producteurs d'acier qui bénéficient des prêts apportent aussi en premier lieu les fonds au programme de prêts du SDF, l'USDOC était tenu d'utiliser des prêts de référence ayant un droit d'entrée similaire. Comme l'Inde l'affirme, "l'existence d'un dépôt d'entrée à verser pour participer à un programme de prêts affecte sensiblement le taux auquel les prêts seraient ultérieurement

[953] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311.
[954] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311.
[955] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311.
[956] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 589.
[957] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 589 (faisant référence au mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006, analyse de l'observation n° 31; et faisant également référence à Supreme Court of India, Tata Iron and Steel Co. Ltd. v. Collector of Central Excise, Jamshedpur (2002) 8 SCC, pages 338 à 351 (pièce IND-54B présentée au Groupe spécial)).

distribués à l'aide de ces mêmes fonds", de telle façon que "les opérateurs commerciaux s'attendraient à un taux d'intérêt inférieur".[958]

4.344. Les États-Unis considèrent que le Groupe spécial a constaté à juste titre que l'article 14 b) n'imposait pas à l'USDOC de tenir compte des coûts allégués supportés par les bénéficiaires de prêts du SDF pour obtenir ces prêts. L'article 14 b) dispose qu'un avantage est conféré lorsqu'il y a une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire du prêt paie sur le prêt des pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable qu'elle pourrait effectivement obtenir sur le marché. De l'avis des États-Unis, aucun autre crédit ou ajustement n'est prescrit par l'article 14 b). Ils font aussi valoir que l'article 14 de l'Accord SMC ménage aux autorités chargées de l'enquête une flexibilité dans l'application d'une méthode pour calculer l'avantage d'une subvention. En outre, il n'y a à l'article 14 aucune prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête de prévoir un crédit lorsqu'elle calcule l'avantage d'une subvention pour tenir compte des coûts allégués associés à l'obtention de la subvention.

4.345. L'Organe d'appel a indiqué qu'un point de repère aux fins de l'article 14 b) consistait en un "prêt commercial comparable" et que, "pour être comparable", un tel prêt de référence "devrait avoir autant d'éléments que possible en commun avec le prêt visé par l'enquête".[959] D'après lui, "la sélection d'un point de référence au titre de l'article 14 b) comporte la recherche progressive d'un prêt commercial comparable, en commençant par le prêt commercial le plus proche du prêt visé par l'enquête (un prêt consenti au même emprunteur, qui est presque identique au prêt visé par l'enquête pour ce qui est de la date d'octroi, de la structure, de l'échéance, du montant et de la monnaie) pour passer ensuite à des prêts commerciaux moins semblables tout en les ajustant pour assurer la comparabilité avec le prêt visé par l'enquête".[960] L'Organe d'appel s'est en outre appuyé sur l'utilisation du conditionnel à l'article 14 b) pour expliquer que, en l'absence d'un prêt commercial effectivement comparable qui soit disponible sur le marché, l'autorité chargée de l'enquête devrait être autorisée à utiliser une valeur de substitution pour ce qui "aurait" été payé sur un prêt commercial comparable qui "aurait pu" être obtenu sur le marché.[961] L'Organe d'appel a fait observer que plus l'autorité chargée de l'enquête s'éloignait du point de repère idéal, à savoir un prêt identique ou presque identique, plus il serait nécessaire d'apporter des ajustements pour faire en sorte que le prêt de référence se rapproche du "prêt commercial comparable [que l'entreprise] pourrait effectivement obtenir sur le marché" spécifié à l'article 14 b). Enfin, nous notons que l'Organe d'appel a indiqué qu'un certain degré de flexibilité s'appliquait au titre de l'article 14 b) pour la sélection de points de repère, de façon à ce que cette sélection puisse assurer une comparaison significative pour la détermination de l'existence d'un avantage. En même temps, lorsque l'autorité chargée de l'enquête recourt à un prêt de référence libellé dans une autre monnaie ou à une valeur de substitution, elle doit faire en sorte que ce point de repère soit ajusté de manière à se rapprocher du "prêt commercial comparable" et que toute méthode de ce genre, ainsi que la manière dont elle se rapproche d'un "prêt commercial comparable", doivent être transparentes et expliquées de manière adéquate.[962]

4.346. Le Groupe spécial a évalué si l'article 14 b) exigeait qu'un prêt de référence tienne compte des coûts supportés par les bénéficiaires au titre d'un programme de prêts. Il a indiqué ce qui suit:

> Du point de vue du droit, nous ne considérons pas que les autorités chargées de l'enquête ont l'obligation de tenir compte des coûts supportés par les bénéficiaires pour participer au programme au titre duquel les prêts sont octroyés. Nous relevons à cet égard que le texte de l'article 14 b) prévoit une comparaison "entre le montant que l'entreprise bénéficiaire du prêt paie sur le prêt des pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable". Aux termes de l'article 14 b), l'avantage "correspondra" à la différence entre ces montants. Cet article met donc l'accent sur la différence entre les montants payés "sur" les prêts pertinents. On ne trouve aucune référence dans l'article 14 b) au montant de tels ou tels coûts

[958] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 590.
[959] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 476.
[960] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 486.
[961] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 487. (italique omis)
[962] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 489.

> supportés, pour obtenir les prêts. De plus, si l'article 14 c) dispose que le montant de l'avantage, pour ce qui est des garanties du prêt, sera "ajusté[] pour tenir compte des différences de commissions", l'article 14 b) ne prévoit aucune prescription de ce type. Par conséquent, l'article 14 b) n'impose pas à l'USDOC de tenir compte des coûts supportés par les bénéficiaires de prêts du SDF pour obtenir ces prêts.[963]

4.347. Selon nous, un examen approprié au titre de l'article 14 b) examine quel est le coût total du prêt visé par l'enquête pour le bénéficiaire du prêt et s'il y a une différence entre ce coût et le coût total d'un prêt commercial comparable. La distinction que le Groupe spécial établit entre les coûts associés aux modalités concernant les intérêts ou le remboursement d'un prêt et d'autres coûts résultant de l'entrée ou de frais administratifs ne semble pas refléter de manière exacte le coût des prêts pertinents du point de vue du bénéficiaire. En outre, en fonction de la manière dont un prêt commercial particulier est structuré, les coûts associés à l'obtention d'un prêt pouvaient être importants et devraient être pris en compte dans une évaluation de ce prêt par rapport au marché. À cet égard, le fait de ne pas tenir compte d'un coût qui peut modifier l'évaluation qu'un opérateur commercial fait d'un prêt simplement parce qu'il ne se rapporte pas aux modalités concernant les intérêts ou le remboursement paraît indûment artificiel et contraire aux prescriptions de l'article 14 b). Nous ne souscrivons donc pas à la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les autorités chargées de l'enquête n'ont pas l'obligation de tenir compte des coûts supportés par les bénéficiaires pour participer au programme au titre duquel les prêts sont octroyés.

4.348. Nous croyons comprendre que l'Inde fait valoir que, dans l'évaluation de la structure des prêts du SDF, on ne peut pas simplement se concentrer sur les taux d'intérêt assortis aux prêts parce que les producteurs d'acier indiens doivent d'abord verser au fonds des montants qui proviennent des prélèvements accrus sur les produits en acier. Comme l'Inde l'a expliqué devant le Groupe spécial, les producteurs d'acier indiens "apportaient leurs propres fonds au programme du SDF et, de ce fait, perdaient les intérêts que leurs propres fonds auraient pu normalement leur rapporter s'ils avaient été investis ailleurs".[964] Nous estimons que cet argument est compatible avec l'interprétation de l'Organe d'appel selon laquelle l'article 14 b) implique une "recherche progressive" d'un prêt commercial comparable, qui commence par le prêt commercial "le plus proche" du prêt visé par l'enquête pour passer ensuite à des prêts commerciaux "moins semblables".[965] Pour examiner si les modalités particulières d'un programme de prêts sont conformes aux conditions du marché, il faut choisir un point de repère assurant qu'il y ait suffisamment de similitude entre le prêt visé par l'enquête et le point de repère "pour que la comparaison soit valable ou significative".[966] Dans la mesure où les modalités associées à un programme de prêts sont déterminées par les conditions de financement du programme, ces modalités devraient aussi être prises en compte si, faute de ne pas le faire, la comparaison serait vidée de son sens. C'est précisément l'argument que l'Inde avance lorsqu'elle fait valoir que les taux d'intérêt des prêts du SDF sont nécessairement plus bas parce que les bénéficiaires de ces prêts doivent aussi contribuer au fonds.

4.349. Pour les raisons qui précèdent, nous considérons que le Groupe spécial a exclu à tort l'examen des coûts supportés par un emprunteur de l'évaluation du coût d'un programme de prêts pour le bénéficiaire aux fins d'une analyse au regard des points de repère et que le Groupe spécial a donc fait erreur en constatant que l'article 14 b) n'imposait pas à l'USDOC de tenir compte des coûts supportés par les bénéficiaires de prêts du SDF pour obtenir ces prêts. Cette erreur a conduit le Groupe spécial à faire aussi erreur lorsqu'il a rejeté l'allégation de l'Inde concernant la détermination de l'USDOC selon laquelle les prêts du SDF conféraient un avantage. En outre, puisque la constatation du Groupe spécial concernant l'allégation de l'Inde était fondée sur une interprétation de l'article 14 b) que nous avons jugée erronée, nous n'avons pas besoin d'examiner séparément l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne tenant pas compte de l'importance de certains éléments de preuve. Par conséquent, nous infirmons la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.313 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde telle qu'elle se rapporte à la

[963] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311.

[964] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311 (citant la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 477).

[965] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 486.

[966] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 476.

détermination de l'USDOC selon laquelle les prêts octroyés dans le cadre du SDF conféraient un avantage au sens des articles 1.1 b) et 14 b) de l'Accord SMC.[967]

4.350. Il nous reste à examiner si nous pouvons compléter l'analyse juridique et déterminer s'il était approprié que l'USDOC ait effectué son analyse de l'avantage en ce qui concerne les prêts du SDF en les comparant avec un point de repère correspondant aux taux de base en Inde. Pour que nous complétions l'analyse juridique, les constatations de fait du Groupe spécial et les faits non contestés versés au dossier du Groupe spécial doivent nous fournir une base suffisante pour notre propre analyse.[968]

4.351. Nous commençons par l'explication du Groupe spécial selon laquelle, à son avis, les prélèvements destinés au SDF ne sont pas des fonds de producteurs, mais "étaient en fait perçus sur les consommateurs, par le biais d'un montant ajouté aux prix départ-usine des producteurs d'acier et versés ensuite directement au SDF".[969] Le Groupe spécial a indiqué que, "[c]omme les prélèvements étaient perçus sur les consommateurs et étaient toujours destinés au SDF, les producteurs d'acier n'auraient pas pu percevoir d'intérêts en investissant ces fonds ailleurs".[970] À l'appui de cette proposition, il fait référence à l'examen qu'il a effectué précédemment dans le contexte de son analyse de la contribution financière et dans lequel il s'est appuyé sur une déclaration des pouvoirs publics indiens indiquant que, une fois recouvrés, les prélèvements sur l'acier étaient "versés au Fonds".[971] Bien que la déclaration à laquelle le Groupe spécial fait référence confirme effectivement que les prélèvements sur l'acier, une fois recouvrés, sont versés au SDF, il n'apparaît pas qu'elle donne d'indication, quelle qu'elle soit, quant à la provenance des fonds. Par conséquent, nous ne voyons pas comment les éléments de preuve auxquels le Groupe spécial fait référence étayent la conclusion formulée par le Groupe spécial selon laquelle les prélèvements sur l'acier consistent nécessairement en des fonds de consommateurs.

4.352. Nous notons, en outre, que le Groupe spécial n'a fait référence à aucun stade de son analyse au propre raisonnement de l'USDOC tel qu'il se rapporte à la question de savoir si les entreprises sidérurgiques participantes supportent des coûts d'entrée pour le financement et l'attribution des prêts du SDF. Dans la détermination qu'il a faite au cours du réexamen administratif de 2006, l'USDOC a fait plusieurs déclarations qui constituaient, à notre avis, une base incertaine pour constater qu'il y avait, ou non, des coûts d'entrée associés aux prêts du SDF. Dans sa détermination préliminaire, par exemple, l'USDOC a indiqué que les "entreprises qui contribuaient au fonds avaient le droit de souscrire des prêts à long terme à des taux avantageux".[972] L'USDOC a conclu en outre que "[l]es producteurs d'acier recouvraient cette augmentation de prix, qui était payée par les consommateurs d'acier en Inde, et [que] ces fonds additionnels étaient ensuite versés au SDF comme source de financement à des conditions de faveur pour la branche de production d'acier indienne".[973] Ces déclarations semblent indiquer que les producteurs d'acier apportent des fonds provenant des prélèvements sur l'acier imposés sur les consommateurs qu'ils pourraient éventuellement utiliser autrement en l'absence du SDF. Les déclarations de l'USDOC selon lesquelles les producteurs d'acier "recouvraient" les fonds et les "versaient" au SDF peuvent indiquer que le versement de ces contributions aurait pu représenter un coût d'opportunité lié à la participation au programme de prêts du SDF. Lorsqu'il a effectué son analyse de la contribution financière, l'USDOC a toutefois indiqué que, "au lieu de constituer les fonds propres des producteurs d'acier, les prélèvements destinés au SDF, comme il a été noté par les requérants, étaient analogues à des recettes fiscales recouvrées auprès des consommateurs

[967] Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.3.e.iii.

[968] Voir, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 21; *Canada – Périodiques*, pages 26 et 27; *CE – Volailles*, paragraphe 156; *CE – Hormones*, paragraphe 222; *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 123 et 124; *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 112; *États-Unis – FSC*, paragraphe 133; *Australie – Saumons*, paragraphes 117 et 118; *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 150 et 172; *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 352; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphes 1174 à 1178; *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphes 1272 à 1274; et *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 4.124.

[969] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311. (note de bas de page omise)

[970] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311.

[971] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.295 (citant la réponse de 2001 des pouvoirs publics indiens au questionnaire complémentaire (pièce USA-75 présentée au Groupe spécial), page 3) et note de bas de page 526 relative au paragraphe 7.311.

[972] Résultats préliminaires du réexamen administratif de 2006, page 1589.

[973] Résultats préliminaires du réexamen administratif de 2006, page 1590.

comme il était prescrit par les pouvoirs publics indiens".[974] Bien que l'USDOC ait fait cette déclaration dans le contexte de la réfutation de l'argument selon lequel les fonds ne pouvaient pas constituer une contribution financière parce qu'ils étaient fournis par les producteurs d'acier, et non par les pouvoirs publics indiens, elle exprime néanmoins le point de vue selon lequel les prêts du SDF proviennent des consommateurs et, par conséquent, ne constituent pas des fonds de producteurs. Compte tenu de ce qui précède, nous sommes préoccupés par le fait que le Groupe spécial n'a pas fait référence à ces déclarations semble-t-il disparates figurant dans les déterminations correspondantes de l'USDOC qui auraient pu être évaluées dans le contexte du choix par l'USDOC d'un prêt de référence ou par le fait qu'il n'a pas cherché à concilier ces déclarations.

4.353. Nous avons indiqué qu'un groupe spécial devait examiner si les conclusions auxquelles était parvenue l'autorité chargée de l'enquête étaient motivées et adéquates et qu'un tel examen devait être critique et être fondé sur les renseignements contenus dans le dossier et les explications données par l'autorité dans son rapport publié.[975] Nous ne pensons pas que le Groupe spécial ait fait cela en l'espèce. En outre, nous avons noté le désaccord considérable existant entre les parties, ainsi que les contradictions existant dans le dossier de l'USDOC et dans celui du Groupe spécial, concernant la question de savoir si, et dans quelle mesure, les coûts d'entrée supportés par les entreprises sidérurgiques affectaient les modalités selon lesquelles le Comité directeur du SDF octroyait des prêts du SDF. Nous ne considérons donc pas que nous ayons une base à partir de laquelle évaluer si les taux de base sur lesquels l'USDOC s'est appuyé constituent un "prêt commercial comparable" au sens de l'article 14 b) de l'Accord SMC. Nous constatons donc que nous ne sommes pas en mesure de compléter l'analyse juridique à cet égard.

4.5 Spécificité

4.354. L'Inde fait appel, au titre des articles 1.2 et 2.1 de l'Accord SMC, de certains aspects de l'analyse du Groupe spécial concernant la détermination de l'USDOC selon laquelle la vente de minerai de fer par la NMDC est spécifique au sens de l'article 2.1 c). Nous résumons ci-après les constatations du Groupe spécial, avant de passer à l'analyse des allégations de l'Inde en appel.

4.5.1 Constatations du Groupe spécial

4.355. Devant le Groupe spécial, l'Inde a fait valoir que la détermination de spécificité *de facto* faite par l'USDOC était incompatible avec l'article 2.1 c) et 2.4 de l'Accord SMC parce que l'USDOC: i) n'avait pas montré que la subvention établissait une discrimination en faveur de "certaines entreprises" par rapport à un ensemble comparatif d'autres entreprises se trouvant dans une situation semblable; ii) avait fondé sa détermination de spécificité sur les limitations inhérentes à la nature du produit; iii) n'avait pas établi que la subvention était utilisée par un nombre limité de certaines entreprises; iv) n'avait pas examiné les facteurs obligatoires énumérés à l'article 2.1 c); et v) n'avait pas déterminé la spécificité *de facto* sur la base d'éléments de preuve positifs.

4.356. Avant d'examiner les allégations de l'Inde, le Groupe spécial a examiné deux arguments préliminaires avancés par les parties. Premièrement, il a rejeté l'argument des États-Unis selon lequel les alinéas a) et c) de l'article 2.1 de l'Accord SMC étaient "simplement des dispositions définitionnelles qui ne cont[enaient] pas d'obligations juridiques".[976] Conformément à l'article 2.4 de l'Accord SMC, une "détermination" de spécificité doit être clairement étayée par des éléments de preuve positifs. Une telle détermination, qui est faite explicitement ou implicitement chaque fois qu'il est constaté qu'une subvention relève de l'Accord SMC, est soit compatible, soit incompatible avec les principes énoncés aux alinéas a) à c) de l'article 2.1. Le Groupe spécial a considéré que, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel avait approuvé le point de vue selon lequel l'article 2.1 contenait des obligations juridiques, en confirmant la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'avaient pas agi d'une

[974] Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006, analyse de l'observation n° 31, page interne 78.

[975] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Pneumatiques (Chine)*, paragraphe 123.

[976] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.116 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphe 389).

manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.1 a).[977] Deuxièmement, le Groupe spécial n'a pas souscrit à l'argument de l'Inde selon lequel l'USDOC aurait dû examiner la spécificité au titre de l'article 2.1 a) et b) de l'Accord SMC avant d'appliquer l'article 2.1 c). Rappelant que l'Organe d'appel avait établi qu'il n'était pas nécessaire dans tous les cas d'appliquer les alinéas de l'article 2.1 de manière séquentielle, le Groupe spécial a considéré que, en l'espèce, l'USDOC était en droit d'examiner directement la fourniture de minerai de fer par la NMDC au titre de l'article 2.1 c).[978]

4.357. Le Groupe spécial a rejeté l'argument de l'Inde selon lequel une subvention pouvait être spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord SMC seulement si elle établissait une discrimination en faveur de "certaines entreprises" par rapport à une catégorie plus vaste d'autres entités se trouvant dans une situation semblable. Selon le Groupe spécial, les alinéas a) et c) de l'article 2.1 sont tous deux axés sur "l'existence d'une restriction de la possibilité de bénéficier de la subvention, en ce sens que certaines entreprises, branches de production ou groupes d'entreprises ou de branches de production peuvent bénéficier de la subvention, mais non les autres".[979] Dès lors qu'il est montré que la possibilité de bénéficier de la subvention est limitée à certaines entreprises, *de jure* ou *de facto*, la subvention est spécifique. Selon le Groupe spécial, l'article 2.1 ne prévoit "[a]ucune prescription … impos[ant] de montrer que d'autres entités *indéfinies* – mais se trouvant dans une situation semblable - ne peuvent *pas* parallèlement bénéficier de la subvention".[980]

4.358. Le Groupe spécial a également indiqué que l'article 2 ne concernait pas l'identité ou la nature des entités exclues. À cet égard, l'article 2 ne contient aucune référence à la notion de "discrimination". Le Groupe spécial a fait référence à la constatation de l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine),* selon laquelle "les principes énoncés à l'article 2.1 a) et b) concernent le point de savoir si "le comportement ou les instruments de l'autorité qui accorde la subvention établissent ou non une discrimination"".[981] Le Groupe spécial a considéré que l'utilisation de l'expression "établir une discrimination" par l'Organe d'appel ne laissait pas entendre que l'article 2.1 devrait être interprété comme exigeant que, après avoir déterminé que la possibilité de bénéficier d'une subvention était limitée à certaines entreprises, l'autorité chargée de l'enquête devait aussi déterminer que cette possibilité était refusée aux autres entités se trouvant dans une situation semblable. Le Groupe spécial a aussi fait observer que, suivant l'approche de l'Inde, il ne pourrait pas être établi qu'il y a spécificité dans les cas où les "certaines entreprises" représentaient la totalité d'une branche de production. Dans ces cas, les entités "se trouvant dans une situation semblable" et les "certaines entreprises" seraient les mêmes, de sorte qu'il ne serait pas possible d'établir que les entités se trouvant dans une situation semblable étaient exclues du bénéfice de la subvention. Selon le Groupe spécial, l'approche de l'Inde ne cadre manifestement pas avec les termes de l'article 2.1 de l'Accord SMC.[982]

4.359. Ensuite, le Groupe spécial a examiné l'argument de l'Inde selon lequel la spécificité ne devrait pas être établie dans les cas où, en raison de la nature du produit subventionné, l'utilisation de ce produit était nécessairement restreinte à un nombre limité d'entités. L'Inde a fait valoir que cela se produirait dans tous les cas où les pouvoirs publics intervenaient dans la fourniture des matières premières. À l'appui de son argument, elle a dit que l'historique de la négociation de l'article 2 montrait qu'il n'y avait pas consensus entre les Membres négociateurs sur la question de la détermination de la spécificité sur la seule base des caractéristiques inhérentes des biens.[983]

4.360. Le Groupe spécial a rejeté l'argument de l'Inde pour deux raisons. Premièrement, il n'a pas considéré que l'historique de la négociation indiquait nécessairement que les "négociateurs n'[avaient] pas pu s'entendre sur l'inclusion d'une disposition concernant la spécificité au regard

[977] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.118 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 401).
[978] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.119 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 371).
[979] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.121.
[980] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.121. (italique dans l'original)
[981] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.124 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 367).
[982] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.125.
[983] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.129.

des caractéristiques inhérentes de marchandises".[984] Selon lui, cet historique de la négociation peut également donner à penser que les négociateurs ont examiné la question et ont conclu qu'aucune disposition de ce genre n'était nécessaire. Deuxièmement, le Groupe spécial a constaté que, si la possibilité de bénéficier d'une subvention était limitée du fait que seules certaines entreprises pouvaient utiliser le produit subventionné, la subvention était spécifique. Le Groupe spécial s'est appuyé sur le raisonnement du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV* qui avait examiné un argument semblable présenté par le Canada.[985] Troisièmement, le Groupe spécial a également rejeté l'argument de l'Inde selon lequel l'USDOC avait besoin de prouver que le programme de subventions n'était utilisé que par un nombre limité d'utilisateurs parmi l'ensemble de "certaines entreprises" qui constituaient les bénéficiaires. Selon le Groupe spécial, l'argument de l'Inde est fondé sur une distinction qu'elle propose de faire entre les "utilisateurs" et les "bénéficiaires", que ne prévoit pas l'article 2.1. Les alinéas a) et c) de cette disposition concernent les situations dans lesquelles la possibilité de bénéficier d'une subvention est limitée à la même catégorie de "certaines entreprises". En vertu de l'article 2.1 c), l'autorité peut déterminer qu'une subvention est spécifique en s'appuyant sur le fait que le nombre de "certaines entreprises" utilisant la subvention est limité.[986]

4.361. Ensuite, le Groupe spécial est passé à l'examen de l'argument de l'Inde selon lequel l'USDOC n'a pas examiné les facteurs obligatoires énumérés à l'article 2.1 c) de l'Accord SMC. Il a commencé par indiquer que "l'article 2.1 c) prescri[vait] expressément que, dans le contexte d'une détermination de spécificité *de facto*, "il [soit] tenu compte" de l'importance de la diversification de l'économie pertinente et de la période pendant laquelle le programme pertinent [avait] été appliqué".[987] Après avoir examiné les déterminations de l'USDOC, le Groupe spécial n'a trouvé aucun renseignement indiquant que l'USDOC avait réellement tenu compte de ces deux facteurs. En conséquence, il a constaté que l'USDOC n'avait pas satisfait à la prescription indiquée à l'article 2.1 c) imposant de tenir compte de ces facteurs pour déterminer si la fourniture de biens par la NMDC était spécifique *de facto*.

4.362. Enfin, le Groupe spécial a rejeté l'argument de l'Inde selon lequel l'USDOC avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord SMC parce que sa constatation selon laquelle la NMDC mettait le minerai de fer à la disposition des seuls utilisateurs de minerai de fer, ou que seuls les utilisateurs de minerai de fer achetaient le minerai de fer auprès de la NMDC ne se fondait sur aucun élément de preuve. Il est parvenu à cette conclusion après avoir examiné les éléments de preuve présentés par les États-Unis qui permettaient d'établir que bon nombre des sociétés figurant dans la liste de la clientèle de la NMDC étaient effectivement actives dans le domaine de la sidérurgie. Par conséquent, le Groupe spécial a constaté que l'allégation de l'Inde selon laquelle la spécificité *de facto* établie par l'USDOC n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs ne reposait sur aucun fondement factuel.[988]

4.5.2 Contestation par l'Inde de la constatation du Groupe spécial concernant la spécificité *de facto*

4.363. En l'espèce, le facteur sur lequel l'USDOC a fondé sa constatation de spécificité et qui fait l'objet de l'appel de l'Inde, concerne l'"utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises". Nous notons que, dans le cadre de sa contestation devant le Groupe spécial, l'Inde a également fait valoir que l'USDOC n'avait pas pris en considération les facteurs énoncés dans la dernière phrase de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC concernant la diversification de l'économie pertinente et la durée du programme de subventions pertinent. Le Groupe spécial a constaté que l'USDOC ne s'était pas conformé à l'article 2.1 c) en ne prenant pas ces facteurs en compte pour déterminer que la fourniture des biens par la NMDC était spécifique *de facto*.[989] Les États-Unis n'ont pas fait appel de cette constatation. Pour sa part, l'Inde conteste en appel les constatations distinctes dans lesquelles le Groupe spécial a rejeté ses arguments autres que ceux qui se rapportent à la dernière phrase de l'article 2.1 c). L'analyse ci-après ne concerne donc pas la conclusion du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.136 de son rapport, selon laquelle l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 c) de l'Accord SMC en ne

[984] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.130.
[985] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.131 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 7.116).
[986] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.135.
[987] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.136.
[988] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.140.
[989] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.136.

tenant pas compte des facteurs énoncés dans la dernière phrase de cette disposition dans sa détermination de spécificité *de facto* concernant la NMDC.

4.364. L'Inde examine trois aspects de l'analyse du Groupe spécial concernant la spécificité *de facto* au titre de l'article 2.1 c). Premièrement, elle dit que le Groupe spécial a fait erreur en interprétant le membre de phrase "nombre limité de certaines entreprises" figurant à l'article 2.1 c), parce qu'il n'a pas reconnu que le "nombre limité" d'utilisateurs de la subvention devait former un sous-ensemble d'entreprises à l'intérieur d'un groupe plus large constitué de "certaines entreprises".[990] Deuxièmement, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 2.1 c) n'exigeait pas d'examiner si le programme de subventions établissait une discrimination entre "certaines entreprises" et les autres entreprises "se trouvant dans une situation semblable".[991] Troisièmement, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la fourniture de biens par les pouvoirs publics pouvait être spécifique *de facto*, simplement sur la base des limitations inhérentes aux biens fournis.[992]

4.365. L'Organe d'appel a donné des indications concernant l'examen requis au titre de l'article 2 de l'Accord SMC. Dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, il a fait observer que "[l]e texte introductif [de l'article 2.1] défini[ssait] la question centrale comme étant une détermination sur le point de savoir si une subvention [était] spécifique à "certaines entreprises" relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention".[993] Le texte introductif de l'article 2.1 définit également l'expression "certaines entreprises" comme "une entreprise ou … une branche de production ou … un groupe d'entreprises ou de branches de production". Les sens ordinaires des termes "groupe" et "certaines" n'indiquaient aucun seuil numérique désignant un nombre minimal ou maximal d'éléments requis pour que l'on puisse considérer qu'il y a un "groupe" d'entreprises ou "certaines" entreprises. Ces définitions laissent plutôt entendre que les entreprises pertinentes doivent être "connues et caractérisées" mais pas nécessairement "expressément identifiées", et qu'elles peuvent avoir "une relation ou … un but mutuel ou commun", ou un "degré de similitude".[994] Toutefois, l'Organe d'appel a reconnu qu'"une quelconque détermination sur le point de savoir si un certain nombre d'entreprises ou de branches de production constitu[aient] "certaines entreprises" ne [pouvait] être fait qu'au cas par cas".[995]

4.366. Pour examiner si une subvention est spécifique, "les "principes" énoncés aux alinéas a) à c) [de l'article 2.1.] "seront d'application"".[996] Les alinéas a) et b) de l'article 2.1 énoncent les principes applicables, respectivement, à une détermination de spécificité et de non-spécificité *de jure*. L'article 2.1 a) établit qu'une subvention est spécifique si l'autorité qui l'accorde, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, limite expressément aux entreprises ou branches de production remplissant les conditions requises la possibilité de bénéficier de cette subvention. L'article 2.1 b), quant à lui, prévoit qu'il n'y aura pas spécificité si l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, subordonne à des critères ou conditions objectifs le droit de bénéficier de la subvention et le montant de celle-ci.[997] L'article 2.1 c) concerne la détermination de spécificité *de facto*. Cette disposition indique que, si, nonobstant toute apparence de non-spécificité résultant de l'application des principes énoncés aux alinéas a) et b), il y a des raisons de croire que la subvention peut en fait être spécifique, d'autres facteurs énoncés à l'alinéa c) pourront être pris en considération.

4.367. S'agissant de la structure de l'article 2.1, l'Organe d'appel a fait observer que l'utilisation du terme "principes" dans cette disposition – au lieu, par exemple, de "règles" – laissait entendre que les alinéas a) à c) devaient être considérés à l'intérieur d'un cadre analytique qui accorde un

[990] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 370 et suivants.
[991] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 357 et suivants.
[992] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 380 et suivants.
[993] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 366.
[994] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 373 (citant le *Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, pages 375 et 1167, respectivement).
[995] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 373 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 7.1142).
[996] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 366.
[997] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 367.

poids approprié à chaque principe.[998] L'Organe d'appel a également indiqué qu'"une interprétation correcte de la spécificité au sens de l'article 2.1 [devait] permettre l'application concomitante de ces principes aux divers aspects juridiques et factuels d'une subvention dans une affaire donnée".[999] Par ailleurs, l'Organe d'appel a expliqué que l'application de l'un des alinéas de l'article 2.1 ne peut pas, en soi, être déterminante pour arriver à la conclusion qu'une subvention particulière est ou n'est pas spécifique.[1000] Par conséquent, il a mis en garde contre "un examen de la spécificité fondé sur l'application d'un alinéa particulier de l'article 2.1 lorsque la possibilité d'appliquer d'autres alinéas est justifiée, eu égard à la nature et à la teneur des mesures contestées dans une affaire particulière".[1001] Toutefois, il a également envisagé que, même si l'analyse se ferait habituellement dans un ordre séquentiel, l'autorité chargée de l'enquête ou le groupe spécial pourrait examiner une subvention donnée et établir qu'elle est spécifique seulement au regard de l'un des alinéas de l'article 2.1 lorsque les circonstances de l'affaire l'exigent.[1002]

4.368. Dans l'affaire *États-Unis - Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, l'Organe d'appel a fait observer que les alinéas a) et b) de l'article 2.1 identifiaient certains éléments communs dans l'analyse de la spécificité d'une subvention, comme "les prescriptions relatives au droit de bénéficier imposées par "l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit"".[1003] À cet égard, les alinéas a) et b) de l'article 2.1 énoncent des indicateurs du droit de bénéficier d'une subvention. À l'article 2.1 c), il est également précisé que "si … il y a des raisons de croire que la subvention peut en fait être spécifique", l'application des facteurs énoncés à l'article 2.1 c) aux caractéristiques factuelles d'une subvention contestée peut être justifiée. Dans cette disposition, il est aussi précisé que c'est le cas même "nonobstant toute apparence de non-spécificité résultant de l'application des principes énoncés aux alinéas a) et b)".[1004]

4.369. L'article 2.1 c) met donc en évidence certains indices que les autorités chargées de l'enquête et les groupes spéciaux peuvent évaluer pour déterminer si, bien qu'elle ne soit pas spécifique *de jure*, une subvention peut être spécifique en fait. Par conséquent, cette disposition porte principalement sur les circonstances *de facto* entourant l'utilisation d'une subvention. L'article 2.1 c) identifie quatre facteurs à prendre en considération pour déterminer si une subvention est spécifique *de facto*: i) utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises; ii) utilisation dominante par certaines entreprises; iii) octroi à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés; et iv) manière dont l'autorité qui accorde la subvention a exercé un pouvoir discrétionnaire dans la décision d'accorder une subvention. Dans l'alinéa c), il est ajouté que, pour l'examen de ces facteurs, la diversification de l'économie pertinente et la durée du programme de subventions pertinent seront prises en compte. Dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, l'Organe d'appel a considéré que ces éléments posaient des jalons pour évaluer si les subventions étaient spécifiques en fait, et que les éléments qui étaient pertinents pour l'analyse au titre de l'article 2.1 c) dépendraient des raisons qu'il y avait de croire que la subvention pouvait en fait être spécifique. L'autorité chargée de l'enquête doit donc "rest[er] ouvert[e] à l'applicabilité de chacun des éléments indiqués à l'article 2.1 c) et à la possibilité qu'une conclusion en ce qui concerne la spécificité en fait puisse, selon les circonstances de l'affaire, s'appuyer sur une évaluation d'un, de plusieurs ou de l'ensemble de ces éléments".[1005]

---

[998] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 366.

[999] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 371.

[1000] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 366.

[1001] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 371.

[1002] Voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 371; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs,* paragraphe 945; et *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 873.

[1003] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 368.

[1004] L'Organe d'appel a signalé qu'"[u]ne constatation de non-spécificité au titre des alinéas a) et b) ne perm[ettait] pas à un groupe spécial de s'abstenir d'examiner des allégations formulées au titre de l'alinéa c)". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 793)

[1005] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 878.

4.370. Ayant exposé le cadre ci-dessus pour l'interprétation de la prescription relative à la spécificité, nous passons maintenant à l'examen des allégations de l'Inde telles qu'elles se rapportent au premier facteur indiqué à l'article 2.1 c).

4.5.2.1 Utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises

4.371. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation du premier facteur indiqué à l'article 2.1 c) de l'Accord SMC. Elle fait observer que l'expression "nombre limité" est précédée par "utilisation … par" et que l'article 2.1 c) porte donc principalement sur le fait que le nombre d'utilisateurs du programme de subventions est limité. Elle note également que l'expression "nombre limité" est suivie de "de certaines entreprises", et que l'utilisation du terme "de" dénote une relation "sous-ensemble – super ensemble" entre "nombre limité" et "certaines entreprises".[1006] Donc, selon l'Inde, le "nombre limité" d'utilisateurs doit être compris comme formant un sous-ensemble de "certaines entreprises". L'Inde indique que, en rejetant son allégation, le Groupe spécial n'a pas tenu compte de ces éléments et d'autres éléments textuels, et a donc conclu que la catégorie pertinente pour cette évaluation était celle de "certaines entreprises". Elle considère que, interprétée correctement, une évaluation au titre du premier facteur de l'article 2.1 c) "doit être effectuée en ce qui concerne les utilisateurs du programme dans la catégorie de "certaines entreprises"".[1007] Elle dit que les "certaines entreprises" en l'espèce sont les utilisateurs du minerai de fer. En conséquence, l'article 2.1 c) exigeait que l'USDOC démontre que le programme de subventions allégué était utilisé par un nombre limité d'entités parmi l'ensemble des "utilisateurs du minerai de fer". Selon l'Inde, l'USDOC ne l'a pas fait et sa détermination n'est donc pas justifiée au regard de l'article 2.1 c).

4.372. Les États-Unis répondent que le Groupe spécial a rejeté à bon droit l'argument de l'Inde selon lequel l'autorité chargée de l'enquête devait établir que seul un nombre limité d'entreprises, parmi un ensemble de certaines entreprises admissibles au bénéfice du programme de subventions, reçoivent effectivement la subvention. Ils estiment que l'Inde tente de reformuler l'article 2.1 c), mais que son argument n'est pas étayé par le texte de cet article. Ils demandent donc à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en interprétant ou en appliquant le membre de phrase "utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises" figurant à l'article 2.1 c) de l'Accord SMC.

4.373. Nous rappelons que l'article 2.1 c) identifie les facteurs que les autorités chargées de l'enquête et les groupes spéciaux doivent évaluer pour établir si, tout en n'étant apparemment pas spécifique *de jure*, une subvention peut toutefois être spécifique en fait. Cela laisse entendre que, même si les analyses *de jure* et *de facto* examinent toutes deux principalement la question de savoir si une subvention est spécifique, elles le font suivant des perspectives quelque peu différentes. Même si une analyse *de jure* examine des éléments de preuve concrets relatifs à des *limitations expresses de la possibilité de bénéficier* d'une subvention, une analyse *de facto* porte principalement sur les *indices* de l'attribution ou de l'utilisation d'une subvention qui étayent une constatation de spécificité. Le but de ce dernier examen, du fait qu'il révèle l'existence d'une spécificité au moyen de considérations *de facto* et qu'il le fait nonobstant toute apparence de non-spécificité qui pourrait résulter d'une analyse *de jure*, est d'identifier des éléments de preuve indiquant l'attribution ou l'utilisation qui donnent à l'autorité chargée de l'enquête ou au groupe spécial une garantie suffisante concernant l'existence d'une spécificité. De cette manière, la deuxième phrase de l'article 2.1 c) énumère les facteurs particuliers concernant l'attribution ou l'utilisation d'une subvention, comme l'utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises ou l'utilisation dominante par certaines entreprises, l'octroi à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés, ou la manière dont l'autorité qui accorde la subvention a exercé un pouvoir discrétionnaire dans la décision d'accorder une subvention.[1008]

4.374. Sur la base de cette interprétation générale, nous examinons le premier facteur indiqué à l'article 2.1 c), à savoir l'utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises. Le terme "utilisation" désigne l'action d'utiliser ou d'employer quelque

[1006] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 376.
[1007] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 374.
[1008] Nous rappelons que l'article 2.1 c) exige que, pour l'examen de ces facteurs, la diversification de l'économie pertinente et la durée du programme de subventions pertinent soient également pris en compte.

chose.[1009] Dans le présent contexte, ce qui est utilisé ou employé est un "programme de subventions". De plus, le terme "utilisation" indique le type d'éléments de preuve qui sont analysés dans l'examen prescrit par le premier facteur énoncé à l'article 2.1 c). Contrairement à une analyse *de jure* qui examine si l'autorité chargée de l'enquête ou la législation en vertu de laquelle elle agit, *limite expressément la possibilité de bénéficier* de la subvention, l'élément central, dans le cadre du premier facteur de l'article 2.1 c), est une évaluation quantitative des entités qui *utilisent réellement* un programme de subventions et, en particulier, le point de savoir si une telle *utilisation* est partagée par un "nombre limité de certaines entreprises".

4.375. Nous notons également que l'utilisation de l'expression "nombre limité" présente certaines similitudes avec le libellé de l'article 2.1 d'une manière plus générale. Par exemple, le concept de limitation figure à l'article 2.1 c), ainsi qu'à l'article 2.1 a), qui traite de la situation dans laquelle "l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation … *limite* expressément … la possibilité de bénéficier de la subvention".[1010] L'utilisation courante de termes dérivés du verbe "limiter" dans ces circonstances, que ce soit *de jure* ou *de facto*, met l'accent sur l'existence de limitations de la possibilité de bénéficier de cette subvention, ou du nombre d'entreprises ou de branches de production qui l'utilisent.[1011] Toutefois, les références à ces limitations fonctionnent d'une manière quelque peu différente dans le cadre de ces deux principes. Pour relever de l'alinéa a), ces limitations doivent figurer expressément, par exemple, dans les instruments juridiques d'une autorité gouvernementale. L'alinéa c), quant à lui, indique un examen des facteurs énumérés dans cette disposition qui met l'accent sur les considérations *de facto*, et non *de jure*. Dans le cadre du premier facteur de l'alinéa c), l'analyse met l'accent sur la question de savoir si le nombre d'utilisateurs du programme de subventions est limité.

4.376. Nous avons précédemment examiné la définition, énoncée à l'article 2.1, de l'expression "certaines entreprises", soulignant qu'elle laissait entendre que les entreprises pertinentes devaient être "connu[es] et caractérisé[es]", mais non nécessairement "expressément identifié[es]".[1012] Cela indique que le sens de l'expression "certaines entreprises", qui constitue à la fois le texte et le contexte du texte introductif et de chacun des alinéas de l'article 2.1, ne suppose pas en soi un exercice précis d'identification ou de quantification. Toutefois, lorsque cette expression est considérée conjointement avec l'expression "nombre limité" figurant à l'article 2.1 c), cela semblerait suggérer un plus grand degré de précision, en exigeant une évaluation plus quantitative des utilisateurs d'un programme de subventions. Nous croyons comprendre que cela est compatible avec un exercice *de facto*, qui vise à identifier les éléments de preuve de l'attribution ou de l'utilisation qui donnent à l'autorité chargée de l'enquête ou au groupe spécial une garantie suffisante concernant l'existence d'une spécificité.

4.377. Nous notons que le terme "de", dans le membre de phrase "par un nombre limité de certaines entreprises" peut, à première vue, donner lieu à différentes interprétations concernant la relation entre "un nombre limité" et "certaines entreprises". Bien que ce membre de phrase puisse être lu de manière à laisser entendre que l'utilisation du programme de subventions doit être limité à un nombre d'entreprises qui font partie d'un groupe plus large de "certaines entreprises"[1013], nous considérons que la meilleure lecture est que l'expression "nombre limité" reflète une quantité de "certaines entreprises" dont il doit être constaté qu'elles ont utilisé le programme de subventions pour que cela indique l'existence d'une spécificité *de facto*.[1014] Cette lecture est plus

[1009] Le terme "use" (utilisation) est défini de la manière suivante: "act of using, fact of being used; the action of using something; the fact or state of being used; application or conversion to some purpose" (acte d'utiliser, fait d'être utilisé; action d'utiliser quelque chose; fait ou état d'être utilisé; application ou conversion à une certaine fin). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 3484)

[1010] Italique ajouté.

[1011] À cet égard, nous notons que, dans le contexte de la spécificité régionale au titre de l'article 2.2, une détermination positive de spécificité dépend également de la question de savoir si la subvention est *limitée* à certaines entreprises. Dans ce contexte, ces entreprises doivent être situées à l'intérieur d'une région géographique déterminée.

[1012] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 373 (citant le *Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 375).

[1013] Voir la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 371 (citant *The Oxford English Dictionary*, 3ème édition, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2010), page 1230).

[1014] Nous notons que le terme "de" peut être utilisé pour relier deux noms "of which the former is a collective term, a classificatory word, a quantitative or numeral word, or the name of something having component parts, and the latter is the substance or elements of which this consists" (dont le premier est un

compatible avec notre interprétation contextuelle de l'expression "certaines entreprises", et de sa relation avec l'expression "nombre limité", la deuxième servant à déterminer si les entreprises ou branches de production connues et caractérisées, désignées par la première, peuvent être considérées d'un point de vue quantitatif comme étant en nombre limité. Selon nous, le terme "certaines" apparaît pour indiquer une caractérisation plus qualitative des entreprises, branches de production, ou groupes d'entreprises ou de branches de production, alors que l'expression "nombre limité", dans le contexte de l'article 2.1 c), suggère un examen de la question de savoir si les entreprises ou branches de production ainsi caractérisées constituent un groupe limité d'un point de vue quantitatif.

4.378. Sur la base de ce qui précède, nous ne désapprouvons pas le point de vue de l'Inde selon lequel l'utilisation de l'expression "nombre limité" après les termes "utilisation … par" indique que ce facteur met l'accent sur le fait que "*les utilisateurs du programme sont en nombre limité*".[1015] Toutefois, cela ne répond pas à la question de savoir si le nombre limité d'utilisateurs doit former un sous-ensemble de certaines entreprises. L'Inde soutient que l'utilisation du terme "de" entre "nombre limité" et "certaines entreprises" dénote une relation "sous-ensemble – super ensemble" entre ces deux expressions.[1016] Nous ne sommes pas d'accord; en fait, nous considérons qu'une interprétation correcte des deux expressions, utilisées conjointement avec le terme "de", est que l'expression "nombre limité" vise à rendre compte d'une quantité finie et limitée de "certaines entreprises". Autrement dit, ces termes indiquent qu'il doit être constaté qu'une quantité limitée d'entreprises et de branches de production pouvant être considérées comme "certaines entreprises" ont utilisé le programme de subventions, sans exiger que la quantité limitée représente un sous-ensemble d'un quelconque groupe plus large de "certaines entreprises". Cette lecture est également compatible avec notre interprétation contextuelle de l'expression "certaines entreprises", et de sa relation avec l'expression "nombre limité", la deuxième servant à déterminer si les entreprises ou branches de production connues et caractérisées peuvent être considérées d'un point de vue quantitatif comme étant en nombre limité.

4.379. Nous prenons également note de l'argument des États-Unis selon lequel l'interprétation de l'Inde pourrait avoir pour résultat que, nonobstant les éléments de preuve indiquant que les utilisateurs d'une subvention sont limités à une seule branche de production ou même à une seule entreprise pouvant être considérée comme "certaines entreprises", l'autorité chargée de l'enquête se retrouverait sans moyens de déterminer la spécificité.[1017] Cette interprétation ne peut pas être justifiée compte tenu du fait que l'article 2.1 met clairement l'accent sur la question de savoir si une subvention est limitée à "certaines entreprises". Pour ces raisons, nous considérons que le membre de phrase "utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises" vise l'examen des éléments de preuve indiquant que les "certaines entreprises" utilisant un programme de subventions sont en nombre limité, et ne dénote pas que les bénéficiaires réels doivent former un sous-ensemble de "certaines entreprises".

4.380. Pour les raisons qui précèdent, nous confirmons la constatation du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.135 de son rapport, selon laquelle, l'USDOC n'avait aucune obligation d'établir que seul un "nombre limité" d'entreprises, à l'intérieur de l'ensemble de "certaines entreprises", utilisaient réellement le programme de subventions.[1018]

---

terme collectif, un terme de classification, un terme quantitatif ou numérique, ou le nom de quelque chose qui comporte des éléments, et dont le deuxième est la substance ou les éléments dont il est constitué). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2007), volume 2, page 1985)

[1015] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 370. (italique dans l'original)

[1016] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 371.

[1017] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 315.

[1018] L'Inde demande également que, dans la mesure où nous acceptons son allégation selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 c), nous constations également que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord SMC, qui exige que les déterminations de spécificité soient clairement étayées par des éléments de preuve positifs. (communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 378) Étant donné que la condition de la demande de l'Inde concernant l'article 2.4 n'est pas remplie, nous rejetons également sa demande à cet égard.

4.5.2.2 Question de savoir si le premier facteur de l'article 2.1 c) exige une constatation de discrimination entre "certaines entreprises" et d'autres entreprises se trouvant dans une situation semblable

4.381. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que l'article 2.1 c) de l'Accord SMC n'exigeait pas d'examiner si le programme de subventions établissait une discrimination *de facto* entre "certaines entreprises" et d'autres entreprises "se trouvant dans une situation semblable". Elle estime que les constatations du Groupe spécial sont contradictoires. D'une part, le Groupe spécial a reconnu que "la détermination de spécificité au titre de l'article 2.1 a) et c) se rapport[ait] à "l'existence d'une restriction de la possibilité de bénéficier de la subvention, en ce sens que [certaines entreprises] [pouvaient] bénéficier de la subvention, mais non les autres"".[1019] D'autre part, le Groupe spécial a estimé que "le critère de "spécificité" ne se rapport[ait] pas à la "discrimination"".[1020] L'Inde considère que le fait qu'une subvention est accordée à certains, mais pas à d'autres correspond exactement à la façon dont on définirait normalement la discrimination. Elle fait observer, en outre, qu'il faudrait que ces "autres" entités auxquelles la subvention est refusée soient "similaires" aux "certaines entreprises" auxquelles la subvention est accordée, et que cela est étayé par le texte et le contexte de l'article 2.1. Elle considère que l'Organe d'appel, dans son rapport *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte),* étaye son point de vue parce qu'il contient une analyse de la question de savoir s'il y a discrimination *de facto* ou non.

4.382. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a rejeté à bon droit l'argument de l'Inde selon lequel l'article 2.1 c) de l'Accord SMC exigeait de montrer l'existence d'une discrimination entre certaines entreprises et d'autres entreprises se trouvant dans une situation semblable. Selon eux, l'Inde ne réalise pas que, dans la mesure où l'analyse de la spécificité au titre de l'article 2.1 c) comporte une comparaison, celle-ci doit être faite entre certaines entreprises recevant la subvention et le reste de l'économie du Membre qui accorde la subvention. Les États-Unis souscrivent donc à la constatation du Groupe spécial selon laquelle "l'article 2.1 ne concerne pas les autres entreprises, ni le point de savoir si ces autres entreprises ont subi ou non une discrimination".[1021] Ils font aussi observer que l'approche de l'Inde reviendrait à une lecture du texte introductif de l'article 2.1 qui exclurait les termes mêmes, parce que les autorités chargées de l'enquête se retrouveraient sans moyens, dans les cas où l'expression "certaines entreprises" est définie comme étant une branche de production ou une seule entreprise. Les États-Unis considèrent également que l'utilisation par l'Inde du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)* est infondée puisque cette affaire portait sur la question de savoir si une contribution financière correspondant à des montants disproportionnés avait été accordée à certaines entreprises, ce qui est un facteur énoncé à l'article 2.1 c) différent du facteur en cause en l'espèce.

4.383. L'Inde tente d'introduire l'idée que, pour qu'une subvention soit spécifique, les bénéficiaires et une quelconque catégorie de non-bénéficiaires de la subvention doivent être "similaires" ou "se trouv[er] dans une situation semblable". Cette assertion, fait valoir l'Inde, est étayée par le texte et le contexte de l'article 2.1, qui serait dénué de sens si les "autres" dont il est allégué que la subvention leur a été refusée n'y auraient pas eu accès de toute manière.[1022]

4.384. Pour l'examen des arguments de l'Inde, nous rappelons l'observation de l'Organe d'appel selon laquelle "[l]e texte introductif [de l'article 2.1] définit la question centrale comme étant une détermination sur le point de savoir si une subvention est spécifique à "certaines entreprises" relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention".[1023] Cela indique que, que l'examen soit axé sur les éléments *de jure* ou *de facto* d'un programme de subventions, déterminer que la possibilité de bénéficier de la subvention, ou l'attribution ou l'utilisation réelle de celle-ci est limitée, exige de montrer que seules certaines entreprises relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention peuvent en bénéficier. Nous ne voyons pas, dans l'article 2.1 c), et en particulier dans le terme "certaines" et l'expression "nombre limité", de fondement textuel indiquant une prescription exigeant d'identifier les entreprises ou branches de

[1019] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 351.
[1020] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 353.
[1021] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 314 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.121).
[1022] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 357.
[1023] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 366.

production qui "se trouv[ent] dans une situation semblable", avant de devoir évaluer si seul un sous-ensemble des entités "se trouvant dans une situation semblable" peuvent *de facto* bénéficier de la subvention ou remplissent autrement les conditions requises pour en bénéficier. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, le droit de bénéficier est essentiel dans un examen de la spécificité *de jure* au titre des alinéas a) et b) de l'article 2.1 de l'Accord SMC: "l'article 2.1 a) décrit les limitations du droit de bénéficier qui favorisent certaines entreprises, alors que l'article 2.1 b) décrit les critères ou conditions qui préviennent un droit de bénéficier sélectif".[1024] Nous ne considérons pas que cet accent mis sur le droit de bénéficier des bénéficiaires de la subvention suppose une évaluation comparative des bénéficiaires de la subvention et d'une quelconque catégorie d'"autres" qui se trouvent dans une situation semblable. Le fait qu'un examen de la spécificité peut, dans certaines circonstances, passer des alinéas a) et b) à l'alinéa c) illustre un scénario dans lequel toutes les entreprises ou branches de production peuvent *de jure* expressément bénéficier de la subvention en question. C'est alors la fonction de l'examen au titre de l'alinéa c) de déterminer si, par exemple, seul un nombre limité de certaines entreprises peuvent, en fait, bénéficier de la subvention.

4.385. L'Inde soutient que les dispositions sont "dénuées de sens" sans limitation des "autres" aux entreprises qui sont "similaires" ou "se trouv[ent] dans une situation semblable", mais elle n'a pas expliqué pourquoi il en serait ainsi. Le Groupe spécial a indiqué qu'une détermination positive établissant qu'une subvention était spécifique au regard du premier facteur énoncé à l'article 2.1 c) exigerait de montrer que "certaines entreprises, branches de production ou groupes d'entreprises ou de branches de production [pouvaient] bénéficier de la subvention, mais non les autres".[1025] Contrairement à ce que l'Inde avance, nous n'estimons pas que la référence aux "autres" impose une interprétation selon laquelle l'élément central de l'analyse devrait être la comparaison du traitement accordé aux bénéficiaires de la subvention et de celui accordé à d'autres entreprises se trouvant dans une situation semblable qui bénéficient aussi de la subvention. Comme le Groupe spécial l'a fait observer, ce qui compte, pour l'examen requis par l'alinéa a) et le premier facteur de l'alinéa c), c'est l'existence d'une limitation de la possibilité de bénéficier de la subvention ou de son utilisation.[1026]

4.386. L'Inde n'a pas expliqué pourquoi la distorsion des échanges pouvant résulter de la distribution sélective des subventions serait plus susceptible de se produire dans les cas où l'ensemble des bénéficiaires de la subvention constituait un sous-ensemble des entreprises se trouvant dans une situation semblable, plutôt qu'un sous-ensemble de l'économie dans sa totalité. En outre, les États-Unis font observer que la position de l'Inde est problématique parce que si, par exemple, les utilisateurs d'une subvention ont été limités à une seule branche de production pouvant être considérée comme "certaines entreprises", l'attribution ne serait toutefois pas considérée comme étant spécifique *de facto* parce qu'elle n'a pas été fournie à un sous-ensemble de cette branche de production. Le fait qu'une analyse *de facto* d'une subvention accordée à une seule branche de production n'indiquerait pas, selon l'Inde, l'existence d'une spécificité, est difficile à concilier avec l'objectif de détermination de la question de savoir si une subvention est spécifique à "certaines entreprises" au titre de l'article 2.1.

4.387. L'Inde s'appuie sur le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)* pour étayer sa position. En particulier, elle met en avant la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle l'examen prévu à l'article 2.1 c) "exige que le groupe spécial étudie les raisons pour lesquelles l'attribution effective des "montants de subvention" diffère de l'attribution qui serait censée résulter de l'administration de la subvention conformément aux conditions d'admissibilité à cette subvention".[1027] L'Inde fait valoir que ce raisonnement indique une approche établissant une comparaison entre l'attribution attendue et l'attribution réelle d'une subvention, ce qui, selon elle, étaye sa position selon laquelle l'analyse de la spécificité exige une comparaison entre les bénéficiaires de la subvention et les autres entreprises "se trouvant dans une situation semblable". Elle note que, même lorsqu'il y a une disparité *de facto* dans la manière dont une subvention est attribuée, l'Organe d'appel a considéré que cela exigeait

[1024] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 367.

[1025] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.121.

[1026] Nous notons que, de même, le Groupe spécial a indiqué que ce qui importait, pour l'examen requis par les alinéas a) et c) de l'article 2.1, c'était "l'existence d'une restriction de la possibilité de bénéficier de la subvention". (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.121)

[1027] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 358 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 877).

un nouvel examen des facteurs susceptibles d'expliquer ou de justifier pourquoi un sous-ensemble d'entités bénéficiait *de facto* de la subvention. Selon l'Inde, cet examen est une analyse de la question de savoir s'il y a discrimination *de facto* ou non.[1028]

4.388. Nous rappelons que, dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, l'Organe a spécifiquement analysé le troisième facteur énuméré à l'article 2.1 c) concernant la question de savoir s'il y avait eu un "octroi à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés". Dans cette affaire, l'Organe d'appel a examiné la situation particulière dans laquelle le Groupe spécial avait formulé une constatation *de jure* de non-spécificité, puis avait ensuite analysé s'il y avait des éléments de preuve d'une spécificité *de facto*.[1029] Il a souligné que le troisième facteur indiqué à l'article 2.1 c) reflétait un concept relationnel, exigeant une détermination sur le point de savoir si l'attribution effective de la subvention à certaines entreprises était trop élevée par rapport à ce qu'elle aurait été si la subvention avait été administrée conformément aux conditions d'admissibilité à celle-ci, telles qu'évaluées au titre des alinéas a) et b).[1030] L'Organe d'appel a dit que, dans les cas où il existait une disparité entre ces attributions, les raisons de cette disparité devaient être examinées de manière à déterminer en fin de compte s'il y avait eu octroi à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés.

4.389. Selon nous, l'analyse de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)* était particulière au troisième facteur indiqué à l'article 2.1 c) et aux circonstances de cette affaire. L'Organe d'appel a également noté que le libellé concernant le troisième facteur impliquait nécessairement un "concept relationnel" permettant d'évaluer si l'attribution effective de la subvention était trop élevée par rapport à celle qui aurait résulté de l'administration de la subvention conformément aux conditions d'admissibilité y afférentes.[1031] Nous ne pensons pas que l'autorité chargée de l'enquête ou le groupe spécial pourrait évaluer si les "montants de subvention" qui ont été octroyés étaient "disproportionnés" sans avoir de point de repère, peut-être éclairé par les entités dont on s'attendait à ce qu'elles reçoivent cette subvention, par rapport à celles auxquelles les montants ont été octroyés. Cela donne à penser que différentes considérations éclairent une évaluation au titre des premier et troisième facteurs de l'article 2.1 c).[1032] Nous ne considérons donc pas que le raisonnement de l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte),* concernant le troisième facteur de l'article 2.1 c) permette d'évaluer si le premier facteur suppose une évaluation du point de savoir s'il y a eu discrimination entre un nombre limité d'utilisateurs de la subvention représentant un sous-ensemble de "certaines entreprises".

4.390. Pour les raisons qui précèdent, nous confirmons la constatation du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.126 de son rapport, dans laquelle il rejette l'argument de l'Inde selon lequel la spécificité doit être établie sur la base de la discrimination en faveur de "certaines entreprises" par rapport à une catégorie plus large d'autres entités se trouvant dans une situation semblable.[1033]

[1028] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 361.

[1029] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphes 875 et 876.

[1030] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 879.

[1031] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 879.

[1032] L'examen par l'Organe d'appel du troisième facteur a également été éclairé par les facteurs obligatoires énoncés dans la dernière phrase de l'article 2.1 c) concernant la diversification de l'économie pertinente et la durée du programme d'obligations industrielles (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphes 884 et 888) Comme nous l'avons noté, le Groupe spécial en l'espèce a constaté que l'USDOC n'avait pas examiné les facteurs énoncés dans la dernière phrase de l'article 2.1 c) concernant la diversification de l'économie pertinente et la durée du programme de subventions pertinent qui constituaient le fondement de la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USDOC avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 c) de l'Accord SMC. (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.136)

[1033] L'Inde demande également que, dans la mesure où nous acceptons son allégation selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.1 c), nous constations également que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord SMC, qui exige que les déterminations de spécificité soient clairement étayées par des éléments de preuve positifs. (communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 368) Étant donné que la condition de la demande de l'Inde concernant l'article 2.4 n'est pas remplie, nous rejetons également sa demande à cet égard.

4.5.2.3 Fournitures de biens et constatations de spécificité

4.391. L'Inde allègue que l'analyse du Groupe spécial est erronée parce qu'elle a permis une constatation selon laquelle la fourniture de biens par les pouvoirs publics pouvait être *de facto* spécifique, simplement sur la base des limitations inhérentes à l'utilisation des biens fournis. Selon l'Inde, l'interprétation du Groupe spécial crée une redondance dans l'Accord SMC, étant donné qu'elle permet à l'autorité de constater une "spécificité" automatiquement, affaiblissant ainsi les prescriptions des articles 1.2 et 2.1. En particulier, l'Inde soutient que, suivant l'interprétation du Groupe spécial, "[s]i l'autorité peut déterminer qu'il y a spécificité *de facto* en se fondant sur les caractéristiques inhérentes aux biens fournis par les pouvoirs publics, toutes les fournitures de biens par des pouvoirs publics constituant une subvention au titre de l'article 1.1 a) 1) iii) seraient *ipso facto* spécifiques *de facto* dans tous les cas".[1034] Par conséquent, l'interprétation du Groupe spécial rend l'article 2.1 c) inutile dans le contexte des programmes de subventions visés par l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC. L'Inde fait également valoir que l'historique de la négociation de l'article 2 indique qu'il n'y avait pas consensus entre les négociateurs sur la question de la détermination de la spécificité sur la seule base des limitations inhérentes aux biens, et que l'article 2.1 c) de l'Accord SMC ne peut pas être interprété d'une manière qui incorporerait indirectement au traité ce sur quoi les négociateurs n'ont pas pu s'entendre.

4.392. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a interprété correctement l'article 2.1 c) de l'Accord SMC en constatant que des limitations inhérentes, quelles qu'elles soient, découlant de la fourniture de biens ne pouvaient pas empêcher une constatation de spécificité *de facto*. Ils considèrent que la préoccupation de l'Inde concernant la constatation du Groupe spécial est sans fondement. Le Groupe spécial a constaté non qu'il serait *ipso facto* déterminé que la fourniture de biens ayant de manière inhérente une utilité limitée était spécifique mais, en fait, que des limitations inhérentes n'empêchaient pas une constatation de spécificité. Par conséquent, suivant l'interprétation du Groupe spécial, l'autorité chargée de l'enquête doit toujours faire une détermination de spécificité compatible avec l'article 2 de l'Accord SMC. Les États-Unis ajoutent que l'interprétation avancée par l'Inde créerait une faille dans les disciplines en matière de subventions parce que cela signifierait que la fourniture de tous les biens serait exemptée d'une constatation de spécificité *de facto*. Ils considèrent que rien, dans le texte de l'article 2, n'étaye cette interprétation. En fait, des groupes spéciaux antérieurs ont constaté à bon droit que, lorsque les pouvoirs publics fournissaient un bien ayant une utilité limitée, il était d'autant plus probable qu'une subvention était conférée à certaines entreprises.

4.393. Nous commençons par l'affirmation de l'Inde selon laquelle, dans les cas où une subvention consiste en la fourniture d'un bien au sens de l'article 1.1 a) 1) iii), la subvention sera nécessairement utilisée par un sous-ensemble de l'économie qui peut être considéré comme "certaines entreprises", et sera donc toujours spécifique au sens de l'article 2.1 c). Nous rappelons que, dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine),* l'Organe d'appel a dit que l'expression "certaines entreprises" figurant à l'article 2.1 faisait référence à "une entreprise ou une branche de production unique ou à une catégorie d'entreprises ou de branches de production qui sont connues et caractérisées".[1035] Cela laisserait entendre que chaque fois que la contribution financière en question consiste en un transfert ponctuel de valeur des pouvoirs publics en faveur d'une catégorie de bénéficiaires, et que la nature du transfert rend la catégorie des bénéficiaires plus susceptible d'être identifiée et circonscrite, il est plus probable que l'autorité chargée de l'enquête ou le groupe spécial puisse parvenir à la conclusion que la subvention est spécifique. Il se peut donc que, s'agissant de la fourniture de biens, il y ait une plus grande probabilité de constatation de spécificité dans les cas où l'intrant est utilisé seulement par un groupe circonscrit d'entités et/ou de branches de production. En même temps, nous ne sommes pas convaincus que *chaque* fourniture de biens ayant des limitations inhérentes aux caractéristiques des biens aboutira nécessairement à une constatation de spécificité.[1036]

[1034] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 388. (caractères gras omis)

[1035] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 373.

[1036] Le Groupe spécial a noté des exemples cités par le Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV* dans lesquels la fourniture de certaines ressources naturelles, comme le pétrole, le gaz et l'eau, ne serait pas automatiquement considérée comme spécifique parce qu'elles pouvaient être utilisées par un nombre indéfini de branches de production. (rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.131 et 7.132 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 7.116)) Bien que l'Inde soutienne que de tels exemples ne peuvent pas toujours être donnés pour un nombre indéfini de

4.394. Nous notons également que l'inutilité à laquelle l'Inde fait référence ne résulte pas d'une redondance dans les obligations de fond énoncées aux articles 1.1 a) 1) iii) et 2.1 c), mais plutôt d'une redondance dans le *résultat,* dans la mesure où l'Inde fait valoir qu'une détermination positive au regard du premier entraîne nécessairement une détermination positive au regard du deuxième. Toutefois, nous rappelons que les analyses au titre des articles 1.1 a) 1) iii) et 2.1 c) mettent l'accent sur des questions juridiques différentes, aucune en soi ne pouvant aboutir à une détermination d'une subvention spécifique, ce qui requiert des constatations de l'existence d'une contribution financière, d'un avantage et d'une spécificité. Donc, même s'il y a des circonstances dans lesquelles, du fait de la nature du transfert des pouvoirs publics, il y a une plus grande probabilité qu'une analyse au regard de l'article 1.1 a) 1) iii) et une analyse au regard de l'article 2.1 c) aboutissent toutes deux à des résultats positifs, le raisonnement juridique et les conclusions nécessaires dans le cadre de chaque disposition restent distincts. L'Organe d'appel a noté qu'"[u]n interprète n'[était] pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité".[1037] Il ne nous apparaît pas clairement que le potentiel de déterminations positives simultanées au regard des analyses de la contribution financière et de la spécificité peut être qualifié d'élément réduisant des clauses ou des paragraphes entiers du traité à la redondance ou à l'inutilité.

4.395. Enfin, nous prenons note de l'argument de l'Inde selon lequel l'historique de la négociation étaye sa position selon laquelle une constatation positive de spécificité *de facto* ne sera pas établie simplement sur la base des limitations inhérentes aux biens en question, et que cela doit être pris en compte conformément à l'article 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.[1038] En appel, l'Inde répète l'argument qu'elle a formulé devant le Groupe spécial, selon lequel l'historique de la négociation de l'article 2 de l'Accord SMC indique qu'il n'y avait pas consensus entre les Membres négociateurs sur la question de la détermination de la spécificité sur la seule base des limitations inhérentes aux biens. Par conséquent, elle insiste sur le fait que "l'article 2.1 c) de l'Accord SMC ne peut pas être interprété d'une manière qui incorporerait indirectement au traité ce sur quoi les négociateurs n'ont pas pu s'entendre à l'origine".[1039] Elle s'appuie en particulier sur une note de bas de page du deuxième projet Cartland[1040] de septembre 1990, qui a la teneur suivante: "Les signataires ont encore à traiter la question des possibilités limitées qui résultent des caractéristiques inhérentes de marchandises ou de services fournis par les pouvoirs publics, ou de droits d'extraction ou de récolte qu'ils accordent."[1041] L'Inde fait valoir que cette note de bas de page indique clairement que les négociateurs n'avaient pas traité la question dans le deuxième projet Cartland et que cette note de bas de page avait été supprimée dans le texte final sans qu'il y ait eu consensus.

4.396. Nous considérons qu'il est difficile de tirer une conclusion concernant le consensus ou le manque de consensus des négociateurs à partir de la suppression de la note de bas de page indiquée par l'Inde. Il est possible que la suppression de celle-ci puisse laisser entendre, comme l'Inde le fait valoir, que les négociateurs n'ont pas pu parvenir à un consensus. Toutefois, la

branches de production, nous n'excluons pas qu'il puisse y avoir des circonstances dans lesquelles la fourniture de ressources est assez largement disponible pour être considérée comme n'étant pas spécifique.

[1037] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 26. (note de bas de page omise)

[1038] Faite à Vienne le 23 mai 1969, Recueil des traités des Nations Unies, volume 1155, page 331. Dans sa déclaration d'appel, l'Inde dit également que le Groupe spécial a fait erreur parce qu'il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en limitant les circonstances dans lesquelles il est possible de s'appuyer sur l'historique de la négociation pour interpréter un traité. (déclaration d'appel de l'Inde, paragraphe 21) Dans sa communication en tant qu'appelant, l'Inde fait valoir que l'article 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités autorise également l'utilisation de l'historique de la négociation comme moyen complémentaire d'interprétation. Toutefois, elle n'a pas indiqué qu'elle présentait une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, et n'a pas présenté d'arguments qui expliqueraient en quoi l'analyse du Groupe spécial revenait à un manquement à l'obligation de procéder à une évaluation objective de la question au titre de cette disposition. (Voir la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 392 et 399; et la communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 333 et 334) En réponse aux questions posées à l'audience, l'Inde a expliqué qu'elle considérait que ces arguments étaient couverts par son allégation sur le fond concernant l'interprétation de l'article 2.1 c). Pour ces raisons, nous n'examinons pas cette question séparément de notre examen de l'argument de l'Inde concernant l'importance de l'historique de la négociation à laquelle elle fait référence.

[1039] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 397.

[1040] Le deuxième projet Cartland contient le projet de texte du Président concernant le cadre de négociation et a été distribué au Groupe de négociation sur les subventions et les mesures compensatoires en septembre 1990 sous la cote MTN.GNG/NG10/W/38/Rev.1.

[1041] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 395 (citant le deuxième projet Cartland, note de bas de page relative à l'article 4).

possibilité que les négociateurs aient supprimé la note de bas de page parce qu'ils étaient convaincus que la question avait été traitée dans le texte existant est tout aussi possible.[1042] Nous ne considérons pas que l'historique de la négociation auquel l'Inde fait référence soit utile pour comprendre si la prescription relative à la spécificité s'applique uniquement aux subventions limitées par les caractéristiques inhérentes des biens et comment.

4.397. De plus, l'Inde soutient que le Groupe spécial n'a pas consigné ni évalué les "raisons impérieuses" exposées par l'Inde pour ne pas suivre certaines constatations formulées dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, et que cela est incompatible avec le mandat du Groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[1043] Nous rappelons qu'un groupe spécial ne fait pas erreur, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, simplement parce qu'il n'examine pas chaque argument d'une partie.[1044] De plus, nous souscrivons à l'argument des États-Unis selon lequel, malgré la position contraire de l'Inde, la conclusion du Groupe spécial ne dépendait pas du raisonnement exposé dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Comme les États-Unis le soulignent, le Groupe spécial, après avoir présenté le raisonnement suivi pour le rejet de l'allégation de l'Inde, a également dit que seul le raisonnement du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV* était "compatible avec [l']approche [du Groupe spécial] exposée ci-dessus".[1045] Dans ces circonstances, nous ne considérons pas que le Groupe spécial ait agi d'une manière incompatible avec son obligation, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective de la question, et nous rejetons donc l'allégation de l'Inde à cet égard.

4.398. Pour les raisons qui précèdent, nous confirmons la constatation du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.133 de son rapport, dans laquelle il rejette l'argument de l'Inde selon lequel, si les caractéristiques inhérentes du bien subventionné limitent l'utilisation possible de la subvention à une certaine branche de production, la subvention ne sera pas spécifique à moins que la possibilité de bénéficier de cette subvention ne soit en outre limitée à un sous-ensemble de cette branche de production.

4.6 Article 12.7 de l'Accord SMC

4.399. L'Inde nous demande d'infirmer la constatation du Groupe spécial rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la mesure en cause, l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis, est incompatible "en tant que telle" et "telle qu'appliquée" avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Elle estime que, s'agissant de son allégation "en tant que tel", le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation en constatant que l'article 12.7 n'exigeait pas que les autorités chargées de l'enquête effectuent une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de choisir les meilleurs renseignements. À titre subsidiaire, même si l'interprétation du Groupe spécial est confirmée, elle estime que le Groupe spécial a néanmoins agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne tenant pas compte d'éléments de preuve pertinents concernant le sens de la mesure en cause.

4.400. S'agissant de ses allégations "tel qu'appliqué", l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en appliquant une règle de droit incorrecte au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC dans son évaluation de l'utilisation par l'USDOC des taux de subventionnement non *de minimis* les plus élevés dans les cas qu'elle avait identifiés. À titre subsidiaire, à supposer que le Groupe spécial ait appliqué la règle de droit correcte au titre de l'article 12.7, elle fait valoir qu'il a fait erreur en exigeant de l'Inde, par application d'une "charge de la preuve inutile", qu'elle démontre en quoi chaque application spécifique de la mesure enfreignait la règle de droit relative à l'article 12.7.[1046] Elle allègue aussi que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant qu'elle n'avait pas présenté d'éléments *prima facie* s'agissant de son allégation selon laquelle le réexamen à l'extinction de 2013 violait l'article 12.7 de l'Accord SMC.

[1042] Le Groupe spécial a formulé une idée semblable lorsqu'il a laissé entendre que la suppression de la note de bas de page "[pouvait] donner à penser que les négociateurs [avaient] examiné la question et [avaient] conclu qu'aucune disposition de ce genre n'était nécessaire". (rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.130)

[1043] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 382.

[1044] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 511 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135).

[1045] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.132.

[1046] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 602 à 607.

4.401. L'Inde demande en outre à l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique en ce qui concerne ses allégations "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" relatives à l'article 12.7 de l'Accord SMC.

4.402. Eu égard au caractère subordonné d'un certain nombre de ces allégations, nous commençons par examiner si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7. Nous examinerons ensuite l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord en établissant le sens de la mesure en cause. Puis nous évaluerons les allégations de l'Inde relatives à la constatation du Groupe spécial concernant l'utilisation des taux de subventionnement non *de minimis* les plus élevés, avant de passer à la contestation formulée par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne le réexamen à l'extinction de 2013.

4.6.1 Allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC

4.403. L'Inde nous demande de constater que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC. En particulier, elle fait appel de la déclaration du Groupe spécial selon laquelle les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues, au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC, d'effectuer une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de choisir les meilleurs renseignements ou, autrement dit, les renseignements disponibles qui sont les plus opportuns ou les plus appropriés.

4.404. Devant le Groupe spécial, l'Inde s'est référée à la règle élaborée par le Groupe spécial, puis citée et approuvée par l'Organe d'appel, dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* en relation avec l'article 6.8 de l'Accord antidumping, et elle a fait valoir que l'article 12.7 exigeait de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle emploie les meilleurs renseignements disponibles, après avoir procédé à une appréciation à des fins d'évaluation et de comparaison des éléments de preuve disponibles.[1047] Selon l'Inde, l'article 12.7 ne peut pas être interprété comme accordant le droit de tirer des conséquences ou déductions défavorables dans tous les cas de non-coopération, parce que cela ne ferait pas intervenir un processus d'"évaluation comparative" et ne conduirait pas à l'utilisation des "meilleurs renseignements" sur lesquels fonder une détermination au titre de l'article 12.7.

4.405. Pour leur part, les États-Unis ont soutenu devant le Groupe spécial que le sens ordinaire de l'expression "données de fait disponibles" n'indiquait pas quelles données de fait devraient être choisies par une autorité chargée de l'enquête invoquant l'article 12.7. De fait, selon eux, l'article 12.7 prévoit simplement que lorsqu'elle est confrontée à une situation dans laquelle les renseignements nécessaires n'ont pas été fournis, l'autorité chargée de l'enquête peut appliquer les données de fait disponibles par ailleurs, lesquelles peuvent inclure des données qui sont moins favorables à une partie ou un Membre intéressés. Pour les États-Unis, l'article 12.7 ne prohibe pas l'utilisation de déductions défavorables pour opérer un choix parmi les "données de fait disponibles". Les États-Unis ont dit aussi qu'il n'était pas possible de tirer des déductions qui contredisent des faits vérifiables ou qui visent simplement à punir une partie ne coopérant pas. De fait, ils ont allégué que, dans les cas où des renseignements plus pertinents ou plus fiables étaient disponibles dans le dossier, l'USDOC les utilisait pour établir ses déterminations sur la base des données de fait disponibles.

4.6.1.1 Constatations du Groupe spécial

4.406. Le Groupe spécial a commencé par noter que le texte de l'article 12.7 de l'Accord SMC n'indiquait pas de conditions expresses pour déterminer le type de "données de fait disponibles" qui devraient être utilisées par l'autorité chargée de l'enquête.[1048] Toutefois, il a noté aussi que

[1047] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 162 à 164 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 289; et au rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.166).

[1048] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.437. Le Groupe spécial a noté aussi que la disposition faisait référence aux "données de fait" disponibles et il a donc souscrit aux constatations du Groupe spécial *Chine – AMGO* selon lesquelles les déterminations établies au titre de l'article 12.7 devaient avoir un fondement factuel. (*Ibid.*, paragraphe 7.437 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphe 7.296))

l'Organe d'appel, dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, avait constaté qu'il y avait "certaines limites" au recours de l'autorité chargée de l'enquête à l'article 12.7 et, en particulier, il a fait référence à la prise en considération par l'Organe d'appel du contexte de l'article 12 en matière de régularité de la procédure.[1049] Il a cité ensuite la déclaration de l'Organe d'appel sur la fonction de l'article 12.7, à savoir permettre "l'utilisation des données de fait versées au dossier uniquement dans le but de remplacer les renseignements qui pourraient manquer, afin de parvenir à une détermination exacte concernant le subventionnement ou le dommage"[1050], avant de citer sa constatation concernant la règle de droit relative à l'article 12.7:

> [L]e recours aux données de fait disponibles ne permet pas à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser n'importe quels renseignements de la manière de son choix, quelle qu'elle soit. Premièrement, un tel recours ne donne pas la liberté de se fonder sur une partie des éléments de preuve communiqués uniquement. Dans la mesure du possible, l'autorité chargée de l'enquête utilisant les "données de fait disponibles" lors d'une enquête en matière de droits compensateurs doit prendre en compte toutes les données de fait étayées communiquées par une partie intéressée, même si ces données peuvent ne pas constituer les renseignements complets demandés à cette partie. Deuxièmement, les "données de fait disponibles" pour l'organisme se limitent généralement à celles qui peuvent raisonnablement remplacer les renseignements qu'une partie intéressée n'a pas communiqués. Dans certaines circonstances, cela peut inclure des renseignements de sources secondaires.[1051]

4.407. En résumé, le Groupe spécial a estimé ce qui suit:

> [L]a règle énoncée à l'article 12.7 de l'Accord SMC exige que toutes les données de fait étayées figurant au dossier soient prises en compte, que les déterminations faites à partir des "données de fait disponibles" aient un fondement factuel, et que les "données de fait disponibles" soient généralement circonscrites aux données de fait qui peuvent raisonnablement remplacer les renseignements manquants.[1052]

4.408. Le Groupe spécial a dit que l'argument de l'Inde affirmant que l'article 12.7 exige l'utilisation des "meilleurs renseignements disponibles" au terme d'une "appréciation à des fins d'évaluation et de comparaison" visait "à inclure dans la règle énoncée à l'article 12.7 les prescriptions spécifiques que l'Organe d'appel [avait] jugées applicables au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping, lu dans le contexte de l'Annexe II de cet accord".[1053] Il a constaté que cela serait inapproprié puisque, à son avis, l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* "n'[avait] pas appliqué cette même règle en ce qui concerne ses constatations au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC, en notant expressément l'absence d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping dans l'Accord SMC".[1054] Dans ce contexte, il a fait la déclaration spécifique dont l'Inde fait appel:

> [N]ous rejetons l'affirmation de l'Inde selon laquelle les constatations du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* établissent que l'article 12.7 de l'Accord SMC exige que les autorités chargées de l'enquête effectuent une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de choisir les *meilleurs* renseignements, c'est-à-dire les renseignements disponibles qui sont les plus opportuns ou les plus appropriés.[1055]

4.409. Il apparaît aussi que le Groupe spécial a estimé qu'il pouvait être admissible d'utiliser une déduction défavorable en recourant aux "données de fait disponibles", mais seulement dans les

---

[1049] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.438 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 292 à 294).

[1050] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 729 relative au paragraphe 7.438 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 293).

[1051] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.438 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 294).

[1052] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.441.

[1053] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.439.

[1054] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.439 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 290).

[1055] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.439. (italique dans l'original) Voir aussi la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 210 et 227.

cas où cette déduction défavorable était utilisée d'une manière compatible avec la règle de droit relative à l'article 12.7.[1056] Le Groupe spécial a cité le rapport du Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM* à l'appui de sa position selon laquelle, dans certaines circonstances, il pouvait être justifié que l'autorité chargée de l'enquête tire des déductions défavorables de la non-coopération pour choisir et évaluer les "données de fait disponibles".[1057] Toutefois, il a également interprété le rapport du Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM* comme corroborant l'idée que l'article 12.7 n'autorise pas les autorités chargées de l'enquête à punir la non-coopération, notamment en l'absence d'un fondement factuel.[1058] S'agissant de l'argument de l'Inde selon lequel l'article 12.7 de l'Accord SMC ne donne pas le droit de tirer des déductions ou des conséquences défavorables dans tous les cas de non-coopération, il a cherché à distinguer la présente affaire de la question dont était saisi le Groupe spécial *Chine – AMGO*. En particulier, il a dit que le Groupe spécial *Chine – AMGO* était confronté à des ""déductions défavorables" hypothétiques" qui étaient "dénuées de tout fondement factuel", tandis que "les "déductions défavorables" envisagées aux articles 1677e b) et 351.308 a) à e) … repos[aient] dûment sur des fondements factuels".[1059]

4.6.1.2 Interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC

4.410. Les participants ne contestent pas que l'interprétation que donne l'Organe d'appel de l'article 12.7 de l'Accord SMC dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* représente la règle de droit applicable.[1060] Par contre, ils sont en désaccord sur le point de savoir si l'article 12.7 exige nécessairement une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de choisir les meilleurs renseignements.

4.411. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC en constatant que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas tenues d'effectuer une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de choisir les meilleurs renseignements ou, autrement dit, les renseignements disponibles qui sont les plus opportuns ou les plus appropriés. Elle fait valoir que le Groupe spécial a mal interprété la règle de droit formulée par l'Organe d'appel dans le différend *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, soutenant que même si l'Organe d'appel a identifié des différences textuelles entre l'article 12.7 de l'Accord SMC et l'article 6.8 de l'Accord antidumping, il a néanmoins constaté que les deux dispositions apparaissaient dans le même contexte et remplissaient le même objectif, et qu'elles ne pouvaient pas être interprétées de manière nettement différente. Par conséquent, selon l'Inde, l'Organe d'appel a appliqué la même règle de droit dans cette affaire pour les deux dispositions. Puisque l'Organe d'appel a accepté la règle de droit énoncée par le Groupe spécial pour l'article 6.8 de l'Accord antidumping dans l'affaire en question, cette même règle devrait aussi s'appliquer en ce qui concerne l'article 12.7 de l'Accord SMC en l'espèce.[1061]

4.412. Selon l'Inde, contrairement au raisonnement suivi par le Groupe spécial, le fait d'omettre l'inclusion dans l'Accord SMC d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping ne signifie pas que les "critères généraux" au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC et de l'article 6.8 de l'Accord antidumping soient différents.[1062] L'Inde souligne le fait que la première phrase des deux dispositions est identique. En outre, elle soutient que l'Annexe II de l'Accord antidumping ne

[1056] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.442.

[1057] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.443 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM*, paragraphes 7.60, 7.61, 7.80, and 7.143).

[1058] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.443 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM*, paragraphes 7.60, 7.61, 7.80 et 7.143).

[1059] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.444 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphe 7.302).

[1060] Réponses de l'Inde et des États-Unis aux questions posées à l'audience; communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 436 à 445; communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 208. Nous notons aussi que les participants conviennent que l'article 12.7 ne peut pas être utilisé par l'autorité chargée de l'enquête pour punir les parties qui ne coopèrent pas en choisissant à cette fin des données de fait défavorables. (Réponse des États-Unis aux questions posées à l'audience; réponse des États-Unis à la question n° 76 du Groupe spécial, paragraphe 130; communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 237)

[1061] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 216 à 218 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 295, 297 et 298; et au rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.242).

[1062] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 220.

prescrit aucune règle de fond qui exigerait de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle détermine le type de renseignements pouvant être utilisés pour remplacer les renseignements manquants. Par conséquent, l'absence dans l'Accord SMC de quelque chose de semblable à l'Annexe II de l'Accord antidumping ne signifie pas que l'article 12.7 de l'Accord SMC impose une règle qui est notablement différente de celle qui est prescrite par l'article 6.8 de l'Accord antidumping pour déterminer les "données de fait disponibles" sur lesquelles fonder une détermination.

4.413. Pour leur part, les États-Unis font valoir en appel que l'interprétation que donne le Groupe spécial de l'article 12.7 est compatible avec le texte de cet article et concorde avec la règle de droit énoncée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*. Selon eux, le sens ordinaire de l'expression "données de fait disponibles" n'indique pas quelles données de fait devraient être choisies, et la prétendue prescription imposant, selon l'Inde, une "évaluation comparative" n'est pas étayée par le texte de l'Accord SMC. En tout état de cause, les États-Unis font valoir qu'il est impossible de conclure que la constatation du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* concernant l'article 6.8 de l'Accord antidumping devrait être extrapolée au-delà des circonstances factuelles propres à cette affaire.

4.414. Selon les États-Unis, le Groupe spécial a constaté à bon droit que l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* n'avait pas énoncé la même règle de droit pour l'article 6.8 de l'Accord antidumping, lu à la lumière de l'Annexe II, et l'article 12.7 de l'Accord SMC. De l'avis des États-Unis, l'approche suivie par l'Organe d'appel dans cette affaire ne devrait donc pas être interprétée comme indiquant les conditions énoncées dans l'Annexe II de l'Accord antidumping qui sont applicables à l'article 12.7 de l'Accord SMC. De fait, l'Organe d'appel s'est appuyé sur l'Annexe II uniquement comme contexte pour interpréter l'article 12.7. Alors que le titre de l'Annexe II de l'Accord antidumping fournit un contexte qui donne à penser que l'autorité chargée de l'enquête essaie d'arriver aux meilleurs renseignements disponibles au regard de l'article 12.7, le paragraphe 7 de l'Annexe II donne aussi à penser que le recours aux "données de fait disponibles" ne conduit pas nécessairement au meilleur résultat et qu'il pourrait aboutir à un résultat défavorable parce que les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles.[1063] Les États-Unis ajoutent que l'article 12.7 ne peut pas être utilisé pour punir la non-coopération.[1064]

4.415. Notre analyse commence par le texte de l'article 12.7 de l'Accord SMC, interprété dans son contexte immédiat et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord SMC. Après quoi, nous passerons au contexte supplémentaire des autres accords visés, en particulier l'Annexe II de l'Accord antidumping.[1065] L'article 12.7 de l'Accord SMC est libellé comme suit:

Article 12
Éléments de preuve

...

> 12.7 Dans les cas où un Membre intéressé ou une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles.

4.416. Premièrement, nous notons que l'article 12.7 de l'Accord SMC limite l'utilisation des "données de fait disponibles" aux cas dans lesquels un Membre intéressé ou une partie intéressée "refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable".[1066] Cela fixe les paramètres à l'intérieur desquels l'autorité chargée de l'enquête établit une détermination sur la

[1063] Réponse des États-Unis aux questions posées à l'audience.
[1064] Réponse des États-Unis aux questions posées à l'audience.
[1065] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, note de bas de page 274 relative au paragraphe 100; *CE – Amiante,* paragraphes 88 et 89; et *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 193. Nous notons aussi que c'était l'approche qu'a suivie l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* pour interpréter l'article 12.7 de l'Accord SMC. (Voir le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 295)
[1066] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 235; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 16.9.

base des "données de fait disponibles", à savoir dans le contexte de "renseignements nécessaires" manquants. C'est l'absence de ces renseignements particuliers que l'utilisation des "données de fait disponibles" a pour but de pallier.[1067] Cela donne à penser que le processus d'identification des "données de fait disponibles" devrait être limité à l'identification des éléments qui remplaceront les "renseignements nécessaires" manquant dans le dossier. À cet égard, l'emploi du terme "nécessaire" pour qualifier le terme "renseignements" est important. Il sert à faire en sorte que l'article 12.7 ne vise pas à atténuer l'absence de "tout" renseignement ou de renseignements "non nécessaires" mais vise en fait à surmonter l'absence des renseignements requis pour mener à bien une détermination. Dans cet ordre d'idées, l'Organe d'appel a estimé que l'article 12.7 "perm[ettait] l'utilisation des données de fait versées au dossier uniquement dans le but de remplacer les renseignements qui pourraient manquer, afin de parvenir à une détermination exacte concernant le subventionnement ou le dommage".[1068] Par conséquent, il doit y avoir un lien entre les "renseignements nécessaires" qui sont manquants et les "données de fait disponibles" particulières sur lesquelles est fondée une détermination au titre de l'article 12.7. C'est pourquoi l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* a dit que l'autorité chargée de l'enquête devait utiliser les "données de fait disponibles" qui "[*remplacent] raisonnablement* … les renseignements qu'une partie intéressée n'a pas communiqués"[1069], en vue de parvenir à une détermination exacte.[1070]

4.417. Il ressort clairement aussi du texte de la disposition que les déterminations établies au titre de l'article 12.7 doivent être fondées sur les "données de fait" disponibles. "Les" données de fait "disponibles" désignent les données de faits qui sont en la possession de l'autorité chargée de l'enquête et figurent au dossier de cette autorité.[1071] Cela peut inclure, par exemple, les données de fait figurant dans la demande de la branche de production nationale qui a abouti à l'ouverture de l'enquête[1072] ou les données de fait contenues dans les renseignements demandés par l'autorité chargée de l'enquête et communiqués à celle-ci par d'autres parties intéressées ou Membres intéressés.[1073] Ainsi, "les données de fait disponibles" mentionnées dans l'article 12.7 désignent les renseignements qui peuvent être utilisés comme éléments de preuve et qui figurent au dossier de l'autorité chargée de l'enquête.[1074] Étant donné que les déterminations établies au titre de l'article 12.7 doivent être établies sur la base des "données de fait disponibles", elles ne peuvent pas être établies sur la base d'hypothèses ou de spéculations non factuelles.[1075]

4.418. À notre avis, cette interprétation est confirmée par le contexte immédiat de l'article 12.7. Premièrement, nous estimons que le titre de l'article 12, à savoir "Éléments de preuve", situe le recours aux "données de fait disponibles" au titre de l'article 12.7 dans le cadre d'un processus plus large d'identification et de réunion des éléments de preuve pour l'enquête en matière de droits compensateurs.[1076] Dans l'article 11.2 de l'Accord SMC, l'expression "éléments de preuve suffisants" est juxtaposée au membre de phrase "[s]imple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents". Cela indique que la fonction des "éléments de preuve" est d'étayer les affirmations des parties intéressées. L'article 12.5 de l'Accord SMC, qui dispose que "les autorités s'assureront au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les Membres intéressés ou par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées",

[1067] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 291.
[1068] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 293.
[1069] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 294. (pas d'italique dans l'original)
[1070] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 293.
[1071] Article 12.2 de l'Accord SMC.
[1072] Articles 11.2 et 11.3 de l'Accord SMC.
[1073] Articles 12.1 et 12.5 de l'Accord SMC.
[1074] Le terme "facts" (données de fait) peut désigner des éléments d'information utilisés ou utilisables comme éléments de preuve. (Oxford English Dictionary online, <http://www.oed.com/view/Entry/67478>)
[1075] Rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphe 7.302. Nous notons aussi que, conformément à l'article 2.4 de l'Accord SMC, "[t]oute détermination de spécificité en vertu des dispositions du présent article sera clairement étayée par des *éléments de preuve positifs*" (pas d'italique dans l'original), et conformément à l'article 15.1 de l'Accord SMC, "[l]a détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des *éléments de preuve positifs*" (pas d'italique dans l'original). À notre avis, ces prescriptions relatives à la nécessité de fonder les déterminations sur des "éléments de preuve positifs" étayent notre interprétation selon laquelle les déterminations ne peuvent pas être établies sur la base d'hypothèses ou de spéculations non factuelles.
[1076] Le terme "evidence" (éléments de preuve) désigne quelque chose qui vise à prouver l'existence ou la non-existence d'un fait allégué. (*Shorter Oxford English Dictionary*, 6ème édition, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2007), volume 1, page 880)

donne une indication semblable en ce qui concerne le processus d'identification et de réunion des éléments de preuve.[1077] À la lumière de ce contexte, nous estimons que la tâche consistant à déterminer quelles "données de fait disponibles" remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants au regard de l'article 12.7 appelle un processus de raisonnement et d'évaluation. À notre avis, il ne serait pas possible, sans engager un tel processus, d'identifier si les éléments de remplacement des "renseignements nécessaires" manquants sont "raisonnables" et, donc, constituent les "éléments de preuve" sur lesquels fonder une détermination.

4.419. Nous estimons en outre que, dans le cadre du processus de raisonnement et d'évaluation sur le point de savoir quelles sont les "données de fait disponibles" qui remplacent raisonnablement les renseignements manquants, toutes les données de fait étayées figurant au dossier doivent être prises en compte.[1078] Cela compromettrait la fonction de l'article 12.7, à savoir "remplacer les renseignements qui pourraient manquer, afin de parvenir à une détermination exacte concernant le subventionnement ou le dommage", si certaines données de fait étayées étaient arbitrairement exclues de l'examen.[1079] En outre, nous notons que les participants conviennent que l'article 12.7 ne devrait pas être utilisé pour punir les parties qui ne coopèrent pas en choisissant à cette fin des données de faits défavorables.[1080] En fait, les participants sont convenus à l'audience que la fonction de l'article 12.7 était de remplacer les "renseignements nécessaires" manquants en vue de parvenir à une détermination exacte.

4.420. Dans le cadre du processus de raisonnement et d'évaluation sur le point de savoir quelles sont les "données de fait disponibles" qui constituent des éléments remplaçant raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants, l'autorité chargée de l'enquête peut être appelée à tirer des déductions des éléments de preuve qui lui sont présentés pour arriver à une conclusion. Comme l'Organe d'appel l'a reconnu, encore que dans un autre contexte – semblable toutefois –, le fait de tirer une déduction pour arriver à une conclusion sur la véracité des éléments de preuve, y compris à partir du refus de fournir des renseignements, est "un aspect ordinaire de la tâche de tous les groupes spéciaux consistant à déterminer les faits pertinents de tout différend faisant intervenir un accord visé".[1081]

4.421. En outre, nous notons que la portée de l'évaluation des "données de fait disponibles" qui est requise et la forme qu'elle peut prendre dépendent des circonstances propres à une affaire donnée, y compris la nature, la qualité et le volume des éléments de preuve versés au dossier, ainsi que des déterminations particulières devant être établies pendant l'enquête. De même, alors que l'explication et l'analyse fournies dans un rapport publié doivent être suffisantes pour permettre à un groupe spécial d'évaluer si les "données de fait disponibles" employées par l'autorité chargée de l'enquête remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants, leur nature et leur portée varieront nécessairement d'une détermination à l'autre.

4.422. Nous estimons aussi que l'article 12.4 et 12.11 éclaire le sens de l'article 12.7. La raison en est que ces dispositions reconnaissent certaines raisons potentielles pour lesquelles les "renseignements nécessaires" visés dans l'article 12.7 ne peuvent pas être fournis, à savoir le caractère confidentiel et les contraintes en matière de ressources. Cela est implicite dans la prescription imposant aux autorités chargées de l'enquête de protéger le caractère confidentiel et d'accorder toute l'aide possible, en particulier aux petites entreprises, pour la communication des renseignements. À notre avis, le contexte fourni par ces dispositions donne à penser que la manière ou les circonstances procédurales dans lesquelles les renseignements sont manquants

[1077] Nous notons que l'article 12.5 comporte la nuance "[s]auf dans les circonstances prévues au paragraphe 7". À cet égard, nous notons qu'il ne serait pas possible pour l'autorité chargée de l'enquête de "s'assur[er] … de l'exactitude des renseignements" dans les circonstances où une partie intéressée ou un Membre intéressé refuserait de donner accès à ces renseignements ou ne les communiquerait pas.

[1078] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 294.

[1079] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 293. À cet égard, nous notons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle l'article 12.7 ne donne pas "la liberté de se fonder sur une partie des éléments de preuve communiqués uniquement", et selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête devrait "prendre en compte toutes les données de fait étayées communiquées par une partie intéressée, même si ces données peuvent ne pas constituer les renseignements complets demandés à cette partie". (*Ibid*., paragraphe 294)

[1080] Réponse des États-Unis aux questions posées à l'audience; réponse des États-Unis à la question n° 76 du Groupe spécial, paragraphe 130; communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 237.

[1081] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 202.

peuvent être pertinentes pour l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête des "données de fait disponibles" au titre de l'article 12.7. En particulier, l'article 12.11 prescrit que l'autorité chargée de l'enquête tienne "dûment compte des difficultés que pourraient avoir les parties intéressées", ce qui inclut les parties intéressées qui n'ont pas fourni les "renseignements nécessaires" visés à l'article 12.7. Le type de "difficultés" rencontrées par les parties intéressées ou l'absence de telles difficultés dont l'autorité chargée de l'enquête doit tenir compte pour recourir à l'article 12.7 pourraient concerner, entre autres choses, la nature et la mise à disposition des éléments de preuve demandés, l'adéquation de la protection accordée par l'autorité chargée de l'enquête à la confidentialité des renseignements, le délai imparti pour répondre, ainsi que l'étendue ou le nombre de possibilités de ce faire, y compris en ce qui concerne les faits essentiels examinés, comme le prévoit l'article 12.8. La question de savoir si et comment l'autorité chargée de l'enquête devrait tenir compte de ces circonstances procédurales, et toutes déductions appropriées qui pourraient être tirées, dépendront nécessairement des particularités de l'enquête. Nous rappelons toutefois que les déterminations au titre de l'article 12.7 doivent être établies sur la base des "données de fait" qui remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants et qu'elles ne peuvent donc pas être établies sur la base des seules circonstances procédurales.

4.423. L'article 6.8 de l'Accord antidumping et l'Annexe II y relative constituent un contexte additionnel pour l'interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC.[1082] L'Organe d'appel a relevé dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* à la fois des similitudes et des différences textuelles entre l'article 12.7 de l'Accord SMC et l'article 6.8 de l'Accord antidumping. D'une part, en tant que différence, il a relevé l'absence dans l'Accord SMC d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping.[1083] D'autre part, en tant que similitudes, il a noté d'abord que les deux dispositions "perm[ettaient] à l'autorité chargée de l'enquête, dans certaines circonstances, de combler les lacunes dans les renseignements nécessaires pour arriver à une conclusion quant au subventionnement (ou au dumping) et au dommage".[1084] En outre, il a noté que les deux dispositions utilisaient l'expression "données de fait disponibles" pour désigner ce qui peut remplacer les "renseignements nécessaires" manquants et que les deux dispositions figuraient dans le contexte des disciplines relatives à l'identification et la collecte des éléments de preuve.[1085] Par conséquent, alors que l'Annexe II de l'Accord antidumping ne fait pas partie de l'Accord SMC, l'Organe d'appel a constaté qu'elle constituait un contexte pertinent pour l'interprétation de l'article 12.7, dont le libellé est presque identique à celui de l'article 6.8 de l'Accord antidumping. En particulier, les similitudes entre ces dispositions ont amené l'Organe d'appel à dire que son interprétation des limitations concernant l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête des "données de fait disponibles" dans l'article 12.7:

> ... [était] encore étayée par le recours limité semblable aux "données de fait disponibles" qui est permis au titre de l'Annexe II de l'*Accord antidumping*. En effet, selon [lui], il serait anormal que l'article 12.7 de l'*Accord SMC* permette d'utiliser les "données de fait disponibles" dans les enquêtes en matière de droits compensateurs d'une manière notablement différente de celle dont elles peuvent l'être dans les enquêtes antidumping.[1086]

4.424. S'agissant de la nature des "données de fait disponibles" qui peuvent constituer le fondement des déterminations au titre de l'article 12.7, le titre de l'Annexe II, "Meilleurs renseignements disponibles pour les besoins du paragraphe 8 de l'article 6", étaye notre interprétation selon laquelle ces données de faits doivent être limitées à celles qui remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants.[1087] S'agissant du processus pour déterminer quelles "données de fait disponibles" il convient d'utiliser, nous notons que dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* l'Organe d'appel a cité en l'approuvant l'explication du Groupe spécial concernant l'article 6.8 de l'Accord antidumping selon laquelle "[a]vant de pouvoir dire d'une chose qu'elle est la "meilleure", il faut inévitablement procéder à une appréciation à des fins d'évaluation et de comparaison", et selon laquelle la nature de cette

[1082] L'Annexe II est intitulée "Meilleurs renseignements disponibles pour les besoins du paragraphe 8 de l'article 6".
[1083] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 290.
[1084] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 291.
[1085] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 291 et 292 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 138, qui cite le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 136).
[1086] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 295.
[1087] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 294.

règle dépend des "circonstances de l'espèce" considérée.[1088] Cela étaye notre interprétation de l'article 12.7, à savoir que la détermination des éléments qui remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants fait intervenir un processus de raisonnement et d'évaluation. Comme pour l'article 6.8 de l'Accord antidumping, ce processus appelle à son tour un examen de toutes les données de fait étayées versées au dossier.

4.425. Nous trouvons en outre des éléments à l'appui de cette interprétation dans les références figurant dans le paragraphe 7 de l'Annexe II à la "circonspection particulière" dont il faudrait faire preuve lorsque l'on s'appuie sur des renseignements provenant de sources secondaires et, lorsque cela sera réalisable, à la "vérifi[cation] de ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes", qui indiquent l'une et l'autre un processus de raisonnement et d'évaluation.[1089] La dernière phrase du paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping est également pertinente pour l'interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC, en particulier en ce qui concerne la mesure en cause. Elle est libellée comme suit:

> Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement.

4.426. Cette phrase prend acte du fait que la non-coopération pourrait aboutir à un résultat qui est moins favorable pour la partie qui ne coopère pas. Elle décrit ce qui pourrait résulter de ce qu'une partie qui ne coopère pas ne fournit pas ou ne communique pas par ailleurs des renseignements pertinents, et de l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête des "données de fait disponibles" versées au dossier. La juxtaposition du "résultat" et de la "situation" de non-coopération dans cette phrase confirme notre interprétation selon laquelle la non-coopération d'une partie ne constitue pas elle-même le "fondement" permettant de remplacer les "renseignements nécessaires". De fait, la non-coopération crée une situation dans laquelle un résultat moins favorable devient possible en raison du choix d'un élément pour remplacer une donnée de fait inconnue. L'Annexe II de l'Accord antidumping fournit donc des éléments contextuels étayant notre interprétation selon laquelle les circonstances procédurales dans lesquelles des renseignements sont manquants sont pertinentes pour l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête des "données de fait disponibles" au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC. À cet égard, nous notons que le paragraphe 1 de l'Annexe II établit un lien entre la "connaissance" qu'a une partie intéressée et la capacité de l'autorité chargée de l'enquête de recourir aux "données de fait disponibles". Cela donne à penser que la connaissance qu'a la partie qui ne coopère pas des conséquences du fait de ne pas communiquer des renseignements peut être prise en compte par l'autorité chargée de l'enquête avec les autres circonstances procédurales dans lesquelles des renseignements sont manquants pour déterminer les "données de fait disponibles" sur la base desquelles il convient de fonder une détermination et pour expliquer le choix des données de fait. Cela étant dit, dans les cas où il y aura plusieurs "données de fait disponibles" parmi lesquelles choisir, l'autorité chargée de l'enquête devra néanmoins évaluer et examiner rationnellement quelles sont celles de ces "données de fait disponibles" qui remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants, en vue d'arriver à une détermination exacte.

4.6.1.3 Évaluation de l'allégation d'erreur formulée par l'Inde

4.427. Gardant ces considérations à l'esprit, nous passons à l'évaluation de l'allégation formulée par l'Inde en appel selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC. Nous rappelons que l'Inde conteste la déclaration du Groupe spécial selon laquelle les autorités chargées de l'enquête ne sont pas tenues au titre de l'article 12.7 d'effectuer une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de

[1088] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 289 (citant le rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.166).

[1089] À cet égard, nous notons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle les éléments du paragraphe 7 de l'Annexe II donnent à penser que l'autorité chargée de l'enquête "devrait s'assurer de la *fiabilité* et de l'*exactitude* de ces renseignements en les vérifiant, lorsque cela sera réalisable, d'après les renseignements provenant d'autres sources indépendantes à sa disposition, y compris les éléments présentés par des parties intéressées". (Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 289 (pas d'italique dans l'original))

choisir les meilleurs renseignements, c'est-à-dire les renseignements disponibles qui sont les plus opportuns ou les plus appropriés.

4.428. Nous commençons par évaluer, d'une manière générale, si l'approche suivie par le Groupe spécial en ce qui concerne l'article 12.7 de l'Accord SMC concorde avec les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* examinées plus haut, avant de passer à l'allégation spécifique d'erreur formulée par l'Inde. Le Groupe spécial a noté tout d'abord que l'article 12.7 faisait référence aux "données de fait" disponibles et que par conséquent, les déterminations établies dans ce cadre devaient avoir un fondement factuel.[1090] Nous jugeons cette déclaration irréprochable. En particulier, nous avons constaté que, étant donné que les déterminations fondées sur l'article 12.7 devaient être établies sur la base des "données de fait disponibles", elles ne pouvaient pas être établies sur la base d'hypothèses ou de spéculations non factuelles.

4.429. Ensuite, le Groupe spécial a noté l'examen par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* du contexte de l'article 12 en matière de régularité de la procédure, avant de citer la constatation de l'Organe d'appel dans cette affaire selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête ayant recours à l'article 12.7 doit prendre en compte toutes les données de fait étayées communiquées par une partie intéressée et selon laquelle elle doit généralement se cantonner aux données qui remplacent raisonnablement les renseignements qu'une partie intéressée n'a pas communiqués.[1091] À la lumière de ces considérations, le Groupe spécial a formulé son interprétation de l'article 12.7 dans les termes suivants:

> [L]a règle énoncée à l'article 12.7 de l'Accord SMC exige que toutes les données de fait étayées figurant au dossier soient prises en compte, que les déterminations faites à partir des "données de fait disponibles" aient un fondement factuel, et que les "données de fait disponibles" soient généralement circonscrites aux données de fait qui peuvent raisonnablement remplacer les renseignements manquants.[1092]

4.430. Selon nous, cet énoncé correspond à l'interprétation de l'article 12.7 donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* et exposée plus haut. Nous notons en outre cependant que dans l'affaire en question, l'Organe d'appel a énoncé la règle relative à l'article 12.7 à la lumière de sa fonction, à savoir faciliter le fait de "parvenir à une détermination *exacte*".[1093] C'est au vu de cette fonction que l'autorité chargée de l'enquête se cantonne généralement aux données de fait qui peuvent raisonnablement remplacer les renseignements manquants au titre de l'article 12.7.[1094]

4.431. Nous notons que le Groupe spécial a fait référence à cette fonction de l'article 12.7.[1095] Toutefois, il apparaît qu'il a mal compris ladite fonction en rejetant, sans autres éclaircissements, l'affirmation de l'Inde selon laquelle l'article 12.7 exige une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue d'identifier les meilleurs renseignements ou, en d'autres termes, les renseignements disponibles les plus opportuns ou les plus appropriés figurant dans le dossier. De fait, comme nous l'expliquons plus haut, nous nous attendrions à ce qu'un processus de raisonnement et d'évaluation concernant les "données de fait disponibles" versées au dossier découle de la règle de droit relative à l'article 12.7, même si le degré et la nature du raisonnement et de l'évaluation requis dépendront des circonstances de l'espèce. Dans les cas où il y aura plusieurs "données de fait disponibles" parmi lesquelles choisir, il semblerait s'ensuivre naturellement de cela que le processus de raisonnement et d'évaluation ferait intervenir un certain degré de comparaison.

4.432. Le raisonnement suivi par le Groupe spécial pour rejeter l'affirmation de l'Inde est fondé sur le rôle de l'Annexe II de l'Accord antidumping dans l'interprétation de l'article 12.7 de

---

[1090] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.437 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphe 7.296).

[1091] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.438 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 292 à 294).

[1092] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.441.

[1093] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 293. (non souligné dans l'original)

[1094] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 294.

[1095] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 729 relative au paragraphe 7.438 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 293).

l'Accord SMC. À notre avis, le Groupe spécial a estimé à juste titre que l'Annexe II de l'Accord antidumping ne devrait pas être "incluse" dans l'Accord SMC, dont elle ne fait pas partie.[1096] Il a relevé aussi à juste titre la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* selon laquelle l'absence dans l'Accord SMC d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping donne lieu à "d'importantes différences textuelles".[1097] Il apparaît toutefois qu'il a mal interprété l'importance de ces "différences" pour l'interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial s'est appuyé sur l'absence dans l'Accord SMC d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping pour établir une différence entre les *règles de droit* au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC et de l'article 6.8 de l'Accord antidumping. Cependant, l'Organe d'appel a clarifié dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* que l'absence dans l'Accord SMC d'un équivalent de l'Annexe II de l'Accord antidumping ne signifiait pas qu'"il n'existe aucune condition de ce type dans l'*Accord SMC*".[1098] Au lieu de cela, l'Organe d'appel a utilisé l'article 6.8 de l'Accord antidumping et l'Annexe II y relative comme contexte pour éclairer le sens de l'article 12.7 de l'Accord SMC.[1099] Il a constaté qu'il serait "anormal que l'article 12.7 de l'*Accord SMC* permette d'utiliser les "données de fait disponibles" dans les enquêtes en matière de droits compensateurs d'une manière notablement différente de celle dont elles peuvent l'être dans les enquêtes antidumping".[1100]

4.433. À la lumière de ces observations générales concernant l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 12.7, nous passons maintenant à l'allégation spécifique d'erreur formulée par l'Inde. L'Inde allègue que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant son affirmation selon laquelle "les constatations du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* établissent que l'article 12.7 de l'Accord SMC exige que les autorités chargées de l'enquête effectuent une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de choisir les *meilleurs* renseignements, c'est-à-dire les renseignements disponibles qui sont les plus opportuns ou les plus appropriés".[1101] Selon elle, l'article 12.7 inclut "une "obligation de comportement" imposant d'effectuer une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles, avant de faire une telle détermination".[1102] D'après ce que nous croyons comprendre, l'Inde fait valoir que l'article 12.7 prescrit une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles comme condition préalable nécessaire pour faire une détermination au titre de l'article 12.7.

4.434. Nous estimons que la façon dont l'Inde conçoit l'évaluation qui découle de la règle de droit relative à l'article 12.7 est trop rigide. De fait, comme nous l'avons indiqué plus haut, la mesure dans laquelle une "évaluation" des "données de fait disponibles" est requise au titre de l'article 12.7 et la forme qu'elle devrait prendre dépendent des circonstances propres à une affaire donnée, y compris la quantité et la qualité des données de fait disponibles versées au dossier, et des types de détermination devant être faites dans une enquête donnée. À cet égard, nous rappelons que l'Organe d'appel a approuvé la règle énoncée par le Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, y compris l'affirmation selon laquelle "pour qu'il soit satisfait aux conditions énoncées à l'article 6.8 de l'Accord antidumping et à l'Annexe II, il ne peut y avoir de meilleurs renseignements disponibles que ceux utilisés dans les *circonstances de l'espèce*".[1103] Par conséquent, nous ne pensons pas comme l'Inde que la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* corrobore l'affirmation selon laquelle une "évaluation comparative" est une condition préalable nécessaire pour faire une détermination dans tous les cas où l'autorité chargée de l'enquête recourt aux "données de fait disponibles". Il est possible qu'il y ait des circonstances où le type d'"évaluation comparative" envisagée par l'Inde ne soit pas réalisable. Par exemple, une approche comparative de l'évaluation requise ne serait pas réalisable lorsqu'il y a un seul ensemble de renseignements fiables versés au dossier qui est pertinent pour une question particulière et peut ainsi servir de fondement factuel pour une

[1096] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.439.
[1097] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 731 relative au paragraphe 7.439 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 290).
[1098] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 291.
[1099] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 295.
[1100] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 295.
[1101] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.439. (italique dans l'original) Voir aussi la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 210 et 227.
[1102] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 163.
[1103] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 289 (citant le rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.166). (non souligné dans l'original)

détermination. Nous n'acceptons donc pas l'argument de l'Inde selon lequel l'article 12.7 de l'Accord SMC exige une évaluation comparative des "données de fait disponibles" dans tous les cas.

4.435. Passant à la déclaration spécifique du Groupe spécial énonçant la règle de droit de l'article 12.7 dont l'Inde fait appel, nous faisons observer qu'elle est quelque peu ambigüe et se prête à différentes interprétations.[1104] D'une part, elle pourrait être interprétée comme rejetant l'affirmation selon laquelle l'article 12.7 exige, dans tous les cas, le type d'"évaluation comparative" visée dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*. Lorsqu'elle est interprétée de cette manière, nous souscririons à la déclaration du Groupe spécial parce que, comme nous l'avons expliqué plus haut, l'étendue et la nature de l'évaluation requise dépendront des circonstances propres à une affaire donnée. D'autre part, la déclaration du Groupe spécial pourrait être interprétée comme excluant expressément dans tous les cas une "évaluation comparative" et l'utilisation des "meilleurs renseignements" de la règle de droit relative à l'article 12.7 de l'Accord SMC. Lorsqu'elle est interprétée de cette façon, nous ne souscririons pas à la déclaration. La raison en est, comme nous l'avons expliqué plus haut, que l'on attendrait généralement de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle engage un processus de raisonnement et d'évaluation concernant les données de fait versées au dossier en tant qu'élément afférent au respect de la règle de droit relative à l'article 12.7, c'est-à-dire qu'elle détermine les "données de fait disponibles" qui remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants en vue de parvenir à une détermination exacte. Dans les cas où il y a plusieurs "données de fait disponibles" parmi lesquelles choisir, il semblerait s'ensuivre naturellement de là que le processus de raisonnement et d'évaluation ferait intervenir un certain degré de comparaison. Ainsi, dans la mesure où le rapport du Groupe spécial peut être interprété comme excluant dans tous les cas une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles en vue de choisir les meilleurs renseignements de la règle de droit relative à l'article 12.7 de l'Accord SMC, nous modifions la constatation du Groupe spécial. Nous constatons au lieu de cela que l'article 12.7 prescrit que l'autorité chargée de l'enquête utilise les "données de fait disponibles" qui remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" manquants en vue de parvenir à une détermination exacte, ce qui appelle un processus d'évaluation des éléments de preuve disponibles dont l'étendue et la nature dépendront des circonstances propres à une affaire.

4.6.2 Question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord en établissant le sens de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis

4.436. Nous passons maintenant à l'allégation subsidiaire de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en établissant le sens de la mesure en cause, à savoir l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis. En particulier, l'Inde nous demande d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle n'a pas établi *prima facie* que la mesure en cause était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC, au motif que le Groupe spécial a fait erreur en appliquant une règle de droit pour interpréter la législation nationale qui était limitée au texte de la mesure, ce qui a entraîné une erreur supplémentaire consistant à ne pas tenir compte des éléments de preuve versés au dossier qui allaient au-delà du texte de la mesure. Nous commençons par un bref aperçu des arguments exposés par les parties devant le Groupe spécial, dans la mesure où ils sont pertinents pour l'allégation formulée par l'Inde en appel.[1105]

4.437. Les parties sont convenues devant le Groupe spécial que la mesure, telle qu'elle était libellée, était de nature facultative.[1106] Toutefois, l'Inde a affirmé tout d'abord devant le Groupe spécial que les mesures facultatives pouvaient néanmoins être contestées "en tant que telles" dans le cadre de la jurisprudence de l'OMC et a avancé un argument dont il est apparu qu'il présumait que la mesure était facultative. Elle a fait valoir que les éléments de preuve qu'elle avait communiqués présentant des décisions judiciaires et l'Énoncé des mesures administratives démontraient que la mesure permettait à l'autorité chargée de l'enquête de tirer la déduction

[1104] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.439.

[1105] Nous notons que les éléments de preuve visés dans la présente section sont examinés et mentionnés de manière plus détaillée dans la section 4.6.3 ci-après.

[1106] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 167; première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 161 à 163.

prévue par la mesure uniquement parce que cette déduction était défavorable à la partie concernée, et non parce qu'il s'agissait des renseignements les plus appropriés ou les plus opportuns disponibles. À titre subsidiaire, elle a estimé que, à supposer que le Groupe spécial doive constater que des mesures facultatives ne peuvent pas être contestées "en tant que telles", la mesure devrait être interprétée comme impérative nonobstant son libellé et elle a avancé un deuxième argument en partant de cette prémisse. Pour démontrer suivant ce deuxième argument que la mesure est impérative *de facto*, elle a communiqué des éléments de preuve présentant des décisions judiciaires, l'Énoncé des mesures administratives, ainsi que des matériaux quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure tels que les déterminations de l'USDOC et une fiche récapitulative synthétisant des aspects de centaines de déterminations. En présentant ces éléments de preuve, elle a souligné qu'elle ne contestait pas une "pratique" ou une "approche" suivies par l'autorité chargée de l'enquête en tant que "mesure" séparée mais communiquait en fait des éléments de preuve relatifs à l'application de la mesure comme preuve de la nature impérative *de facto* de la mesure elle-même.[1107]

4.438. En réponse, les États-Unis ont contesté la qualification de la mesure donnée par l'Inde comme étant impérative *de facto*. Pour réfuter l'allégation de l'Inde, ils ont cité des éléments de preuve relatifs à l'historique législatif de la mesure donnant à penser que l'application obligatoire de cette mesure avait été considérée et délibérément rejetée par ses rédacteurs. Ils ont également présenté des éléments de preuve montrant des cas dans lesquels l'autorité chargée de l'enquête avait exercé le pouvoir discrétionnaire de ne pas appliquer ladite mesure ou de l'appliquer d'une manière qui n'amène pas à tirer les déductions les plus défavorables possibles. En outre, ils ont fait valoir que l'utilisation par l'Inde d'éléments de preuve montrant la pratique de l'autorité chargée de l'enquête s'agissant de l'appliquer était dénuée de fondement, parce que l'Inde n'avait pas contesté une "pratique" en tant que "mesure" et que la "pratique" alléguée n'était pas indiquée dans la mesure elle-même. S'agissant du fonctionnement de la mesure, ils ont attiré l'attention du Groupe spécial sur l'article 1677e c) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 e) du Règlement des États-Unis. Ces dispositions prévoient respectivement que lorsque l'utilisation d'une "déduction défavorable" consiste à s'appuyer sur des "renseignements recueillis indirectement", cela doit être contrôlé pour confirmation, dans la mesure où c'est réalisable, et que l'examen des renseignements qui sont présentés par une partie intéressée et sont nécessaires à la détermination qui sont communiqués en temps utile, vérifiés, et qui peuvent être utilisés sans difficultés indues ne sera pas refusé. Pour les États-Unis, ces dispositions démontrent que la mesure n'est pas appliquée d'une manière mécanique mais, en fait, qu'il est possible dans le cadre de la mesure d'obtenir les renseignements les meilleurs ou les plus opportuns et les plus appropriés comme étant les "données de fait disponibles" sur lesquelles fonder une détermination, y compris les données de fait choisies sur la base d'une déduction défavorable.

4.6.2.1 Constatations du Groupe spécial

4.439. Nous notons que l'analyse du Groupe spécial figurant dans son rapport est limitée au texte de la mesure elle-même.[1108] En réponse à la demande présentée par l'Inde à la suite de la distribution du rapport intérimaire visant à ce qu'il se réfère à ses éléments de preuve allant au-delà du texte de la mesure qui mettaient en lumière le fait que celle-ci avait un fonctionnement impératif dans la pratique et à ce qu'il évalue ces éléments de preuve[1109], le Groupe spécial a dit ce qui suit:

> L'argument subsidiaire de l'Inde en cause concerne le point de savoir si des mesures facultatives peuvent être jugées incompatibles avec les règles de l'OMC. Nous avons expliqué dans la note de bas de page 597 (note de bas de page 722 du rapport final) que notre examen était limité aux dispositions des États-Unis "en tant que telles", et non pas à l'"approche" de l'USDOC comme "mesure", parce que les allégations de l'Inde concernaient la législation des États-Unis "en tant que telle". En outre, nous avons constaté que la mesure en cause n'était pas incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Par conséquent, ainsi qu'il est expliqué dans la note de bas de page 617 (note de bas de page 742 du rapport final), nous n'avons pas besoin d'examiner si la mesure en cause des États-Unis n'est pas impérative et, de ce fait, ne peut pas

[1107] Deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 89.
[1108] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.442.
[1109] Observations de l'Inde sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 110 et 113 à 115.

> constituer un manquement aux obligations des États-Unis au titre des accords visés de l'OMC.[1110]

4.440. La note de bas de page 722 relative au paragraphe 7.435 du rapport du Groupe spécial indique ce qui suit:

> Les États-Unis ont affirmé que l'Inde ne pouvait pas contester l'"approche" de l'USDOC relative à l'établissement de déterminations "en tant que tel", car i) une telle allégation ne relevait pas du mandat du Groupe spécial et ii) l'Inde n'avait pas indiqué l'"approche" de l'USDOC en tant que "mesure" d'application générale et prospective qui pouvait être contestée "en tant que telle". (Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 196 à 203; et deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 121) L'Inde a précisé qu'elle ne contestait pas la "pratique" ou l'"approche" de l'USDOC en tant que "mesure", et a rappelé que ses allégations concernaient la législation des États-Unis "en tant que telle", à savoir les articles 1677e b) et 351.308. (Deuxième communication écrite de l'Inde, paragraphe 89) Par conséquent, notre examen se limite aux dispositions des États-Unis "en tant que telles". Nous n'avons pas besoin d'examiner, et nous n'examinons pas, l'"approche" de l'USDOC en tant que "mesure".

4.441. La note de bas de page 742 relative au paragraphe 7.445 du rapport du Groupe spécial indique quant à elle ce qui suit:

> En adoptant ce point de vue [selon lequel l'Inde n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec l'article 12.7], nous n'avons pas besoin d'examiner, et nous n'examinons pas, l'argument des États-Unis selon lequel leurs dispositions en cause ne sont pas de nature impérative et ne peuvent donc pas constituer un manquement aux obligations qui leur incombent au titre des Accords de l'OMC.[1111]

4.6.2.2 Évaluation de l'allégation d'erreur formulée par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord

4.442. L'Inde nous demande de constater que le Groupe spécial a fait erreur au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord en appliquant un critère juridique incorrect pour interpréter la législation nationale dans le règlement du différend porté devant l'OMC et, en conséquence, a fait erreur en ne tenant pas compte d'éléments de preuve importants versés au dossier du Groupe spécial. Premièrement, elle affirme que même s'il a eu raison de commencer son analyse de la mesure en examinant le texte de celle-ci, le Groupe spécial était tenu également d'examiner les outils d'interprétation nationaux pour faire en sorte d'élaborer une interprétation de la mesure qui ne soit pas différente de la manière dont cette dernière est effectivement interprétée et appliquée par l'USDOC. Deuxièmement, elle allègue que le Groupe spécial n'a pas examiné les éléments de preuve qu'elle avait communiqués en ce qui concerne l'"interprétation véritable de la [mesure], telle qu'elle est interprétée et appliquée par l'USDOC", y compris des éléments de preuve présentant des décisions judiciaires, l'Énoncé des mesures administratives, ainsi que des matériaux quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure.[1112] Selon elle, ces éléments de preuve démontrent l'existence d'un système créé pour punir la non-coopération en tirant des déductions défavorables dans tous les cas de non-coopération et sont donc manifestement importants pour son allégation.

4.443. Pour leur part, les États-Unis indiquent en appel que l'allégation de l'Inde ne satisfait pas au critère pour établir l'existence d'une infraction à l'article 11 du Mémorandum d'accord. De fait, ils font valoir que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son appréciation du sens ordinaire du texte. Ils notent que le sens d'une mesure contestée doit être établi conformément aux principes juridiques nationaux du système juridique du Membre maintenant cette mesure et que, selon le droit des États-Unis, l'interprétation de la loi par un tribunal doit commencer par le sens ordinaire du texte de la loi ou du règlement, compte tenu de la pratique administrative de l'organisme fédéral lorsque le texte de la loi est ambigu. Ils font valoir en outre que l'Inde ne peut pas fonder ses allégations sur des arguments relatifs à une "pratique" ou un "système" qui ne sont pas

[1110] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.158.
[1111] Référence de la note de bas de page omise.
[1112] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 232.

indiqués dans la mesure contestée et que, dans la mesure où les arguments de l'Inde ne se rapportent pas à la mesure elle-même, de telles allégations ne relevaient pas du mandat du Groupe spécial ni du champ du présent appel. En outre, ils estiment que le fait que le Groupe spécial n'a pas mentionné dans son rapport les éléments de preuve communiqués par l'Inde indique seulement qu'il n'a pas accordé à ceux-ci le poids ou l'importance qu'elle aurait voulu et n'est pas suffisant pour établir qu'il y a infraction à l'article 11 du Mémorandum d'accord. De fait, selon eux, une évaluation des éléments de preuve allant au-delà du texte de la mesure étaye l'évaluation du Groupe spécial, démontrant ainsi que l'objectivité de cette évaluation n'a pas été compromise.

4.444. Avant d'évaluer l'allégation de l'Inde dont nous sommes saisis, nous rappelons le critère élaboré par l'Organe d'appel s'agissant du devoir d'un groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Nous avons examiné plus haut ce critère.[1113] Nous rappelons que l'Inde allègue que le Groupe spécial n'a pas satisfait au critère auquel il était tenu de satisfaire au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, premièrement, en commettant une erreur de droit par application d'un critère juridique incorrect pour interpréter la législation nationale et deuxièmement, par suite de cette erreur, en ne prenant pas en compte certains éléments de preuve.[1114] Compte tenu de l'allégation de l'Inde, nous complétons l'aperçu exposé plus haut du critère élaboré par l'Organe d'appel en ce qui concerne le devoir d'un groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord par les considérations suivantes relatives en particulier aux obligations d'un groupe spécial lorsqu'il interprète la législation nationale et examine les éléments de preuve figurant dans son dossier.

4.445. S'agissant de l'interprétation de la législation nationale, l'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* que, "[b]ien que le rôle des groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel ne soit pas d'interpréter la législation d'un Membre en tant que telle, il [était] admissible, et même indispensable, de procéder à un examen détaillé de cette législation pour évaluer sa compatibilité avec les règles de l'OMC".[1115] Dans le cadre de leurs devoirs découlant de l'article 11 du Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux ont l'obligation d'examiner le sens et la teneur de la législation nationale en cause pour procéder à une évaluation objective de la question dont ils sont saisis, y compris une évaluation objective des faits de la cause, et de l'applicabilité des dispositions des accords visés et de la conformité des faits avec ces dispositions. Cette obligation énoncée à l'article 11 signifie que les groupes spéciaux doivent procéder à leur propre évaluation objective et indépendante du sens de la législation nationale, au lieu de s'en remettre à la qualification de cette législation par une partie.[1116]

4.446. S'agissant des types et du seuil qui peuvent être exigés en matière d'éléments de preuve pour prouver une interprétation particulière de la législation nationale, l'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* que "[s]i le sens et la teneur de la mesure [étaient] clairs telle qu'elle [était] libellée, la compatibilité de la mesure en tant que telle [pouvait] être évaluée sur cette seule base. Si, par contre, le sens … [de la mesure] n'est pas évident telle qu'elle est libellée, un examen plus approfondi est nécessaire".[1117] Il a précisé dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* que "[l]a nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve vari[eraient] d'une affaire à l'autre".[1118] Ainsi, alors que, dans certaines affaires, le texte de la législation pertinente pourrait suffire pour clarifier la teneur et le sens des instruments juridiques pertinents, dans d'autres affaires, le plaignant devra également étayer sa compréhension de la teneur et du sens de ces instruments juridiques par les éléments de preuve allant au-delà du texte de l'instrument, tels que les éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus.[1119] À cet égard, l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* que "pour établir le sens de la législation nationale, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation globale de tous les

[1113] Voir *supra*, section 4.3.1.3.
[1114] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 229 et 230.
[1115] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 200.
[1116] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 66.
[1117] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 168.
[1118] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.
[1119] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.101; *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.

éléments pertinents, à commencer par le texte de la législation, et y compris, mais pas exclusivement, les usages pertinents des organismes administrants" ou les interprétations juridiques de la législation nationale "données par un tribunal national".[1120] S'agissant de la charge de la preuve, il a également expliqué dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* qu'"[i]l incomb[ait] à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, [était] incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation".[1121]

4.447. Plus généralement, s'agissant du devoir d'un groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord concernant l'examen des éléments de preuve, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "compte tenu de la différence qui existe entre les rôles respectifs de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux, … nous n'allons pas empiéter à la légère sur la prérogative du groupe spécial dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire".[1122] En outre, l'Organe d'appel n'empiétera pas à la légère sur le pouvoir du groupe spécial en matière d'établissement des faits, et il ne fondera pas une constatation d'incompatibilité au titre de l'article 11 simplement sur la conclusion qu'il aurait pu aboutir à une constatation de fait différente.[1123] En d'autres termes, les erreurs commises, selon les allégations, par un groupe spécial ne constituent pas toutes une violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord[1124]; il n'y a que celles qui sont si importantes que, prises conjointement ou isolément, elles compromettent l'objectivité de l'évaluation par le groupe spécial de la question dont il est saisi.[1125] Par conséquent, il ne suffit pas qu'un appelant se borne à contester une déclaration ou à affirmer que celle-ci n'est pas étayée par des éléments de preuve. De fait, l'Organe d'appel a estimé que les groupes spéciaux n'étaient pas tenus d'attribuer aux éléments probants factuels des parties le même sens et le même poids que ce qu'elles leur donnent.[1126] Au lieu de cela, pour qu'une allégation au titre de l'article 11 soit admise, l'Organe d'appel doit être convaincu que le groupe spécial a outrepassé son pouvoir en tant que juge initial des faits.

4.448. En tant que juge initial des faits, un groupe spécial doit fournir des explications motivées et adéquates et un raisonnement cohérent[1127], et il doit fonder sa constatation sur une base suffisante d'éléments de preuve.[1128] De plus, un participant alléguant qu'un groupe spécial n'a pas pris en compte certains éléments de preuve doit expliquer pourquoi les éléments de preuve sont si importants pour son argumentation que le fait que le groupe spécial ne les a pas examinés a une incidence sur l'objectivité de son évaluation.[1129] Dans l'affaire *Brésil – Pneumatiques rechapés*, l'Organe d'appel a précisé en outre qu'"un groupe spécial [avait] le pouvoir discrétionnaire d'évaluer si un élément de preuve donné [était] pertinent pour son raisonnement et n'[était] pas tenu d'examiner, dans son rapport, chacun des éléments de preuve sans exception".[1130] Il a toutefois jugé que les groupes spéciaux qui, délibérément, n'avaient pas tenu compte d'éléments de preuve qui étaient pertinents pour l'une des parties avaient commis une erreur.[1131]

4.449. Ayant ces considérations à l'esprit, nous passons à la question de savoir si le Groupe spécial s'est acquitté du devoir qui lui incombait au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord dans son examen de la mesure en cause. L'Inde estime que même s'il a eu raison de commencer

---

[1120] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 4.101.

[1121] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 335).

[1122] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151. (note de bas de page omise)

[1123] Rapport de l'Organe d'appel *Philippines – Spiritueux distillés*, paragraphe 136.

[1124] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442.

[1125] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 499; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 1318.

[1126] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 267.

[1127] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, note de bas de page 618 relative au paragraphe 293.

[1128] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 142 (note de bas de page omise)

[1129] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442.

[1130] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 202. (notes de bas de page omises)

[1131] Voir les rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 133; et *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 615.

son analyse de la mesure en examinant le texte de celle-ci, le Groupe spécial n'a pas examiné les éléments de preuve communiqués au-delà du texte de la mesure pour en établir le sens.

4.450. Comme nous l'avons rappelé plus haut, l'Organe d'appel a expliqué qu'il était "indispensable" pour un groupe spécial de "procéder à un examen détaillé de [la] législation [nationale] pour évaluer sa compatibilité avec les règles de l'OMC".[1132] En outre, il a dit ce qui suit:

> Il incombe à la partie affirmant que la législation nationale d'une autre partie, en tant que telle, est incompatible avec les obligations conventionnelles pertinentes d'apporter des éléments de preuve quant à la portée et au sens de ladite législation pour étayer cette affirmation. De tels éléments de preuve seront habituellement constitués par le texte de la législation ou des instruments juridiques pertinents, qui pourra être étayé, selon que de besoin, par des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus.[1133]

4.451. Lorsqu'une partie cherche à étayer son argument concernant l'interprétation d'une mesure par des éléments de preuve allant au-delà du texte de cette mesure, "un groupe spécial devrait procéder à une évaluation globale de tous les éléments pertinents, à commencer par le texte de la législation, et y compris, mais pas exclusivement, les usages pertinents des organismes administrants" ou les "décision[s] des tribunaux nationaux".[1134]

4.452. En l'espèce, l'Inde a communiqué à l'appui de son argument selon lequel la mesure devrait être interprétée comme étant impérative des éléments de preuve constitués de décisions judiciaires, de l'Énoncé des mesures administratives ainsi que de matériaux quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure. À son avis, ces éléments de preuve démontraient l'"interprétation véritable de la [mesure], telle qu'elle est interprétée et appliquée par l'USDOC".[1135] Pour réfuter ces allégations, les États-Unis ont aussi communiqué des éléments de preuve allant au-delà du texte de la mesure. En particulier, ils ont présenté un document sur l'historique législatif de la mesure qui donne à penser que l'application obligatoire de la mesure avait été envisagée et délibérément rejetée par ses rédacteurs, en plus d'éléments de preuve montrant des cas dans lesquels, selon leurs allégations, l'autorité chargée de l'enquête avait exercé le pouvoir discrétionnaire de ne pas appliquer la mesure ou de l'appliquer d'une manière qui n'amène pas à tirer les déductions les plus défavorables possibles.[1136] Ils ont ainsi soutenu que, lorsqu'elle était correctement interprétée, la mesure était de nature facultative. Ils ont fait valoir en outre que la "pratique" alléguée dans l'application de la mesure n'était pas indiquée dans la mesure elle-même et ne pouvait donc pas être utilisée comme élément de preuve dans son interprétation.[1137]

4.453. C'est dans ce contexte relatif aux éléments de preuve que le Groupe spécial a été appelé à procéder à une évaluation du sens de la mesure en cause afin d'évaluer si celle-ci était incompatible "en tant que telle" avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. À cet égard, nous rappelons que l'évaluation de la mesure effectuée par le Groupe spécial était limitée à la reproduction d'extraits du texte et à la formulation de quelques observations relativement sommaires.[1138] Le Groupe spécial n'a pas expliqué le critère juridique qu'il avait appliqué dans son interprétation de la mesure en cause. Son examen de l'allégation de l'Inde selon laquelle la mesure, lorsqu'elle est correctement interprétée, est de nature impérative, est limité aux déclarations dont les extraits sont cités plus haut, y compris: "notre examen était limité aux dispositions des États-Unis "en tant que telles", et non pas à l'"approche" de l'USDOC comme "mesure"" et, ayant constaté qu'il n'y avait aucune incompatibilité sur la base du texte de la mesure: "nous n'avons pas besoin

---

[1132] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 200. (note de bas de page omise)

[1133] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157. (note de bas de page omise)

[1134] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.101.

[1135] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 232.

[1136] Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 167 et 168; deuxième communication écrite au Groupe spécial, paragraphe 123; communication en tant qu'intimé, paragraphes 473 à 476.

[1137] Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 196 à 210.

[1138] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.442.

d'examiner, et nous n'examinons pas, l'argument des États-Unis selon lequel leurs dispositions en cause ne sont pas de nature impérative".[1139] Outre ces déclarations, il n'y a aucun examen ou explication dans le rapport du Groupe spécial indiquant pourquoi le Groupe spécial a omis de prendre en considération ou de traiter les éléments de preuve allant au-delà du texte de la mesure qui lui avaient été communiqués.

4.454. Nous rappelons que l'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud* qu'il était "indispensable" pour un groupe spécial "de procéder à un examen détaillé de [la] législation pour évaluer sa compatibilité avec les règles de l'OMC".[1140] À notre avis, pour "effectuer un examen détaillé" de la mesure en cause et pour procéder à une "évaluation objective de la question", il incombe à un groupe spécial d'effectuer une analyse approfondie de la mesure telle qu'elle est libellée et de traiter les éléments de preuve communiqués par une partie indiquant que l'incompatibilité alléguée avec les accords visés découle d'une manière particulière d'appliquer la mesure. Alors qu'un examen de ces éléments de preuve peut montrer en fin de compte qu'ils ne sont pas particulièrement pertinents, qu'ils n'ont pas de valeur probante ou qu'ils ne sont pas de nature à établir, ou d'une importance permettant d'établir, des éléments *prima facie*, ce point ne pourra être déterminé qu'après que leur valeur probante aura été examinée et évaluée. En l'espèce, l'Inde a fait valoir que les éléments de preuve qu'elle avait communiqués démontraient l'existence d'un système créé pour punir la non-coopération en tirant des déductions défavorables dans tous les cas de non-coopération, ce qui ne ressort pas des termes mêmes de la mesure telle qu'elle est libellée et était décisif pour son allégation. De fait, au vu de l'allégation de l'Inde, les deux parties ont exposé devant le Groupe spécial une argumentation détaillée et sérieuse et ont communiqué tout au long de ses travaux des éléments de preuve substantiels concernant le sens de la mesure en cause.[1141] Dans les circonstances de l'espèce, un "examen détaillé" de la mesure en cause exigeait du Groupe spécial qu'il prenne en considération et traite la mesure telle qu'elle est libellée et les éléments de preuve communiqués allant au-delà de son texte.

4.455. Nous rappelons que les États-Unis estiment que le fait que le Groupe spécial ait omis de se référer aux éléments de preuve communiqués par l'Inde n'est pas suffisant pour établir qu'il y a violation de l'article 11 du Mémorandum d'accord et montre seulement que le Groupe spécial n'a pas accordé à ces éléments le poids ou l'importance que l'Inde aurait voulu. Nous notons toutefois que le Groupe spécial a répondu à la demande de l'Inde visant à ce qu'il examine les éléments de preuve qu'elle avait communiqués au-delà du texte de la mesure en disant que son "examen était limité aux dispositions des États-Unis "en tant que telles"" et qu'il "n'[avait] pas besoin d'examiner, et … n'examin[erait] pas, l'"approche" de l'USDOC en tant que "mesure""".[1142] Il découle implicitement du contexte dans lequel il a fait cette déclaration, à savoir en réponse à la demande de l'Inde visant à ce qu'il traite les éléments de preuve allant au-delà du texte de la mesure, que le Groupe spécial a jugé inutile d'examiner les éléments de preuve concernant l'application de la mesure. Le Groupe spécial a dit également qu'il "n'[avait] pas besoin d'examiner, et … n'examin[erait] pas, l'argument des États-Unis selon lequel leurs dispositions en cause n[']'[étaient] pas de nature impérative".[1143] L'argument des États-Unis à cet égard était formulé pour réfuter l'argument de l'Inde voulant que la mesure soit impérative. La déclaration du Groupe spécial semble donc indiquer qu'il s'est aussi abstenu de traiter l'argumentation et les éléments de preuve fournis par l'Inde en ce qui concerne la nature, impérative selon les allégations, de la mesure. Ces déclarations du Groupe spécial nous donnent à penser que, plutôt qu'il n'aurait examiné les éléments de preuve et se serait abstenu de leur attribuer une valeur probante, le Groupe spécial, en réalité, n'a pas examiné les éléments de preuve communiqués par les parties au-delà du texte de la mesure en cause.[1144]

[1139] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.158 et note de bas de page 742 relative au paragraphe 7.445.

[1140] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 200.

[1141] Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 167, 168, 196 et 204 à 207; deuxième communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 120, 123 et 124; première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 178 à 188; deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 93 à 96.

[1142] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.158 et note de bas de page 722 relative au paragraphe 7.435.

[1143] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 742 relative au paragraphe 7.445.

[1144] Nous notons que l'Organe d'appel n'a "pas encore été appelé[] à [se] prononcer d'une manière générale quant à la question de savoir dans quelle mesure la distinction impératif/facultatif restait pertinente ou importante" s'agissant des allégations "en tant que tel". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis –*

4.456. Par conséquent, nous constatons que le Groupe spécial a manqué à son devoir, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi en ne tenant pas compte des éléments de preuve communiqués par les parties au-delà du texte de la mesure en cause. En conséquence, nous infirmons la constatation, énoncée dans les paragraphes 7.445 et 8.3.h du rapport du Groupe spécial, selon laquelle l'Inde n'a pas établi *prima facie* que l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis étaient incompatibles "en tant que tels" avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

4.6.3 Action de compléter l'analyse juridique de la question de savoir si la mesure en cause est "en tant que telle" incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC

4.6.3.1 Introduction

4.457. Nous avons exposé plus haut notre interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC et nous avons modifié la constatation du Groupe spécial relative à l'interprétation de cet article en conséquence. Nous avons également constaté que le Groupe spécial avait fait erreur au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne prenant pas en compte des éléments de preuve autres que le texte de la mesure en cause, et nous avons donc infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Inde n'avait pas établi *prima facie* que la mesure en cause était "en tant que telle" incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. L'Inde demande, sur l'une ou l'autre de ces bases, que nous complétions l'analyse juridique et constations que la mesure en cause est "en tant que telle" incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Nous passons donc à l'examen de la question de savoir si nous sommes en mesure de compléter l'analyse juridique.

4.458. Devant le Groupe spécial, l'Inde a présenté deux allégations subsidiaires selon lesquelles la mesure en cause était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Premièrement, elle a dit que l'article 12.7 ne permettait pas de tirer une déduction défavorable aux intérêts d'une partie n'ayant pas coopéré. En particulier, elle a allégué que la mesure en cause autorisait l'autorité chargée de l'enquête à tirer la déduction envisagée par la mesure uniquement parce qu'elle était défavorable à la partie concernée, et non parce qu'il s'agissait des renseignements disponibles les plus appropriés ou les plus opportuns. Deuxièmement, à titre subsidiaire, elle a déclaré que même si la mesure en cause prescrivait qu'il était possible de tirer une déduction défavorable aux intérêts d'une partie n'ayant pas coopéré, cela signifiait plus exactement, en réalité, que dans tous les cas où il était constaté qu'une partie n'avait pas coopéré du mieux qu'elle pouvait, l'USDOC tirait nécessairement cette déduction en imposant la marge la plus élevée possible à cette partie. L'Inde a déclaré que ces déductions étaient tirées sans examiner l'ensemble des éléments de preuve ni effectuer une évaluation comparative de ces éléments de preuve de manière à utiliser les renseignements les plus appropriés ou les opportuns.

4.459. Tout d'abord, nous notons que, à plusieurs reprises, l'Organe d'appel a complété l'analyse juridique en vue de faciliter le règlement rapide et la résolution efficace du différend.[1145] Dans des différends antérieurs, l'Organe d'appel a complété l'analyse juridique lorsqu'il y avait des constatations de fait suffisantes formulées par le Groupe spécial et des faits non contestés versés au dossier du Groupe spécial qui lui permettaient de le faire.[1146]

4.460. En l'espèce, c'est le fait que le Groupe spécial n'a pas pris en compte, pesé et évalué certains éléments de preuve autres que le texte de la mesure en cause qui nous a amenés à formuler une constatation d'erreur au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Il serait donc inapproprié de vouloir compléter l'analyse juridique sur la base des constatations du Groupe spécial concernant le sens de la mesure telle qu'elle est libellée. En fait, lorsqu'une partie allègue

---

Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion, paragraphe 93) (note de bas de page omise)

[1145] Voir par exemple les rapports de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 117 à 136; *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 80 à 92; et Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil), paragraphes 43 à 52.

[1146] Voir par exemple les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 21; *Canada – Périodiques*, page 27; *CE – Volailles*, paragraphe 156; *CE – Hormones*, paragraphe 222; *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 123 et 124; *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 112; *États-Unis – FSC*, paragraphe 133; *Australie – Saumons*, paragraphes 117 et 118; *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 150 et 172; *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 352; *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphes 1174 à 1178; et *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphes 1272 à 1274.

que le sens d'une mesure contestée diffère dans la pratique de l'interprétation qui paraîtrait justifiée lorsque son texte même est lu isolément, une évaluation globale de la mesure nécessite un examen de tous les éléments de preuve pertinents présentés par les parties.[1147] Comme il est indiqué plus haut, cela peut comprendre des éléments de preuve concernant l'application constante de la mesure, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette mesure, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus.[1148] Il se peut, certes, que des pratiques ou des approches particulières élaborées dans le cadre de l'application de la mesure soient distinctes de la mesure elle-même et ne soient donc pas pertinentes pour son interprétation. Toutefois, cela peut uniquement être déterminé après que les éléments de preuve pertinents ont été pris en compte. Cela ne peut pas être déterminé si les éléments de preuve concernant l'application d'une mesure ne sont pas d'abord pris en compte.

4.461. Bien que les constatations du Groupe spécial concernant le sens de la mesure ne permettent pas de compléter l'analyse du fait qu'elles découlent d'une approche erronée, nous ne voyons néanmoins rien qui fasse fondamentalement obstacle à l'examen des éléments de preuve que les parties ont présentés au Groupe spécial. Dans l'ensemble, les participants ne contestent pas la véracité ou l'existence factuelle des documents pertinents présentés en tant qu'éléments de preuve, y compris les décisions judiciaires, l'Énoncé des mesures administratives, l'historique de l'élaboration de la mesure ainsi que les éléments d'information quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure.[1149] Les participants contestent plutôt les conclusions ou déductions tirées des éléments de preuve de l'autre partie, comme la pertinence, le sens et la valeur probante qu'il convient d'attribuer à ces éléments de preuve, y compris au moyen de la communication d'éléments de preuve présentés à titre de réfutation. De plus, nous rappelons que la question à l'examen a été abordée par les deux parties dans chacune de leurs premières et deuxièmes communications écrites au Groupe spécial, lesquelles comprenaient toutes des éléments de preuve qui prenaient en compte et réfutaient leurs positions respectives.[1150] Cela semble indiquer que les parties ont eu recours à la possibilité de présenter des éléments de preuve, y compris des éléments de preuve complémentaires, concernant le sens de la mesure en cause. Nous passons donc à l'examen de la question de savoir si nous sommes en mesure de compléter l'analyse juridique sur la base des éléments de preuve non contestés concernant le sens et le champ de la mesure en cause qui ont été versés au dossier du Groupe spécial.

4.462. Cette tâche doit être accomplie sur la base d'une interprétation de la mesure qui tient compte de tous les éléments pertinents conformément au critère juridique correct permettant d'interpréter le droit interne dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. Par conséquent, pour évaluer la compatibilité de la mesure en cause, nous effectuerons une évaluation globale de tous les éléments pertinents, en commençant par un examen du texte de la mesure en cause, avant de nous pencher sur les autres éléments de preuve présentés par les parties concernant son sens.

4.6.3.2 Texte de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis

4.463. L'Inde a présenté deux allégations subsidiaires dans sa demande visant à ce qu'il soit constaté que la mesure est "en tant que telle" incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Conformément à la première allégation, elle dit que le fait même d'accorder dans le texte de la mesure l'autorisation de tirer une déduction défavorable aux intérêts des parties n'ayant pas coopéré, sur la seule base de leur non-coopération, est incompatible avec l'article 12.7. Cela tient

[1147] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.101.

[1148] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.

[1149] En particulier, dans leurs communications écrites, les États-Unis ont contesté non pas les faits présentés par l'Inde, mais plutôt les déductions devant être tirées de ces faits. (Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 167, 168 et 204 à 207; deuxième communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 120, 123 et 124) De même, bien que l'Inde ait contesté la qualification par les États-Unis de certains des faits qu'ils ont présentés, elle n'a pas contesté la véracité ou l'exactitude de ces faits sous-jacents. (Déclaration liminaire de l'Inde à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 27; deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 93 à 96)

[1150] Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 167, 168, 196 et 204 à 207; deuxième communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 120, 123 et 124; première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 173, 174, 186 et 187; deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 93 à 96.

au fait que, de l'avis de l'Inde, le recours à une "déduction qui est défavorable aux intérêts" d'une partie n'ayant pas coopéré conformément à la mesure suppose des conjectures non factuelles quant à la raison qui sous-tend le fait de ne pas coopérer, et constitue une "application punitive" du critère des "données de fait disponibles".[1151] À titre subsidiaire, l'Inde déclare que le texte des articles 1677e b) et 351.308 a) à c) est "inoffensif"[1152], mais que les éléments de preuve autres que le texte de la mesure établissent l'incompatibilité de la mesure avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Selon cette allégation, nous croyons comprendre que l'Inde ne conteste pas le texte même de la mesure en soi, mais plutôt la manière dont il est interprété et appliqué dans la pratique.

4.464. La première allégation de l'Inde nous amène à évaluer si, conformément à l'autorisation figurant dans le texte de la mesure, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'agir d'une manière incompatible avec l'article 12.7. Nous commençons par extraire le texte de la mesure, y compris les éléments additionnels mentionnés par les États-Unis.[1153]

4.465. En particulier, l'article 1677e a) à c) de la Loi des États-Unis dispose ce qui suit:

> § 1677e. Déterminations établies sur la base des données de fait disponibles
>
> a) Règle générale
>
> 1) Si les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles au dossier, ou
>
> 2) si une partie intéressée ou toute autre personne –
>
> A) omet de communiquer les renseignements qui lui ont été demandés par l'autorité administrante ou la Commission en vertu des dispositions du présent sous-titre,
>
> B) ne communique pas ces renseignements dans les délais fixés pour la communication de renseignements, ou sous la forme et de la manière demandées, sous réserve des alinéas c) 1) et e) de l'article 1677m du présent titre,
>
> C) entrave le déroulement d'une procédure engagée en vertu des dispositions du présent sous-titre de façon notable, ou
>
> D) communique ces renseignements, mais que ceux-ci ne peuvent pas être vérifiés de la manière prévue à l'article 1677m i) du présent titre,
>
> l'autorité administrante et la Commission utilisent les données de fait par ailleurs disponibles pour établir la détermination applicable en vertu des dispositions du présent sous-titre, sous réserve des dispositions de l'article 1677m d) du présent titre.
>
> b) Déductions défavorables
>
> Si l'autorité administrante ou la Commission (selon le cas) constate qu'une partie intéressée n'a pas coopéré en ne faisant pas de son mieux pour satisfaire à une demande de renseignements qu'elle lui avait adressée, l'autorité administrante ou la Commission (selon

[1151] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 172 et 524; réponse aux questions posées à l'audience.

[1152] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 232 et 239.

[1153] Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphe 171 (faisant référence à Determinations on basis of facts available, *United States Code*, Title 19, Chapter 4, Subtitle IV, Section 1677e (pièce USA-12 présentée au Groupe spécial) et à Determinations on the basis of the facts available, *United States Code of Federal Regulations*, Title 19, Vol. 3, Chapter III, Part 351, Section 351.308 (pièce USA-13 présentée au Groupe spécial)); communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 461; rapport du Groupe spécial, note de bas de page 736 relative au paragraphe 7.442. L'Inde conteste l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis. Les États-Unis font en outre référence aux alinéas a) et c) de l'article 1677e de la Loi des États-Unis et aux alinéas d) et e) de l'article 351.308 du Règlement des États-Unis en tant qu'éléments pertinents pour comprendre la mesure.

le cas) peut, pour établir la détermination applicable en vertu des dispositions du présent sous-titre, retenir un indice qui est défavorable aux intérêts de cette partie parmi les données de fait par ailleurs disponibles. Cette inférence défavorable peut consister à s'appuyer sur des renseignements tirés –

1) de la requête,

2) d'une détermination finale arrêtée dans le cadre de l'enquête menée en vertu des dispositions du présent sous-titre,

3) de tout réexamen au titre de l'article 1675 du présent titre ou toute détermination au titre de l'article 1675b du présent titre antérieurs, ou

4) de toute autre pièce versée au dossier.

c) Confirmation des renseignements recueillis indirectement

Lorsque l'autorité administrante ou la Commission s'appuie sur des renseignements recueillis indirectement plutôt que sur des renseignements obtenus au cours d'une enquête ou d'un réexamen, l'autorité administrante ou la Commission, selon le cas, les contrôle pour confirmation, dans la mesure où c'est réalisable, d'après les sources d'information indépendantes auxquelles elle peut raisonnablement avoir accès.

4.466. De plus, l'article 351.308 a) à e) du Règlement des États-Unis dispose ce qui suit:

a) *Introduction*. Le Secrétaire peut établir des déterminations sur la base des données de fait disponibles dans tous les cas où les renseignements nécessaires ne sont pas disponibles au dossier, où une partie intéressée ou toute autre personne retient les renseignements demandés ou ne les communique pas en temps utile et sous la forme prescrite ou entrave le déroulement d'une procédure de façon notable, ou encore où le Secrétaire n'est pas en mesure de vérifier les renseignements présentés. S'il constate qu'une partie intéressée "n'a pas coopéré en ne faisant pas de son mieux pour satisfaire à une demande de renseignements", le Secrétaire pourra retenir un indice qui est défavorable aux intérêts de cette partie parmi les données de fait disponibles par ailleurs. Le présent article mentionne certaines des sources d'information sur lesquelles le Secrétaire peut faire reposer une déduction défavorable et explique les dispositions qu'il prendra pour obtenir confirmation des renseignements.

b) *Règle générale*. Le Secrétaire peut établir une détermination dans le cadre de la Loi et de la présente Partie sur la base des données de fait disponibles par ailleurs conformément aux dispositions de l'article 776 a) de la Loi.

c) *Déductions défavorables*. Aux fins de l'article 776 b) de la Loi, une déduction défavorable peut consister à s'appuyer sur:

1) des renseignements recueillis indirectement, tels que ceux qui sont tirés:

i) de la requête;

ii) d'une détermination finale établie à l'issue d'une enquête en matière de droits compensateurs ou d'une enquête en matière de droits antidumping;

iii) de tout réexamen administratif, réexamen pour nouveaux expéditeurs, réexamen accéléré de droits antidumping, réexamen au titre de l'article 753 ou réexamen au titre de l'article 762 précédemment effectué; ou

2) tous autres renseignements versés au dossier.

d) *Confirmation des renseignements recueillis indirectement*. Aux termes de l'article 776 c) de la Loi, le Secrétaire, lorsqu'il s'appuie sur des renseignements recueillis indirectement, les

> contrôle pour confirmation, dans la mesure où c'est réalisable, d'après les sources d'information indépendantes auxquelles il peut raisonnablement avoir accès. Ces sources indépendantes peuvent être, sans toutefois s'y limiter, les listes de prix publiées, les statistiques d'importation officielles et les statistiques douanières, ainsi que les renseignements obtenus de parties intéressées dans le cadre de l'enquête ou du réexamen en cours. Contrôle pour confirmation signifie que le Secrétaire examinera si les renseignements recueillis indirectement ont force probante. S'il se trouve que ce contrôle n'est pas réalisable dans des circonstances déterminées, cela n'empêchera pas le Secrétaire de retenir s'il y a lieu un indice défavorable et d'utiliser lesdits renseignements recueillis indirectement.
>
> e) *Utilisation de certains renseignements*. Pour parvenir à une détermination dans le cadre des dispositions de la Loi et de la présente Partie, le Secrétaire ne refusera pas d'examiner les renseignements qui sont présentés par une partie intéressée et sont nécessaires à la détermination mais ne satisfont pas à toutes les prescriptions applicables établies par lui, si les conditions énumérées à l'article 782 e) de la Loi sont réunies.

4.467. Nous notons tout d'abord que les déterminations au titre de la mesure en cause, comme il est précisé à l'article 351.308 a) du Règlement des États-Unis, doivent être établies "sur la base des *données de fait* disponibles".[1154] Nous notons en outre que l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis prescrit qu'une déduction faite conformément à la mesure peut consister à s'appuyer sur des renseignements tirés de la requête, d'une détermination finale, de tout réexamen au titre de l'article 1675 ou toute détermination au titre de l'article 1675b antérieurs, ou de tous autres renseignements versés au dossier. Par ailleurs, l'article 351.308 a) à e) du Règlement des États-Unis énumère les types de renseignements sur lesquels une déduction peut être fondée, comme les renseignements tirés de la demande présentée par écrit par la branche de production nationale (requête), de la détermination finale établie à l'issue d'une enquête en matière de droits compensateurs ou d'une enquête antidumping, et de tout réexamen administratif antérieur. D'après ces aspects de la mesure telle qu'elle est libellée, nous croyons comprendre que les déterminations établies au titre de cette mesure doivent avoir un fondement factuel. Cela est compatible avec la prescription de l'article 12.7 selon laquelle les déterminations doivent être fondées sur des données de fait et ne peuvent pas être établies sur la base de suppositions ou de conjectures non factuelles.

4.468. L'utilisation de la déduction envisagée par la mesure s'inscrit dans un processus consistant à "[faire un choix] parmi les données de fait par ailleurs disponibles" qui servira de fondement à cette détermination.[1155] À cet égard, nous rappelons notre constatation selon laquelle, dans le cadre du processus de raisonnement et d'évaluation des "données de fait disponibles" qui constituent des remplacements raisonnables des "renseignements nécessaires" manquants, l'autorité chargée de l'enquête peut faire des déductions. En outre, dans le cadre du processus de raisonnement et d'évaluation des "données de fait disponibles" qui constituent des remplacements raisonnables, les circonstances procédurales dans lesquelles les renseignements sont manquants, y compris la non-coopération d'une partie intéressée, peuvent être prises en compte. Nous notons, toutefois, que l'utilisation de déductions pour choisir des données de fait défavorables qui sanctionnent la non-coopération aboutirait à une détermination inexacte et ne serait donc pas conforme à l'article 12.7. Par ailleurs, comme nous l'avons indiqué plus haut, les circonstances procédurales et toutes déductions qui en découlent ne peuvent pas à elles seules constituer le fondement d'une détermination. En fait, les déterminations au titre de l'article 12.7 doivent être établies sur la base de "données de fait" qui remplacent raisonnablement les "renseignements nécessaires" qui sont manquants.

4.469. L'Inde allègue que l'article 12.7 prohibe l'octroi de l'autorisation d'utiliser une déduction qui est "défavorable aux intérêts" d'une partie n'ayant pas coopéré dans le cadre de la mesure. À notre avis, toutefois, l'autorisation d'utiliser une déduction qui est "défavorable aux intérêts" d'une partie n'ayant pas coopéré n'est pas nécessairement incompatible avec l'article 12.7. Selon nous, la possibilité d'utiliser une déduction tirée des circonstances procédurales dans lesquelles des renseignements sont manquants, dans le cadre du choix fait parmi les "données de fait disponibles", dépend du point de savoir si cette utilisation est compatible avec le critère juridique énoncé à l'article 12.7. Cela doit être déterminé en fonction des circonstances particulières d'une

[1154] Pas d'italique dans l'original.
[1155] Voir *supra* les paragraphes 4.465 et 4.466.

affaire donnée. À cet égard, nous notons que l'Inde allègue que, conformément à la mesure, la déduction est utilisée d'une manière mécanique ou automatique dans tous les cas de non-coopération. À première vue, toutefois, et sans préjudice de notre examen dans la section suivante des autres éléments de preuve présentés par les parties concernant le sens de la mesure, la mesure est formulée en termes indicatifs. En particulier, elle dit que l'autorité chargée de l'enquête "*peut* … retenir un indice qui est défavorable aux intérêts de cette partie".[1156] Nous estimons que, compte tenu du caractère indicatif du texte de la mesure, il est possible de limiter l'utilisation de la déduction aux cas dans lesquels elle est compatible avec le critère juridique énoncé à l'article 12.7 de l'Accord SMC. Par ailleurs, les explications données par l'autorité chargée de l'enquête dans son rapport publié doivent être suffisantes pour permettre à un groupe spécial d'évaluer si les "données de fait disponibles" utilisées par l'autorité chargée de l'enquête découlaient d'un processus de raisonnement et d'analyse, y compris une évaluation du point de savoir si l'utilisation d'une déduction était compatible avec le critère juridique de l'article 12.7 que nous avons exposé plus haut.

4.470. Pour les raisons qui précèdent, nous ne considérons pas que la mesure en cause, telle qu'elle est libellée, impose à l'autorité chargée de l'enquête d'agir d'une manière incompatible avec l'article 12.7.

4.6.3.3 Autres éléments de preuve relatifs au sens et à l'interprétation de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis

4.471. L'Inde déclare à titre subsidiaire que, bien que le texte de la mesure paraisse inoffensif, les éléments de preuve autres que le texte en question qu'elle a versés au dossier du Groupe spécial concernant le sens de la mesure démontrent l'existence d'un système créé pour sanctionner la non-coopération du fait des déductions défavorables qui sont tirées dans chaque cas de non-coopération afin de pénaliser la partie n'ayant pas coopéré. Selon elle, ces éléments de preuve démontrent que l'autorité chargée de l'enquête présume dans tous les cas de non-coopération que les pires renseignements possibles sont appropriés. Cela empêche nécessairement l'autorité chargée de l'enquête de prendre en compte toutes les données de fait étayées figurant dans le dossier et d'indiquer des remplacements raisonnables pour les renseignements manquants. Les États-Unis, en revanche, déclarent que l'Inde ne peut pas fonder ses allégations sur des arguments relatifs à une "pratique" que ne révèle pas la mesure en cause, et que, en tout état de cause, les éléments de preuve invoqués par l'Inde n'étayent pas son allégation. Ils signalent aussi d'autres éléments de preuve concernant l'application de la mesure dans la pratique qui, à leur avis, démontrent qu'il n'est pas nécessaire d'appliquer la mesure dans tous les cas de non-coopération pour choisir les pires renseignements possibles.

4.472. Nous rappelons que le Groupe spécial était tenu d'examiner les éléments de preuve présentés par les parties concernant le sens de la mesure conformément au critère juridique correct permettant d'interpréter le droit interne dans le cadre du règlement des différends à l'OMC. Comme l'Organe d'appel l'a dit, un "groupe spécial devrait procéder à une évaluation globale de tous les éléments pertinents".[1157]

4.473. Dans la présente affaire, nous notons que le Groupe spécial n'a pas formulé de constatations concernant le sens de la mesure qui prenaient en compte les éléments de preuve présentés par les parties hormis le texte de la mesure. Nous ne pouvons donc pas nous fonder sur les constatations du Groupe spécial pour compléter l'analyse juridique. Toutefois, nous rappelons que les parties ont présenté au Groupe spécial des éléments de preuve autres que le texte de la mesure pour étayer leurs arguments concernant le sens de la mesure. Dans l'ensemble, les participants ne contestent pas l'existence factuelle ni la teneur des documents pertinents présentés à cet égard, y compris les décisions judiciaires, l'Énoncé des mesures administratives, l'historique législatif de la mesure ainsi que les éléments d'information quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure. Par contre, ils ne s'entendent pas sur la pertinence, le sens

[1156] Pas d'italique dans l'original. Voir *supra* les paragraphes 4.465. 4.466.

[1157] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.101. Cela peut comprendre, entre autres éléments, "l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157)

et la valeur probante qu'il convient d'attribuer à ces documents. En particulier, ils sont en désaccord sur le point de savoir si ces éléments de preuve permettent d'établir que la mesure impose de tirer une déduction défavorable et d'utiliser les pires renseignements possibles pour formuler une détermination sur la base des "données de fait disponibles" dans chaque cas de non-coopération, malgré le caractère facultatif de la mesure telle qu'elle est libellée. Nous évaluons donc la mesure dans laquelle ces éléments de preuve étayent cette affirmation. Ce faisant, nous examinons la valeur juridique, la pertinence et la portée des décisions judiciaires, de l'Énoncé des mesures administratives, de l'historique législatif de la mesure ainsi que des éléments d'information quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure, y compris les déterminations de l'USDOC et une fiche récapitulative qui fait la synthèse des aspects de centaines de déterminations présentées par l'Inde ainsi que des extraits d'affaires et de déterminations présentés par les États-Unis, vu leur pertinence pour compléter l'analyse. Nous notons, toutefois, que l'absence de constatations ou de considérations pertinentes dans le rapport du Groupe spécial amplifie la complexité de notre évaluation, et peut faire en sorte qu'il nous soit plus difficile de résoudre les ambiguïtés. Nous examinons d'abord les décisions judiciaires qui ont été versés au dossier du Groupe spécial, puis l'Énoncé des mesures administratives et l'historique de l'élaboration de la mesure et, enfin, les éléments d'information quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure dans la pratique.

4.474. Passant tout d'abord aux décisions judiciaires mentionnées par l'Inde, nous observons que ces décisions donnent à penser que la mesure devrait être interprétée comme étant une mesure facultative et non une prescription contraignante imposant d'appliquer des déductions défavorables dans tous les cas de non-coopération.[1158] En particulier, le tribunal dans l'affaire Hyosung Corporation contre États-Unis a déclaré que "le Département du commerce [avait] le *pouvoir discrétionnaire* de présumer que la marge antérieure la plus élevée représent[ait] les marges actuelles"[1159], et le tribunal dans l'affaire Essar Steel Ltd contre États-Unis a évoqué le "pouvoir" et la "capacité" de l'USDOC de recourir à la mesure.[1160] À cet égard, nous rappelons que les participants ne contestent pas que la mesure, telle qu'elle est libellée, a un caractère facultatif.[1161]

4.475. Les affaires Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis et Essar Steel Ltd contre États-Unis mettent en avant un rôle pour l'objectif consistant à susciter la coopération dans l'application de la mesure.[1162] À titre d'exemple, le tribunal dans l'affaire Essar Steel Ltd contre États-Unis a déclaré qu'"[u]ne décision appropriée fondée sur des données de fait défavorables constitu[ait] "une estimation raisonnablement exacte du taux effectif de l'intimé, quoiqu'avec une hausse incorporée visant à prévenir la non-mise en conformité"".[1163] Par contre, l'affaire Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis[1164] met en avant l'exactitude en tant qu'objectif pour appliquer la déduction prévue dans la mesure. Il est dit que "la détermination des marges actuelles de manière aussi précise que possible" est le "but fondamental de la loi", et que la fonction de mise en conformité de la mesure est une conséquence imprévue.[1165]

4.476. Les affaires Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis et Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis semblent indiquer que, pour appliquer la mesure, l'autorité chargée de l'enquête a mis au point une "pratique" consistant à présumer que le taux de subventionnement non *de minimis* antérieur le plus élevé correspondait aux meilleurs renseignements concernant les marges actuelles dans des cas de non-coopération.[1166] À cet égard, nous rappelons que l'Inde a précisé qu'elle ne contestait pas la "pratique" suivie par l'USDOC pour appliquer la mesure "en tant que telle", mais voulait plutôt invoquer cette "pratique" pour éclairer le sens des instruments contestés

[1158] Hyosung Corporation contre États-Unis (pièce IND-47 présentée au Groupe spécial), page 7; Essar Steel Ltd contre États-Unis (pièce IND-49B présentée au Groupe spécial), page 1274; Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis (pièce IND-49A présentée au Groupe spécial), page 1368.

[1159] Hyosung Corporation contre États-Unis, page 7. (pas d'italique dans l'original; citation interne omise)

[1160] Essar Steel Ltd contre États-Unis, pages 1274, 1276 et 1278.

[1161] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 232 et 239; première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 167; déclaration liminaire de l'Inde à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 21; communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 452.

[1162] Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis, page 1365; Essar Steel Ltd contre États-Unis, page 1276.

[1163] Essar Steel Ltd contre États-Unis, page 1276. (citation interne omise)

[1164] Pièce IND-48 présentée au Groupe spécial.

[1165] Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis, page 1191.

[1166] Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis, page 1371; Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis, pages 1190 et 1191.

comme étant la "mesure".[1167] Le tribunal dans l'affaire Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis a fait référence à la "présomption de l'organisme" consistant à appliquer la "marge antérieure la plus élevée [comment étant] l'élément de preuve le plus probant concernant les marges actuelles" lorsqu'une partie intéressée ne donne pas suite à une demande de renseignements.[1168] Le tribunal dans l'affaire Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis a mentionné la "pratique habituelle [de l'USDOC] consistant à attribuer à une société interrogée peu coopérative le taux global le plus élevé obtenu au cours d'une phase quelconque de la procédure en tant que [données de fait disponibles défavorables]".[1169] Ces affaires semblent également indiquer que cette présomption est "réfragable" et que l'USDOC peut s'en "écarter" et, en outre, que la "pratique" suivie par l'autorité chargée de l'enquête repose sur le pouvoir discrétionnaire conféré par la mesure, au lieu d'être prescrite par celle-ci.[1170] À titre d'exemple, le tribunal dans l'affaire Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis a déclaré que la mesure "*autoris[ait]* l'organisme à établir cette présomption".[1171] De plus, il apparaît que la "pratique" est soumise à des règles et des disciplines distinctes de la mesure elle-même.[1172] Le tribunal dans l'affaire Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis a constaté que "toute décision de renoncer à l'application de ce taux en faveur du taux par transaction le plus élevé établi pour une autre société interrogée à l'issue d'un réexamen antérieur [devait] être pleinement expliquée et [devait] reposer sur de nombreux éléments de preuve", sans quoi elle serait "arbitraire".[1173]

4.477. Ces aspects semblent indiquer que la "pratique" consistant à appliquer au moyen d'une présomption le taux de subventionnement non *de minimis* antérieur le plus élevé ne fait pas partie intégrante de la mesure elle-même, et n'est pas nécessairement appliquée dans tous les cas de non-coopération. Par conséquent, il n'apparaît pas que les décisions judiciaires mentionnées par l'Inde étayent l'affirmation selon laquelle la mesure en cause est impérative du fait qu'elle prescrit l'utilisation des pires renseignements possibles dans tous les cas de non-coopération.

4.478. Nous passons ensuite à l'Énoncé des mesure administratives, que l'Inde a présenté en tant qu'élément de preuve d'une interprétation législative de la mesure qui a un caractère contraignant pour le Groupe spécial, et à un document présenté par les États-Unis concernant l'historique de l'élaboration de l'article 351.308 du Règlement des États-Unis. Notre examen de l'Énoncé des mesures administratives donne à penser que, pour appliquer la mesure, les autorités chargées de l'enquête "doivent établir leurs déterminations sur la base de tous les éléments de preuve versés au dossier, en pesant ceux-ci pour déterminer ceux qui constituent l'indication la plus probante de la question à l'examen".[1174] Cela tend à indiquer que, dans une détermination au titre de la mesure en cause, les autorités chargées de l'enquête sont tenues de prendre en compte toutes les données de fait étayées afin d'identifier les éléments de preuve les plus probants devant constituer le fondement de leur détermination. Notre examen du document relatif à l'historique de l'élaboration de l'article 351.308 du Règlement des États-Unis donne à penser que la mesure confère un pouvoir à l'USDOC, plutôt que de lui imposer de tirer des déductions défavorables dans tous les cas de non-coopération.[1175] En réponse aux affirmations selon lesquelles le règlement est rédigé d'une manière impérative, le document indique que "[l]e Département ne reconnaît pas que l'imposition de déductions défavorables est impérative".[1176] À notre avis, donc, l'Énoncé des mesures administratives et l'historique de l'élaboration de la mesure n'étayent pas la thèse de l'Inde selon laquelle la mesure est appliquée de façon impérative dans tous les cas de non-coopération sans examiner l'ensemble des éléments de preuve ni effectuer une évaluation comparative de ces éléments de preuve de manière à utiliser les renseignements les plus appropriés ou opportuns.

4.479. Enfin, nous passons aux éléments de preuve versés au dossier du Groupe spécial en ce qui concerne des cas d'application particuliers de la mesure. Nous rappelons que l'Inde a présenté des

[1167] Deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 89.
[1168] Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis, pages 1190 et 1191.
[1169] Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis, page 1366. (note de bas de page omise)
[1170] Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis, pages 1190 et 1191; Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis, pages 1368 à 1371.
[1171] Rhone Poulenc, Inc. contre États-Unis, page 1190. (pas d'italique dans l'original)
[1172] Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis, pages 1368 à 1371.
[1173] Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis, page 1371.
[1174] Énoncé des mesures administratives, page 131.
[1175] Final Rule on Antidumping and Countervailing Duties (pièce USA-14 présentée au Groupe spécial), page 27340.
[1176] Final Rule on Antidumping and Countervailing Duties, page 27340.

documents qui ont été versés au dossier du Groupe spécial pour établir que la mesure avait été appliquée couramment et mécaniquement dans de nombreux cas pour toujours tirer la pire déduction possible.[1177] Nous rappelons en outre que ces "pires déductions possibles" comprennent des déterminations concernant le caractère spécifique d'une subvention, ou le fait qu'un exportateur a bénéficié d'un programme allégué, de même que l'application des taux de subventionnement non *de minimis* antérieurs les plus élevés.[1178] L'Inde soutient que ces éléments de preuve constituent une application constante et systématique de la mesure, qui contribue à prouver l'existence, dans le cadre de la mesure, d'un système créé pour sanctionner la non-coopération en tirant des déductions défavorables dans chaque cas de non-coopération.

4.480. Nous rappelons, toutefois, que notre examen ci-dessus des décisions judiciaires mentionnées par l'Inde tend à indiquer qu'une "pratique" quelle qu'elle soit suivie par l'autorité chargée de l'enquête pour appliquer la mesure n'est pas prescrite par celle-ci, mais est plutôt mise au point conformément au pouvoir discrétionnaire conféré par la mesure. Il apparaît également que la "pratique" est distincte et séparée de la mesure en cause.[1179] Nous ne savons donc pas très bien pourquoi un certain nombre de cas d'application de la mesure devraient, en l'espèce, établir de façon concluante le sens de la mesure en cause en général, qui, en l'espèce, se limite à l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et à l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis.[1180] En tout état de cause, nous notons que les États-Unis ont versé au dossier du Groupe spécial un certain nombre d'affaires dans lesquelles la "pire déduction possible" n'a pas été appliquée dans des cas de non-coopération. De prime abord, ces cas semblent démontrer que, s'il y a non-coopération, il est possible que l'autorité chargée de l'enquête utilise des données de fait autres que celles qui sont reflétées par la pire déduction possible.[1181] Par exemple, lorsque des renseignements versés au dossier peuvent ne pas constituer la pire déduction possible mais pourraient néanmoins entraîner un "taux de subventionnement plus précis", ces renseignements peuvent être utilisés comme fondement d'une détermination en dépit de la non-coopération d'une partie[1182], et "[l]orsque les circonstances indiquent que les renseignements ne sont pas appropriés en tant que [données de fait disponibles défavorables]", la pratique suivie par l'USDOC dans l'application de la mesure semble indiquer qu'"elle ne les utilisera pas".[1183]

4.481. Sur la base de notre examen de la "pratique" suivie dans l'application de la mesure, nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation de l'Inde selon laquelle la mesure impose à l'USDOC de tirer la pire déduction possible dans tous les cas de non-coopération, ou de présumer que les "données de fait disponibles" comportant des conséquences défavorables sont les seules données

[1177] Voir Table of relevant USDOC determinations regarding the application of "adverse facts available" provisions in administrative reviews (pièce IND-71 présentée au Groupe spécial).

[1178] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 231.

[1179] Nous rappelons qu'un tribunal a constaté que "toute décision d'abandonner l'application de ce taux en faveur du taux par transaction le plus élevé établi pour une autre société interrogée dans un réexamen antérieur [devait] être pleinement expliquée et [devait] reposer sur de nombreux éléments de preuve", sans quoi elle serait "arbitraire". (Mueller Comercial de Mexico contre États-Unis, page 1371)

[1180] À cet égard, nous rappelons que l'Inde a expressément dit qu'elle ne contesterait pas la "pratique" suivie par l'USDOC dans l'application de la mesure "en tant que telle". (Deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 89)

[1181] Nous convenons avec l'Inde (voir la deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 95) que l'un des cas fournis par les États-Unis n'appuie pas entièrement leur allégation (à savoir, USDOC, Final Affirmative Countervailing Duty Determination: Certain Cut-to-Length Carbon-Quality Steel Plate from Indonesia, *United States Federal Register*, Vol. 64, No. 249 (29 December 1999), pages 73155 à 73164 (pièce USA-15 présentée au Groupe spécial), page 73162) parce qu'il n'apparaît pas que l'USDOC s'est en définitive fondé sur des renseignements non défavorables dans ce cas. Toutefois, ce cas démontre effectivement que l'utilisation de renseignements non défavorables n'est pas nécessairement impossible. En ce qui concerne deux des autres cas présentés par les États-Unis, toutefois, et contrairement à ce que l'Inde a affirmé, nous estimons qu'ils étayent l'allégation des États-Unis selon laquelle des déductions défavorables ne sont pas toujours tirées pour appliquer le pire résultat possible dans tous les cas. (USDOC, Issues and Decision Memorandum: Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Stainless Steel Bar From Italy (C-475-830) (15 January 2002), pp. 1 and 15-19 (pièce USA-17 présentée au Groupe spécial), pages 18 et 19; USDOC, Issues and Decision Memorandum: Final Results of Countervailing Duty Administrative Review: Certain In-shell Pistachios from the Islamic Republic of Iran (C-507-501) (6 September 2005) (pièce USA-19 présentée au Groupe spécial), page 8)

[1182] USDOC, Issues and Decision Memorandum: Final Determination in the Countervailing Duty Investigation of Stainless Steel Bar From Italy (C-475-830) (15 January 2002), pp. 1 and 15-19 (pièce USA-17 présentée au Groupe spécial), page 18.

[1183] Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006, page interne 8.

de fait qui peuvent être utilisées. En l'absence de constatations pertinentes ou d'un examen par le Groupe spécial, notre examen des éléments de preuve concernant l'application de la mesure donne à penser que, même si la "pratique" suivie pour appliquer la mesure était pertinente pour en déterminer le sens dans la présente affaire, elle n'étaye pas de façon concluante l'affirmation de l'Inde. Sur la base de notre examen de la "pratique" suivie dans l'application de la mesure, nous sommes incapables de résoudre les ambiguïtés soulevées par les participants concernant la manière dont la mesure fonctionne dans la pratique. En fait, il apparaît que, dans le cadre de la mesure en cause, l'autorité chargée de l'enquête a le pouvoir de ne pas utiliser une déduction qui est défavorable à une partie qui ne coopère pas pour faire un choix parmi les données de fait par ailleurs disponibles, ou de limiter son utilisation de cette déduction aux circonstances dans lesquelles elle est compatible avec les prescriptions de l'article 12.7. En particulier, nous notons à cet égard que les décisions judiciaires et l'historique de l'élaboration de la mesure versés au dossier du Groupe spécial qui ont été examinés plus haut donnent à penser qu'il n'est pas nécessaire d'appliquer la mesure dans tous les cas de non-coopération, comme le fait le texte même de la mesure, dont nous rappelons que les participants reconnaissent le caractère discrétionnaire.[1184]

4.482. Par conséquent, notre examen des décisions judiciaires, de l'Énoncé des mesures administratives, de l'historique de l'élaboration de la mesure ainsi que des éléments d'information quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure qui ont été versés au dossier du Groupe spécial ne révèle pas l'existence d'une incompatibilité "en tant que telle" de l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et de l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. En particulier, après avoir examiné ces documents, nous ne jugeons pas qu'ils établissent de façon concluante que la mesure impose à l'USDOC d'agir d'une manière incompatible avec les obligations énoncées à l'article 12.7 automatiquement dans tous les cas de non-coopération.

4.6.3.4 Conclusion

4.483. Compte tenu de l'examen qui précède des éléments de preuve, nous ne jugeons pas fondée l'allégation de l'Inde selon laquelle l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis sont "en tant que tels" incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Notre examen du texte de la mesure telle qu'elle est libellée montre son caractère facultatif et n'indique pas d'éléments imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'adopter un comportement incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. De plus, en l'absence d'un examen ou de constatations par le Groupe spécial, après avoir examiné les décisions judiciaires, l'Énoncé des mesures administratives, l'historique de l'élaboration de la mesure ainsi que les éléments d'information quantitatifs et qualitatifs concernant l'application de la mesure, nous constatons que ceux-ci n'établissent pas de façon concluante que la mesure impose à l'autorité chargée de l'enquête d'appliquer de façon constante des déductions d'une manière qui ne serait pas compatible avec l'article 12.7 dans tous les cas de non-coopération. Lorsque des déductions sont tirées, cette preuve de l'utilisation de "déductions défavorables" n'établit pas de façon concluante que la mesure en cause ne peut pas être appliquée d'une manière qui est compatible avec l'article 12.7. Nous complétons donc l'analyse juridique et constatons que l'Inde n'a pas établi que l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis étaient "en tant que tels" incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Nous soulignons, toutefois, que cela ne signifie pas que la mesure n'est pas susceptible d'application d'une manière incompatible avec l'article 12.7. Nous ne formulons pas non plus de constatations sur la compatibilité de toute "pratique" distincte et séparée suivie par l'autorité chargée de l'enquête dans l'application de la mesure, étant donné que cette question n'était pas contestée "en tant que telle" par l'Inde.[1185]

[1184] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 232 et 239; première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 167; déclaration liminaire de l'Inde à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 21; communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 452.

[1185] Deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 89.

4.6.4 Compatibilité de la mesure avec l'article 12.7 de l'Accord SMC "tel qu'appliqué" – Utilisation du taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé

4.484. L'Inde nous demande d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle n'a pas établi *prima facie* que la "règle"[1186] de l'USDOC consistant à utiliser le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé dans les cas recensés par l'Inde était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Elle invoque deux motifs subsidiaires à l'appui de cette demande. Elle soutient, conformément au premier motif, que le Groupe spécial a appliqué une interprétation incorrecte de l'article 12.7 lorsqu'il a évalué son allégation. L'allégation fondée sur ce motif est donc subordonnée à notre infirmation de l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 12.7 de l'Accord SMC. À titre subsidiaire, l'Inde soutient, conformément au deuxième motif qu'elle invoque, que le Groupe spécial a fait erreur en lui imposant une "charge de la preuve non nécessaire".[1187] Comme nous avons uniquement modifié l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 12.7, nous limitons notre analyse à ce deuxième motif de l'allégation de l'Inde en appel.

4.6.4.1 Question de savoir si le Groupe spécial a appliqué une "charge de la preuve non nécessaire" en ce qui concerne l'allégation de l'Inde concernant l'utilisation des taux de subventionnement non *de minimis* les plus élevés

4.485. L'Inde estime que le Groupe spécial a fait erreur en exigeant qu'elle établisse en quoi, chaque fois que le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé était utilisé, l'utilisation de ce taux ne remplaçait pas raisonnablement les renseignements manquants, ou était par ailleurs incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Elle nous demande de constater que l'application même de la "règle" dans les cas indiqués par l'Inde est suffisante pour démontrer l'existence d'une violation "tel qu'appliqué" de l'article 12.7 de l'Accord SMC. Les États-Unis estiment quant à eux que l'Inde devait démontrer l'existence d'une incompatibilité avec l'article 12.7 au cas par cas et, en tout état de cause, que l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête des "données de fait disponibles" n'était pas incompatible avec l'article 12.7.

4.486. Nous examinons tout d'abord les arguments que les parties ont présentés au Groupe spécial, avant d'exposer les allégations et les arguments des participants en appel, et d'évaluer l'allégation d'erreur de l'Inde. L'Inde a fait valoir devant le Groupe spécial que l'autorité chargée de l'enquête avait appliqué ce qu'elle a appelé la "règle" ci-après pour déterminer le taux de subventionnement dans un certain nombre de cas:

- Dans le cas où des données de fait sont disponibles, le taux de subventionnement supérieur au niveau *de minimis* le plus élevé qui est calculé pour un programme identique pendant toute phase de l'enquête en question (c'est-à-dire l'enquête initiale ou l'un quelconque des réexamens administratifs);

- En l'absence de ce taux, dans le cas où des données de fait sont disponibles, le taux de subventionnement supérieur au niveau *de minimis* le plus élevé qui est calculé pour un programme similaire pendant toute phase de l'enquête en question (c'est-à-dire l'enquête initiale ou l'un quelconque des réexamens administratifs);

- En l'absence de ce qui précède, le taux de subventionnement supérieur au niveau *de minimis* le plus élevé qui est calculé pour un programme quelconque dans une enquête en matière de droits compensateurs concernant le même pays, du moment

[1186] Nous notons que l'Inde a qualifié cette méthode ou pratique alléguée de "règle" devant le Groupe spécial. (Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 526) Le Groupe spécial a adopté cette terminologie dans son rapport pour désigner la question contestée par l'Inde pour plus de commodité, notant que les États-Unis n'avaient pas contesté l'utilisation de ce terme. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.447 et note de bas de page 745 y relative) De plus, les États-Unis n'ont pas contesté l'emploi du terme "règle" en appel, quoiqu'ils aient qualifié celle-ci d'"approche habituelle" de l'USDOC. (Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 485 et note de bas de page 612 y relative) Cela étant, nous employons également le terme "règle" pour plus de commodité, sans préjuger de l'existence, de la portée ou de la nature de cette "règle".

[1187] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 602 à 607.

> que la branche de production en question aurait pu utiliser les programmes pour lesquels ces taux ont été calculés.[1188]

4.487. L'Inde a fait valoir que cette "règle" était incompatible avec l'article 12.7 parce qu'elle interdisait aux États-Unis de procéder à une appréciation à des fins d'évaluation et de comparaison pour choisir les renseignements disponibles les plus opportuns ou les plus appropriés. En fait, selon elle, cette "règle" était "mécanique" et utilisée pour "punir" les parties n'ayant pas coopéré.[1189] L'Inde a affirmé que l'application du critère des données de fait disponibles d'une manière punitive de façon à tirer des déductions défavorables contre une partie n'ayant pas coopéré était incompatible avec l'article 12.7.

4.488. Les États-Unis ont soutenu que, contrairement à ce que l'Inde avait affirmé, la détermination de l'existence d'un avantage établie par l'USDOC dans chaque cas dénotait une analyse motivée et avait un fondement factuel, et que les taux utilisés étaient révélateurs des pratiques de subventionnement effectives du gouvernement central et des gouvernements des États en Inde comme l'indiquait l'expérience effective des sociétés en Inde. À leur avis, lorsqu'une société refuse de communiquer des renseignements, il est raisonnable de conclure que la société a bénéficié du programme de subventions visé par l'enquête, du moins autant que la société ayant coopéré et appartenant à la même branche de production qui a reçu le montant de l'avantage plus élevé. Cela justifie le recours au taux supérieur qui a été calculé pour le programme de subventions particulier en cause, à moins que des renseignements figurant au dossier n'indiquent que ce taux est inexact ou inapproprié.

4.489. Le Groupe spécial a d'abord évalué la "règle" indiquée par l'Inde, et a formulé un certain nombre d'observations en ce qui concerne sa nature et son fonctionnement:

> La méthode de l'USDOC exige explicitement que la détermination de l'autorité chargée de l'enquête ait un fondement factuel. Premièrement, elle prescrit que l'autorité chargée de l'enquête utilise les taux de subventionnement calculés antérieurement pour un programme de subventions. De tels taux, selon nous, sont par définition des données de fait. Deuxièmement, en exigeant que l'autorité chargée de l'enquête utilise ces taux de subventionnement de manière progressive – c'est-à-dire en utilisant d'abord ceux calculés pour le programme identique, puis ceux calculés pour des programmes similaires, et, uniquement en l'absence de l'un d'eux, ceux calculés pour un programme quelconque dans une procédure en matière de droits compensateurs concernant le même pays –, nous considérons que l'autorité chargée de l'enquête est tenue, pour choisir les "données de fait disponibles", d'utiliser les données de fait qui remplacent le plus raisonnablement les renseignements manquants, compte tenu de toutes les données de fait étayées figurant au dossier. Autrement dit, conformément à cette "règle" alléguée, l'USDOC est tenu de remplacer les données de fait non connues par les données de fait connues les plus pertinentes, et de passer seulement à d'autres données de fait connues, par ordre de pertinence décroissante, lorsque des données de fait plus étroitement pertinentes ne sont pas disponibles.[1190]

4.490. Sur la base de ces observations concernant la nature et le fonctionnement de la "règle", le Groupe spécial a jugé qu'il apparaissait que la "règle", telle qu'elle était libellée, était compatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Par conséquent, l'application de la "règle" dans un cas donné ne démontrerait pas, en elle-même et à elle seule, l'existence d'une violation de l'article 12.7 de l'Accord SMC. Au contraire, le Groupe spécial a estimé que la question de savoir si les renseignements choisis conformément à la "règle" ne remplaçaient pas raisonnablement les renseignements manquants pouvait seulement être tranchée au cas par cas, et que l'Inde n'avait pas expliqué en quoi chaque utilisation spécifique des renseignements conformément à la "règle" était incompatible avec l'article 12.7.[1191]

[1188] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 526.
[1189] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 528.
[1190] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.448.
[1191] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.449.

4.6.4.2 Évaluation de l'allégation de l'Inde

4.491. L'Inde fait appel de la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle était tenue d'établir en quoi, chaque fois que le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé était utilisé, l'utilisation de ce taux ne remplaçait pas raisonnablement les renseignements manquants, ou était par ailleurs incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Selon elle, cela constitue une "charge de la preuve non nécessaire".[1192] L'argument de l'Inde part du principe que la "règle" est nécessairement incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. En particulier, l'Inde estime que le fait que l'USDOC commence par appliquer le taux non *de minimis* le plus élevé, conformément à la "règle", constitue *ipso facto* une violation de l'article 12.7. À son avis, la raison d'être de l'application du taux le plus élevé est de sanctionner la non-coopération. Par ailleurs, l'application du taux le plus élevé par présomption et de manière déterminante montre qu'il ne s'agit pas d'un remplacement raisonnable des renseignements manquants. Cela étant dit, l'Inde soutient qu'elle n'a pas besoin de démontrer davantage en quoi chacun des cas dans l'enquête correspondante ne constitue pas un remplacement raisonnable des renseignements manquants.

4.492. Pour leur part, les États-Unis estiment que le Groupe spécial a conclu à juste titre que l'Inde n'avait pas fourni d'éléments *prima facie* parce qu'elle n'avait pas expliqué pour aucun cas d'application contesté en quoi les renseignements utilisés comme données de fait disponibles ne remplaçaient pas raisonnablement les renseignements manquants. À leur avis, l'Inde devait démontrer l'existence d'une incompatibilité avec l'article 12.7 au cas par cas, et elle n'a pas démontré que ces applications étaient incompatibles avec l'article 12.7. En tout état de cause, les États-Unis font valoir que l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête des données de fait disponibles n'était pas incompatible avec l'article 12.7. En particulier, avant d'utiliser les "données de fait disponibles", l'USDOC a examiné la fiabilité et la pertinence de ces renseignements dans la mesure où c'était réalisable. Les États-Unis affirment que l'Inde ne peut signaler aucun élément de preuve versé au dossier qui compromettait les taux de subventionnement qui ont été appliqués en tant que données de fait disponibles.

4.493. L'allégation de l'Inde en appel nous impose d'évaluer le caractère adéquat de la charge de la preuve appliquée par le Groupe spécial en ce qui concerne l'allégation de l'Inde relative à l'utilisation des taux de subventionnement non *de minimis* les plus élevés. D'une manière générale, l'Organe d'appel a estimé qu'une partie plaignante devait établir *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avec une disposition d'un accord visé pour se libérer de la charge de la preuve qui lui incombait[1193], et que la nature et la portée des arguments et éléments de preuve requis varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre.[1194]

4.494. À titre préliminaire, nous faisons observer qu'il n'apparaît pas que le Groupe spécial a analysé et examiné l'existence ou la portée de la "règle" dont l'Inde a allégué qu'elle avait été appliquée dans un certain nombre de cas.[1195] En fait, le Groupe spécial semble avoir présumé que la "règle" existait et s'appliquait à l'ensemble des quelque 230 cas recensés par l'Inde, avant d'examiner la question de savoir si elle était en soi compatible avec l'article 12.7.[1196] Nous estimons que cela pose problème, en particulier parce qu'il apparaît que les États-Unis ont relevé au moins un cas contesté par l'Inde dans lequel la "règle" elle-même n'était pas appliquée de la manière décrite par l'Inde ainsi que dans le rapport du Groupe spécial.[1197] Il nous semble que

[1192] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 602 à 607.

[1193] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 98 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 17).

[1194] Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 134 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 17; et *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157).

[1195] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.447 à 7.449.

[1196] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.448. En particulier, le Groupe spécial a décrit la contestation de l'Inde comme était "effectivement" une allégation "en tant que tel", et a immédiatement évalué la compatibilité de la "règle" comme s'il s'agissait d'une allégation "en tant que tel". Bien que le Groupe spécial ait dit qu'il avait employé le terme "règle" uniquement "pour plus de commodité", l'approche qu'il a suivie pour évaluer l'allégation de l'Inde présume que la "règle" existe et a été appliquée dans chaque cas avancé par l'Inde. (*Ibid.*, note de bas de page 745 relative au paragraphe 7.447)

[1197] Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphe 207 et note de bas de page 332 y relative (faisant référence au calcul par l'USDOC d'un avantage en ce qui concerne certaines licences du Programme d'importation de biens d'équipement pour la promotion des exportations (EPCGS) d'Essar dans le mémorandum sur les questions et la décision de 2007, pages internes 8 et 44). Nous notons que l'application de la mesure en ce qui concerne les licences EPCGS d'Essar est l'un des cas d'application

l'existence et la portée de la "règle", et, par exemple, la mesure dans laquelle son application est automatique ou visée par des exceptions, dérogations ou éléments autres que ceux mentionnés par l'Inde, constitueraient des questions liminaires que le Groupe spécial devrait trancher au vu de l'allégation présentée par l'Inde.[1198] En outre, pour évaluer l'allégation de l'Inde, nous nous serions attendus à ce que le Groupe spécial évalue si l'Inde avait suffisamment indiqué les cas d'application particuliers qui, selon ses allégations, étaient incompatibles avec l'article 12.7. À cet égard, nous faisons observer que l'indication par l'Inde du champ de son allégation "tel qu'appliqué" présentée au Groupe spécial était très limitée, et nous ne voyons pas très bien d'après le rapport du Groupe spécial comment celui-ci est arrivé au chiffre de 230 cas d'application. Toutefois, nous notons que, conformément à l'allégation de l'Inde en appel, il ne nous est pas demandé d'évaluer les constatations du Groupe spécial concernant le point de savoir si l'Inde s'est acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait, par exemple en établissant l'existence et l'application d'une "règle" qui est "en tant que telle" incompatible avec l'article 12.7 et a été appliquée dans tous les cas mentionnés par l'Inde. En fait, l'allégation de l'Inde en appel nous impose d'évaluer si le Groupe spécial a fait erreur en ce qui a trait à la charge de la preuve qu'il a appliquée.

4.495. Nous notons que l'Inde a présenté une allégation en ce qui concerne un certain nombre de cas d'application de la mesure, et a demandé au Groupe spécial de constater que chaque application spécifique avait entraîné une violation de l'article 12.7 de l'Accord SMC.[1199] Le Groupe spécial a quant à lui estimé qu'il fallait que l'Inde explique en quoi chaque application spécifique de la mesure contrevenait au critère juridique énoncé à l'article 12.7 ou, comme le Groupe spécial l'a dit, "en quoi chaque utilisation spécifique [du taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé] ne remplaçait pas raisonnablement, dans chaque cas, les renseignements manquants, ou [était] par ailleurs incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC".[1200] Étant donné le caractère "tel qu'appliqué" de l'allégation de l'Inde, nous pensons comme le Groupe spécial que l'Inde était tenue d'expliquer en quoi chaque application spécifique de la mesure contrevenait au critère juridique énoncé à l'article 12.7. À cet égard, nous notons aussi que chaque application de la mesure contestée par l'Inde a fait l'objet d'une détermination de l'autorité chargée de l'enquête. Nous estimons donc que l'Inde était tenue de montrer, pour chaque détermination dans laquelle la "règle" alléguée, ou le taux de subventionnement non *de minimis* le plus élevé calculé dans des déterminations antérieures, était appliquée, que l'explication donnée dans ces déterminations n'indiquait pas la raison pour laquelle les renseignements choisis étaient incompatibles avec l'article 12.7. Par conséquent, nous ne partageons pas le point de vue de l'Inde selon lequel il n'était pas nécessaire qu'elle indique la raison pour laquelle, dans chacun des cas d'incompatibilité allégués, les renseignements choisis étaient incompatibles avec l'article 12.7.[1201] En particulier, nous ne voyons pas comment l'Inde aurait pu fournir des éléments *prima facie* concernant ses allégations "tel qu'appliqué" spécifiques sans démontrer que chaque application contestée était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC, de la manière exigée par le Groupe spécial, sans égard à la question de savoir si cela avait été démontré au moyen de l'application d'une "règle" nécessairement incompatible ou d'une autre démarche de l'Inde.

4.496. Pour les raisons qui précèdent, nous considérons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en ce qui concerne la charge de la preuve qu'il a imposée pour l'allégation "tel qu'appliqué" de l'Inde relative à l'utilisation des taux de subventionnement non *de minimis* les plus élevés. En conséquence, nous confirmons la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.450

---

mentionnés par l'Inde au titre de cette allégation. (Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 527 et note de bas de page 540 y relative)

[1198] À titre d'exemple, nous notons que la description de la "règle" par l'Inde et le Groupe spécial passe sous silence un élément particulier qui semble avoir été applicable à au moins quelques-uns des cas mentionnés par l'Inde, à savoir un élément de confirmation. (Voir le Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006, page interne 8; et la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 527, notes de bas de page 537 et 539 y relatives.) Conformément à cet élément, comme il est indiqué dans la citation fournie par l'Inde, l'USDOC "s'assurera que les renseignements de sources secondaires qui seront utilisés ont une valeur probante" en examinant, dans la mesure où c'est réalisable, "la fiabilité et la pertinence des renseignements qui seront utilisés", de façon à ce que "[l]orsque les circonstances indiquent que les renseignements ne sont pas appropriés en tant que [données de fait disponibles défavorables], le Département ne les utilisera pas". (Mémorandum sur les questions et la décision relatif au réexamen administratif de 2006, page interne 8)

[1199] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 527 et 528; communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 592 à 594.

[1200] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.449.

[1201] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 606.

de son rapport selon laquelle l'Inde n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

4.6.5 Question de savoir si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'Inde n'avait pas fourni d'éléments *prima facie* en ce qui concerne son allégation selon laquelle le réexamen à l'extinction de 2013 constituait une violation de l'article 12.7 de l'Accord SMC

4.497. L'Inde nous demande d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle elle n'a pas fourni d'éléments *prima facie* en ce qui concerne son allégation selon laquelle le réexamen à l'extinction de 2013 était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. Elle nous demande en outre de compléter l'analyse juridique en ce qui concerne cette allégation. Elle estime que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord parce qu'il a évalué son allégation sans tenir dûment compte des éléments de preuve et des arguments juridiques qu'elle avait présentés.

4.498. L'argument présenté par l'Inde au Groupe spécial concernant le réexamen à l'extinction de 2013 figurait dans le paragraphe ci-après de sa première communication écrite:

> Dans le même ordre d'idées, dans leur récente détermination dans le cadre du réexamen à l'extinction de 2013, les États-Unis ont présumé, sans aucun fondement factuel quel qu'il soit, que Tata, Ispat, Essar et SAIL avaient toutes bénéficié de près de 92 programmes différents. Par conséquent, pour essentiellement les mêmes raisons que celles qui ont été exposées ci-dessus, l'ensemble des constatations formulées dans la détermination dans le cadre du réexamen à l'extinction de 2013 est incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.[1202]

4.499. Les États-Unis ont fait valoir que le réexamen à l'extinction de 2013 n'était pas indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et ne relevait donc pas du mandat du Groupe spécial.[1203] L'Inde a répondu que le réexamen à l'extinction de 2013 était couvert par le biais de la mention, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, de "toutes les modifications, mesures de remplacement ou lois d'application ou toute autre mesure connexe se rapportant aux mesures ici mentionnées".[1204]

4.500. Le Groupe spécial est convenu avec l'Inde que le réexamen à l'extinction de 2013 relevait de son mandat.[1205] Passant à l'aspect fondamental de l'allégation de l'Inde, il a compris l'allégation de l'Inde comme étant que les "applications [par l'USDOC] des "données de fait disponibles" [dans le réexamen à l'extinction de 2013] [étaient] incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC parce que l'USDOC [avait] supposé des faits et [avait] appliqué les "données de fait disponibles" d'une manière punitive".[1206] Il a ensuite constaté que l'Inde n'avait pas montré *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avec l'article 12.7 pour les raisons ci-après:

> Nous notons que la présentation des allégations de l'Inde au titre de l'article 12.7 concernant ces 92 cas d'application des données de fait disponibles, indue selon les allégations, n'occupe qu'un seul paragraphe de sa première communication écrite, et qu'aucun argument de fond n'est développé dans ses communications. En outre, l'Inde n'a pas fourni d'éléments de preuve à l'appui de ses allégations dans sa première communication écrite, ni ultérieurement. Elle n'a même pas précisé les cas d'application alléguée des "données de fait disponibles", ni les programmes de subventions particuliers en cause. De ce fait, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer le bien-fondé des allégations de l'Inde, ni d'évaluer la compatibilité avec

---

[1202] Première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 576. Nous notons que l'Inde ne s'est pas appesantie sur cet argument concrètement dans sa deuxième communication écrite au Groupe spécial. (Voir la deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 280.)

[1203] Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 274 à 283.

[1204] Réponse de l'Inde aux demandes de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphe 28 (faisant référence à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde, paragraphe 5).

[1205] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 1.41.

[1206] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.478. (note de bas de page omise).

l'article 12.7 de toute utilisation par l'USDOC des données de fait disponibles dans le cadre du réexamen à l'extinction de 2013.[1207]

4.501. Par conséquent, le Groupe spécial a conclu que l'Inde n'avait pas établi *prima facie* que les déterminations établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction de 2013 étaient incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.[1208]

4.6.5.1 Évaluation de l'allégation de l'Inde

4.502. L'Inde déclare en appel que le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son obligation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord consistant à effectuer une évaluation objective de la question dont il était saisi lorsqu'il a rejeté l'allégation "tel qu'appliqué" de l'Inde concernant le réexamen à l'extinction de 2013. Premièrement, elle fait valoir qu'étant donné que son allégation contestait chacune des constatations formulées dans le réexamen à l'extinction de 2013, la non-indication alléguée des cas ne constituait pas une lacune importante de sa première communication écrite au Groupe spécial. Deuxièmement, elle fait valoir qu'il n'était pas nécessaire de présenter une argumentation détaillée en ce qui concerne son allégation relative au réexamen à l'extinction de 2013. Cela tient au fait que, de l'avis de l'Inde, le réexamen à l'extinction de 2013 reprenait simplement les mêmes erreurs que l'Inde avait déjà soulevées concernant des déterminations antérieures. De plus, comme le Groupe spécial était du même avis que l'Inde en ce qui concerne certaines des erreurs commises dans des déterminations antérieures, l'Inde juge "anormal" qu'il ait rejeté certaines des allégations reprises en ce qui concerne le réexamen à l'extinction de 2013.[1209]

4.503. Selon les États-Unis, pour fournir des éléments *prima facie*, une partie doit faire davantage qu'indiquer une mesure et une allégation. Elle doit expliquer le sens de chacune d'elles et indiquer comment ou pourquoi la mesure constitue un manquement à une obligation. De l'avis des États-Unis, l'Inde n'a même pas tenté de le faire. De plus, en ce qui concerne le fait que l'Inde n'a pas versé le document contenant le réexamen à l'extinction de 2013 au dossier du Groupe spécial, les États-Unis font valoir que l'Inde voudrait que l'Organe d'appel conclue que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective en examinant des renseignements figurant dans un document que l'Inde n'a pas présenté au Groupe spécial. Les États-Unis contestent aussi l'affirmation de l'Inde selon laquelle le réexamen à l'extinction de 2013 reprend simplement les incompatibilités alléguées de déterminations antérieures en signalant que le réexamen à l'extinction de 2013 englobait des sociétés et des déterminations antérieures pour lesquelles l'Inde n'avait pas présenté d'allégations distinctes.

4.504. Dans son appel, l'Inde nous demande d'évaluer si le Groupe spécial a manqué à son obligation "d'évaluer objectivement la question dont il était saisi" au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en déterminant que l'Inde n'avait pas établi d'éléments *prima facie* en ce qui concerne son allégation selon laquelle le réexamen à l'extinction de 2013 était incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

4.505. Nous notons que l'Organe d'appel a déjà dit qu'"un commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fai[sait] obligation au Groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve".[1210] L'étendue et la nature des éléments de preuve qui seront nécessaires pour établir une telle présomption varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre.[1211] Un commencement de preuve ne consiste pas simplement à présenter des éléments de preuve suffisants, mais consiste aussi à accompagner ces éléments de preuve d'arguments juridiques suffisants.[1212] Dans le cas où une partie n'a pas présenté des arguments juridiques suffisants, un groupe spécial ne peut pas "plaider la cause" d'une partie au différend. Toutefois, lorsque des arguments ont été "*avancés* d'une manière affirmative", il incombe aux groupes

[1207] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.479. (note de bas de page omise)
[1208] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.480.
[1209] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 612.
[1210] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.
[1211] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 17. (note de bas de page omise)
[1212] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 140.

spéciaux d'"examiner en détail ces éléments de preuve et cette argumentation".[1213] Par conséquent, les groupes spéciaux ont une obligation positive au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord d'évaluer et de peser les éléments de preuve et de demander des renseignements additionnels si nécessaire pour déterminer si les éléments de preuve présentés par une partie lui permettent de s'acquitter de la charge de la preuve dans une affaire donnée.[1214]

4.506. En ce qui concerne le caractère suffisant de l'argumentation juridique présentée par l'Inde à l'appui de son allégation, nous rappelons que l'argument de l'Inde ne constituait qu'un seul paragraphe de sa première communication écrite. Il apparaît qu'une simple lecture de l'allégation de l'Inde telle qu'elle est libellée révèle un certain nombre d'ambiguïtés. Premièrement, sur le fond, l'argument de l'Inde est imprécis, dans la mesure où l'Inde a dit "[d]ans le même ordre d'idées" et "pour essentiellement les mêmes raisons que celles qui ont été exposées ci-dessus", sans faire la moindre référence aux raisons ou arguments particuliers sur lesquels elle cherchait à s'appuyer pour formuler son allégation. Même si l'argument de l'Inde s'inscrivait dans le cadre de son allégation plus générale concernant l'article 12.7 de l'Accord SMC, on ne sait pas très bien si le membre de phrase "pour essentiellement les mêmes raisons que celles qui ont été exposées ci-dessus" fait référence aux raisons formulées dans l'allégation "en tant que tel" de l'Inde, ou s'il fait référence au raisonnement général formulé dans ses autres allégations "tel qu'appliqué". De plus, bien que l'Inde ait affirmé que les États-Unis "avaient présumé, sans aucun fondement factuel quel qu'il soit", l'existence d'un subventionnement et d'un avantage, elle n'a pas fourni d'autres explications, justifications ou éléments de preuve concernant cette affirmation. L'Inde ne signale aucun cas spécifique de raisonnement erroné ou d'omissions de la part de l'autorité chargée de l'enquête.

4.507. Selon l'Inde, ces ambiguïtés sont dissipées par la référence au document qui contient le réexamen à l'extinction de 2013. En particulier, elle fait valoir que le réexamen à l'extinction de 2013 mentionnait simplement toutes les déterminations antérieures établies dans le cadre de la même enquête au cours des années précédentes, et qu'elle contestait chacune des constatations formulées dans ce document. Toutefois, comme ce document n'a pas été versé au dossier, ainsi que l'Inde l'a précisé à l'audience, nous ne voyons pas comment il pourrait nous aider à clarifier son argumentation juridique dans le présent différend.

4.508. Par ailleurs, le fait que l'Inde n'a pas versé ce document au dossier du Groupe spécial diminue le caractère suffisant des éléments de preuve présentés à l'appui de son allégation. À cet égard, nous rappelons que, lorsque des arguments ont été avancés d'une manière affirmative, les groupes spéciaux ont l'obligation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de demander d'autres renseignements au besoin pour déterminer si les éléments de preuve présentés par un participant permettaient de s'acquitter de la charge de la preuve dans une affaire donnée.[1215] En l'espèce, toutefois, il ressort des ambiguïtés relevées dans l'allégation de l'Inde que les éléments de preuve et les arguments n'étaient pas suffisamment invoqués d'une manière affirmative pour activer le droit d'un groupe spécial de demander d'autres renseignements.

4.509. Pour les raisons qui précèdent, nous rejetons l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.7 Allégations de nouvelles subventions

4.7.1 Introduction

4.510. L'Inde soutient que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant ses allégations selon lesquelles l'examen par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions[1216] dans le cadre des réexamens administratifs concernant les importations en cause était incompatible avec les

[1213] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 566. (italique dans l'original)

[1214] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 347. (note de bas de page omise)

[1215] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation* (Chine), paragraphe 566; et *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 347.

[1216] Le Groupe spécial a expliqué que l'expression "nouvelles subventions" était utilisée par l'Inde pour désigner des programmes de subventions qui n'avaient pas été officiellement examinés lors de l'enquête initiale mais avaient été pris en compte et examinés lors d'examens ultérieurs. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.481) Nous avons repris cette expression dans le présent rapport.

articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. Elle avance deux principaux arguments à l'appui de son affirmation. Premièrement, l'Inde fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de la relation entre les articles 11 et 21 de l'Accord SMC. Deuxièmement, elle allègue que le Groupe spécial a manqué aux devoirs qui lui incombaient au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord, à savoir procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi et exposer les "justifications fondamentales" de ses constatations. Par conséquent, l'Inde nous demande d'infirmer la constatation du Groupe spécial rejetant ses allégations au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, et nous demande en outre de compléter l'analyse juridique en ce qui concerne ces allégations.

4.511. L'Inde ne conteste pas la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête peut examiner des allégations de nouvelles subventions dans le cadre d'un réexamen administratif au titre de l'article 21 de l'Accord SMC.[1217] Elle ne conteste pas non plus les considérations précises dont l'USDOC a tenu compte pour décider d'examiner chacune des allégations de nouvelles subventions en cause. En revanche, la position de l'Inde en appel est que tout examen mené au titre de l'article 21 dans le cadre duquel des allégations de nouvelles subventions sont examinées, doit satisfaire aux prescriptions des articles 11, 13 et 22 de l'Accord SMC.[1218] En gardant à l'esprit la nature et le champ de l'appel interjeté par l'Inde, nous résumons ci-dessous les constatations du Groupe spécial qui font l'objet dudit appel avant d'exposer notre analyse des allégations de l'Inde.

4.7.2 Constatations du Groupe spécial

4.512. Devant le Groupe spécial, l'Inde a allégué que, en enquêtant sur certaines allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs annuels, l'USDOC a contourné les obligations énoncées aux articles 11.1, 11.2, 11.9, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC et a indûment élargi le champ d'un réexamen contrairement à l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC.[1219] En particulier, elle soutenait que l'article 21 n'était pas censé régir l'imposition de droits en soi, et ne visait pas un nouvel examen de l'existence, du degré et de l'effet de nouvelles subventions alléguées. Ainsi, l'Inde a déclaré que les États-Unis n'étaient pas autorisés à élargir le champ d'un réexamen au titre de l'article 21.1 et 21.2 de manière à ouvrir de nouvelles enquêtes visant de nouvelles subventions.[1220]

4.513. Le Groupe spécial a mis en évidence certains faits non contestés en relation avec l'allégation de l'Inde. Premièrement, le Groupe spécial a noté que les mesures des États-Unis en cause étaient les déterminations faites dans le cadre de réexamens administratifs et les procédures correspondantes, ce que les États-Unis reconnaissaient, qui avaient été menés au titre de l'article 21 de l'Accord SMC. Deuxièmement, le Groupe spécial a observé que l'examen des allégations de nouvelles subventions concernait le même produit en cause que dans le cadre de l'enquête initiale. Troisièmement, le Groupe spécial a noté que les arguments de l'Inde ne mentionnaient "aucune obligation énoncée dans le texte de l'article 21 à laquelle l'USDOC aurait manqué lorsqu'il a examiné les allégations de nouvelles subventions dans le cadre de ses réexamens administratifs".[1221] L'Inde n'a pas non plus soulevé de question sur le point de savoir si les allégations de nouvelles subventions concernaient une contribution financière qui conférait un avantage et était considérée comme spécifique.[1222] Quatrièmement, le Groupe spécial a précisé que sa référence à l'article 11.1 de l'Accord SMC ne concernait que l'allégation de l'Inde au titre de cette disposition s'agissant du fait allégué de ne pas avoir ouvert d'enquête sur les nouvelles subventions. Le Groupe spécial a rappelé sa décision préliminaire selon laquelle les allégations de l'Inde relatives à l'ouverture d'une enquête malgré l'insuffisance des éléments de preuve au regard de l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC ne relevaient pas de son mandat.[1223]

4.514. Le Groupe spécial a ensuite formulé la question dont il était saisi dans les termes suivants: il s'agissait de la question de savoir si l'USDOC était habilité par l'article 21.1 et 21.2 de

[1217] Réponse de l'Inde aux questions posées à l'audience.
[1218] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 643.
[1219] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.490 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 596, 597 et 623).
[1220] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.492 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 623).
[1221] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.500. (note de bas de page omise)
[1222] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 836 relative au paragraphe 7.500.
[1223] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 837 relative au paragraphe 7.500.

l'Accord SMC à examiner des allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs en cause; ou si, comme le faisait valoir l'Inde, les allégations de nouvelles subventions ne pouvaient être examinées que dans le cadre d'une enquête ouverte au titre de l'article 11.1 de l'Accord SMC, et menée conformément aux articles 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a donc considéré que, si l'USDOC était autorisé à examiner des allégations de nouvelles subventions en vertu de l'article 21.1 et 21.2, il n'avait pas besoin d'examiner plus avant les allégations de l'Inde. À l'inverse, s'il constatait que l'USDOC n'était pas autorisé à examiner des allégations de nouvelles subventions dans le cadre de réexamens administratifs, il lui faudrait alors examiner si l'USDOC avait agi d'une manière compatible avec les articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 dans le cadre de l'enquête et des réexamens en cause. Le Groupe spécial a fait observer que c'était la première fois qu'un groupe spécial avait abordé cette question.[1224]

4.515. Le Groupe spécial a considéré qu'il n'y avait rien dans le texte de l'article 21.1 qui puisse être compris nécessairement comme rattachant le terme "subventionnement" employé dans cette disposition à des programmes de subventions spécifiques ou limitant le sens de ce terme au subventionnement examiné précédemment, c'est-à-dire au subventionnement dans le cadre des programmes formellement examinés et dont il avait été constaté, lors de l'enquête initiale, qu'ils constituaient des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire. Selon le Groupe spécial, rien dans l'article 21.1 ne donnait à penser que le terme "subventionnement" ne pouvait pas recouvrir aussi des programmes de subventions nouvellement allégués. De même, il a estimé que rien dans le texte de l'article 21.2 ne limitait l'examen de la nécessité de maintenir le droit à l'examen d'un subventionnement déjà examiné. De l'avis du Groupe spécial, l'examen de la "nécessité de maintenir le droit" énoncée à l'article 21.2 pouvait s'entendre à la fois de l'examen à la lumière des programmes de subventions formellement examinés lors de l'enquête initiale et de l'examen à la lumière des programmes de subventions indiqués dans de nouvelles allégations dans le cadre d'un réexamen. Selon lui, les allégations de nouvelles subventions étaient pertinentes aux fins de l'examen par l'autorité chargée de l'enquête de la nécessité de maintenir le droit en ce qui concernait les importations subventionnées en cause, car le maintien du droit pouvait être nécessaire compte tenu du nouveau subventionnement, même si le subventionnement examiné précédemment avait pris fin.[1225]

4.516. Le Groupe spécial a considéré que son raisonnement était compatible avec l'interprétation donnée par le Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*. Dans le contexte des réexamens à l'extinction, ce groupe spécial a jugé que l'article 21.3 de l'Accord SMC exigeait que l'autorité chargée de l'enquête se livre à une analyse intrinsèquement prospective de la probabilité que le subventionnement subsisterait ou se reproduirait si le droit compensateur était supprimé et qu'en faisant cela, elle pourrait fort bien prendre en considération, entre autres éléments, "les nouveaux programmes de subventions mis en place après l'imposition du droit compensateur initial".[1226]

4.517. Le Groupe spécial n'a pas souscrit à l'affirmation de l'Inde selon laquelle les réexamens au titre de l'article 21 visaient seulement à corriger ou réexaminer des déterminations relatives à un subventionnement et un dommage qui existaient déjà. Notant qu'il apparaissait que l'argument de l'Inde reposait sur l'opinion selon laquelle le réexamen au titre de l'article 21 était axé sur la détermination initiale, le Groupe spécial a jugé que l'article 21.2 établissait clairement que ce qui devait être réexaminé, c'était "la nécessité de maintenir le droit" et non la détermination initiale. Par conséquent, la question à laquelle il fallait répondre dans le cadre de ce réexamen au titre de l'article 21.2 était celle de savoir si le maintien du droit compensateur était justifié. Le Groupe spécial a constaté que rien dans le texte de l'article 21.1 ou 21.2 ne visait à limiter l'examen de l'autorité chargée de l'enquête à la seule question de savoir si le fondement initial de la mesure était suffisant pour en justifier le maintien.[1227]

[1224] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.501.

[1225] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.503.

[1226] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.504 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.96). Le Groupe spécial a noté que, dans son rapport, l'Organe d'appel avait cité ce passage, mais avait déclaré ceci: "il ne nous est *pas* demandé, dans le présent appel, d'examiner l'*interprétation* donnée par le Groupe spécial de l'article 21.3 et des obligations qu'il énonce en ce qui concerne la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction". (*Ibid.*, note de bas de page 839 relative au paragraphe 7.504 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 138 (italique dans l'original))

[1227] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.505.

4.518. Le Groupe spécial a pris note de la référence qui est faite à l'article 21.2 à la possibilité de maintenir le droit si cela "est nécessaire pour neutraliser le subventionnement, si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre". Le Groupe spécial a cru comprendre que cela signifiait que, si un programme de subventions, dont il avait été jugé lors de l'enquête initiale qu'il pouvait donner lieu à une mesure compensatoire, était réduit (en termes d'avantage) ou était supprimé, les parties exportatrices intéressées pouvaient demander que le droit compensateur imposé sur la base de ce programme soit réduit ou supprimé. De même, il semblait "logique et équitable" que, s'il était allégué que de nouveaux programmes de subventions avantageaient le produit assujetti au droit compensateur et pouvaient donner lieu à une mesure compensatoire, les parties nationales intéressées puissent demander que le montant du droit soit modifié, et éventuellement accru, pour tenir compte de ces nouvelles subventions.[1228] Pour ce faire, il serait nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête détermine que ces programmes constituent en fait des subventions pouvant donner lieu à une mesure compensatoire avantageant les importations du même produit, ainsi que le montant de ces subventions. De l'avis du Groupe spécial, "c'[était] précisément ce que l'USDOC [avait] entrepris de faire en ce qui concern[ait] les allégations de nouvelles subventions en cause en l'espèce".[1229]

4.519. Le Groupe spécial a conclu que l'USDOC était en droit, au titre de l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC, d'examiner les allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs en cause. En conséquence, il a déterminé qu'il n'avait pas à examiner plus avant, et séparément, les allégations de l'Inde au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC.[1230] Le Groupe spécial a donc rejeté les allégations de l'Inde selon lesquelles l'examen par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs concernant les importations en cause était incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC.

4.520. Dans le cadre du réexamen intérimaire, l'Inde a demandé au Groupe spécial de préciser s'il avait voulu appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concernait les allégations qu'elle avait formulées au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. Elle lui a aussi demandé de formuler une constatation spécifique sur le point de savoir si l'USDOC s'était conformé à ces dispositions. Elle a fait valoir que ses allégations au titre desdites dispositions étaient entièrement indépendantes de ses autres allégations relatives aux allégations de nouvelles subventions.[1231] Le Groupe spécial a décidé "de ne pas donner suite à la demande de l'Inde".[1232] Il a précisé qu'il n'avait pas appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concernait les allégations qu'elle avait formulées au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. En fait, le Groupe spécial a réexpliqué qu'étant donné que l'USDOC avait le droit, au titre de l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC, d'examiner les allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs en cause, il n'était pas nécessaire d'examiner les dispositions régissant les enquêtes initiales.

4.7.3 Examen de l'analyse faite par le Groupe spécial des allégations de l'Inde au titre des articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC

4.521. En appel, l'Inde nous demande d'examiner l'analyse du Groupe spécial concernant la question de savoir si les prescriptions énoncées dans certaines dispositions de l'Accord SMC s'appliquent à l'examen par l'autorité chargée de l'enquête d'allégations de nouvelles subventions dans le cadre d'un réexamen administratif. Par conséquent, nous allons d'abord examiner si un réexamen administratif mené conformément à l'article 21.2 de l'Accord SMC est soumis aux prescriptions énoncées aux articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, avant de nous intéresser aux circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête peut examiner des allégations de nouvelles subventions dans le cadre d'un réexamen administratif. Ensuite, nous examinerons les allégations de l'Inde selon lesquelles le Groupe spécial a fait erreur en rejetant

[1228] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.506.
[1229] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.506. Le Groupe spécial a noté que, conformément à l'article 21.4 de l'Accord SMC, les prescriptions en matière de preuve et les prescriptions procédurales de l'article 12 de l'Accord SMC s'appliquaient aux réexamens entrepris au titre de l'article 21 de cet accord. Toutefois, l'Inde n'avait formulé aucune allégation au titre de l'article 12 dans le contexte de l'examen des allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs. (*Ibid.*, note de bas de page 842 relative au paragraphe 7.506)
[1230] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.507.
[1231] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.166.
[1232] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.168.

ses allégations au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC et a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord.

4.7.3.1 Applicabilité des articles 11, 13, 21 et 22 de l'Accord SMC à l'examen d'allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs

4.522. Nous commençons par observer que les articles 11, 13, 21 et 22 figurent tous dans la partie V de l'Accord SMC qui traite des mesures compensatoires. Nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle la partie V de l'Accord vise à établir un équilibre entre le droit d'imposer des droits compensateurs pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage et les obligations, soumettant à des disciplines le recours à des mesures compensatoires, que les Membres doivent respecter.[1233]

4.523. L'Organe d'appel a déterminé que la disposition applicable en ce qui concerne les réexamens administratifs est l'article 21 de l'Accord SMC[1234], dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

> *Article 21*
> *Durée et réexamen des droits compensateurs et des engagements*
>
> 21.1 Les droits compensateurs ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage.
>
> 21.2 Les autorités réexamineront la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié, de leur propre initiative ou, à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis l'imposition du droit compensateur définitif, à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen. Les parties intéressées auront le droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le subventionnement, si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre. Si, à la suite du réexamen effectué au titre du présent paragraphe, les autorités déterminent que le droit compensateur n'est plus justifié, il sera supprimé immédiatement.
>
> ...
>
> 21.4 Les dispositions de l'article 12 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout réexamen effectué au titre du présent article. Tout réexamen de ce type sera effectué avec diligence et sera normalement terminé dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il aura été entrepris.

4.524. L'Organe d'appel a expliqué que l'article 21.1 énonce une règle générale selon laquelle, après l'imposition d'un droit compensateur, le maintien de ce droit en vigueur est soumis à certaines disciplines. Celles-ci "se rapportent à la *durée* du droit compensateur ("que le temps … nécessaire[]"), à son *ampleur* ("que … dans la mesure nécessaire[]"), et à son *but* ("pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage")".[1235] S'agissant de l'examen au titre de l'article 21, l'accent est donc "mis sur la durée pendant laquelle un droit peut *rester* en vigueur, plutôt que sur les circonstances dans lesquelles ce droit est *entré en* vigueur initialement".[1236]

4.525. La règle générale de l'article 21.1 "souligne la prescription voulant que les droits compensateurs soient périodiquement réexaminés et met en lumière les facteurs qui doivent sous-tendre ces réexamens"[1237] tandis que l'article 21.2 établit un mécanisme de réexamen pour faire en sorte que les Membres se conforment à la règle énoncée à l'article 21.1.[1238] La première phrase de l'article 21.2 dispose que les autorités réexamineront la nécessité de maintenir le droit: i) dans les cas où cela sera justifié, de leur propre initiative ou, ii) à condition qu'un laps de temps

[1233] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 74.
[1234] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 53.
[1235] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 70. (italique dans l'original)
[1236] Rapport du Groupe spécial *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 7.350. (italique dans l'original)
[1237] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 70.
[1238] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 53.

raisonnable se soit écoulé depuis l'imposition du droit compensateur définitif, à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen. L'Organe d'appel a souligné que cet article énonce les prescriptions relatives à un "réexamen rigoureux" et que la détermination faite dans le cadre d'un tel réexamen doit être une "véritable" détermination.[1239]

4.526. Alors que l'article 21.1 et 21.2 régit la conduite des réexamens administratifs, l'article 11 énonce un certain nombre de prescriptions en matière de preuve qui doivent être satisfaites pour ouvrir une enquête en matière de droits compensateurs.[1240] Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont fait référence à l'enquête menée conformément à l'article 11 comme étant "l'enquête initiale"[1241] L'article 11.1 prévoit la manière dont cette enquête initiale doit être ouverte. Il établit qu'"une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de toute subvention alléguée sera ouverte sur demande présentée par écrit par la branche de production nationale ou en son nom".

4.527. Nous rappelons que l'article 21.2 prescrit aux autorités de "réexamin[er] la nécessité de maintenir le droit". Il prévoit en outre que les parties intéressées auront le droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le subventionnement, et/ou "si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre". Comme l'Organe d'appel l'a constaté dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, ces conditions sont "exhaustives" et les Membres ne sont pas autorisés à subordonner le droit des parties intéressées à un réexamen administratif à des prescriptions autres que celles qui sont énoncées à l'article 21.2.[1242] De plus, si l'article 21.4 impose les règles en matière de preuve énoncées à l'article 12 de l'Accord SMC aux réexamens menés conformément à l'article 21, rien dans le texte des articles 11 et 21 n'incorpore expressément les prescriptions de l'article 11 dans le cadre de la conduite de réexamens administratifs au titre de l'article 21.[1243]

4.528. Nous notons par ailleurs certaines distinctions entre le mandat conféré à l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de l'enquête initiale ouverte conformément à l'article 11 et le mandat qui lui est conféré dans le cadre d'un réexamen administratif mené conformément à l'article 21.2. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *États-Unis – Plomb et bismuth II*:

> Nous estimons qu'il est important de faire la distinction entre l'enquête initiale qui conduit à l'imposition de droits compensateurs et le réexamen administratif. Dans une enquête initiale, les autorités chargées de l'enquête doivent démontrer que *toutes* les conditions énoncées dans l'*Accord SMC* concernant l'imposition de droits compensateurs sont remplies. Toutefois, dans le cadre d'un réexamen administratif, elles doivent s'intéresser aux questions qui ont été soulevées devant elles par les parties intéressées ou, dans le cas d'une enquête menée sur leur initiative, aux questions qui ont justifié l'examen.[1244]

4.529. De plus, nous rappelons que l'Organe d'appel a examiné les différences existant entre les enquêtes menées au titre de l'article 11 et au titre de l'article 21, même s'il s'agissait en

---

[1239] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 71 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 61).

[1240] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 115.

[1241] Voir par exemple les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 63; *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 83 et 88; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 8.95 et 8.96.

[1242] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 315.

[1243] Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit au sujet de l'applicabilité des prescriptions de l'article 11 aux réexamens à l'extinction menés conformément à l'article 21.3:

> Étant donné que les prescriptions des articles 11 et 12 se suivent dans l'Accord, et que les deux articles énoncent expressément des obligations relatives aux *enquêtes*, nous interprétons la référence expresse dans l'article 21.4 à l'article 12, mais pas à l'article 11, comme indiquant que les rédacteurs entendaient que les obligations énoncées à l'article 12, mais pas celles qui sont énoncées à l'article 11, s'appliquent aux réexamens effectués au titre de l'article 21.3.

(Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 72. (italique dans l'original) Voir aussi le paragraphe 116)

[1244] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 63. (italique dans l'original)

l'occurrence de réexamens à l'extinction menés conformément à l'article 21.3 de l'Accord SMC. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

> … les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction sont des processus distincts qui suivent des buts différents. La nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère à certains égards essentiels de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale. Par exemple, dans un réexamen à l'extinction, les autorités sont appelées à axer principalement leur enquête sur ce qui se produirait si un droit compensateur existant devait être supprimé. En revanche, dans une enquête initiale, les autorités doivent examiner l'existence, le degré et l'effet de telle ou telle subvention alléguée afin de déterminer si une subvention existe et si elle cause un dommage à la branche de production nationale de telle sorte qu'elle justifie l'imposition d'un droit compensateur. Ces différences qualitatives peuvent aussi expliquer l'absence d'une prescription voulant qu'un critère *de minimis* spécifique soit appliqué dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.[1245]

4.530. L'article 21.2 prescrit aux autorités de "réexamin[er] la nécessité de maintenir le droit" et, en particulier, d'examiner "si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le subventionnement". Il donne par ailleurs aux autorités chargées de l'enquête le pouvoir de déterminer "si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre". Il apparaît donc que l'article 21.2 suppose une analyse actuelle et rétrospective puisqu'il se rapporte à la nécessité et à l'incidence du droit avant et pendant le réexamen administratif, ainsi qu'une analyse prospective axée sur les conséquences futures probables du maintien, de la modification ou de la suppression du droit. En cela, la portée est différente de celle d'un réexamen au titre de l'article 21.3, qui consiste en une analyse exclusivement prospective, c'est-à-dire axée sur les conséquences futures de la suppression du droit. Les deux dispositions ont toutefois une visée prospective similaire. Dans la mesure où la visée prospective d'un réexamen au titre de l'article 21.2 est similaire à celle d'un réexamen au titre de l'article 21.3, cela donne à penser que les prescriptions énoncées à l'article 11 de l'Accord SMC ne s'appliqueraient pas aux réexamens administratifs menés conformément à l'article 21.2 de l'Accord SMC.

4.531. Passant à l'article 13 de l'Accord SMC, nous observons qu'il établit les prescriptions en matière de consultations auxquelles l'autorité chargée de l'enquête doit satisfaire. Spécifiquement, l'article 13.1 dispose ce qui suit:

> Aussitôt que possible après qu'il aura été fait droit à une demande présentée au titre de l'article 11, et en tout état de cause avant que l'enquête ne soit ouverte, les Membres dont les produits pourront faire l'objet de cette enquête seront invités à procéder à des consultations en vue de clarifier la situation concernant les questions visées au paragraphe 2 de l'article 11 et d'arriver à une solution mutuellement convenue.

4.532. Nous notons que l'article 13.1 fait expressément référence aux enquêtes menées conformément à l'article 11 et oblige l'autorité chargée de l'enquête à prévoir la possibilité de tenir des consultations avec le Membre dont les produits pourront faire l'objet de l'enquête menée au titre de l'article 11. À l'inverse, ni l'article 13 ni l'article 21 ne font explicitement référence l'un à l'autre.[1246] En outre, l'Organe d'appel a souligné que l'emploi du mot "enquête" à l'article 11 est distinct de l'emploi du mot "réexamen" à l'article 21.[1247] À cet égard, nous observons à l'article 13.1 que, non seulement il est employé le mot "enquête" et il est fait explicitement référence à l'article 11, mais aussi qu'il n'est fait aucune référence au mot "réexamen" ou à l'article 21. Pour ces raisons, nous considérons que les prescriptions relatives à la tenue de

[1245] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 87.

[1246] L'Organe d'appel a observé que la technique des renvois était fréquemment employée dans l'Accord SMC, ce qui laisse penser que, "lorsque l'intention des négociateurs de l'*Accord SMC* était que les disciplines énoncées dans une disposition soient appliquées dans un autre contexte, ils l'ont expressément prévu". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 69 et note de bas de page 59 y relative)

[1247] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 72 et 105.

consultations énoncées à l'article 13.1 de l'Accord SMC, ne s'appliquent pas dans le cadre des réexamens administratifs, tels qu'ils sont régis par l'article 21.2 de l'Accord SMC.

4.533. L'article 22 de l'Accord SMC, quant à lui, énonce les obligations en matière d'avis au public que l'autorité chargée de l'enquête doit remplir lorsqu'elle mène des enquêtes et des réexamens. Il prévoit dans sa partie pertinente ce qui suit:

> *Article 22*
> *Avis au public et explication des déterminations*
>
> 22.1 Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête en conformité avec l'article 11, le ou les Membres dont les produits feront l'objet de l'enquête et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière, recevront une notification et un avis sera rendu public.
>
> 22.2 Tout avis au public concernant l'ouverture d'une enquête contiendra des renseignements adéquats ou indiquera qu'il existe un rapport distinct[*] contenant des renseignements adéquats sur les points suivants:
>
> i) nom du pays ou des pays exportateurs et produit en cause;
>
> ii) date d'ouverture de l'enquête;
>
> iii) description de la ou des pratiques de subventionnement devant faire l'objet de l'enquête;
>
> iv) résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage;
>
> v) adresse à laquelle les Membres intéressés et les parties intéressées devraient faire parvenir leurs représentations; et
>
> vi) délais ménagés aux Membres intéressés et aux parties intéressées pour faire connaître leur point de vue.
>
> ...
>
> 22.7 Les dispositions du présent article s'appliqueront *mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens effectués en conformité avec l'article 21, ainsi qu'aux décisions d'appliquer des droits à titre rétroactif prises au titre de l'article 20.
>
> [*note de bas de page 53 de l'original] Dans les cas où les autorités fourniront des renseignements et des explications conformément aux dispositions de cet article dans un rapport distinct, elles feront en sorte que ce rapport soit facilement accessible au public.

4.534. En vertu du lien textuel exprès contenu dans l'article 22.7, l'article 22 s'applique aux enquêtes au titre de l'article 11 et aux réexamens au titre de l'article 21. De fait, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a expliqué les relations entre les articles 11 et 22 et entre les articles 21 et 22, comme suit:

> À nos yeux, de la même façon que l'article 22.1 impose des prescriptions en matière de notification et d'avis au public aux autorités chargées de l'enquête qui ont décidé, conformément aux critères énoncés à l'article 11, d'ouvrir une *enquête*, l'article 22.1 (en vertu de l'article 22.7) fonctionne aussi de façon à imposer des prescriptions en matière de notification et d'avis au public aux autorités chargées de l'enquête qui ont décidé, conformément à l'article 21, d'engager un *réexamen*.[1248]

4.535. L'article 22.7 indique que les dispositions de l'article 22 sont à appliquer *mutatis mutandis* au commencement et à l'achèvement des réexamens menés au titre de l'article 21. L'emploi de

[1248] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 112. (italique dans l'original)

l'expression "*mutatis mutandis*"[1249] à l'article 22.7 nous donne à penser que certaines prescriptions énoncées à l'article 22.1 à 22.6 de l'Accord SMC, qui sont pleinement applicables au commencement ou à l'achèvement d'une enquête initiale au titre de l'article 11, peuvent ne pas être applicables de la même manière, ou dans la même mesure, aux réexamens menés au titre de l'article 21.[1250]

4.536. Ayant recensé les dispositions de l'Accord SMC qui régissent la conduite des réexamens administratifs, nous procédons à l'évaluation des circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête peut examiner des allégations de nouvelles subventions dans le cadre d'un réexamen administratif.

4.537. L'article 21.1 prévoit que "[l]es droits compensateurs ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage". Comme nous l'avons mentionné plus haut, les disciplines de l'article 21, énoncées dans son paragraphe 1, se rapportent à "la *durée* du droit compensateur ("que le temps … nécessaire[]"), à son *ampleur* ("que … dans la mesure nécessaire[]"), et à son *but* ("pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage")".[1251] Dans le même esprit, la deuxième phrase de l'article 21.2 accorde aux parties intéressées le droit de demander à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le *subventionnement*, et si le dommage serait susceptible de *subsister* ou de *se reproduire* au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre. À notre avis, ces deux dispositions donnent donc à penser que, dans le cadre d'un réexamen administratif, l'examen est axé sur le droit compensateur et sur la question de savoir si le maintien de ce droit est nécessaire.

4.538. Nous notons que l'article 21.1 et 21.2 ne limite pas l'examen dans le cadre d'un réexamen administratif aux subventions examinées lors de l'enquête initiale. Mais plutôt, comme il a été noté, la détermination de la question de savoir si le maintien de l'imposition d'un droit compensatoire dépend de l'évaluation: i) de la nécessité de maintenir le droit compensatoire pour neutraliser ce qui est dénommé globalement le *subventionnement*; et ii) de la question de savoir si le dommage résultant de ce *subventionnement* est susceptible de *subsister* ou de *se reproduire* au cas où le droit serait *éliminé* ou *modifié*, ou l'un et l'autre.

4.539. Nous considérons que l'emploi du mot "subventionnement" à l'article 21, qui est différent du mot "subvention" figurant à l'article 11.1, permet de donner un champ plus large au réexamen que celui de la ou des subventions précises qui ont été examinées dans le cadre de l'enquête initiale et qui ont donné lieu à l'imposition du droit compensateur visé par le réexamen. Nous considérons en outre que l'accent mis dans l'article 21.2 sur la question de savoir si le dommage résultant de ce *subventionnement* est susceptible de *subsister* ou de *se reproduire* au cas où le droit serait *éliminé* ou *modifié*, ou l'un et l'autre, donne à penser que l'autorité chargée de l'enquête peut, dans le cadre d'un réexamen administratif, regarder au-delà des subventions

---

[1249] D'après le *Black's Law Dictionary*, l'expression "*mutatis mutandis*" signifie "tous les changements nécessaires ayant été faits; avec les changements nécessaires". (*Black's Law Dictionary*, 7th edn, Bryan A. Garner (ed.) (West Group, 1999), page 1039)

[1250] Dans un ordre d'idées similaire, nous notons que deux groupes spéciaux ont examiné l'emploi de l'expression "*mutatis mutandis*" dans l'article 12.3 de l'Accord antidumping, lequel contient un libellé presque identique à celui de l'article 22.7 de l'Accord SMC. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> Le paragraphe 3 de l'article 12 indique que les dispositions de cet article s'appliquent *mutatis mutandis* aux réexamens effectués au titre de l'article 11. Il est donc clair que les prescriptions relatives à l'avis au public énoncées à l'article 12 s'appliquent *mutatis mutandis* aux réexamens à l'extinction. Toutefois, l'emploi de l'expression "*mutatis mutandis*" montre que les rédacteurs prévoyaient que certaines dispositions de l'article 12 ne pouvaient pas être appliquées du tout, ou à tout le moins ne pouvaient pas être appliquées de manière identique, dans le cas des réexamens à l'extinction. Les dispositions de l'article 12 sont applicables dans le cas de réexamens à l'extinction, avec toutes modifications que la nature des réexamens à l'extinction peut rendre nécessaires.

(Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.33)

De même, dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, le Groupe spécial a indiqué ceci: "les dispositions de l'article 12 s'appliquent aux réexamens à l'extinction, sous réserve des changements nécessaires que la nature des réexamens à l'extinction peut dicter". (Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 7.248)

[1251] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 70. (italique dans l'original)

particulières examinées lors de l'enquête initiale. Comme nous l'avons dit plus haut, le fait que l'article 21 suppose en partie une analyse prospective implique que l'autorité chargée de l'enquête peut aussi examiner les événements ou les circonstances ayant suivi l'imposition du droit compensateur initial. De fait, à l'article 21.2, il est employé le mot "se reproduire" qui, d'après ce que nous croyons comprendre, signifie "se produire ou apparaître de nouveau, de manière périodique ou répétée".[1252] En conséquence, le dommage résultant du subventionnement, qui est traité par le droit compensateur, peut se reproduire à cause d'une nouvelle subvention instaurée après l'imposition du droit compensateur initial. Sur ce point, nous partageons l'avis du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone* selon lequel, pour évaluer la probabilité de subventionnement en cas d'abrogation du droit compensateur, l'autorité chargée de l'enquête pourra fort bien prendre en considération, entre autres éléments, le niveau initial du subventionnement, toutes modifications apportées aux programmes de subventions initiaux, et "les nouveaux programmes de subventions mis en place après l'imposition du droit compensateur initial".[1253]

4.540. En conséquence, nous croyons comprendre que l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC permet aux autorités chargées de l'enquête d'examiner des allégations de nouvelles subventions dans le cadre d'un réexamen administratif. Cet examen est soumis, *mutatis mutandis*, aux prescriptions en matière d'avis au public énoncées à l'article 22 de l'Accord SMC, mais ne serait pas soumis aux obligations énoncées aux articles 11 et 13 de l'Accord SMC.

4.541. Néanmoins, nous estimons que l'article 21.1 et 21.2 limite le type des allégations de nouvelles subventions pouvant être examinées dans le cadre d'un réexamen administratif. Comme nous l'avons dit plus haut, l'article 21.1 prévoit que les droits compensateurs ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le *subventionnement* qui cause un dommage tandis que l'article 21.2 accorde aux parties intéressées le droit de demander à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le *subventionnement*. Ces dispositions lient expressément le *subventionnement* au droit compensateur initial imposé. Cela laisse entendre que les seules "nouvelles subventions" qui peuvent être examinées en tant que partie du "subventionnement" dans le cadre d'un réexamen administratif sont celles qui ont un lien suffisamment étroit avec les subventions ayant donné lieu à l'imposition du droit compensateur initial. De plus, l'article 21.2 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle évalue si "*le dommage* serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où *le droit* serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre".[1254] Par conséquent, seules les nouvelles subventions qui serviraient de base à cet examen pourraient être à juste titre prises en considération par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'un réexamen administratif. L'emploi des mots "subsister" et "se reproduire", en particulier, indique qu'il doit y avoir une relation ou une similarité suffisamment étroite entre le dommage résultant du subventionnement initial et les nouvelles subventions proposées pour examen dans le cadre d'un réexamen administratif.

4.542. Par ailleurs, comme l'Organe d'appel l'a indiqué, la partie V de l'Accord SMC, qui contient toutes les dispositions en cause, vise à établir un équilibre entre le droit d'imposer des droits compensateurs pour contrebalancer le subventionnement qui cause un dommage et les obligations, soumettant à des disciplines le recours à des mesures compensatoires, que les Membres doivent respecter.[1255] Nous estimons que permettre le libre examen de tous types d'allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs romprait l'équilibre délicat qui est recherché dans la partie V de l'Accord SMC.

4.543. Par conséquent, à notre avis, l'article 21 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle établisse l'existence d'un lien suffisamment étroit entre les subventions qui faisaient l'objet de l'enquête initiale et les allégations de nouvelles subventions que l'autorité chargée de l'enquête propose d'examiner dans le cadre de son réexamen administratif. Plusieurs facteurs pourraient

[1252] *Shorter Oxford English Dictionary*, 6th edn, A. Stevenson (ed.) (Oxford University Press, 2007), Vol. 2, page 2495.

[1253] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.96. Bien que les remarques formulées dans ce paragraphe se rapportent à un réexamen à l'extinction au titre de l'article 21.3, le raisonnement du Groupe spécial, selon nous, s'applique également à l'évaluation des conséquences probables de la suppression du droit compensateur suite à un réexamen administratif au titre de l'article 21.2 dont le libellé est similaire.

[1254] Pas d'italique dans l'original.

[1255] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 74.

potentiellement être pris en considération au cas par cas pour déterminer si les allégations de subventions qui n'étaient pas en cause dans l'enquête initiale ou dans les précédents réexamens administratifs pourraient être à juste titre examinées dans le cadre de réexamens administratifs.[1256] Toutefois, en appel, l'Inde ne nous demande pas de déterminer lesquels de ces facteurs sont applicables ou auraient dû être pris en considération dans l'affaire dont nous somme saisis.

4.7.3.2 Question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur en rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'examen par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions dans le cadre de réexamens administratifs était incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 21.1, 21.2, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC

4.544. L'Inde fait valoir, en appel, que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation des articles 11 et 21 de l'Accord SMC car il n'a pas interprété ces deux dispositions de façon harmonieuse. Selon elle, l'hypothèse du Groupe spécial selon laquelle l'applicabilité de l'article 21 exclut *ipso facto* l'applicabilité des articles 11, 13.1, 22.1 et 22.2 ne correspond pas à une interprétation de bonne foi des articles 21 et 11. De l'avis de l'Inde, le Groupe spécial a "porté atteinte aux attentes raisonnables des partenaires de négociation"[1257] en ce qui concerne l'article 11 et a permis aux Membres de "réduire à néant l'objet et le but" de l'article 11.[1258] Pour elle, l'interprétation du Groupe spécial ouvre un "trou béant" dans l'Accord SMC au moyen duquel les Membres peuvent contourner les sauvegardes soigneusement négociées au titre des articles 11, 13 et 22.[1259] Par conséquent, étant donné que le Groupe spécial a rejeté ses allégations au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 au motif que ces dispositions ne sont pas applicables aux réexamens administratifs menés conformément à l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC, l'Inde nous demande d'infirmer les constatations du Groupe spécial à cet égard.

4.545. Les États-Unis affirment que le Groupe spécial a eu raison de rejeter la tentative de l'Inde visant à incorporer et à appliquer les obligations énoncées aux articles 11, 13 ou 22 dans les procédures de réexamen administratif. Ils soutiennent que, outre la structure de l'Accord SMC qui sépare les processus d'enquête et d'examen, le texte des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 limite expressément l'application de ces dispositions à l'enquête initiale, tout comme l'article 21.1 et 21.2 s'applique dans le cadre des procédures de réexamen. Les États-Unis ajoutent que la contestation par l'Inde des constatations du Groupe spécial est fondée sur l'affirmation erronée selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas percevoir de droits compensateurs suite à des réexamens administratifs concernant des programmes de subventions qui n'ont pas été examinés lors de l'enquête initiale.[1260] Ils font valoir que, comme les prescriptions énoncées aux articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 sont limitées dans leur application aux enquêtes initiales[1261], il s'ensuit que ces prescriptions ne sont pas applicables dans le cadre des réexamens administratifs menés par l'USDOC.

4.546. Les allégations de l'Inde sont axées sur les déclarations ci-après du Groupe spécial concernant la relation entre les articles 11 et 21 de l'Accord SMC:

[1256] Nous notons que, dans le présent différend, le Groupe spécial a tenu compte du fait que les allégations de nouvelles subventions spécifiques concernaient le même produit en cause que dans le cadre de l'enquête initiale. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.500 et 7.506) Nous notons aussi qu'en réponse aux questions posées à l'audience, les États-Unis et l'Union européenne ont laissé entendre que, selon eux, pour que des nouvelles allégations de subventions soient prises en considération dans le cadre d'un réexamen administratif, elles devraient avoir les éléments ci-après en commun avec les subventions initiales faisant l'objet du droit compensateur: i) le même Membre; ii) les mêmes sociétés interrogées (bénéficiaires des subventions); et iii) les mêmes produits. En outre, l'Union européenne a fait référence à d'autres considérations potentielles comme la nature de la subvention, la question de savoir si l'autorité accordant la subvention est la même ou est différente ou que le programme de subventions est le même ou est différent, ou la question de savoir si la subvention a été remplacée par une autre subvention. (Communication de l'Union européenne en tant que participant tiers, paragraphes 70 et 71)

[1257] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 637 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *Corée – Marchés publics*, paragraphe 7.93). (italique omis)

[1258] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 637 (citant le rapport du Groupe spécial *Corée – Marchés publics*, paragraphe 7.94, citant lui-même l'*Annuaire de la Commission du droit international, 1966*, volume II, page 230).

[1259] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 637.

[1260] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 577.

[1261] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 583.

> [L]a question à laquelle le Groupe spécial doit répondre est celle de savoir si l'USDOC était habilité par l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC à examiner des allégations de nouvelles subventions – c'est-à-dire des programmes de subventions non officiellement examinés lors de l'enquête initiale – dans le cadre des réexamens administratifs en cause, ou si, comme le fait valoir l'Inde, les allégations de nouvelles subventions ne pouvaient être examinées que dans le cadre d'une enquête ouverte au titre de l'article 11.1 de l'Accord SMC, et menée conformément aux articles 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. En d'autres termes, nous devons décider si le champ des réexamens administratifs de l'USDOC était nécessairement circonscrit et limité aux programmes de subventions particuliers qui avaient été formellement examinés dans le cadre de l'enquête initiale. Si l'USDOC était autorisé à examiner des allégations de nouvelles subventions en vertu de l'article 21.1 et 21.2, nous n'avons pas besoin d'examiner plus avant les allégations de l'Inde. À l'inverse, si nous constatons que l'USDOC n'était pas autorisé à examiner des allégations de nouvelles subventions dans le cadre de réexamens administratifs, il nous faudra alors examiner si l'USDOC a agi d'une manière compatible avec les articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 dans le cadre de l'enquête et des réexamens en cause. Nous croyons savoir que c'est la première fois qu'un groupe spécial est confronté à cette question spécifique.[1262]

4.547. Nous rappelons par ailleurs la réponse que le Groupe spécial a donnée à la demande de précisions formulée par l'Inde pendant la phase de réexamen intérimaire. L'Inde a demandé au Groupe spécial de préciser s'il avait voulu appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concernait les allégations qu'elle avait formulées au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. Elle a aussi demandé au Groupe spécial de formuler une constatation spécifique sur le point de savoir si l'USDOC s'était conformé à ces dispositions, en faisant valoir que ses allégations au titre desdites dispositions étaient entièrement indépendantes de ses autres allégations relatives aux allégations de nouvelles subventions.[1263] Le Groupe spécial a "décidé de ne pas donner suite à la demande de l'Inde"[1264], en précisant qu'il n'avait pas appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concernait les allégations qu'elle avait formulées au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. Il a expliqué qu'étant donné que l'USDOC avait le droit, au titre de l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC, d'examiner les allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs en cause, il n'était pas nécessaire d'examiner les dispositions en cause qui régissaient les enquêtes.[1265]

4.548. Pour les raisons examinées plus haut, nous ne partageons pas l'avis de l'Inde selon lequel les prescriptions énoncées aux articles 11.1 et 13.1 de l'Accord SMC s'appliquent aux réexamens administratifs, menés conformément à l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord. En particulier, nous rappelons que rien dans le texte des articles 11 et 13 n'incorpore expressément les prescriptions de ces dispositions dans le cadre de la conduite des réexamens administratifs. Qui plus est, comme l'Organe d'appel l'a constaté dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, les conditions énoncées à l'article 21.2 de l'Accord SMC sont "exhaustives" et les Membres ne sont pas autorisés à subordonner le droit des parties intéressées à un réexamen administratif à des prescriptions autres que celles qui sont énoncées à l'article 21.2.[1266]

4.549. En outre, nous ne partageons pas l'avis de l'Inde selon lequel l'article 11 est l'unique disposition de l'Accord SMC qui traite de l'examen de "l'existence, [du] degré et [de] l'effet de toute subvention alléguée" et selon lequel, par conséquent, les articles 11.1 et 13.1 prévoient la manière dont les nouvelles subventions doivent être prises en considération dans le cadre d'un examen au titre de l'article 21. Comme nous l'avons examiné plus haut, l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC permet à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner, dans certaines circonstances, des allégations de nouvelles subventions dans le cadre d'un réexamen administratif. En gardant cela à l'esprit, nous rappelons l'explication de l'Organe d'appel selon laquelle le champ d'examen prévu par l'article 11 est distinct de celui qui est prévu par l'article 21 de l'Accord SMC. Dans le cadre de l'enquête initiale conduite au titre de l'article 11 de l'Accord SMC, l'autorité chargée de l'enquête doit établir que toutes les conditions énoncées dans l'Accord SMC aux fins de l'imposition de droits compensateurs sont remplies. Dans le cadre d'un réexamen administratif, toutefois,

[1262] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.501.
[1263] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.166.
[1264] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.168.
[1265] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.168.
[1266] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 315.

l'autorité chargée de l'enquête doit traiter uniquement les questions qui ont été soulevées devant elle par les parties intéressées ou, dans le cas d'une enquête menée de sa propre initiative, les questions qui ont justifié l'examen.[1267] Nous ne sommes pas convaincus que l'examen de nouvelles subventions dans le cadre d'un réexamen administratif modifie les champs d'examen fondamentalement différents au titre des articles 11 et 21 de l'Accord SMC. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en rejetant les allégations de l'Inde au titre des articles 11.1 et 13.1 de l'Accord SMC au motif que les prescriptions énoncées dans ces dispositions ne s'appliquent pas aux réexamens administratifs, menés conformément à l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC.

4.550. Toutefois, nous avons exprimé notre avis selon lequel, en vertu du lien textuel exprès contenu dans l'article 22.7, les obligations en matière de notification et d'explication énoncées à l'article 22 s'appliquent *mutatis mutandis* aux réexamens administratifs. En conséquence, nous constatons que l'interprétation du Groupe spécial est erronée dans la mesure où elle donne à penser que les obligations découlant de l'article 22.1 et 22.2 ne sont pas applicables aux réexamens administratifs menés conformément à l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC. De plus, nous observons que le rejet par le Groupe spécial des allégations de l'Inde au titre de l'article 22.1 et 22.2, concernant les réexamens administratifs de 2004, 2006 et 2007 effectués par l'USDOC, repose sur l'interprétation erronée que le Groupe spécial avait faite de la relation entre les articles 21 et 22 de l'Accord SMC. En conséquence, nous constatons aussi que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 22.1 et 22.2 lorsqu'il a examiné les allégations de nouvelles subventions dans le cadre des réexamens administratifs de 2004, 2006 et 2007.

4.551. Cela nous amène à ce que demande l'Inde, à savoir que nous complétions l'analyse juridique et que nous constations qu'en engageant ses réexamens administratifs de 2004, 2006 et 2007, et en particulier pour ce qui est de huit allégations de nouvelles subventions[1268], l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. L'Organe d'appel a souligné que l'analyse juridique ne pouvait être complétée que lorsque les constatations factuelles du groupe spécial ou les faits non contestés figurant dans le dossier du groupe spécial donnaient à l'Organe d'appel une base suffisante pour sa propre analyse juridique.[1269] L'Organe appel s'est aussi abstenu de compléter l'analyse juridique dans les cas où cela aurait impliqué d'examiner des allégations que le Groupe spécial n'avait pas du tout examinées[1270], en particulier lorsque, au stade de l'examen en appel, les participants n'avaient pas suffisamment traité les questions nécessaires pour compléter l'analyse juridique, y compris s'agissant de la valeur probante des éléments de preuve que le Groupe spécial n'avait pas pris en considération.[1271]

4.552. Passant au présent différend, nous prenons note de l'affirmation de l'Inde selon laquelle, pendant les réexamens administratifs de 2004, 2006 et 2007, l'USDOC a mené des enquêtes sur huit nouveaux programmes de subventions allégués sans publier d'avis au public contenant la "description de la ou des pratiques de subventionnement devant faire l'objet de l'enquête".[1272] L'Inde soutient que l'USDOC ne s'est pas conformé à l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. Les

[1267] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Plomb et bismuth II*, paragraphe 63; et rapport du Groupe spécial *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 7.350.

[1268] Les huit allégations de nouvelles subventions qui font l'objet des allégations de l'Inde se rapportent aux programmes suivants: Programme "Target Plus"; Programme "Status Certificate"; zones de promotion des exportations et unités de production pour l'exportation (EPZ & EOU); zones de promotion des exportations (EPZ); Impôt sur le revenu (10A et 10B); Aide au développement des marchés; Initiative en faveur de l'accès aux marchés; et Prêt à long terme des pouvoirs publics indiens). (Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 655; réponse de l'Inde aux questions posées à l'audience)

[1269] Voir les rapports de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 108; *Canada – Automobiles*, paragraphe 145; *CE – Amiante*, paragraphes 78 à 81; *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 174 et 180; *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande)*, paragraphe 98; *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 118; *CE – Certaines questions douanières*, paragraphes 278, 285 et 286; *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 620 et 735; *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphes 193 à 195; et *Australie – Pommes*, paragraphes 385 et 402.

[1270] Rapports de l'Organe d'appel, *CE – Amiante*, paragraphes 79 et 82; *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 343; *CE – Volailles*, paragraphe 107; *CE – Subventions à l'exportation de sucre*, paragraphe 337.

[1271] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 142.

[1272] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 656. (italique omis)

États-Unis, quant à eux, soutiennent que, pour chacun de ses réexamens administratifs, l'USDOC a publié un avis d'ouverture de l'enquête au *Federal Register*, conformément à l'article 22.1.[1273] En outre, les pouvoirs publics indiens et les parties intéressées ont reçu la "notification" des subventions nouvellement alléguées, parce qu'ils ont reçu ces allégations directement au moyen des mémorandums de l'USDOC concernant les nouvelles subventions.[1274] Dans les cas où l'existence de nouvelles subventions n'était pas alléguée et où, par conséquent, l'USDOC n'a pas publié de mémorandum concernant les nouvelles subventions, les nouveaux programmes de subventions, quels qu'ils soient, ont été notifiés aux pouvoirs publics indiens et aux parties intéressées au moyen des questionnaires publiés par l'USDOC et ont été rendus publics dans les déterminations préliminaires et finales établies dans le cadre des réexamens.[1275]

4.553. Sur la base des arguments et des éléments de preuve avancés par l'Inde et les États-Unis, il nous apparaît que les parties ont des vues divergentes sur ce que constitue un avis au public suffisant aux fins du respect des obligations énoncées à l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, et sur la question de savoir si l'USDOC s'est conformé à ces obligations. Or, ayant déterminé que les obligations découlant de l'article 22 ne s'appliquaient pas aux réexamens administratifs, le Groupe spécial n'a pas examiné cette question spécifique. En outre, ayant examiné le dossier du Groupe spécial, nous ne trouvons pas d'arguments et d'éléments de preuve suffisants, spécifiques aux huit allégations de nouvelles subventions auxquelles se rapporte l'allégation de l'Inde, qui nous aideraient à traiter cette question. Pour ces raisons, nous constatons que nous ne sommes pas en mesure de compléter l'analyse juridique concernant l'allégation de l'Inde en rapport avec l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC.

4.7.3.3 Question de savoir si le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord

4.554. L'Inde fait valoir que le Groupe spécial a manqué aux devoirs qui lui incombaient au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord, à savoir procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi et exposer les "justifications fondamentales" de ses constatations.[1276] Elle allègue que le Groupe spécial a manqué à ses devoirs en réduisant le champ de son allégation à la question de savoir si l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC permettait l'examen des allégations de nouvelles subventions dans le cadre d'une procédure de réexamen administratif. En faisant cela, le Groupe spécial a appliqué de manière erronée le principe d'économie jurisprudentielle en n'examinant pas séparément les "allégations indépendantes" formulées par l'Inde au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC.[1277] En conséquence, l'Inde nous demande d'infirmer la constatation du Groupe spécial rejetant ses allégations au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, et nous demande également de compléter l'analyse en ce qui concerne ces allégations.

4.555. Pour les États-Unis, l'élément décisif de la plainte de l'Inde est que le Groupe spécial a interprété à tort l'article 21 de l'Accord SMC comme excluant l'article 11 de l'Accord SMC. Les États-Unis estiment qu'il s'agit d'une allégation d'erreur de droit et non d'une contestation de l'objectivité du Groupe spécial.[1278] Par conséquent, l'allégation formulée par l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord devrait être rejetée sur cette base.[1279] Pour ce qui est de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, les États-Unis affirment que, même si l'Inde peut ne pas souscrire aux justifications fondamentales sous-tendant les constatations du Groupe spécial au titre des articles 11, 13 et 22 de l'Accord SMC, le rapport du Groupe spécial révèle que ces

[1273] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 612 et 613 (faisant référence aux pièces USA-47, USA-80, USA-81 et USA-82 présentées au Groupe spécial (voir la liste des pièces présentées au Groupe spécial, pages 13 à 16 du présent rapport)).

[1274] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphes 612 et 613 (faisant référence aux pièces USA-69; USA-78; IND-15B; IND-24; IND-25; IND-26; et IND-27 présentées au Groupe spécial (voir la liste des pièces présentées au Groupe spécial, pages 13 à 16 du présent rapport)).

[1275] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 614 (faisant référence à la communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 655; et aux pièces IND-17; IND-32; et IND-37 présentées au Groupe spécial (voir la liste des pièces présentées au Groupe spécial, pages 13 à 16 du présent rapport)).

[1276] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 627.

[1277] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphes 622 à 626.

[1278] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 597 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.173, et *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442).

[1279] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 597.

justifications ont néanmoins été fournies. Par conséquent, l'appel interjeté par l'Inde au titre de l'article 12:7 devrait être aussi rejeté.[1280]

4.556. Nous observons que l'Inde s'appuie sur les mêmes arguments pour étayer ses allégations distinctes au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord. Néanmoins, étant donné que ces deux dispositions prévoient des devoirs distincts incombant aux groupes spéciaux, nous examinons d'abord l'allégation de l'Inde au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord avant de nous intéresser à son allégation au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord.

4.557. Nous rappelons qu'une allégation selon laquelle un groupe spécial n'a pas procédé à l'"évaluation objective de la question dont il était saisi", exigée par l'article 11 du Mémorandum d'accord, est "une allégation très grave"[1281] et l'Organe d'appel a jugé inacceptable qu'un appelant reformule simplement des arguments factuels qu'il avait présentés au Groupe spécial sous le couvert d'une allégation au titre de l'article 11.[1282] L'Inde soutient principalement que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en instaurant un "lien de dépendance artificiel entre les allégations de l'Inde" – c'est-à-dire entre les allégations de l'Inde au titre de l'article 21.1 et 21.2, d'une part, et ses allégations au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2, d'autre part.[1283] Il en résulte que le Groupe spécial n'a pas répondu aux allégations formulées par l'Inde au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 parce qu'il a supposé que les prescriptions figurant dans ces dispositions ne s'appliquaient pas aux réexamens administratifs menés conformément à l'article 21 de l'Accord SMC.

4.558. Nous avons examiné plus haut l'allégation de l'Inde selon laquelle le Groupe spécial n'a pas interprété correctement la relation entre les articles 11 et 21 de l'Accord SMC en constatant qu'ils s'excluaient mutuellement. Quand il a mené cette analyse, le Groupe spécial a exprimé clairement son opinion selon laquelle les obligations au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 seraient uniquement applicables si l'USDOC était autorisé à examiner des allégations de nouvelles subventions au titre de l'article 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a par ailleurs constaté que l'examen effectué par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions en cause dans le cadre de ses réexamens administratifs était correct, et que, de ce fait, les prescriptions énoncées aux articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 ne s'appliquaient pas. En conséquence, d'après nous, le Groupe spécial n'a pas fait abstraction des allégations de l'Inde; il les a en fait rejetées en se fondant sur son interprétation de l'article 21 de l'Accord SMC. Par conséquent, nous ne considérons pas que l'Inde ait démontré une allégation indépendante au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord selon laquelle le Groupe spécial n'a pas évalué la question dont il était saisi d'une manière objective.

4.559. L'Inde soutient par ailleurs que le Groupe spécial a manqué à son devoir au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord parce qu'il n'a pas fourni les justifications fondamentales de sa constatation selon laquelle les articles 11 et 21 "s'excluent mutuellement".[1284] Nous rappelons que le fait que les justifications exposées par un groupe spécial ne soient pas celles qu'un appelant accepte n'est pas suffisant pour conclure que le groupe spécial n'a pas exposé les justifications fondamentales de ses constatations et recommandations, comme le prescrit l'article 12:7 du Mémorandum d'accord[1285], lequel article n'oblige pas non plus les groupes spéciaux à expliquer en long et en large les raisons de leurs constatations et recommandations.[1286]

4.560. Il apparaît que l'argument avancé par l'Inde au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord réaffirme son désaccord sur l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle les articles 11 et 21 de l'Accord SMC s'excluent mutuellement. Cette interprétation constitue le fondement de la constatation du Groupe spécial rejetant les allégations de l'Inde au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. Bien que l'Inde puisse ne pas accepter la

[1280] Communication des États-Unis en tant qu'intimé, paragraphe 602.
[1281] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.227 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 133).
[1282] Rapports de l'Organe d'appel, *Chine – Terres rares*, paragraphe 5.178 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 442, faisant lui-même référence aux rapports de l'Organe d'appel, *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 498; et *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 238).
[1283] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 624.
[1284] Communication de l'Inde en tant qu'appelant, paragraphe 626.
[1285] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphe 168.
[1286] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 109.

constatation du Groupe spécial rejetant sa propre interprétation, il n'en reste pas moins que le Groupe spécial a fourni une explication. Sur cette base, nous ne considérons pas que l'Inde ait démontré que le Groupe spécial n'a pas exposé les justifications fondamentales de ses constatations et recommandations.

4.561. En résumé, nous rejetons les allégations de l'Inde selon lesquelles le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec les articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord.

4.7.4 Conclusion

4.562. Pour toutes les raisons qui précèdent, nous concluons ce qui suit en ce qui concerne la constatation du Groupe spécial figurant dans les paragraphes 7.508 and 8.3.j de son rapport. Nous confirmons la constatation du Groupe spécial rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'examen par l'USDOC d'allégations de nouvelles subventions dans le cadre de réexamens administratifs concernant les importations en cause était incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC, mais nous infirmons la constatation du Groupe spécial rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'examen par l'USDOC d'allégations de nouvelles subventions dans le cadre de réexamens administratifs concernant les importations en cause était incompatible avec l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC. Toutefois, nous constatons que nous ne sommes pas en mesure de compléter l'analyse juridique concernant l'allégation de l'Inde en rapport avec l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC.

4.8 Évaluation cumulative des importations dans les enquêtes en matière de droits compensateurs

4.8.1 Allégations au titre de l'article 15 de l'Accord SMC

4.563. Les États-Unis nous demandent d'infirmer les constatations et conclusions du Groupe spécial qui figurent dans la section 7.6.1 du rapport de ce dernier, selon lesquelles la mesure en cause, à savoir l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis, est incompatible avec l'article 15.3[1287] et avec l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5[1288] de l'Accord SMC "en tant que telle" et "telle qu'appliquée" dans l'enquête initiale en cause. Ils font valoir qu'en formulant ces constatations, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de ces dispositions et ils allèguent en outre que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis était incompatible "en tant que tel" avec l'article 15 de l'Accord SMC.

4.8.1.1 Les constatations du Groupe spécial

4.564. L'Inde a fait valoir devant le Groupe spécial que l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis imposait à la Commission du commerce international des États-Unis (USITC) de procéder à une évaluation cumulative des effets des importations subventionnées et des effets des importations non subventionnées faisant l'objet d'enquêtes antidumping et était donc incompatible avec l'article 15.3 et avec l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC. Les États-Unis ont soutenu que ces dispositions de l'article 15 ne disaient pas si l'autorité chargée de l'enquête pouvait cumuler les effets des importations subventionnées et les effets des importations non subventionnées faisant l'objet d'enquêtes antidumping et qu'elles ne prohibaient donc pas une telle évaluation cumulative.

4.565. Le Groupe spécial a commencé par exposer son interprétation de l'article 15.3 et de l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC. Il a considéré que la question dont il était saisi était de savoir si l'Accord SMC autorisait l'évaluation cumulative des effets des importations qui faisaient l'objet d'une enquête en matière de droits compensateurs et des effets des importations qui ne faisaient *pas* l'objet d'une telle enquête, mais faisaient l'objet d'une enquête antidumping parallèle. Le Groupe spécial a appelé "cumul croisé" ce type particulier d'évaluation cumulative des effets des importations subventionnées et des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de différentes sources.[1289] Il a en outre noté que d'autres formes d'évaluation cumulative impliquant des importations subventionnées et des importations faisant l'objet d'un

[1287] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.356.
[1288] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.369.
[1289] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.339.

dumping étaient possibles. Le Groupe spécial a précisé que compte tenu de la portée des allégations formulées par l'Inde en l'espèce, ses constatations se limiteraient au ""cumul croisé" des effets des importations subventionnées et des effets des importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping".[1290]

4.566. En ce qui concerne l'interprétation de l'article 15.3 de l'Accord SMC, le Groupe spécial a noté que le fait que les importations en provenance de plus d'un pays fassent "simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs" était une condition préalable nécessaire pour qu'une évaluation cumulative soit entreprise conformément à cette disposition. En conséquence, il a constaté qu'aux termes de l'article 15.3, les effets des importations qui ne faisaient pas l'objet d'une enquête en matière de droits compensateurs ne pouvaient faire l'objet d'une évaluation cumulative avec ceux des importations qui faisaient l'objet d'une enquête en matière de droits compensateurs. Le Groupe spécial a rejeté l'argument des États-Unis selon lequel l'article 15.3 ne porte pas sur le cumul croisé des effets des importations subventionnées et de ceux des importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping, et ne régit donc pas ce cumul. Pour lui, les mots "[faisant] simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs" régissent bel et bien le cumul croisé en ceci qu'ils imposent que l'évaluation au titre de l'article 15.3 des effets des importations soit limitée aux importations qui font l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs.

4.567. Le Groupe spécial a en outre considéré que le contexte des autres paragraphes de l'article 15 de l'Accord SMC, ainsi que l'article VI:6 a) du GATT de 1994, étayaient son point de vue selon lequel seuls les effets des importations faisant l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées pouvaient être évalués de manière cumulative aux fins d'une analyse du dommage dans le cadre d'une enquête en matière de droits compensateurs. En particulier, il s'est appuyé sur le fait que l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 fait constamment référence aux "importations subventionnées" et limite donc expressément les importations à prendre en considération au titre de l'article 15. En ce qui concerne l'article VI:6 a) du GATT de 1994, le Groupe spécial a noté que cette disposition concernait à la fois les droits antidumping et les droits compensateurs et que le membre de phrase l'"effet du dumping ou de la subvention, selon le cas" faisait référence au dommage causé soit par l'effet de la subvention (un "cas") soit par l'effet du dumping (l'autre "cas"), et non aux effets cumulés de la subvention *et* du dumping.[1291]

4.568. Par ailleurs, le Groupe spécial a constaté que contrairement à l'argument des États-Unis, les constatations formulées par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Accessoires de tuyauterie* et *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* n'étayaient pas l'affirmation selon laquelle l'objet et le but de l'Accord SMC donnent à penser que le "cumul croisé" en cause est compatible avec les obligations découlant de l'Accord SMC. Il a expliqué que ces rapports portaient sur la raison d'être du cumul des effets des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de plusieurs sources, mais ne portaient pas sur la question du cumul croisé des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées.[1292]

4.569. Se penchant ensuite sur l'interprétation de l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC, le Groupe spécial a considéré que la question principale était de savoir si l'utilisation de l'expression "importations subventionnées" dans ces dispositions limitait le champ de l'évaluation du dommage effectuée par l'autorité chargée de l'enquête aux seules importations subventionnées. Il a noté que cette question était étroitement liée à la question examinée dans son analyse de l'article 15.3, dans laquelle il avait déjà considéré les dispositions de l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC comme un contexte pertinent. Conformément à sa constatation antérieure, le Groupe spécial a constaté que l'utilisation de l'expression "importations subventionnées" dans ces dispositions limitait le champ de l'évaluation du dommage effectuée par l'autorité chargée de l'enquête aux seules importations subventionnées.

4.570. S'agissant de la mesure en cause, le Groupe spécial a déclaré que l'"article 1677 7) G) exige[ait], dans certains cas, que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les

[1290] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 570 relative au paragraphe 7.339.
[1291] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.347 et 7.348.
[1292] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.353 et 7.354.

effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées".[1293] Il n'a pas précisé davantage quelles étaient les situations spécifiques auxquelles il faisait référence dans cette déclaration. Le Groupe spécial a noté toutefois qu'il n'était "pas contesté que, dans l'enquête en matière de droits compensateurs en cause, l'USITC [avait] cumulé les effets des importations subventionnées en provenance d'Inde et les effets des importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping en provenance de Chine, du Kazakhstan, des Pays-Bas, de Roumanie, de Taiwan et d'Ukraine, qui faisaient seulement l'objet d'enquêtes antidumping parallèles".[1294]

4.8.1.2 Article 15 de l'Accord SMC

4.571. En appel, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 15.3 de l'Accord SMC en constatant que le "cumul croisé" des effets des importations subventionnées et de ceux des importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping était incompatible avec cette disposition. Ils soutiennent que le fait que l'article 15.3 n'autorise pas spécifiquement l'autorité chargée de l'enquête à cumuler les effets des importations subventionnées et ceux des importations faisant l'objet d'un dumping n'indique pas, en soi, qu'un tel cumul croisé est prohibé par l'Accord SMC. En fait, l'article 15.3 ne dit rien sur la question de savoir si le cumul des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées est admissible. Les États-Unis soutiennent en outre que le contexte fourni par l'article 3.3 de l'Accord antidumping et par l'article VI:6 a) du GATT de 1994 étaye une interprétation de l'article 15.3 autorisant le cumul croisé des effets des importations subventionnées et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping.

4.572. En outre, les États-Unis allèguent que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la référence constante aux "importations subventionnées" qui était faite à l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC limitait le champ de l'évaluation du dommage aux effets des seules importations subventionnées. Selon eux, cette constatation du Groupe spécial était fondée en grande partie sur le "raisonnement vicié" de ce dernier en ce qui concerne l'article 15.3.[1295] Pour les États-Unis, cependant, aucune des dispositions de l'article 15 n'interdit expressément la pratique du cumul croisé ni ne porte d'une autre façon sur une situation dans laquelle à la fois des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de droits compensateurs ont lieu simultanément.

4.573. Les États-Unis allèguent en outre que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis exigeait, dans certains cas, que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées.[1296] Ils soutiennent que l'analyse de l'article 1677 7) G) par le Groupe spécial consiste simplement à affirmer que cet article impose le cumul croisé et ils allèguent que le Groupe spécial n'a fourni aucune explication pour décrire comment il était arrivé à cette conclusion quant à la signification dudit article de la Loi des États-Unis.

4.574. L'Inde nous demande de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 1677 7) G) est incompatible "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" avec l'article 15.3 et avec l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC. Elle estime que l'analyse du Groupe spécial est étayée par le texte et le contexte de ces dispositions, ainsi que par l'objet et le but de l'Accord SMC.

4.575. L'Inde soutient que compte tenu de la référence aux importations "[faisant] simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs", l'article 15.3 ne peut pas être considéré comme étant muet sur la question du cumul des importations subventionnées et des importations non subventionnées; en fait, cet article doit être interprété comme prohibant un tel cumul croisé. À supposer même, pour les besoins de l'argumentation, que l'article 15.3 ne dise rien sur la question du cumul croisé, un tel silence doit être interprété comme prohibant le cumul croisé.

[1293] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.340 et 7.358. Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.322.

[1294] Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 596 relative au paragraphe 7.356 et note de bas de page 611 relative au paragraphe 7.369.

[1295] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphes 117 et 118.

[1296] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 122 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.322, 7.339, 7.340, et 7.358).

Autrement, le cumul des importations subventionnées en provenance de différentes sources serait soumis à plusieurs conditions, alors que le cumul des importations subventionnées et des importations non subventionnées en provenance de différentes sources dépendrait entièrement de l'autorité chargée des enquêtes.

4.576. En ce qui concerne l'article 1677 7) G), l'Inde fait observer que cet article stipule que les effets de toutes les importations en provenance des pays visés par des enquêtes antidumping ou des enquêtes en matière de droits compensateurs ouvertes le même jour doivent faire l'objet d'une évaluation cumulative. Elle soutient que le Groupe spécial est arrivé à sa conclusion sur la signification de la Loi des États-Unis sur la base des éléments de preuve qu'elle a présentés, que les États-Unis n'avaient pas contestés. L'Inde fait valoir en outre que les États-Unis ne peuvent pas être autorisés à soulever indirectement en appel une question factuelle sous forme d'une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.577. L'appel des États-Unis nous impose d'examiner certaines questions relatives à l'interprétation d'éléments spécifiques de l'article 15.3 et de l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC. Nous commençons par l'article 15.3, qui énonce des disciplines pour la réalisation d'une analyse du dommage et du lien de causalité. Cette disposition stipule ce qui suit:

> Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent *a)* que le montant du subventionnement établi en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieur au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 9 de l'article 11 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et *b)* qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

4.578. L'élément central de l'article 15.3 est la disposition selon laquelle les "autorités chargées des enquêtes … pourront procéder à une évaluation cumulative" des effets de "ces importations". L'expression "ces importations" fait référence à la première clause de l'article 15.3, qui décrit une situation dans laquelle les "importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs". La dernière clause de l'article 15.3 stipule les conditions qui doivent être remplies pour qu'une telle évaluation cumulative soit autorisée. En particulier, les autorités chargées des enquêtes ne peuvent entreprendre une telle évaluation cumulative que si: "*a)* le montant du subventionnement établi en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieur au niveau *de minimis* et le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable"; *et* "*b)* une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire".

4.579. L'article 15.3 fait référence aux importations "[faisant] simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs".[1297] La disposition selon laquelle les autorités chargées des enquêtes peuvent, si les conditions énoncées dans la dernière clause de l'article 15.3 sont remplies, procéder à une évaluation cumulative des effets de "ces" importations impose donc que les importations fassent "l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs". Inversement, les effets des importations autres que les importations subventionnées ne doivent pas être pris en compte dans une évaluation cumulative au titre de l'article 15.3. Le texte stipule clairement que faire l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs est une condition préalable de l'évaluation cumulative des effets des importations au titre de l'article 15.3.

4.580. Notre interprétation de l'article 15.3 est étayée par le contexte fourni par les autres paragraphes de l'article 15, au titre desquels le Groupe spécial a formulé des constatations spécifiques additionnelles. L'article 15 de l'Accord SMC est intitulé "Détermination de l'existence

[1297] Dans la présente section du rapport, pour plus de commodité, nous appelons aussi les "importations … [faisant] simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs" "importations subventionnées", et les "importations … [faisant] simultanément l'objet d'enquêtes antidumping" "importations faisant l'objet d'un dumping".

d'un dommage". Il comporte plusieurs paragraphes énonçant diverses obligations des Membres en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage dans le contexte d'une enquête en matière de droits compensateurs.[1298] L'article 15.1 stipule que "[l]a détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif". Il s'agit donc d'une disposition globale énonçant les obligations de fond essentielles des Membres dans le contexte d'une détermination de l'existence d'un dommage et servant de base aux obligations plus détaillées qui figurent aux paragraphes suivants de l'article 15 en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage par l'autorité chargée de l'enquête.[1299] Dans l'affaire *Chine – AMGO*, l'Organe d'appel a été d'avis que les dispositions de l'article 15 prévoyaient une progression logique de l'examen qui aboutissait à la détermination finale de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité établie par l'autorité chargée de l'enquête. Il a expliqué en outre que cet examen supposait un examen du volume des importations visées et de leurs effets sur les prix et requérait un examen de l'incidence de ces importations sur la branche de production nationale, telle qu'elle était révélée par un certain nombre de facteurs économiques. Ces différents éléments étaient ensuite reliés au moyen d'une analyse du lien de causalité entre les importations visées et le dommage causé à la branche de production nationale, compte tenu de tous les facteurs qui étaient examinés et évalués.[1300]

4.581. L'article 15.1 de l'Accord SMC stipule que la détermination de l'existence d'un dommage se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif à la fois du volume et de l'effet des *importations subventionnées* sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et de l'incidence de *ces importations* sur les producteurs nationaux de ces produits. Nous notons, en particulier, les références aux "importations subventionnées" dans la première partie de la disposition et à "ces importations" dans la dernière partie. Nous croyons comprendre que les mots "ces importations" font référence aux "importations subventionnées" mentionnées dans la première partie de la disposition. En faisant référence aux "importations subventionnées", plutôt qu'aux "importations" en général, l'article 15.1 exige que l'analyse du dommage dans le cadre de l'article 15, y compris l'article 15.3, se limite à un examen du dommage causé par les "importations subventionnées", plutôt qu'il ne vise les effets des importations en général.

4.582. Nous notons que l'article 3.1 de l'Accord antidumping comporte une prescription similaire concernant la détermination de l'existence d'un dommage dans une enquête antidumping et que le libellé de cette disposition est pratiquement identique à celui de l'article 15.1 de l'Accord SMC. Par conséquent, nous considérons que l'article 3.1 de l'Accord antidumping et la jurisprudence pertinente donnent des indications utiles pour interpréter l'article 15.1 de l'Accord SMC. En ce qui concerne l'article 3.1 de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a été de l'avis suivant:

> Il ressort clairement du texte de l'article 3.1 que les autorités chargées de l'enquête doivent veiller à ce que la "détermination de l'existence d'un dommage" se fonde sur des "éléments de preuve positifs" et sur un "examen objectif" du volume et de l'effet des importations *faisant l'objet d'un dumping* – en excluant le volume et l'effet des importations *ne faisant pas l'objet d'un dumping*.[1301]

À notre avis, la même logique s'applique dans le contexte de l'article 15.1 de l'Accord SMC. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête doivent veiller à ce que la détermination de l'existence d'un dommage dans les enquêtes en matière de droits compensateurs se fonde sur des "éléments de preuve positifs" et sur un "examen objectif" du volume et de l'effet des importations qui *sont subventionnées*.

4.583. Portant ensuite notre attention sur l'article 15.2 de l'Accord SMC, nous notons que conformément au principe général énoncé à l'article 15.1, cet article fait aussi spécifiquement référence au volume des "importations subventionnées" et à l'effet de "ces importations", plutôt

---

[1298] Le mot "dommage" est défini dans la note de bas de page 45 de l'Accord SMC comme s'entendant, sauf indication contraire, d'"un dommage important causé à une branche de production nationale, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale".

[1299] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 106, dans le contexte de l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

[1300] Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 128.

[1301] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 111 (italique dans l'original).

qu'aux importations en général. Par conséquent, l'article 15.2, lui non plus, n'autorise pas l'autorité chargée de l'enquête à inclure les effets des importations qui ne sont pas subventionnées dans une analyse du dommage au titre de l'article 15 de l'Accord SMC.

4.584. De même, l'article 15.4 dispose que, lorsqu'elle évalue tous les facteurs économiques pertinents conformément à cette disposition, l'autorité chargée de l'enquête doit veiller à examiner l'incidence des *importations subventionnées*, à l'exclusion des autres importations non subventionnées. En outre, l'article 15.2 et l'article 15.4 sont reliés dans le cadre d'une analyse du lien de causalité entre les importations visées et le dommage causé à la branche de production nationale conformément à l'article 15.5 de l'Accord SMC, qui impose à l'autorité chargée de l'enquête d'établir que les "*importations subventionnées* causent, par les *effets des subventions*, un dommage".[1302] À cet égard, l'autorité chargée de l'enquête examinera "tous les facteurs connus autres que les importations subventionnées qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale". Les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations subventionnées. Nous convenons avec le Groupe spécial que l'expression "tous les facteurs connus autres que les importations subventionnées" qui figure à l'article 15.5 inclut les importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping.[1303] En conséquence, l'examen des effets des importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping dans une analyse du dommage ne s'accorderait pas avec l'obligation de non-imputation énoncée à l'article 15.5 de l'Accord SMC.

4.585. En outre, les dispositions de toute la Partie V de l'Accord SMC font constamment référence à des "subventions" et des "importations subventionnées". Par exemple, l'article 11.2 iv) stipule que l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs doit être fondée, entre autres choses, sur des éléments de preuve montrant que le dommage dont il est allégué qu'il est causé à une branche de production nationale "est causé par des importations subventionnées, par les effets des subventions". Comme nous l'avons vu ci-dessus, l'article 15 énonce les règles spécifiques régissant la détermination de l'existence d'un dommage faite par l'autorité chargée de l'enquête de manière à établir si le dommage causé à la branche de production nationale est causé par les "importations subventionnées". Ni l'article 11 ni l'article 15 ne prévoit que des droits compensateurs pourraient être imposés pour réparer le dommage causé par des importations autres que les importations subventionnées.

4.586. En résumé, la référence qui est faite à l'article 15.3 à des "produits … [faisant] simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs" indique que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner le volume, l'effet sur les prix et l'incidence des importations qui sont subventionnées et doivent exclure de leur évaluation le volume, l'effet sur les prix et l'incidence des importations qui ne sont *pas* subventionnées. La prescription globale énoncée à l'article 15.1 selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage doit se fonder sur des éléments de preuve positifs et comporter un examen objectif du volume et de l'effet des importations subventionnées et de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux confirme cette interprétation. En outre, les références aux "importations subventionnées" qui sont faites à l'article 15.2, 15.4, et 15.5, ainsi que les diverses références aux "importations subventionnées" qui figurent dans d'autres dispositions de la Partie V de l'Accord SMC, confirment par ailleurs que l'imposition d'un droit compensateur n'est compatible avec l'Accord SMC que si elle est adoptée pour contrebalancer le dommage causé par les importations subventionnées. En conséquence, nous considérons que l'article 15.3 et l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC exigent que l'analyse du dommage dans le contexte d'une détermination en matière de droits compensateurs se limite à l'examen des effets des importations subventionnées.

4.8.1.3 Examen de l'analyse du Groupe spécial

4.587. Ayant ces considérations présentes à l'esprit, nous passons à présent à l'appel des États-Unis concernant l'interprétation de l'article 15 de l'Accord SMC par le Groupe spécial. Nous rappelons que compte tenu de la portée des allégations formulées par l'Inde en l'espèce, l'analyse du Groupe spécial a porté essentiellement sur le "cumul croisé" des effets des importations subventionnées et des effets des importations non subventionnées faisant l'objet d'un dumping. Le Groupe spécial a constaté que l'article 15.3 de l'Accord SMC n'autorisait pas les autorités chargées de l'enquête, lorsqu'elles font une détermination de l'existence d'un dommage dans une enquête

[1302] Pas d'italique dans l'original.
[1303] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.368.

en matière de droits compensateurs, à procéder à une évaluation cumulative des effets des importations qui ne font pas l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées et des effets des importations qui font l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs.[1304] À l'appui de leurs allégations d'erreur, les États-Unis soutiennent qu'une analyse axée uniquement sur les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, quand les deux types d'importations faisant l'objet d'un commerce déloyal causent en même temps un dommage à la branche de production nationale, empêcherait nécessairement l'autorité chargée de l'enquête de "tenir suffisamment compte" des effets dommageables de l'"ensemble des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal" en provenance de diverses sources et rendrait incomplète l'analyse du dommage par cette autorité.[1305]

4.588. En particulier, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a fait erreur en rejetant leur argument selon lequel l'article 15.3 ne dit rien sur la question de savoir si le cumul des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées est admissible. Pour eux, le fait que l'article 15.3 de l'Accord SMC n'autorise pas spécifiquement l'autorité chargée de l'enquête à cumuler les effets des importations subventionnées et ceux des importations faisant l'objet d'un dumping n'indique pas en soi qu'un tel cumul croisé est prohibé par l'Accord SMC.

4.589. Au début de notre analyse, nous nous référons à notre interprétation du cadre de l'analyse du dommage tel qu'il est défini dans les divers paragraphes de l'article 15. Nous avons constaté que cet article n'était pas muet sur la question du cumul des effets des importations subventionnées et des effets des importations non subventionnées. Comme nous l'avons expliqué ci-dessus, l'article 15.3 prévoit que les autorités chargées de l'enquête peuvent, si les conditions énoncées dans la dernière clause de cet article sont remplies, procéder à une évaluation cumulative des effets des importations qui font simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs. Il s'ensuit qu'une évaluation cumulative au titre de l'article 15.3 ne doit pas inclure les effets des importations non subventionnées. Nous souscrivons par conséquent à la déclaration du Groupe spécial selon laquelle le fait que les importations font l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées "est une condition préalable nécessaire pour qu'une évaluation cumulative soit effectuée conformément à l'article 15.3".[1306]

4.590. Les États-Unis allèguent en outre que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la référence constante aux "importations subventionnées" qui était faite à l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC limitait le champ de l'évaluation du dommage aux effets des seules importations subventionnées. Selon eux, cette constatation du Groupe spécial était fondée en grande partie sur le "raisonnement vicié" de ce dernier en ce qui concerne l'article 15.3.[1307] Pour les États-Unis, cependant, aucune des dispositions de l'article 15 n'interdit expressément la pratique du cumul croisé ni ne porte d'une autre façon sur une situation dans laquelle à la fois des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de droits compensateurs ont lieu simultanément.

4.591. Sur la base de notre interprétation de l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC, exposée ci-dessus, nous souscrivons à la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'utilisation constante de l'expression "importations subventionnées" dans ces dispositions limite le champ de l'évaluation du dommage effectuée par l'autorité chargée de l'enquête aux seules importations subventionnées.[1308] De fait, nous avons noté que ces dispositions de l'article 15 contenaient des références constantes aux "subventions" et aux "importations subventionnées", imposant aux autorités chargées de l'enquête de faire en sorte que leur examen soit axé sur les effets des importations subventionnées et exclue les importations non subventionnées. Nous prenons note, en outre, de la constatation que nous avons formulée ci-dessus, selon laquelle le contexte fourni par diverses autres dispositions de l'Accord SMC confirme par ailleurs cette interprétation des dispositions de l'article 15 de cet accord.

4.592. Les États-Unis font valoir en outre que l'article 3.3 de l'Accord antidumping, tel que l'Organe d'appel l'a interprété dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, étaye leur point de vue selon lequel le cumul croisé est autorisé dans le cadre de l'Accord SMC. En particulier, ils se

[1304] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.344.
[1305] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 107.
[1306] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.341 (note de bas de page omise).
[1307] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 118.
[1308] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.360.

réfèrent à la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle la disposition concernant le cumul qui figure à l'article 3.3 de l'Accord antidumping traduit une reconnaissance du fait qu'"une branche de production nationale confrontée à des importations faisant l'objet d'un dumping originaires de plusieurs pays peut subir un dommage par suite des effets cumulés de ces importations, et que ces effets peuvent ne pas être dûment pris en compte dans une analyse par pays des effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping".[1309] Les États-Unis affirment que le raisonnement de l'Organe d'appel concernant la raison d'être d'une évaluation cumulative dans les enquêtes en matière de droits antidumping s'applique avec autant de force à la situation en l'espèce.[1310] Ils soutiennent en outre que le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* étaye leur position, parce que dans cette affaire, l'Organe d'appel a constaté que le cumul des effets des importations en provenance de plusieurs pays dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping était admissible, même s'il n'était pas expressément autorisé dans cet accord.[1311]

4.593. Nous rappelons que dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, l'Organe d'appel a examiné l'évaluation cumulative des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de diverses sources. Cette affaire ne portait pas sur le cumul des effets des produits faisant l'objet d'un dumping et de ceux des importations subventionnées ne faisant pas l'objet d'un dumping; elle portait plutôt sur le cumul des effets des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de plusieurs pays. De même, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* traite du cumul des effets des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de plusieurs pays. Cependant, la question dont nous sommes saisis est différente, la présente affaire se rapportant au cumul des effets des produits faisant l'objet d'un dumping et de ceux des importations subventionnées *ne faisant pas l'objet d'un dumping*. La logique des constatations formulées par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Accessoires de tuyauterie* et *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* ne permet pas d'inclure les importations *non subventionnées* dans une évaluation cumulative des effets des importations *subventionnées* en provenance de plusieurs pays dans une enquête en matière de droits compensateurs relevant de l'article 15 de l'Accord SMC. À la fois le texte de l'article 3.3 de l'Accord antidumping et celui de l'article 15.3 de l'Accord SMC sont clairs en ceci qu'ils font respectivement référence aux "importations faisant l'objet d'un dumping" et aux "importations … [faisant] l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs" et portent donc sur le cumul des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de plusieurs pays (dans le cas de l'article 3.3 de l'Accord antidumping) et des importations subventionnées (dans le cas de l'article 15.3 de l'Accord SMC). Par conséquent, nous ne voyons rien dans le texte de l'article 15.3 de l'Accord SMC qui permette d'évaluer de manière cumulative les effets des importations subventionnées et ceux des importations non subventionnées.

4.594. Les États-Unis font valoir en outre que l'"article 15 doit permettre à l'autorité chargée de l'enquête de tenir compte des effets qu'ont l'ensemble des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal sur une branche de production nationale"[1312] et que le groupe des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal doit inclure à la fois les produits faisant l'objet d'un dumping et les produits subventionnés lorsque des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de droits compensateurs sont menées simultanément. À cet égard, nous notons que ni l'expression "produits faisant l'objet d'un commerce déloyal" ni une formule similaire n'est utilisée à l'article 15 de l'Accord SMC. En conséquence, nous ne voyons rien dans le texte de l'article 15 qui permette d'affirmer qu'aux fins d'une détermination de l'existence d'un dommage au titre de cet article, l'autorité chargée de l'enquête peut prendre en considération un unique groupe d'"importations faisant l'objet d'un commerce déloyal" plutôt que les "importations [faisant] simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs" ou les "importations subventionnées", comme le stipulent, respectivement, l'article 15.3 ou l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5.

4.595. En outre, les États-Unis estiment qu'une analyse ne portant que sur les effets soit des importations faisant l'objet d'un dumping soit des importations subventionnées empêcherait

[1309] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 106 (citant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 116).

[1310] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 107.

[1311] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 104 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 294 à 300).

[1312] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 121.

l'autorité chargée de l'enquête de tenir suffisamment compte des effets dommageables de l'ensemble des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal et, par conséquent, contrecarrerait le but à la fois de l'Accord SMC et de l'Accord antidumping.[1313]

4.596. Le Groupe spécial a examiné cet argument en notant que les diverses dispositions de l'article 15 mentionnent les "importations subventionnées" lorsqu'elles énoncent les exigences concernant les déterminations de l'existence d'un dommage. En particulier, il a été de l'avis suivant:

> Il est clair pour nous que l'*objet* de l'analyse devant être effectuée au titre de l'article 15 est le dommage causé par les "importations subventionnées", et non le dommage causé par les "importations faisant l'objet d'un commerce déloyal". À notre avis, il ne serait pas raisonnable de conclure que l'article 15, lorsqu'il précise les critères de l'examen du dommage en fonction des effets des importations subventionnées, permettrait néanmoins – ou du moins n'empêcherait pas – l'inclusion des importations non subventionnées dans cette analyse sans qu'il y ait au moins une indication en ce sens dans le texte. Bien que les importations faisant l'objet d'une enquête antidumping puissent faire l'objet d'un commerce déloyal, elles ne sont clairement pas des importations subventionnées, et les États-Unis ne soutiennent pas le contraire.[1314]

Nous ne voyons aucune raison de reprocher au Groupe spécial son analyse à cet égard. Le raisonnement du Groupe spécial fondé sur le texte de l'article 15, notamment en ce qui concerne l'emploi de l'expression "importations subventionnées" dans cette disposition, s'accorde avec notre interprétation de l'article 15 de l'Accord SMC exposée ci-dessus.

4.597. Enfin, nous notons que l'argument des États-Unis voulant que l'article VI:6 a) du GATT de 1994 étaye leur interprétation selon laquelle le cumul croisé en cause en l'espèce est compatible avec les dispositions de l'article 15 de l'Accord SMC. L'article VI:6 a) du GATT de 1994 stipule ce qui suit:

> Aucun Membre ne percevra de droits antidumping ou de droits compensateurs à l'importation d'un produit du territoire d'un autre Membre, à moins qu'il ne détermine que l'effet du dumping ou de la subvention, selon le cas, est tel qu'il cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production nationale établie, ou qu'il retarde de façon importante la création d'une branche de production nationale.

4.598. Les États-Unis s'appuient en particulier sur le membre de phrase "selon le cas" figurant à l'article VI:6 a). Pour eux, cette formulation est une façon de reconnaître qu'"il peut y avoir des situations dans lesquelles les pratiques commerciales déloyales visées par la détermination de l'existence d'un dommage faite par l'autorité chargée de l'enquête peuvent, "selon le cas", comprendre le dumping, le subventionnement ou les deux pratiques commerciales déloyales".[1315]

4.599. Nous examinons le membre de phrase "selon le cas" figurant à l'article VI:6 a) à l'intérieur de la structure de cette disposition, en nous référant à l'"effet du dumping ou de la subvention, selon le cas". En particulier, nous observons que cette clause fait référence à deux éléments, le "dumping" et la "subvention", et relie ces deux éléments par le mot "ou". Pour nous, l'emploi de "ou", ainsi que du singulier l'"effet", indique que la disposition fait séparément référence au "dumping" ou à la "subvention". Lu dans ce contexte, le membre de phrase "selon le cas" précise qu'un dommage peut être causé soit par l'effet de la subvention (un "cas") soit par l'effet du dumping (l'autre "cas").[1316] Nous convenons par conséquent avec le Groupe spécial que le membre de phrase "selon le cas" fait référence à l'une des deux options indiquées expressément dans cette

[1313] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphes 112 à 115; rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.352 (faisant référence à la première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphes 122 et 126; et la déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 56).

[1314] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.343 (italique dans l'original).

[1315] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 110.

[1316] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.347 (faisant référence à la deuxième communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphe 65).

disposition et que la troisième option avancée par les États-Unis – les "importations faisant l'objet d'un dumping et subventionnées" ou les "importations faisant l'objet d'un commerce déloyal" – ne figure pas à l'article VI:6 a).[1317] En conséquence, nous ne considérons pas que l'article VI:6 a) du GATT de 1994 étaye l'affirmation selon laquelle les importations non subventionnées peuvent être prises en compte dans une détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 15 de l'Accord SMC.

4.600. Pour l'ensemble des raisons ci-dessus, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'article 15.3 et l'article 15.1, 15.2, 15.4, et 15.5 de l'Accord SMC n'autorisaient pas les autorités chargées de l'enquête à évaluer de manière cumulative les effets des importations ne faisant pas l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées et les effets des importations faisant l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs.[1318]

4.8.2 Allégations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord

4.601. Les États-Unis allèguent que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en constatant que l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis "exige[ait], dans certains cas, que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées".[1319] Ils soutiennent que, dans les cas où un Membre conteste la législation d'un autre Membre en tant que telle, l'article 11 du Mémorandum d'accord impose à un groupe spécial "d'examiner le sens et la portée de la législation nationale en cause"[1320] et "de procéder à un examen détaillé de [la] législation [nationale] pour évaluer sa compatibilité avec les règles de l'OMC".[1321] Toutefois, selon les États-Unis, le Groupe spécial n'a pas examiné les termes de l'article 1677 7) G) et n'a pas fourni d'argumentation expliquant pourquoi celui-ci exigeait, dans certains cas, que l'USITC procède à une évaluation cumulative des effets des importations subventionnées et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées.[1322] Les États-Unis nous demandent donc d'infirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis est "en tant que tel" incompatible avec l'article 15.1, 15.2, 15.3, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC.[1323]

4.8.2.1 Constatations du Groupe spécial concernant l'article 1677 7) G)

4.602. Le Groupe spécial a évalué séparément si l'article 1677 7) G) était "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" compatible avec l'article 15.3 et avec l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC, respectivement. Dans les deux évaluations, il a d'abord exposé la question dont il était saisi. Immédiatement après, il a indiqué dans son analyse au titre de l'article 15.3 que, "[à son] avis, l'article 1677 7) G) exige[ait], dans certains cas, que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées".[1324] De même, au début de son analyse concernant l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5, le Groupe spécial a indiqué qu'"[i]l [était] clair … que l'article 1677 7) G) exige[ait], dans certains cas, que l'USITC procède à une évaluation cumulative des effets des importations subventionnées et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées".[1325] En outre, nous notons que, dans la sous-section intitulée "Contexte factuel" au début de la section de son rapport concernant l'article 15 de l'Accord SMC, le Groupe spécial a qualifié l'article 1677 7) G) de disposition qui "oblige[ait] l'USITC, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage important, à procéder à une évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées sur la branche de production nationale".[1326] Outre ces déclarations, le Groupe spécial n'a pas abordé la question de savoir si l'article 1677 7) G) exigeait que l'USITC procède à une évaluation cumulative des effets

[1317] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.347.
[1318] Rapport du Groupe spécial, sections 7.6.1.5.1 et 7.6.1.5.2.
[1319] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.340 et 7.358. Voir aussi les paragraphes 7.322 et 7.339.
[1320] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 123 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.98).
[1321] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 123 (citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 200).
[1322] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 126.
[1323] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 122.
[1324] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.340.
[1325] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.358.
[1326] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.322.

des importations subventionnées et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées, ni celle de savoir dans quelle mesure ou dans quelles circonstances il l'exigeait.

4.8.2.2 Arguments présentés en appel

4.603. Les États-Unis soutiennent que les déclarations du Groupe spécial indiquées plus haut rendent compte de l'ensemble de son analyse concernant l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis. Aucune de ces déclarations n'est précédée ou suivie d'une explication indiquant comment le Groupe spécial est parvenu à ses conclusions concernant le sens de la législation. Pour les États-Unis, l'évaluation faite par le Groupe spécial ne comprend que de simples affirmations, et le Groupe spécial ne s'est donc pas acquitté de son devoir au regard de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[1327]

4.604. Les États-Unis soutiennent que, même si l'article 1677 7) G) prévoit explicitement le cumul "pour tous les pays visés par des requêtes [antidumping] déposées le même jour, et pour tous les pays visés par des requêtes [en matière de droits compensateurs] déposées le même jour", celui-ci "tel[] qu'[il] est libellé[] n'est pas catégorique"[1328] en ce qui concerne le cumul croisé. Pour les États-Unis, le Groupe spécial a donc fait erreur en constatant que l'article 1677 7) G) i) exigeait, dans certains cas, le cumul croisé et était donc incompatible avec l'article 15.3 de l'Accord SMC.

4.605. L'Inde répond que, en utilisant le présent ("procède"), la mesure en cause prescrit que toutes les importations en provenance de pays visés par des enquêtes antidumping ou des enquêtes en matière de droits compensateurs ouvertes le même jour doivent faire l'objet d'une évaluation cumulative. Elle souligne que les États-Unis n'ont pas contesté cette interprétation de la mesure devant le Groupe spécial. En outre, L'Inde soutient que l'interprétation de la législation des États-Unis en cause "est une question de fait"[1329], et que le Groupe spécial était donc habilité à formuler sa conclusion sur la base des éléments de preuve qu'elle a présentés.

4.606. Pour l'Inde, le texte de la mesure en cause va de soi et, compte tenu du fait que les États-Unis n'ont pas contesté l'interprétation qu'elle a donnée de la mesure, aucune explication additionnelle du Groupe spécial n'est nécessaire. L'Inde estime que l'élaboration du texte d'une mesure, à elle seule, peut être jugée suffisante pour établir des éléments *prima facie*[1330], et que les éléments de preuve qui dépassent le texte de la mesure ne doivent être examinés que dans les cas où le texte de la mesure n'est pas clair.[1331]

4.8.2.3 Examen de l'analyse par le Groupe spécial de l'article 1677 7) G)

4.607. Avant de passer à l'évaluation de l'allégation dont nous sommes saisis, nous rappelons le critère énoncé par l'Organe d'appel concernant le devoir d'un groupe spécial qui découle de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Nous avons examiné ce critère plus haut.[1332] En particulier, en ce qui concerne l'évaluation de la législation nationale d'un Membre, l'Organe d'appel a constaté que "[d]ans le cadre de leurs devoirs découlant de l'article 11 du Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux [avaient] l'obligation d'examiner le sens et la portée de la législation nationale en cause pour procéder à une évaluation objective de la question dont ils [étaient] saisis".[1333] En outre, afin de procéder à une "évaluation objective de l'applicabilité des dispositions spécifiques des accords visés à une mesure dont il [était] saisi", un groupe spécial devait "passer au crible la

[1327] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphes 127 et 128.
[1328] Communication des États-Unis en tant qu'autre appelant, paragraphe 96.
[1329] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 71 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 66; et au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*, paragraphe 7.18).
[1330] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 73 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 263; *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157; *Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 135; et *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 269).
[1331] Communication de l'Inde en tant qu'intimé, paragraphe 73 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157).
[1332] Voir, *supra*, la section 4.3.1.3.
[1333] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.98.

mesure dont il [était] saisi, tant dans sa conception que dans son fonctionnement, et en déterminer les principales caractéristiques".[1334] Dans le même ordre d'idées, l'Organe d'appel a aussi estimé qu'"une détermination correcte sur le point de savoir quelle disposition des Accords de l'OMC s'appliquait à une mesure donnée devait être fondée sur une compréhension correcte des caractéristiques pertinentes de la mesure".[1335] En outre, nous rappelons que, dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, l'Organe d'appel a indiqué que, "pour établir le sens de la législation nationale, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation globale de tous les éléments pertinents, à commencer par le texte de la législation, et y compris, mais pas exclusivement, les usages pertinents des organismes administrants".[1336]

4.608. Les États-Unis allèguent que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son obligation de procéder à une évaluation objective de la question conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord. En particulier, ils allèguent que le Groupe spécial n'a pas examiné les termes de l'article 1677 7) G) et n'a pas fourni d'argumentation expliquant pourquoi celui-ci exigeait, dans certains cas, que l'USITC procède à une évaluation cumulative des effets des importations subventionnées et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées.

4.609. Nous notons que le Groupe spécial a indiqué le texte de l'article 1677 7) G) dans la sous-section 7.7.2 de son rapport intitulée "Contexte factuel". Le Groupe spécial a affirmé que l'article 1677 7) G) "oblige[ait] l'USITC, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage important, à procéder à une évaluation cumulative des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées sur la branche de production nationale lorsque certaines conditions [étaient] réunies".[1337] Le Groupe spécial est ensuite passé à son interprétation de l'article 15.3 et de l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC. Au début de chaque analyse, il a indiqué que, selon lui, "l'article 1677 7) G) exige[ait], dans certains cas, que l'USITC [cumule] les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées [ou procède à une évaluation cumulative de ces effets]".[1338] Sans examiner plus avant le contenu de l'article 1677 7) G), le Groupe spécial a conclu que ledit article était incompatible avec l'article 15.3 et avec l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC "en tant que tel" et "tel qu'appliqué" dans l'enquête initiale en cause.[1339]

4.610. Nous avons énoncé plus haut les obligations d'un groupe spécial conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord. En particulier, nous avons rappelé la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)* selon laquelle, "pour établir le sens de la législation nationale, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation globale de tous les éléments pertinents, à commencer par le texte de la législation, et y compris, mais pas exclusivement, les usages pertinents des organismes administrants".[1340]

4.611. En l'espèce, le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation de la mesure en cause. Il n'a ni analysé le texte de l'article 1677 7) G) ni examiné toute pratique pertinente. Il a affirmé que l'article 1677 7) G) exigeait, dans certains cas, que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées. Toutefois, il n'a pas précisé ce qu'il estimait être ces "certains cas". Il n'a pas non plus donné de raisons fondées sur le texte de la mesure expliquant pourquoi celui-ci exigeait que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées.

4.612. Nous notons que, devant le Groupe spécial, les parties ne semblent pas avoir beaucoup examiné la question de savoir si l'article 1677 7) G) exigeait ou permettait le cumul croisé du volume et des effets des importations subventionnées et des importations non subventionnées.

[1334] Rapports de l'Organe d'appel *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 171.
[1335] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphe 586.
[1336] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.101.
[1337] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.322.
[1338] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.340 et 7.358.
[1339] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.356 et 7.369.
[1340] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires et mesures antidumping (Chine)*, paragraphe 4.101.

L'Inde a estimé que, "dans les cas où seul un sous-ensemble de pays faisant l'objet d'enquêtes antidumping fai[sait] l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées, l'article 1677 7) G) *exige[ait]* une évaluation cumulative des effets des importations subventionnées et des effets des importations qui ne [faisaient] pas l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées".[1341] Par contre, les États-Unis ont soutenu que les dispositions énoncées à l'article 1677 7) G) "*permett[aient]* à l'[USITC] de cumuler les importations subventionnées ou les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance de pays multiples faisant l'objet d'enquêtes antidumping ou d'enquêtes en matière de droits compensateurs si certains critères étaient remplis".[1342] Dans leurs communications ultérieures au Groupe spécial, les États-Unis ne sont pas revenus sur la question de savoir si l'article 1677 7) G) "exigeait" ou "permettait" une telle évaluation cumulative, et ils n'ont pas non plus formulé d'objection visant la qualification par l'Inde de cette disposition.

4.613. Toutefois, le caractère limité des communications des parties en ce qui concerne le sens de la mesure en cause ne peut pas dispenser le Groupe spécial de ses devoirs qui consistent à déterminer le sens de la législation nationale, à procéder à une évaluation objective de la question et à indiquer les considérations qui l'ont amené à formuler sa conclusion dans son rapport. C'est particulièrement le cas lorsque la contestation concerne la législation d'un Membre et, par conséquent, une mesure appliquée de manière générale et prospective. Sans s'assurer du sens précis de la mesure, un groupe spécial ne peut pas constater que cette mesure sera nécessairement incompatible avec les obligations d'un Membre au titre des accords visés. L'"évaluation objective" d'une mesure à la lumière d'une telle allégation nécessite une analyse approfondie de la mesure, qui doit aussi être indiquée dans le rapport du groupe spécial.

4.614. En outre, nous estimons qu'il n'est pas conforme au critère énoncé à l'article 11 du Mémorandum d'accord que le Groupe spécial ait constaté que l'article 1677 7) G) exige "dans certains cas" que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées, sans préciser ces cas. Cette constatation sert de base aux conclusions du Groupe spécial selon lesquelles l'article 1677 7) G) est incompatible avec l'article 15.3 et avec l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC. Ayant constaté que l'article 1677 7) G) était incompatible avec ces dispositions, le Groupe spécial a formulé une recommandation conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, visant à ce que les États-Unis mettent la mesure en conformité avec leurs obligations au titre de l'Accord SMC. Toutefois, compte tenu du caractère imprécis de la constatation du Groupe spécial concernant la mesure dans laquelle la mesure en cause est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord SMC, la portée de la recommandation formulée par le Groupe spécial conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord n'est toujours pas claire. En conséquence, l'obligation des États-Unis en matière de mise en œuvre est mal définie. En ne formulant pas clairement la portée de sa constatation d'incompatibilité, le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, y compris celui de formuler des constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés.

4.615. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi. Nous infirmons donc les constatations du Groupe spécial, aux paragraphes 7.356, 7.369, 8.2.c et 8.2.d de son rapport, selon lesquelles l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis est incompatible "en tant que tel" avec l'article 15.3 et avec l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC.[1343]

4.616. Ayant infirmé ces constatations du Groupe spécial, nous examinons maintenant si nous sommes en mesure de compléter l'analyse juridique. Nous notons que l'Organe d'appel a complété

[1341] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.324 (faisant référence à la première communication écrite de l'Inde au Groupe spécial, paragraphes 109 à 115 et 497 à 499; à la déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial, paragraphes 21, 41 et 42; à la deuxième communication écrite au Groupe spécial, paragraphes 52 et 56; et à la déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, paragraphe 18). (pas d'italique dans l'original)

[1342] Première communication écrite des États-Unis au Groupe spécial, paragraphe 86. (pas d'italique dans l'original)

[1343] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.356 et 7.369.

l'analyse juridique en vue de faciliter le règlement rapide et la résolution efficace du différend[1344] lorsqu'il y avait des constatations de fait suffisantes formulées par le groupe spécial et des faits non contestés versés au dossier du groupe spécial qui lui permettaient de le faire.[1345] Afin de compléter l'analyse juridique en l'espèce, nous axerons notre analyse sur le texte de la mesure en cause.

4.617. Nous commençons par examiner le texte de l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis, dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

> G) Évaluation cumulative aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage important
>
> i) Règle générale
>
> Aux fins des sous-alinéas i) et ii) de l'alinéa C), et sous réserve des dispositions du sous-alinéa ii), la Commission procède à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays à l'égard desquels–
>
> I) des requêtes ont été déposées en vertu de l'article 1671a b) ou 1673a b) de ce titre le même jour,
>
> II) des enquêtes ont été ouvertes en vertu de l'article 1671a a) ou 1673a a) de ce titre le même jour, ou
>
> III) des requêtes ont été déposées en vertu de l'article 1671a b) ou 1673a b) de ce titre et des enquêtes ouvertes en vertu de l'article 1671a a) ou 1673a a) de ce titre le même jour,
>
> si ces importations sont en concurrence entre elles et avec des produits similaires d'origine nationale sur le marché des États-Unis.

4.618. Afin d'évaluer si l'article 1677 7) G) est incompatible avec l'article 15.3 ainsi qu'avec l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC, nous examinons maintenant si l'article 1677 7) G) exige réellement que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées.

4.619. Nous notons que l'article 1677 7) G) fait référence à l'article 1671a de la Loi des États-Unis, qui est intitulé "Procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs". L'article 1671a prévoit deux types de procédures d'ouverture, à savoir les procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs par l'autorité chargée de l'enquête elle-même conformément à l'article 1671a a), et les procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs sur requête des producteurs nationaux du produit similaire conformément à l'article 1671a b).[1346]

[1344] Voir les rapports de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 117 à 136; *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 80 à 92; et *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)*, paragraphes 43 à 52.

[1345] Voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 21; *Canada – Périodiques*, pages 26 et 27; *CE – Volailles*, paragraphe 156; *CE – Hormones*, paragraphe 222; *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 123 et 124; *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 112; *États-Unis – FSC*, paragraphe 133; *Australie – Saumons*, paragraphes 117 et 118; *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 150 et 172; *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 352; *CE et certains États Membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphes 1174 à 1178; et *États-Unis – Aéronefs civils gros porteurs (2ème plainte)*, paragraphes 1272 à 1274.

[1346] La partie pertinente de l'article 1671a a) et b) de la Loi des États-Unis dispose ce qui suit:

§ 1671a. Procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs

a) Ouverture par l'autorité administrante

Une enquête en matière de droits compensateurs est ouverte chaque fois que l'autorité administrante détermine, d'après les renseignements dont elle dispose, qu'une enquête en bonne et due forme est justifiée sur la question de savoir si les éléments nécessaires à l'imposition d'un droit en vertu de l'article 1671a) de ce titre sont réunis.

b) Ouverture sur requête

4.620. L'autre disposition mentionnée à l'article 1677 7) G) est l'article 1673a de la Loi des États-Unis, intitulé "Procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits antidumping". Celui-ci prévoit deux types de procédures d'ouverture, à savoir les procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits antidumping par l'autorité chargée de l'enquête elle-même conformément à l'article 1673a a), et les procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits antidumping sur requête des producteurs nationaux conformément à l'article 1673a b).[1347]

4.621. En lisant conjointement l'article 1677 7) G) et les dispositions de la Loi des États-Unis qui y sont mentionnées, il apparaît que la disposition oblige l'autorité chargée de l'enquête à "proc[éder] à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays" dans l'un quelconque des trois scénarios suivants:

a. des requêtes visant l'ouverture d'enquêtes en matière de droits compensateurs *ou* d'enquêtes en matière de droits antidumping sont déposées le même jour;

b. des enquêtes en matière de droits compensateurs *ou* des enquêtes en matière de droits antidumping sont ouvertes par l'autorité chargée des enquêtes le même jour; ou

c. des requêtes visant l'ouverture d'enquêtes en matière de droits compensateurs *ou* d'enquêtes en matière de droits antidumping sont déposées le même jour *et* des enquêtes en matière de droits compensateurs *ou* des enquêtes en matière de droits antidumping sont ouvertes par l'autorité chargée des enquêtes.

4.622. Nous notons que le mot "ou" apparaît dans les trois scénarios pour relier les références aux enquêtes en matière de droits compensateurs et celles aux enquêtes en matière de droits antidumping. En outre, dans le troisième scénario, le mot "et" est employé pour relier les références aux enquêtes en matière de droits compensateurs ou aux enquêtes en matière de droits antidumping ouvertes par l'autorité chargée des enquêtes *et* celles à ce type d'enquêtes ouvertes sur requête des producteurs nationaux.

4.623. Le mot anglais "or" (ou) peut avoir un sens différent selon le contexte dans lequel il est employé. Il peut être utilisé au sens exclusif pour signifier *l'un ou l'autre, mais pas les deux*. À titre subsidiaire, il peut être utilisé au sens inclusif pour signifier *soit l'un soit l'autre, ou les deux ensemble.* Les deux emplois du mot "ou" sont courants et, en conséquence, les définitions données par le dictionnaire permettent les deux usages.[1348] En outre, l'Organe d'appel a examiné

---

1) Conditions
Une enquête en matière de droits compensateurs est ouverte lorsqu'une partie intéressée, au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 1677 9) de ce titre, dépose auprès de l'autorité administrante, au nom d'une branche de production, une requête alléguant les éléments nécessaires à l'application du droit institué par l'article 1671 a) de ce titre et accompagnée des renseignements dont le requérant devait raisonnablement pouvoir disposer à l'appui de ses allégations. La requête pourra être modifiée au moment et aux conditions que l'autorité administrante et la Commission pourront autoriser.

[1347] La partie pertinente de l'article 1673a a) et b) de la Loi des États-Unis dispose ce qui suit:
§ 1673a. Procédures d'ouverture d'une enquête en matière de droits antidumping
a) Ouverture par l'autorité administrante
1) Règle générale
Une enquête en matière de droits antidumping est ouverte chaque fois que l'autorité administrante détermine, d'après les renseignements dont elle dispose, qu'une enquête en bonne et due forme est justifiée sur la question de savoir si les éléments nécessaires à l'imposition d'un droit en vertu de l'article 1673 de ce titre sont réunis.

b) Ouverture sur requête
1) Conditions
Une procédure antidumping est engagée lorsqu'une partie intéressée au sens de l'alinéa C), D), E), F) ou G) de l'article 1677 9) de ce titre dépose auprès de l'autorité administrante, au nom d'une branche de production, une requête alléguant les éléments nécessaires à l'imposition du droit prévu à l'article 1673 de ce titre et accompagnée des renseignements dont le requérant devait raisonnablement pouvoir disposer à l'appui de ses allégations. La requête pourra être modifiée au moment et aux conditions que l'autorité administrante et la Commission pourront autoriser.

[1348] Oxford English Dictionary online, <http://www.oed.com/view/Entry/132129>.

antérieurement les différents emplois du mot "ou" dans d'autres dispositions des accords visés, et il a constaté que ""ou" [pouvait] être exclusif et [que] "ou" [pouvait] aussi être inclusif".[1349]

4.624. Passant au contexte spécifique dans lequel le mot "ou" est utilisé à l'article 1677 7) G), nous notons que, lu au sens exclusif, le mot "ou" employé dans le premier scénario – à savoir lorsque des requêtes sont déposées en vertu de l'article 1671a b) (droits compensateurs) ou 1673a b) (droits antidumping) le même jour – donnerait à penser que l'USITC "procède à une évaluation cumulative" du volume et des effets des importations *soit* dans le cadre d'enquêtes en matière de droits compensateurs ouvertes sur requête le même jour, *soit* dans le cadre d'enquêtes en matière de droits antidumping ouvertes sur requête le même jour. De même, dans le deuxième scénario – à savoir lorsque des enquêtes sont ouvertes en vertu de l'article 1671a a) (droits compensateurs) ou 1673a a) (droits antidumping) le même jour – le mot "ou" lu au sens exclusif donnerait à penser que l'USITC "procède à une évaluation cumulative" du volume et des effets des importations *soit* dans le cadre d'enquêtes en matière de droits compensateurs ouvertes par l'autorité le même jour, *soit* dans le cadre d'enquêtes en matière de droits antidumping ouvertes par l'autorité le même jour. Lu de cette manière, l'autorité ne serait *pas* obligée de cumuler le volume et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées dans les premier et deuxième scénarios.[1350]

4.625. Nous passons maintenant au troisième scénario, à savoir lorsque des requêtes sont déposées en vertu de l'article 1671a b) ou 1673a b) (droits compensateurs ou droits antidumping) de ce titre *et* des enquêtes sont ouvertes en vertu de l'article 1671a a) ou 1673a a) (droits compensateurs ou droits antidumping) de ce titre le même jour. Dans ce scénario, même si le mot "ou" est lu dans son sens exclusif, le cumul du volume et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées est exigé si, le même jour, des enquêtes en matière de droits compensateurs sont ouvertes sur requête *et* des enquêtes en matière de droits antidumping sont ouvertes par l'autorité, ou vice-versa. Il en est ainsi parce que l'article 1677 7) G) iii) fait expressément référence à un cas où des requêtes sont déposées *et* des enquêtes sont ouvertes pour des droits antidumping et des droits compensateurs le même jour. Dans ce cas, l'autorité chargée des enquêtes sera obligée de procéder à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays à l'égard desquels les conditions du troisième scénario sont remplies. Par conséquent, l'article 1677 7) G) iii) exige le cumul du volume et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées dans le cas où les conditions énoncées dans cette disposition sont remplies.

4.626. En conséquence, si le mot "ou" est lu dans son sens exclusif dans l'ensemble de de la disposition énoncée à l'article 1677 7) G), le cumul du volume et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées ne sera exigé qu'en vertu de l'article 1677 7) G) iii). Toutefois, si le mot "ou" est lu dans son sens inclusif – c'est-à-dire comme signifiant *soit l'un soit l'autre, ou les deux ensemble* – alors le mot "ou" à l'article 1677 7) G) indiquera que l'autorité devra cumuler le volume et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées en vertu de l'article 1677 7) G) i), ii) et iii).

[1349] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 164, concernant l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

[1350] Nous notons néanmoins que l'Inde a fait référence à une déclaration contenue dans la détermination préliminaire de l'USITC en cause, qui indique que, dans cette détermination, l'organisme a interprété le mot "ou" à l'article 1677 7) G) au sens inclusif et s'est donc estimé obligé de procéder à une évaluation cumulative du volume et des effets sur les prix de toutes les importations faisant l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs et d'enquêtes antidumping ouvertes le même jour:

> Aux fins d'évaluer le volume et les effets sur les prix pour la détermination de l'existence d'un dommage important en raison des importations visées, l'article 771 7) G) i) de la Loi exige que la Commission procède à une évaluation cumulative du volume et des effets des importations de la marchandise visée en provenance de tous les pays à l'égard desquels des requêtes ont été déposées et/ou des enquêtes ont été ouvertes par le Département du commerce de sa propre initiative le même jour, si ces importations sont en concurrence entre elles et avec des produits similaires d'origine nationale sur le marché des États-Unis.

(Déterminations finales de l'ITC (pièce IND-9 présentée au Groupe spécial), pages 9 et 10 (faisant référence à l'article 1677 7) G))) Le Groupe spécial a fait référence à cette détermination dans la note de bas de page 531 relative au paragraphe 7.323 de son rapport.

4.627. Il s'ensuit de cette analyse que, indépendamment de la question de savoir si le mot "ou" est interprété au sens "inclusif" ou au sens "exclusif", l'article 1677 7) G) exige, dans une certaine mesure, le cumul du volume et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées. Si le mot "ou" est interprété au sens "exclusif", ce cumul ne sera exigé que dans le troisième scénario. Par contre, si le mot "ou" est lu au sens "inclusif", il sera exigé en général dans les trois scénarios. Même si le mot "ou" est lu au sens "exclusif", l'emploi du mot "et" à l'article 1677 7) G) iii) exige le cumul du volume et des effets des importations faisant l'objet d'un dumping et des importations subventionnées lorsque les conditions de ce sous-alinéa sont réunies.

4.628. Compte tenu de l'analyse qui précède, nous estimons qu'on ne voit pas clairement si l'article 1677 7) G) i) et ii) exige que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées. En l'absence d'une analyse faite par le Groupe spécial à cet effet, et étant donné la rareté des éléments de preuve concernant l'application de la mesure en cause versés au dossier du Groupe spécial, nous ne pouvons pas compléter l'analyse juridique concernant la mesure à ces égards.

4.629. Toutefois, en raison de l'emploi du mot "et" à l'article 1677 7) G) iii), il ressort clairement de l'une ou l'autre lecture du mot "ou" figurant dans ce sous-alinéa que, tel qu'il est libellé, cet article exige que l'USITC cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées lorsque des requêtes visant l'ouverture d'enquêtes en matière de droits compensateurs *ou* d'enquêtes en matière de droits antidumping sont déposées le même jour *et* que des enquêtes en matière de droits compensateurs *ou* des enquêtes en matière de droits antidumping sont ouvertes par l'autorité chargée des enquêtes. Par conséquent, nous constatons que l'article 1677 7) G) iii) de la Loi des États-Unis est incompatible "en tant que tel" avec l'article 15.3 et avec l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC.

5 CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

5.1. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, l'Organe d'appel:

a. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant l'expression "organisme public" au titre de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC:

   i. infirme la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.89 et 8.3.c.i de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC est un organisme public est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC; et

   ii. complète l'analyse juridique et constate que la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC est un organisme public est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC;

b. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant la contribution financière au titre de l'article 1.1 a) 1) i) et iii) de l'Accord SMC:

   i. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.241 et 8.3.d.i de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que les pouvoirs publics indiens fournissaient des biens au moyen de l'octroi de droits d'exploitation du minerai de fer et du charbon est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC; et

   ii. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.297 et 8.3.e.ii 1) de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la détermination de l'USDOC établissant que le Comité directeur du SDF effectuait des transferts directs de fonds est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC;

c. s'agissant des constatations "en tant que tel" du Groupe spécial concernant l'avantage au titre de l'article 14 d) de l'Accord SMC:

i. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.35 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il n'exige pas des autorités chargées de l'enquête qu'elles évaluent l'adéquation de la rémunération du point de vue des pouvoirs publics en tant que fournisseur avant d'évaluer si un avantage a été conféré au bénéficiaire;

ii. confirme, quoique pour des raisons différentes, la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.46 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle le mécanisme de fixation de points de repère des États-Unis est incompatible "en tant que tel" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC parce qu'il exclut l'utilisation des prix des pouvoirs publics comme points de repère;

iii. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.52 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation des "prix pratiqués sur le marché mondial" comme points de repère du niveau II prévue à l'article 351.511 a) 2) ii) du Règlement des États-Unis est incompatible "en tant que telle" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC; et

iv. confirme, quoique pour des raisons différentes, la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.63 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation obligatoire de points de repère "à la livraison" prévue à l'article 351.511 a) 2) iv) du Règlement des États-Unis est incompatible "en tant que telle" avec l'article 14 d) de l'Accord SMC;

d. s'agissant des constatations "tel qu'appliqué" du Groupe spécial concernant l'avantage au titre de l'article 14 de l'Accord SMC:

i. déclare sans fondement et sans effet juridique les constatations subsidiaires formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.160 à 7.165 de son rapport, concernant les justifications *a posteriori* présentées par les États-Unis pour justifier le fait que l'USDOC n'avait pas pris en considération certains renseignements sur les prix intérieurs pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate;

ii. infirme les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.189 et 7.192 de son rapport, rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'exclusion par l'USDOC des prix à l'exportation de la NMDC pour la détermination d'un point de repère du niveau II est incompatible avec l'article 14 d) et le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC; et complète l'analyse juridique et constate que l'exclusion par l'USDOC de ces prix est incompatible avec l'article 14 d) et le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC;

iii. infirme les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.183 et 7.185 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle l'utilisation par l'USDOC de prix "à la livraison" de l'Australie et du Brésil pour évaluer si la NMDC fournissait du minerai de fer moyennant une rémunération moins qu'adéquate est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC; et complète l'analyse juridique et constate que l'utilisation par l'USDOC de ces prix est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC;

iv. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.260 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde selon laquelle la construction par l'USDOC des prix des pouvoirs publics pour le minerai de fer et le charbon est incompatible avec les articles 1.1 b) et 14 d) de l'Accord SMC; et

v. infirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.313 de son rapport, rejetant l'allégation de l'Inde telle qu'elle se rapporte à la détermination de l'USDOC selon laquelle les prêts octroyés dans le cadre du SDF conféraient un avantage au sens des articles 1.1 b) et 14 b) de l'Accord SMC, et constate qu'il n'est pas en mesure de compléter l'analyse juridique;

e. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant la spécificité au titre de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC:

   i. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.135 de son rapport, selon laquelle l'USDOC n'avait pas l'obligation d'établir que seul un "nombre limité" d'entreprises parmi l'ensemble de "certaines entreprises" utilisait effectivement le programme de subventions;

   ii. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.126 de son rapport, rejetant l'argument de l'Inde selon lequel la spécificité doit être établie sur la base d'une discrimination en faveur de "certaines entreprises" par rapport à une catégorie plus vaste d'autres entités se trouvant dans une situation semblable; et

   iii. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.133 de son rapport, rejetant l'argument de l'Inde selon lequel, si les caractéristiques inhérentes du bien subventionné limitent la possibilité d'utiliser la subvention à une certaine branche de production, la subvention ne sera pas spécifique à moins que la possibilité d'en bénéficier ne soit en outre limitée à un sous-ensemble de cette branche de production;

f. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant l'utilisation des "données de fait disponibles" au titre de l'article 12.7 de l'Accord SMC:

   i. modifie l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'article 12.7 de l'Accord SMC dans la section 7.7.5.1 de son rapport, et constate que l'article 12.7 exige que l'autorité chargée de l'enquête utilise les données de fait disponibles qui remplacent raisonnablement les renseignements nécessaires manquants en vue de parvenir à une détermination exacte, et que cela inclut également une évaluation des éléments de preuve disponibles;

   ii. constate que le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi, et infirme donc la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.445 et 8.3.h de son rapport, selon laquelle l'Inde n'a pas établi *prima facie* que l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis étaient incompatibles "en tant que tels" avec l'article 12.7 de l'Accord SMC; et complète l'analyse juridique et constate que l'Inde n'a pas établi que l'article 1677e b) de la Loi des États-Unis et l'article 351.308 a) à c) du Règlement des États-Unis sont incompatibles "en tant que tels" avec l'article 12.7 de l'Accord SMC; et

   iii. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.450 de son rapport, selon laquelle l'Inde n'a pas établi *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec l'article 12.7 de l'Accord SMC;

g. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant l'examen par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions dans les réexamens administratifs:

   i. confirme la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.508 et 8.3.j de son rapport, rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'examen par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions dans les réexamens administratifs concernant les importations en cause est incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 21.1 et 21.2 de l'Accord SMC; et

   ii. infirme la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.508 et 8.3.j de son rapport, rejetant les allégations de l'Inde selon lesquelles l'examen par l'USDOC des allégations de nouvelles subventions dans les réexamens administratifs concernant les importations en cause est incompatible avec l'article 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC, et constate qu'il n'est pas en mesure de compléter l'analyse juridique à cet égard;

h. s'agissant des constatations du Groupe spécial concernant le "cumul croisé" au titre de l'article 15.3 et de l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC:

   i. constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que l'article 15.3 et l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC n'autorisent pas les autorités chargées de l'enquête à évaluer cumulativement les effets des importations qui ne font pas l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs simultanées et les effets des importations qui font l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs; et

   ii. constate que le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi, et infirme donc les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.356, 7.369, 8.2.c et 8.2.d de son rapport, selon lesquelles l'article 1677 7) G) de la Loi des États-Unis est incompatible "en tant que tel" avec l'article 15.3 et l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC; et complète l'analyse juridique et constate que l'article 1677 7) G) iii) est incompatible "en tant que tel" avec l'article 15.3 et l'article 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC;

i. mis à part les constatations formulées aux paragraphes 5.1.f.ii et 5.1.h.ii ci-dessus, rejette par ailleurs toutes les allégations de l'Inde selon lesquelles le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord; et

j. s'agissant des constatations du Groupe spécial identifiées aux paragraphes 5.1.c et 5.1.g ci-dessus, rejette les allégations de l'Inde selon lesquelles le Groupe spécial a manqué à l'obligation de fournir des justifications fondamentales de ses constatations et a donc agi d'une manière incompatible avec l'article 12.7 du Mémorandum d'accord.

5.2. L'Organe d'appel recommande que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leurs mesures, dont il a été constaté dans le présent rapport, et dans le rapport du Groupe spécial, modifié par le présent rapport, qu'elles étaient incompatibles avec leurs obligations au titre de l'Accord SMC, conformes à cet accord.

Texte original signé à Genève le 19 novembre 2014 par:

_____
Ricardo Ramírez-Hernández
Président

_____
Ujal Singh Bhatia
Membre

_____
Thomas Graham
Membre

ANNEXE 1

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS436/6

15 août 2014

(14-4711)

Page: 1/18

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES COMPENSATOIRES VISANT CERTAINS PRODUITS PLATS EN ACIER AU CARBONE LAMINÉS À CHAUD EN PROVENANCE D'INDE

NOTIFICATION D'UN APPEL PRÉSENTÉE PAR L'INDE AU TITRE DE L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DE LA RÈGLE 20 1) DES PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL

La notification ci-après, datée du 8 août 2014 et adressée par la délégation de l'Inde, est distribuée aux Membres.

_____

1. Conformément à l'article 16:4 et à l'article 17 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") et à la règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel (WT/AB/WP/6) (les "Procédures de travail"), l'Inde notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel de certaines questions de droit et d'interprétation du droit couvertes par le rapport du Groupe spécial États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde (WT/DS436) (le "rapport du Groupe spécial").

2. Conformément aux règles 20 1) et 21 1) des Procédures de travail, l'Inde dépose la présente déclaration d'appel *conjointement* avec sa communication en tant qu'appelant auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

3. Conformément à la règle 20 2) d) iii) des Procédures de travail, la présente déclaration d'appel contient une liste *indicative* des paragraphes du rapport du Groupe spécial renfermant les erreurs alléguées de droit et d'interprétation du droit commises par le Groupe spécial dans son rapport, sans préjudice de la capacité de l'Inde de s'appuyer sur d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans son appel.

4. L'Inde demande que l'Organe d'appel examine les erreurs de droit et d'interprétation du droit commises par le Groupe spécial dans son rapport, et qu'il formule les constatations indiquées ci-après.

I. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans les sections 7.2.3 à 7.2.5 de son rapport et dans les constatations s'y rapportant formulées dans la section 7.3.3 dudit rapport

5. Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du

Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a constaté que les dispositions 19 CFR § 351.511 a) 2) i) à iii) étaient "en tant que telles" incompatibles avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il a interprété de façon incorrecte l'article 14 d) en constatant que ledit article n'imposait pas d'évaluer l'"adéquation" de la rémunération effectivement reçue par les "pouvoirs publics" en tant que fournisseur de biens avant de déterminer le montant de l'avantage[1];

- il a interprété de façon incorrecte l'article 14 d) en constatant que les autorités chargées de l'enquête pouvaient ne tenir aucun compte des transactions effectuées par les pouvoirs publics pour déterminer les "conditions du marché existantes" au sens de l'article 14 d) et que ces transactions pouvaient au contraire être rejetées sur la base de présomptions[2];

- il a interprété de façon incorrecte l'article 14 d) en constatant que les autorités chargées de l'enquête pouvaient utiliser des points de repère à l'extérieur du pays, sans établir au préalable que le marché était faussé par l'intervention des pouvoirs publics ou l'influence qu'ils exerçaient[3];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en n'évaluant pas l'allégation de l'Inde selon laquelle 19 CFR § 351.511 a) 2) ii) était incompatible avec l'article 14 d) parce que cette disposition exigeait l'utilisation de points de repère à l'extérieur du pays, sans que toutes les sources possibles de points de repère dans le pays aient été préalablement épuisées[4];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait qu'il n'a pas fourni de justification fondamentale, comme l'exige l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, de la manière dont des points de repère à l'extérieur du pays pouvaient être utilisés même dans les situations autres que celles où les pouvoirs publics exercent une influence sur le marché[5];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en constatant que la méthode prévue dans 19 CFR § 351.511 a) 2) ii) "devait" se rapporter aux conditions du marché existantes dans le pays de fourniture simplement parce que la législation dont procédait cette disposition reproduisait l'article 14 d)[6], bien qu'il ait constaté que les termes effectivement utilisés dans 19 CFR § 351.511 a) 2) ii) ne "fourniss[aient] [pas] nécessairement le type d'analyse des "conditions du marché existantes" ..."[7];

- il a appliqué de façon incorrecte l'article 14 d) en constatant que 19 CFR § 351.511 a) 2) ii) devait automatiquement refléter les conditions du marché existantes dans le pays de fourniture simplement parce que la législation des États-Unis dont procédait cette disposition, 19 U.S.C. 1677 5) E) iv), reproduisait l'article 14 d)[8];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en n'évaluant pas et en n'analysant pas l'allégation de l'Inde selon laquelle les dispositions 19 CFR § 351.511 a) 2) i) à iii) étaient incompatibles "en tant que telles" avec l'article 14 d) du fait qu'elles prescrivaient de formuler une constatation positive de l'existence d'un avantage simplement parce que le prix en question des pouvoirs publics était inférieur à un prix servant de point de repère, sans déterminer si le prix des

[1] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.35.
[2] *Ibid.*, paragraphes 7.39, 7.42, 7.44, 7.46 et 7.189.
[3] *Ibid.*, paragraphes 7.47, 7.49 et 7.50.
[4] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.52.
[5] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.50.
[6] *Ibid.*, paragraphe 7.51.
[7] *Ibid.*, paragraphe 6.5.
[8] *Ibid.*, paragraphe 7.51.

pouvoirs publics ou la différence de prix, le cas échéant, était conforme à des "considérations d'ordre commercial"[9];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en n'évaluant pas l'allégation de l'Inde selon laquelle les dispositions 19 CFR § 351.511 a) 2) i) à iii) étaient incompatibles "en tant que telles" avec l'article 14 d) parce qu'un prix des pouvoirs publics qui est considéré comme "adéquat" selon une méthode conforme à l'article 14 d), c'est-à-dire celle prévue dans 19 CFR § 351.511 a) 2) iii) [niveau III], serait néanmoins jugé inadéquat au regard de 19 CFR § 351.511 a) 2) i) et ii);

6. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les dispositions 19 CFR § 351.511 a) 2) i) à iii) ne sont pas "en tant que telles" incompatibles avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

7. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et formuler les constatations suivantes:

- les dispositions 19 CFR § 351.511 a) 2) i) à iii) sont incompatibles avec la *première phrase* de l'article 14 d) car elles n'évaluent pas l'adéquation de la rémunération pour les pouvoirs publics en tant que fournisseur avant de déterminer le montant de l'avantage;

- la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) i) est incompatible avec la *deuxième phrase* de l'article 14 d) car elle ne tient pas compte des prix des pouvoirs publics qui ne sont pas fixés dans le cadre d'appels d'offres concurrentiels pour déterminer les "conditions du marché existantes" dans le pays de fourniture;

- la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) ii) est incompatible avec l'article 14 d) car elle prescrit aux autorités chargées de l'enquête d'appliquer des points de repère à l'extérieur du pays pour calculer l'avantage sans déterminer au préalable que le marché est faussé par l'intervention des pouvoirs publics ou l'influence qu'ils exercent;

- la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) ii) est incompatible avec l'article 14 d) car elle prescrit aux autorités chargées de l'enquête d'appliquer des points de repère à l'extérieur du pays sans avoir au préalable épuisé toutes les sources possibles de points de repère dans le pays;

- la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) ii) est incompatible avec l'article 14 d) car elle ne prescrit aucun mécanisme pour ajuster les prix pratiqués sur le marché mondial en fonction des conditions du marché existantes dans le pays de fourniture des biens;

- les dispositions 19 CFR § 351.511 a) 2) i) à ii) sont incompatibles avec la deuxième phrase de l'article 14 d) car elles prescrivent de formuler une constatation positive de l'existence d'un avantage simplement parce que le prix des pouvoirs publics est inférieur à un prix servant de point de repère, sans déterminer si le prix des pouvoirs publics est conforme à des "considérations d'ordre commercial" ou si la différence de prix, le cas échéant, est par ailleurs justifiée par des "considérations d'ordre commercial";

- les dispositions 19 CFR § 351.511 a) 2) i) à iii) sont incompatibles avec l'article 14 d) car un prix des pouvoirs publics conforme à 19 CFR § 351.511 a) 2) iii) sera rejeté si un point de repère est disponible au titre de 19 CFR § 351.511 a) 2) i) ou ii), selon le cas;

8. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que toutes les déterminations établies par les États-Unis dans l'enquête correspondante sont incompatibles avec l'article 14 d) puisque toutes ces déterminations appliquent 19 CFR § 351.511 a) 2) i) à iii).

[9] *Ibid.*, paragraphes 6.57 et 6.61, et note de bas de page 195.

II. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.2.6 de son rapport

9. Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 d) de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a constaté que la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) iv) n'était pas "en tant que telle" incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en restreignant la portée de l'allégation effective de l'Inde visant 19 CFR § 351.511 a) 2) iv)[10];

- ayant interprété l'article 14 d) de l'Accord SMC comme prescrivant une évaluation des "conditions générales du marché pertinent, dans le contexte duquel les intervenants sur le marché effectuent des transactions de vente"[11], il n'a pas appliqué son propre critère pour déterminer si 19 CFR § 351.511 a) 2) iv) ne satisfaisait pas à cette obligation;

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que les modalités contractuelles des transactions effectuées par les pouvoirs publics pouvaient *ipso facto* être exclues de l'évaluation des "conditions du marché existantes"[12];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait qu'il a évalué de façon incorrecte l'allégation de l'Inde selon laquelle la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) iv) de la législation des États-Unis était "*en tant que telle*" incompatible avec l'article 14 d) en raison de l'existence de transactions à l'importation dans une *enquête donnée*[13];

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que la simple existence d'une ou de plusieurs transactions à l'importation dans le pays de fourniture justifiait le calcul de l'avantage au niveau des prix à la livraison dans *tous* les cas[14] sans qu'il soit procédé à une évaluation qualitative de l'ensemble du marché comprenant à la fois les transactions à l'importation et les transactions intérieures;

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait qu'il n'a pas fourni de justifications fondamentales, comme l'exige l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, du rejet de l'allégation "en tant que tel" de l'Inde visant 19 CFR § 351.511 a) 2) iv)[15];

10. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) iv) n'est pas "en tant que telle" incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

11. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et formuler les constatations suivantes:

- la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) iv) est incompatible avec l'article 14 d) car elle exige impérativement que l'avantage soit calculé au niveau des prix à la livraison dans *tous les cas* même lorsque les "conditions du marché existantes" ne sont pas les ventes effectuées à ce niveau;

[10] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.80, 6.84 et 7.60.
[11] *Ibid.*, paragraphe 7.60.
[12] *Ibid.*, paragraphe 7.61.
[13] *Ibid.*, paragraphe 7.62.
[14] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.62.
[15] *Ibid.*

- la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) iv) est incompatible avec l'article 14 d) car elle établit d'une manière affirmative l'existence d'un "avantage" chaque fois que des points de repère à l'extérieur du pays sont utilisés en raison simplement de la différence au niveau du fret;

- la disposition 19 CFR § 351.511 a) 2) iv) est incompatible avec l'article 14 d) parce qu'elle annule les avantages comparatifs dans les cas où des points de repère à l'extérieur du pays sont utilisés.

12. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que toutes les déterminations établies par les États-Unis dans l'enquête correspondante depuis 2004 sont incompatibles avec l'article 14 d) car toutes ces déterminations appliquent 19 CFR § 351.511 a) 2) iv).

III. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.7.5.1 de son rapport

13. Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 12.7 de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a constaté que les dispositions 19 USC § 1677e b) et 19 CFR § 351.308 (les "dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables") n'étaient pas "en tant que telles" incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il a interprété de façon incorrecte l'article 12.7 de l'Accord SMC en constatant que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas besoin d'effectuer une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles pour choisir les renseignements les plus opportuns ou les plus appropriés[16];

- il a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 12.7 de l'Accord SMC en rejetant l'allégation de l'Inde[17] selon laquelle les dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables sont "en tant que telles" incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC car elles *exigent* de tirer la pire déduction possible (y compris l'imposition de la marge de dumping la plus élevée possible) pour une partie qui ne coopère pas dans *tous* les cas de non-coopération;

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en constatant que "toute déduction défavorable tirée par l'USDOC sera en fait basée sur les données de fait disponibles" et que "rien dans les dispositions des États-Unis en cause … [ne] donne à penser que l'USDOC n'est pas tenu de prendre en compte toutes les données de fait étayées figurant au dossier ou d'appliquer les "données de fait disponibles" qui ne remplacent pas raisonnablement les renseignements manquants"[18] du fait qu'il s'est limité au texte des dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables et n'a donc pas tenu compte des "autres outils d'interprétation nationaux" versés au dossier par l'Inde;

14. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables ne sont pas "en tant que telles" incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

15. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et formuler les constatations suivantes:

- l'article 12.7 de l'Accord SMC exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles effectuent une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles pour choisir les renseignements les plus opportuns ou les plus appropriés;

[16] *Ibid.*, paragraphes 7.438 et 7.439, et 7.440 et 7.441.
[17] *Ibid.*, paragraphes 7.440 à 7.444.
[18] *Ibid.*, paragraphes 7.440 à 7.442 et 7.444.

- l'article 12.7 ne permet pas aux autorités chargées de l'enquête de tirer des déductions défavorables (y compris l'imposition de la marge de dumping la plus élevée possible) dans *tous les cas* de non-coopération;

- les dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables sont "en tant que telles" incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC car elles n'*exigent* pas de l'USDOC qu'il effectue une évaluation comparative de tous les éléments de preuve disponibles pour choisir les renseignements les plus opportuns ou les plus appropriés; et

- les dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables sont "en tant que telles" incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC car elles *exigent* de tirer des déductions défavorables (y compris sous la forme de marges de subventionnement les plus élevées possibles) dans *tous les cas* de non-coopération.

16. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que toutes les déterminations établies par les États-Unis dans l'enquête correspondante qui appliquent les dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables sont incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

IV. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.3.1 de son rapport

17. Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a confirmé la détermination des États-Unis selon laquelle la NMDC est un "organisme public". En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en n'évaluant pas les conséquences de l'aveu fait par les États-Unis devant le Groupe spécial *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)* selon lequel, dans l'enquête correspondante dans ce différend, il a été jugé que la NMDC était un organisme public simplement sur la base de la participation des pouvoirs publics indiens au capital[19];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en ne prenant pas en considération la totalité des éléments de preuve et/ou en ne traitant pas tous les éléments de preuve d'une façon impartiale en constatant que l'USDOC avait pris en considération des facteurs autres que la participation des pouvoirs publics indiens au capital de la NMDC tout en concluant que celle-ci était un organisme public, alors que dans sa détermination l'USDOC avait expressément dit que le droit interne des États-Unis ne l'obligeait pas à prendre ces facteurs en considération[20];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en considérant que la détermination établie par l'USDOC dans le cadre du réexamen administratif de 2007 était pertinente pour évaluer celles qu'il avait établies dans les réexamens administratifs de 2004 et 2006[21];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en acceptant l'explication *a posteriori* des États-Unis selon laquelle la référence au fait que la NMDC était "régie par" les pouvoirs publics indiens dans la détermination établie dans le cadre du réexamen administratif de 2004 impliquait que l'USDOC avait considéré des facteurs autres que la participation des pouvoirs publics indiens au capital tout en déterminant que la NMDC était un "organisme public"[22];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi et a outrepassé son pouvoir en apportant de sa propre initiative des "éléments additionnels à l'appui" de la constatation de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un "organisme public"

[19] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.90.
[20] *Ibid.*, paragraphes 6.96 et 7.81, et note de bas de page 244.
[21] *Ibid.*, paragraphe 7.83.
[22] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.93 et 7.82, et note de bas de page 245.

du fait qu'elle est placée sous le "contrôle administratif" des pouvoirs publics indiens, bien que les États-Unis aient expressément reconnu que la détermination de l'USDOC ne mentionnait pas le "contrôle administratif" de la NMDC[23];

- il a outrepassé son pouvoir en formulant une constatation sur l'implication du statut de "Miniratna" ou de "Navaratna" accordé à la NMDC[24] au lieu de se contenter de déterminer si l'USDOC aurait dû considérer que le statut de "Miniratna" ou de "Navaratna" accordé à la NMDC était un élément de preuve pertinent;

- il a appliqué de façon incorrecte l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en constatant que le rôle allégué joué par les pouvoirs publics indiens dans la désignation des administrateurs de la NMDC était plus "substantiel" et significatif que la participation des pouvoirs publics indiens au capital de la NMDC[25];

- il a appliqué de façon incorrecte l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en constatant que la *présentation* des administrateurs pouvait équivaloir à la *désignation* des directeurs généraux et qu'il n'y avait pas de distinction entre la *présentation* des administrateurs par les pouvoirs publics et la *désignation* des administrateurs par les pouvoirs publics pour déterminer si les pouvoirs publics indiens exerçaient un "contrôle significatif" sur la NMDC[26];

- il a appliqué de façon incorrecte l'article 1.1 a) 1) en constatant que le rôle joué par les pouvoirs publics indiens au conseil d'administration de la NMDC ainsi que leur participation au capital étaient suffisants pour satisfaire à la prescription relative au "contrôle significatif"[27] évoquée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*;

- il a appliqué de façon incorrecte l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en constatant que le "contrôle significatif" exercé par les pouvoirs publics indiens sur la NMDC serait suffisant pour déterminer que la NMDC est un organisme public.[28]

18. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial confirmant la détermination de l'USDOC selon laquelle la NMDC est un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

19. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et formuler les constatations suivantes:

- le "contrôle significatif" d'une entité par des pouvoirs publics ne sera pas suffisant pour conclure dans tous les cas qu'une telle entité est un "organisme public" au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC;

- la participation des pouvoirs publics au capital et la désignation des administrateurs par les pouvoirs publics, à l'exclusion d'autres facteurs, ne suffisent pas pour conclure dans tous les cas que les pouvoirs publics exercent un "contrôle significatif" sur une entité aux fins de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC; et

- la détermination de l'USDOC établissant que la NMDC est un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC est erronée.

20. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que l'imposition de droits compensateurs sur la base du programme de la NMDC depuis 2004 est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

[23] *Ibid.*, paragraphes 7.82, 7.87 et 6.100.
[24] *Ibid.*, paragraphe 7.88.
[25] *Ibid.,* paragraphe 7.85.
[26] *Ibid.*
[27] *Ibid.*, paragraphes 7.80 à 7.89.
[28] *Ibid.*, paragraphes 7.81, 7.85 et 7.86, et 7.89.

V. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.3.2 de son rapport

21. Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application des articles 1.2 et 2 de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a confirmé la détermination des États-Unis selon laquelle la vente de minerai de fer par la NMDC était spécifique *de facto*. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 2.1 de l'Accord SMC en constatant qu'un programme pouvait être jugé spécifique *de facto* sans qu'il soit déterminé que le programme en question "établit une discrimination" entre des entités se trouvant dans une situation semblable[29];

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte le membre de phrase "utilisation d'un programme de subventions par un nombre limité de certaines entreprises" tel qu'il figure à l'article 2.1 c) de l'Accord SMC[30];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en limitant les circonstances dans lesquelles il est possible de s'appuyer sur l'historique de la négociation pour interpréter un traité[31];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi en s'appuyant spécifiquement sur les constatations du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux IV*[32], sans verser au dossier ni évaluer les "raisons impérieuses" exposées par l'Inde pour ne pas suivre lesdites constatations concernant des subventions visées par l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC;

- il a interprété de façon incorrecte l'article 2.1 c) en constatant qu'une subvention alléguée visée par l'article 1.1 a) iii) pouvait être spécifique *de facto* en se fondant simplement sur les limitations inhérentes à la nature des biens dont il était allégué qu'ils étaient fournis ou achetés par les pouvoirs publics.[33]

22. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec les articles 1.2 et 2.1 en concluant que la vente de minerai de fer par la NMDC était spécifique *de facto*.

23. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et formuler les constatations suivantes:

- un programme ne peut être spécifique *de facto* au sens de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC que s'il y a une action des pouvoirs publics qui "établit une discrimination" entre des entités se trouvant dans une situation semblable;

- un programme peut être spécifique *de facto* au sens de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC au motif qu'il est "utilis[é] … par" un "nombre limité *de* certaines entreprises", seulement si la subvention en question est *utilisée* par un plus petit ensemble au sein du plus grand ensemble de "certaines entreprises";

- un programme relatif à la fourniture de biens ne peut pas être spécifique *de facto* au sens de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC si la détermination de spécificité *de facto* est uniquement fondée sur les caractéristiques inhérentes des biens en question; et

[29] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.121 à 7.124.
[30] *Ibid.*, paragraphe 7.135.
[31] *Ibid.*, paragraphe 7.130.
[32] *Ibid.*, paragraphe 7.131.
[33] *Ibid.*, paragraphes 7.127 à 7.133.

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 1.2, 2.1 c) et 2.4 de l'Accord SMC en constatant que la vente de minerai de fer par la NMDC était spécifique *de facto*.

24. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que l'imposition de droits compensateurs sur la base du programme de la NMDC depuis 2004 est incompatible avec les articles 1.2, 2.1 et 2.4 de l'Accord SMC.

VI. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.3.3 de son rapport et dans les constatations s'y rapportant formulées dans la section 7.4.6.2 dudit rapport

25. Le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord dans la mesure où il a formulé des constatations sur les justifications avancées *a posteriori* par les États-Unis pour rejeter certains renseignements sur les ventes intérieures comme points de repère pertinents[34], bien qu'il ait expressément reconnu que ces justifications avaient été présentées *a posteriori*.[35] En conséquence, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation formulée par le Groupe spécial[36] pour examiner les justifications *a posteriori* des États-Unis et de priver de leur fondement les constatations et observations du Groupe spécial[37] sur les justifications *a posteriori* des États-Unis.

26. À titre subsidiaire, au cas où l'Organe d'appel rejetterait les demandes susmentionnées de l'Inde, celle-ci affirme que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application des articles 12.1, 12.4, 12.7 et 14 de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord dans la mesure où il a confirmé la justification *a posteriori* des États-Unis selon laquelle les renseignements sur les ventes intérieures pouvaient être rejetés comme points de repère pertinents. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il a interprété de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC pour constater que les prix fixés par les pouvoirs publics pouvaient *ipso facto* être rejetés sans constater au préalable que le marché était faussé par l'intervention des pouvoirs publics ou l'influence qu'ils exerçaient[38];

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte les articles 12.1 et 14 d) de l'Accord SMC en constatant que l'autorité chargée de l'enquête jouissait d'un pouvoir discrétionnaire suffisant pour ne pas tenir compte des renseignements sur les prix simplement parce que ces renseignements ne se rapportaient pas à des "transactions réelles"[39];

- il a appliqué de façon incorrecte les articles 12.1, 12.7 et 14 de l'Accord SMC en constatant que les États-Unis pouvaient rejeter *complètement* les offres de prix d'une partie privée simplement parce que la teneur exacte en fer du minerai n'était pas précisée, même si le niveau de la teneur en fer était indiqué[40];

- il a appliqué de façon incorrecte les articles 12.1, 12.7 et 14 de l'Accord SMC en constatant que les États-Unis pouvaient rejeter les renseignements se rapportant à de possibles points de repère dans le pays en invoquant certaines lacunes alléguées concernant les prix sans jamais appeler l'attention sur ces lacunes ni demander des précisions à ce sujet au cours de l'enquête[41];

- il a appliqué de façon incorrecte les articles 12.1, 12.4 et 14 de l'Accord SMC en constatant que les États-Unis pouvaient rejeter les offres de prix d'une partie privée,

[34] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.159 à 7.165.
[35] *Ibid.*, paragraphes 7.154 à 7.156.
[36] *Ibid.*, paragraphe 7.159.
[37] *Ibid.*, paragraphes 7.159 à 7.165.
[38] *Ibid.*, paragraphe 7.160.
[39] *Ibid.*, paragraphe 7.162.
[40] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.163.
[41] *Ibid.*, paragraphe 7.164.

confidentielles selon les allégations, fournies par Tata comme point de repère pertinent, même pour Tata.[42]

27. Il est demandé à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations et observations du Groupe spécial sur les justifications avancées *a posteriori* par les États-Unis pour rejeter certains renseignements sur les ventes intérieures comme points de repère pertinents et au contraire de formuler les constatations suivantes:

- l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas ne pas tenir compte des renseignements sur les prix intérieurs simplement parce que ces renseignements ne se rapportent pas à des "transactions réelles";

- le rejet allégué des points de repère dans le pays par les États-Unis simplement parce que ces points de repère se rapportaient à des transactions effectuées par les pouvoirs publics est incompatible avec l'article 14 d);

- le rejet allégué des points de repère dans le pays par les États-Unis simplement parce que la teneur exacte en fer n'était pas précisée, même s'il était indiqué que le minerai était à "faible teneur" ou à "haute teneur", est incompatible avec les articles 12.1, 12.7 et 14 de l'Accord SMC;

- le rejet allégué des points de repère dans le pays par les États-Unis, sur la base de certaines lacunes alléguées concernant les prix sans jamais appeler l'attention sur ces lacunes ni demander des précisions à ce sujet au cours de l'enquête, est incompatible avec les articles 12.1, 12.7 et 14 de l'Accord SMC; et

- le fait que les États-Unis n'ont pas utilisé les offres de prix d'une partie privée, confidentielles selon les allégations, fournies par Tata comme point de repère pertinent, même pour Tata, est incompatible avec les articles 12.1, 12.4 et 14 de l'Accord SMC.

28. De plus, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a confirmé la détermination des États-Unis selon laquelle la vente de minerai de fer par la NMDC conférait un avantage. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il n'a pas pris en considération la totalité des éléments de preuve et/ou n'a pas traité tous les éléments de preuve d'une façon impartiale en constatant que les prix du minerai de fer australiens et brésiliens, incluant tous les frais de livraison aux producteurs d'acier en Inde, étaient des points de repère pertinents au motif que, d'après les allégations, la NMDC fixait ses prix intérieurs en fonction du prix que les acheteurs de fer étaient prêts à payer pour l'importer[43];

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que l'existence d'une transaction à l'importation en Inde de minerai de fer en provenance du Brésil devait nécessairement signifier que le prix du minerai de fer du Brésil, incluant tous les frais de livraison aux producteurs d'acier en Inde, refléterait les "conditions du marché existantes" pour le minerai de fer en Inde[44], sans procéder à une évaluation qualitative de l'ensemble du marché englobant à la fois les transactions à l'importation et les transactions intérieures pour le minerai de fer;

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que l'inclusion des frais liés au transit international dans le prix servant de point de repère n'annulait et ne neutralisait pas l'avantage comparatif de l'Inde[45];

[42] *Ibid.*, paragraphe 7.165.
[43] *Ibid.*, paragraphe 7.182.
[44] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.181 à 7.183.
[45] *Ibid.*, paragraphe 7.185.

- il a appliqué de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que les prix à l'exportation des pouvoirs publics en tant que fournisseur en cause pouvaient *ipso facto* être rejetés comme point de repère pertinent[46];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi pour confirmer les déterminations de l'USDOC contestées en se référant à des éléments de preuve versés au dossier que l'USDOC lui-même n'avait jamais utilisés dans sa détermination[47];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, du fait qu'il n'a pas déterminé si l'USDOC avait expliqué "de manière adéquate" son traitement incompatible des prix à l'exportation de la NMDC comme point de repère pertinent, ainsi que l'exige le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC;

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi, du fait qu'il n'a pas déterminé si l'USDOC avait expliqué de manière transparente et adéquate pour quelle raison les prix à l'exportation de la NMDC n'étaient pas des "prix pratiqués sur le marché mondial" au sens du règlement d'application national des États-Unis, c'est à-dire 19 CFR § 351.511 a) 2) ii).[48]

29. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 14 de l'Accord SMC en concluant que la vente de minerai de fer par la NMDC conférait un avantage.

30. Dans la mesure où les constatations du Groupe spécial concernant le programme de la NMDC sont reprises dans le contexte de l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon[49], l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer également ces mêmes constatations.

31. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et, en ce qui concerne la vente de minerai de fer par la NMDC et l'octroi par les pouvoirs publics indiens de droits d'exploitation pour le minerai de fer, formuler les constatations suivantes:

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC en rejetant sur la base de présomptions les prix à l'exportation de la NMDC comme point de repère pertinent pour déterminer l'existence et le montant de l'"avantage";

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC en utilisant les prix du minerai de fer en provenance du Brésil, incluant tous les frais de livraison aux producteurs d'acier en Inde, comme prix servant de point de repère pour déterminer l'existence et le montant de l'"avantage";

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC en utilisant les prix du minerai de fer en provenance d'Australie, ajustés artificiellement pour inclure tous les frais de livraison aux producteurs d'acier en Inde, comme prix servant de point de repère pour déterminer l'existence et le montant de l'"avantage"; et

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC en n'expliquant pas de manière transparente et adéquate pour quelle raison les prix à l'exportation de la NMDC n'étaient pas des "prix pratiqués sur le marché mondial" au sens du règlement d'application national des États-Unis, c'est à-dire 19 CFR § 351.511 a) 2) ii).

32. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que:

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC en utilisant un prix servant de point de repère incluant tous les frais de livraison aux

[46] *Ibid.*, paragraphe 7.189.
[47] *Ibid.*, paragraphe 7.182.
[48] *Ibid.*, paragraphes 7.189 à 7.192.
[49] *Ibid.*, paragraphes 7.263 à 7.265.

producteurs d'acier en Inde comme prix servant de point de repère pour déterminer l'existence et le montant de l'"avantage" en ce qui concerne le Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer;

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC en utilisant un prix servant de point de repère incluant tous les frais de livraison à un producteur d'acier en Inde comme prix servant de point de repère pour déterminer l'existence et le montant de l'"avantage" en ce qui concerne le Programme d'exploitation exclusive du charbon.

33. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que l'imposition de droits compensateurs pour le programme de la NMDC depuis 2004, et l'imposition de droits compensateurs pour les programmes d'exploitation exclusive du minerai de fer et du charbon, est incompatible avec l'article 14 d) et le texte introductif de l'article 14 de l'Accord SMC.

VII. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.4.3 de son rapport

34. Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a confirmé la détermination des États-Unis selon laquelle l'octroi de droits d'exploitation équivalait à la "fourniture" des minerais exploités. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il n'a pas tenu compte d'éléments de preuve importants nécessaires pour procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi en constatant que le fait que la redevance versée aux pouvoirs publics indiens par les exploitants miniers représentait un pourcentage insignifiant, 9,03%, du coût final du minerai exploité[50], était dénué de pertinence;

- il a appliqué de façon incorrecte l'article 1.1 a) iii) de l'Accord SMC en constatant que le fait d'"autorise[r] le bénéficiaire à extraire du sol des minerais appartenant aux pouvoirs publics, puis à les utiliser à ses propres fins" signifiait que "l'octroi par les pouvoirs publics indiens du droit d'exploiter [était] raisonnablement proche de l'utilisation ou de la jouissance des minerais par l'entité exploitante".[51]

35. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) iii) de l'Accord SMC en concluant que l'octroi de droits d'exploitation équivalait à la "fourniture" du minerai exploité.

36. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et formuler la constatation suivante:

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) iii) de l'Accord SMC en constatant que l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon équivalait à la "fourniture" de minerai de fer et de charbon.

37. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que l'imposition de droits compensateurs sur la base du Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer et du Programme d'exploitation exclusive du charbon est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) iii) de l'Accord SMC.

[50] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.133.
[51] *Ibid.*, paragraphes 7.237 et 7.238.

VIII. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.4.2 de son rapport

38. Les demandes figurant dans la présente partie sont subordonnées au dépôt par les États-Unis d'un appel de la décision rendue par le Groupe spécial dans la section 7.4.1 de son rapport et à l'infirmation par l'Organe d'appel de la constatation formulée par le Groupe spécial dans la section 7.4.1.3 de son rapport.

39. Le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son devoir au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il n'a pas évalué[52] l'allégation de l'Inde au titre de l'article 2.1 de l'Accord SMC visant la détermination de l'USDOC selon laquelle l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer est spécifique *de facto*. L'Inde demande à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a fait erreur en l'occurrence en appliquant le principe d'économie jurisprudentielle.

40. De plus, l'Organe d'appel doit compléter l'analyse juridique et formuler la constatation suivante:

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 1.2, 2.1 et 2.4 de l'Accord SMC en constatant que l'octroi de droits d'exploitation pour le minerai de fer était spécifique *de facto*.

41. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que l'imposition de droits compensateurs sur la base du Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer est incompatible avec les articles 1.2, 2.1 et 2.4 de l'Accord SMC.

IX. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.4.6 de son rapport

42. Par ailleurs, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a confirmé la détermination des États-Unis selon laquelle les pouvoirs publics indiens conféraient un avantage en octroyant des droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant qu'il n'était pas nécessaire que le terme "rémunération" désigne la rétribution effective reçue par les pouvoirs publics indiens en échange de l'octroi de droits d'exploitation, mais que la rémunération pouvait aussi être théorique[53];

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que l'USDOC était autorisé à calculer le montant de l'avantage sur la base d'un prix construit fictif du minerai de fer extrait (incluant les coûts et les bénéfices raisonnables de l'exploitant minier)[54];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait qu'il a déterminé que l'allégation de l'Inde concernant l'interprétation de la "bonne foi" ne relevait pas de son mandat.[55]

43. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 14 de l'Accord SMC en concluant que les pouvoirs publics indiens conféraient un avantage en octroyant des droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon.

---

[52] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 8.4.a.
[53] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.260.
[54] *Ibid.*
[55] *Ibid.*, paragraphe 7.261.

44. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et formuler les constatations suivantes:

- la "rémunération", dont l'adéquation doit être évaluée au regard de l'article 14 d) de l'Accord SMC, ne peut être que la rétribution effective reçue par les pouvoirs publics indiens et ne peut pas être fictive/théorique;

- les coûts supportés par un exploitant minier et les bénéfices qu'il retire ne peuvent pas être considérés comme faisant partie de la "rémunération", dont l'adéquation doit être évaluée au regard de l'article 14 d) de l'Accord SMC;

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC en constatant que les pouvoirs publics indiens conféraient un avantage en octroyant des droits d'exploitation pour le minerai de fer et le charbon; et

- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC en utilisant les prix du charbon en provenance d'Australie, incluant tous les frais de livraison au producteur d'acier en Inde, comme prix servant de point de repère pour déterminer l'existence et le montant de l'"avantage".

45. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que l'imposition de droits compensateurs sur la base du Programme d'exploitation exclusive du minerai de fer et du Programme d'exploitation exclusive du charbon est incompatible avec l'article 14 d) de l'Accord SMC.

X. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.5.1 de son rapport

46. Par ailleurs, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a confirmé la détermination des États-Unis selon laquelle le programme du SDF était une subvention au sens de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait qu'il a attribué un sens aux termes "*transfert*" "*direct*" de fonds tels qu'ils figurent à l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC, sans jamais les interpréter conformément aux règles coutumières d'interprétation[56];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi du fait qu'il a attribué un sens à l'expression "*transfert* de fonds" telle qu'elle figure à l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC, sans jamais l'interpréter conformément aux règles coutumières d'interprétation[57];

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC en constatant que l'USDOC aurait pu raisonnablement déterminer que le Comité directeur du SDF avait "*direct[ement]*" transféré les prêts du SDF pour la simple raison que c'était ledit comité qui prenait les décisions concernant l'octroi de prêts du SDF, leurs modalités ou la renonciation au remboursement de ces prêts[58], après avoir constaté que le transfert réel était effectué par un intermédiaire ou une partie privée intermédiaire, à savoir le JPC;

- il a interprété et appliqué de façon incorrecte l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC en constatant qu'il n'était pas nécessaire que les pouvoirs publics aient un droit sur les

[56] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.292 et 7.293.
[57] *Ibid.*, paragraphes 7.295 et 7.296.
[58] *Ibid.*, paragraphes 7.292 et 7.293.

fonds en question et/ou que soit imposée une charge pour le Trésor public pour qu'il y ait "transfert" de fonds.[59]

47. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en concluant que les prêts du SDF constituaient une subvention.

48. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et formuler les constatations suivantes:

- le "transfert *direct* de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC exclut le transfert de fonds au bénéficiaire par *les pouvoirs publics* effectué par l'intermédiaire d'un organisme privé;
- le "*transfert* direct de fonds" au sens de l'article 1.1 a) 1) i) de l'Accord SMC ne vise que les situations où les fonds ainsi transférés sont la propriété des pouvoirs publics et/ou il entraîne une charge pour le Trésor public;
- les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en déterminant que le programme du SDF constituait un "transfert direct de fonds" par le Comité directeur du SDF.

49. Par conséquent, l'Organe d'appel doit aussi constater que l'imposition de droits compensateurs sur la base du programme du SDF est incompatible avec l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC.

XI. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.5.2 de son rapport

50. Par ailleurs, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 14 de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il n'a pas tenu compte du fait que le point de repère utilisé au titre de l'article 14 d) doit être "comparable" aux modalités du programme de prêts lui-même. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il n'a pas évalué objectivement la question dont il était saisi en constatant que les fonds du SDF n'étaient pas des fonds des producteurs car ils provenaient d'un prélèvement frappant les consommateurs et que ce prélèvement était toujours destiné uniquement à alimenter les fonds du SDF[60];
- il a interprété de façon incorrecte les articles 14 b) et 1.1 b) en constatant que l'USDOC n'avait pas à prendre en compte les fonds déposés par les bénéficiaires en faveur du programme du SDF, alors qu'il avait déterminé que le programme du SDF conférait un "avantage".[61]

51. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 14 de l'Accord SMC en concluant que les prêts du SDF conféraient un avantage.

52. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et constater que l'USDOC a violé les articles 14 b) et 1.1 b) en déterminant que le programme du SDF conférait un avantage sans prendre en compte les fonds déposés par les bénéficiaires en faveur du programme du SDF.

[59] *Ibid.*, paragraphes 7.294 à 7.296.
[60] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.311, et note de bas de page 526.
[61] *Ibid.*, paragraphes 7.311 et 7.312.

XII. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.7.5.2.1 de son rapport

53. Par ailleurs, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 12.7 de l'Accord SMC et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il a constaté que les États-Unis n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC lorsqu'ils ont appliqué la marge de subventionnement non *de minimis* la plus élevée dans 230 cas dans le cadre de l'enquête correspondante.[62] En particulier, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 12.7 de l'Accord SMC et a appliqué un critère erroné pour évaluer l'allégation.[63] De plus, même lorsqu'il s'est servi de son interprétation erronée de l'article 12.7, le Groupe spécial a appliqué à tort son propre critère en rejetant l'allégation de l'Inde et a imposé une charge inutile à l'Inde.[64]

54. Par conséquent, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les 230 cas d'application de la marge de subventionnement non *de minimis la plus élevée* conformément aux dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables dans l'enquête correspondante est incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC. De plus, l'Organe d'appel doit, le cas échéant, compléter l'analyse juridique et constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 12.7 de l'Accord SMC du fait qu'ils ont appliqué la marge de subventionnement non *de minimis la plus élevée* dans les 230 cas indiqués par l'Inde.

55. En outre, l'Inde voudrait répéter sa demande précédente tendant à ce que l'Organe d'appel constate également que les dispositions relatives aux données de fait disponibles défavorables sont incompatibles "en tant que telles" avec l'article 12.7 de l'Accord SMC car elles exigent de tirer des déductions défavorables (y compris l'imposition de marges de subventionnement les plus élevées possible) dans *tous les cas* de non-coopération.

XIII. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.7.5.2.9 de son rapport

56. Le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord en ne prenant pas en considération dans leur intégralité les affirmations de l'Inde, lorsqu'il a conclu que l'Inde n'avait pas établi d'éléments *prima facie* concernant le réexamen à l'extinction de 2013 de l'USDOC visant Essar, ISPAT, SAIL et Tata.[65] L'Inde demande donc à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial.

57. En outre, l'Organe d'appel doit, s'il y a lieu, compléter l'analyse juridique et constater que *toutes* les déterminations établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction de 2013 visant Essar, ISPAT, SAIL et Tata sont incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC.

58. À titre subsidiaire, l'Organe d'appel doit constater qu'à tout le moins les déterminations établies par l'USDOC dans le cadre du réexamen à l'extinction de 2013 sont incompatibles avec l'article 12.7 de l'Accord SMC dans la mesure où elles reprennent les cas examinés dans des réexamens administratifs antérieurs qui ont déjà été jugés incompatibles avec cette disposition.

XIV. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans la section 7.8.4 de son rapport

59. Le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 et/ou a appliqué à tort le principe d'économie jurisprudentielle dans la mesure où il n'a pas évalué les allégations de l'Inde selon lesquelles l'enquête sur les nouvelles subventions au cours des réexamens administratifs effectués par les États-Unis dans le cadre de l'enquête correspondante

[62] *Ibid.*, paragraphes 7.448 et 7.449.
[63] *Ibid.*
[64] *Ibid.*, paragraphe 7.449.
[65] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.479 à 7.481.

est incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC.[66] En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il n'a pas évalué objectivement la question dont il était saisi du fait qu'il n'a pas évalué les allégations de l'Inde au titre des articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC simplement parce que les nouvelles subventions étaient examinées au titre de l'article 21[67] et qu'il n'a pas fourni de "justifications fondamentales" comme l'exige à cet égard l'article 12:7 du Mémorandum d'accord;

- il a interprété de façon incorrecte l'article 11 en constatant que ledit article était inapplicable aux procédures engagées au titre de l'article 21, ne tenant pas compte du sens textuel voulant que l'article 11 s'applique chaque fois qu'un Membre examine l'existence, le degré ou l'effet d'une subvention, quelle que soit la désignation de la procédure dans son droit interne;

- il a interprété de façon incorrecte les articles 11 et 21 en supposant que l'applicabilité de l'article 21 excluait *ipso facto* l'applicabilité des articles 11, 13.1, 22.1 et 22.2.[68]

60. Par conséquent, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer les constatations susmentionnées du Groupe spécial.

61. De plus, l'Organe d'appel doit, s'il y a lieu, compléter l'analyse juridique et constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 11.1, 13.1, 22.1 et 22.2 de l'Accord SMC en menant une enquête sur les nouvelles subventions au cours des réexamens administratifs dans l'enquête correspondante.

XV. Le Groupe spécial a commis des erreurs de droit dans sa décision préliminaire

62. Sous réserve que l'Organe d'appel rejette toutes les demandes présentées par l'Inde dans les sections IV et V ci-dessus, il lui est demandé d'évaluer l'appel de l'Inde dans la présente section. Autrement dit, au cas où l'Organe d'appel constaterait que les États-Unis n'ont pas violé l'article 1.1 a) 1) ***ou*** les articles 2 et 1.4 de l'Accord SMC, il lui est demandé d'évaluer l'appel de l'Inde dans la présente section qui concerne la décision que le Groupe spécial a rendue sur la demande de décision préliminaire des États-Unis dans la section 1.3.3 de son rapport.

63. Le Groupe spécial a fait erreur dans son application des articles 4:6 et 6:2 du Mémorandum d'accord et/ou n'a pas procédé à une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord dans la mesure où il a constaté que les allégations formulées par l'Inde dans la section XII.C.1 et dans la section XII.C.2 de sa première communication écrite ne relevaient pas de son mandat. En particulier, le Groupe spécial a fait erreur pour les raisons suivantes:

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi conformément aux articles 11 et 3:2 du Mémorandum d'accord du fait qu'il n'a pas versé au dossier ni suivi, sans avancer de raisons impérieuses, les constatations précédemment adoptées dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* selon lesquelles c'est au défendeur qu'incombe la charge initiale de prouver qu'il a effectivement subi un préjudice du fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le plaignant était, selon les allégations, incomplète;

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi conformément aux articles 11 et 3:2 du Mémorandum d'accord du fait qu'il n'a pas versé au dossier ni suivi, sans avancer de raisons impérieuses, la constatation du Groupe spécial précédemment adoptée dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* voulant que les questions distribuées par l'Inde pendant les consultations soient l'une des

[66] *Ibid.*, paragraphe 7.501.
[67] *Ibid.*, paragraphes 7.501, 7.507, 7.508 et 7.168.
[68] *Ibid.*

"circonstances entourant l'affaire" pertinentes pour évaluer la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde[69];

- il n'a pas procédé à une évaluation objective de la question dont il était saisi conformément aux articles 11 et 3:2 du Mémorandum d'accord en n'examinant pas le fondement juridique de l'affirmation de l'Inde selon laquelle la référence au terme "ouverte" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde doit se comprendre à la lumière de la note de bas de page 37 de l'Accord SMC[70];

- il a appliqué de façon incorrecte l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en constatant que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Inde excluait les allégations formulées au titre de l'article 11 relatives à l'"ouverture alléguée d'une enquête, ou à la manière dont une enquête a été effectuée"[71];

64. Pour ces raisons, l'Inde demande à l'Organe d'appel d'infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle les allégations formulées par l'Inde dans la section XII.C.1 et dans la section XII.C.2 de sa première communication écrite ne relèvent pas de son mandat.

65. De plus, l'Organe d'appel doit, s'il y a lieu, compléter l'analyse juridique et formuler les constatations suivantes:

- pour évaluer la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par un Membre au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les questions distribuées par les parties pendant les consultations tenues au titre de l'article 4 du Mémorandum d'accord sont l'une des "circonstances entourant l'affaire" à prendre en considération;

- s'agissant d'une exception soulevée au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, c'est au défendeur qu'incombe la charge initiale de prouver qu'il a effectivement subi un préjudice du fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le plaignant est, selon les allégations, incomplète;

- les allégations formulées par l'Inde dans la section XII.C.1 et dans la section XII.C.2 de sa première communication écrite relèvent du mandat du Groupe spécial; et

- les États-Unis ont violé l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC en ouvrant des enquêtes sur le programme de la NMDC et le programme TPS dans le cadre du réexamen administratif de 2004 sans disposer d'éléments de preuve suffisants de l'existence, du montant et de la nature desdites subventions.

_____

[69] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 1.37.
[70] *Ibid.*, note de bas de page 39.
[71] *Ibid.*, paragraphes 1.34 et 1.38.

ANNEXE 2

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS436/7

18 août 2014

(14-4762)

Page: 1/2

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES COMPENSATOIRES VISANT CERTAINS PRODUITS PLATS EN ACIER AU CARBONE LAMINÉS À CHAUD EN PROVENANCE D'INDE

NOTIFICATION D'UN AUTRE APPEL PRÉSENTÉ PAR LES ÉTATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 16:4 ET DE L'ARTICLE 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (MÉMORANDUM D'ACCORD), ET DE LA RÈGLE 23 1) DES PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL

La notification ci-après, datée du 13 août 2014 et adressée par la délégation des États-Unis, est distribuée aux Membres.

_____

Conformément à l'article 16 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") et à la règle 23 des Procédures de travail pour l'examen en appel, les États-Unis notifient par la présente leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde (WT/DS436/R) et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans le présent différend.

1) Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel examine l'interprétation juridique que donne le Groupe spécial de l'expression "organisme public" employée à l'article 1.1 a) 1) de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC"), selon laquelle "[i]l doit être montré que l'entité pertinente a été investie d'un … pouvoir [gouvernemental] ou qu'elle a effectivement exercé un tel pouvoir par l'exercice de fonctions gouvernementales".[1] Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel modifie cette interprétation et précise qu'une entité peut être un organisme public au sens de l'article 1.1 a) 1) si les pouvoirs publics contrôlent cette entité de telle façon qu'ils peuvent utiliser les ressources de cette entité comme leurs propres ressources. Dans ce cas, lorsque l'entité transfère des ressources économiques, ce sont les propres ressources des pouvoirs publics qui sont transférées.

2) Les États-Unis demandent que soient examinées les conclusions juridiques du Groupe spécial selon lesquelles la disposition 19 U.S.C. §1677 7) G) est incompatible avec l'article 15.3 et 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC, aussi bien "en tant que telle" que "telle qu'appliquée" dans l'enquête initiale en cause dans le présent différend.[2] Ces constatations sont erronées et reposent sur des constatations erronées relatives à des questions de droit et à des interprétations

[1] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80.
[2] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.356, 7.369, 8.2 c) et 8.2 d).

du droit connexes, y compris les conclusions du Groupe spécial voulant que "l'article 15.3 établi[sse] une condition préalable nécessaire à l'évaluation cumulative des effets des importations en question … et non une limitation du champ d'application de l'article 15.3"[3]; que l'expression "importations subventionnées" employée dans d'autres dispositions de l'article 15 constitue une "limitation expresse des importations devant être prises en considération" dans une analyse du dommage[4]; et que le contexte fourni par l'article VI:6 a) de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") et l'article 3.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping") n'étaye pas le recours au cumul croisé.[5] Les États-Unis demandent que l'Organe d'appel infirme les constatations du Groupe spécial et conclue que la disposition 19 U.S.C. §1677 7) G) n'est pas incompatible avec l'article 15.3 et 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC "en tant que telle" ou telle qu'appliquée dans l'enquête initiale en cause dans le présent différend.

3) Les États-Unis demandent aussi que soit examinée la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la disposition 19 U.S.C. §1677 7) G) "exige, dans certains cas, que [la Commission du commerce international des États-Unis] cumule les effets des importations subventionnées et les effets des importations faisant l'objet d'un dumping non subventionnées".[6] Cette constatation repose sur le fait que le Groupe spécial n'a pas procédé à "une évaluation objective de la question dont il [était] saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause", comme le prescrit l'article 11 du Mémorandum d'accord, parce que sa conclusion n'est pas fondée sur une évaluation de la mesure en question, y compris son libellé ou d'autres éléments de preuve en rapport avec son sens. Pour cette raison également, les États-Unis demandent que l'Organe d'appel infirme les constatations du Groupe spécial et conclue que la disposition 19 U.S.C. §1677 7) G) n'est pas incompatible "en tant que telle" avec l'article 15.3 et 15.1, 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC.

_____

[3] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.343 et 7.341.
[4] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.346 et 7.360.
[5] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.347 à 7.351.
[6] Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.322, 7.339, 7.340 et 7.358.

ANNEXE 3

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO

WORLD TRADE ORGANIZATION

ORGANE D'APPEL

États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde

AB-2014-7

Décision procédurale

1. Le 8 août 2014, l'Inde a déposé une déclaration d'appel dans la procédure susmentionnée. Le 11 août 2014, la section de l'Organe d'appel connaissant du présent appel a reçu des États-Unis une lettre demandant que le délai qui leur était imparti pour déposer leur communication d'intimé dans la présente procédure d'appel soit prorogé en raison de l'ampleur et de la complexité de l'appel formé par l'Inde. Les États-Unis ont indiqué qu'il apparaissait que la déclaration d'appel de l'Inde contenait au moins 67 allégations d'erreur distinctes. Ils ont demandé que le délai pour le dépôt de leur communication d'intimé soit prorogé d'une semaine jusqu'au 2 septembre 2014.

2. Le 12 août 2014, nous avons invité l'Inde et les tierces parties à présenter par écrit des observations sur la demande avant le 15 août 2014 à midi. Nous avons reçu des réponses de l'Inde et de l'Union européenne. L'Union européenne a appuyé la demande des États-Unis et a elle-même demandé qu'en conséquence, le délai pour le dépôt des notifications et des communications écrites des participants tiers soit également prorogé d'une semaine. L'Inde a mentionné l'importance d'un règlement rapide des différends, mais ne s'est pas opposée à la demande des États-Unis. Dans la mesure où la section accéderait à la demande des États-Unis, l'Inde a demandé qu'un traitement égal lui soit accordé pour le dépôt de sa propre communication d'intimé. Elle a également appuyé la demande de l'Union européenne visant à ce que le délai pour le dépôt des notifications et des communications écrites des participants tiers soit également prorogé.

3. Après avoir examiné la demande des États-Unis et les observations présentées par l'Inde et l'Union européenne, la section a décidé, conformément à la règle 16 des Procédures de travail pour l'examen en appel, de proroger le délai pour le dépôt des communications des intimés jusqu'au lundi 1er septembre 2014. En conséquence, nous avons également décidé de proroger le délai pour le dépôt des notifications et des communications écrites des participants tiers jusqu'au mercredi 3 septembre 2014. L'Organe d'appel pourra fournir des explications additionnelles concernant la présente décision dans son rapport.

4. On trouvera ci-joint un plan de travail pour l'appel actualisé, qui comprend les dates révisées de dépôt des communications des intimés et des notifications et communications écrites des participants tiers. De plus amples détails concernant la date de l'audience et la date de distribution du rapport seront communiqués aux participants et aux participants tiers en temps utile.

Signé à Genève le 19 août 2014 par:

_____
Ricardo Ramírez-Hernández
Président

_____
Ujal Singh Bhatia
Membre

_____
Thomas R. Graham
Membre

_____

États-Unis – Mesures compensatoires visant certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance d'Inde

AB-2014-7

Plan de travail révisé

Action	***Règle***	***Date***
Déclaration d'appel	Règle 20	Vendredi 8 août 2014
Communication de l'appelant	Règle 21 1)	Vendredi 8 août 2014
Déclaration d'un autre appel	Règle 23 1)	Mercredi 13 août 2014
Communication de l'autre appelant	Règle 23 3)	Mercredi 13 août 2014
Communications des intimés	Règles 22 et 23 4)	Lundi 1er septembre 2014
Communications des participants tiers	Règle 24 1)	Mercredi 3 septembre 2014
Notifications des participants tiers	Règle 24 2)	Mercredi 3 septembre 2014

_____